N°15
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Visite du Président du Parlement européen p. 555
Brexit p. 579
«Waassergesetz» p. 567
Sommaire des séances publiques nos 41 à 43 p. 591
Sommaire des questions parlementaires p. Q247
41e séance Mardi 27 juin 2017
42e séance Mercredi 28 juin 2017
43e séance Mardi 4 juillet 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite du Commissaire Oettinger: avenir des finances de l'UE

Le Commissaire européen Günther Oettinger et M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre (4e et 5e de droite), entourés des membres de deux commissions parlementaires et de Mme Yuriko Backes, chef de la représentation de la Commission européenne à Luxembourg (à gauche).

L'avenir des finances de l'Union européenne (UE) était au centre de l'entretien que le Commissaire européen en charge du budget et des ressources humaines, M. Günther Oettinger, a eu, le 14 juillet 2017, avec une délégation parlementaire luxembourgeoise, composée de membres du Bureau, de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

En début de réunion, M. Oettinger a brièvement esquissé les principaux axes d'un document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE qu'il avait présenté le 28 juin 2017.

«Après le Brexit, l'Union européenne devra s'arranger avec dix à onze milliards d'euros de moins chaque année», a-t-il précisé, «même si les obligations financières du Royaume-Uni ne s'éteindront pas le jour même de sa sortie de l'Union.

En même temps, de nouveaux bénéficiaires nets comme la Serbie ou la Macédoine frappent à la porte de l'Union.

Tout ceci se situe dans un contexte où l'on attend de l'UE qu'elle joue un rôle accru dans de nouveaux domaines stratégiques tels que la migration, la sécurité intérieure et extérieure ou la défense.»

Cinq scénarios pour les futurs budgets

Le budget de l'UE sera donc de plus en plus confronté à un défi majeur qui consiste à devoir financer davantage avec des ressources moins importantes. Pour faire face à ce dilemme, le document de réflexion de la Commission évoque, sans prendre parti, cinq scénarios possibles:

1) s'inscrire dans la continuité: l'UE à 27 s'attache à mettre en œuvre son programme de réformes positives;

2) faire moins ensemble: l'UE à 27 se recentre progressivement sur le marché unique;

3) certains font plus: l'UE à 27 permet aux États membres qui le souhaitent de faire plus ensemble dans des domaines spécifiques;

4) faire moins mais de manière plus efficace: l'UE à 27 concentre ses efforts sur des domaines d'action choisis où elle fournit plus de résultats plus rapidement et réduit ses interventions dans les autres domaines;

5) faire beaucoup plus ensemble: les États membres décident de faire beaucoup plus ensemble dans tous les domaines d'action.

Le Commissaire Günther Oettinger est d'avis que les options 1) et 2) sont à exclure. Il estime que la solution qui sera finalement retenue s'orientera fortement vers le cinquième scénario avec quelques éléments de réforme et du «certains font plus».

Taxe sur les transactions financières

En ce qui concerne le côté recettes des futurs budgets, M. Oettinger ne fait pas partie de ceux qui plaident en faveur de l'introduction d'un impôt européen. Il favorise le prélèvement d'une partie d'un impôt national à des fins européennes. D'après lui, une taxe sur les transactions financières se prêterait parfaitement à cette approche, même si l'introduction d'un tel impôt lui paraît peu probable. «J'entends cependant remettre la question sur table, afin que le Conseil se prononce une fois pour toutes sur l'opportunité d'une telle taxe», a ajouté M. Oettinger.

Le Commissaire a été accueilli au Parlement par M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés. La réunion de travail a été présidée par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

La Chambre des Députés «goes fairtrade»

Le Parlement luxembourgeois a décidé de faire suivre des actes aux paroles: après les engagements pris en séance plénière, la Chambre des Députés a réorienté sa politique d'achat vers des produits du commerce équitable et de la production locale et régionale.

M. Jean-Louis Zeien, Président de Fairtrade Lëtzebuerg, s'en réjouit. «L'engagement de la Chambre des Députés est un beau cadeau pour le 25e anniversaire de notre ONG», a-t-il dit le 12 juillet 2017 lors d'une conférence de presse.

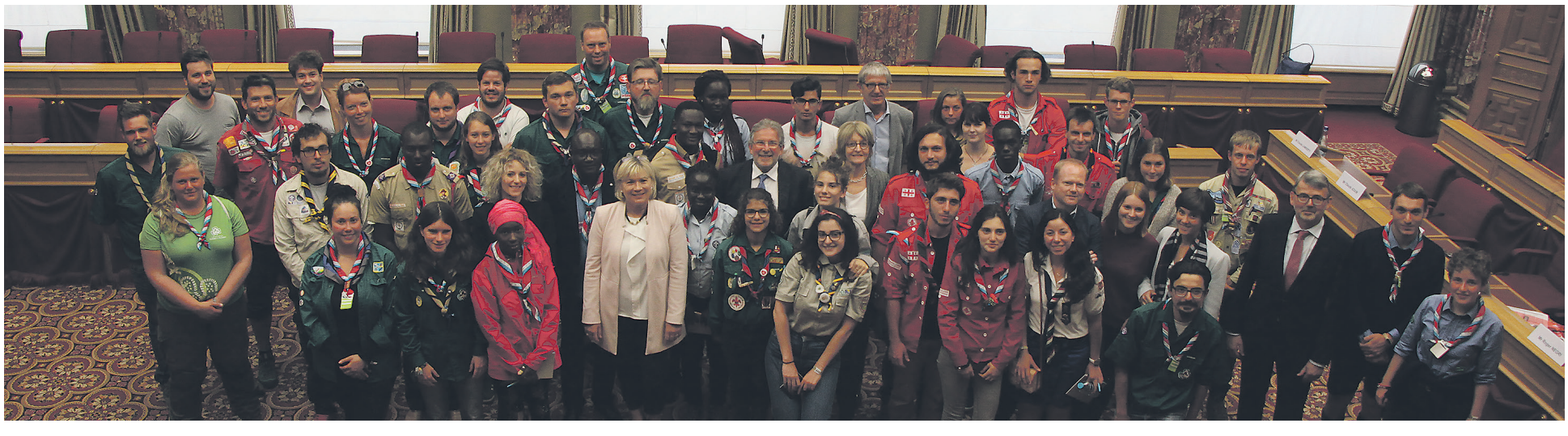
À cette occasion, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur le fait que le processus de s'inscrire dans la durabilité est toujours en cours à la Chambre, propos illustrés par le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, qui a ajouté que l'utilisation de produits recyclés et une gestion durable de déchets sont d'autres éléments de cette démarche.

M. Henri Kox, Vice-Président du Parlement, très impliqué dans le projet, a souligné l'importance de faire preuve de patience pour convaincre les gens à changer leurs habitudes.

Une délégation de jeunes ambassadeurs du commerce équitable, également présente à la conférence de presse, a salué l'exemple donné par la Chambre et a invité tous les députés à en parler, notamment sur les réseaux sociaux.

(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre, M. Henri Kox, Vice-Président, M. Mars Di Bartolomeo, Président, et M. Jean-Louis Zeien, Président de Fairtrade Lëtzebuerg, entourés de jeunes ambassadeurs du commerce équitable.

Un échange avec 60 scouts au Parlement



Représentants des scouts et du groupe interparlementaire du scoutisme réunis à la Chambre.

Dans le cadre du camp international de scouts «Go Urban» regroupant environ 4.000 jeunes de 22 pays durant dix jours au Luxembourg, une réunion de la Convention des scouts a eu lieu à la Chambre des Députés le 26 juillet 2017.

Environ 60 scouts ont discuté avec le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec les députés membres du groupe interparlementaire du scoutisme des thèmes liés aux valeurs du scoutisme.

Les discussions ont été préparées au niveau de trois ateliers thématiques portant sur le développement durable, les questions de genre dans les camps de scouts et les médias.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Formation professionnelle

6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter certaines modifications textuelles au Code du travail au niveau du soutien et du développement de la formation continue, plus précisément aux dispositions relatives à la prise en charge des frais liés à la formation professionnelle continue organisée par les entreprises.

La formation professionnelle continue poursuit un double objectif: elle permet, d'une part, d'offrir aux salariés non qualifiés la possibilité de suivre une formation de base professionnelle. D'autre part, elle permet également à toute personne d'approfondir son savoir-faire et de l'adapter aux réalités technologiques et économiques du marché du travail.

Dans cet ordre d'idées et conscient du besoin réel d'une telle offre de formations, le législateur a permis en 1999 aux entreprises de bénéficier d'une aide au financement de leurs plans de formation. Le contrôle du respect des conditions d'éligibilité des entreprises revient depuis lors à l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (ci-après «INFPC»).

Vu que le nombre des entreprises bénéficiaires est en constante augmentation, l'encadrement et le suivi des demandes de cofinancement deviennent un défi considérable pour l'INFPC. Dans un souci de contrôle adapté et adéquat, il y a dès lors lieu de modifier les dispositions en vigueur. Aux termes de l'exposé des motifs, «l'intention n'est (cependant) pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux en adaptant les modalités du cofinancement de la formation professionnelle continue.»

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01.10.2015

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

30.11.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.06.2017	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2017

Personnel communal

6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Le présent projet de loi a pour objet la transposition dans le secteur communal de la réforme du statut général opérée au niveau de la fonction publique étatique.

Il apporte également certaines modifications à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, en exécution de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé, plus précisément au niveau de la définition des compétences en matière d'engagement des salariés. Finalement une précision est apportée quant au contenu des décisions du conseil communal portant création d'un poste d'agent communal.

Les éléments-clés de la transposition des mesures de réforme de la fonction publique étatique dans le secteur communal se présentent comme suit:

- la durée de stage est augmentée de deux à trois ans voire quatre ans en cas de poste à temps partiel;

- le plan d'insertion professionnelle est introduit. Est introduite la possibilité de dispense de deux des trois langues administratives;

- un congé linguistique est introduit pour les personnes dispensées de la connaissance d'une ou de plusieurs des trois langues administratives;

- le système de gestion par objectifs est introduit;

- le système d'appréciation des performances professionnelles des fonctionnaires est introduit;

- est introduite la possibilité de fonctionnarisation de l'employé communal après quinze années de service;

- le projet de loi introduit aussi le principe de la possibilité du détachement temporaire du fonctionnaire.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.01.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

18.02.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
12.09.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.03.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
27.06.2017	Examen de la motivation du refus de la dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Premier vote constitutionnel: 23.03.2017

Second vote constitutionnel: 05.07.2017

Loi du 28 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°679, page 1

Protection de l'euro

6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil

a) L'objet du projet de loi

Le projet de loi 6997 vise à transposer en droit interne la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des

autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil du 29 mai 2000.

Il s'agit de garantir une protection adéquate et assurer une lutte contre les infractions de faux-monnayage.

La législation luxembourgeoise est, eu égard au cadre normatif mis en place tant au niveau européen qu'international, déjà largement conforme aux exigences telles que posées.

Il est proposé, à raison des modifications législatives qui s'imposent, de procéder à une révision d'ensemble des dispositions régissant la contrefaçon, l'altération ou la falsification de la monnaie, les instruments de paiement corporels protégés contre les imitations ou les utilisations frauduleuses et les titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières. Ainsi, il est proposé de réorganiser la structure des articles afférents du Code pénal et d'adapter la terminologie utilisée.

Le projet de loi ne comprend que deux articles, dont le premier comporte neuf points modifiant certaines dispositions du Code pénal, et le second six points modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle.

b) La protection de l'euro contre le faux-monnayage

L'euro a cours légal dans dix-neuf des vingt-huit États membres de l'Union européenne depuis que la Lituanie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2015.

Chacun a remarqué que les billets d'euros ont changé, avec l'introduction cette année, après les nouveaux billets de 5, 10 et 20 euros, d'un nouveau billet de 50 euros qui a été mis en circulation par l'Eurosystème (organe qui réunit la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des États membres qui ont adopté l'euro) le 4 avril 2017.

Dans son discours à l'occasion de la présentation de ce nouveau billet, M. Mario Draghi a souligné que si les paiements électroniques gagnent du terrain, les espèces restent le moyen de paiement le plus répandu en Europe.

Selon une enquête réalisée par la Banque centrale européenne, plus de trois quarts des paiements dans les points de vente de la zone euro sont effectués en espèces. En valeur, cela représente un peu plus de la moitié de l'encours des transactions. Les espèces demeurent donc encore à ce jour au cœur de notre économie.

Toujours selon la Banque centrale européenne, le nombre de faux billets retirés de la circulation est en baisse; l'introduction des nouveaux billets contribue à maintenir la confiance du public dans la monnaie européenne.

Il y a lieu de protéger la monnaie unique de l'Union européenne de la même manière que les intérêts financiers de l'Union.

Malgré les dispositions prises antérieurement à la directive a quo, la Commission européenne a pointé l'insuffisance du caractère dissuasif des sanctions dans les législations nationales.

La directive 2014/62/UE qui remplace dorénavant la décision-cadre 2000/383/JAI témoigne de la volonté d'une unification effective des législations au niveau européen en vue de permettre une meilleure lutte contre ce fléau qui touche l'économie européenne, les entreprises mais aussi les particuliers.

Le projet de loi, tout comme le texte de la directive à transposer, s'inscrit dans la suite d'une liste de cinq textes antérieurs, dont quatre textes européens et une convention internationale, qui tendaient déjà tous à la répression du faux-monnayage et des infractions analogues.

Aux termes de la directive, les États membres prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que les comportements visés aux articles 3 et 4 sont passibles de sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives.

La directive n'impose finalement pas de passer par des sanctions minimales. S'il a semblé évident que pour les infractions de contrefaçon de monnaies les plus graves, une peine d'emprisonnement doit être prévue, la directive ne touche qu'aux peines maximales.

Alors que la décision-cadre prévoyait une peine maximale d'au moins huit ans uniquement pour la fabrication ou l'altération frauduleuses, la directive étend la sanction d'emprisonnement à tous les comportements susceptibles de rentrer dans la catégorie des infractions de contrefaçon de monnaies, avec des peines maximales de cinq ou huit ans pour les infractions les plus graves (article 5).

Ainsi, même si une unification des peines semble encore difficile à établir du fait de la volonté des États à garder une certaine liberté en la matière, la directive 2014/62/UE renforce l'effet dissuasif des législations nationales en élargissant le champ d'application des sanctions, en durcissant les peines maximales.

c) Des modifications ponctuelles au Code pénal

Du fait de la transposition de textes européens antérieurs en droit national, celle de la directive 2014/62/UE ne nécessite, aux dires de l'exposé des motifs, que des modifications ponctuelles aux dispositions déjà existantes.

Le Conseil d'État a noté, dans son premier avis, que les articles de la directive 2014/62/UE figurant sous les numéros 4 (Incitation, participation, complicité et tentative), 5 (Sanctions à l'encontre des personnes physiques), 6 (Responsabilité des personnes morales), 7 (Sanctions à l'encontre des personnes morales) et 8 (Compétence) sont actuellement déjà transposés en leur substance en droit national, soit au travers des dispositions de droit commun, soit par les actes de transposition des actes européens antérieurs cités au projet de loi.

Étant donné que la transposition de la directive exige certaines adaptations législatives qui risquent de compliquer davantage les dispositions d'ores et déjà très complexes des chapitres I à III du titre III du livre II du Code pénal, il a été jugé opportun de profiter des modifications qui s'imposent pour restructurer et réorganiser les articles relatifs à la contrefaçon, à l'altération et à la falsification portant non seulement sur les pièces et billets, mais également sur les autres instruments de paiement corporels, sur les titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, ainsi que sur les sceaux, les timbres, les poinçons et les marques.

Le terme «monnaie» désignera dorénavant les pièces métalliques et les billets, qui englobera celles ayant cours légal tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mettant sur un pied d'égalité les monnaies nationales et les monnaies étrangères.

Sont punis les faits non seulement de «contrefaçon» ou «d'altération», mais aussi de «falsification», qui, comme l'a souligné le Conseil d'État, ne sont pas synonymes:

- la contrefaçon de monnaie est définie comme «l'imitation de la monnaie véritable par la fabrication d'espèces monétaires non authentiques réalisée avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire» et constitue donc l'infraction la plus importante,

- l'altération de monnaie est définie comme «la diminution de leur valeur intrinsèque par la modification de leur poids ou de leur substance», et

- la falsification est définie comme une atteinte portée «aux titres ou billets vrais pour leur faire subir une modification», et correspond dès lors à l'altération des monnaies métalliques.

Le projet prévoit que la confiscation soit ordonnée, même en cas d'acquittement, d'exemption des peines, d'extinction ou de prescription de l'action publique.

L'article 11 de la directive a quo prévoit que tous les deux ans, les États membres transmettent des statistiques à la Commission en ce qui concernent le nombre d'infractions, d'auteurs et de condamnations pour les infractions les plus graves.

La directive prévoit aussi une harmonisation des outils d'investigation et de détection pour permettre une véritable coopération des États membres en matière de lutte contre la contrefaçon de la monnaie, qui constitue une criminalité au caractère transfrontalier.

Ces derniers points ne font pas l'objet du présent projet de loi.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

29.03.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'une série de propositions d'amendements
28.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2017
Loi du 28 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°777, page 1

«Waassergesetz»

7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau dont la mise en pratique a, au cours des dernières années, révélé des incohérences et des voies d'amélioration. Ainsi:

- le projet de loi clarifie la procédure de définition des zones de protection des ressources d'eau destinées à la consommation humaine en l'adaptant de façon à mieux pouvoir tenir compte des résultats de la consultation du public et à donner un cadre légal plus clair aux restrictions qui peuvent frapper les propriétaires de terrains situés en zone de protection. Le texte adapte également les autres procédures de consultation du public prévues par la loi relative à l'eau de façon à uniformiser et à simplifier les démarches;

- il supprime certaines obligations qui se sont révélées superfétatoires, comme, par exemple, l'établissement du plan national du cycle urbain de l'eau;

- il comprend une réorientation des subventions étatiques par le Fonds pour la gestion de l'eau. Cette réorientation permet de supporter davantage les projets communaux qui ne sont pas couverts par le prix de l'eau, tels que les projets de renaturation ou les mesures anticrues, tout en réduisant le taux de subvention pour les projets d'assainissement;

- il tient compte des remarques de la Commission européenne quant à la transposition initiale de certaines dispositions des directives 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

La Commission de l'Environnement a adopté une série d'amendements qui modifient le texte initial, dont notamment les suivants:

- le secteur 'Horeca' est ajouté au schéma pour la tarification de l'eau;

- la déclaration obligatoire par règlement grand-ducal du programme de mesures de renaturation et les modalités pour la répartition des frais y relatifs est supprimée;

- des critères pour les subsides pour mesures dans ce domaine sont fixés;

- la disposition de passer outre l'avis d'un conseil communal lors de la procédure d'enquête publique est abandonnée.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

15.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
01.03.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2017	Continuation des travaux
15.03.2017	Continuation des travaux
29.03.2017	Continuation des travaux
05.04.2017	Continuation des travaux
31.05.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.06.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°690, page 1

Qualité des carburants

7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère en y intégrant l'article 7bis, paragraphe 2, de la directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre produites sur l'ensemble du cycle de vie des carburants d'au moins 6% au 31 décembre 2020.

La directive 98/70/CE est transposée en droit national par le règlement grand-ducal modifié du 16 mars 2012 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et l'utilisation durable des biocarburants et modifiant le règlement grand-ducal du 21 février 2000 concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides. Spécifiquement, son article 7bis, paragraphe 2, est transposé par l'article 9 dudit règlement.

Le projet de loi sous rubrique prévoit donc de:

- transférer cet article vers la loi précitée du 21 juin 1976. Ce transfert permet d'inclure des sanctions pour non-respect de l'article sous la forme d'une amende, ainsi que la possibilité d'introduire un recours administratif contre la décision d'infliger une amende;

- d'adapter les dispositions en matière de recherche et de constatation des infractions, de pouvoirs de contrôle, et de la constitution de partie civile des associations écologiques agréées, pour les aligner avec la législation environnementale récente.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2016
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

15.02.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
24.04.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017

Convention sur les paysages

7106 - Projet de loi portant approbation du protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016

Le projet de loi porte approbation du protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, tel qu'il a été adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

La Convention européenne sur les paysages, appelée également la Convention de Florence, a pour objectif de valoriser le paysage, en fixant un cadre juridique pour promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens, et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine. Cette convention a fait l'objet de la loi d'approbation du 24 juillet 2006 et a été ratifiée par le Luxembourg le 20 septembre 2006.

L'objectif essentiel du protocole est de promouvoir la coopération européenne avec des États non européens qui souhaiteraient mettre en œuvre les dispositions de la convention. Ce protocole est ouvert à la ratification, l'acceptation ou l'approbation depuis le 1er août 2016.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
17.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 28 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°704, page 1

Ressources génétiques

7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Le projet de loi porte exécution du règlement (UE) n°511/2014 du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Le protocole de Nagoya est un accord international sur la biodiversité. Il a été adopté par la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies, le 29 octobre 2010 à Nagoya, et a fait l'objet de la loi d'approbation du 27 février 2015. Le protocole vise à favoriser la protection de la biodiversité et à encadrer l'exploitation des ressources génétiques entre les pays détenteurs de ces ressources et les industries utilisatrices afin d'aller vers plus d'équité et de sécurité juridique dans l'utilisation de ces ressources. En se fondant sur le principe de la souveraineté des États sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources génétiques, le protocole dispose qu'il n'est désormais plus possible d'utiliser la richesse génétique d'un pays sans obtenir son consentement et lui offrir une contrepartie définie d'un commun accord.

Le règlement (UE) n°511/2014 oblige les utilisateurs à s'assurer que l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles qui y sont associées s'est fait en conformité avec les dispositions légales en vigueur dans le pays d'origine et que le partage des avantages découlant de leur utilisation est juste et équitable. Les utilisateurs sont également tenus de déclarer qu'ils ont fait preuve de la diligence nécessaire requise par le règlement ou qu'ils en feront preuve à l'avenir. Le règlement prévoit des sanctions à l'égard des contrevenants. Le règlement vise également à aider les chercheurs et les industriels à respecter les règles établies. Les bonnes pratiques sectorielles joueront un rôle essentiel et les associations d'utilisateurs pourront demander la reconnaissance officielle de bonnes pratiques en matière d'accès et de partage des avantages, les codes de conduite déjà mis en place en la matière dans le secteur universitaire et différentes industries pouvant servir de point de départ.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 20.01.2017

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
14.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°675, page 1

Migrations: accord LU-Cabo Verde

7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'accord de Cotonou, du prolongement du partenariat spécial entre l'UE et le Cabo Verde et du partenariat pour la mobilité. Il constitue en effet l'instrument de mise en œuvre en matière de coopération dans le cadre dudit partenariat pour la mobilité. L'accord a été conclu dans l'esprit du processus de Rabat et de la conférence Union européenne-Afrique sur la migration et le développement tenue à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006, de même que de la déclaration du quatrième sommet UE-Afrique qui s'est tenu à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014 qui visent à faciliter la migration légale tout en combattant la traite des êtres humains et la migration irrégulière.

En effet, l'objectif principal de cet accord est de faciliter la circulation des personnes et d'encourager une migration professionnelle circulaire à caractère temporaire entre le Luxembourg et le Cabo Verde. Afin d'y parvenir, la délivrance de visas de «circulation» à entrées multiples d'une validité d'une à cinq années, selon les critères définis dans l'accord, est facilitée. Au Luxembourg, cet accord permettra ainsi d'améliorer la qualité et l'efficience des procédures pour les ressortissants du Cabo Verde.

En contrepartie, il comporte des dispositions relatives à la lutte contre l'immigration irrégulière et à la réadmission, dans le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes en situation irrégulière.

L'accord prévoit finalement de mobiliser les compétences et les ressources des migrants en faveur du développement solidaire et de mettre en œuvre des mesures incitatives concertées en vue de faciliter la réinsertion des migrants dans leur pays d'origine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
12.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°672, page 1

Couche d'ozone

7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016

Le protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est un accord international entré en vigueur le 1er janvier 1989; il a pour objectif la réduction et, à terme, l'élimination complète des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

L'amendement de Kigali au protocole de Montréal a été adopté à Kigali le 15 octobre 2016 à l'occasion de la 28e réunion des parties. Par cet amendement, les pays signataires du protocole visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre puissants et plus particulièrement les hydrofluorocarbures (HFC) dont l'utilisation a connu une croissance rapide ces dernières années, notamment par leur usage dans les équipements de climatisation et qui contribuent également à la destruction de la couche d'ozone.

Le projet de loi 7125 vise à approuver l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.03.2017

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
31.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 28 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°705, page 1

Suivez la Chambre des Députés sur
Facebook, Twitter
et Instagram

SÉANCE 41

MARDI,
27 JUIN 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen
- *M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

5. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP
- *M. Marc Angel - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

2) Question posée par le groupe politique CSV
- *M. Claude Wiseler - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

3) Question posée par le groupe politique DP
- *M. Eugène Berger - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

4) Question posée par la sensibilité politique ADR
- *M. Fernand Kartheiser - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng»
- *M. Claude Adam - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk»
- *M. Marc Baum - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

(Suspension de la séance publique de 15.51 à 15.52 heures)

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier
- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Débat: M. Marc Angel, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

7. 7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (question de Mme Françoise Hetto-Gaasch)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bonjour! J'ouvre la séance publique.

2. Ordre du jour

L'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents vous a été transmis. Est-ce que la Chambre est d'accord avec l'ordre du jour proposé?

(Assentiment)

Merci beaucoup. L'ordre du jour est adopté.

3. Discours de M. le Président

Eccellenza ....

Plusieurs voix.- Ah!

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Quel italien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Signor Presidente Tajani, caro Antonio, è un piacere ed un onore accoglierla oggi alla Camera dei Deputati del Lussemburgo. Luogo in cui abbiamo già accolto il suo predecessore Martin Schulz nel 2014.

La sua venuta è un messaggio forte rivolto ai nostri concittadini.

Mi permetto ora di proseguire in francese.

(Brouhaha)

Monsieur le Président, cher Antonio Tajani, qui aurait dit, il y a un an, qui aurait dit, il y a même peut-être seulement six mois, que l'Europe pourrait de nouveau avoir le vent en poupe aujourd'hui?

Permettez-moi de poser cette question qui peut sonner comme une provocation. Une provocation, car pendant plusieurs années maintenant, nous avons été témoins d'un vrai «bashing» - nouveau mot français - de l'Union. Les mouvements antieuropéens se sont nourris de la crise économique et sociale, des peurs les plus profondes des gens, mais aussi d'échecs politiques, dans lesquels l'Union européenne n'était pas tout à fait innocente. Mais l'Union européenne montre qu'elle sait se réformer et avancer en apprenant de ses lacunes et de ses erreurs.

Tout en étant persuadé que les dangers émanant des extrémismes ne disparaîtront pas de sitôt, je sens naître un espoir. L'espoir que les valeurs fondamentales, qui sont à la base du projet européen, retrouvent le soutien nécessaire.

D'où vient ce message? Il vient des gens, des citoyens. Nous l'avons vu en Autriche, aux Pays-Bas, en France. Je le vois dans beaucoup d'autres endroits et pays. Cette demande d'Europe restera à mon avis éphémère, si les responsables politiques ne la consolident pas, ne l'attrapent pas au vol. Nous devons répondre à cette demande de plus de démocratie, de solidarité, de transparence, de bonne gouvernance et de justes équilibres. Cela veut dire que la priorité de l'Union européenne ne doit pas être l'ingénierie institutionnelle, mais le choix des vraies priorités politiques. L'Union ne doit pas se limiter à se féliciter de ses succès historiques, elle doit se concentrer sur les défis actuels et faire face aux inégalités, injustices, exclusions et discriminations avec le même courage qui caractérisait les pères fondateurs.

Ce qui vaut pour les institutions européennes vaut aussi pour nos parlements nationaux. C'est la raison pour laquelle je voudrais voir une coopération plus intense et systématique entre les parlements nationaux et le Parlement européen, une méthode coordonnée et efficace tenant compte des spécificités mutuelles et de la complémentarité des parlements nationaux et du Parlement européen, et moins de concurrence surtout. Si je sens naître un désir d'Europe venant de la base, je trouve tout aussi nécessaire une mobilisation accrue au niveau des responsables européens pour faire avancer l'Europe et améliorer l'Europe.

Je salue le Livre blanc proposé par le Président de la Commission européenne qui nous encourage à faire face aux choix politiques nécessaires. Au-delà des grandes orientations, le débat est axé sur l'approfondissement de politiques concrètes, à l'instar du débat sur la politique sociale, qui vient d'être lancé en avril et qui devra encore être concrétisé. L'important est là: définir et puis mettre en œuvre des politiques concrètes.

J'aimerais souligner le formidable engagement du Parlement européen à cet égard. Au Parlement luxembourgeois, nous nous inscrivons dans cette même dynamique et nous avons d'ailleurs prévu un débat d'orientation en séance plénière sur l'avenir de l'Europe en juillet, qui sera axé sur cette dimension.

Il est évident que l'Europe ne peut et ne doit pas tout faire. Mais il est tout aussi vrai que l'Europe doit définir des lignes rouges très claires pour éviter son implosion. Tout membre doit comprendre que l'Europe fonctionne selon le principe du donner et du recevoir et que le «cherry picking» - un autre nouveau mot français - ne va pas!

Si nous réussissons à nous mettre d'accord sur les points que nous pouvons mieux réaliser ensemble que chacun pour soi, si nous parvenons à plus d'Europe à bon escient et au bon endroit, nous réussirons de nouveau à enthousiasmer nos citoyens, aussi dans les pays dont les gouvernements s'inscrivent de plus en plus en porte-à-faux par rapport aux valeurs européennes.

J'espère donc qu'ensemble avec le Parlement européen, les parlements nationaux pourront contribuer à la reconnexion avec nos citoyens. Ensemble, nous devons trouver la motivation pour protéger nos systèmes sociaux basés sur la solidarité au lieu de les sacrifier à des conceptions purement comptables, qui ont sévèrement touché les plus vulnérables de nos populations.

Finalement face aux attaques multiples contre nos valeurs fondamentales tant à l'intérieur de l'Union européenne qu'à nos frontières, nous devons être les vigies de la démocratie, de l'État de droit, de la liberté de presse et d'expression. Surtout nous ne devons pas tomber dans le piège des provocateurs clairement identifiés comme tels. 60 années après le traité de Rome nous devons continuer à faire ce que l'Union européenne sait faire le mieux: avancer et non reculer, inclure et non exclure.

Monsieur le Président, cher Antonio, Mesdames, Messieurs, j'espère que ces quelques mots d'introduction vous ont montré que nous avons confiance en l'Europe et que nous sommes impatients d'avoir plus de détails sur vos priorités. Je vous remercie et la parole, cher Monsieur le Président, est à vous.

4. Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Monsieur le Président, grazie per avermi salutato nella mia lingua madre. Je suis à l'aise alors. Ici, je suis chez moi. Merci beaucoup pour votre accueil.

Mesdames et Messieurs les Députés, cette Chambre est le cœur législatif d'un pays, le Grand-Duché de Luxembourg, qui, au fil du temps, est devenu un véritable microcosme de notre Union européenne. D'ailleurs un de mes premiers déplacements en tant que Vice-Président, au début de la législature en cours, a été au Luxembourg pour inaugurer la Vallée de la paix au Moulin d'Asselborn, un monument qui rend hommage aux résistants d'hier, aux pères fondateurs et qui célèbre la paix en Europe.

Le Luxembourg puise sa force dans le pluralisme de sa société et le multilinguisme de sa population, en mettant en pratique celle qui est la première devise de l'Union européenne: l'unité dans la diversité. Un primat qui a mis le Luxembourg plusieurs fois au centre de l'action politique européenne, en démontrant qu'un petit pays peut jouer un rôle décisif dans la politique européenne et que l'impact d'un État dépend de son engagement politique et non pas des critères liés à sa grandeur géographique ou à sa population.

Je pense au rôle du Luxembourg dans la formation de l'Union, grâce, entre autres, à l'un des pères fondateurs de l'Europe, le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Joseph Bech. Mais je pense également au compromis de Luxembourg de 1966 qui mit fin à une période d'impasse du processus d'intégration et fit retourner la France au Conseil, ou encore au rapport rédigé par l'ancien Premier Ministre Pierre Werner, qui donne les bases pour une monnaie commune, ou au compromis trouvé entre l'Allemagne et la France sur le pacte de stabilité et de croissance lors du conseil de Dublin en 1996 par l'ancien Premier Ministre, maintenant Président de la Commission européenne, mon ami Jean-Claude Juncker.

Je voudrais à cette occasion souligner l'importance qu'a eue le plan d'investissement pour la croissance et pour relancer l'économie réelle, initié par Jean-Claude Juncker avec qui nous menons une excellente coopération interinstitutionnelle.

J'ai donné juste quelques exemples de l'immense contribution de votre pays à l'intégration européenne, une contribution reconnue par le Prix Charlemagne, que Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean a reçu en 1986 au nom du peuple luxembourgeois.

En parlant du rôle que le Luxembourg a joué dans la construction de l'Union européenne, je ne peux pas, évidemment, oublier l'énorme tâche accomplie par ce pays en tant que siège des institutions européennes. Près de 13.000 personnes travaillent au Luxembourg pour les institutions européennes. Depuis le début de mon mandat, j'ai voulu renforcer le rôle du Luxembourg en tant que siège du Parlement, parmi les autres institutions. J'ai nommé un membre de mon cabinet en tant que responsable pour toute question concernant le siège du Parlement au Luxembourg ainsi que pour la liaison avec les autorités nationales et locales et avec le Parlement luxembourgeois.

Et je saisis cette occasion pour remercier le Secrétaire général du Parlement européen, Monsieur Klaus Welle, pour l'excellente coopération qu'il mène au niveau administratif avec les autorités luxembourgeoises.

La bonne intégration des fonctionnaires européens au sein du Luxembourg est un exemple, parmi tant d'autres, de la manière dont ce pays, votre pays, a su répondre aux défis de la société moderne.

Aujourd'hui l'Union européenne est confrontée à des crises multiples et complexes. Aujourd'hui, plus que jamais, l'Europe a besoin de pays qui, comme le vôtre, réussissent à intégrer le changement. L'Europe doit se transformer et non se détruire.

Je suis optimiste. L'Europe est sur la bonne route. Dans le dernier Eurobaromètre publié

par le Parlement européen, pour la première fois depuis la crise de 2008, on note une inversion de tendance positive dans l'opinion qu'ont nos citoyens de l'Union européenne. Cette évolution est liée au fait que l'Europe a su mettre au centre de son action les priorités des Européens: le chômage, surtout le chômage des jeunes, la sécurité, l'immigration, l'environnement.

À cette fin, le 25 mars dernier, avec les Présidents des autres institutions européennes et les 27 Chefs d'État, nous nous sommes engagés à renforcer l'Union, à la rendre plus résiliente, plus sûre et plus sécurisée, prospère et compétitive, plus responsable du point de vue environnemental et social.

En même temps, nous avons exprimé une forte volonté pour une Europe qui joue un rôle de premier plan dans le monde et dans le processus de mondialisation. Dans le contexte mondial, l'Europe joue déjà un rôle de premier rang dans la lutte contre le changement climatique, surtout après la regrettable décision du Président des États-Unis de sortir de l'accord de Paris.

Et elle continue d'élever son profil d'acteur global en Afrique et en Amérique du Sud. En tant que Président du Parlement européen, je ferai tout ce qui est possible pour garantir que la volonté politique exprimée dans la déclaration de Rome se traduise en action.

Afin de pouvoir agir avec la plus grande efficacité possible dans le sens des priorités de Rome, des changements profonds sont nécessaires, à commencer par le budget de l'Union qui doit refléter ces priorités. En parallèle, nous devons continuer à relancer la croissance, attirer des investissements et créer des emplois, en particulier pour les jeunes. Nous devons agir sur trois fronts:

1. mener à bien le chantier du marché unique des services, du numérique, des capitaux et de l'énergie;

2. mettre en place une politique industrielle cohérente;

3. faciliter l'accès de nos entreprises aux marchés internationaux sur un pied d'égalité.

Il est aussi indispensable de compléter l'Union monétaire par une union bancaire, fiscale, et de mettre en œuvre un véritable processus de convergence entre les économies.

Dans ce contexte, il est crucial de faire avancer la dimension sociale de l'Europe. Et votre pays connaît bien, très bien la valeur de l'Europe sociale. C'est grâce à l'impulsion de la présidence luxembourgeoise que l'Union, en 1997, a adopté une stratégie coordonnée pour l'emploi. L'Europe sociale doit être à la base d'un pacte intergénérationnel, complémentaire au pacte de stabilité et de croissance. Le Parlement européen a toujours été très actif dans ce domaine. Un engagement que le Parlement européen a confirmé avec le rapport «Rodrigues», adopté en janvier de cette année. Dans ce rapport, le Parlement demande à la Commission de renforcer les droits sociaux au moyen de la législation, de mécanismes d'élaboration des politiques et avec des instruments financiers.

Je remercie Jean-Claude Juncker et la Commission européenne pour la proposition du 26 avril relative à l'établissement d'un socle européen des droits sociaux. Il s'agit là d'une bonne base qu'il faudra renforcer pour établir un marché du travail plus équitable et véritablement paneuropéen.

Si nous souhaitons conserver ce bien précieux qu'est l'espace de liberté sans frontières, nous devons nous doter d'instruments plus efficaces pour garantir la sécurité à l'intérieur comme à l'extérieur de cet espace. Ce n'est pas en limitant la libre circulation que l'on arrêtera les terroristes, qui sont bien souvent citoyens de nos pays. La véritable sécurité dépend de notre capacité de coopération et de confiance mutuelle. Elle dépend également de la coordination entre les services de renseignement européens et ceux des pays tiers. Nous devons continuer à renforcer Europol et je remercie le travail du Président du Parlement luxembourgeois qui a participé jusqu'à la fin aux négociations pour avoir un bon contrôle du côté du Parlement sur l'activité d'Europol. À Bratislava, tous ensemble nous avons signé cet accord qui est un message de support d'Europol, mais c'est aussi un message d'engagement des différents parlements et du Parlement européen pour essayer de renforcer la sécurité et la sûreté dans nos pays.

Nous devons continuer à renforcer Europol et l'action conjointe des forces de police ainsi que la collaboration entre les services douaniers. Afin de promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité, l'Union doit se doter d'une véritable capacité d'intervention. Je salue, à cet égard, le projet soumis par la Commission européenne pour la création d'un Fonds européen de la défense et d'autres actions en vue d'aider les États membres à accroître l'efficacité de leurs dépenses dans les capacités de défense communes. Il faut plus d'intégration. Il faut la volonté et le courage d'aboutir à une vraie politique de défense commune.

Il faut également beaucoup plus de courage en matière d'immigration. Il est évident que le système actuel de répartition des responsabilités ne fonctionne pas. Il y a lieu de réformer en profondeur le règlement de Dublin. En matière d'asile, la Commission européenne a proposé une profonde réforme que le Parlement européen devrait approuver et renforcer d'ici l'été. Mais ce n'est pas suffisant. Dans les années à venir, nous risquons de connaître des flux migratoires majeurs, notamment en provenance de l'Afrique subsaharienne.

Une voix.- Très bien!

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Les causes sont multiples: désertification, changement climatique, croissance démographique, pauvreté, maladies, terrorisme, instabilité politique. Une réponse sérieuse requiert une stratégie européenne globale qui touche à la racine des problèmes. Nous devons agir sur plusieurs fronts: d'une part, nous devons renforcer le contrôle des frontières extérieures; d'autre part, nous devons mettre en place un nouveau partenariat avec l'Afrique.

Lors des sessions de mai et de juin à Strasbourg, nous avons invité le Président de la Commission de l'Union africaine, Monsieur Moussa Faki, et le Président de la Côte d'Ivoire, Monsieur Alassane Ouattara, pour discuter de ce partenariat. Nous avons beaucoup de défis en commun, comme le changement climatique, la paix et la sécurité, en particulier au Maghreb et au Sahel, mais aussi, et surtout, de nombreuses opportunités à saisir ensemble.

Cette relation avec l'Afrique a été au centre des discussions d'une conférence de haut niveau, organisée par le Parlement européen la semaine dernière, à la veille du Conseil européen du 22 juin, sur la gestion des flux migratoires.

Je m'engagerai durant mon mandat en faveur d'une diplomatie économique européenne vigoureuse pour attirer des investissements sur ce continent. J'espère que le Parlement et le Conseil pourront s'accorder rapidement sur le Fonds de développement pour l'Afrique proposé par la Commission européenne. Et sur ce sujet, je suis en train de travailler la main dans la main avec le Président de la Commission Jean-Claude Juncker.

Mais nous avons aussi besoin de l'aide des parlements au niveau national.

Last but not least, je voudrais discuter avec vous des négociations, qui ont commencé officiellement le lundi 19 juin, sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union. Je souhaite que ces négociations mènent à une séparation consensuelle qui posera les jalons d'un nouveau partenariat.

Il est dans l'intérêt de tous que ce processus complexe se déroule de manière ordonnée, sans traumatismes inutiles.

Le Parlement européen sera le premier garant de la protection des droits des trois millions de citoyens installés au Royaume-Uni ainsi que des citoyens britanniques établis sur le continent. Nous demandons simplement le respect des accords et des règles. Pacta sunt servanda. L'Union sera unie dans la défense de l'intérêt des citoyens.

(Brouhaha)

Quelques mots, avant de conclure, sur le rôle des parlements nationaux et sur les relations entre nous et vous. Il s'agit, par ailleurs, de la priorité clé de mon mandat: rapprocher l'Europe de ses citoyens. Pour cela, il faut du courage politique et une vision. Pour cela, il faut des décisions concrètes qui facilitent la vie des citoyens.

Je pense, par exemple, au résultat que l'on a célébré lors de la dernière session plénière à Strasbourg, celui de supprimer les frais d'itinérance, le «roaming». Il s'agit d'une réussite européenne, les fruits d'une longue et dure bataille lancée en 2004 par la Vice-Présidente luxembourgeoise Viviane Reding, qui était alors Commissaire européenne aux télécoms et qui est aujourd'hui députée luxembourgeoise au Parlement européen.

Dans ce contexte, les parlements nationaux ont un rôle essentiel à jouer. Et ce rôle ne se limite pas au contrôle du principe de subsidiarité, qui est fondamental pour assurer que l'Europe agisse vraiment dans l'intérêt des citoyens. La coopération interparlementaire, que le Parlement européen a fortement soutenue, est déterminante pour promouvoir l'unité de l'Europe et pour le débat sur l'avenir de l'Union européenne. Elle est ainsi cruciale pour expliquer l'Europe et ses décisions aux citoyens, pour leur dire que l'Europe, ce n'est pas que Bruxelles, et que les règlements et les directives n'appartiennent pas qu'à la Commission européenne.

Et je souhaite remercier le Président Di Bartolomeo pour l'excellente coopération au niveau de la Conférence des présidents des parlements nationaux européens. J'ai souligné son travail pour la question d'Europol, mais nous sommes en train de coopérer très bien dans tous les domaines.

L'Europe, c'est nous, ce sont les institutions européennes, les gouvernements des États, les parlements nationaux et tous les citoyens des pays qui en font partie. Nous sommes beaucoup plus qu'un marché ou une monnaie. Notre identité est caractérisée par des racines et des valeurs communes, une histoire partagée, des idéaux de liberté, de prospérité et de paix. C'est notre histoire, c'est notre modèle avec une valeur fondamentale qui s'appelle liberté. C'est à nous de défendre ces valeurs fondamentales. L'Europe, c'est surtout la défense de la liberté.

Nous sommes le seul continent au monde où il n'y a pas de peine de mort. Le seul continent au monde! C'est-à-dire, le seul continent qui se préoccupe toujours de défendre la personne. Même quand elle a fait des fautes, aussi graves qu'elles soient, on lui donne toujours la possibilité de changer.

La liberté de la presse: nous nous fâchons quand il y a en Turquie des journalistes - et je dis cela à un président de parlement qui est journaliste comme moi - qui sont en prison. Ce n'est pas la bonne façon de s'approcher de l'Europe.

La liberté: la liberté des pauvres, la liberté d'avoir un travail, la liberté de pouvoir s'exprimer. Aussi, il faut le dire, dans ce domaine, il faut faire beaucoup plus. La liberté des femmes d'être libres, c'est dans notre culture. Aussi pour essayer d'intégrer les autres, c'est un modèle qu'on ne peut pas oublier.

L'Europe, c'est surtout ce modèle de vivre, de s'entendre, la façon d'être ensemble. Ce n'est pas seulement l'euro, ce n'est pas seulement la bureaucratie de Bruxelles, ce n'est pas seulement le marché unique, c'est beaucoup plus. Beaucoup plus!

Je raconte toujours, parce que ce sont mes amis, mes collaborateurs, il faut le dire, l'histoire que j'ai racontée quand nous avons signé le 25 mars l'accord pour relancer l'Europe; il faut regarder les prochaines années et non pas seulement le passé.

J'ai raconté cette histoire, et je vais conclure: Le premier empereur hispanique romain s'appelait Trajan. Le jour avant d'être nommé empereur à Rome, il a demandé à son père, qui était sénateur romain, toujours hispanique: «Est-ce que quelqu'un qui vient de cette région-ci et qui n'est pas Romain peut devenir empereur romain?» Son père lui a répondu: «Trajan, Rome, ce n'est pas une ville. Rome, c'est la loi. Rome, ce sont nos infrastructures. Rome, ce sont les règles. Rome, c'est l'empire. Rome, c'est notre civilisation.»

Si un de nos fils nous demandait: «Est-ce que ça vaut la peine d'être Européen?» après quelques siècles, moi, je lui répondrais comme a répondu le sénateur à son fils Trajan: «L'Europe, ce n'est pas Bruxelles. L'Europe, c'est notre identité. L'Europe, c'est notre histoire. L'Europe, ce sont nos valeurs.» Voilà pourquoi ça vaut la peine de nous battre: pour la bâtir encore une fois, pour l'améliorer, mais surtout pour défendre ses valeurs.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président, pour ce discours très engagé.

Je voudrais saluer en passant les deux tiers des Ministres du Gouvernement luxembourgeois présents, l'un de nos représentants au Parlement européen, les représentants du corps diplomatique et toute l'équipe du Président du Parlement européen. Merci pour votre intérêt.

Nous allons passer à la session des questions et des réponses. Chaque groupe et chaque sensibilité politique pourra poser une question à Monsieur le Président du Parlement européen. Les questions seront posées en alternance par les députés de la majorité et de l'opposition. Le premier en ligne, c'est Monsieur Marc Angel du Parti socialiste.

5. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Monsieur le Président, de m'avoir accordé la parole.

Monsieur le Président du Parlement européen, votre présence ici à la Chambre des Députés, au cœur même de la ville de Luxembourg, une des trois capitales européennes, nous honore énormément. Merci pour votre déclaration, dans laquelle vous avez énuméré des questions que nous partageons et que nous discutons aussi.

Nous apprécions également, Monsieur le Président, et nous partageons vos efforts de rapprocher le Parlement européen et les institutions européennes des citoyens européens. Sachez que nous tous ici faisons d'énormes efforts pour parfaire, à côté de notre dimension locale et nationale, notre dimension européenne. Les relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux, et, en particulier, la Chambre des Députés et le Parlement européen, nous tiennent à cœur aussi.

Dans cette maison, les sujets européens sont souvent à l'ordre du jour. Après votre départ, nous allons débattre des questions du commerce international. La semaine prochaine, ce sera un débat sur le Brexit, et la semaine d'après, un débat sur un rapport sur le futur de l'Union européenne et de la zone euro.

Dans ce rapport sur le futur de l'Union européenne et de la zone euro, dont je suis le rapporteur et qui a été adopté par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, dont je suis le président, nous avons conclu qu'il faudra faire avancer surtout les politiques européennes concrètes en faveur des citoyens, et ce dans le cadre des traités existants plutôt que d'ouvrir un nouveau débat institutionnel. Parce que nous craignons qu'un tel débat institutionnel n'aliène les citoyens européens à notre union.

Ainsi ma question porte sur le point de vue du Parlement européen et votre point de vue sur cette conclusion, et ceci aussi dans le cadre plus large des cinq scénarios pour le futur de l'Union européenne présentés par la Commission européenne.

En outre, notre commission parlementaire a conclu dans son rapport qu'il faudra veiller à ne pas retourner à une logique de blocs au sein de l'Union européenne. Dans ce contexte, nous plaidons d'ailleurs pour une meilleure coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux et nous nous positionnons contre la création d'un nouveau parlement de la zone euro.

Je souhaite également vous demander vos réflexions au sujet de l'idée de la création d'un tel parlement de la zone euro.

Merci, Monsieur le Président.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur Angel. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci beaucoup pour cette question. En ce qui concerne la coopération entre Parlement européen et parlements nationaux, je tiens à souligner qu'une direction en charge des relations avec les parlements nationaux est établie au sein du Parlement européen. Et pour chaque législation-clé, un débat est organisé avec les parlements nationaux.

Ainsi, récemment des échanges se sont tenus sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme via un meilleur échange d'informations entre les États membres. Et aussi, dans notre déjeuner de travail, nous avons discuté avec les présidents, avec vous, de la façon d'améliorer l'agenda des travaux des différentes commissions, quand il y a des rencontres avec vous, pour essayer de permettre aussi aux pays qui ont moins de fonctionnaires et sont plus petits, de pouvoir participer à toutes les réunions. Donc, cela, c'est déjà une chose concrète. Nous avons déjà évalué avec vous, et avec mes services, de vous donner une réponse, de changer, là où c'est possible, l'agenda des travaux. Je pense qu'il faut aussi permettre, comme je l'ai dit dans mon discours, à tous les pays d'être protagonistes, parce que les bonnes idées ne sont pas liées à la grandeur géographique d'un pays.

Nous avons le Président de la Commission, nous avons tellement de députés, capables de faire de belles choses, qui viennent du Luxembourg. Donc, on ne peut pas limiter le travail ou la participation de vos représentants, aussi de vos fonctionnaires, dans le domaine de cette coopération.

Pour ce qui concerne la deuxième partie de cette question: La création d'un parlement pour la zone euro pourrait faire partie d'un processus de politisation de l'Union monétaire. C'est une idée, je la comprends bien, mais moi, je ne peux pas, en tant que Président du Parlement, accepter qu'il y ait un autre parlement européen. Donc, si on veut faire un groupe de travail, si on veut faire des commissions, c'est autre chose. Mais avoir un autre parlement, pour ce qui me concerne, moi, je ne suis pas en faveur de cela. On peut discuter des questions de la zone euro ensemble et aussi avoir des commissions dédiées, mais pas avoir un autre parlement européen.

En ce qui concerne le Livre blanc présenté par la Commission européenne, comme vous le savez, le Parlement européen est toujours pour la solution la plus ambitieuse. Dans le rapport Berès-Böge, adopté en février, le parlement estimait ainsi qu'il fallait aller plus loin et plus vite, pour transformer la zone euro en cœur de l'Union à 27.

En ce sens, le Parlement a proposé de créer un poste de Ministre des Finances, de transformer le mécanisme européen de stabilité en fonds monétaire européen sur le modèle du FMI et de créer une capacité budgétaire de la zone euro pour aider les pays confrontés à une crise, plus particulièrement une crise exogène.

Donc, oui, aller de l'avant, mais en ce qui me concerne, moi, je ne suis pas favorable à un autre parlement.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président. La prochaine question nous vient de la part de Monsieur Claude Wiseler, qui est le Président du Groupe politique chrétien-social. Monsieur Wiseler, vous avez la parole.

2) Question posée par le groupe politique CSV

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Monsieur le Président. Permettez-moi tout d'abord, au nom du Groupe chrétien-social, de vous remercier d'être ici aujourd'hui parmi nous. Nous pensons qu'il est effectivement extrêmement important que ces relations entre le Parlement européen, d'un côté, et les parlements nationaux, le Parlement luxembourgeois, de l'autre, soient aussi étroites que possible. À l'heure actuelle, nous faisons un travail législatif commun, donc ces relations, il faut qu'elles existent et j'espère que vous pourrez revenir toutes les années à venir également.

Aujourd'hui, l'Europe nécessite, je crois, un nouvel élan. Et vous avez dit à maintes reprises que vous vouliez un grand débat sur l'avenir de l'Europe avec les citoyens européens. Et tout comme le Président de la Commission Jean-Claude Juncker, vous estimez que l'Europe doit s'engager sur les «grandes choses, et pas sur les petites choses». Une de ces «grandes choses», de ces grands sujets, que vous avez d'ailleurs évoquée il y a quelques minutes dans votre discours, est la défense de l'Europe pour laquelle vous entendez commencer cet engagement.

Dans ce contexte, vous avez également posé la question: «Pourquoi pas une Europe à plusieurs vitesses?» Donc je voudrais poser un certain nombre de questions dans cet ordre d'idées, et tout d'abord vous demander quelles sont, à part la défense, les «grandes choses», les grands sujets auxquels vous faites allusion et qui sont aujourd'hui à traiter prioritairement dans le contexte européen? Quels sont ces sujets, ces grands sujets d'avenir, pour les Européens en général, et surtout pour les jeunes Européens en particulier?

Et quels sont, par voie de conséquence également, les «petits sujets» dont l'Europe devrait s'occuper un peu moins à l'avenir? Quelle est, également dans ce contexte, votre conception d'une Europe à plusieurs vitesses dans le cadre du scénario 3 du Livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'Europe? Est-ce un seul «Kerneuropa» - je ne connais pas très bien la traduction française - ou plutôt une Europe à plusieurs vitesses?

Et enfin: comment arriver à une Europe des résultats pour les citoyens, compréhensible d'ailleurs pour les citoyens? En d'autres termes, comment réconcilier l'Europe avec les Européens?

Je vous remercie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci beaucoup. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Je dois faire une conférence pour ces questions.

(Hilarité)

Donc, les élections dans tous les pays où on a voté, de l'Espagne à l'Autriche, aux Pays-Bas, de la France aussi à l'Allemagne, nous ont envoyé un message clair. Les citoyens, je le dis aussi en soulignant les résultats de l'Eurobaromètre, demandent à l'Europe de les protéger face aux défis, crises et après-crises. Mais ils nous demandent aussi de changer l'Europe. Il faut la changer selon moi, et je partage, comme vous l'avez dit, la position du Président de la Commission. Il faut avoir une Europe protagoniste politique.

Moi, je ne crois pas que l'Europe, et cela embête les citoyens, doive s'occuper de toutes les «petites choses». Ce n'est pas la concurrence entre nous, Union européenne, et vous, États nationaux. C'est à vous de répondre aux questions des citoyens, sauf dans les moments où il est impossible pour un État national de donner une réponse, à cause de la globalisation, à cause de la compétition avec la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde, soit au niveau des politiques industrielles, soit au niveau des changements climatiques. Alors il faut que l'Europe soit une vraie puissance politique.

Pour essayer dans les prochaines années d'empêcher que 500 millions de citoyens soient poussés dans un coin, il faut avoir une Europe capable de gérer les problèmes de l'immigration, de s'occuper de la situation vraiment compliquée - c'est une poudrière - des Balkans.

Est-ce que nous devons attendre encore une fois les Américains? L'immigration, est-ce qu'il faut demander encore à quelqu'un? Faut-il appeler Washington pour dire ce qu'il faut faire? Et vous avez vu ce qu'ils ont fait en Libye: une faute incroyable! Nous n'avons pas eu le «House of Lords» après la mort de Kadhafi. Nous avons eu Daesh, les frères musulmans. Donc, c'est mieux de connaître ce qui se passe à côté de nous.

Et alors, il faut une Europe politique. Voilà pourquoi je pense qu'il faut aller de l'avant. Nous sommes au milieu de la rivière. Il faut aller de l'avant. Il faut avoir le courage de résoudre les problèmes de l'union bancaire, de l'union financière. Il faut avoir aussi une politique de la défense, c'est ce que nous avons signé.

Et vous avez souligné ce que j'avais dit sur la défense: moi, je ne suis pas opposé à une Europe à deux vitesses, mais il faut être très clair. Moi, je vois, comme dans le cyclisme, qu'il y a des athlètes qui sont plus capables que d'autres. Mais ils ne doivent pas faire comme le faisait un grand champion luxembourgeois, Charly Gaul, qui allait de l'avant et qui gagnait toujours. Il faut que les quatre ou cinq pays cyclistes - l'Allemagne bien sûr, la France, l'Italie, l'Espagne et d'autres pays, aussi le vôtre -, qui ont une situation plus positive, essaient d'aller de l'avant, mais en essayant d'aider les autres pour gagner tous ensemble, pour permettre aux autres de suivre la ligne tracée par ceux qui ont plus de force politique, qui ont une situation économique différente.

Voilà pourquoi je crois qu'on peut avoir une Europe à deux vitesses, mais il ne faut pas faire comme Charly Gaul. Parce que si les deux vitesses, c'est seulement pour gagner et laisser les autres derrière soi, ça ne vaut pas la peine d'avoir une Europe à deux vitesses.

En ce qui concerne la façon de rapprocher les citoyens des institutions, il faut faire comprendre à nos concitoyens que nous sommes en train de travailler pour eux. Ils le comprennent. Si nous, les hommes et les femmes politiques, nous nous engageons seulement pour le pouvoir - qui gagne: la droite, la gauche, le centre -, ils pensent que nous recherchons seulement le pouvoir. S'ils pensent qu'il y a une élite, la droite et la gauche, qui va se partager le pouvoir, nous ne sommes pas en train de travailler pour eux. Mais s'ils comprennent que tous ensemble, nous travaillons pour résoudre les problèmes des citoyens, je pense qu'aux prochaines élections européennes, nous aurons plus d'Européens qui participeront aux élections. Et le Parlement européen doit jouer un rôle important au niveau de la communication, mais aussi à un niveau pour avoir une Europe plus démocratique.

S'il y a des problèmes au niveau bureaucratique, il faut que le Parlement soit dur. La ligne à suivre, ça doit être la ligne de la politique, pas la ligne des fonctionnaires. Mais s'il n'y a pas de ligne politique, les fonctionnaires, ce sont eux qui vont décider de la ligne politique.

Je me rappelle un discours de Jean-Claude, et moi j'ai applaudi, j'étais député, Vice-Président la première fois: «C'est moi qui vais donner des ordres à la direction générale, ce n'est pas la direction générale qui va donner les ordres au Commissaire.» Et c'est ce qu'il faut faire! Il faut débattre, bien sûr, la droite, la gauche, le centre, les idées différentes. Bien sûr! Mais à la fin, il faut faire une synthèse et avoir une ligne politique pour donner des réponses à nos concitoyens.

Nous ne pouvons pas attendre seulement les débats, renvoyer les débats, parce que nous ne sommes pas capables de saisir le but. Il faut avoir le courage de saisir le but dans différents domaines. J'ai insisté sur le chômage des jeunes, la politique industrielle. Mais est-ce que vous pensez qu'en Europe, et je le dis d'un pays où l'industrie est très importante, on puisse ne pas s'engager pour soutenir une politique industrielle, pour soutenir les petites et moyennes entreprises?! C'est l'avenir de nos enfants! Moi, je ne pense pas à une industrie polluante; je pense à une industrie moderne!

Est-ce que vous pensez que l'acier dans les prochaines années doive être seulement un acier chinois? Moi, je préfère avoir plus de touristes chinois et moins d'acier chinois chez nous.

(Hilarité)

Voilà! Je ne suis pas contre la Chine. Moi, je pense que la Chine est un pays très important, un interlocuteur très important. Mais il faut empêcher que les autres… L'acier, ce n'est pas seulement la Chine. Il faut que les autres respectent les règles. Il faut un «level playing field». Voilà pourquoi le Parlement européen a approuvé dans la commission et va voter en plénière avant l'été le texte des mesures antidumping, la façon d'élaborer les mesures antidumping. Ce n'est pas du protectionnisme, c'est seulement la façon de garantir la compétitivité de notre système industriel. S'il n'y a pas d'industrie, il n'y aura pas de travail. S'il n'y a pas de petites et moyennes entreprises, nous n'aurons pas de travail.

Voilà pourquoi je pense que l'Europe, dans ce domaine, doit jouer un rôle politique. Parce que si nous défendons les entreprises européennes, ce n'est pas du protectionnisme, c'est la meilleure façon de défendre le travail, de défendre notre identité. Voilà pourquoi je pense qu'il faut de la politique.

J'insiste, en tant qu'ancien Commissaire à l'industrie, pour avoir une politique industrielle européenne. J'insiste: il faut respecter le but que 20% du produit de l'intérieur brut avant la fin de 2020 viennent de l'économie réelle. C'est ambitieux, mais il faut avoir de l'ambition. Il ne faut pas reculer sur ce sujet. C'est très important pour nous tous.

Il faut s'engager sur l'industrie 4.0. C'est la technologie, voire aussi le domaine de l'information. La digitalisation, c'est la compétitivité de l'avenir. Il faut faire des choix très clairs, comme nous sommes en train de les faire, pour soutenir l'économie réelle.

Les services aussi sont importants. Mais il ne faut pas sous-estimer l'importance chez nous de l'économie réelle. Il ne faut pas oublier que l'Europe en a eu un morceau très important pendant sa vie. «Charbon et acier» sont des mots européens. Bien sûr, il faut réduire la pollution, mais en même temps, il ne faut pas détruire l'industrie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président, pour la réponse très complète.

Je vais vous demander si vous êtes disposé à prolonger l'heure de question. Parce que vous avez été, Monsieur le Président, vraiment très complet.

Je donne la parole au collègue suivant, Monsieur Eugène Berger. Monsieur Berger, vous avez la parole.

3) Question posée par le groupe politique DP

M. Eugène Berger *(DP).*- Monsieur le Président, je voudrais à mon tour vous remercier pour vos messages très positifs que vous venez d'adresser à notre Parlement. Merci aussi pour la possibilité d'avoir cet échange avec vous.

J'ai une question dans le contexte du Brexit. Le Parlement européen a élaboré et adopté des lignes rouges à ne pas dépasser lors des négociations du Brexit. Et il faut dire que celles-ci ont trouvé écho parmi les autres institutions européennes, ce qui, il faut le souligner, relève d'un réel succès pour le Parlement européen.

La date désormais fixée pour la conclusion des négociations - le «cut-off date», comme on dit en anglais - est le 31 mars 2019. Cependant, il paraît qu'il y a une période transitoire qui va suivre cette date du 31 mars 2019. On sait aussi qu'en début 2019, les préparations pour les prochaines élections du Parlement européen seront en cours. Donc, comme lors de cette phase le Royaume-Uni sera encore impliqué politiquement et financièrement, qu'en est-il, primo, de sa représentation au Parlement européen et, secundo, du déroulement pratique des élections?

Merci, Monsieur le Président, pour vos réponses.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Pour ce qui concerne le Brexit, vous le savez, la position du Parlement est très claire. Pour nous, la priorité numéro un, ce sont les droits des citoyens européens qui habitent au Royaume-Uni. Nous défendons les droits de ces citoyens. S'il n'y a pas d'accord sur ce sujet, le Parlement va voter contre. Nous sommes en train de travailler avec l'ancien commissaire Barnier, qui est le négociateur de l'Union européenne et aussi du Parlement européen. Il y a une grande unité au niveau de l'Union européenne - c'est la chose la plus importante -, pays membres et institutions européennes tous ensemble. Ce sera une négociation très, très compliquée au niveau juridique. Il y aura un grand travail à faire.

L'équipe du Parlement européen qui soutient le travail de Monsieur Barnier est de très haut niveau. Il y a trois chefs de fil, Monsieur Guy Verhofstadt, ancien Premier Ministre belge, il y a Monsieur Elmar Brok, un député européen très connu, ancien président de la Commission des Affaires étrangères, et Monsieur Roberto Gualtieri. Brok est de la famille du Parti populaire européen et Gualtieri de la famille socialiste, président de la Commission économique. Et après, il y a tous les chefs de groupe qui travaillent avec eux pour essayer de donner l'avis, l'opinion du Parlement européen à Barnier.

Demain matin, nous avons déjà une réunion avec Michel Barnier pour un échange de vues sur la première proposition de Madame May sur les citoyens que nous n'aimons pas.

Au niveau du Parlement, il y a certains problèmes. Nous avons 73 députés britanniques. Eux, ils restent députés comme les autres. La seule chose qu'ils ne peuvent pas faire, c'est participer au travail sur la position du Parlement sur le Brexit. C'est-à-dire, s'il y a une séparation, on ne peut pas mettre dans l'équipe des avocats de la femme un représentant des avocats du mari, parce que ce serait vraiment une faute incroyable.

Donc, ils participent à toutes les décisions du Parlement, comme les autres députés, sauf aux réunions où on parle du Brexit. Bon, eux ils n'ont posé aucune résistance. Donc, sur ce sujet, nous sommes d'accord.

Nous pensons qu'on peut arriver à un accord-cadre sur la «séparation». C'est May qui préfère l'appeler ainsi. Elle me l'a dit quand je l'ai rencontrée à Londres: «Je ne veux pas parler de divorce, parce que le divorce, c'est la fin, et on parle seulement d'une séparation.» Et elle m'a dit qu'elle s'engage pour les droits des citoyens, et je pense qu'on va faire l'accord-cadre sur la séparation avant la fin de 2018. Et on peut commencer, après l'accord-cadre, avec ce que sera la relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit.

Aujourd'hui, la position des Anglais est beaucoup plus faible qu'avant les élections. Et vous voyez, la presse britannique aussi, après l'accord avec les unionistes, est très critique. Je pense qu'ils n'auront pas une position très dure. Il faut voir, ça ne sera pas facile. Nous défendons nos intérêts en sachant qu'après le Brexit, nous aurons des relations, pour ce qui est de la défense, de la lutte contre le terrorisme, avec Londres qui ne sera plus membre de l'Union européenne, mais sera (lisez: mais le Royaume-Uni reste) un pays de l'Europe. Donc une situation compliquée, difficile. Ils auront des conséquences négatives chez eux beaucoup plus qu'il n'y en aura chez nous.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci beaucoup, Monsieur le Président. La prochaine question nous vient de Monsieur Fernand Kartheiser de la sensibilité politique démocrate réformatrice. Monsieur Kartheiser, vous avez la parole.

4) Question posée par la sensibilité politique ADR

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, au nom de mes collègues, je voudrais d'abord me joindre aux chaleureuses paroles de bienvenue qui vous ont été adressées. C'est vraiment un plaisir de vous avoir ici. De façon très italienne, de façon très sympathique, ce qui est la même chose, vous nous avez expliqué que l'Europe est une idée, une communauté de destin, et qu'il ne faut pas la confondre seulement avec une construction institutionnelle.

De ce point de vue-là, je peux également comprendre les soucis du futur empereur Trajan, qui était certainement conscient que Rome ne s'est pas construite en un jour, que les droits des citoyens se sont construits ou ont été donnés successivement. De l'émancipation des plébéiens jusqu'à la généralisation des droits ci-

toyens, il fallait presque trois siècles. Et donc la question se pose: Si Rome nous donne un tel exemple, combien de temps faudra-t-il pour construire l'Europe? Et quelle Europe?

C'est dans ce sens que je voudrais vous proposer cette question. Nous avons actuellement une certaine tendance à vouloir approfondir l'Europe, mais sans modifier les traités européens. Alors, en même temps, nous constatons que la Commission européenne, le Parlement européen, d'autres institutions ont des velléités d'étendre leurs pouvoirs, pour accéder à d'autres domaines de compétences.

Et dans ce contexte-là, je voudrais, également au nom de mes collègues bien sûr, vous poser quelques questions. D'abord, ce processus-là, envisagé de cette façon, est-il encore suffisamment légitimé? Parce qu'on peut avoir l'impression que cette crainte de recourir à des référendums, cette appréhension des votes en parlement peut également mettre en question la légitimité d'un processus d'approfondissement très rapide. Nous avons encore bonne mémoire des difficultés qui avaient entouré la genèse et finalement l'échec du traité constitutionnel.

Et donc la question est: Est-ce qu'il ne faut pas avoir une certaine prudence dans la démarche, parce que les exemples historiques que vous connaissez bien nous inspirent parfois une prudence, une circonspection inspirée?

Et la même question en fin de compte est aussi: Est-ce qu'il ne peut pas y avoir une certaine impression de méfiance à l'égard des peuples de l'Europe? Cette tendance à vouloir partout, et à tout prix presque, empêcher une nouvelle discussion sur les institutions, sur un changement de traités, sur des amendements.

Est-ce qu'il n'y a pas cette méfiance de la part des institutions européennes, qui traduit un malaise profond actuellement en Europe?

Je vous remercie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.-* Merci beaucoup pour votre question, aussi pour avoir souligné l'importance de l'empire romain. Quelqu'un qui est né à Rome… (lisez: ne peut qu'apprécier). Mais c'est vrai, il faut bâtir, il faut du temps pour bâtir une réalité comme les États-Unis de l'Europe. Mais c'est l'avenir.

Comme je l'ai dit, nous sommes au milieu de la rivière. Il faut avoir du courage pour aller de l'avant. Moi, je pense et je l'ai dit d'une façon très claire que les résultats des élections en Europe nous on dit qu'il faut avoir une Europe qui protège ses citoyens, mais il faut la changer.

Quelle est - parce que c'est là le cœur de votre question -, quelle est la façon pour changer l'Europe? Tout d'abord, je l'ai dit: la politique. Il faut oublier cette vision bureaucratique et trop technique. L'Europe ce n'est pas seulement les „bail-in", les „bail-out"; ce sont des choses importantes, mais ce n'est pas seulement cela.

J'ai insisté sur la défense de l'immigration, la lutte contre le terrorisme, la politique étrangère. J'ai parlé des Balkans. Est-ce que nous voulons laisser l'Afrique au «business» chinois ou l'Amérique latine au «business» chinois? Pour le faire il faut avoir une politique! Alors, première chose: la politique.

Deuxième chose: on peut faire des choses plus fortes tout de suite. Il ne faut pas utiliser l'excuse qu'il faut changer les traités pour ne rien faire (lisez: pour pouvoir faire quelque chose). En attendant les traités, ce n'est pas «en attendant Godot». Nous ne pouvons pas faire comme ça.

Moi, je pense qu'on peut changer les traités. Ce n'est pas l'évangile, les traités! Mais aussi en Allemagne, et dans d'autres pays également… Même Monsieur Macron dit qu'on peut discuter si on peut changer les traités. Mais comme il n'est pas facile de changer les traités, il faut avoir un débat au niveau du Conseil, et donc ce n'est pas simple. Il faut travailler en même temps pour les choses que nous pouvons faire tout de suite!

La politique: il ne faut pas changer les traités pour avoir une Europe plus politique. Il faut seulement la volonté politique pour le faire! Personnellement, je ne suis pas contre le changement des traités. Je le dis d'une façon très claire. Ma position personnelle: moi, je ne suis pas contre! Ce n'est pas l'évangile.

Alors, on peut le changer, mais de quelle façon?

Je ne sais pas si les référendums… Moi, je suis neutre sur ce sujet, mais il faut bien expliquer aux citoyens sur quoi on va voter! Est-ce que vous pensez que les Français ont voté contre la constitution européenne parce qu'ils avaient lu le texte du traité signé à Rome?

Moi, j'étais dans la Convention pour l'Union de l'Europe (lisez: Convention sur l'avenir de l'Europe). Je ne sais pas si on peut dire: oui à l'Europe ou non. Mais si on décide de demander aux citoyens qui étaient fâchés contre le Gouvernement… Les Français ont voté plutôt contre le Gouvernement que contre le texte. Ce n'est pas une question et après, dans le traité de Lisbonne, les choses n'ont pas changé.

Parce que personne ne peut connaître le texte. S'il y a une chose générale… Mais si on va lire le texte, on peut le faire, ce n'est pas… (lisez: ce n'est pas impossible). Mais on ne peut pas faire des référendums toutes les fois, parce qu'il faut aussi… La démocratie, ce n'est pas seulement faire des référendums.

Nous sommes des démocraties parlementaires. Je suis pour la transparence, pour essayer d'avoir des citoyens qui partagent notre travail, mais on ne peut pas annuler le travail des parlements à travers des référendums. Le référendum doit être seulement, selon moi, un cas exceptionnel.

Et donc, je ne sais pas si c'est utile de multiplier les référendums. Moi, je pense que tout d'abord il faut faire de la politique, parce que nous risquons autrement de faire de la démagogie. Mais en principe, moi, je ne suis pas contre, mais il ne faut pas trop utiliser les référendums.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci, Monsieur le Président. Et je passe ensuite la parole à Monsieur Claude Adam du groupe politique des Verts pour lui permettre de poser sa question.

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng»

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président du Parlement européen, d'abord j'aimerais bien me rallier aux mots de bienvenue qui vous ont été adressés par mes collègues, et je partage évidemment aussi la vue que les bons échanges et les bonnes relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux, et surtout d'un petit pays comme le Luxembourg, sont très importantes.

Monsieur le Président, il y a dix jours j'ai lu dans le magazine «Politico» que vous seriez en train d'élaborer une proposition personnelle pour une réforme assez radicale du budget européen. Un premier élément clé serait une réduction de la durée de la planification de sept à cinq ans pour l'aligner sur la durée de la législature européenne.

Ensuite une seconde idée serait un changement profond des priorités à l'intérieur du budget, et ceci en défaveur de la politique commune de l'agriculture et en faveur des défis actuels les plus urgents de l'Union. Vous avez énuméré ces défis; ce sont les mêmes que ceux qui sont énumérés dans l'article: donc la migration, la sécurité, le chômage des jeunes, les changements climatiques. Et personnellement, j'aimerais encore ajouter le déclin rapide de la biodiversité.

Quand j'ai entendu les questions que mes collègues ont posées et quand je vous ai entendu dire que vous allez vous occuper ou qu'il fallait s'occuper de «grandes choses», j'avais un peu peur que vous alliez me dire: mais la politique agricole commune, c'est une «petite chose». Actuellement elle représente 40% du budget de l'Union. Donc je pense que quand même c'est un sujet très important. Et c'est pour ça que j'aimerais vous poser la question suivante:

Après le Brexit on va avoir des pertes de revenu pour le budget européen. Donc comment faudrait-il réformer la politique agricole commune afin de réduire les dépenses budgétaires? Et est-ce que vous êtes, comme mon groupe politique, aussi de l'avis que les subventions européennes devraient toujours aussi être étroitement liées à des critères écologiques?

Je vous remercie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.-* Merci beaucoup pour votre question, parce que cet article de «Politico» a fait beaucoup de bruit,…

(Hilarité)

…mais malheureusement il n'y a pas de déclaration du Président du Parlement européen. Mais je vais vous dire ce que je pense sur le sujet «budget».

J'en ai parlé seulement une fois face à la Conférence des présidents des commissions du Parlement européen. Et j'ai dit que, selon moi, il faut ouvrir un débat sur le budget. Nous avons déjà invité le Commissaire Oettinger face à la Conférence des présidents de groupe. Nous avons invité, et je pense qu'il vient chez nous en octobre, le Président de la Cour des comptes européenne, Monsieur Lehne, pour discuter sur le budget.

Moi, en tant que Président du Parlement, je pense que ce serait mieux d'avoir un budget de cinq ans, lié à la législature, c'est-à-dire que les députés contrôlent le budget.

Je dis aussi qu'il ne faut pas avoir un budget bureaucratique, c'est-à-dire que l'argent arrive et après on envoie le même argent dans les différents pays.

J'ai dit qu'il faut avoir des priorités. Mais ce n'est pas moi qui dois décider des priorités, mais les priorités actuelles, ce sont celles qui sont dans l'accord de Rome, celles qui sont dans l'accord interinstitutionnel: la lutte contre l'immigration illégale; la lutte contre le terrorisme, c'est-à-dire la sécurité, la défense; la lutte contre le chômage.

Moi, je n'ai jamais parlé d'agriculture. Jamais! Mais je dis que la lutte contre le chômage, c'est la traduction d'une politique pour la croissance. La politique pour la croissance, c'est le soutien à l'économie réelle, aussi à l'agriculture. L'agriculture est un secteur de l'économie réelle. Mais en même temps il faut avoir une agriculture moderne et compétitive.

Il faut soutenir la recherche, l'innovation dans la politique agricole. Moi, j'ai proposé par exemple - c'est une idée personnelle - un Erasmus pour jeunes agriculteurs. Pourquoi pas? Il faut avoir aussi une économie agricole liée par exemple à la biodiversité, la qualité des produits européens. Si nous voulons être compétitifs à un niveau global, si nous voulons défendre la santé, on peut avoir aussi des secteurs où... Parce qu'il y a aussi des citoyens qui demandent, quand ils vont au supermarché: Est-ce qu'il y a un produit bio ou non?

Ça doit être un choix politique, quelle agriculture nous voulons. Moi, je ne dis pas qu'il faut couper l'argent à l'agriculture. Je dis: Il faut avoir des buts politiques pour l'agriculture pour avoir plus de travail. Bien sûr, je ne suis pas contre! J'y suis favorable.

Changement climatique, ce n'est pas seulement de la propagande. Si nous voulons nous battre contre le changement climatique, il faut aider la «green economy». Il faut aider la recherche. Il faut aider l'innovation. Voilà! Je dis seulement: il faut avoir une stratégie, pas seulement une distribution de l'argent. Arrive l'Europe - donc le Luxembourg a envoyé dix milliards d'euros. Bien! «Voyez, l'argent, c'est à vous!» Alors, c'est inutile d'avoir l'Europe.

S'il y a une stratégie européenne, il faut utiliser l'argent et après le donner aux différents pays, mais dans un cadre d'une stratégie politique pour des priorités européennes. Après il y a les budgets nationaux pour les autres choses. L'Europe ne doit pas se préoccuper de l'autoroute ou de la gare ou de l'aéroport, ou s'il y a un problème - je ne sais pas - dans une petite ville.

L'Europe doit s'occuper des grandes stratégies, mais il faut avoir une stratégie parce que la réponse à votre question, c'est la suite de la réponse à votre question (M. Tajani s'adresse à M. Kartheiser ndlr). C'est la politique! Si nous voulons une Europe politique qui s'engage sur les choix les plus importants, il faut aussi avoir un budget politique. Avoir un budget politique, ce n'est pas dire: Je suis contre. Moi, je n'ai jamais, jamais parlé de l'agriculture! Aujourd'hui c'est la première fois que je parle de l'agriculture.

(Hilarité)

(Interruption)

Non, mais moi, je ne suis pas ni en faveur ni contre. Je dis seulement qu'il faut avoir une stratégie. Si nous voulons, après le Brexit, mieux utiliser l'argent qui est à Bruxelles, qui arrive des différents pays, si nous sommes capables de le faire, peut-être que nous donnons des réponses plus fortes à nos concitoyens, parce que c'est l'argent qui fait la politique - on disait que c'est l'argent qui fait la guerre -; c'est l'argent qui fait la politique, parce qu'on ne peut pas faire une bonne politique s'il n'y a pas d'argent.

Voilà pourquoi, c'est vrai, moi, je pense qu'il faut changer la mentalité du budget, mais changer, ça ne veut pas dire couper l'agriculture et donner à un autre secteur. Moi, j'ai dit: «Si l'agriculture est utile pour renforcer le travail et la lutte contre le chômage, très bien, il faut donner de l'argent à l'agriculture.»

S'il y a une stratégie de lutte contre le changement climatique, si nous pouvons défendre la santé, il y a un morceau d'investissement pour l'agriculture bio: il faut le faire! Mais ça ne doit pas être un cas, ça doit être un choix politique. Qu'est-ce que nous voulons? Parce qu'autrement, il n'est pas nécessaire d'avoir un Parlement ni une Commission. Il faut juste quelqu'un ou un PC pour dire: «Voilà, le Luxembourg a envoyé dix milliards d'euros, l'Italie 50...». Ça arrive et après il y a une boîte aux lettres et après on prépare la réponse et envoie le même argent en disant: «À utiliser pour l'agriculture ou pour l'innovation.» Ce n'est pas comme ça!

Moi, je pense: le changement climatique, il faut s'engager, mais il faut avoir une stratégie pour le faire.

Une voix.- Très bien!

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.-* Voilà pourquoi je suis convaincu que c'est toujours la politique qui doit gagner et les budgets c'est un point clé. C'est mon opinion. Et je pense que la plupart des députés et aussi le Commissaire Oettinger sont convaincus de cela.

Moi, je ne veux pas réduire l'argent à droite ou à gauche. Je dis seulement qu'il faut avoir… (lisez: avoir une stratégie). On peut aussi laisser le même argent aujourd'hui à l'agriculture, mais pas sans une stratégie!

Est-ce que nous pensons que l'agriculture peut être un secteur crucial pour la croissance? Bien! Alors, il faut avoir une stratégie, pas seulement donner de l'argent à l'agriculture, donner de l'argent aux pays. Moi, je pense qu'il faut essayer ensemble d'étudier des buts.

C'est vrai que j'ai dit qu'il faut changer les choses, mais je n'ai jamais dit qu'il faut couper l'argent à l'agriculture. Moi, je n'ai jamais parlé de l'agriculture. Aujourd'hui c'est la première fois au Luxembourg que j'en parle. Je ne sais pas comment «Politico» peut écrire quelque chose sur ce que je pense de l'agriculture, parce que moi, je n'ai jamais nommé l'agriculture ni en privé ni en public. C'est la première fois aujourd'hui!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci, Monsieur le Président. Nous passons à la dernière question qui sera posée par M. Marc Baum, député de la Gauche.

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk»

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président du Parlement européen, comme vous, je ne parle pas de l'agriculture, mais d'autres questions. Depuis des années l'Union européenne traverse des crises de natures diverses: crise financière, crise économique, crise sociale, crise migratoire. Ces crises ont profondément mis en cause non seulement les politiques souvent contradictoires et contreproductives menées par certaines institutions européennes, mais la légitimation elle-même des institutions.

Depuis longtemps la question du déficit démocratique dans le fonctionnement de l'Union européenne est vivement débattue. Outre la question du manque de transparence des processus de décision mis en cause par la société civile dans les négociations des traités de libre-échange, des questions autour de la légitimité d'institutions non formelles dotées d'énormes pouvoirs, comme l'Eurogroupe, sont à l'ordre du jour. Depuis peu, le débat autour du futur développement des institutions de l'Union a pris de l'allure, notamment avec le rapport des cinq présidents, le Livre blanc ainsi que l'idée d'un parlement pour la zone euro, dont vous avez déjà parlé.

Mais j'aimerais savoir, dans ce contexte, Monsieur le Président, quelles initiatives vous entendez prendre en tant que Président du Parlement européen afin de combler structurellement le déficit démocratique qu'une grande partie de la société civile et des citoyens de l'Union éprouvent et qui les éloigne d'une construction dans laquelle ils ne se reconnaissent plus.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.-* Merci pour votre question. Bien sûr le Président du Parlement doit être le protagoniste d'une action pour renforcer la démocratie à l'intérieur des institutions européennes. Il faut avoir plus de Parlement, mais il faut aussi que le Parlement soit capable de le faire. Il faut que le Parlement s'engage. Il faut que le Parlement soit protagoniste.

Moi, j'ai déjà commencé à essayer de donner au Parlement plus un rôle de protagoniste. Par exemple, comme je l'ai dit, le 21 nous avons organisé un grand débat sur l'immigration.

Nous avons invité tous les interlocuteurs, y compris les réfugiés, pour me permettre le jour suivant d'aller au Conseil fort d'une position pas seulement du Parlement européen, mais de ceux que le Parlement européen a été capable d'accueillir.

Nous avons déjà organisé d'autres réunions en ouvrant le Parlement aux organisations, aux citoyens, pour essayer d'avoir un contact direct. Moi, j'ai essayé de faire tout ce que je pouvais pour donner de la transparence aux décisions, même si quelqu'un s'est fâché avec moi. Je le fais aussi pour ce qui concerne les indemnités des députés.

Il faut aller de l'avant. En ce qui concerne l'accord avec le Canada, le débat est plutôt politique. Bien sûr le négociateur doit être réservé, mais on a eu tellement de débats au Parlement. On a toujours invité les négociateurs. La Commissaire Malmström a rencontré les députés. Sur la substance, il y avait des résistances à gauche comme à droite sur le contenu de l'accord.

Pour ce qui concerne l'Eurogroupe, comme vous le savez, j'ai eu une polémique avec le Président, parce que moi, je l'ai invité quatre fois. Deux fois il a dit qu'il ne pouvait pas venir; avant il avait dit «oui, oui». Le parlement s'est fâché, moi aussi, je me suis fâché. À la fin il est venu en plénière pour parler. Lui, il n'est pas obligé de venir parler face aux députés, parce que l'Eurogroupe n'est pas sous le contrôle du Parlement. Mais je pense que le Parlement doit aussi jouer un rôle face à l'Eurogroupe pour demander ce qui se passe là-bas.

À la fin, Monsieur Dijsselbloem est venu au Parlement. Il a parlé. Il a accepté notre invitation. Avant, il y avait les élections. Chaque jour, il y avait la campagne électorale. Heureusement, la campagne électorale aux Pays-Bas est terminée et il est venu chez nous pour parler sur ce que l'Eurogroupe avait décidé sur la Grèce.

Mais dans ce domaine, moi, je pense que vous avez raison. Il faut essayer d'avoir plus de transparence. Donc, moi, je ne veux pas la transparence seulement quand il y a une action de service et créer une *«intelligence»* contre le terrorisme. Mais pour les autres choses, pourquoi ne pas avoir de la transparence? Pourquoi être contre la transparence?

Et moi, je suis toujours prêt à le faire. J'ai aussi nommé une commission pour préparer la réforme des indemnités des députés. Donc, j'y suis absolument favorable. Moi, je n'ai rien à cacher. Donc, j'y suis absolument favorable. Le Parlement doit être un peu le protagoniste dans cette direction.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Antonio Tajani, pour votre disponibilité de dialoguer avec le Parlement luxembourgeois et avec tous les autres parlements nationaux. Nous sommes avec vous dans vos efforts de reconnexion avec nos citoyens pour améliorer notre projet commun et faire face à nos défis actuels et futurs.

De tout cœur, merci pour cet échange. Et ce ne sera certainement pas le dernier. Merci beaucoup.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci! Merci, Monsieur le Président. Merci à vous tous. À la prochaine!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ënnerbrieche kuerz d'Sëtzung.

(La séance publique est suspendue à 15.51 heures.)

* * *

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

(La séance publique est reprise à 15.52 heures.)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wann Der erlaabt, géife mer d'Sitzung erëm eng Kéier opmaachen. An da fuere mer viru mat eisem Programm, dee jo chargéiert a ganz interessant ass. Et kënnt elo eng Heure d'actualité, déi ugefrot ginn ass vun der CSV. An ech géif dann direkt der CSV, dat heescht, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert ginn, fir eis d'Introduction à la matière ze maachen. Här Mosar, wann Dir wëllt heihinner kommen an da kritt Der direkt d'Wuert.

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, 31 Fräihandelsofkommesse ronderëm de Globus huet d'Europäesch Unioun an de leschte Joren ofgeschloss. Dobäi geet et scho laang net méi nëmmen ëm den Ofbau vun Douanesrechter. Am Fokus steet hautdesdaags virun allem den Ofbau vun net tarifären Handelshemmnisser, déi duerch ënnerschiddlech Normen oder Standarden entstinn.

Madamm Presidentin, ech hunn d'Initiativ am Numm vu menger Fraktioun haut geholl, fir eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Thematik vum fräien Handel unzefroen, well et dach an deene leschte Wochen a Méint zu enger Rei vun Evenementer komm ass, déi riskéieren, net onwesentlech Repercussiounen op den zukünftegen Ofschloss vu Fräihandelsaccorden ze hunn.

Fir d'Alleréischt, an dat ass eigentlech eng Noriicht, déi eis alleguerten hei am Haus och misst erfreeën, huet den Europäesche Geriichtshaff eng Prinzipiendecisioun geholl, wat d'Fräihandelsaccorde betrëfft. All dës Accorde wäerten an Zukunft Accord-mixtë musse sinn, also vun den Nationalparlamenter vun deenen 28 EU-Memberlänner ofgesi (veuillez lire: ofgeseent) ginn a souguer och nach, wann dat d'Prozedur an de jeeweilege Memberlänner ass, vun deem engen oder anere Regionalparlament.

Duerch dësen Arrêt, an, ech mengen, dat ass dat, wat eis eigentlech och misst erfreeën, ginn déi demokratesch Rechter vun de Parlamenter an domadder och vun de Bierger an der Diskussioun, awer besonnesch och an der Prise de décision vu Fräihandelsaccorde gestäerkt. Allerdéngs musse mir eis bewosst sinn, datt et an Zukunft nach vill méi schwiereg an haaptsächlech laangwiereg wäert ginn, fir esou Fräihandelsaccorden an engem räsonabelen Delai duerch d'Prozeduren ze kréien.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass et duerfir och prioritär, datt an der Diskussioun vun Ufank un op Transparenz gesat gëtt, wat fir eis och bedeit, datt d'Abannung vun den nationale Parlamenter zu engem méiglechst fréien Datum a Stadium geschitt. An dësem Sënn ass de gescheiterten TTIP eigentlech e Musterbeispill, wéi een an Zukunft net méi soll virgoen, och wann d'Europäesch Kommissioun zum Schluss vun den Diskussiounen iwwert dësen Accord dach wesentlech méi op Transparenz gesat huet.

Meng Fro heizou un den Aussen-, awer haaptsächlech dann haut un den Aussenhandelsminister ass, wéi d'Europäesch Unioun an natierlech hir Memberstaten och an Zukunft mat esou Accorde wéilten ëmgoen, an natierlech ganz besonnesch, wéi déi Abannung vun den nationale Parlamenter an Zukunft wäert organiséiert ginn.

Madamm Presidentin, en zweet Evenement, wat riskéiert, substanziell Konsequenzen op d'Organisatioun vum fräien Handel weltwäit ze hunn, ass natierlech d'Wahl vum President Trump, dee sech kloer souwuel wärend wéi och schonn no de Wahle géint de Fräihandel, esou wéi en am Moment funktionéiert, ausgeschwat huet.

Déi Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass, wéi sech d'wirtschaftlech Situatioun an den USA an déi domadder verbonnen Handelsdebatt an Zukunft entwéckele wäert. An Zäite vum Erëmopkomme vu protektionistesche Positiounen an den USA maachen ech mer natierlech an deem Kontext och ganz besonnesch Suergen iwwert d'Zukunft vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC. An hei stellt sech natierlech virun allem d'Fro, wéi dës OMC an Zukunft reagéiere wäert op Virstéiss vun der Trump-Administratioun, ewech vu multilateralen an a Richtung vu bilateralen Accorden ze goen.

Ech hat selwer de Pleséier, d'Chamber am Comité de pilotage vun der OMC ze vertrieden, an ech kann lech, Här Minister, soen, datt do extrèmement vill Suerge bestinn, ganz besonnesch, well ee jo hei muss oppassen, datt et an den nächste Wochen a Méint net zu Präzedenzfäll wäert kommen.

Iwwert d'Fro vum Multi- oder Bilateralismus an den Handelsbezéiungen eraus sinn et awer nach eng Rei vun anere geplangte Moossname vun der Trump-Administratioun, déi eis alleguerte missten interpelléieren. Fir d'Alleréischt natierlech déi geplangten, massiv Erofsetzung vun der Betribsbesteierung op deen elo emol annoncéierten Taux vu 15%. Derniewent ass et fir mech wuel déi geféierlechst Mesure, déi d'Trump-Administratioun plangt, datt an Zukunft d'Firmen net méi do solle besteiert ginn, wou se produzéieren an also och hir Benefisser realiséieren, mä do, wou se hir Produkter verkafen.

Eng lescht Moossnam, déi sech och op der Prioritéitelëscht vun der Trump-Administratioun erëmfënnt, ass, datt et och erëm soll zu enger Aféierung vun Douanestaxe kommen, déi natierlech Gëft si fir den Import vun europäesche Produiten an natierlech ganz besonnesch och Gëft fir déi europäesch Autosindustrie.

Eng lescht ugeduechte Moossnam ass déi, fir op transatlantesche Flich an Zukunft e Verbuet vu Laptoppen anzeféieren, dëst aus Sécherheetsmoossnamen. An och esou eng Mesure, Här Minister, dat wësst Der, géif fir vill Entreprisen extrem negativ Konsequenze mat sech brëngen.

Madamm Presidentin, all dës ugeduechte Moossname si Gëft fir de fräien Handel an ech hoffen nach ëmmer, datt d'EU et fäerdegbréngt, hir amerikanesch Partner dovun ze iwwerzeegen, op esou oder äänlech Moossnamen ze verzichten.

Ech gi perséinlech och d'Hoffnung net op, datt déi amerikanesch Wirtschaft Drock op d'Trump-Administratioun wäert maachen, well si eigentlech un esou Moossnamen och mëttela laangfristeg keen Interessi kann hunn.

Mä och op dësem Punkt, Madamm Presidentin, wär et gutt, wann d'Europäesch Unioun sech esou schnell wéi méiglech op eng gemeinsam Positioun géif festleeën, an dat och ganz besonnesch am Kontext vun deem dann auszehandelnde Fräihandelsaccord, deen nom Brexit-Accord och mat Groussbritannien muss diskutéiert ginn.

Madamm Presidentin, wat kënnen d'Konsequenze sinn, déi mir elo direkt als Europäesch Unioun aus där dote Situatioun zéien? Ech mengen, datt et eng éischt, ganz kloer Decisioun misst sinn, datt mir eis nach méi wéi bis elo a Richtung Asien a ganz besonnesch natierlech och a Richtung China a Japan orientéieren. China huet virun e puer Wochen dee Mammutprojet vun der Seidestrooss, de sougenannten „One belt, One road"-Projet ugekënnegt. A fir mech muss d'Europäesch Unioun hei kucken, och ganz besonnesch an dësem Projet e wichtege Partner vu China ze ginn.

Iwwerhaapt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hu mir en Interessi, eis Bezéiunge mam asiatesche Raum an natierlech ganz besonnesch mat China weider auszebauen. Allerdéngs, an dat soen ech dann awer och hei ganz kloer, muss och déi chinesesch Regierung Waasser an hire Wäi schëdden, sief dat op där enger Säit wat d'Dumpingbestëmmunge ganz besonnesch am Stolsecteur betrëfft an op där anerer Säit awer och, den Accès fir auslännesch Entreprisen op d'chinesesch Mäert an och d'Accessioun op Proprietéit vu chinesesche Firmen an Infrastrukturen opzemaachen.

Madamm Presidentin, wa mir vu Fräihandelsaccorde schwätzen, ass et awer och extrem wichteg, sech bewosst ze sinn, datt esou Accorden och kënnen negativ Konsequenzen op d'Entwécklungslänner, ganz besonnesch um afrikanesche Kontinent, hunn. Mir mussen alleguer derfir Suerg droen, datt mer duerch esou Fräihandelsaccorden net déi afrikanesch Mäert mat europäesche Produiten iwwerschwemmen an domadder déi lokal Produktiounen nach méi penaliséieren.

Wann ee sech haut d'Situatioun an enger ganzer Rei vun afrikanesche Länner ukuckt, muss ee leider feststellen, datt d'Entwécklungshëllef och déi gestallten Erwaardungen net erfëllt an datt eng ganz Rei vu Vollekswirtschaften an deene Länner kaum doduerch gestäerkt gi sinn.

Mir kommen duerfir, Madamm Presidentin, net derlaanscht, datt mer déi ganz Froe vum fräien Handel vill méi enk musse verbanne mat der Fro vun der Entwécklungshëllef generell a ganz besonnesch vun där um afrikanesche Kontinent.

Wann ech da bei der Entwécklungshëllef an Afrika sinn, an domadder wëll ech dann och meng Interventioun ofschléissen, kommen ech net derlaanscht, nach eng Kéier op déi extrem wichteg Interaktioun tëschent internationalem Handel a Migratioun opmierksam ze maachen. Wa mir et nëämlech fäerdegbréngen, eis Handelsbezéiung op eng equilibréiert a fair Aart a Weis mat deene Länner ze organiséieren, wäerte mir automatesch och vill besser d'Erausfuerderung vun der Kontroll vun der Awanderung meeschteren.

Ganz besonnesch de fräien Handel vun den Déngschtleeschtunge gëtt oft als eng Bedroung vu kultureller Identitéit empfonnt. Mä grad op dëse sensibele Plaze kënne Fräihandelsofkommesse fir dës Länner eng gewësse Protektioun sinn. Mir brauchen op jidde Fall weider Handelsbezéiungen tëschent der Europäescher Unioun an den Entwécklungslänner, well ouni déi wäerte mer de Problem vun de Migratiounsstréim net an de Grëff kréien.

Mir brauchen also, Madamm Presidentin, an Zukunft weider dëse fräien Handel an dee soll fir eis esou wäit wéi méiglech iwwer ee multilaterale Wee, also iwwert d'Welthandelsorganisatioun OMC geleet ginn. Bilateral Ofkommesse sinn duerfir fir eis keng Alternativ, mä éischter e Réckschrëtt an Zäiten, déi mir eigentlech gehofft haten, definitiv hanner eis ze loossen.

Ech ginn duerfir d'Hoffnung net op, datt sech um Enn awer d'Vernunft op der amerikanescher Säit duerchsetzt, well sollt dat net de Fall sinn, kéint et zu engem Handelskrich kommen an an enger souwisou scho méi wéi opgewullter Welt wär dat sécherlech dat, wat mer am Moment am allermannste kéinte gebrauchen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Mosar. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Här Mosar Merci soe fir dës Initiativ. Dat gëtt eis d'Geleeënheet, op dëse ganz wichtege Sujet zréckzekommen an och déi lescht Entwécklungen an der Handelspolitik ze betruechten.

Ech wëll awer och dem Ausseminister Merci soen, deen all Kéiers, wann e Conseil zu Bréissel war, wou et ëm internationalen Handel gaangen ass, bei eis an d'Kommissioun komm ass an eis doriwwer bericht huet. Net méi spéit wéi de Moien um aacht Auer nach, wou mer iwwert den Accord tëschent der EU a Japan geschwat hunn a wou de Minister eis gesot huet, dass en zesumme mat senge Benelux-Kolleegen a mat den Däitschen a mat de Fransousen eng Initiativ wëllt starten, fir dass dat Mandat public gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass wichteg, well soss fale mer an déi nämlecht Problematik an an déi nämlecht Fal eran, wéi et deemools beim TTIP war. Dofir zur Transparenz: De Minister huet sech ëmmer fir Transparenz agesat an dofir fannen ech et gutt esou, dass en dat och weiderhi mécht.

Den Här Mosar huet sech op zwee Punkte beschränkt: den Avis vum Europäesche Geriichtshaff zu den Handelsaccorde mat Singapur an dann och d'Folgen dovunner an d'Zukunft vun der Welthandelsorganisatioun.

Vu dass ech nëmme fënnef Minutten hunn, wollt ech déi zwee Punkte beliichten. D'Singapur-Uerteel ass, mengen ech, ganz wichteg fir d'Zukunft vun der europäescher Handelspolitik. Et ass virun allem dofir esou wichteg, well den Handelstraité mat Singapur zu där neier Generatioun vun den Handelstraitée geheiert an dat Uerteel dofir och Kloerheet an den Zoustännegkeete fir déi zukünfteg Accorde schaaft. Onofhängeg dovunner, wéi ee politesch gesinn zum Avis steet, misst u sech all Partei kënnen unerkennen, dass et gutt ass, dass et elo Rechtssécherheet op der Fro vun de Kompetenze fir esou Traitée gëtt.

Mir hu jo zulescht beim CETA erlieft, wouzou et féiert, wann dës Rechtssécherheet feelt: Da muss e politesche Kampf ëm d'juristesch Interpretatioun gefouert ginn.

An esou si mir als LSAP selbstverständlech och frou, dass dësen Avis eis an eiser Positioun recht gëtt. D'Bestëmmung iwwert d'Klorechter tëschent Investisseuren a State falen an d'national Kompetenz a mussen dofir och vun den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

Anerersäits huet den Avis awer och bestätegt, dass all déi aner Beräicher vun der Handelspolitik, déi an dësem Traité behandelt goufen, och wierklech eng exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Unioun sinn. Och dat ass e wichtegt Signal.

Fir d'Zukunft vun der europäescher Handelspolitik bewäerte mer dësen Avis also als positiv. En huet nees juristesch Kloerheete geschafen a gläichzäiteg den nationale Parlamenter d'Iwwerwaachung iwwert d'Bestëmmunge vum Investitiounsschutz ginn. Fir déi Lëtzebuerger Chamber an och déi aner national Parlamenter heescht dat, dass mir als Parlamenter garantéiere kënnen, dass keen zukünftegen Handelsaccord vun der Europäescher Unioun hannert éi nei gesate Standarde vum ICS kann zréckgoen.

Op de Brexit wëll ech an dësem Kontext net am Detail agoen, well ech dovun ausginn, dass mer nach ofwaarde mussen, wéi en eventuellen zukünftegen Handelsaccord mat Groussbritannien soll ausgesinn, ier een déi méiglech Konsequenze vun dësem Avis op de Brexit kann ofschätzen.

Den zweete Volet betrëfft d'Zukunft vun der Welthandelsorganisatioun an dem Multilateralismus an der Handelspolitik. Aussoe vum amerikanesche President Donald Trump, d'Memberschaft an der OMC wëllen ze iwwerdenken, si ganz bedenklech. Mä éierlech, et soll een dat och net iwwerbewäerten! Et ass net kloer, ob

dat iwwerhaapt eng reell Iwwerleeung ass oder net. Sollt et eng sinn, da wäert et d'Aufgab vun eis Europäer sinn, de President Trump un d'Virdeeler vun der OMC ze erënneren. Dës Virdeeler leien haut virun allem doranner, dass d'OMC déi wichtegst Instanz fir d'Bäileeë vun Handelssträitegkeeten tëschent Staten ass. D'OMC ass déi wichtegst Instanz, déi mer hunn, fir regelrecht Handelskricher an ongerechtfertegte Protektionismus ze verhënneren, déi géifen näämlech a leschter Konsequenz virun allem de Leit schueden.

A loosse mer, wann ech gelift, och net vergiessen, dass et den Handel ass, op deem e groussen Deel vun eisem Wuelstand berout!

Als LSAP soe mir ganz kloer: Den Handel muss sech weiderentwéckelen. E muss méi progressiv ginn, e muss och nach méi ekologesch a sozial Kritäre beinhalten an natierlech och, wéi mäi Virriedner scho gesot huet, den Impakt op d'Entwécklungslänner, besonnesch déi an Afrika, am A behalen.

Et ass kee Geheimnis, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Verhandlungen iwwer nei Standarden um multilaterale Plang scho säit Jore festhänken. Dowéinst gi jo och ëmmer méi bilateral Verträg ausgehandelt respektiv Verträg tëschent verschiddene Statebléck. An dowéinst handelt och d'EU hir Verträg vun der neier Generatioun direkt mat Drëttstaten aus. Mä dat heescht awer kengesfalls, dass mer de multilateralen Niveau däerfen opginn, am Contraire: Wann ee sech d'Entwécklung an der Handelspolitik iwwer Jorzéngten ukuckt, da stellt een e gewëssent Muster fest. Ëmmer nees, wann een um multilaterale Plang net méi virukomm ass, gouf sech op bilateral Verträg verluecht. Wa bis genuch State sech op deem Wee op nei Standarde gëeenegt haten, da goufen dës Verträg nees direkt op de multinationale Plang verlagert an da fir alleguerten d'State konsolidéiert.

An ech mengen, dat soll och d'Zil si vun der europäescher Handelspolitik. Mir solle kënne Standarde setzen a mir solle kënne laangfristeg déi nei „comprehensive approach" vun der EU-Handelspolitik nees an d'OMC zréckbréngen. De Multilateralismus bleift fir d'LSAP de beschte Wee, fir d'Handelspolitik ze organiséieren.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Angel. Als nächste Riedner hunn ech am Prinzip den Här Bauler. Entschëllegt, Här Adam, et hänkt ëmmer dovun of, wien ufänkt! Et ass u sech elo um Här Bauler an da kommt Dir direkt. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, spéitstens zanter dem leschte G7-Sommet an dem NATO-Treffen zu Bréissel huet wierklech mëttlerweil all Kand gemierkt, dass den Här Trump bereet ass, sech mat senge Partner unzeleeën, fir seng Ziler duerchzesetzen. Jo, et gouf an Tëschenzäit vill Parzeläin zerschloen. Esou klammen d'USA aus dem transpazifesche Fräihandelsofkommes eraus an och d'Ofkommes tëschent den USA, Kanada a Mexiko soll nei verhandelt ginn.

D'USA maachen elo esou, wéi wann de Paräiser Klimaschutzaccord, dee se nach gëschter ënnerschriwwen hunn, si haut näischt méi géif ugoen. Schlëmmer nach, de fräien Handel ass dem Här Trump, esou wéi et schéngt, en Dar am An. D'Regele vun der WTO wiere fir hien net bindend, liest een. D'amerikanesch Souveränitéit hätt fir hien absolutt Prioritéit an d'US-Bierger wiere just dem amerikanesche Recht ënnerworf.

Madamm Presidentin, fir Amerika nees grouss ze maachen, gëtt et also fir den Här Trump nëmmen ee Rezept: Mir kachen emol fir d'Éischt eis Zopp mat eisem Geméis, mat eise Gromperen an eisen Ënnen. „Our products first", kéint een dat grëffeg resuméieren. Den Här Trump vergësst awer dobäi, dass nach laang net all amerikanesch Produkter kompetitiv sinn. Dat ass och den USA hiren eigentleche Problem an dee soll dann elo mat enger protektionistescher Astellung iwwermoolt ginn.

À propos kompetitiv Produkter: An der viregter Legislaturperiod ware mer op Initiativ vum deemolege Chamberspresident Laurent Mosar e Lëtzebuerger Betrib op Stroossen kucken, dee spezialiséiert Iewe produzéiert an dee weltwäit operéiert, grad well e sur mesure, grad well en op d'Mooss schafft. Genee dës Firme setze sech op den internationale Mäert duerch, well se eben einfach schlagferteg sinn, well se Produkter ubidden, déi op d'Mooss gemaach ginn, déi gefrot ginn an och dann d'Clienten zefriddestellen.

Dat ass am Interêt vun enger Wirtschaft. Et ass am Interêt vun eiser Wirtschaft. Et ass am Interêt vun eis all.

D'WTO huet elo Angscht, dass dem Här Trump säi Behuelen zu engem neien Handelskrich géif féieren. Et ass evident, dass héich Taxen an aner protektionistesch Barrièren déi ganz européesch Ekonomie géifen treffen, awer och Amerika wäert doduerjer net méi grouss ginn.

Madamm Presidentin, fir eis als DP däerf d'EU net virun dem Trump-Amerika an d'Gette goen. Nach gëtt et international Strukturen, an deene sech och Amerika verflicht huet. D'COP21 ass e Vertrag, deen och vun den Amerikaner ënnerschriwwe gouf, do kann och de President vun den USA elo net einfach esou maachen, wéi wann dat ni geschitt wier.

Eent ass klor: A Saachen Handel wier e Protektionismus och fir Amerika e Schoss an de Knéi. Mir Europäer sollten allzäit weider um fräien Handel festhalen. D'OMC ass zanter der Doha-Ronn, déi ni wierklech op en Enn komm ass, am Standby. Dat, well Entwécklungslänner wéi Brasilien sech ongerecht behandelt gefillt hunn. Si waren der Meenung, dass de fräien Handel fir Mäert ze schnell opmaache géif an hir Industrien esou um Weltmaart effektiv net konkurrenzfäeg wieren.

Duerfir ass et wichteg, dass e Fräihandelsaccord och ëmmer sougenannt Begleetmoossnamen, Mesures d'accompagnement, virgesäit. Dat, fir verschidde méi schwaach Secteure vun enger Ekonomie, déi eben nach net esou entwéckelt ass, fir eng Zäit ze schützen.

Méi einfach ass et awer, wann een en Accord mécht um Beispill vum CETA mat Kanada. Hei handelt et sech ëm zwou gläichberechtegt Ekonomien oder zwee gläichberechtegt Partner, déi déiselwecht Valeuren hunn. Och sinn hir Gouvernancestrukture ganz äänlech an et gouf eng Convergence des normes vers le haut agefouert. Esou kann e Fräihandelsaccord fir besser a méi fair Standarde suergen. Och gi Rechtsstreidereien an der Sphère publique geregelt an net iwwer privat Schidsgeriichter. An deem Sënn steet den Accord mat Kanada fir e méi faire Welthandel.

Europa muss awer weiderhin alles drusetzen, fir d'Entwécklungslänner méi staark a méi fair an den internationalen Handel anzebannen. Et ass éinescht gesot ginn: Fairness ass ugesot, well soss kënne sech hir lokal Mäert net entwéckelen an da wäert de Migratiounsdrock aus Afrika op Europa nach méi staark ginn, wéi mer e bis ewell kennen.

A schlussendlech, Madamm Presidentin, fir ofzeschléissen, muss Europa handlungsfäeg bleiwen, wann et ëm d'Verhandele vu multilateralen Accorde geet. Européesch Normen - sozialer, ekologescher oder sanitärer - musse sech entweder duerchsetzen, wa se méi héich si wéi déi vum Partner, oder eis Norme mussen no uewe convergéieren. Den Accord mat Kanada ass do en éischte Schratt, an d'EU muss dem Här Trump dat ëmmer nees kloer ze verstoe ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, dem Här Bauler. Dann ass et elo un dem Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Den Handel ass ee vun de Moyenen, fir d'Liewensqualitéit an de Wuelstand an d'Luucht ze dreiwen. Mir brauchen e fräien Handel, awer virun allem och ee fairen Handel, well just ee fairen Handel ass nohalteg, demokratesch an am Interessi vun de Mënschen.

Fairen Handel brauch gutt Ramebedéngungen, kloer Regelen an eng effikass demokratesch Kontroll. Mir sinn also der Meenung, datt mer staark Regele brauchen a keng eesäiteg Liberaliséierung. Fairen Handel dréit derzou bäi, datt d'Konsumenten-, d'Ëmwelt- an d'Sozialstandarden net ofgebaut, mä verstäerkt ginn an datt d'Mënscherechter respektéiert ginn.

2015 huet d'Weltgemeinschaft mam Klimaaccord vu Paräis a mat den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO, den „sustainable development goals", eng wichteg Etapp fir en effikasse Klima- an Ëmweltschutz a fir d'Bekämpfung vun Honger an Aarmut weltwäit geholl. An eis zukünfteg Handelspolitik ass ee ganz wichtege Facteur, fir datt déi éiergäizeg Ziler, déi mer eis do ginn hunn, och erreecht ginn.

Haut, méi wéi zéng Joren nom Scheitere vun der Doha-Ronn an nodeems mer Jorzéngten dru geschafft hunn, fir ze dereguléieren an d'Taxen op de Grenzen ofzeschafen, ass de Welthandel bestëmmt méi fräi wéi jee virdrun. Mä de Welthandel dréit net, oder zumindest bei Wäitem net genuch zu enger gerechter an nohalteger globaler Entwécklung bäi, am Géigendeel: D'Käschte fir e blannen, ongebremste Wuesstum explodéieren a ginn ëmmer méi visibel a belaaschten all d'Länner.

D'Globaliséierung schaaft Aarbechtsplazen an zerstéiert Aarbechtsplazen. Mir hunn haut eng ganz grouss Fragmentéierung vu Produktiounsprozesser: Grousskonzerner probéieren, laanscht Ëmweltoplagen ze kommen, andeems se do produzéieren, wou dës Oplagen net esou streng sinn oder net agehale ginn.

Eng Ursaach, firwat datt ethesch usprochsvoll Produktiounsstandarde sech och an héichindustrialiséierte Länner nëmme lues duerchsetzen, ass de Fait, datt se bis zu engem gewësse Grad d'Exportchancë méi kleng maachen, wa se géint auslännesch Produiten a Konkurrenz stinn, déi esou Kritären net mussen erfëllen.

An deem Sënn hu mir mat Interessi am Februar 2017 de Vott vum Gesetz relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre an der Assemblée nationale vun eise franséische Kolleege suivéiert. Am Moment ënnerstëtzen eng zéng aner national Parlamenter déi Initiativ vun enger Carte verte vum Danielle Auroi. Hei gëtt d'EU-Kommissioun opgefuerdert, fir eng contraignant EU-Legislatioun par rapport zu der Vigilance vun de multinationale Konzerner ze schafen. Mir sollten och eng Kéier an eiser Kommissioun iwwert déi do Saach diskutéieren a wa méiglech dat och ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn an deem Sënn och frou, datt mer deemnächst wäerten ee Gesetz stëmmen, dat d'Marchés publics bei eis nei regelt. Dobäi handelt et sech ëm d'Ëmsetzung vun zwou EU-Direktiven. D'Zil ass et, déi ëffentlech Ausschreiwungen un nohalteg a sozial Kritäre kënnen ze bannen an dernieft och der Qualitéit an der Innovatioun méi Gewiicht ze ginn.

D'Ausschreiwungen an d'Akafspolitik vun eise Ministèren, Verwaltungen a Gemenge mussen dës Kritäre respektéieren. An deem Kontext sinn d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun deene Responsabele souwéi eng verständlech Kategoriséierung a Bewäertung vu verschiddene Qualitéitslabele wichteg.

Mir hunn et haut mat internationale Konzerner ze dinn, mat globalen Akteuren, déi duerch hir Mobilitéit nëmme schwéier duerch nationalpolitesch Institutiounen ze kontrolléiere sinn. D'Verännerunge vun den Informations- a Kommunikatiounstechnologien hunn och fir eng immens Opwäertung vun de Banken- a Finanzmäert gesuergt a besonnesch d'Finanzdéngschtleeschtunge sinn duerch eenzel staatlech Regelungen net méi ze steieren an ze kontrolléieren.

Och am Handel gëllt duerfir fir eis: manner nationalen Egoismus a méi international européesch Zesummenaarbecht. A wann Trump a May eng Course um Steierdumping wëlle maachen, da musse mir se stoppen an net probéieren, se an där Course och nach ze iwwerhuelen.

Den Handel léisst vill Mënsche vum Wuelstand vun enger moderner Wirtschaft profitéieren, mä de Räichtum ass bei Wäitem net gerecht verdeelt. De Gruef tëschent deene räichsten 10% an deenen äermsten 10% vun de Leit gëtt ëmmer méi grouss.

Mir sinn der Meenung, datt mer Leitplanke fir e faire Welthandel brauchen. Sozial-, Konsumenten-, Gesondheets- an Ëmweltstandarden däerfen duerch Handelsaccorden net behënnert ginn, mä mussen duerch si gefërdert ginn. Si mussen op alle Fall d'Méiglechkeet oploossen, datt ee Land och ka Regelungen huelen am Interesse vun der Gesondheet vu sengen Awunner a vun der Ëmwelt.

Handelsaccorden däerfen net zu enger Privatiséierung vun ëffentleche Beräicher a vun ëffentlechen Déngschtleeschtunge féieren a Secteuren, déi scho privatiséiert goufen, mussen och erëm kënnen zréck un d'ëffentlech Hand gefouert ginn, wann dat am Interesse vum Land ass.

Handelsaccorden däerfen de schwaache Partner net zu Decisiounen zwéngen, déi him selwer schueden. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt ee multilateraalt Geflecht vun Handelsverträg éischter zu engem fairen a gerechte Welthandel féiert ewéi eng Multitude vu groussregionalen oder nationalen Handelsaccorden. Mir brauchen also och an Zukunft eng OMC. Vläicht sollt déi nach anescht funktionéiere wéi am Moment, mä mir brauchen eng international Organisatioun. A mer wäerten och an Zukunft Investitiouns- an Handelsgeriichter brauchen. Déi sollen awer an ëffentlecher Hand sinn a si sollen eréischt dann zoustänneg sinn, wann all national an européesch Rechtsweeër bis hire Rôle erfëllt hunn, also no engem Subsidiaritéitsprinzip. Selbstverständlech däerfen Handelsverträg net hanner zouenen Dieren ausgehandelt an ofgeschloss ginn a selbstverständlech musse souwuel déi national Parlamenter wéi och d'EU-Parlament vun Ufank un an aller Transparenz abezu ginn.

Här Minister, ee Moment, ech sinn direkt.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ah, et ass net wéinst mir! Merci. Ech sinn och um Schluss vu menger Riedezäit a vu mengen Ausféierungen.

Dat gëllt och scho fir d'Ausschaffe vun Handelsmandater a wärend dem ganzen Handelsprozess, an et ass scho vu menge Virriedner hei gesot ginn: Mir kënnen erëm eng Kéier um Beispill vun der JEFTA, den Handelsaccord tëschent der EU a Japan, weisen, datt et eis eescht ass, datt all Fräihandelsaccorden, déi an Zukunft gemaach ginn, Accords mixtes sinn an och méi Transparenz kréien, wéi mer dat an der Vergaangenheet gesinn hunn.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech stelle fest, datt mer hei a ganz grousse Linne mat ganz ville Saachen zimlech eestëmmeg d'accord sinn heibannen. D'Mënschheet benefisséiert vum fräien Handel. All Land profitéiert vum fräien Handel. A Lëtzebuerg brauch fräien Handel ganz besonnesch.

Ech konzentréiere mech a mengen Ausféierungen e bësse méi op d'WTO an hire Rôle an hir Zukunft. Leider hat déi Organisatioun an deene leschte Joren nëmmen e begrenzte Succès. An et si schonn Ursaachen dervu genannt ginn. Et gouf kee klore weltwäite Leadership méi, wat d'Liberaliséierung vum Welthandel ugeet. D'Welt ass wesentlech méi komplex gi wéi nach virun 20, 25 Joer. Et gëtt vill méi regional Leadere mat eegenen Interessen an eegenen Aflosssphären. Méi Länner si wichteg ginn, sinn um weltwäiten Handel bedeelegt a sinn diplomatesch aktiv.

Vill Länner op der Welt sinn och haut méi demokratesch an dowéinst och méi virsiichteg, wa se Decisiounen huelen. Dat huet ee gesinn un den TTIP- oder CETA-Diskussiounen an Europa, an den USA an a Kanada.

Wéi vum Virriedner gesot, gëtt et eng Proliferatioun vu regionalen Ofkommessen. An et gëtt och eng Tendenz zu engem gewëssene Protektionismus, och, mä net nëmmen, an den USA.

Trotzdeem denke mer als ADR, datt d'WTO kann immens nëtzlech sinn. Et ass en extrem wichtegen Dialog- a Verhandlungsforum, zum Beispill bei der progressiver Globaliséierung vun Handelsofkommessen, déi op regionalem Niveau getraff goufen, an och vun technesche Standarden. Och eng Globaliséierung vun engem neie Schema vun Arbitrage wéi am CETA-Accord wier eng wichteg Saach. Weider Ustrengungen, fir weltwäit Handelsaccorden, vläicht och nëmmen op sektoriellem Niveau ofzeschléissen, wiere wichteg.

De Kolleeg Bauler huet ganz zu Recht drop higewisen, datt d'Verbesserunge vun den Handelsflëss fir Staten, déi sech nach entwéckelen, wichteg sinn, an datt mer eng Evaluatioun brauche vun den Auswierkunge vu Fräihandelsofkommessen tëscht entwéckelte Länner op d'Entwécklungslänner.

Och bei der Ausschaffung vun Normverträg, fir e Gläichgewiicht ze schafen tëschent, op där enger Säit, ekonomescher Noutwendegkeet an, op där anerer Säit, regulatorescher Sécherheet, déi politesch néideg ass, schéngt eis wichteg. Et gouf op déi Aspekter hei higewisen.

Dem prinzipielle Jo zum fräien Handel steet natierlech entgéint, datt et Produkter gëtt, a mir wëssen dat, déi ënner Bedéngungen hiergestallt ginn, déi inakzeptabel sinn, sief et duerch Sklaverei, sief et duerch Kanneraarbecht, sief et duerch eng Ruinéierung vun der Ëmwelt. En plus maachen déi Bedéngungen déi Produiten dann och nach méi bëlleg a si konkurrenzéieren, ech nennen dat einfach elo emol, uerdentlech hiergestallte Produkter an eise Länner. Dat ass ganz bestëmmt eng Erausfuerderung, där d'WTO muss Rechnung droen, déi muss diskutéiert ginn an déi an de Fräihandelsofkommesse muss hiren Nidderschlag fannen.

E lescht Beispill ass d'Konkurrenz vu Klengbaueren. Ech huelen einfach emol de ganz normale Lëtzebuerger Bauer an d'Agroindustrie. Do gesäit een, datt eng präislech Konkurrenz net ze gewannen ass, wann et net Zollofgabe gëtt oder ebe Subventionéierungen.

An deem Sënn gesi mir allerdéngs eng grouss Zukunft fir d'WTO a mir hoffen, datt se an där doter Richtung weider verstäerkt wäert schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Merci, Madamm Presidentin. D'Diskussioun ëm d'Organisatioun vum sougenannten „fräien Handel" an och déi Institutioun, déi dat ganz laang Zäit staark representéiert huet, d'Welthandelsorganisatioun, sinn, mengen ech, ganz schéi Beispiller fir awer e Stéck Hypokrisie vun de westleche Länner par rapport zum Rescht vun der Welt.

Ech muss awer duerfir vläicht kuerz zréckgoen, e klengen historesche Recul maachen a virun allem emol versichen, vläicht déi ganz Fro aus der Perspektiv vun der südlecher Hemisphär ze kucken.

Wéi e puer Joer nom Mauerfall, also Mëtt der 90er Joren, d'OMC gegrënnt ginn ass, hate sech d'USA an Europa virgestallt, si kéinten och weiderhin déi international Handelsarchitektur no hire Virstellungen an no hirem Virdeel dominéieren, sou wéi se dat déi Jorzéngte virdrun am Kader vum GATT gemaach haten.

No dem Lancement vun der Doha-Ronn 2001 ass awer du relativ séier kloerginn, datt d'Entwécklungslänner a virun allem déi grouss Schwellelänner wéineg Loscht drop haten a sech net wollten iwwert den Dësch zéie loossen. An dee Moment, amplaz gedëlleg Kompromisser auszehandelen a Waasser an de Wäin ze schëdden, sinn d'USA an d'Europäer keen Zentimeter vun hire maximalistesche Positioune geréckelt, hunn der reschtlecher Welt d'Schold gi fir d'Blockad a sinn du selwer op d'Iwwerhuelspur gewiesselt.

Ab 2003 ass d'Zuel vun de bi- an de plurilaterale Fräihandelsofkommesse fërmlech explodéiert. Dës Entwécklung gouf ganz kloer vun de westlechen Industrienatiounen ageleet. An de Calcul dohannert war einfach a genial. Dat muss een em loossen. DFräihandelsofkommesse mat eenzelne Länner kann een an engem vill méi gënschtege Kräfteverhältnis aushandele wéi e multilateralen a schwéierfällegen Accord. A virun allem kann een dobäi ee Land géint dat anert ausspillen an Drock ausüben op Länner, fir eben där Accorden och unzehuelen.

Et verhält sech näämlech wéi an engem Dominospill, datt een no deem anere Steen lues, awer sécher ëmfält. Mat där aggressiver Strategie, fir en Netz vu Fräihandelsaccorden – 31, ass virdru gesot ginn - opzeriichten, sinn déi westlech Industrielänner amgaangen, dat ze erreechen, wat se bei enger éierlecher multilateraler Verhandlung mat der reschtlecher Welt wahrscheinlech op jidde Fall esou net kritt hätten, näämlech eng „Libéralisation poussée à outrance" no deenen eegene Konditiounen an déi quasi d'ganz Welt ëmfaasst. An dat, wéi ëmmer, op Käschte vun deene schwächste Länner.

An och elo soll no de Virstellunge vun der EU-Kommissioun, dat huet se an hirem Dokument „Trade for All", och nach eng Kéier geschriwwen, dës nei Welthandelsuerdnung och nach duerch d'OMC definitiv a Steen gemeesselt ginn.

Mä mir mengen, datt dat mat Sécherheet net d'Enn vun der Geschicht wäert sinn. Well och wann et d'State sinn, déi d'Fräihandelsaccorden ënnerschreiwen, esou sinn et awer net d'Länner, déi Wueren a Servicer exportéieren, mä an alleréischter Linn multinational Firmen, déi no der Logik vum gréisstméigleche Benefiss wirtschaften. An dës Firmen zéien ee beträchtlechen Deel vun hirem Profitt aus der Konkurrenz, déi weiderbestoe bleift tëschent de Steier-, Sozial-, Ëmweltsystemer vun deenen eenzelne Länner. A virun allem setze se d'Aarbechter an deenen ënnerschiddleche Länner mateneen a Konkurrenz.

Madamm Presidentin, kee Mënsch ass géint Handel oder wëllt den Handel tëschent Mënsche verbidden. D'Mënschen hunn ëmmer Handel matenee bedriwwen. Dat war ëmmer esou an dat wäert och ëmmer esou bleiwen. Déi entscheedend Fro ass awer, wéi d'Regelen ausgesinn, wéi mer deen Handel organiséiere wëllen, d'Regelen, déi deem Handel zugronn leien.

Geneesou wéi eng vollstänneg Autarkie eng extrem Positioun ass, esou ass och den Ultraliberalismus eng extrem Positioun. De Welthandel kann an däerf net eenzeg an eleng dem Dogma vun der Profittmaximéierung ënnerworf bleiwen, mä muss no demokrateschen, sozialen, ëmweltpoliteschen Objektiver ausgeriicht ginn an am Déngscht vun der ganzer Mënschheet stoen.

Fir dës Kéier ze kréien, fir fortzekomme vun enger Handelsuerdnung, déi vu Multinationalen diktéiert gëtt, d'Ëmwelt zerstéiert a sozial Inegalitéite verschäerft, wéi mer et jo virdrun hei awer och héieren hunn, hin zu enger méi demokratescher a gerechter Handelsuerdnung, déi nohalteg ass, missten eigentlech zwou Saache geschéien:

Éischtens missten déi bilateral Handelsnegociatiounen, wéi se am Moment jo och nach mat ganz ville Länner gefouert ginn, direkt op Äis geluecht ginn.

An zweetens misst een d'OMC opléisen an den Dag drop ënner komplett verännerte Virzeechen am Kader vun der UNO nei grënnen.

Soulaang dëst net geschitt, ginn déi international Verwerfungen tëschent de Länner méi grouss an d'Krisen an d'Konflikter, déi doraus entstinn, méi virulent. Mir brauchen e grondsätzlecht Ëmdenken an der internationaler Handelspolitik a mir Europäer sinn doranner an der Bréngschold.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci, dem Här Baum. Mir hätten elo den Tour vun den Deputéiert gemaach. Merci fir Är interessant a konstruktiv Interventiounen zu dësem ganz wichtege Sujet, an ech hunn elo de Pleséier, fir den Här Ausseminister, den Här Asselborn, op d'Tribün ze biede fir seng Prise de position. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.-* Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt soen, dass den Här Mosar zu Recht deen Debat hei gefrot huet an dass ech och, mengen ech, an der Kommissioun bereetstinn, fir an d'Detailer ze goen, a firwat och net eng Kéier méi déif, wat elo de Marc Baum gemaach huet.

Bon, ech mengen net, dass een an der real existéierender Welt einfach e Fatalist muss sinn an akzeptéiere muss, dass d'Wirtschaft méi staark ass wéi d'Politik. Mir musse beweisen, dass de Contraire méiglech ass. An ech mengen, et gëtt och Usätz am internationalen Handel, dass een do ka Pione setzen, déi an déi richteg Richtung ginn.

Bon, de Fräihandel, Madamm Presidentin, gesinn ech net als e Selbstzweck. De fräien Handel ouni fair Regelen ass onméiglech an dat ass hei vun alle Riedner jo och ënnerstrach ginn. Ech wëll duerfir an dësem Zesummenhang vläicht fir d'Éischt un d'Präambel vum Marrakesch-Accord vun 1994 erënneren, déi seet, dass den Handel ee Mëttel ass, fir folgend Ziler ze erreechen - dat war 1994 -: «le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel (…) conformément à l'objectif de développement durable, (…)» Dat war also 1994 zu Marrakesch.

Ech mengen, mir kéinten eis vläicht bal alleguerten doriwwer eens ginn, dass, wann ee kuckt, den internationalen Handel, deen no de Regele vun der WTO ofleeft, an de leschte Jorzéngten awer trotzdeem derzou bäigedroen huet, d'Liewensstandarde vu ville Leit heiheem an och weltwäit ze verbesseren, selbstverständlech awer net vun alle Leit. Dat heescht awer net, dass de Welthandel eleng kéint sämtlech Ongläichgewiichter vun der Globaliséierung ausgläichen.

Wann een zum Beispill weess, dass 1980 nach 25 Aarbechter gebraucht gi sinn, fir Wueren an engem Wäert vun enger Millioun ze produzéieren, esou sinn dat der haut nach just siwen. Also dat heite weist, dass mer als Politiker op den technesche Fortschrëtt - d'Digitaliséierung - Äntwerte mussen hunn, an duerfir ass et ëmsou méi wichteg, d'Globaliséierung iwwer eng progressiv europäesch Handelspolitik ze steieren. Et geet drëm, Aarbechtsplazen ze schafen a vollem Aklang mat eisen europäesche Standarden am Aarbechtsrecht, am Sozialrecht an am Ëmweltrecht zum Beispill.

Et muss ee beispillsweis och wëssen, dass déi europäesch Exporter 44% vum PIB vun der EU ausmaachen, wärend dat a China nëmmen 22% sinn an an Amerika grad emol 13%. Et ass also e risegen Ënnerscheed, wat den Impakt vun den Exporter ugeet, wat Europa betrëfft par rapport zur Welt.

D'EU ass awer selbstverständlech och op Handelspartner ugewisen, well hiert wirtschaftspolitescht Gewiicht an deenen nächste Joren tendenziell erofgoe wäert, an dat net nëmme wéinst dem Brexit, mä natierlech och wéinst dem Brexit. Wann d'Europäesch Unioun also déi multilateral Handelsuerdnung wëllt stäipen a matbestëmmen, da geet dat just mat Partnerlänner, déi äänlech Usiichten hunn a virun allem déi nämlecht Wäerter mat eis och wëllen deelen. Déi ëmfaassend bilateral Accorde sinn zu 100% kompatibel mat de Regele vun der WTO an dat ass wichteg. Dat ass och hei gesot ginn. Dëst sinn d'Bausteng, déi d'Welthandelsuerdnung grad op deene Punkten ergänzen, wou et nach net méiglech war, dass d'WTO-Membere sech eens gi sinn.

An an deem Sënn ass d'Äntwert op d'Fro, déi och hei jo indirekt gestallt ginn ass: „Bilateral oder multilateral Accorden?" net entweder oder, mä et ass menger Meenung no, Madamm Presidentin, dat eent an dat anert.

E Beispill duerfir ass, ech soen dat ganz kuerz, den Investitiounsschutz. Hei huet d'Europäesch Unioun jo eng kloer Virreiderroll iwwerholl. Fir d'Éischt beim CETA an, ech mengen, an allen aneren Accorden, déi elo kommen, gëtt dee privatrechtleche Mechanismus duerch eng nei, ëffentlech Investitiounsgeriichtsuerdnung mat staatlech genannte Riichteren ersat. An enger zweeter Etapp soll dës Geriichtsuerdnung och zesumme mat aneren interesséierte Länner an ee multilateralen Investitiounsgeriichtshaff weiderentwéckelt ginn. Mat der EU gëtt et kee Wee - ech mengen och mam Europaparlament net - zréck bei déi privat Geriichter, bei den ISDS. Dat ass ee Beispill, wéi Europa awer trotzdeem an der Handelspolitik konnt nei Akzenter setzen.

D'Zäite vun de groussen, ëmfaassende Verhandlungsrollen tëschent 164 souveräne Memberen an der WTO sinn eriwwer, dat muss een esou gesinn. Trotzdeem bleift d'WTO eng wichteg Institutioun, wou an de leschte Jore secteurspezifesch Initiativen an och Accorde mat Erfolleg verhandelt goufen. An zum aneren ass do dat sougenannte Sträitschlichtungsorgan tëschent Länner vun der WTO - dat huet näischt mat Investisseuren ze dinn -, dat ass d'Geriichtsinstanz vun der WTO fir Sträitfäll tëschent de Memberstaten, eppes, wat an dëser Form eenzegaarteg ass a mëttlerweil och d'Häerzstéck vun engem multilateralen Handelssystem duerstellt.

Déi europäesch Handelspolitik baut op eng multilateral Handelsuerdnung an do gëllt net d'Recht vum Stäerksten, mä d'Zil ass d'Stäerkung vum internationale Recht. D'EU ass an hirer Handelspolitik däitlech besser opgestallt wéi nach viru Joren. Et ass villes geschitt, wat an déi richteg Richtung geet. Zum Beispill: D'Reform vun den europäeschen Antidumpingsinstrumenter ass um Wee a kéint deemnächst och ofgeschloss ginn. A mat dëser neier Methodik gi mer direkt géint déi onfair Handelspraktike vir - déi sinn och hei vun alle Kolleege genannt ginn -, ouni awer ee WTO-Member par rapport zu deem aneren ze diskriminéieren. Dat kënne mer net. Als Member vun der WTO ass dat net erlaabt.

Mir kënnen eventuell nach dëst Joer weider wichteg Accorde finaliséieren. Iwwer Japan schwätze mer an der Kommissioun an och hei am Plenum héchstwahrscheinlech nach dëst Joer. Mexiko, Chile ginn op dee leschte Stand bruecht. Australien, Neiséiland si Länner, weider Partner, déi wëlle mat der Europäescher Unioun verhandelen. China, Här Mosar, Dir hutt et gesot, selbstverständlech och.

Wat Amerika ugeet, ganz kuerz: Wie sech wéi mir alleguerte mat de Froe ronderëm d'Handelspolitik beschäftegt, dee ka feststellen, dass d'Handelsstrategie vun der amerikanescher Regierung an dësem Moment zimlech onkohärent ass. Et ass net einfach, vun enger Strategie ze schwätzen. Ech wëll hei net op d'Moossnamen, déi nach net geholl gi sinn, agoen, mä déi Initiativen, déi ugekënnegt sinn, féieren zu Ofschottung - dat ass evident -, zum Verstäerken a Verteidege vu Grenzen a schliisslech am schlëmmste Fall, an dat ka kommen, zur Eskalatioun a Form vun engem Handelskrich.

D'USA sinn och de Lëtzebuerger hire wichtegsten Handelspartner ausserhalb vun der Europäescher Unioun, dat däerfe mer net vergiessen. Déi aktuell amerikanesch Administratioun huet eng ganz kritesch Positioun zur WTO. Si distanzéiert sech souwuel am Kader vum G20, vum G7 an och um Niveau vun der OCDE vun den neie multilaterale Verflichtungen, also eppes, wat nom Zweete Weltkrich ni esou de Fall war. Dir kennt dat berüümt Wuert „America first", mä dat ass en „America alone"-Programm ginn, an d'EU muss, mir musse bereet sinn, falls de President Trump laang President bleift an déi aktuell Rhetorik och konkret ëmgesat gëtt, dass mer eis dergéint wiere kënnen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A mir sinn och, mengen ech, do dergéint opgestallt. Op jidde Fall besteet de Wëllen, fir sech do net alles bidden ze loossen.

Den amerikanesche President deelt a mengen Ae seng Welt a Gewënner an a Verléierer op, an Handel heescht, dass deen een op Käschte vun deem anere verléiert. Dat ass eigentlech seng Philosophie, dat ass Merkantilismus. Dat ass, wéi hien d'Welt gesäit. An et muss een do vläicht de Jean Jaurès zitéieren: «À qui profite le protectionnisme?»

Ech wëll vläicht, fir ofzeschléissen, och nach ee Beispill ginn, wéi komplex dass awer d'Produktiounswierker a -ketten am bilateralen Handel sinn. Zum Beispill dee modernste Fliger, deen et elo gëtt, de 787 vu Boeing, dee gëtt gebaut a China, a Südkorea, an Australien, a Japan, a Kanada, an England, a Schweden, an Italien, a Frankräich, an Amerika an zu lechternach. Och do gi Stécker fir dee Fliger hiergestallt. An da muss ee sech virstelle mat där Positioun, déi den Här Trump do huet, wat dat heescht, wann nëmme méi amerikanesch géif produzéiert ginn: Da kéinten déi Fligeren hei iwwerhaapt net méi gebaut ginn, well vun engem Dag op deen aneren ass dat guer net ëmzestellen.

E Wuert nach zu der Geschicht vu Singapur. Ech mengen, do ass alles gesot ginn. Den Investitiounsschutz ass d'Kompetenz vun den nationale Parlamenter. All dat anert, dat musse mer awer och gesinn, ass eben d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun. Och, an dat ass wichteg, mengen ech, fir eis alleguerten heibannen: Déi nohalteg Entwécklung ass integrale Bestanddeel vun eiser gemeinsamer Äusso, vun eiser gemeinsamer Handelspolitik. Dat musse mer wëssen.

Ech wëll vläicht nach eppes soen, well meng Zäit ass, mengen ech, fort.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Neen, neen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.-* Ah, ech hunn nach e wéineg Zäit!

Bon, da wëll ech Iech soen - Här President, entschëllegt -, dass mer an der Europäescher Unioun bei deene Länner si mat der Belsch, mat Holland, mat Schweden, mat Finnland, mat Dänemark, déi e Bréif un d'Kommissärin geschriwwen hunn, dass de Schutz vun eise Sozial- an Aarbechtsrechter an der Handelspolitik an allen Accorden, déi kommen, musse verstäerkt ginn.

An ech kann Iech och soen, ouni nach konkret ze ginn, dass mer zu e puer och probéieren, ee Sanktiounsmechanismus anzebaue fir Länner, déi ebe géint déi Standarden do verstoussen. Dat wier och eemoleg. Dat ass jo och kritiséiert gi beim CETA zum Beispill, dass mer keng Sanktiounsmechanismen hunn. Do ass eng Diskussioun ugelaf a Lëtzebuerg bedeelegt sech dorunner.

Fir ofzeschléissen nach, den digitalen Handel, Här President, an d'digital Plattforme sinn an dëser moderner Welt net méi ewechzedenken. Heiansdo vergësst een, dass Facebook 1,9 Milliarde Benotzer huet. Dat si méi Benotzer, wéi China Awunner huet. An den digitalen Handel ass ee Beräich, an deem d'EU sech menger Meenung no méi staark engagéiere misst. Wuel wëssend, dass eis europäesch Standarden a Saachen Dateschutz selbstverständlech net zur Verhandlung stinn.

Schliisslech, ee lescht Wuert, wat menger Meenung no wichteg ass, dat ass och hei ugeklongen, ech mengen, et war den Här Mosar oder den Här Angel, déi gesot hunn, dass een op Transparenz setze muss. Ech verstinn éierlech gesot ganz schlecht, dass d'Mandat mat Japan nach ëmmer vu verschiddene Länner blockéiert gëtt. Zesumme mat de Benelux-Länner, mat Däitschland, mat Frankräich an och nach mat anere Länner, ech menge muer, ënnerschreiwen ech de Bréif, wou mer kloer soen, dass mer wëllen, dass dat Mandat publizéiert gëtt. Dat bréngt näischt, wann dat net publizéiert ass. A mer hu beim CETA gesinn, zu wat dass dat ka féieren. Ech mengen, do huet d'Opinion publique d'Recht, fir anzegesinn, wéi verhandelt gëtt, opgrond vu wat fir engem Mandat dass verhandelt gëtt.

An ech menge souguer, dass an Zukunft och an deem ganze Verhandlungsprozess vun engem EU-Handelsaccord, vum Ofschloss vum Mandat bis zum Schluss, sämtlech Interessevertrieder och musse kënnen informéiert sinn iwwert dat, wat leeft. Dat heescht selbstverständlech net, dass d'Verhandlungen op der Place publique kënne gefouert ginn, well do féiert ee jo keng Verhandlungen an deem Sënn, dass een dann och muss Accorden erbäiféieren an och vläicht Dealen da maachen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Ausseminister. A mir wären domat um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn ukomm a mir ginn zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwer: de Projet de loi 7107, en Ofkommes mam Cap-Vert iwwert de Migra-

tiounsflux. An de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel, ass scho prett.

7. 7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et drëms, wéi gesot, en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert unzehuelen, deen am Oktober 2015 ënnerschriwwe gi war.

Dir wësst, dass déi bilateral Relatiounen tëschent dem Cap-Vert an onsem Land ganz enk sinn an dass de Cap-Vert och e laangjäregen a ganz fiabele Partner vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass.

Am Oktober d'lescht Joer hate mer och de Premierminister vum Cap-Vert hei bei eis an der Kommissioun, wou mer och e ganz interessanten Austausch haten a mir hunn do net nëmmen iwwert déi ekonomesch Entwécklung vum Cap-Vert geschwat an hir Erwaardungen un den Handel mat Europa, mä och iwwert d'Situatioun vun der capverdianescher Communautéit hei zu Lëtzebuerg, déi iwwregens ganz gutt ass.

Ëm wat geet et also genau bei dësem Accord, iwwert dee mer haut ofstëmmen? Dësen Accord ass op Demande vum Cap-Vert hin ausgehandelt ginn an e soll déi legal Migratioun tëschent eisen zwee Länner vereinfachen. Dofir ginn, jee no Fall, Visaen ausgestallt, déi tëschent engem a fënnef Joer gülteg sinn. Am Géigenzuch enthält den Accord och Bestëmmungen, fir déi illegal Immigratioun ze bekämpfen an d'Readmissioun ze vereinfachen an dëst am Respekt vun der Dignitéit an de fundamentale Rechter vun dëse Persounen, déi sech irregulär am Land géifen ophalen.

Dir erkennt un der Logik vun dësem Accord: „legal Migratioun vereinfachen an illegal Migratioun bekämpfen", dass mer hei an der Kontinuitéit vun der europäescher Migratiounspolitik sinn.

An effektiv kann een dësen Accord och net lassgeléist vun der europäescher Politik betruechten. Erlaabt mer dofir, kuerz op déi europäesch Accorden, déi d'Relatioune mam Cap-Vert encadréieren, anzegoen. D'Relatiounen tëschent dem Cap-Vert an der Europäescher Unioun baséieren haut virun allem op dem Accord de Cotonou aus dem Joer 2000, deen, wéi Der wësst, mat allen AKP-Länner ofgeschloss gouf. D'Haaptzil vun dësem Accord de Cotonou ass a bleift d'Bekämpfung vun der Aarmut an den AKP-Staten duerch eng progressiv ekonomesch Integratioun vun dëse Staten. Dobäi soll d'nohalteg Entwécklung vun dëse Staten am Vierdergrond stoen.

D'Relatioune mam Cap-Vert ginn awer duerch zwee weider Accorden um europäeschen Niveau completéiert: Den „Partenariat spécial entre l'Union européenne et le Cabo Verde" vun 2007 an den „Partenariat pour la mobilité" vun 2008. An dës Partenariater goufen op Wonsch vum Cap-Vert hin ausgehandelt.

De Cap-Vert wollt iwwert déi bestoend Relatioune kënnen erausgoen an nach méi enk mat der EU zesummeschaffen, sief dat, wéi gesot, um ekonomeschen oder um politesche Plang.

Am Kontext vun eisem Projet de loi haut ass et virun allem de Partenariat pour la mobilité, deen ons interesséiert. D'gemeinsamt Zil vun der EU-afrikanescher Migratiounspolitik gouf säit der Konferenz tëschent der Europäescher Unioun an den afrikanesche Staten zu Tripolis am Joer 2006 ëmmer nees genannt. Déi gemeinsam Migratiounspolitik gesäit vir, dass déi irregulär Migratioun muss bekämpft ginn an dass d'EU sech dofir engagéiert, legal Méiglechkeete fir an d'EU eran ze schafen.

Dëst gouf och um véierten EU-Afrika-Sommet zu Bréissel am Joer 2014 nach eng Kéier bestätegt. An dofir goufen am Kader vun dësem Partenariat pour la mobilité mam Cap-Vert och zwou Saache festgehalen: Éischtens, dass d'Prozeduren, fir e Visa ze kréien, méi einfach sollte ginn. Dëst betrëfft d'Visae vu kuerzer Dauer, also vu maximal dräi Méint, an zwar souwuel fir d'Europäer am Cap-Vert wéi och fir d'Capverdianer an Europa.

Bei dësem Visa handelt et sech ëm de ganz normale Schengen-Visa, deen och fir de gesamte Schengen-Raum gëllt. Et gouf also keen neie Visa geschafen, mä just d'Prozedur, fir e Visa ze kréien, gouf vereinfacht.

Zweetens gouf awer och en Accord de réadmission geschloss. De Cap-Vert verflicht sech doranner derzou, seng eege Statsbierger zréckzehuelen, mä och Mënschen aus Drëttstaten, déi iwwert de Cap-Vert illegal an d'Europäesch Unioun agereest sinn. A mat dësem bilateralen Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ginn dës europäesch Bestëmmungen also elo ëmgesat.

Den Accord enthält doriwwer eraus och Bestëmmungen, déi geziilt d'Entwécklung vum Cap-Vert sollen ënnerstëtzen, andeems hir Leit och hei bei ons zu Lëtzebuerg kënne formëiert ginn. Esou sollen zum Beispill d'Studente vum Cap-Vert direkt no hirem Studium op der Uni Lëtzebuerg och kënnen heibleiwen, fir éischt Aarbechtserfahrungen ze sammelen. Dës Bestëmmungen hu mer iwwregens am Kader vu rezenten Ännerungen am Immigratiounsgesetz och schonn agefouert.

Ausserdeem gëtt en Austauschprogramm geschafen, wou all Joer eng bestëmmten Unzuel jonk Leit aus béide Länner fir bis zu 18 Méint kënnen an dat anert Land schaffe goen. Dëst sinn elo nëmmen zwee Beispiller. Den Detail vun alleguerten de Mesurë vun deem ganzen Accord fannt Der a mengem schréftleche Rapport erëm.

Dës Migrante ginn awer och aktiv derbäi ënnerstëtzt, duerno an hirem Land Fouss ze faassen an esou un der ekonomescher Entwécklung nees deelzehuelen a matzeschaffen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen nach séier zum formalen Deel: De Projet gouf de 17. Januar 2017 hei deposéiert. De Statsrotavis koum den 9. Mee dëst Joer a mir hunn an der Sëtzung vum 12. Juni en long et en large iwwert de Projet diskutéiert, och mat de Beamtinnen a Beamte vum Ministère de l'Immigration, a mäi schréftleche Rapport gouf dunn den 19. Juni an der Kommissioun vun alle Fraktiounen ugeholl.

Här President, ech ginn dervun aus, dass mer haut e gudden Accord wäerten unhuelen. Et ass en Accord, deen de Bierger vu béide Staten eppes brëngt. Si kënne méi einfach tëschent béide State reesen. Si kënnen un Austauschprogrammer deelhuelen an am jeeweilegen anere Land schaffen an do ganz wäertvoll Erfahrunge fir hiert Liewe sammelen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Angel. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Marc Angel, deen, wéi mir dat vun him gewinnt sinn, op eng, wéi ëmmer, ganz kompetent, komplett an detailléiert Manéier dee ganze Projet examinéiert huet, soudatt ech ganz, ganz kuerz ka sinn, andeem ech awer nach eng Kéier op déi Wichtegkeet vun deem Accord hiweisen: En Accord mam Cap-Vert, engem Land, mat deem mer, an ech mengen, dat huet de Rapporteur scho gesot, exzellent Bezéiungen hunn, d'ailleurs och parlamentarescher, soudatt ech doriwwer ganz frou sinn.

Ech sinn awer och nach aus engem anere Grond doriwwer frou: Mir schwätzen oft vu Simplification administrative. Ech mengen, hei ass e ganz konkrete Projet, wou et zu enger Simplification administrative fir trotzdeem ganz vill Leit kënnt. An duerfir begréisse mir dee Projet an ech ginn och dozou den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann ass et un dem Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, eleng d'Tatsaach, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng grouss capverdianesch Communautéit hunn, beweist jo och déi gutt Relatioun, déi mer mat deem Land do fleegen. Ech wëll och drop hiweisen, datt de Kooperatiounsminister Schneider elo ganz kierzlech de véierte PIC mat deem Land ënnerschriwwen huet, wou mer eis engagéieren, bis d'Joer 2020 erëm eng ronn 46 Milliounen (veuillez lire: Euro) un Entwécklungshëllef ze leeschten. Dat um Niveau vun der Energie solaire, op där anerer Säit awer och um Niveau vun enger ronn 100 Schoulen, wou mer eis fir sanitär Equipementer wäerten engagéieren.

Op där anerer Säit ass scho richtegerweis hei bemierkt ginn, datt natierlech deen Accord hei awer och derzou bäidréit, datt de Cap-Vert am Fong eng besser Entwécklung ka kréien, andeems virun allem déi Studenten, déi elo hei en Ofschloss gemaach hunn, och nach kënnen zwee Joer hei bleiwen: datt se zwee Joer Stage maache kënnen, datt se zwee Joer éischt Erfahrungen am Beruffsliewe maache kënnen. Ech géif soen, datt mer domadder eng wichteg Moossnam treffen, well si kënne mat där Erfahrung dann och an hirem Land derzou bäidroen, datt d'Ekonomie do ouni Zweifel verbessert gëtt.

Vläicht nach eng lescht Remarque: Wat ech och ganz gutt an deem Accord hei fannen, dat ass, datt mer virun allem deene Jonken d'Méiglechkeet ginn, Austauscher ze maachen, well et ass virun allem iwwert déi Jonk, wou ee kann Toleranz a Verständnis fir aner Kulture promouvéieren. An an deem Sënn kënne mir als DP deen Accord hei nëmme guttheeschen.

Ech wëll awer och ofschléissend dem Marc Angel nach eng Kéier Merci soe fir seng jeeweileg Rapporten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Als Nächsten huet den Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, vläicht och ënnert dem Androck vun eisem zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut, wou mer eis an enger Aktualitéitsstonn mam Welthandel auserneegesat hunn, wollt ech nach e bëssen op d'Käraspekter vun dësem Projet de loi agoen.

Am Exposé des motifs steet, datt dësen Accord am Kader vun engem Accord de partenariat vu Cotonou aus dem Joer 2000 tëschent der EU an den AKP-State steet. Den Accord vu Cotonou hat bestëmmt net gehalen, wat e versprach hat. Zum Beispill ass d'Zil vum Accord eng Reduzéierung vun der Aarmut bis hin zu der Ausrottung vun der Aarmut duerch eng schrëttweis Aféierung vun den AKP-Staten an d'Spillregele vun der Weltwirtschaft.

Zu den AKP-Staten zielen haut 79 Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik. Dozou gehéieren niewent dem Cap-Vert och nach zum Beispill de Mali, Burkina Faso, Haiti. Den Accord vu Cotonou huet ausdrécklech d'Ziler vun enger nohalteger Entwécklungspolitik mat an d'Handelsaccorden afléisse gelooss, zumindest um Pabeier.

Ech mengen net, datt mer mat iergendengem aneren AKP-Stat ee vergläichbart Ofkommes hu wéi dat, wat mer haut mam Cap-Vert ratifizéieren. Wann ech mech iren, da kann och gären ee mech do korrigéieren. Et ass och net vun ongefëier, datt mer ebe grad esou eng Relatioun mam Cap-Vert hunn, an et ass och interessant, wann ee Lëtzebuerg an de Cap-Vert e bëssen niewentenee stellt: Mir hunn zu Lëtzebuerg mëttlerweil méi Awunner wéi de Cap-Vert, well eise Wuesstum méi héich ass: 2,5% - virun allem duerch d'Migratioun -, an de Cap-Vert wiisst all Joers ëm 1,2%, virun allem, well hir eege Populatioun méi séier wiisst, well si méi Kanner kréie wéi mir.

Am beandrockendsten ass awer den Ënnerscheed vum PIB pro Awunner. Deen ass bei eis ronn 34-mol méi héich wéi deen am Cap-Vert. Dat erlaabt eis et dann och, eng Kooperatiounspartnerschaft mam Cap-Vert anzegoen. De Marc Angel huet och schonn dervu geschwat: Mir si mëttlerweil beim véierte Programme indicatif de coopération. Dem Cap-Vert seng Entwécklung kann een duerchaus als positiv gesinn: D'Land erweist sech als stabill a kann och eng Rei wirtschaftlech Fortschrëtter opweisen, och wann et nach ëmmer zu deenen aarme Länner zielt.

De Projet de loi vun haut ass kee Projet aus der Kooperatioun, mä direkt aus dem Ausseministère an awer ware mer dës Erklärunge wichteg, déi ech elo grad hei ginn hunn. Den Accord betount, datt e sech op Géigesäitegkeet berifft. All Mesure gëllt souwuel fir déi eng wéi fir déi aner. Ech weess net, wivill Lëtzebuerger um Cap-Vert wunnen oder wëlle schaffe goen. Ech ginn awer dervun aus, datt plus minus 7.000 Leit aus dem Cap-Vert zu Lëtzebuerg wunnen an datt Lëtzebuerg och nach ëmmer een interessanten Aarbechtsmarché fir dat Land ass.

Mir begréissen de Projet de loi 7107, well en eng Rei Saache méi einfach mécht: D'Zirkulatioun vun de Mënschen, awer och net vun alle Mënschen, mä vun de Fonctionnairen, de Geschäftsleit an den Universitären, wéi och de Kadere vun ONGen.

An den Här Rapporteur, deem ech Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport, huet och gesot: „D'Konterpartie ass, datt mer mat dësem Rapport déi illegal Migratioun wëlle bekämpfen." D'Facilitéite fir Studenten hu mer jo schonn, déi hu mer och rezent allgemeng vereinfacht. Dat gëllt also net just nëmme méi fir d'Studente vum Cap-Vert. A besonnesch gefält eis och d'Méiglechkeet vum Austausch vu jonke Leit, déi schaffe ginn oder sech berufflech wëlle weiderbilden. Hei géife mir eis wierklech wënschen, datt den Austausch och wierklech an déi zwou Richtunge géif goen, dat wier zum Avantage vun alle Jonken aus deenen zwee Länner.

Domat bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten hunn ech den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Villmools Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e grousse Merci un den Här Angel, dat war wéi ëmmer e ganz komplette schréftlechen a mëndleche Rapport.

Beim Accord, dee mer haut hei diskutéieren, wëll ech elo net laang iwwert d'allgemeng Relatioune mam Cap-Vert schwätzen, ech mengen, meng Virriedner hunn dat gemaach. Mir freeën eis iwwer eng Communautéit, déi mer hei hunn. Mir wëssen, datt et och e wichtege Partner an der Kooperatioun ass. Ech mengen, alles dat ass gesot. Dofir erlaabt mer, vläicht e puer Wuert iwwert den Accord ze soen, dee mer haut hei sollen diskutéieren an iwwert dee mer ofstëmmen.

Et ass en Accord, wann een e genau liest, wou awer eng ganz Rei Froen opbleiwen. A vläicht kréie mer d'Äntwerte vun der Regierung op eng Rei Froen, déi ee sech ka stellen, well a priori géif ech soen, datt mir eis enthalen, well awer eng Rei Onsécherheeten hei dra sinn.

Ech ginn lech just e puer Beispiller: Deen Accord bei de jeunes Professionnels betrëfft nëmmen déi Postes non déclarés vacants. An da stellt sech natierlech d'Fro, ob mer hei net liicht an eng Kontradiktioun erakomme mat enger anerer vertraglecher Obligatioun aus dem europäesche Bannemaart, näämlech der Préférence communautaire. Dat heescht, hei stellt sech also eng Fro tëschent der Kompatibilitéit vu vertraglechen Normen, déi mer agaange sinn.

Dat Zweet ass: Op zwou Plazen hu mer zwar als Parlament elo e Matsproocherecht, mä d'Regierung huet herno duerch en einfachen Échange de lettre d'Méiglechkeet, den Accord punktuell ze amendéieren. Dat gëllt souwuel fir déi Zuel vu Leit, déi bei de jeunes Professionnels betraff sinn, hei steet elo zéng pro Joer, mä d'Regierung kann dat zu egal wéi engem Zäitpunkt spéider änneren. Et gëllt och fir d'Lëscht vun de Beruffer bei den Travailleurs salariés, déi betraff sinn. Op deenen zwee Punkten hu mer also eigentlech kee Matsproocherecht als Parlament.

Da geet och vun der Integratioun rieds vun deene Leit, déi solle kommen, dat begréisse mer. Déi ass allerdéngs néierens präziséiert. Et ass näischt vun de Sprooche gesot, obschonn elo zum Beispill, wat fir eis eng wichteg Fro ass, déi professionell Capverdianer, déi wëllen heihinner kommen, och am Beräich vun der Justiz kënne schaffen, och am Beräich vum Gesondheetswiesen. An et sinn awer hei keng Sproochekonditiounen oder keng Exigenze virgesinn. Dat ass ze bedaueren, well Integratioun mécht sech an eisen Aen haaptsächlech och iwwert d'Sprooch.

Wat d'Readmissioun ugeet, do ass net gesot - well dat hei ass elo e Spezialgesetz, an deem Sënn kann ee kucken, wéi verhält et sech mat eisen allgemenge Regelen -, wéi eng Konsequenzen dat huet, wann e Capverdianer opgrond vun dëse gesetzlechen Dispositiounen a säi Land zréckbruecht gëtt. An et stinn Evidenzen am Gesetz, déi net missten drastoen, well se selbstverständlech sinn. Zum Beispill, datt eng Réckféierung am Respekt vun der Dignitéit vun de Leit gemaach gëtt.

Kann dann een heibanne sech virstellen, datt mir hei am Land géifen eng Réckféierung maachen, ouni op d'Dignitéit vun deene Betraffene Rücksicht ze huelen? Mir kënnen dat op jidde Fall net. Datt mer esou eppes an e Gesetz eraschreiwen, ass en Aveu fir eppes, wat mer net néideg hunn, well et esou eppes bei eis net gëtt.

Den Développement solidaire ass och eng Fro: Et gëtt gesot, mir solle finanziell Instrumenter promouvéieren, wéi Fongen an de Cap-Vert ze transferéieren. Dat ass eng Fuerderung, déi mir als ADR prinzipiell scho viru Joren erhuewen hunn, well dat och eng wichteg Moossnam am Kader vum Developpement allgemeng ka sinn. Et steet awer elo net dran, u wéi eng Instrumenter geduecht gëtt. Ob dat och fir aner Länner soll gëllen? Wéi eng Moyenen dat kéinte sinn? Also, et ass eng Intention de principe, déi mer begréissen, awer och do ass se net ausgefouert.

Dat sinn eng Rei oppe Froen, déi eng vertraglech Obligatioun hunn, déi Lëtzebuerg ka beréieren, d'Rechter vum Parlament, alles dat ass net ganz kloer. Och déi zäitlech Limitatioune bei den Travailleurs salariés sinn och net evident. An do muss ee soen, datt de Vertrag an eisen Aen op jidde Fall net präzis genuch ausgehandelt ginn ass. Déi Limitatiounen op zwielef Méint oder op fënnef Joer, déi ugekënnegt gi sinn, déi den Här Angel och zu Recht ervirgehuewen huet, bezéie sech haaptsächlech an der Lektür vum Vertrag op déi dräi éischt Paragrafen. De Lien vum Artikel 6 mat deene Referenzen ass net kloer hierzestellen. Dat ass vläicht d'politesch Intentioun gewiescht, well dat ass jo och hei widderholl ginn an et ass och an der Präambel dann esou duergestallt ginn, mä de Vertragstext gëtt et net hier. An dat sinn Onkloerheeten, déi an dësem Vertrag sinn. Dofir begréisse mer d'Intentioun en général, awer et ass e Vertrag, dee vill Froe stellt a vill Froen opléisst op juristeschem Plang. An dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Da wär et um Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President, ganz kuerz. Jo, mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn. Et kéint een à la limite vläicht e bësse bedaueren, datt sech deen Echange haaptsächlech op d'Kadere reduzéiert, datt een dat méi oppen hätt kënne maachen. Mä trotzdeem gi mer awer an eng richteg Richtung. Dofir wäerte mer och dee Projet de loi matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Da wär et um Här Erzéiungsminister, stellvertriedend fir den Här Ausseminister. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, Merci, Här President. D'Regierung freet sech iwwert déi breet Zoustëmmung hei am Haus zu dësem Gesetzesprojet, och wa se dann net maximal breet ass. Ech denken awer, datt déi Froen, déi opgeworf goufen, domadder ze beäntwerte sinn, datt mer hei natierlech eppes ausgehandelt hunn an een dann natierlech och vun zwou Säite muss kucken, datt een do eens gëtt.

Mir hunn och hei eppes innerhalb vun engem Kader ausgehandelt, dee souwuel mat der EU wéi och mat anere Länner geschafe gouf, soudatt ech déi Fro vun der Inkompatibilitéit vun eenzelne Begréffer do eigentlech net ka ganz novollzéien. Well mer eis grad och hei mat der Europäescher Unioun op deen dote Wee gemaach hunn, denken ech, datt déi Gefor do net besteet, datt mer eis op aner Begréfflechkeete géife baséieren.

Dem Haus hei e grousse Merci fir déi Aarbecht, déi Der geleescht hutt, fir datt mer dëst Gesetz am Interessi vun de Relatioune vum Cap-Vert mat Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Regierung. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7107.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7107 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 57-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7107 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen? Jo?

(Assentiment)

Gutt. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6883, enger Ofännerung vun eisem Code du travail. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Claude Lamberty, dee scho prett ass.

8. 6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, scho fir d'Lissabonner Agenda aus dem Joer 2000, wat aus der EU den dynameschste Wirtschaftsraum vun der Welt ze maachen als Zil ausgëtt, zielt d'Formation professionnelle continue zu engem vun de wichtegsten Elementer am Beruffsliewen.

Dat kënnt net vun ongeféier: Eng Grondformatioun ass wuel d'Fundament an den Zougang zur Beruffswelt. D'Zil vun der Formation professionnelle continue ass et, d'Salariéen, ob jonk oder al, besser a permanent op en Aarbechtsmarché ze preparéieren a se an deem Marché ze halen; en Aarbechtsmarché, dee sech an de leschte Joren a Jorzéngte staark verännert huet. An enger Welt, déi ännert, ännere sech och d'Beruffsprofiller, d'Offeren, d'Demanden, jee, et muss een hautdesdaags als Salarié op Zack sinn an an engem gewëssene Mooss oppe sinn, fir Ales ze verdéiwen an Neies ze entdecken.

Eng gelonge Formation professionnelle continue schaaft eng individuell Plus-value, ka sozial Inegalitéiten ausgläichen a minimiséiert de Risiko, an de Chômage ze falen oder do dauerhaft ze bleiwen.

Zënter 1999 erlaabt eist Aarbechtsrecht et dofir, den Entreprisen, déi hei am Land etabléiert sinn, bei hire Plans de formation finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Den Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue oder kuerz INFPC ass dofir zu Lëtzebuerg zoustänneg.

Ier ech elo op déi eenzel Adaptatiounen ze schwätze kommen, wéilt ech awer nach e puer Zuelen nennen, déi am Fong de Kader fir dëse Projet de loi setzen. D'Unzuel vun den Entreprisen, déi d'Formation professionnelle continue ubidden, déi also vun der aktueller Legislatioun profitéieren, geet konstant an d'Luucht. Dat stellt verschidden Erausfuerderungen a puncto Berodung, Encadrement a Surveillance vun dëse Betriber a Formatiounen duer.

Een allgemengt Objektiv vun der Formation professionnelle continue ass et jo, d'Salariéen ze encouragéieren, u Formatiounen deelzehuelen. Dem INFPC no schreiwe sech d'Salariéen an der Moyenne fir 4,3 Formatiounen an, déi am Schnëtt 5,5 Stonnen daueren. D'Männer maachen där Statistik no liicht méi Formatioune wéi d'Fraen an d'Dirigente respektiv d'Kadere maachen der och méi wéi d'Salariéen, ob elo qualifizéiert oder net qualifizéiert.

D'Salariéen iwwer 45 Joer leie mat 3,7 Formatioune liicht ënnert dem Duerchschnëtt. A wann ee kéint op den éischte Bléck mengen, den Accès zu Weiderbildungsformatioune géife mat der Gréisst vun den Entreprisë wuessen, dann ass dat awer net ganz esou. Am Géigendeel: Wat d'Entreprise méi grouss ass, wat d'Dauer, a Stonne pro Mataarbechter gekuckt, vun dëse Formatiounen an der Moyenne erofgeet. Konkret: Wuel ginn a groussen Entreprisë méi Formatiounen ugebueden, mä wat d'Dauer vun dëse Formatiounen ubelaangt, bleiwen d'Leit manner laang an dëse Formatiounen, wéi dat a klengen Entreprisen de Fall ass. Als Beispill: Statistesch daueren a grousse Firmen - grouss heescht mat méi wéi 1.000 Mataarbechter - d'Formatioune véier Stonnen, wärend a klenge Betriber mat manner wéi zéng Mataarbechter ronn 13 Stonnen a Formatioun pro Mataarbechter gestach ginn. Bis elo huet de Stat den Effort vun den Entreprisen, an hir Leit ze investéieren, mat 20% u finanzieller Hëllef ënnerstëtzt, fir Salariéen iwwer 45 Joer bis zu 35%.

Här President, d'Zil vun de Mesuren, op déi ech elo gläich ze schwätze kommen, ass et net, méi auszeginn, mä besser a méi cibléiert d'Efforte vun den Entreprisen ze ënnerstëtzen an am Sënn vun enger Simplification administrative ze agéieren. Ech ënnersträichen: Weder soll d'Prozedur erschwéiert ginn nach sollen d'Betriber an iergendenger Form gehënnert oder gebremst gi bei der Formation professionnelle continue vun hire Salariéen.

Mä wat soll erreecht ginn? Dat ass, dass déi Suen, déi a Formatioune gestach ginn, besser investéiert ginn. Am Wuert Qualitéit läit also e wichtege Schlëssel zum Erfolleg. A wéi ech et um Ufank scho gesot hunn: Et geet drëms, effikass ze schaffen, dass d'Leit, déi an der Aarbechtswelt dra sinn, mat der Entwécklung Schrëtt kënnen halen, déi se brauchen an déi de Leit dann och am Endeffekt hir Plaz an der Aarbechtswelt net garantéiert, mä d'Chancen däitlech verbessert, fir am Betrib eng Zukunft ze hunn. Dëst ëmmer gekuckt par rapport zu der Entwécklung an der Demande, déi un de Salarié gestallt gëtt.

De Stat kann a soll sech et och net leeschten, d'Formation professionnelle continue vun Entreprisen ze vernoléissegen. Et ass ëmmer besser, am Virfeld eng Formatioun vun engem Salarié ze kosubventionéieren, wéi duerno op aner Mesurë mussen zréckzegräifen. De Fransous géif heizou soen: «Mieux vaut prévenir que guérir.»

Zu den eenzelne Mesuren: D'Regierung gesäit éischtens vir, déi staatlech Hëllef am Kader vum Kofinanzement ëm 5%, vun 20% op elo 15%, ze kierzen. D'Subventioune fir de Salarié iwwer 45 Joer bleift allerdéngs bestoe bei den haitege 35%. Et si jo grad déi Mënschen, deenen eng Formatioun am meeschten zeguttkënnt. Dofir sollen d'Entreprisen doranner och weiderhi mat dem identeschen Taux ënnerstëtzt ginn.

Da gëtt et an Zukunft e Plafonement vun den Investissementer, deen en fonction vun der Gréisst vun der Masse salariale ännert. Méi konkret heescht dat, bei ee bis néng Salariéen am Betrib ass de Plafong bei 10%. Tëschent zéng an 249 Salariéen ass de Plafong bei 3% an doriwwer eraus, dat heescht, bei deene ganz groussen Entreprisen ass de Plafong bei 2%.

De Kofinanzement vun der sougenannter Formation d'adaptation au poste gëtt vun 173 Stonnen op 80 Stonnen erofgeschrauft a betrëfft just nach déi onqualifizéiert Salariéen. Fir d'Ewechfale vun de Subventioune vu verschiddenen administrative Fraisen an didakteschem Material ofzefiederen, kréien d'Entreprisen zudeem e Forfait vu 500 Euro pro Demande zur Säit gestallt, fir dëst ze couvréieren.

Ier ech elo zum Schluss kommen, soll nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass d'Betriber mat dëse Mesuren net sollen ofgehale ginn, an d'Formation professionnelle continue vun hire Salariéen ze investéieren, mä dass soll verstäerkt op d'Qualitéit vun de jeeweilege Weiderbildunge wäert geluecht ginn an dass d'Entreprisë méi geziilt Ënnerstëtzung vusäite vum Stat kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt Iech e klengen Ableck an dëse Projet de loi ginn. Fir weider Detailer wéilt ech gären op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun, vun der DP, abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni Weiderbildung geet haut an eiser schnellliewer Zäit näischt méi. Formation continue ass e Must, fir sech den ëmmer erëm neien Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart unzepassen a fir iwwerhaapt seng Plaz um Aarbechtsmaart ze fannen, wann dat, wat ee geléiert huet, net onbedéngt eppes mat där neier Schaff ze dinn huet. Deemno ass d'Formation continue ee ganz wichtegt Instrument fir d'Betriber, fir op der Héicht vun der Demande vun de Clienten ze bleiwen.

Dass Betriber vun der Formation continue profitéieren an ëmmer méi Betriber dovunner profitéieren, domadder natierlech och vum Kofinanzement vusäite vum Stat, ass dorobber zréckzeféieren, dass den Aarbechtsmaart a konstanter Evolutioun ass an dass d'Zuel vun de Betriber och konstant zouhëlt.

Elo gi mer mat dësem Gesetz hin a kierzen de Budget ëm d'Halschecht. Dëst Gesetz ass deemno eng reng Spuermesure. Déi éischt finanziell Repercussioune wäerte sech am Budget 2019 weisen. De Fait, dass grad d'Formation continue eng Spuermesure ass, ass an den Ae vun der CSV een total falscht Zeechen. Am Moment gëtt dës Regierung näämlech, ouni mat der Wimper ze zucken, immens vill Suen aus fir aner Gesetzer a Projeten a geet elo mat dësem Gesetz hin a spuert an eisen Aen op där falscher Plaz.

Ech si ganz d'accord, dass een Abusen, déi an der Vergaangenheet iwwert d'Formation continue gemaach goufen, sollt evitéieren, mä duerfir muss een emol genee wëssen, wat da schifgelaf ass a wou een dës Abusen hätt kënnen evitéieren.

Amplaz, Här Minister, hei de grousse Griffel erauszehuelen an esou onnuancéiert ze spueren, hätte mir eis gewënscht, dass een am Virfeld emol eng fundéiert Analys gemaach hätt vun der Qualitéit vun de Formatiounen, vun der Qualitéit vun de jeeweilege Formateuren, an dann doropshin d'Kritären definéiert hätt, déi de Kofinanzement vusäite vun der Regierung géife konditionéieren.

Wou a wéi, Här Minister, géift Dir zum Beispill wëllen intervenéieren, fir esou eng Qualitéitsgarantie an der Formation continue ze gesinn?

Et ginn eng sëlleche Formatiounen, et gëtt och eng sëlleche Labelen, mä wat ass de geneeë Wäert vun all dëse Labelen? Wie vergëtt se? Wat seet d'Regierung derzou? Wéi eng wëllt Dir ënnerstëtzen a wéi eng net?

Wann een esou eng systematesch Analys gemaach hätt, dann hätt een de Betriber kënne konkret weisen, wou se sollen a puncto Formatioun investéieren a wou net.

Hei gëtt einfach pauschal de Montant gestrach an zwar ëm 50%, vun 48 Milliounen op 24 Milliounen.

Nach leschten Hierscht, fir genee ze sinn de 15. November, hu mer e Gesetz, de 7001, gestëmmt, woumadder d'Formation continue vum Léierpersonal eropgesat ginn ass, dëst als Invest an d'Schoulqualitéit. Deemno schéngt den Invest an d'Aarbechtsqualitéit Iech net esou wichteg ze sinn. A mir hätten eis driwwer gefreet, wann een eng Jointe gehat hätt tëschent der Educatioun an dem Travail, fir och emol ze héieren, wat den Aarbechtsminister zu deem Ganze seet.

Mir hätten eis och gewënscht, dass déi Stonnenzuel vun der Formatioun fir d'Adaptation au poste de travail net radikal vun 173 op 80 Stonnen erofgesat gi wier, mä dass au cas par cas gekuckt géif ginn, ob eng Approbatioun géif gemaach ginn an zwar op Basis vun engem Dossier, deen d'Demande géif justifiéieren.

Dës Formatioun vun der Adaptation au poste de travail ëm och méi wéi 50% ze kierzen, ouni tëschent Posten, Beruff oder Profill ze ënnerscheeden, erschéngt eis kontraproduktiv an alt nees e falscht Signal.

Mir haten dem Minister duerfir proposéiert, op dës drastesch Spuermesure ze verzichten, well se carrement op Käschte vun de Salariéen ouni Qualifikatioun geet. De Minister war leider net ëmzestëmmen an huet nach emol den Objectif prinicipal vun dësem Gesetz ënnerstrach - esou steet et och am Rapport -, an zwar d'Fraise vum Kofinanzement bei der Aide à la formation am Betrib ze limitéieren. D'Zil ass also ganz kloer, Här Lamberty: Et geet drëms, manner Suen auszeginn!

Wéi gesot, et handelt sech heibäi ëm eng reng Spuermesure.

An deem Kontext bedauert och d'Chambre des Métiers zudéifst, dass d'Patronen elo mussen d'Käschten iwwerhuelen, fir Leit ouni Qualifikatioun, Leit, déi an eisem Schoulsystem echouéiert sinn, fit ze maachen, an et an deem Moment am Fong geholl d'Patrone sinn, déi dann elo den Apprentissage initial musse finanzéieren. Hätt een déi 173 Stonne bäibehalen, wier dat ee positivt Signal gewiescht fir d'Entreprisen an d'Ënnerstëtzung vusäite vum Stat hätt gewisen, dass de Secteur vun de PMEen him wichteg ass.

Här President, mir bedaueren dernieft, dass tëschent dem Moment vum Depôt an der Presentatioun vun den Amendementer e ganzt Joer vergaangen ass. Wéisou huet dat esou laang geschleeft, Här Minister?

Entreprisë brauche Begleedung, Entreprisë brauchen awer och Surveillance. A sécher, dat kascht Zäit an Opwand, mä et ass eng wesentlech Contributioun vum Stat, fir d'Entreprisë staark ze maachen, fir se ze guidéieren, fir se fit ze maachen oder fit ze halen. An duerfir be-

dauere mir, dass de Montant ëm d'Halschecht gekierzt gëtt. Dëst trëfft net nëmmen déi grouss Entreprisen, mä och déi kleng an déi mëttelgrouss Betriber.

Wéisou ass net och am Virfeld gekuckt ginn, wat déi eenzel Modifikatiounen un der aktueller Gesetzgebung dann och konkret géifen aspueren? Wier et net iwwerhaapt emol sënnvoll gewiescht, eng Lëscht ze hu mat sämtlechen obligatoresche Formatiounen, déi vun de jeeweilege Ministèren ugebuede ginn?

Wier et net och wënschenswäert gewiescht, dass de Plafonement vum Investissement a Formation continue net just fir d'Minientreprisen, also déi mat bis zu zéng Salariéen, vun 10% op 20% eropgaange wier, mä och fir Betriber, déi tëschent 10 an 249 Leit beschäftegen? Hei hätt ee sech kënne virstellen, dass de Plafonement net just bei 3% vun der Masse salariale géif leien, mä och op 6% eropgesat gi wier. Dat ass iwwregens och de Wonsch vun der Chambre des Métiers an der Chambre des Salariés.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei gëtt an den Ae vun der CSV definitiv op där falscher Plaz gespuert. Wien a Weiderbildung investéiert, wuelverstanen a qualitativ héichwäerteg Weiderbildung, deen investéiert a säin Aarbechtsmaart a leescht en plus wäertvoll präventiv Aarbecht géint de Chômage a géint d'Faillitten.

Opgrond vun alle genannten Argumenter wäerte mir als CSV dëst Gesetz net stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Hetto. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Weiderbildung ass ouni Zweifel Deel vun den Äntwerten, fir och an Zukunft Aarbechtsplazen ze sécheren. Virun allem an enger Welt an zu enger Zäit, wou alles esou schnell changéiert, an där d'Digitaliséierung riskéiert, scho geschwënn eng Rei Aarbechtsplaze verschwannen ze doen an neier ze schafen. Et geet drëms, fir de Concernéierte Moyenen ze ginn, hir Aarbechtsplaz ze halen an awer vläicht och eng nei Aarbechtsplaz ze fannen.

Zu Lëtzebuerg gi vill Efforten ënnerholl, fir d'Formation continue ze férderen. Den INFPC offréiert eng sëlleche Formatiounen an alle Beräicher fir Leit, déi sech am Ufank oder am Laf vun hirer Carrière weiderbilde wëllen. Am Enseignement spillt den nach rezenten IFEN eng wichteg Roll an der Weiderbildung a fir d'Administratiounen ass de staatleche Formatiounszenter zoustänneg.

Wéi mir 1999 d'Kofinanzéierung agefouert hu fir d'kollektiv Formatiounen, déi vu private Betriber ugebuede ginn, hu mir e weidert Instrument geschafen, fir d'Weiderbildung national ze férderen. Deemools an engem Kontext, an deem déi Lëtzebuerger Privatbetriber relativ wéineg an hir Formation continue investéiert hunn, an dat gekuckt am europäesche Verglach. De Wirtschafts- a Sozialrot hat am Virfeld eng Rei Avisen iwwert d'Problematik ausgeschafft an ënner anerem och d'Fro gestallt, ob een d'Betriber soll gesetzlech zwéngen, an d'Formatioun ze investéieren, nom franséische Modell. De Wirtschafts- a Sozialrot huet awer fonnt, dass dat net dee richtege Wee wär, well d'Betriber domat incitéiert géifen, Formatiounen unzebidden, déi oft keng Plus-value mat sech bréngen, mä just derzou gedéngt hätten, Quoten ze respektéieren.

Zu Lëtzebuerg hu mer dunn decidéiert, d'Formatioun vun de Betriber ze kofinanzéieren, dat an der Héicht vu bis zu 15%. 2008, wéi d'Finanz- an d'Wirtschaftskris dunn zu Lëtzebuerg ukomm ass, gouf de Kofinanzement eropgesat an netqualifizéiert souwéi eeler Salariéen iwwer 45 Joer kruten hir Formatioune souguer bis zu 35% kofinanzéiert.

D'Zuel vun de Formatiounen ass zënterdeem och an d'Luucht gaangen. Allerdéngs huet den Observatoire de la formation continue festgestallt, dass et virun allem Kaderen an héichqualifizéiert Salariéë sinn, déi am meeschte Formatioune suivéieren. Virun allem d'Salariéen aus dem Finanz- an Assurancësecteur hu vun deem Kofinanzement profitéiert. Si krute ronn 13,3 Millioune vun de ganzen 53,7 Milliounen Euro, ee Véierel vun der Gesamthëllef, wärend d'Hëllef fir déi kleng Entreprisë vu manner wéi néng Salariéen zréckgaangen ass.

Här President, mat der Gesetzesännerung, déi mer haut hoffentlech hei stëmme wäerten, versiche mer, déi finanziell Hëllefen ze rekadréieren, andeems mer se besser a méi effikass verdeelen, virun allem op déi kleng Entreprisen. Vun de ronn 54 Milliounen Euro u Kofinanzement vum Stat sinn der näämlech 2014 47,3 un Entreprisë gaangen, déi méi wéi 75.000 Euro an d'Formatioun investéiert hunn, haaptsächlech also Groussbetriber, wärend der nëmme 6,4 Milliounen u Betriber gaange sinn, déi manner wéi 75.000 Euro an hir Weiderbildung investéiert hunn.

Dir gesitt also, wourobber ech eraus wëll. An et ass am komplette Géigesaz zu deem, wat d'CSV virdrun hei gesot huet. Et geet eis drëm, dass d'Suen do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn. An dat ass bei deene Salariéen, déi wéineg qualifizéiert sinn, an deenen eelere Salariéen, fir déi weider eng Kofinanzéierung vu 35% gëllt. A bei deene klenge Betriber, déi d'Recht kréie, bis zu 20% vun hire Formatioune par rapport zu hirer Masse salariale kofinanzéiert ze kréien, wärend den Taux fir Groussbetriber op 2% limitéiert gëtt. Domadder garantéiere mer, dass d'Betriber, déi d'Suen hunn, fir Formatiounen ze maachen, déi Suen net och nach zum Deel iwwer Steiersuen zréckbezuelt kréien. An Zukunft verdeele mer déi Suen also méi differenzéiert. An dat, léif Leit vun der CSV, ass gutt an och richteg esou.

Här President, dat ass och de Grond, firwat mir an deem heite Fall net dergéint sinn, dass déi staatlech Kofinanzéierung nees vun 20 op initial 15% vun de Formatiounen zréckgeet. Wéi mir 2008 dee méi héije Kofinanzement gestëmmt hunn, do stoungen d'Welt an och Lëtzebuerg virun der gréisster Finanz- a Wirtschaftskris zënter 1929. D'Politik huet du reagéiert an d'Betriber, niewent villen anere Mesuren, iwwert de Wee vun där méi héijer Kofinanzéierung ënnerstëtzt. Dat war och gutt esou.

Mä haut, Här President, ass d'Kris zu Lëtzebuerg awer hanner eis. Mir schreiwen zanter enger Rei vu Joren nees ganz positiv Wuesstumszuelen. Mir mengen duerfir, dass et nees un der Zäit ass, de Betriber - de Betriber! - erëm méi eng grouss Responsabilitéit zouzeschreiwen, fir hire Salariéë Formatiounen unzebidden.

Mir begréissen et duerfir och, dass mer mat deem neie Gesetz méi streng Konditiounen aféieren, fir vum Kofinanzement profitéieren ze kënnen, a méi genee gekuckt gëtt, wat fir Formatiounen eigentlech gehollef kréien. Mir wëllen also net mat der Strenz, wéi dat virdru vläicht esou üüblech war, d'Sue verdeelen. Neen, mir wëllen dat hei vill méi differenzéiert, vill méi geziilt maachen.

Och begréisse mer et, dass elo kloer Strofe virgesi sinn am Fall vun Abusen. Här President, mir sinn awer och der Meenung, dass mer an enger Rei Joren de Bilan maache musse vun dësen Änneruungen a kucken, ob mer mat dëser Reform eis Ziler och erreecht hunn.

Zum Schluss wëll ech dann awer och nach eng Kéier kuerz op den Avis vun der Chambre des Salariés agoen, déi bedauert, dass d'Regierung eng ze vill quantitativ, an net qualitativ genuch Approche zu der Formation continue hei géif anhuelen. Genee deem wëlle mer jo awer mat dësen Änneruunge géigesteieren. An enger nächster Phas musse mer dann och kucken, wéi mer d'Formatioun qualitativ verbessert kréien.

De Minister hat eis an der leschter Reunioun vun der Educatiounskommissioun matgedeelt, dass hien an deem Sënn eng Reform vun der Formation continue géif erschaffen. Vläicht kéint en eis dann uschléissend och e puer Präzisiounen dozou ginn.

Ech soen Iech elo emol scho Merci fir d'Nolauschteren, an ech ginn och domadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An den Här Adam ass prett, als nächste Riedner unzetrieden.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech mengen, wa mer eis op engem Punkt eens sinn hei alleguer, dann ass et, datt mer d'Formation continue als wichteg bezeechnen.

Ech mengen, et muss een awer och an dësem Kader eng Kéier soen, datt d'Formation initiale eigentlech nach méi wichteg ass. An de Georges Engel huet et gesot, an ech deelen déi Meenung och, oder d'Zuele weisen et aus: Leit, déi eng gutt Formation initiale hunn, sinn éischter bereet, och nach an d'Formation continue ze goen. Et sinn déi, déi am meeschte vun der Formation continue profitéieren.

Et ass alles gesot. Ech wäert mech kuerzfaassen. 1999 sinn Entreprisë finanziell ënnerstëtzt ginn, fir Formation continue unzebidden. 2008 ass dee Kofinanzement eropgesat ginn. Haut setze mer dann eng Rei vun deenen Hëllefen erof.

Dat kann een elo interpretéieren als reng Spuermesure. Ech ginn awer ze bedenken, datt, wann een dem Stat wëllt virwerfen, a besonnesch och nach dem Educatiounsministère, e wéilt op der Formation continue spueren, da muss een awer kucken, wat dann de Patron, de Ministère de l'Éducation nationale, alles an d'Formation continue investéiert huet an der leschter Zäit. Ech mengen, et ass vun de Fonctionnairë geschwat ginn, et ass vun dem Léierpersonal geschwat ginn, wou mer d'Formation continue verduebelt hunn. An ech mengen, et geet och net duer, einfach d'Formation continue an der Unzuel vu Stonnen eropzesetzen. Mä, an et kritt een och heiansdo Feedbacken, och beim Léierpersonal, wou dat eropgesat ginn ass, et geet wierklech och ëm Inhalter. Et ass net onbedéngt méiglechst vill Formation continue, déi dann och méiglechst vill Resultater huet. Et ass scho wierklech wichteg, datt een och iwwerwaacht, wat dann erauskënnt.

An ech mengen, do ass all Patron an der Verantwortung. An duerfir geet et jo awer och , fir drun ze erënneren, datt et hei net de Stat ass, dee Patron ass, mä hei sinn et Privatbetriber, deelweis och staatlech Betriber, déi funktionéiere wéi e Privatbetrib, déi an der Verantwortung sinn an déi d'Responsabilitéit droen. A selbstverständlech ass et richteg, wann ee seet, wann een an d'Weiderbildung vu sengem Personal investéiert, investéiert een a säi Betrib. An ech fannen et positiv, wann de Stat déi Efforten ënnerstëtzt an och subventionéiert. Mä d'Verantwortung wäert och an Zukunft beim Betrib bleiwen.

An et ass och gesot ginn, an et ass festgestallt ginn, datt do déi eng oder déi aner Abuse bedriwwe gi sinn. An et kann eis och net egal sinn, wann op eemol staatlech Hëllefe fir Privatbetriber an d'Endlost wuessen. An an deem Sënn begréissen ech och deen Effort, deen hei gemaach ginn ass vun der Regierung, fir a geuerdent Bunnen ze kommen.

An duerfir bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Adam hat an engem Punkt ganz sécher recht: Et ass schonn alles gesot. Dofir wëll ech probéieren, nodeem ech deenen engen an deenen aneren nogelauschtert hunn, nach vläicht déi eng oder aner politesch Consideratioun ze maachen, déi nach net gemaach ginn ass. Mä ech wéilt virun allem och dem Här Lamberty Merci soe fir säi Rapport.

Et wor e ganz interessante Rapport an deem Sënn, datt et esou en Exercice an „Newspeak" ass. Et ass interessant nozelauschteren, wéi dës Koalitioun hei an hiren dräi Riede probéiert ze rechtfertegen, datt u sech, wéi d'CSV et gesot hat, richteg gesot hat, an der Formation professionnelle gespuert gëtt.

Et ass eng Ëmsetzung vum Zukunftspak, e Pak, deen den Här Minister Etienne Schneider eng Kéier en public aus diverse Grënn als „Feeler" bezeechent huet. Abee, hei setze mer de Feeler weider ëm. An et ass och interessant, fir ze kucken, wéi d'LSAP en particulier dann dat argumentéiert.

Mir hunn hei eng Coupe an der Formation professionnelle, obschonn et am Rapport vum Här Lamberty ganz richteg heescht: D'Formation professionnelle continue, dat ass eng Moossnam géint de Chômage. Et ass u sech per se en Investissement op där richteger, op där gudder Plaz. An da geet de Räsonnement weider, dee mer hei héieren hunn, fir ze soen: „Mä u sech hunn", dat ass e bëssen en ale sozialistesche Reflex vum Sozialnäid, „u sech hunn nëmmen déi uewe profitéiert." Dat sinn d'Kaderen. An da kënnt den Här Adam a seet: „Jo, mä als Beispill, mir hu jo och vill an d'Beamten an an d'Schoulmeeschteren investéiert." Dat ass richteg. Dat sinn awer och Kaderen. An dofir fanne mer d'Approche richteg.

Mä wat elo bei där Approche: „Et sinn déi douewen!", wat do eigentlech hypokritesch ass, dat ass, et gëtt och do net gesot, datt dat néideg ass, och am Banken- an am Finanzsecteur, datt dat och de Wëlle vun dëser Regierung war, fir an dës Richtung ze goen. Well a kaum engem anere Secteur sinn esou vill nei Contrainten, esou vill nei Regelen agefouert ginn, wéi ebe just am Banken- an am Finanzsecteur no der Kris vun 2008. An dofir ass eng Formation continue an deem Beräich absolutt néideg an noutwendeg a gewënscht vun der Regierung. Gewënscht, a vun eis alleguer gewënscht, well noutwendeg.

Dofir ass de Räsonnement u sech absurd, fir ze soen: „Et sinn nëmmen déi, déi profitéiert hunn!", wou awer mir hei als Politik oder dës Regierung un éischter Plaz eben déi Regelen agefouert hunn, déi déi Formation professionnelle néideg gemaach hunn. Sozialnäid, Kastelogik sinn eng falsch Approche an dësem Domän.

Fir eis sinn och e puer gutt Saachen an deem Projet de loi, dat wëll ech iwwerhaapt net a Fro stellen. E puer Simplifications administratives, eng Approche Grupp an esou weider an esou virun. Mä näischt dovunner entkräft déi Kritiken, déi d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers formuléiert hunn. Déi sinn am Fong justifiéiert. Et ass eng Spuermoossnam. An et ass eben och eng Benodeelegung vun Entreprisen, déi bis elo awer konnte méi vum Stat, vu staatlecher Hëllef profitéieren wéi elo.

Ech mengen, dat sinn Tatsaachen. Ëmsetzung vum Zukunftspak, spueren op där falscher Plaz. Mir wäerte muer nach, an och an Zukunft ëmmer erëm, vu Gesetzer schwätzen, wou de Stat ganz vill Suen huet, onbeschränkt vill Suen, fir méi ideologesch Saachen do ze finanzéieren, déi méi an deem Konzept vun dëser Regierung sinn. An hei, wou et u sech ëm e puer Millioune geet, déi kéinte sënnvoll an d'Leit investéiert ginn, déi kéinten eng Moossnam präventiv géint de Chômage sinn, hei gëtt gespuert.

Dat ass eng Approche, déi mir als ADR net wëlle matdroen. Mir hunn eng sozial Orientéierung an eiser Approche. Dat hei verstéisst dogéint. Dofir wäerte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An den Här David Wagner ass ënnerwee. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass scho gesot ginn: Deen heite Projet de loi, deen ass entstanen aus den Nowéie vum Spuerpak, deen dës Regierung am Ufank vun dëser Legislatur emol ganz schnell dohinnergekniwwelt huet, fir ze beweisen, datt se eppes géif maachen.

Elo hu mer erëm d'Nowéien dovunner. Et kann een net méi mat manner maachen, an op kee Fall an deene Beräicher, wou d'staatlech Investissementer am meeschten néideg sinn. Dat ass an der Schoul an natierlech och an der Ausbildung an an der Formation continue. A souwuel d'Salariatskummer wéi och d'Fonctionnairekummer weisen an hirem respektiven Avis dorop hin, datt duerch dëse Projet de loi versicht gëtt, manner auszeginn, mam eidele Pretexte, d'Statssue besser ze verwalten am Kontext vun der Austeritéitspolitik.

Et ass effektiv esou, datt d'Uleies vum Gesetzesprojet, gemengt sinn d'Ënnerstëtzung an d'Entwécklung vun der Formation continue, a kompletter Kontradiktioun mam Usaz, also der Applikatioun vu Spuermesuren, steet. Den zoustännege Minister identifizéiert mat Recht de Problem vun engem Manktum u Qualifikatioune bei der Masse salariale a spezifesch vun adequate Qualifikatiounen, déi dem aktuellen Aarbechtsmarché entspriechen. Duerch d'Formation continue soll d'Aarbechtskraaft also dem schnelle Wandel, dem Besoin vum Aarbechtsmaart, ugepasst ginn, an eng besser Erhalung vun der professioneller Aktivitéit garantéiert ginn.

Den Educatiounsministère dokumentéiert och unhand vu statisteschen Donnéeën, datt d'Salariéen iwwer 45 Joer schonn esou jonk dem Aarbechtsmaart souzesoen am mannsten ugepasst sinn. Doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren. Dës Kategorie vun der Aarbechtskraaft hëlt am mannsten u Formatiounen deel a scheit sech am meeschte viru Formatiounen an deene vun der Regierung esou héichgeschaten ekonomesche Beräicher wéi Management, Finanzen, Konta, Droit oder Info-com. Dës Leit sinn also der Prekaritéit vum Aarbechtsmarché staark ausgesat. Mä dat gëllt och fir déi Jonk, vun deenen an dësem Projet de loi u sech och net esou richteg rieds ass, mä déi awer wäerte vun dësem Problem staark betraff ginn, falls net méi an d'Schoul an an d'Ausbildung investéiert gëtt. Well et muss een drun erënneren, datt een Drëttel vun deene Jonken et emol net méi bis op den Aarbechtsmaart packt, wéi eng Etüd vum LISER och bewisen huet. Déi sinn natierlech och net an den esou schéine Chômagezuelen erëmzefannen. Doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren, wat déi iwwerhaapt nach haut bedeiten.

Här President, d'Prekaritéit vum Aarbechtsmarché ass d'Resultat vun enger verfeelter Wirtschafts- a Sozialpolitik, virun allem. D'Wandlunge vum Aarbechtsmarché an d'Budgetskierzungen an der Formation continue sinn op politesch Decisiounen zréckzeféieren. Et ass also keng Fatalitéit, wann et haut un deenen

néidege Kompetenze bei de Salariéë feelt a wann et zu enger Inkohärenz tëschent Offer an Demande um Aarbechtsmarché komm ass.

Et kann een dës Phenomeener net bekämpfen am Kader vun enger Politik, déi dem pyromane Pompjeessyndrom entsprécht. Phenomeener, déi duerch eng Austeritéitspolitik entstinn, bekämpft een net mat Spuermoossnamen. Et ass also lachhaft ze behaapten, et géif een d'Formation continue an de Betriber fuerderen, andeems ee staark de Budget sträicht, dee fir d'Entwécklung vun der Weiderbildung am professionelle Beräich zur Verfügung stoung.

Esou bleiwen de Betriber, vu ganz kleng iwwer mëttel bis ganz grouss, nach eppes wéi d'Halschent vun de finanzielle Moyenen iwwreg, déi sollte fir d'Organisatioun vu Formatioun agesat ginn. Dat steet och kloer am Widdersproch mam Argument, datt d'PMEen am beschten ënnerstëtzt ginn duerch déi geplangten Ëmverdeelung vum Budget vun uewen no ënnen. Manner Budget bleift insgesamt manner Budget, och wann d'PMEen de gréissten Undeel kréien. Am Ufank waren 10% ugeduecht. Schlussendlech sinn déi 10% op 20% eropgesat ginn, och op Drock vun der Chambre de Commerce. D'Chambre des Salariés hat dat zwar och bemängelt, mä ech hunn heiansdo den Androck, datt trotzdeem d'Chambre de Commerce e bësse méi e groussen Afloss huet op dës Regierung, well et ass rar, datt op d'Chambre des Salariés gelauschtert gëtt.

Här President, och aner Restriktiounen, déi dëse Projet de loi virgesäit, si problematesch am Kader vum Maintien dans l'emploi an der besserer Viraussiicht op eng Aarbechtsplaz, wéi d'Erofsetze vun den 173 Stonnen op 80 Stonne vun de Formatiounsstonnen am Kader vun enger Adaptation au poste de travail. Mä och d'Exklusivrecht vun onqualifizéierte Salariéen op dës Formatioun oder déi, déi keen Diplom hunn am Verhältnis mam Beruff, ass diskriminatoresch an dréit net zu engem generellen Opbau vun de Kompetenze vun all de Salarieë bäi. A souwisou muss ee sech d'Fro stellen: Wien decidéiert, ob deen Diplom am Zesummenhang mam Beruff ass? Ass dat de Betrib, deen dat och kann arbiträr decidéieren? Dat ass och eng Fro, déi d'Chambre des Salariés opwërft.

Voilà, ech wäert och schonn dobäi bleiwen. An ech wollt awer just schlussendlech, finalement, nach déi Fro opwerfen, well mer ëmmer vu Formatioun schwätzen, vun Aarbechtsmarché schwätzen, vu Leit, déi anscheinend net adaptéiert sinn, Jonker, déi net adaptéiert sinn, Eelerer, déi net adaptéiert sinn. Hautzudaags ass ee scho mat 45 Joer en eelere Mënsch, obwuel gesot gëtt: 40 Joer haut, dat ass 30 gëschter gewiescht.

U sech huet ee permanent ëmmer den Androck, datt de Salarié sech net adaptéiert. An duerno muss een och ëmmer mat deene Phrasë rechnen, datt mer an enger Welt liewen, déi sech schnell verännert, all Dag, permanent, an datt sech alles digitaliséiert, an dann huet een déi schéin, wonnerschéi Schlagwierder zesummen, fir ze soen: „Voilà, elo kënne mer näischt un der Ekonomie an un enger Industriepolitik maachen, fréckelen, mä mir musse permanent iergendwéi de Problem bei de Salariéë siche goen, ob se jonk sinn oder al."

An d'Fro ass einfach och eng politesch Fro, eng Fro, déi sech hei stellt, mä ob iwwerhaapt an Europa et d'Salariéë sinn, déi sech dem Aarbechtsmarché mussen adaptéieren! Oder wier et net vläicht och un der Zäit, datt den Aarbechtsmarché sech de Besoine vun de Bierger an och de Salariéen adaptéiert, esou wéi eng gesond Ekonomie misst funktionéieren? Well ech mengen, mir gi justement an eng esou dereguléiert Welt eran, datt een esou vill Formatioune wäert kënnen ubidden, datt schlussendlech d'Leit an enger „Uber-iséierter" Welt wäerte musse liewen, sech quasiment erëm wéi am 19. Jorhonnert als Doléiner mussen dohinnerstellen. An esou gutt se forméiert sinn, wäerte se och net weiderkommen, fir en dezent Liewen ze hunn. Dat war eng kleng Iwwerleeung um Schluss vun dëser Kritik vun dësem Projet de loi. An Dir hutt et scho verstanen: Mir wäerten dëse Projet de loi net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Mir wären domat um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt e grousse Merci un de Rapporteur, de Claude Lamberty, deen eis hei nach eng Kéier an d'Matière agefouert huet.

Mir sinn eis an engem jo alleguerten eens, an dat ass ze begréissen: D'Wichtegkeet vun der Formation continue, an dësem Fall eng Formation professionnelle continue, mä och an anere Beräicher, datt jiddweree sech à jour soll halen, neien Erausfuerderunge soll upassen, sech soll dem technologesche Fortschrëtt adaptéieren, mä awer och mat dem wirtschaftleche Wandel an eenzelne Branchen natierlech soll kënne mathalen, fir virun allem seng Employabilitéit ze garantéieren an héichzehalen.

Dat ass, mengen ech, en Effort, dee vu jidderengem selwer noutwendeg ass. Dat ass awer sécherlech och eng Obligatioun, déi vun den Entreprisë muss gemaach ginn, déi och an d'Employabilitéit an an d'Performance vun hiren eegene Salariéë sollen investéieren. Dovunner profitéiere si fir d'Alleréischt emol am meeschten. An, jo, ech denken, et ass och eng Aufgab vum Stat, fir déi néideg Instrumenter zur Verfügung ze stellen, sief dat Strukturen, déi hëllefen oder déi garantéieren, datt d'Formation continue gemaach gëtt, sief dat an dësem Fall eng finanziell Hëllef un d'Entreprisen, fir datt se selwer nach méi staark encouragéiert ginn, fir an d'Formation continue ze investéieren.

An deen Encouragement, dat ass virdrun hei gesot ginn, ass eropgesat ginn. Am Ufank vun der Finanzkris 2008/2009, weist de Rapport vum Claude Lamberty ganz däitlech, hate mer e Budget vu 27 Milliounen. Mir sinn dunn 2013 bei 48 Millioune gewiescht, an 2017 schätzungsweis bei 70 Millioune gewiescht.

Dat kann een elo e Succès nennen op där enger Säit, datt vill méi gemaach gëtt. Ech denken, datt dat virun allem emol domadder ze dinn huet, datt vill méi Entreprisen an och vill méi Salariéen an de Genoss dovunner kommen. Op där anerer Säit, denken ech, soll een dat dann awer och nach eng Kéier hannerfroen. Well wann e Budget an deem doten Zäitraum vun 2009 op 2017 ëm 160% wiisst, oder vun 2013 op 2017 ëm 45% wiisst, ass dat awer eppes, wat een am A sollt behalen, well et jo hei net nëmmen drëm geet, fir vill Geld auszeginn an ze mengen, domadder hätt ee méiglechst vill gemaach. Et geet eben och drëm, fir ze kucken: Wat geschitt mat deem Geld? A wéi kréie mer et am Endeffekt wierklech bei dee Salarié, bei déi Entreprisen, wou et besonnesch wichteg ass, fir datt d'Employabilitéit vun deene Beschäftegten dann och wierklech ka gestäerkt ginn?

Duerfir fannen ech, datt grad déi - an ech liesen an ech lauschtere jo vill, wat och soss doruechter gesot gëtt -, datt grad déi, déi op eng antizyklesch Politik pochen, datt dee Moment, wann et der Ekonomie méi schlecht geet, de Stat och emol méi soll hëllefen, an dee Moment, wann et der Ekonomie besser geet, de Stat och vläicht seng Hëllef nach eng Kéier muss rezentréieren an och nach eng Kéier konzentréieren op dat Eenzelt, datt een dann awer och mat dësem Projet de loi, mat dëser Approche, déi mer hei un den Dag leeën, eigentlech misst d'accord sinn.

Wann een also gären antizyklesch Politik hätt, wann een och gären hätt, datt mer eng Budgetskonsolidéierung maachen, wann een och gären hätt, datt ebe grad a gudden Zäiten - mir si momentan an enger gudder Zäit, mat där Croissance, déi mer hunn, an och mat der budgetärer Situatioun -, datt een do nach eng Kéier kuckt, datt och d'Depensen am Grëff bleiwen, dann, denken ech, soll een awer och hei eng Kéier en A drop werfen.

Et geet hei net drëm, fir mordicus wierklech manner auszeginn, et geet eben och drëm, fir besser auszeginn. An dat war d'Haaptzil an deem Recadrage, deen hei virgeholl gëtt, dee mer och nach eng Kéier am Dialog mat der UEL diskutéiert hunn.

Et ass gefrot ginn: Firwat huet et ee Joer laang gedauert, bis mer Amendements gouvernementaux bruecht hunn? Mir hunn net ee Joer laang, mä awer intensiv, mat der UEL nach eng Kéier iwwer eenzel Aspekter diskutéiert, fir nach eng Kéier am Feinschliff ze kucken: Wéi kënne mer mat deene budgetäre Moyenen, déi mer wëlle reservéieren, wéi kënne mer do am beschten den Hiewel uleeën, fir am meeschte Resultat kënnen ze kréien? Dat hu mer an den Amendements gouvernementaux nach eng Kéier probéiert ze erreechen.

Fir de Rescht war et fir mech kloer, datt mer wierklech musse kucken, datt mer deenen Entreprisen, déi net vu sech aus eng Kultur hunn an eng Struktur hunn, well se net esou breet opgestallt sinn, vu Formation continue, datt mer deenen et nach méi staark schmackhaft maachen, fir sech och an déi dote Richtung ze bewegen, datt mer also hei kucken, déi Entreprisen ze protegéieren, déi mer als Kleng- oder Mëttelentreprisë bezeechnen, datt déi nach éischter Accès och zu deene finanziellen Hëllefen hunn, och andeems mer den administrativen Opwand net an den Himmel wuesse loossen, well et ass dat, mengen ech, nach méi wéi elo d'Geldmoyenen heiansdo, en Hindernis duerfir, fir iwwerhaapt Formation continue unzebidde respektiv fir iwwerhaapt vun enger finanzieller Subventioun ze profitéieren. An d'Regierung huet och vun Ufank u gesot, datt mer bei där cibléierter Approche wëlle bleiwen, datt mer bei enger Populatioun, déi méi vulnerabel ass vum Alter hier, vun der Formatioun hier, och bei deem héijen Taux de subventionnement wëlle bleiwen. An dat fannt Der jo och an den Texter erëm. An ech denken, et ass vu jiddwerengem hei begréisst ginn.

Et huet de Mëtten an der Debatt deelweis esou geklongen, wéi wa mir hei géife reglementéieren, wat d'Entreprisen a maximaler Formation continue sollte maachen. Neen, dat ass et jo net. Mir regléieren hei, wat dee staatleche Kofinanzement ass. Mä ech hu virdru gesot: Et ass eng Responsabilitéit vun all Eenzelnem, et ass eng Responsabilitéit vun engem Patron, an et ass och eng Responsabilitéit vum Stat. An d'Entreprise bleift an der Responsabilitéit. A se kann natierlech selbstverständlech iwwert déi Montante vu Stonnen, déi hei genannt goufen, däitlech erausgoen, wa se dat am Interessi vu sech selwer an am Interessi vun deene Beschäftegten dann och esou gesäit.

Ech hu gesot: Vill Budget ausginn, vill Geld ausginn, dat garantéiert nach net, datt et ukënnt bei deenen, wou mer gär hätten, datt et ukënnt. Duerfir maache mer dee Recadrage hei, datt et do ukënnt. Et garantéiert och nach net, datt mer eng Formatioun hunn, déi vun héijer Qualitéit ass. An ech denken, datt dat wierklech den nächste Schrëtt muss sinn. An eenzel Riedner sinn dorop agaangen.

Ech hätt gär, datt mer och nach am Laf vun dëser Legislaturperiod en Text eran an d'Chamber bréngen, an de legislative Prozess bréngen, fir och ze kucken, wéi mer d'Qualitéit garantéieren. Well et bréngt näischt, datt e Salarié eng Formation continue mécht, datt se finanzéiert gëtt, sief et vum Patron eleng oder och nach kofinanzéiert gëtt iwwert de Statsbudget, wa se net wierklech vun héijer Qualitéit ass a wa se deem Beschäftegten net wierklech hëlleft a seng Employabilitéit an Zukunft och nach stäerkt. Dat muss d'Zil sinn. A mir brauchen en Organ, deen en A dorobber wërft, an datt net all Formatioun herno nach wäert iwwerhaapt kënne stattfanne respektiv net all Formatioun och nach vun engem Kofinanzement ka profitéieren, mä datt mer déi, déi den Qualitéitsstandarden entspriechen, datt mer déi och nach ganz besonnesch ënnerstëtzen.

Mir stellen eis vir, datt mer eng Akkreditéierungsprozedur aféiere fir d'Formateuren - dat sinn haaptsächlech Entreprisen, well zanterdeem dat heiten a Kraaft getrueden ass, ass do e ganze Secteur, och e Wirtschaftssecteur vu Formatiounen entstanen -, datt net jiddweree muer ka seng Entreprise opmaachen a soen: „Elo bidden ech emol den Entreprisen hei am Land Formatiounen un.", mä datt ee fir d'Éischt eng Akkreditéierung brauch, mat där mer sécherstellen, datt d'Qualitéit gewärleescht ass, éier mer dann duerno och iwwer e Kofinanzement kënne schwätzen.

Dat wäert nach Diskussiounen bedeite mat de Chamberen, souwuel der Chambre des Salariés wéi och de Chambres patronales, déi och kloer Virstellungen doriwwer hunn. Mä ech denken, datt een awer do op e Modell ka kommen, dee jiddwerengem Satisfaktioun gëtt, a wou mer e grousse Schratt no vir, net am Budget, mä virun allem an der Qualitéit vun deene Formatioune kënne maachen.

Här President, ech hunn d'Impressioun, d'Madamm Hetto hätt eppes ze soen oder wéilt mer eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, wann Dir d'accord sidd, dann huet d'Madamm Hetto d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Selbstverständlech sinn ech d'accord!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech hunn effektiv eng Fro. Här Minister, Dir hutt selwer elo gesot, dass Der am Laf vun deem nächste Joer wëllt e Gesetzesprojet erabréngen, fir eng Analys ze maache vun de besteeënde Formatiounen.

Ech stellen Iech d'Fro: Firwat hutt Der dat net virdru gemaach? Firwat hutt Der dat net gemaach, éier Der elo higitt a spuere gitt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Well mer eis sécherlech och scho mat där doter Thematik beschäftegt hunn. Ech hu virdrun nach eng Kéier ganz kloer gesot, ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen: Et geet net nëmmen drëm, fir hei maximal vill Geld auszeginn.

Ech bedaueren, datt dat e bëssen d'Approche war an den Debatten de Mëtten: „Mir gi vill Geld aus, also ass et gutt." Jo, mir solle Geld ausginn. Mir solle kucken, datt dat Geld bei deenen ukënnt, bei deenen Entreprisen a bei deene Salariéen, wou et wierklech hëlleft. Dat ass dee Recadrage, dee mer hei maachen. An da solle mer och nach kucken, datt déi Formatiounen, déi ugebuede ginn, vun héijer Qualitéit sinn. An dat ass deen nächste Schratt, dee mer onbedéngt musse maachen. Do hu mer schonn dru geschafft.

Wann dat dann dat Eenzegt ass, wat eis hei nach trennt de Mëtten, Madamm Hetto, datt mer et hätte sollen ëmgedréit maachen oder zesumme maachen, da mengen ech, da géife mer och finalement nach alleguerten zefridden hei erausgoen.

Dat ass op jidde Fall den nächste Schratt, dee mir elo uginn. An ech hu mech hei engagéiert, datt mer och dat an dëser Legislaturperiod nach op de Wee bréngen.

Villmools Merci fir d'Zoustëmmung, fir déi, déi dann de Mëtte wëllen zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6883 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6883 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet 6883 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Fränk Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas) M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf,), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm a gesinn eis muer de Mëtteg um zwou Auer erëm. Villmools Merci. D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

SÉANCE 42

MERCREDI,
28 JUIN 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen
- *M. Gast Gibéryen*

4. 7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes (interventions de M. Gusty Graas et M. André Bauler), Mme Cécile Hemmen, M. Henri Kox, M. Gusty Graas (question de M. Aly Kaes), M. Gast Gibéryen (question de M. Gusty Graas et interventions de Mme Josée Lorsché), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Carole Dieschbourg, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn net dovun aus, dass et eng Kommunikatioun ze maache gëtt.

(Négation)

Merci, Madamm Ëmweltministesch.

2. Communications

1) Ech wollt der Chamber just matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro vun der Chamber deponéiert ass.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzungswoch an der Administratioun erakomm sinn, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt.

3) An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen.

Communications du Président - Séance publique du 28 juin 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7146 *- Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.05.2017

7147 *- Projet de loi portant modification du Code de la consommation*

Dépôt: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie, le 01.06.2017

7148 *- Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée Interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.06.2017

7149 *- Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.06.2017

7150 *- Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.06.2017

7151 *- Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 19.06.2017

7152 *- Projet de loi portant 1) transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale et 2) modification du Code de procédure pénale*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.06.2017

7153 *- Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et 2. de certaines dispositions du Code civil*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.06.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

804 *- Demande de pétition publique: Réduction des charges du contribuable en favorisant le modèle d'entreprise pour l'État*

Dépôt: M. Micael Cardoso, le 04.05.2017

805 *- Demande de pétition publique: Réduire la quantité luminaire des voies publiques et résidentielles*

Dépôt: M. Micael Cardoso, le 04.05.2017

806 *- Demande de pétition publique: Impôts personnels physiques*

Dépôt: Mme Micaela Faltoyano Eliad, le 05.05.2017

807 *- Demande de pétition publique: Pas de vélos sur les trottoirs/rues commerçantes de la ville*

Dépôt: M. Mattheo Repapis, le 17.05.2017

808 *- Demande de pétition publique: Changer l'article 107 de la constitution (concerne tous les cimetières)*

Dépôt: Mme Marceline Kremer, le 17.05.2017

809 *- Demande de pétition publique: D'Kontrollstatioun Sandweiler ass onzoumuttbar; et gëtt héich Zäit, dass sech eppes Reelles verbessert!*

Dépôt: Mme Myriam Linster, le 28.04.2017

810 *- Demande de pétition publique: Non à la présence de l'actuel Ministre des Affaires étrangères dans les émissions télévisées*

Dépôt: M. Alain Lorang, le 19.05.2017

811 *- Demande de pétition publique: Interdire l'utilisation d'animaux dans les cirques*

Dépôt: M. Alen Milak, le 27.05.2017

812 *- Demande de pétition publique: Port du casque vélo pour jeunes cyclistes (enfants) obligatoire*

Dépôt: M. Paul Drauth, le 01.06.2017

813 *- Demande de pétition publique: Encourager la création d'entreprises par la mise en place d'une allocation pour aider financièrement les créateurs d'entreprises durant la première année de lancement d'une société*

Dépôt: M. Frédéric Goosse, le 01.06.2017

814 *- Demande de pétition publique: Pétition contre le projet de loi 7049 et pour une meilleure protection de données*

Dépôt: M. Nilton Soares, le 02.06.2017

815 *- Pétition: Pour le maintien de notre qualité de vie*

Dépôt: Mme Sarah Tausendfreund, le 24.05.2017

816 *- Demande de pétition publique: Immobilienmaklerkosten bei Vermietung oder Verkauf reduzieren - Réduire les frais d'agence immobilière lors d'une location ou d'un achat d'un bien immobilier*

Dépôt: M. Micael Cardoso, le 04.06.2017

817 *- Pétition: Modification de l'article L.151-4 du Code du travail relatif à l'emploi des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires*

Dépôt: M. Marc Bodelet, le 07.06.2017

818 *- Demande de pétition publique: Pour que la participation au stage obligatoire pour automobilistes et motocyclistes à Colmar-Berg soit plus accessible*

Dépôt: M. Elouan Bazille, le 11.06.2017

819 *- Demande de pétition publique: Pas d'alcool pour les conducteurs*

Dépôt: M. Kevin Raach, le 12.06.2017

820 *- Demande de pétition publique: Revalorisation du congé extraordinaire pour une naissance d'un enfant légitime ou naturel reconnu de 2 jours à 10 jours*

Dépôt: M. Jeremy Di Rosa, le 13.06.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Ech hunn direkt eng Wuertmeldung vum Här Gibéryen fir den Depot vun enger Motioun.

3. Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Motioun hei deponéieren am Zesummenhang mat deenen neien Zuchpläng, déi elo virun e puer Deeg och vum zoustännege Minister vun der Eisebunn virgestallt si ginn. Et betrëfft virun allem déi Zuchstrecken, déi aus Frankräich, dem noe Frankräich hei an d'Stad ginn, vu Wuelmereng iwwert Diddeleng, Beetebuerg an d'Stad respektiv Ëtteng, Rëmeleng, Lëtzebuerg.

Ech hat och an deem Zesummenhang hei am Kader vun der Heure de questions schonn eng Kéier de Minister gefrot, ob dat definitiv wier. De Minister hat och do geäntwert, datt et net definitiv wier. An der Zwëschenzäit hunn dräi Gemengeréit, näämlech déi vu Rëmeleng, Keel an Diddeleng, eestëmmeg Resolutioune geholl, déi och vun alle Parteien an deene Gemengeréit gedroe si ginn, wou se de Minister opfuerderen, nach eng Kéier déi Strecken ze iwwerpréiwen, déi Decisioun ze iwwerpréiwen, an eng Rei vun anere Fuerderungen un den zoustännege Minister an hire Resolutioune festgehalen hunn.

Ech hu mer erlaabt, déi Opfuerderunge vun deenen dräi Gemengeréit an enger Motioun hei ze formuléieren, well ech der Meenung sinn, datt et e staakt Zeeche wier, wann d'Chamber sech géif där Meenung vun deenen dräi Gemengeréit, wéi gesot vun Diddeleng, Rëmeleng a Keel, ralliéieren an dann och hei als Chamber déi Resolutioune vun deenen dräi Gemengeréit ënnerstëtzen, fir datt dat och méi Kraaft kritt, wann dat och hei um Niveau vun der Chamber eng Ënnerstëtzung géif fannen. An duerfir hunn ech, wéi gesot, an deem Sënn eng Motioun gemaach. An ech wier frou, wa mer déi haut oder spéitstens d'nächst Woch op den Ordre du jour kéinte kréien.

Merci.

Motion

D'Chamber

stellt fest,

- datt den Zuchverkéier aus de Südgemengen an aus dem benoperte Frankräich an d'Stad ëmmer méi schwéier gëtt,

- datt den zoustännege Minister d'direkt Verbindunge respektiv tëscht Wuelmereng a Lëtzebuerg an Ëtteng a Lëtzebuerg, déi bestanen hunn, am nächste Fuerplang grëisstendeels net méi wëllt bäibehalen,

- datt d'ADR Sektioun Diddeleng an duerno d'Gemengeréit vun Diddeleng, Keel a Rëmeleng direkt schaarf protestéiert hunn, wéi dës Decisioun vum Ministère bekannt gouf,

- datt an deenen dräi Gemengeréit Motiounen zu deem Thema vun alle vertruedene Parteie gestëmmt gi sinn,

- datt ganz vill Leit, déi all Dag den Zuch brauchen, ënnert de Konsequenze vun engem neien Horaire an den Aarbechten un der Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg ze leiden hunn,

fuerdert d'Regierung op,

- hir Decisioun, d'direkt Zich tëscht Wuelmereng iwwer Diddeleng op Lëtzebuerg an tëscht Ëtteng iwwer Rëmeleng op Lëtzebuerg (veuillez lire: ze annulléieren), nach eng Kéier ze préiwen,

- sech drunzeginn, fir deene ville betraffenen Zuchsclienten aus dem Süde vum Land praktikabel a würdeg Solutiounen ze offréieren, déi den ëffentlechen Transport unzéiend a leeschtungsfäeg maachen,

- alles ze maachen, fir datt an Zukunft net manner Leit den Zuch wäerte benotzen,

- sech an den Dialog mat de betraffene Gemengen anzebannen,

- all Alternativen, déi kéinte fonnt ginn, mat de Gemengenautoritéite vun de betraffenen Uertschaften ze diskutéieren.

(s.) Gast Gibéryen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Ech ginn dovun aus, dass mer se an d'Conférence des Présidents ginn. Do kënne mer dann iwwert dee weidere Wee diskutéieren.

Sidd Der domat d'accord?

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7047. De Projet de loi handelt iwwer eist Waasser. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur vum Projet ass och scho prett. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

4. 7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.-* Merci, Här President. Haut hu mir jo grad déi richteg Meteo dobaussen, fir zu dësem Thema, d'Waassergesetz, ze schwätzen. No laange Woche vun Dréchent ass et och deem Leschten, mengen ech, zu Lëtzebuerg kloer ginn, dass d'Waasser ganz kloer d'Grondlag fir d'Liewen hei op der Äerd ass, dass d'Waasser eist wichtegst Liewensmëttel ass an dass d'Waasser muss geschützt ginn.

De Projet de loi 7047, genannt Waassergesetz, deen d'Waassergesetz ofännert vun 2008, huet 38 Artikelen. Et ass e ganz technescht Gesetz, wat ech awer probéieren, esou einfach wéi nëmme méiglech hei als Rapporteur duerzestellen.

Et geet ëm dräi Voleten, eng Kéier ëm d'Drénkwaasser, a virun allem d'Drénkwaasserschutzzonen an d'Ausweisung vun deenen, dären 80 Stéck am Ganze wäerte fir Lëtzebuerg ausgewise ginn. Et geet awer och ganz kloer ëm Ofwaasser, ëm Reewaasser, ëm Kläranlagen, vun deene mer nach eng iwwer honnert mechanescher hei zu Lëtzebuerg hunn, an déi sollen u sech ersat ginn duerch nei, an déi 90 biologesch Kläranlagen.

Et geet an engem drëtte Volet awer och ëm Héichwaasserschutz, ëm Renaturéierung. Ech mengen, de Klimawandel d'lescht Joer, dat war am Juli 2016, Dir hutt alleguerten nach déi Biller virun Aen, déi Biller aus der Fiels a vun Noumer an aus där Géigend do, wou mer u sech gemierkt hunn, dass mer deene Staarkreenphenomeener, déi méi dacks wäerte kommen, e bëssen hëlleflos ausgesat sinn. An duerfir musse mer verstäerkt op Renaturéierunge setzen an op Héichwaasserschutz. Mir mussen also Retentiounsfläche schafen. An dat kënnt och der Biodiversitéit zegutt.

Ech ginn elo méi op dat Parlamentarescht an oder déi Aarbecht, déi mer gemaach hunn an der Chamberskommissioun. Den Depot vun dësem Gesetz ass den 31. August d'lescht Joer gemaach ginn. De Conseil d'État huet säin Avis dozou ofginn de 7. Februar 2017. D'Chambre des Métiers huet hiren ofginn den 21. Oktober, d'Chambre de Commerce de 17. Januar 2017, d'Chambre d'Agriculture den 23. Februar dëst Joer. Weider Avise sinn erakomm, an zwar vum OAI den 9. Dezember 2016, der ALUSEAU den 12. Dezember 2016, dem Syvicol den 19. Dezember 2016, an dann hu mer de SIDEN an de SIDERO jeeweils mat engem Avis de 16. Januar an de 6. Februar vun dësem Joer.

Mir haten insgesamt aacht Reuniounen an der Ëmweltkommissioun, fir iwwert dëse Projet de loi ze schwätzen. An de 15. September sinn ech selwer do zum Rapporteur vun dësem Gesetzestext ernannt ginn. Déi aner Reunioune waren net 2016, mä 2017 nom Avis vum Statsrot, den 1. Mäerz, 8. Mäerz, 15. Mäerz, 29. Mäerz a 5. Abrëll, wou mer déi Artikele vum Projet de loi analyséiert hunn an och den Avis vum Statsrot. An do sinn eng Serie Amendementer adoptéiert ginn, an dat war de 6. Abrëll 2017. Den Avis complémentaire vum Statsrot hate mer den 23. Mee 2017 virleien. An och deen Avis ass ënnersicht ginn, an zwar den 31. Mee. A schlussendlech hu mer an enger leschter Reunioun, de 14. Juni, dëse Rapport hei ugeholl.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi?

Ech hat et am Ufank scho gesot. Et geet drëm, ënner anerem, fir d'Prozedur fir d'Definitioun vun de Zones de protection des ressources d'eau, also d'Drénkwaasserschutzgebidder, fir déi Prozedur ze adaptéieren, ze clarifiéieren. Et geet drëm, verschidden Obligatiounen, déi am Gesetzestext stoungen, déi sech als superfétatoire erausgeschielt hunn, fir déi u sech och ofzeschafen. Ënner anerem sief do genannt de Cycle urbain de l'eau, de Plan national vum Cycle urbain de l'eau, deen ze erstelle war.

Dann ass et esou, dass eng Reorientatioun vun de staatleche Subsiden aus dem Waasserfong an dëse Projet de loi agefloss ass. Zu deem kommen ech méi zum Schluss. A mir hunn och verschiddene Bemierkunge vun der Europäescher Kommissioun Rechnung gedroen, wat d'Ëmsetzung ugaangen ass vun den Direktiven 2060 respektiv 2067 ebe betreffend d'Gestioun vun de Risikoe vun Héichwaasser.

Et geet an dësem Projet de loi dorëm, méi Akteure mat ze bedeelegen un deene verschiddene Prozesser, wat d'Waasser ugeet. Do denken ech un d'Waasserramenrichtlinn, un den Héichwaassermanagementplang, awer och un d'Drénkwaasserschutzgebidder.

An déi Ureegungen, déi komm sinn, souwuel vum Conseil d'État a sengem Avis respektiv vun de Chambres professionnelles an aneren Intervenanten, sinn agefloss eben an eng Serie Amendementer. An déi sinn dann en gros folgend: Et kënnt niewent deenen dräi besteeënde Secteuren e véierte Secteur Horeca bäi, an dat betreffend eben d'Tarifikatioun vum Waasser.

Dann ass et esou, dass mer eng Reorientatioun fonnt hunn, fir d'Déclaration obligatoire par règlement grand-ducal souwuel vun dem Programme de mesures an äänleche Moossname festzeleeën. Dorop kommen ech méi spéit nach eng Kéier zréck.

An dann: D'Kritäre fir d'Subsiden, déi bei deene Mesuren ze kréie sinn, déi sinn eben och nei fixéiert ginn.

A schlussendlech war et esou, dass an deem éischte Projet de loi virgesi war, no engem gewëssenen Delai, wa keen Avis vum Conseil d'État (veuillez lire: Conseil communal) virlouch, zum Beispill zu den Drénkwaasserschutzgebidder oder zur Waasserramenrichtlinn an esou weider, fir u sech e Passer outre ze maache vun deem Avis vum Conseil communal. An do ass dovun ofgesi ginn.

Ech ginn awer méi präzis op déi verschidden Avisen hei an.

Den Avis vum Statsrot: Bon, fir d'Éischt eng Kéier, den Avis vum Statsrot vum 7. Februar 2017 huet erëm eng Kéier opgeworf déi Iwwerleeunge sengersäits, fir d'Zones de protection, bei Drénkwaasserschutzgebidder, an zwar d'Zones de protection rapprochée, dat sinn d'Zonen 2, fir u sech erëm eng Kéier unzestoussen, ob een net soll iwwerleeën, fir déi d'utilité publique ze erklären.

Ech kann awer elo scho virausschécken, dass d'Kommissioun deem net nokomm ass, vu dass déi Envergure eben eng grouss ass. Dat muss ee wëssen, dass déi Drénkwaasserschutzgebidder insgesamt zirka 10% vun der Landesfläch ausmaachen, dovun d'Halschent awer dann an de Bëscher leien, an dass awer e groussen Deel, à voir, wéi déi Projeten ausgesinn, an der Zon 2 leien, an duerfir hu mer dovun ofgesinn.

Duerno ass gesot ginn, dat war an deem éischte Projet de loi virgesinn, fir zousätzlech Secteure kënnen ze schafen. De Statsrot sot: „Da musst Dir dat präziséieren, wat déi zousätzlech Secteure si bei der Tarification de l'eau!" An dat ass och duerno gemaach gi mat deem virgenannte Secteur Horeca.

Dann d'Opposition formelle hat ech schonn ugedeit, fir u sech de Passer outre vum Avis vun enger Gemeng ze maachen, wann déi ëm en Avis gefrot gëtt, och wann deen hors Délai wier. An da waren d'Reserven och vum Statsrot do, fir déi Mesuren, déi Subventionéierunge fir zum Beispill Renaturéierung, fir Héichwaasserschutzmoossnamen auszeweite vun de Gemengen eben op d'Akteure vun de Personnes physiques et morales. An och do hu mer an dem Amendement eng Léisung fonnt per Annex, fir dat ze präziséieren an do dem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen.

Ech kommen zu de Chambres professionnelles.

D'Chambre de Commerce begréisst natierlech déi Vereinfachungen, déi ebe vun der administrativer Säit komm sinn an dësem Projet de loi, an ënnerstëtzt och u sech déi Reorientatioun vun de Subsiden aus dem Fonds pour la gestion de l'eau. Dann ass et natierlech esou, dass se awer nach eng Kéier monéiert, dass déi Progressioun, wat de Waasserpräis ugeet, dass si als Chambre professionnelle, also, wéi gesot, d'Chambre de Commerce awer gesäit, dass, vun der Direktiv 2000 ausgoend, eben de Waasserpräis an d'Luucht gaangen ass, wat jo och net anormal ass, vu dass d'Gesetz vun 2008 duerfir d'Basis geschafen huet, fir dass d'Gemengen u sech eng Tarification Utilisateur- respektiv Pollueur-payeur géifen ëmsetzen, wou och scho festgeluecht ginn ass, wéi déi Berechnung vun dem Waasserpräis muss sinn.

An dann natierlech hir Bedenken, déi se hunn, dass de Waasserpräis eventuell nach eng Kéier géif an d'Luucht goen an hir Entreprisen eben dovun en Nodeel hätten. Fir de Rescht weisen ech dann nach eng Kéier op mäi schréftleche Rapport hin.

Dann d'Chambre des Métiers nach eng Kéier ganz kuerz. Déi geet och erëm eng Kéier op déi Iwwerleeungen zur Majoratioun vum Waasserpräis an, huet och do Bedenken, dass dat Implikatioune fir d'Entreprisë kéint hunn. An do kommen och weider Autorisatiounen, déi noutwendeg sinn, wann ee Konstruktiounen, Amenagementer huet, déi mam Grondwaasser a Kontakt kommen. An och do huet si staark Bedenken.

D'Chambre d'Agriculture konzentréiert sech erëm eng Kéier op d'Tarifikatioun respektiv eng Hausse, déi eventuell fir si kéint kommen, an eben och déi Nodeeler, déi si gesäit fir hire Secteur.

Voilà, dann hunn ech hei nach de Syvicol. De Syvicol huet virun allem ebe monéiert, dass e sech iwwerleet: Ass dat doten dee richtege Wee, fir hinzegoen an déi Modifikatioun vun de Subsiden - mir wäerten drop ze schwätze kommen, virun allem d'Erofsetze bei de Kläranlage vu 65% op 50% -, ob dat dee richtege Wee ass, fir dass d'Gemengen an d'Ëmsetzung kommen?, an huet hei och a sengem Avis geschriwwen, dass déi Delaien, déi ganz dacks derzou gefouert hunn, dass d'Projeten net ëmgesat gi sinn, net eleng bei de Gemenge géife leien.

Den OAI huet a sengem Avis nach eng Kéier opgeworf, dass si Problemer gesinn, dass hire Beruffsstand ëmmer déi noutwendeg Capacitéit hätt am Engineering, fir déi Projeten, wat d'Kläranlagen ugeet, kënne fristgerecht ëmzesetzen. E weist dorop hin, dat ass säin Haaptmessage.

D'ALUSEAU huet sech mat deem technesche Volet auserneegesat, wat u sech elo d'Berechnung ugeet vum Waasserpräis, dat heescht d'Équivalent-habitant respektiv d'Équivalent-habitant moyen, wou dat eent eben e Wäert ass, deen ze dinn huet mat der technescher Ausleeung vun Ofwaasserstrukturen, mat der Dimensionéierung vun deenen Elementer, an dat anert huet einfach mat enger Tarifikatioun ze dinn.

An dann hätte mer nach de SIDEN, déi sech nach eng Kéier ralliéiert hunn op deen doten Avis, deen ech elo grad genannt hunn, an eben dann och natierlech déi Diminutioun vu 65% op 50% am Beräich vun de Kläranlagen net positiv aviséiert hunn.

De SIDERO huet sech ralliéiert un den Avis vun der ALUSEAU.

Ech géif also elo probéieren, ganz kuerz duerch d'Artikelen ze goen. Dir fannt all Detailer a mengem schréftleche Rapport. Dee Rapport ass ganz voluminéis, well et eben ee ganz technescht Gesetz ass, an duerfir picken ech just nach eng Kéier zwou Saachen eraus.

D'Tarifikatioun hat ech schonn erwäänt vun deene véier Secteuren. De Secteur, deen u sech d'Hotelieren, d'Cafetieren, d'Restauranten an och d'Campinge betréfft, dee war elo ëmmer verstoppt an de Menagen. Dee kritt elo e Secteur à part.

Mir hunn de Volet vun de Programmes de mesures, dat ass souwuel am Artikel 10, 14, 23, de Plan de gestion des risques d'inondation, d'Héichwaasserkaart, d'Héichwaasserrisikokaarten an och d'Plans de gestion de district hydrographique, déi net méi per Règlement grand-ducal als obligatoresch deklaréiert ginn, mä vum Conseil de Gouvernement approuvéiert an am Journal offiziell publizéiert ginn.

Dann hu mer verschidde Moossnamen, déi ergraff kënne ginn am Kader vun dësem Waassergesetz, déi d'Utilité publique unerkannt kréien. Dat ass souwuel d'Renaturéierung vun engem Waasserlaf, dat sinn awer och Mesuren am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung wéi eben och am Beräich vun dem Ofwaassertraitement. Da sinn nach nei Sanction-pénallen agefouert ginn, an zwar Amendes administratives, fir méi einfach kënne kleng Verstéiss ze aanden, ouni dass dat all Kéiers d'Geriichter belaascht.

An da kommen ech zu dem Haaptdeel nach eng Kéier ganz kuerz, zu de Subsiden: Do ass eng Reorientéierung do, an zwar ass an deem Volet vum Gesetzestext de Wee opgemaach ginn, fir vill méi Akteure kënne mat eranzehuelen, an zwar net nëmmen d'Gemengen an d'Gemengesyndikater, mä och staatlech Verwaltungen, Établissement-publicken a Personnes privées a morales.

Am Grousse geet et drëm, dass eng Partie Moossnamen eropgesat ginn, an zwar alles, wat Drénkwaasserschutzzone ginn an déi Moossnamen, déi dermat ze dinn hunn, ginn erop op 75%. Wat den Héichwaasserschutz ugeet, dat geet och erop op 80% respektiv Etüde ginn zu 100% iwwerholl.

Erof ginn d'Subsiden, wat u sech d'Klärung vu Waasser ugeet, dat heescht, alles, wat Ofwaasser ass respektiv Reewaasserféierung, vu 65% op 50%, awer et gëtt eng ganz Partie Iwwergangsbestëmmungen. An nei Subsiden, déi agefouert gi sinn, sinn zum Beispill d'landwirtschaftlech Berodung an d'Drénkwaasserschutzgebidder mat 75%, interkommunal Drénkwaasserleitunge gi mat 50% subventionéiert, Rechercheaarbechten, grad fir erauszefannen, wou d'Polutiounen hierkommen a wat fir Moossname mer kënnen ergräifen, zu 100%. An och si sechs Projet-pilotten am Drénkwaasserberäich, déi zu 100% ënnerstëtzt ginn, am Gesetzestext hei virgesinn. Et geet also net drëm, ze spueren. Et ass eng Reorientéierung a bis 2027 sinn 1,1 Milliarden Euro fir de Fong virgesinn.

Ech ginn elo weider net op d'Bedéngungen an, fir d'Subsiden ze kréien, wat ee Volet ass, dee geännert huet, an och d'Dispositions transitoires; do wäert mäi Kolleeg, de Koxen Henri, nach am Detail op all déi Mesuren do agoen. An ech géif dann hei zum Schluss komme vu mengem Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten hei an der Chamber eens, dass dat hei en Dossier ass, deen ëm eng liewenswichteg Ressource fir Lëtzebuerg geet an dass mer alleguerten eis Responsabilitéit mussen iwwerhuelen. An all Akteuren zu Lëtzebuerg musse sech deem bewosst ginn: de Stat natierlech, d'Gemengen, d'Betriber an d'Baueren, awer och all Eenzelnen, deen hei zu Lëtzebuerg schafft a wunnt. An dëst Gesetz setzt op de Schutz vum Waasser, op d'Präventioun an et ass gutt fir d'Ëmwelt. Et ass sécherlech och gutt fir d'Betriber a gutt fir de Bauer. Et ass gutt fir all déi, déi op déi Ressource Waasser ebe mussen zréckgräifen, dass se propper ass, dass se geschützt gëtt. Et ass gutt fir all Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt. An et ass och essenziell fir déi Generatioun, déi no eis kënnt, dass mer eist Waasser schützen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Ech sträichen direkt den Här Kox.

(Hilarité)

Merci dem Här Rapporteur an d'Wuert huet den éischte Spriecher, den Här Aly Kaes fir d'CSV.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, esou wéi et sech gehéiert wëll ech natierlech dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Deputéierte Gérard Anzia, villmools Merci soe fir säi schréftlechen an och detailléierte mëndleche Rapport. Hien ass op déi wesentlech Punkten an Ännerunge vun dëser Reform vum Waassergesetz aus dem Joer 2008 agaangen, soudatt ech mech haaptsächlech op déi Punkte ka beschränken, déi mer als CSV an der Ëmweltkommissioun geännert wollten hunn, mä déi awer net an dësem Text berücksichtegt gi sinn.

Mir haten eng Rei ënnerschiddlech Amendementer a Propositiounen zum Waassergesetz gemaach, déi awer alleguerte vun der Majoritéit an der Kommissioun ofgewise gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzestext iwwert d'Reform vum Waassergesetz gesäit dräi Schwéierpunkte vir: Investitiounen a Präventioun ënnert der Form vun engem verbesserten Héichwaasserschutz a Waasserschutz, eng käschtenneutral Neiopdeelung a méi zilorientéiert Ausriichtung vun de staatlechen Hëllefen an eng méi grouss Abannung vun den Akteure vum Terrain beim Waasserschutz.

Ee positive Punkt am Gesetz, dee mer och ganz sécherlech ënnerstëtzen, sinn déi nei, méi héich Bäihëllefe fir Héichwaasserschutzmoossnamen. Wann d'Gesetz emol bis a Kraaft ass, kënnen d'Gemenge mat enger staatlecher Ënnerstëtzung vu bis zu 90% rechnen. Bei Renaturéierungsmoossname gëtt de Gesamtmontant iwwerholl. Dat ass ganz positiv, well d'Renaturéierung vun eise Baachen a Flëss u sech bekanntlech derzou féiert, datt se méi lues fléissen, datt d'Vitesse an domadder och d'Erosioun erausgeholl gëtt.

Den neie Subventiounssystem an dësem Beräich ass eng gutt Saach an dréit derzou bäi, den Ökosystem vun eise Gewässer ze verbesseren. Ausserdeem gëtt duerch dës Mesure och an d'Sécherheet vun eise Bierger investéiert. Mir begréissen awer ausdrécklech, datt d'Subventioune mam neie Gesetz solle sub-

stanziell an d'Luucht gesat ginn, wënschen eis awer, datt an Zukunft d'Prozeduren dach awer wesentlech méi séier ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz soll och bei den Drénkwaasserschutzzonen nogebessert ginn: D'bürokratesch Hürde sollen da vereinfacht ginn, d'Waasserschutzmoossnamen an de Schutzzone kréien eng Bezouschossung vu 75% a bei neie regionalen Infrastrukture kënne Gemenge mat enger staatlecher Finanzsprëtz an der Héicht vun, wéi scho gesot, 50% vun de Gesamtkäschte rechnen.

Siwen nei Zone si laut der Madamm Minister aktuell a Planung. D'CSV deelt ganz kloer den ageschloene Wee vun der Regierung, fir nei Schutzzonen auszeweisen, well mer mussen d'Qualitéit vun eise bestoenden an och neie Quelle laangfristeg ofsécheren.

Den Accident an der Landwirtschaft an der Belsch mat Metazachlor huet eis kloer gewisen, datt et wichteg ass, eis Drénkwaasserreservoiren ze schützen. Duerfir begréisse mer och d'Bestriewunge vun der Regierung an dësem Beräich. An dëser Problematik spillt awer och d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll. D'Landwirtschaft ass e wichtege Partner am Waasserschutz a spillt eng zentral Roll, besonnesch wa mer wëllen an dëser Saach zu engem Resultat kommen. Duerfir ass et als positiv ze bewäerten, datt an Zukunft och d'Landwirtschaft vun enger Bezouschossung ka profitéieren, wa se a Waasserschutzmoossnamen investéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer och sécher, datt d'Landwirtschaft sech kenger Diskussioun, kenger Propos wäert verschléissen, wann et drëm geet, eist Drénkwaasser ze schützen. Et muss duerfir séchergestallt ginn, datt déi Leit, déi an iergendenger Aart a Weis an enger Schutzzon leien oder an Zukunft leie kommen an Aschränkungen hunn, och déi entsprechend ugepassten Entschiedegunge musse kréien.

Wann ech scho bei der Landwirtschaft sinn, wollt ech awer och e Wuert iwwert d'Notze vun Iwwerflächewaasser soen, virun allem an Zäiten - och wann et dann haut reent, esou wéi de Rapporteur dat elo gesot huet - vun enger extremer Dréchent, esou wéi mer se iwwert déi lescht Méint elo erlieft hunn.

Ben, et ass normal, datt een u sech eng Autorisatioun muss hu fir d'Notze vum Iwwerflächewaasser. An datt dat nëmme méiglech ass, wann och den Debit an eise Flëss an eise Baachen dat hiergëtt, och dat ass normal. An dach awer, wann et brenzlech gëtt, si mir ganz einfach der Meenung, datt, wann de Betriber hir Existenz dodrunner hänkt, da muss et méiglech sinn, méi onbürokratesch a schnell Geneemegungen ze kréien, fir ze verhënneren, datt d'Planze laang verdréchent sinn, ier ee schlussendlech eng Geneemegung huet. An duerfir plädéiere mir derfir, wéi gesot, datt et ganz onbürokratesch a schnell muss goen, fir esou Geneemegungen ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een Drénkwaasser seet, muss een natierlech och Ofwaasser soen, wat e groussen Afloss op d'Waasserqualitéit huet. Ech kommen domadder also, nodeem dat bis elo ganz positiv geklongen huet, zu de Kritikpunkten, déi mer um Gesetzestext hunn.

Une voix.- A wou?

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Den éischte Punkt betrëfft d'Definitioun vum Awunnergläichwäert am Artikel 2. Den Text, deen elo virläit, gesäit keng Präzisioun vum Awunnergläichwäert vir. Et kënnt also weiderhin zu divergenten Interpretatiounen, haaptsächlech an der Industrie, am Horesca, am Horeca, wat dann elo déi relevant Charge vun engem Betrib ass. Zumindest hätt am Text misse präziséiert ginn, fir wat fir e Besoin d'Definitioun vum Awunnergläichwäert aus dem Gesetz duerf erugezu ginn a fir wat fir een net.

Et hätt an eisen Aen duerfir kloer missen definéiert ginn, datt den Awunnergläichwäert just fir d'Zoudeelung vun enger Aktivitéit zu hirem Secteur gëllt an net awer fir d'Tarifikatioun selwer. Dat ass, wéi gesot, net geschitt, mir bedaueren dat, an duerfir wäert et an der Zukunft weider zu Mëssverständnisser a villen Diskussioune kommen.

Den zweete Punkt, deen eis Problemer bereet, ass déi Nettarifikatiounsstruktur (veuillez lire: nei Tarifikatiounsstruktur), wéi se am Artikel 12 proposéiert gëtt. Duerch d'Gesetz gëtt een zousätzleche Secteur agefouert, fir deen ee separate Präis vum Waasser ka gefrot ginn. Et ass dat, wéi et scho virdrun ugedeit ginn ass, den Horeca-Beräich respektiv den Horesca mat all deene Betriber, déi saisonal sinn.

Och wa mam Gesetz e véierte Secteur definéiert gëtt, esou gëtt et awer nach ëmmer keng Kloerheet, wéi den Tariff an dësem Secteur soll gestallt ginn. Einfach e weidere Secteur definéiere geet net duer, well duerch de Berechnungsmodus vum Waasserpräis all Faveur an engem Secteur eng Defaveur an engem anere Secteur mat sech bréngt, dëst duerch de Prinzip vun de Vases communicants, deen aus der Direktiv ganz kloer interpretéiert gëtt.

Mir haten an der Kommissioun d'Propositioun gemaach, datt dräi vun de véier Secteuren, dat heescht d'Agrikultur, d'Industrie an d'Horesca, jiddwereen eenzel sollt en eenheetleche Präis iwwert d'ganzt Land hunn an et domadder och zu kenger Concurrence déloyale an dësen dräi Beräicher méi géif kommen. Dëse Prinzip hätt u sech Ongerechtegkeeten, déi duerch geografesch a sozial Komponente geschafe ginn, ofgeschwächt respektiv eliminéiert. Leider wollt dës Majoritéit net mat eis op dëse Wee goen. Hei gëtt par contre elo eppes geschafen, wat eiser Meenung no keen Inhalt huet a wat an der Praxis och näischt wäert bréngen.

Här President, den drëtte Punkt, dee mer net kënnen deelen, ass d'Erofsetze vun de staatlechen Hëllefe fir d'Ofwaasser op nëmmen nach 50%.

Éischtens, de Ministère de l'Intérieur huet de Syndikater erlaabt, den Amortissement vun 100% op 50% ze reduzéieren, an dat ass richteg. De Service de contrôle des finances communales ass awer domadder net averstanen, mam Argument, datt déi aner 50%, déi jo deen Deel vun de staatleche Subventiounen ausmaachen, iwwert d'Budgetsgesetz net amortisabel sinn, soudatt dem Innenminister seng Initiativ a Fro gestallt gëtt. Duerfir koum vun eis d'Initiativ, dëst am Waassergesetz ze regelen.

Zweetens, d'Madamm Minister argumentéiert, d'Gemenge géifen hir Infrastrukturen zu 50% iwwert de Waasserpräis respektiv iwwer Ofwaassertaxe finanzéieren, duerfir géif d'Uewergrenz fir Bäihëllefen aus dem Waasserfonds op 50% begrenzt ginn. Doduerch soll verhënnert ginn, datt de Steierzueler zweemol fir déiselwecht Déngschtleeschtung bezuele muss. D'Ausso, datt et jo nach 50% Subsid ginn a 50% duerch den Amortissement erakommen, ass einfach zu dësem Moment falsch. Dës Iwwerleeung kann dann eréischt gezu ginn, wann den éischten Invest landeswäit gemaach ass an déi nei Bauwierker emol amortiséiert ginn. Dat dauert awer mindestens nach zéng Joer.

(Interruption)

Mir deelen dës Analysen a Meenungen net an hunn och duerfir e weideren Amendement an der Chamberskommissioun proposéiert: éischtens, den Taux vun de Bäihëllefen erëm op den aktuellen Taux vu 65% vun de reale Käschten ze setzen; zweetens, datt och am Ofwaasserberäich d'Subside kënnen amortiséiert ginn.

Zu dësem Moment, Dir Dammen an Dir Hären, an dat muss ee ganz kloer wëssen, ass de Besoin u Gelder am Ofwaasserberäich esou grouss wéi nach ni. A grad an dësem Moment dréit d'Regierung de Geldkrunn zou an domadder och d'Méiglechkeet fir d'Gemengen a besonnesch fir d'Landgemengen, sech adequat fir d'Zukunft ze equipéieren.

De Problem läit awer net nëmmen am Invest, mä och am Entretien a virun allem am Amortissement. D'Festleeung vun der Regierung, fir quasi an all Uertschaft eng eenzel dezentral Anlag ze bauen, dréit Hiert natierlech derzou bäi. Wann een d'Berechnung vum realen Ofwaasserpräis mécht, dat heescht, ouni Deckelung, da kënnt ee bei ville ländleche Gemengen, wann all Infrastrukturen da bis gebaut sinn, op e Präis vun iwwer 15 Euro pro m³. Mam Drénkwaasser zesumme bréngt dat eis iwwer 20 Euro pro m³. Dëst ass deelweis eng Verfënneffachung zu deem, wat haut schonns gefrot gëtt. Dëst trëfft natierlech d'Gemengen aus dem ländleche Raum ganz besonnesch a mat der territorialer Finanzreform vum Innenminister sinn dës Gemenge ganz kloer zweemol gebeidelt.

Bei de staatleche Bäihëllefen am Beräich vum Ofwaasser gesäit de Projet de loi des Weidere Strofen a repressiv Mesurë vir am Fall, wou Gemenge respektiv Ofwaassersyndikater mat hiren Ofwaasserinfrastrukturen oder Kläranlagen net konform zu de Regele sinn.

Och domadder kënne mer net d'accord sinn, well d'Retarden am Ofwaasser, wann iwwerhaapt, ganz sécher net eleng de Gemengen hir Schold sinn. Oft läit et un de staatleche Geneemegungsprozeduren, datt laang näischt respektiv net vill beim Ofwaasser geschitt ass.

Här President, e Wuert zu den Iwwergangsbestëmmunge bei den Autorisatiounen. Vill waasserrechtlech Geneemegungen uechtert d'Land fir bestoend Bauwierker si säit dem 22. Dezember 2012 ofgelaf. Mengen Informatiounen no ginn et nach ëmmer keng Autorisatioune vun de bestoenden Ouvragen, déi duerch d'Waassergesetz hir al Autorisatioun jo verluer hunn. Mir haten u sech hei e Régime transitoire virgeschloen.

Dës Iddi ass awer verworf ginn, soudatt déi meescht Ofwaasseranlagen haut illegal bedriwwe ginn, wat am Prinzip nom neie Gesetz Sanktiounen nom Artikel 61 an 61bis mat sech bréngt.

Eng weider Neierung vun dësem Gesetz betrëfft dann d'Ännerung bei der Berechnung vun den Taxes de rejet. Laut dem Gesetz gëtt d'Taxe de rejet ëm 50% majoréiert, wa keng adequat Reewaasserbehandlung am Mëschsystem ugefaange ginn ass, dëst dräi Joer no Akraafttriede vum Règlement grand-ducal iwwert d'Moossnamepläng. Zweetens gëtt d'Taxe de rejet ëm 100% majoréiert, wa keng adequat biologesch Behandlung vum Ofwaasser agesat gëtt, dëst dräi Joer no Akraafttrieden ebenfalls vun deemselwechte Règlement grand-ducal iwwert d'Moossnamepläng, an drëttens gëtt dann déiselwecht Taxe de rejet ëm annerhallwen Euro majoréiert, wann um Gemengenterritoire méi wéi 33% vun der Schmotzfracht an d'Ëmwelt ofgeleet ginn.

Wat bedeit dat awer elo an der Praxis? Haut hu mer 0,16 Euro pro m³ Taxe de rejet. 50% wéinst feelender Reewaasserbehandlung ginn e Surplus vun 0,08 Euro, 100% wéinst feelender biologescher Rengegung gëtt e Surplus vun 0,16 Euro pro m³ an dann nach eng Kéier déi 1,5 Euro, wann ee méi wéi 33% vun der gesamter Schmotzfracht vun engem Gemengenterritoire direkt an d'Ëmwelt entsuergt. Dat mécht zesummen 1,74 Euro pro m³, déi dann déi Taxe de rejet kann ausmaachen, wat u sech maximal eng Vereeleffachung vun där Tax an deem Fall géif duerstellen.

Och wann dës Approche, jo, aus der Optik vum Prinzip vum Pollueur-payeur nozevollzéien ass, esou menge mer, datt dës Mesure net vill Gemengen oder ganz besonnesch déi spezifesch Gemengepappen a -mammen wäert iwwerzeegen, am Ofwaasserberäich op hirem Territoire méi aktiv ze ginn, well u sech de berechente Präis beim Ofwaasser haut schonn 3,5 Euro an zukünfteg, wéi ech et scho gesot hunn, 15 Euro a méi wäert duerstellen. Déi Leit soe sech: „Ma et gëtt jo méi bëlleg, déi 1,74 Euro ze bezuelen, wéi massiv a käschtenintensiv Ofwaasserinfrastrukturen ze bauen, déi à la longue extrem op d'Gemengebudgeten,...

(Interruption)

...op d'Gemengebudgeten drécken." Ech wëll och ganz kloer soen, datt ech dat net gutt fannen, mä hei ass just e rechnerescht Beispill, fir ze dokumentéieren, zu wat fir engem negativen Effet esou eppes ka féieren.

Mir hätten eis gewënscht...

M. Gusty Graas *(DP)*.- D'CSV ass also éischter derfir, fir d'Waasser verknaschten ze loossen, wéi…

M. Aly Kaes *(CSV)*.- All Froe wann ech gelift...

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dat huet een zur Kenntnis geholl.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Uschléissend u meng Ried duerf een all Froe stellen, mä ech wëll fir d'Éischt meng Zäit notzen, fir meng Ried ze halen. An da kënne mer roueg eng Froestonn maachen an ech si gäre bereet, op déi eenzel Froen ze äntwerten.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP)*.- Jo, Här Minister!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Mir hätten eis gewënscht, wéi mir et scho gesot hunn, datt een eng positiv Approche gewielt hätt an déi Gemenge belount hätt, déi an der Vergaangenheet grouss Efforten am Beräich vun den Ofwaasserstrukture getätegt hunn. Eis Propositioun, fir déi Entitéit ze belounen, déi et richteg mécht, amplaz déi inaktiv ze bestrofen, ass erëm eng Kéier net ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Subside fir Ofwaasserinfrastrukture betrëfft, ass vun der Regierung zréckbehale ginn, datt bei Akraafttriede vum neie Gesetz den Taux vun 90% Subsid op 50% erofgesat gëtt. Dat heescht, datt de maximale Subsidesaz just nach 50% ass, mä net nëmme 50%, mä 50% vun engem Forfait. An der Praxis leie mer da bei 30% bis 40% vun de reelle Käschten.

Zousätzlech gëlle folgend Iwwergangsregelen: 90% fir déi Dossieren, déi eng Étude préalable virum 1. Oktober 2010 an e Projet détaillé virum 1. Juli 2015 agereecht hunn; 75% fir déi Dossieren, déi eng Étude préalable virum 20. Oktober 2014 a wou e Projet détaillé och virum 1. Juli 2015 agereecht ginn ass. An da 65% fir déi Dossieren, déi virun Akraafttriede vun dëser Gesetzesmodifikatioun agereecht goufen. Déi virgenannten Tauxe sinn awer nëmmen applikabel, wann dës Projete 24 Méint no Akraafttriede vum Gesetz ausgeschriwwe sinn. Soss fale mer direkt op 50% Subventioun erof.

Eng weider Konditioun ass déi, datt d'Tarifikatioun vum Waasser nom Waassergesetz an där betraffener Gemeng applizéiert gëtt, dëst op Avis vun der Administration de la gestion de l'eau. D'Verwaltung hëlt awer keng Decisioun, gëtt just en Avis. An domadder kann och keng Gemeng sech geriichtlech do dergéint wieren.

Här President, mir si géint dës Iwwergangsregelen, well se an der Realitéit einfach net anzehale sinn. Verschidden Delaie sinn duerch eng limitéiert Zuel vu spezialiséierten Akteure ganz einfach net méi ze kompriméieren. Aus deem Grond gesi mer och den Delai vun der Mise en adjudication des travaux innerhalb vun den éischte 24 Méint nom Akraafttriede vum Gesetz absolutt als irrealistesch.

Duerch dës ondifferenzéiert an onfair Method gi kloer déi Gemenge bestätegt, déi an der Vergaangenheet oder an de vergaangene Joren näischt fir d'Verbesserung vun hiren Ofwaasserinfrastrukture gemaach hunn. Si verléieren näämlech an der Realitéit näischt. D'Matschaffen an der Vergaangenheet gëtt heimadder also ganz kloer net belount.

Duerch déi kuerz Delaie bei der Ausschreiwung vun der Realisatioun entsteet en enormen Drock am Bausecteur, mä ganz speziell an deem Secteur vun deene méi techneschen Infrastrukturen. Par contre ginn et keng Delaie bei den Autorisatiounsprozedure vun de staatleche Verwaltungen. D'CSV-Fraktioun hat an engem Amendement méi laang Iwwergangsregele proposéiert, déi de Gemengen an de Syndikater genügend Zäit ginn hätten, fir gutt a propper Dossieren an dësem komplizéierte Beräich opzestellen. D'Regierung wollt awer net op dee Wee matgoen.

E weidere Punkt, mat deem mer net averstane sinn, ass dann dee vun der Notioun vun der Approbation préalable. Heiduerch ass et engem Bauhär net méiglech, eng Etüd oder eng Aarbecht unzegoen, soulaang hien net d'Approbatioun vum Waasserfong huet. Hei versträicht onnéideg Zäit, a mir waren der Meenung, dass dës Notioun ganz einfach an dësem Gesetz gestrach gehéiert, getrei nom Prinzip vun der Simplification administrative.

Leider steet d'Approbation préalable nach ëmmer am Gesetz. Dat heescht am Kloertext, datt als Éischt muss, jo, en Accord vum Minister virleien, ier d'Gemeng mat dem Bau kann ufänken. Hei gouf verpasst, eng Méiglechkeet ze schafen, fir d'Retarden am Ofwaasserberäich méi séier opzeschaffen.

Wat de Volet vun der Simplification administrative betrëfft, esou stelle mer fest, datt bei villen Artikelen zousätzlech Autorisatiounen a Kompensatiounsmoossnamen am Virfeld vu Bauprojete mussen erfëllt ginn, wat derzou féiert, jo, datt d'Retarden am Waassersecteur nach wäerte méi grouss ginn, wéi se scho sinn.

E Beispill ass déi nei Autorisatiounsfrist vun alle Chantieren, déi mat enger Waassernapp a Kontakt kommen. Dëst sinn awer quasi all d'Chantieren duerch d'Land. Een anert Beispill ass de feelenden Avis zum Règlement-type de canalisation, deen u sech schonns, jo, säit Jore bei der Administration de la gestion de l'eau fir eng Approbatioun läit.

Dee leschte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der Utilité publique. Mir fannen et positiv, datt Mesuren, déi am Beräich vum Ofwaasser musse getätegt ginn, an Zukunft och ënnert de Statut vun der Utilité publique falen, dat haaptsächlech wéinst der Problematik vun den Droits de passage an den Terrainskeef.

Domadder kënnen elo all Moossnamen am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung, der Renaturéierung vun de Waasserleef, de Waasserschutzzonen an elo, wéi gesot, och dem Ofwaasserberäich als Utilité publique deklaréiert ginn.

Mä dat war et awer och schonn! Leider gouf et keng weider Präzisioun, jo, wat de Règlement grand-ducal vum 15. Mäerz `79 iwwert d'Utilité publique ugeet. Dëse muss awer eiser Meenung no dréngend adaptéiert ginn an un déi haiteg Besoinen ugepasst ginn.

Och bleift weiderhin de Problem bestoen, datt keng vereinfacht Prozedur virgesinn ass, fir virunzekommen. Am Ausland, wéi zum Beispill an Däitschland, gëtt et eng Prozedur äänlech wéi d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Déi heescht „Planfeststellungsverfahren"; e richtegt typescht däitscht Wuert. Déi concernéiert Proprietairen hunn eng Asprochfrist, no där hir Remarquë vun engem Gremium analyséiert ginn.

Si keng valabel Grënn do, fir en Droit de passage ze refuséieren, kann u sech duerch déi Terraine gefuer ginn.

Eng äänlech Prozedur brauche mer ganz einfach och hei am Land, fir weiderzekommen. D'Utilité publique eleng hëlleft just, fir viru Geriicht unzekommen, mä hëlleft net an der Reduktioun vun der Zäitschinn fir d'Exekutioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schlussfolgernd zéie mer als CSV-Fraktioun folgend Konklusiounen: Mir stelle fest, datt leider nëmme marginal Adaptatiounen um Gesetzesprojet virgeholl goufen. Déi substanziell Amendementer vun eiser Fraktioun um Niveau Tarifikatioun a Bäihëllefe si leider net an dësen Text agefloss. Leider kréien d'Gemengen an d'Syndikater och keen erweidert Matsproocherecht an de Froe vun der Ofwaasserrengegung.

Et muss ee sech also duerfir och d'Fro stellen, firwat de Gemengesecteur an der Vergaangenheet d'Schold um Retard am Ofwaasserberäich krut. Den Text vun dësem Gesetz weist ganz kloer erëm, datt de Gemengesecteur keng Decisiounskompetenzen an dëser Matière huet. Den allgemengen Tenor ass a bleift deen: De Stat decidéiert an de Gemengesecteur exekutéiert, bezilt a gëtt responsabiliséiert.

Eiser Meenung no ass d'Gesetz op verschiddene Punkte praxisfriem. An et duerf ee sech net wonneren, wa mer mat dësem Text nach esou munch Problemer an Iwwerraschungen an Zukunft wäerte kréien. Jo, aus all deene Grënn verstitt Der jo, datt mir als CSV-Fraktioun géint dësen Text stëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Elo kënnt nach d'Froestonn.

Une autre voix.- Maja.

(Interruption)

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Jo, ganz gär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Soll ech bis eraus goen?

(Hilarité)

Sou! Ech soen Iech Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen fir d'LSAP.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt erlaabt mer, dass ech dem Rapporteur, dem Här Gérard Anzia, villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Hien ass schonn am Detail op déi eenzel Bestëmmunge vum Gesetzesprojet agaangen. An dat erlaabt mer dann, just nach eenzel Punkten ervirzehiewen, déi der LSAP ganz besonnesch um Häerz leien.

Dëse Gesetzesprojet kënnt zu engem Moment an d'Chamber, wou jiddweree ganz däitlech virun Aen huet, wéi existenziell wichteg dass et ass, genuch Waasser a virun allem och an enger gudder Qualitéit ze hunn an dass dat och keng Selbstverständlechkeet ass.

Zu Lëtzebuerg hu mer eigentlech nach ëmmer d'Gefill, an engem Land ze liewen, wou et vill reent, wou ee sech eigentlech iwwer all Dag soll freeën, wou endlech emol gutt Wieder ass a wou et dréchen ass. Mä dat Gefill ass awer net méi esou ganz richteg. Mir brauche just déi lescht Deeg ze kucken. Do hunn d'Wiederkonditioune bei eis och gewisen, wéi et ka sinn, wa mer lues awer sécher iwwert d'Dréchent e bësse mussen nodenken an och fäerten, wéi eng Repercussiounen dass dat kann hunn.

Mir hunn, iwwert d'Joer gekuckt, net méi zu deeneselwechten Zäite staarken Néierschlag wéi fréier. A mir hu méi oft kuerz unhalenden a ganz staarke Reen, soudass den Iwwerschwemmungsrisiko bei eis och eng Realitéit ass. A grad dëst Joer, wéi ech et gesot hunn, weist, dass mer och scho virum Summer dauerhaft héich Temperature mat eventuell och Waasserknappheet kënnen hunn.

Derbäi kënnt awer och, dass ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg wunnen an domadder och de Waasserbedarf an d'Luucht geet, och wann de Pro-Kapp-Verbrauch erofgeet. Déi begrenzte Verfügbarkeet vum Waasser muss dofir och an d'Wuesstumsdebatt mat erafléissen, well et eng wichteg Roll spillt. Dat gëllt net nëmme fir de Bevëlkerungszouwuess, mä och fir nei Betriber, déi sech bei eis néierloossen. A jee no deem, wat fir eng Aktivitéit mer op Lëtzebuerg unzéien, kann de Waasserbedarf duerchaus och en Thema sinn, dee muss berücksichtegt ginn.

Et ass also méi wichteg wéi jee, dass mer eis un dës Verännerungen upasse mussen an och konsequent Moossnamen ergräife mussen, fir d'Ressource Waasser besser ze schützen an och spuersam dermat ëmzegoen. Dëse Projet de loi liwwert elo e Bäitrag dozou, an d'LSAP ënnerstëtzt dësen Effort.

Wat d'Drénkwaasser ugeet, esou ass den Ausbau vun der SEBES sécher e ganz wichtege Schrëtt, deen eis Kapazitéiten erweidert, mä allerdéngs hu mer och duerno net onbegrenzt Drénkwaasser zur Verfügung. Mir mussen dës Limitten unerkennen an d'Ressource Waasser esou effizient wéi méiglech notzen.

De Waasserschutz huet ganz vill Facetten an et geet net nëmmen drëm, genuch Drénkwaasser kënne bereetzestellen. Déi biologesch an och déi chemesch Qualitéit vun de Baachen, de Flëss an de Séien, dat sinn och wichteg Elementer vum Ëmweltschutz. Ganz Ökosystemer hänken dovunner of.

D'Modifikatiounen, déi mer mat dësem Projet de loi wëllen um Waasserschutzgesetz maachen, betreffen also ganz verschidde Beräicher. Si bréngen deemno um Terrain fir vill verschidden Akteure Verännerunge mat sech. Mat legislative Moossnamen eleng erreeche mer eis Ziler am Beräich vum Waasserschutz awer net. Jiddweree muss säin Deel derzou bäidroen, souwuel den eenzelne Konsument oder awer déi verschidde Wirtschaftssecteure wéi och de Stat an och d'Gemengen.

Dat fonctionnéiert och nëmmen iwwer en intensiven Dialog op Niveau vun der Opklärungsaarbecht, dem Versteesdemech fir d'Bedürfnisser vun deene verschiddenen Akteuren, zum Deel awer och finanziell Kompensatiounen. A wann et wierklech muss sinn, da muss een och op Sanktioune kënnen zréckgräifen.

Deen Dialog ze féieren ass d'Aufgab vum Stat a vu sengen Administratiounen. D'Waasserschutzgesetz bitt dofir de Kader. An och e puer Änneruungen, déi mer hei virhuelen, gi schonn eng Äntwert op ganz konkret Problemer, déi festgestallt goufen.

Als Beispill wéilt ech hei d'Aféiere vun engem neie Secteur bei der Tarifikatioun nennen, wou elo besser wéi virdrun der Tatsaach ka Rechnung gedroe ginn, dass et am Horeca-Secteur staark saisonal Schwankunge gëtt, wat de Waasserverbrauch ugeet. Dat heescht allerdéngs net, dass ee Secteur op d'Käschte vun engem aneren eng Faveur gemaach kritt, mä dass d'Berechnung vum Tariff méi genau un déi reell Situatioun ugepasst gëtt.

En anere Volet, dee sech an de leschte Jore staark entwéckelt huet a wou et am Gesetzesprojet eng Rei Modifikatioune gëtt, ass dee vun de Quelleschutzgebidder. Et ass immens wichteg, dass d'Grondwaasser konsequent geschützt gëtt. Déi betraffe Gebidder musse kloer ausgewise ginn an d'Regelen, wat do däerf gemaach ginn a wat net, mussen transparent an och novollzéibar sinn. Mat dësem Gesetzesprojet an den entspriechende Reglementer komme mer an deem Sënn ganz sécher e Stéck weider.

E verbesserte Quelleschutz bréngt natierlech och Contraintë mat sech. Besonnesch d'Bauere bekloe sech, dass ëmmer méi e groussen Undeel vun hire Flächen an déi eng oder aner Schutzzon falen a si dës nëmme méi ageschränkt notze kënnen. Dat ass effektiv e Problem, deen eescht geholl muss ginn.

Et ass ganz richteg, dass och d'Landwirtschaft sech muss u verännert Bedéngungen upassen, mä et muss dobäi och unerkannt ginn, dass Bauere bei all deenen Erwaardungen, déi d'Gesellschaft u si stellt, e bësselchen tëschent alleguerten de Still sëtzen. Si solle qualitativ héichwäerteg Liewensmëttel produzéieren, dobäi esou mann wéi méiglech Ressourcë verbrauchen, d'Ëmwelt schounen, den Déiereschutz respektéieren, an dat alles natierlech zu engem Präis, dee vum internationale Marché bestëmmt gëtt.

Fräiwëlleg bezuelen d'Konsumenten nëmmen zu engem ganz klengen Deel méi fir ëmweltfrëndlech an och déierefrëndlech Produktiounsmethoden. Et sinn d'Subside fir d'Landwirtschaft, déi den Ausgläich schafen tëschent deenen héijen Usprëch an deenen niddrege Präisser vun de Liewensmëttel.

Et ass wichteg, dass de Quelleschutz Prioritéit huet, mä d'Bauere musse fir nei Restriktiounen och e fairen Ausgläich kréien. Si däerfen an der Ëffentlechkeet net duergestallt ginn, wéi wa si nëmme Schold hätten un eisen Ëmweltproblemer. Ganz am Géigendeel! Et muss unerkannt ginn, dass et grad d'Landwirtschaft ass, déi direkt ënnert de Konsequenze vu verännerte Klimabedéngunge leit an dass si d'Ënnerstëtzung brauch, fir sech och dorunner kënnen unzepassen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

En anere Partner, deen e ganz wesentlechen Afloss op de Schutz vu Gewässer a vum Drénkwaasser huet, sinn d'Gemengen. Hei besteet eng ganz enk Zesummenaarbecht mat de staatleche Verwaltungen, déi och an Zukunft muss ënnerstëtzt ginn an déi néideg Moyene muss zur Verfügung hunn.

D'Gemenge si virun allem an der Responsabilitéit, wann et ëm d'Bauen an och d'Ënnerhale vun der Waasserinfrastruktur, also den „Wasserleitungen" geet. Deen anere ganz opwendegen a käschtespillege Volet betrëfft d'Ofwaasserentsuergung. Mir wëssen all, dass et ëm eis Kläranlagen net zum Allerbeschte steet. An et muss ee ganz kloer soen, dass hei d'Gemengen an der Verantwortung stinn. Et gouf leider ganz laang verpasst, aus der Ofwaasserbehandlung eng Prioritéit ze maachen. An dat huet net um Finanzement gehaangen, well fréier de Stat dës Käschte jo zu 90% iwwerholl huet.

Historesch gesi gouf et hei eng gewësse Suerglosegkeet - nenne mer et emol esou -, déi mer eis haut wierklech net méi kënnen an net méi däerfe leeschten. Wéi d'EU-Kaderrichtlinn, déi um Waasserschutzgesetz baséiert, a Kraaft getrueden ass, hätt eigentlech jiddweree misse virgewarnt ginn, dass et no enger Iwwergangszäit keng Toleranz méi duerfir géif ginn. Mä dat huet eenzel Gemenge leider net beandrockt, mam Resultat, dass Lëtzebuerg wéinst net konforme Kläranlagen - mir wëssen et - veruerteelt gouf a Strofe muss bezuelen.

Den Drock op d'Gemengen ass zanterhier gewuess, an déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'Kläranlagen, déi eigentlech net dem Prinzip vum Käschtendeckungsprinzip entsprécht, gëtt graduell zréckgefouert.

Als LSAP begréisse mir et, Här President, dass d'Iwwergangszäit vun 12 op 24 Méint eropgesat gouf. Domat gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass et net ëmmer un de Gemengen hänkt, wann et net virugeet. Trotz allen Efforten am Beräich vun der Simplification administrative huelen déi néideg Prozeduren oft vill Zäit. An d'Gemengen hunn dorobber nëmmen e limitéierten Afloss. Mat der Ausdeenung vum Delai misst awer all Gemeng, déi sech seriö drëm beméit, fir hir Kläranlag op en akzeptabele Stand ze bréngen, eng ganz fair Chance hunn, nach kënne vun deene méi héije Subsiden ze profitéieren.

Et ass och ze begréissen, dass hei eng nei Dynamik entstanen ass, soudass mer als Land an e puer Joer awer missten e richtege Qualitéitssprong gemaach hunn, wat d'Ofwaasserbehandlung betrëfft.

Käschten entstinn awer net nëmme fir déi Gemengen, déi al Kläranlage moderniséieren, mä och fir Gemenge mat staarkem Bevëlkerungszouwuess, déi hir Capacitéite mussen erweideren. Dat muss an Zukunft onbedéngt méi staark berücksichtegt ginn, wa gréisser Logementsprojete geplangt ginn. Engersäits huet d'Gemeng jo d'Méiglechkeet, de Promoteur an engem gewëssene Mooss un de Käschte fir d'Équipements publics ze bedeelegen, anerersäits sollen d'Folgekäschten am Beräich vum Waasser méi staark mat akalkuléiert gi bei staatleche Fërdermoossnamen, wéi mer se zum Beispill am Moment nach beim Pacte Logement kennen.

Wa vill gebaut gëtt, dann denkt een natierlech spontan drun, dass mer méi Crèchë brauchen, dass mer méi Schoule brauchen, dass mer méi Sportsinfrastrukture brauchen, mä vun de Kläranlage geet awer nëmme ganz seele rieds.

Doriwwer eraus ass et awer wichteg, dass mer no an no bei moderne Kläranlagen och eng véiert Stuf mat virgesinn, wou Medikamenten- oder och Pestizidréckstänn kënnen erausgefiltert ginn.

Dëse Projet de loi gesäit jo vir, dass déi Subsiden, déi et an Zukunft manner gëtt fir déi biologesch Klärstuf, kënne fir Pilotprojete genotzt ginn, wou de Stat alt bis zu 100% vun de Käschte kann iwwerhuelen. Dat ass sécher eng gutt Saach a sollt d'Gemengen och motivéieren, fir zu de Virreider an deem Beräich ze gehéieren.

Et soll och eng besser finanziell Ënnerstëtzung gi fir den Héichwaasserschutz, wou nach vill Efforten néideg sinn. Dat Geld ass ganz gutt investéiert, well de Schued, dee bei enger Héichwaasserkatastroph entsteet, ass däitlech méi héich. Ganz ofgesinn natierlech vu mënschlechem Leed, wa Leit hiert Haus oder, méi schlëmm esouguer nach, hir Gesondheet verléieren.

Als Konklusioun wéilt ech ënnersträichen, dass de Waasserschutz e ganz wichtege Sujet ass, dee méi an de Vierdergrond réckele muss, wéi dat vläicht an deene vergaangene Jorzéngten de Fall war. Dëse Projet de loi dréit derzou bäi, andeem en e bestoend Kadergesetz verbessert, an huet och natierlech domadder d'Zoustëmmung vu menger Partei.

Ech wéilt awer nach ophale mat enger klenger Weisheet, déi seet: „D'Waasser ass all Quell vum Liewen an elo musse mer et schützen, fir ze iwwerliewen." Merci fir d'Nolauschteren!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, der Madamm Hemmen. Als nächste Riedner hunn ech den Här Henri Kox ageschriwwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt wëll ech dann natierlech och mengem Kolleeg Rapporteur Merci soe fir dee ganz ausféierleche Bericht. De Gérard Anzia ass op déi gréisst Änneruungen agaangen an huet och Rappeller vun dem urspréngleche Gesetz scho gemaach, wat jo ënner CSV-Majoritéit deemools 2008 och gestëmmt gouf.

Ech wëll och nach eng Kéier dervu profitéieren opzezielen, wat déi Haaptgrënn waren, deemools dat Gesetz an d'Weeër ze leeden: Dat war éischtens den Drénkwaasserschutz. Zweetens war et, endlech am Gewässerschutz weiderzekommen; dass mer do ganz grouss Retarden haten, ass scho virdru vu menge Virriedner gesot ginn, et huet u Kläranlage gefeelt. Den drëtte war ganz kloer, an do sti mir als Gréng haut nach ëmmer hannendrun: Dat ass de käschtendeckende Präis um Prinzip vum Polluer-payeur, wat u sech, mengen ech, awer och nach ëmmer kloer de richtege Prinzip ass.

Da war et och d'Andeelung vun de Secteuren. Mir hu gesot: Okay, mir hunn ënnerschiddlech Bedierfnesser, mir hunn ënnerschiddlech Belaaschtungen, sief et beim Verbrauch wéi och wat de Gewässerschutz ubelaangt, soudass mer och eng Andeelung gemaach hunn deemools vun Industrie, vu Landwirtschaft an ebe vun Haushalter. An och do sti mer, mengen ech, nach ëmmer hannendrun. An da waren natierlech och eng Rei vun anere Punkte wéi Renaturéierung, Héichwaasser an esou weider och schonn erwäänt ginn.

An dofir mengen ech, dass dat Gesetz, wat 2008 op de Wee geluecht ginn ass vun eben, wéi virdru gesot, engem Minister aus der CSV, deemools eng richteg Moossnam war, well mer extrem Retarden haten hei am Land. An et ass u sech schonn traureg, dass een dat iwwerhaapt muss an de Mond huelen, dass mir hei am Land weder de Waasserschutz nach den Ofwaasserschutz seriö geholl hunn an deene vergaangene Joren an dass mer dofir eben och souguer eng Strof vu Bréissel kritt hunn, déi och haut nach de Budget belaascht!

Ech denken, dass et héich Zäit gëtt, dass mer éischter iwwert d'Qualitéit vun eisem Waasser an Ofwaasser schwätzen, wéi iwwert d'Präisser. Ech denken, ech kommen och méi spéit a mengen Ausféierunge ganz kuerz drop zréck, firwat fir mech de Präis hei wierklech net méi an de Vierdergrond soll gestallt ginn, mä endlech eng seriö Ausenanersetzung iwwert d'Qualitéit souwuel vum Drénk- wéi vum Ofwaasser.

D'Gesetz huet awer missen op de Leescht geholl ginn. Meng Virriedner an de Rapporteur hunn dat ganz kloer gesot: Et waren Defiziter do a mir sinn eben net esou séier weiderkomm, wéi mer dat gehofft haten. Och déi immens héich Subventiounen, déi mer trotzdeem nach ëmmer haten, hunn net derzou gefouert, dass effektiv weder Schutzmoossnamen ëmgesat goufen nach dass Kläranlagen an där Schnellegkeet hu missen entstoen (veuillez lire: dass effektiv Schutzmoossnamen ëmgesat gi wären oder dass Kläranlagen an där Schnellegkeet entstane wären, wéi se hätte missen), fir dass dat och weidergeet. Dofir sinn Adaptatiounen duerchgefouert ginn an eppes, wat ee vu menge Virriedner virdrun zum Schluss gesot huet, wat ech och ganz staark wëll ënnersträichen, dat ass d'Adaptatioun un de Klimawandel.

Zwee Prinzipien huet de Klimawandel: Éischtens, mir mussen en eindämmen. Mir musse kucken, dass mer de Klimawandel net méi beschleunegen an dofir Moossnamen aféieren. Awer dat Zweet ass gradesou wichteg an ech mengen, déi Erausfuerderung gëtt vill méi grouss. Hei am Land spiere mer se och, mä an den Entwécklungslänner ass dat nach vill méi dramatesch, dat ass d'Adaptatioun un de Klimawandel.

A wa mer hei Héichwaasserschutz soen, ass dat och eng deels Adaptatioun un de Klimawandel, wann ech och un déi schrecklech Katastroph vum leschte Joer zréckdenken, wou wierklech e Plazreen erof komm ass. An déiselwecht Situatioun, wëll ech Iech nëmme soen, hate mir virun dräi Wochen zu Réimech, wou mer innerhalb vu 35 Minutten iwwer 35 Liter haten, wou och nach Knëppelstäng derbäi waren, esou zougaangen. An et ass e Gäertner ënnen an eisem Dierfchen, deen ënnerhalb vu siwe Minutten 1,50 Meter (veuillez lire: Waasser) a sengem Buttek stoen hat. Dat si Situatiounen, déi mer kengem wëlle wënschen, an dofir ass et wichteg, dass mer alles maachen, fir déi Adaptatioun esou gutt wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Et sinn eng Rei Adaptatioune gemaach ginn. Ech wëll déi net all widderhuelen. Ech huelen der e puer. Ech mengen, dass et ganz kloer eng Verbesserung ass, wat den Drénkwaasserschutz ugeet. Dat seet hei jiddwereen. Alleguerten d'Virriedner hunn dat an de Vierdergrond gestallt, dass déi Schutzzonen onbedéngt mussen endlech an Ugrëff geholl ginn an dass do och eng ganz Rei vu positive Moossnamen elo komm sinn, Moossnamen, fir éischtens d'Subventioun an d'Luucht ze setzen, awer och d'Leit net eleng ze loossen. Ech mengen, dat ass wichteg.

Et ass virdru vun der Landwirtschaft geschwat ginn, d'Landwirtschaft hätt immens Oplagen. Et muss een awer soen, dass d'Landwirtschaft haut awer eng ganz Rei vu positive Begleetmoossname kritt. An dëst Gesetz mécht jo och eng Ouverture, dass mer endlech och Subventiounen iwwert de Waasserfong deene kënnen zeguttkomme loossen, déi eppes Effektives maachen. Si hu wirtschaftlech Aboussen an dat soll d'Gesellschaft fir dee gudden Déngscht un der Gesellschaft och honoréieren. An dofir kënne mer dat nëmmen ënnerstëtzen, wann eng Moossnam an déi dote Richtung geet.

Natierlech ass d'Deckelung vun deem Fong (veuillez lire: néideg), well do ass eng Mass vu Suen, déi muss méiglechst gerecht opgedeelt ginn. Dofir geet dann eng Subventioun - an ech komme méi spéit dorop zréck -, déi vun de Kläranlagen, erof vu 65% op 50%. Och do sti mir als Gréng derhannert.

Ech denken, dass mir 100%eg hei zu deenen Ännerungen, oder net ech denken, mä mir stinn 100%eg zu dësen Ännerungen, well mir mengen, dass déi virgenannten Defiziter ganz kloer domadder kënne behuewe ginn.

Ech hu virdrun déi véier, fënnef Punkten ugeschwat, ech wëll déi eenzel eng Kéier ganz kuerz ofschaffen. Ech kommen dann op d'Drénkwaasser ze schwätzen. Drénkwaasser, ech mengen, dat ass och vum Rapporteur gesot ginn, wann et ee Gutt gëtt, wat mer misste schützen - a meng Virriednerin huet do souguer mat engem flotten Zitat opgehalen -, esou ass et fir mech och eng Selbstverständlechkeet, dass dat niewent der Loft, niewent dem Buedem d'Waasser ass; d'Waasser, fir ze liewen. Ech mengen, dat musse mer ganz kloer ënner Schutz stellen an dofir ass et och wichteg, dat ze maachen.

Mir hunn haut eng Produktioun - dat ass och scho gesot ginn - vun 120.000 m³ am Dag. Obschonn eis Bevëlkerung zouhëlt, esou hëlt awer de Verbrauch pro Kapp of. Et misst een awer elo eng Kéier d'Analys maachen, wou dann elo déi Pro-Kapp-Zuelen hierkommen. Ob et an deene Gemengen duerchgezu gëtt, wou e käschtendeckende Präis ass, wou en éierleche Präis ass, oder do, wou keen éierleche Präis ass. Et géif mech interesséieren, déi Analys eng Kéier ze maachen.

D'SEBES baut jo aus. Mir hunn et ënnerstëtzt, souwuel vum Stat, mir haten e Gesetz hei gestëmmt, net grad näischt, 166 Milliounen Euro investéiere mer an d'SEBES-Anlag, fir méiglechst gutt Waasser kënnen ze produzéieren. Awer och, well mer schonn am Virfeld mussen deels Pestiziden oder aner Partikelen aus dem Drénkwaasser, dem Uewerflächewaasser eraushuelen, well mer kee Schutz virdrun hunn, soudass mer am Nachhinein - dat ass déi „end of pipe"-Mentalitéit - immens mussen investéieren, fir dat ze maachen. Dofir ass et wichteg, dass mer d'Drénkwaasser direkt ënner Schutz huelen.

Et ass jo awer och traureg, dass mer déi lescht Joren hu misse Quellen zoumaachen - Quellen zoumaachen! -, well mer deels Pestiziden, Nitrater an ech weess net wat nach alles fonnt hunn, Metazachlor. Dir kennt déi ganz Diskussioun, déi mer doriwwer haten. Dofir ass et e Schutz, deen onbedéngt éischt Prioritéit muss kréien, an dofir kënne mer dat nëmmen ënnerstëtzen! An dofir sollte mer net de Bauer an den Eck stellen. Mir hëllefen him jo, dat esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen.

Et ass ëm déi Drénkwaasserschutzzone gaange virdrun an der Erklärung. Fënnef sinn der ausgewisen, siwe sinn der praktesch duerch a virun enger Woch oder zwou Woche sinn der nach eng Kéier dräizéng am Regierungsrot ugeholl ginn. Ech mengen, dass mer elo dee Retard lues a lues (veuillez lire: opschaffen), wëssend, de Rapporteur hat et gesot, 80 musse mer der ausweisen, an dat sinn der nach ganz vill. Ech mengen, et ass vun 10% vun der Landfläch geschwat ginn. Mä déi 10% sinn awer net onbedéngt bei de Baueren oder an der Landwirtschaft ze sichen. Et sinn der och ganz vill an de Bëscher respektiv souguer och an de bebauten Zonen an et ass do, wou de Schutz ganz prioritär muss ugesat ginn.

Et ass gesot ginn: „D'Primme ginn an d'Luucht", och schonn am PDR. Et muss een och soen, am PDR, dat heescht, am Gesetz vun der Landwirtschaft si scho Moossnamen do, fir dat ze ënnerstëtzen. Ech wëll drun erënneren: Virun 30 Joer ass déi Moossnam schonn a Bayern duerchgefouert ginn, d'Stadtwerke München hu scho virun 30 Joer e Kontrakt mat hirer Landwirtschaft gemaach, fir dat Einzugsgebitt vun hire Quellen esou gutt wéi méiglech ze schützen. An deemools ass dee Projet an d'Liewe geruff ginn, fir déi duerch eng aner Bewirtschaftung, awer och duerch Transfergelder, déi aus dem Drénkwaasser a Richtung vun der Landwirtschaft gaange sinn, ze ënnerstëtzen.

Da kommen ech zu de Kläranlagen. Dat war en zweete Punkt, wou mer - an dat ass och scho virdru gesot ginn - e wahnsinnegen Defizit awer hunn. Ech mengen, et ass awer schonn traureg, dass mer all Dag 2.800 Euro mussen op Bréissel schécken, well mer en Defizit do hunn. An ech wëll do op kee mam Fanger weisen. Ech weisen op meng eege Stiedchen: Mir hunn zwanzeg Joer gebraucht, bis mer e Standuert fonnt hunn, fir eng Kläranlag ze bauen. Ech kucken net op..., neen, mir kucken op eis selwer. Dofir, mir hate laang genuch d'Moyenen, fir déi Kläranlagen ëmzesetzen.

Mir hunn elo endlech eng Kläranlag op der Uewermusel, déi Réimech zesumme mat Schengen a mat Pärel bedreift, also déi vun der anerer Säit. Dat heescht, mir hu probéiert, dee Projet grenziwwerschreidend duerchzezéien, mä mir hunn awer zwanzeg Joer gebraucht! Mir hunn et net fäerdegbruecht, zu Lëtzebuerg en Terrain ze fannen, dofir si mer op eemol an Däitschland eriwwergaangen, fir deen Terrain ze fannen. Dat ass awer en Defizit, deen an der Kompetenz vun de Gemenge louch. Dat war, well keng Gemeng dat deemools wollt iwwerhuelen. Dofir däerf een haut net soen, dass mer elo bestrooft gi vum Stat, dass d'Gemengen net séier genuch gaange sinn.

Mir haten Zäit, ausräichend Zäit, an ech si frou, dass d'Ënnermusel zu Maacher - de Kolleeg Buergermeeschter ass de Moment net heibannen -, mä och zu Maacher si mer endlech esou wäit, dass déi Ënnermusel, sämtlech aner Gemenge vun der Musel kënnen ugeschloss ginn, soudass mer deen Defizit (veuillez lire: behuewen hunn). Et war ni eng Prioritéit op der Musel, eng Kläranlag ze bauen. Et huet ee jo ëmmer gemengt: „Oh, déi Musel ass grouss genuch, die wird es schon richten." Dat gi mer da weider, wëssend, dass déi Däitsch an d'Hollänner mussen aus der Musel respektiv aus dem Rhäin hiert Drénkwaasser eraushuelen. Dofir ass dat net verantwortungsvoll vis-à-vis vun deene Länner. Dofir ass et wichteg, dass mer endlech op deem Punkt noginn.

Dass haut déi Subventiounen erofginn, dat kënne mer ënnerstëtzen, well et ass virdrun erkläert gi vum Här Kaes, dass mer och en Deel scho kënnen ofschreiwen. Dat ass och esou. An deen aneren Deel iwwerhuele mer do vun de Bierger, andeems mer soen, de Pollueur-payeur-Prinzip gëtt ugewannt, net nëmme bei de Bierger, mä bei de Secteuren, bei der Industrie, soudass mer e käschtendeckenden an och neutrale Gesiichtspunkt innerhalb vun der Gemeng hunn. An dofir ass et nëmme richteg, dass mer déi Applikatioun hei gemaach hunn.

Et muss een awer och derbäisoen, dass mer awer, an dat war d'Diskussioun an der Kommissioun, déi Iwwergangszäit, an do kann de Vertrieder vun der CSV jo awer och zoustëmmen, deen Delai vun 12 Méint op 24 Méint an d'Luucht gesat hunn, fir d'Dossiere fäerdeg ze kréien. En ass virdrun an dem Detail op déi Opschaffung vun deenen Dossieren agaangen. Ech denken, dass déi Grenz vun 12 op 24, also dass mer elo 24 Méint Zäit kréien, fir dat ëmzesetzen, ass genügend. An ech mengen, dass dat endlech och deen néidegen Drock wäert ausüben, dass mer eis Responsabilitéiten op Gemengenniveau iwwerhuelen an dass mer deen Defizit, dee mer wierklech 20, 30 Joer do haten, endlech kënnen opschaffen.

An da wëll ech iwwergoen op dee Secteur, deen elo derbäikomm ass, wou gesot gëtt, jo, dat ass dann d'Recuperéierung op aner Beräicher wéi den Haushalt. An ech hu mer awer d'Méi gemaach, ech hunn d'Statec-Analys geholl an ech hunn de Wuerekuerf eng Kéier analyséiert, de Wuerekuerf, wivill mir alleguerten hei an der Moyenne, wuel gesot an der Moyenne, ausgi fir eist Drénkwaasser an d'Ofwaasser. An dat gëtt jo gerechent op Promill, et si 718 Punkten, déi de Wuerekuerf beinhalten. A fir d'Waasser an deene ganze 718 Punkte si genau 5,3 Punkten opzeweisen. Fir d'Ofwaasser sinn et 2,2 Punkten.

Ech wëll Iech nëmme soen, mir hate vill Diskussiounen hei an der Chamber iwwert de Kaffi, Téi an esou weider. Fir de Kaffi an den Téi, vläicht sinn et déi Kapselen, déi dat esou deier maachen, do gi mer haut schonn 2,3 Punkten aus an der Tabell vun dem Statec, fir eise Konsum ze decken. Dat heescht, fir de Kaffi gi mer méi aus a mir reegen eis do net op, wat mer do ausginn. Fir d'Drénkwaasser an d'Ofwaasser zesumme sinn et ëmgerechent a Prozenter 1,04%. Ech wëll dat net bewäerten. Ech wëll just nëmme soen de Fakt, d'Tatsaach, dass et wierklech homeopathesch ass fir d'Waasser, en Drénkwaasser oder e Gutt, e Liewensmëttel.

Et ass kee Liewensmëttel, wat esou propper ass, esou oft iwwerpréift a kontrolléiert gëtt vun de staatlechen Instanzen a vun de Gemengen. An all Gemengepappen a -mamme sinn esou responsabel vis-à-vis vum Drénkwaasser, dass se alles (veuillez lire: maachen), Dir wësst, dee Chaos, deen entsteet, dat héiert ee jo iwwert d'Medien, wann emol d'Drénkwaasser huet missen zougemaach ginn an et ass kee Responsabelen an deem Beräich, dee sech wëllt op den Hutt schreiwe loossen, dass en do eppes falsch gemaach huet.

Dofir mengen ech, dass mer dat endlech musse relativéieren, wat eist Drénkwaasser wäert ass, an dofir mengen ech, dass et e gudde Rappell ass, eng Kéier hei haart an däitlech ze soen, wat dat ass.

Sécher seet ee mer: Et ass kloer, et ass eng Moyenne. Jo, mir wëssen och, dass do am sozial schwaachen Akommes en Defizit ze sichen ass. Mä do mengen ech awer, an dat hunn ech an den Diskussioune vun dem viregte Gesetz 2008 nogelies, deemools stoung an de Rapporte ganz kloer, déi sozial Moossnamen, d'sozial Instrumenter sollen esou agesat ginn (veuillez lire: esou agesat ginn, dass dat sech ausgläicht). Et gëtt vun den Allocations de vie chère geschwat. An an all deene Gemengen, wou ech nokontrolléiert hunn, wou ee käschtendeckende Waasserpräis ass, sinn och d'Allocations de vie chère vun deene jeeweilege Gemengen esou an d'Luucht gesat ginn, dass et deenen entgéintkënnt, déi et wierklech néideg hunn. An dat ass och dat, wat ganz wichteg ass.

Dat sinn déi Punkten, déi aus eiser Siicht, mengen ech, begrënnen, firwat mir hei zu dësem Gesetz stinn, firwat mir dat hei zu 100% ënnerstëtzen. Ech mengen, dass net alles ëmmer 100%eg ass. Ech mengen, dass d'Richtung (veuillez lire: stëmmt), an dat ass dat Wichtegst, dass mer d'Drénkwaasser insbesondere richteg ënner Schutz huelen iwwert de Waasserschutz. Ech wëll net déi Prozenter nennen, well déi sinn och erschreckend. Wéi ass et? 2% vun eisem Uewerflächewaasser sinn an der Rei! Ech mengen, eleng déi Zuel mécht d'Importenz an och d'Urgence vun dësem Gesetz däitlech.

Da kommen ech zum Schluss, an do wëll ech awer och gären op den Héichwaasserschutz kommen. Ech kommen aus enger Stiedchen, déi iwwert d'vergaange Jorzéngten, Jorhonnerten ëmmer geplot war mam Héichwaasserschutz oder mat Héichwaasser. Sécherlech, d'Héichwaasser, esou wéi et soss war, näämlech dass et an deene grousse Flëss eriwwerkomm ass, wäert sech reduzéieren, well et kënnt éischter an deene klenge Baachen, well d'Wieder ganz anescht ass. Wa mir kee Schnéi an de Vogesen hunn an och net dee Reen, deen am Fréijoer war an de Schnéi dann entspriechend zum Schmëlze bruecht huet, da kréie mir och keen Héichwaasser.

Dat heescht, mir wäerten dat awer wohlwollend op der Musel, mä net nëmmen op der Musel, ophuelen, dass den Héichwaasserschutz, esou wéi dat an Däitschland och de Fall ass, mat 90% subventionéiert gëtt. Awer gradesou wichteg ass d'Renaturéierung. Et ass näämlech dat, wat et wichteg mécht, dass dat Waasser do opgeholl gëtt, wou et sech ausdeene kann, an dass déi Flächen dann och zu 100% ënnerstëtzt ginn an och subventionéiert an dass net nëmmen déi staatlech oder kommunal Institutiounen, mä dass awer och d'Privatleit, déi an deem Fall sinn, kënnen déi Ausweisung maachen an awer och déiselwecht Subventionéierung kréien.

Dofir kann et nëmmen en duebele Jo sinn - de Rapporteur hat schonn eng Kéier de Jo gesot - vun der grénger Fraktioun, awer och mäin Onversteesdemech, firwat déi gréissten Oppositiounspartei - woubäi et hiert Gesetz ass, dat deemools op de Wee geluecht ginn ass - haut dëst net kann ënnerstëtzen. Et ass e Bedaueren, mä trotzdeem si mir frou, dass mer hei, déi grouss Majoritéit an déi richteg Richtung geet. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kox. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Effektiv, et ass schonn e puermol hei de Mëtteg gesot ginn, spéitstens déi klimatesch Verhältnisser aus deene leschte Wochen a Méint hunn erëm eng Kéier ganz kloer de Bewäis erbruecht, wéi wäertvoll Waasser ass. Och wann et gëscht an haut e bësse gereent huet - mä dat ass nëmme Gekëddels fir d'Natur -, hu mer awer spéitstens elo gemierkt, wat de feelende Ree vun negative Konsequenzen net nëmme fir d'Landwirtschaft, mä virun allem awer och fir eis Gewässerleef ka mat sech bréngen.

Ech wëll drun erënneren, datt am leschten hydrologesche Wanter zum Beispill nëmmen 251 Millimeter Ree gefall sinn. Dat waren nëmme 55% vun der Moyenne. Am Mee dëst Joer sinn 39,7 Millimeter gefall an do läit u sech normal d'Moyenne bei 77,3. Och an de leschte Wochen, wéi gesot, huet et praktesch guer net gereent.

Et ass just eemol méi ze bedaueren, datt esou Situatioune musse kommen, fir datt mer eis eemol méi erëm Gedanke maachen, wat dann de Wäert vum Waasser ass, datt mer eis wierklech Froe stellen, wéi mer d'Qualitéit vun eise Gewässerleef verbessere kënnen. Well dat misst u sech eng Konstant sinn. Mir missten eis u sech all Dag d'Fro stellen: „Wéi kënne mer d'Waasser méi respektéieren?" Mä et ass wéi oft am Liewen, datt, wann et engem gutt geet, ee ganz séier déi Zäiten ignoréiert, wou et engem manner gutt geet.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg ganz seriö Problemer mat der Qualitéit vun eise Gewässer. Wann een do d'Statistik kuckt, da musse mer eis net onbedéngt bretzen. Mir hunn u sech keen Iwwerflächegewässer - ech soen dat ganz kloer nach eng Kéier hei -, keen Iwwerflächegewässer, wat de Prädikat „ganz gutt" verdéngt. 23% weisen eng onbefriddegend Qualitéit op an 8% hunn esouguer carrement de Prädikat „schlecht" verdéngt. A wann een dann och de chemeschen Zoustand vun eise Gewässer kuckt, dann ass u sech praktesch kee Gewässer hei vu Lëtzebuerg, wat déi noutwendeg Normen erfëllt.

A wa mer dann och déi berüümte Waasserramerichtlinn eng Kéier analyséieren, wou mer jo schonn e puermol, kann ee soen, Rallongë gefrot hunn, da weess een, datt mer bis d'Joer 2027 op Basis vum Artikel 4 eis Gewässer mussen an en anstännegen Zoustand bruecht hunn. Ech wëll net onbedéngt e schlechte Prophéit oder negative Prophéit fir d'Zukunft sinn, mä ech géif elo scho bal all Wett mat agoen, datt mer dat och bis dohinner net wäerte fäerdegbréngen.

Jiddefalls als Fazit kann een direkt soen: Et mussen hei zu Lëtzebuerg nach enorm Efforte gemaach ginn, fir souwuel d'Qualitéit vun eise Gewässerleef wéi awer gegebenenfalls och d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser ze verbessere. Duerfir ass et, wéi gesot, och ze begréissen, datt mer haut eng Upassung vum Gesetz vun 2008 virhuelen, och wann een oder deen anere Punkt natierlech zu méi Diskussioune wäert Ulass ginn an och vläicht net onbedéngt iwwerall zur gréisster Zefriddenheet wäert geléist ginn.

Eppes ass ganz kloer an deem neie Gesetz: Ee wesentleche Punkt ass eng nei Tarifikatioun. Mir féieren eng nei Kategorie an, eng véiert Kategorie. Dat ass den Horeca-Secteur respektiv d'Campingen. Effektiv, dat ass hei scho gesot ginn, déi hunn natierlech saisonal Schwankungen an dowéinst menge mir och als Demokratesch Partei, datt et richteg ass, fir hei en zousätzleche Secteur virzegesinn.

Wa Waasser fir kommerziell Zwecker genotzt muss ginn, muss een natierlech aner Iwwerleeunge spille loossen. Ech wëll allerdéngs direkt hei ënnersträichen, datt dat awer net onbedéngt e Fräifaartsschäi soll sinn, fir Waasser einfach esou ze benotzen, mä och Waasser muss an deem Beräich ganz kloer mat enger grousser Virsiicht genotzt ginn an et muss virun allem gespuert ginn.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier op den Artikel 4 hiweisen, dee méi direkt och d'Landwirtschaft betrëfft. Nun, als President vun der Agrarkommissioun ass een natierlech frou, datt hei versicht gëtt, och am Interêt vun der Landwirtschaft eng Rei Decisiounen zréckzebehalen, virun allem déi zum Beispill, wa Véi op der Weed ass a se saufen do Waasser aus dem Trach, dat elo aus engem Flosslaf genotzt gëtt, datt dat u sech net méi verrechent gëtt, wat eng positiv Entwécklung ass, wat och kann derzou bäidroen, datt och eenzel Bauere vläicht éischter derzou animéiert ginn, fir hiert Véi net méi d'ganzt Joer am Stall stoen ze loossen, mä fir et emol eng Kéier op d'Weed eraus ze loossen.

Da si mer natierlech ganz séier bei der Diskussioun vum Waasserpräis. Do gëtt et u sech natierlech tëschent der Regierung an der CSV, ben, fundamental Differenzen. Woubäi ech haut aus dem Mond vun dem CSV-Spriecher net direkt héieren hunn, datt e sech och derfir

agesat huet, fir en eenheetleche Waasserpräis fir d'Menagen duerch d'ganzt Land ze fuerderen. Dat ass eng Fuerderung, déi awer ëmmer erëm hei vun CSV-Spriecher, an ech ginn dervun aus, en huet jo awer dann och d'Mandat vun der ganzer Partei, gemaach gouf, datt soll am ganze Land en eenheetleche Waasserpräis fir d'Menagen elo festgehale ginn.

Ech wëll ganz däitlech hei ënnersträichen, datt dat eng Fuerderung ass, déi op daf Ouere bei der Demokratescher Partei fält. Mir als DP hunn do eng aner Approche. Mir sinn der Meenung, datt een net soll en eenheetleche Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg aféieren, virun allem aus dräi Haaptgrënn:

Éischtens emol ass et en direkten Agrëff an d'Tariffautonomie vun de Gemengen. An ech mengen, Dir sidd jo awer och eng Partei, déi sech ëmmer fir d'Autonomie vun de Gemengen asetzt.

Dann däerf een awer och net vergiessen, datt d'Käschte fir d'Berechnung vum Waasserpräis awer vu Gemeng zu Gemeng enorm variéiere kënnen, woubäi ech Verständnis hunn, datt natierlech eng kleng Landgemeng, wat eleng de Reseau ubelaangt, vill méi Ausgaben a priori huet. Mä duerfir huet awer eng aner Gemeng op där anerer Säit och aner Depensen, déi eng kleng Landgemeng net huet.

An dann ass et virun allem ee Punkt, ee wesentleche Punkt, dat ass deen, wa mer en eenheetleche Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg aféieren, da beloune mer an éischter Linn déi Gemengen, déi e bëssen de Luusspätter spillen, déi net gewëllt sinn, grouss Investissementer ze maachen am Interêt,...

(Interruption)

...dach, dach, grouss Investissementer am Interêt vum Waasserschutz ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat ass fir eis e wesentleche Punkt, firwat datt mir zum Beispill als Demokratesch Partei géint en Eenheetswaasserpräis sinn. Mir sinn der Meenung, de Prinzip vum Pollueur-payeur soll och um kommunale Plang seng Berechtegung hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass natierlech och besonnesch den Artikel 5 vun dësem Gesetz ganz interessant. Hei geet et jo natierlech ëm d'Kompetenz vum Waasserschutz. Déi ass laut dem aktuelle Stand natierlech bei de Gemengen ugesidelt. D'Gemenge si responsabel, fir d'Klärung vun den Ofwässer virzehuelen. Et ass duerfir an eisen Aen trotzdeem inakzeptabel, datt et awer nach ëmmer déi eng oder déi aner Gemeng duerch d'Land gëtt, déi mengt, dat wier esou e klenge Kavaléiersdelikt, wann een net géif déi néideg Efforte maachen, fir d'Ofwaasser anstänneg ze klären.

Ech muss och éierlech soen, ech war awer liicht verwonnert - liicht verwonnert, fir net méi ze soen! -, datt de Vertrieder vun der CSV, an ech gi jo dervun aus, datt dat och d'Meenung vun der ganzer Partei ass, hei awer reng präislech Iwwerleeungen an de Vierdergrond gesat huet vis-à-vis vun der Qualitéit...

Une voix.- Bravo! Exzellent!

Une autre voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ...vun eise Gewässer. Bon, d'CSV muss dat da mat sech ofmaachen.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Dat ass net richteg!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech, wéi gesot, mengen awer nach ëmmer, datt, och wann d'Gemengen d'Responsabilitéit hunn - doriwwer kann een diskutéieren, ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, d'Gemengen hei awer eng grouss Responsabilitéit hunn an datt net a priori nëmmen de Präis däerf ausschlaggebend sinn, wann et ëm d'Qualitéit vun eise Gewässer geet.

Dowéinst, wéi gesot, datt elo an dësem Gesetz virgesinn ass, datt eng gewësse Penalitéit, Sanktioun vis-à-vis vun eenzelne Gemenge kënnt, déi et an engem Zäitraum vun dräi Joer nach ëmmer net fäerdegbréngen, fir hir mechanesch Kläranlagen duerch eng biologesch ze ersetzen, datt déi doduerch mussen eben d'Taxe de rejet 100% verdeiert kréien, fannen ech awer eng ganz valabel, richteg Decisioun. Well et soll een elo net soen: „Am Zäitraum vun dräi Joer kann ech net ëmsuedelen." Well dee Problem ass jo awer net eréischt zënter dräi Joer bekannt!

(Brouhaha)

De Problem ass zënter Jorzéngte bekannt. Zënter Jorzéngte bekannt! Hei solle mer elo net eng Gemeng géint déi aner ausspillen. Mä mir wësse jo awer, datt et eenzelner gëtt, déi mengen, et wier méi wichteg, en deieren, schéine Centre culturel ze baue wéi emol eng anstänneg, effikass Kläranlag. Dat ass eng politesch Decisioun. Mä da brauchen déi Gemengen...

(Brouhaha)

Da brauchen déi Gemenge sech awer och net ze wonneren, wann elo emol eng Kéier de Stat higeet a seet: „Sou, elo geet et duer, elo zéie mer emol e bëssen d'Schrauf zou, an da bezuelt Der eben elo eng Taxe de rejet, déi méi héich ass!"

Datselwecht gëllt och fir déi Moossnameprogrammer. An déi Moossnameprogrammer...

Une voix.- Vu wat fir engem Programm schwätzt Der do, Här Graas?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Déi Moossnameprogrammer sinn och net onbekannt. Déi si schonn zënter Jore vum Stat festgeluecht, an zënter Jore kréien d'Gemengen déi matgedeelt an zënter Jore ginn d'Gemengen en Avis of an zënter Jore wëssen d'Gemengen och, wat op se duerkënnt.

(Interruption)

Ech wëll allerdéngs, ech si jo selwer e klenge Kommunalpolitiker. Et ass e bëssen eng Autokritik. Woubäi ech awer kann dann...

(Hilarité)

Woubäi ech awer dann däerf soen...

Une voix.- Maacht lech net méi kleng, wéi Der sidd!

M. Gusty Graas *(DP)*.- ...- hei sinn der jo zwee, déi mech kontrolléieren -, datt zumindest meng Gemeng op deem Niveau net onbedéngt sënnegt.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Graas, den Här Kaes wollt eppes soen. Oder hutt Der léiwer, wann en zum Schluss vun Ärer...?

Une voix.- An der Froestonn!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Also, ech weess, datt den Här Kaes ëmmer ganz pertinent Froe stellt, duerfir däerf en déi selbstverständlech roueg stellen.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt u sech just nëmmen den Här Graas froen, ob hien net gutt nogelauschtert huet, wéi ech déi Saach erkläert hu vun den 1,74 Euro, wou ech gesot hunn, datt déi Gemengepappen a -mammen, déi eben net begeeschtert sinn, deen neidegen Invest hei ze maachen, datt déi u sech nach encouragéiert ginn. An datt mer dat net gutt fannen, hunn ech och nach derbäigesot - net gutt fannen! -, wann een do net seng Responsabilitéit als Gemengeverantwortlechen iwwerhëlt.

Et kann ee mer net hei ënnerstellen, ech hätt versicht, déi och nach iergendwéi a Schutz ze huelen. Et geet ganz kloer drëm, datt effektiv déi, déi sech schwéierdinn, an där Hisiicht eppes ze maachen, datt déi effektiv och nach encouragéiert ginn, well se maximum eng Charge vun 1,74 Euro pro m³, laut deene Sanktiounen, kënne kréien iwwert d'Taxe de rejet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här Kaes, Dir hutt mir da wahrscheinlech och elo net richteg nogelauschtert, well ech ganz kloer gesot hunn: „Déi Problematik do ass net vun haut an déi ass net vu gëscht." Och déi Gemenge wousste scho joren-, jorzéngtelaang, datt se enorm Retard hunn, a se hunn sech all déi Joren derlaanscht gedréckt a si hu gemengt, et wier keng Prioritéit, an de Gewässerschutz ze investéieren.

Da brauche se sech net ze wonneren, datt eemol den Dag kënnt, wou ee seet: „Elo, wann ech gelift, elo musst Der reagéieren, oder Dir musst eng gewësse Penalitéit entriichten!" Also ech mengen, dat kënne mer net falsch maachen. Et wier net fair, an ech wëll dat och net maachen, hei eng Gemeng géint déi aner auszespillen. Mä mir wëssen, mir wësse ganz kloer, datt de Gewässerschutz an där enger Gemeng eng Prioritéit huet an an där anerer Gemeng eng manner grouss Prioritéit huet.

Bon, wat eben, wéi gesot, elo de Gesetzesprojet u sech ubelaangt, si mir grosso modo mat deene meeschte Punkten d'accord. Et ass ee Punkt, wou ech herno nach kuerz wäert drop zréckkommen. Ënner anerem ass jo elo virgesinn, wat eng Evidenz ass, datt et verbueden ass, geféierlech Substanzen an d'Waasser ze rejetéieren. Jo, mir fuerderen allerdéngs, datt do eng gewësse Proportioun respektéiert gëtt, wann et erlaabt ass, déi kleng Remarque hei ze maachen.

Wa mer schonn de Fëscher penaliséieren, well en en halleft Pond Fudder ze vill an d'Waasser geheit, wat zum Deel och net ganz falsch ass, da wëll ech awer op där anerer Säit hunn, datt och dann déi Betriber, déi Gemengen, déi awer och problemlos eppes an d'Waasser ofloossen, wat net garantéiert ass, datt déi dann och mat därselwechter Verve vläicht an Zukunft wäerten dee Moment sanktionéiert ginn.

Datt mer an Zukunft och verstäerkt mussen op alternativ Energië setzen, ass evident. Dat ass en Thema, deen andauernd och hei zur Diskussioun steet, zu Recht. Da si mer natierlech och bei dem Waasser. Wéi wäit kënne mer Waasser notzen, zum Beispill fir Elektresch ze produzéieren? Och do muss een allerdéngs realistesch sinn. Notze vu Waasser, fir zum Beispill Stroum hierzestellen, bréngt och nei ekologesch Problemer mat sech. Wat heescht dat? Dat heescht, en Agrëff an d'Morphologie vun engem Gewässerlaf. Och dat däerf een natierlech net ignoréieren.

Mir wëssen, datt dat zu enger Rei vu Problemer op de Gewässerleef féiert. Dat ka grav Konsequenzen och fir d'Biologie vun engem Gewässerlaf hunn. Dowéinst soll een dat och ëmmer mat enger gewëssener Reserv gesinn. A mir bleiwen nach wie vor der Meenung, Jo zur Notzung vum Waasser, fir alternativ Energie ze produzéieren, awer Neen, wann et gläichzäiteg zu enger Zerstéierung vun enger natierlecher Morphologie vun engem Gewässerlaf féiert.

Dat bréngt mech dann natierlech och zu engem wesentlechen Aspekt vun dësem Gesetz, dat ass d'Renaturéierung. An och do muss ee ganz éierlech sinn. Mir hunn - a wann ech soen „mir", dann ass dat parteiiwwergräifend, well et ass ëmmer nach d'Politik, déi responsabel ass -, mir hunn enorm gesënnegt do an deene leschten, ech soen net an deene leschte Joren, ech soen och net an deene leschte Jorzéngten, mä ech ka roueg soen, an deem leschte Jorhonnert. Do sinn effektiv ganz vill Gewässerleef haart verbaut ginn, déi natierlech Struktur ass zerstéiert ginn. An et gëtt bal keng Gemeng, bal keng Gemeng am Land!, déi net ka soen, datt och op hirem Gebitt nach iergendwéi eng Baach oder e Gewässerlaf haut an enger onnatierlecher Struktur sech presentéiert. Dat däerf, dat kann net méi sinn!

Wat mer näämlech oft ënnerschätzen, dat ass virun allem awer och déi Stäerkt vun der Selbstrengegungskraaft, déi entsteet, wa mer erëm e Gewässerlaf an eng natierlech Morphologie zréckversetzen. An heiansdo freet ee sech: Firwat hu mer net de Courage, fir dat méi ze maachen? Well mer eben nach ëmmer dat Denken hunn, et muss alles propper sinn, et muss alles riicht gezu sinn. Dat muss der Vergaangenheet ugehéieren.

Duerfir fannen ech et och ganz gutt an dësem Gesetzesprojet, datt elo zum Beispill och Privatpersounen, datt zum Beispill och Gesellschaften, elo eligibel sinn, wa se e Projet eraginn. Da kann, wéi gesot, och eng Renaturéierung op déi Manéier gemaach ginn. Dat wäert och vill Leit dozou incitéieren, fir endlech och méi aktiv op deem Gebitt ze ginn. Ech denken zum Beispill och u Besëtzer vu Millen. Wou, an der Zäit, ech verstinn dat och, do war en aneren Zäitgeescht, do sinn Däicher amenagéiert ginn, do si Kanäl amenagéiert ginn. Mä dat huet enorm vill Schued un de Gewässerleef mat sech bruecht. Datt mer déi Leit also haut verstäerkt ufänken ze ënnerstëtzen, wa se bereet sinn, och déi Barrièren eng Kéier opzehiewen, ze zerstéieren. An dat ass e wesentlechen Aspekt och vun dësem Gesetz.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill elo ronn 21 Projeten an der Planung sinn. 5,9 Millioune goufen an deene leschten dräi Joer do fir d'ekologesch Duerchwanderbarkeet investéiert. Dat sinn iwwregens Informatiounen aus enger Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Änder Bauler gestallt hat. An et ass och richteg, datt mer op deem Wee weiderginn.

Natierlech befanne mer eis do permanent an engem gewëssene Spannungsfeld tëschent privaten Interessen an och allgemengen Interessen. An da si mer och bei der Duerchwanderbarkeet vun eise Gewässerleef, déi nach enorm vill Defiziter opzeweisen huet. An datt do nach eng Rei Aarbechte musse gemaach ginn, ass net méi wéi normal.

A wat oft vergiess gëtt bei der Renaturéierung, mä dat ass awer och dee positiven Impakt, deen et op d'Iwwerschwemmungsgeforen huet. Dat gëtt jo vill ze vill oft ënnerschat. Wa mer Gewässerleef renaturéieren, huet dat och e positiven Impakt, wéi gesot, op d'Iwwerschwemmungsgeforen. Ech erënneren hei zum Beispill un den Iernzdall. Et gëtt elo gläich e Joer, datt do déi extrem Katastroph war. Duerfir ass et och gutt, datt elo déi Iwwerschwemmungskaarten do eng legal Basis kréien, datt se och méi respektéiert ginn, bei der Ausweisung vun den neie Lotissementer zum Beispill.

Richteg ass och, datt an Zukunft Bebauungszonen oder Zonen, déi an der Zone différée sinn, déi solle reklasséiert ginn, datt déi nëmmen däerfe reklasséiert ginn zum Beispill fir en nei Lotissement, wann a priori garantéiert ass, datt och déi néideg Waasserinfrastrukture garantéiert sinn.

An ech wëll elo net nëmmen op d'Waasserversuergung ze schwätze kommen. Ech bleiwen och der Meenung, datt keen, awer och wierklech kee Lotissement méi dierft hei am Land autoriséiert ginn, wann net a priori wierklech garantéiert ass, datt och d'Ofwässer op eng anstänneg Aart a Weis kënnen herno un eng Kläranlag ugeschloss ginn an och deementspriechend kënne gekläert ginn.

Dat bréngt mech och dozou, zum Beispill iwwert d'Flosspartnerschaften nach e Wuert ze verléieren. Mir hunn där e puer am Land, déi eng ganz gutt Aarbecht maachen. Ech gesinn dat souguer als komplementar zu der staatlecher Aarbecht, déi um Niveau vum Environnement, vun der Administration de la gestion de l'eau gemaach gëtt. Do entsteet eng eegen Dynamik. An dat ass och gutt esou. Déi Leit hunn heiansdo vläicht méi Fräiraum.

Datt dat elo nach ausgedeent gëtt op d'Iwwerschwemmungszonen, dat ass och ganz kloer ze verstoen. Woubäi een och ka soen, et kënnen net déi zwou Partnerschaften an enger zesummefléissen. Well, sech fir eng Flosspartnerschaft asetzen, heescht fir mech awer automatesch, sech gläichzäiteg och mat dem Volet vun der Iwwerschwemmungsproblematik auserneenzesetzen.

Dann natierlech d'Quelleschutzzonen. Jo, déi sinn hei de Mëtten natierlech och schonn e puermol ugeschwat ginn. Och do, soen ech ganz éierlech, brauche mer eis awer wierklech net ze bretzen. Ech erënneren nach eng Kéier un e Gesetz hei vum 27. Juni vun 1906. Ech war ni gutt an der Mathematik, ech mengen, et sinn 111 Joer hier.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Gutt drun erënnert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo. Mir zwee waren derbäi.

(Hilarité)

Also, wann ech awer kucken, wat mer an deenen 111 Joer erreecht hunn, da brauche mer eis awer wierklech keng Medail unzespéngelen. Mir hu praktesch guer näischt erreecht!

Ech muss awer soen, datt zumindest ënnert dëser Regierung eng nei Dynamik entstanen ass.

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Dat ass perfekt.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dat ass och richteg, datt elo effektiv emol Bewegung an deen Dossier komm ass, datt nei Quelleschutzzonen ausgewise goufen. An dat ass jiddefalls ee Meritt, dee mer och ze schätze wëssen.

(Brouhaha)

Jiddefalls, déi Quelleschutzzonen, déi gi jo an dräi Kategorien agedeelt. Ganz kloer ass, et muss fir déi immediat Quelleschutzzonen an Zukunft eng Nulltoleranz ouni Zweifel gëllen. Well iwwert d'Grondwaasserqualitéit kënne mer eis jo ganz vill hei ausloossen. An et si Leit heibannen, déi Experte sinn op deem Gebitt. Ech mengen, déi géife mer awer net widderspriechen, wann ech géif soen, datt eist Grondwaasser hei zu Lëtzebuerg extrem héich Problemer huet.

Dann, wa mer scho beim Drénkwaasser sinn, wéi gesot, si mer och ganz séier beim Stausei vun Esch/Sauer, iwwert deen och villes ze soe wier. An dësem Gesetz ass jo ënner anerem och virgesinn, datt zum Beispill elo Booter, déi um Stausei do ronderëmdreiwen, ouni datt de Proprietaire sech drëms bekëmmert - do soen ech ganz éierlech: Dat muss der Vergaangenheet ugehéieren! -, datt mer hei ganz kloer Linne festsetzen, wéi dat an Zukunft soll geréiert ginn, dat ass net méi wéi richteg.

Den Artikel 19 vun dësem Gesetz, dee verfeinert dann den Artikel 46 vum besteeënde Gesetz. Hei geet et jo ëm d'Ausweisung vu Waassermassen, déi kënne genotzt ginn, theoretesch, zum Beispill fir d'Produktioun och vun Drénkwaasser. Mir hunn dee ganz grousse Privileeg hei zu Lëtzebuerg, datt mer jo praktesch kënnen aus dem Volle schëpfen, wéi een esou schéi seet op Lëtzebuergesch.

Mä op där anerer Säit däerf een net ignoréieren, datt vläicht awer an enger noer Zukunft, an d'Experte soen, esou ab 2025, 2030, sech och Problemer kéinte bei der Versuergung vum Drénkwaasser astellen. Datt mer eis dann awer och elo scho mussen eeschthaft Gedanken maachen: Wéi kënne mer eng Versuergung vun

der Populatioun a vun der Industrie och garantéieren? Et gëtt sech Gedanke gemaach: Wéi kënne mer aner Alternative sichen?

Ënner anerem soen d'Experte jo och, datt ee gegebenenfalls kéint Drénkwaasser aus der Musel produzéieren. Deen éischte Moment gesäit een dat e bëssen als futuristesch an illusoresch un. Technesch ass dat mat Sécherheet vläicht méiglech. Mir mussen allerdéngs eis och bewosst sinn, a mäi Virriedner, den Här Kox, ass schonn drop agaangen - d'Musel huet jo net onbedéngt de Ruff vun engem ganz kloren a proppere Gewässer -, datt do gewëssen Efforte gemaach gi sinn, mä mir wëssen awer och, datt d'Musel nach ganz grouss Problemer kennt, ënner anerem wat d'Temperatur ubelaangt, bedéngt och duerch d'Killwaasser vu Cattenom.

Mä zu dësem Zäitpunkt ass et awer och wichteg, datt mer eis Gedanke maachen: Wéi soll eis Drénkwaasserversuergung an 20, 30 Joer ausgesinn?

Dann natierlech wëll ech awer zum Schluss virun allem op dee Punkt ze schwätze kommen, deen, net zu Onrecht, soen ech ganz éierlech, zu villen Diskussioune gefouert huet an och nach wäert féieren. De Syvicol huet sech ganz kritesch do geäussert, anerer hu sech dozou geäussert. Et geet ëm, wéi gesot, dee berüümten Artikel 32 an zwar ëm déi staatlech Subventiounen, virun allem beim Bau vu Kläranlagen, wou jo den Taux elo vu 65% op 50% zréckgefouert gëtt.

Ech soen et ganz éierlech hei: Och an der DP ass keng grouss Well vun Euphorie ausgebrach, wéi mer deen Text do gelies hunn. A mir hunn eis och eis Gedanke gemaach. A mir bleiwen och, dat soen ech ganz offen hei, net skeptesch, mä trotzdeem hoffe mer jiddefalls, datt eis Befierchtunge sech net wäerten an deem Sënn ëmsetzen, datt elo vläicht de Contraire erreecht gëtt vun deem, wat hei gemengt ass.

D'Zréckféiere vu 65% op 50% kann - kann, ech schwätzen am Conditionnel! - derzou féieren, datt natierlech deen een oder deen anere Syndikat oder déi eng oder déi aner Gemeng der Meenung ass, datt se elo vläicht manner motivéiert wier, fir an d'Klärung vun den Ofwässer ze investéieren. Dat wier ganz schued. Dat wier ganz schlëmm. Ech hoffen, datt ech mech iren. Ob et dee richtege Wee ass, muss sech erausstellen.

Mä da si mer awer ganz séier bei der Diskussioun, ob et iwwerhaapt nach opportun ass, datt eleng d'Gemenge responsabel gemaach gi fir d'Klärung vun eisen Ofwässer.

Ech ginn lech e ganz einfacht Beispill: Mir hunn de Floss x, mir hunn d'Gemeng A, déi mécht maximal Investissementer, fir d'Klärung vun de Gewässer virzehuelen. Huele mer d'Gemeng B, déi mécht praktesch guer näischt: Dann hu mer dem Floss u sech net vill genotzt. Ob et dann net awer vläicht an der Iwwerleeung richteg ass, fir dann de Stat méi ze responsabiliséieren, mat dem Verbond vun de Gemengen? Vläicht géif dat och derzou bäidroen, datt nach méi eng Dynamik an d'Gewässerklärung kéim. Bis dohinner ass vläicht nach e wäite Reflexiounsprozess ze maachen.

Jiddefalls, eppes ass kloer: D'Gemengen hunn awer ëmmer d'Responsabilitéit a sollen och hir Responsabilitéit deementspriechend iwwerhuelen.

Et sinn awer natierlech nach eng Rei aner Punkten, déi ganz interessant, ganz wichteg an dësem Gesetz sinn. Zum Beispill, datt och elo bis zu 100% kënnen Etüden, nei Technologien ënnerstëtzt ginn. Ech denken och virun allem un déi sougenannte véiert Stuf, déi jo virgesinn ass an déi och muss kommen, wat, wéi gesot, d'Klärung vun iwwerméissege Medikamentereckstänn an den Ofwässer ubelaangt.

Dann och nach e Wuert zu dem Klorecht - dat ass hei elo de Mëtten nach net ernimmt ginn -, wat elo iwwerdroe gëtt op auslännesch Naturschutzorganisatiounen. Jo, wann een dat duerch e reng europäesche Brëll gesäit, da kann een dat guttheeschen. Ech sinn awer ganz éierlech: Wann e Lëtzebuerger Bierger elo vun enger auslännescher Naturschutzorganisatioun vläicht verklot gëtt, wat laut europäeschen Espriten, Dispositioune legitimm ass, legal ass, kann dat awer vläicht zu gewëssenen Diskussioune féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach ganz vill iwwert dat Gesetz hei soen, wat ënner anerem jo och e Finanzéierungsgesetz ass. Et geet hei rieds iwwer ganz vill Tauxen, et geet hei rieds iwwer ganz vill Ënnerstëtzungen, déi Privatleit, déi Gemengen, déi Syndikater zouerkannt ginn. Dat ass richteg, soss kéint de Gewässerschutz net op deem Niveau fonctionnéieren.

Ech wëll awer hei ganz kloer och nach betounen: Mir hunn eis vill Gedanke gemaach a mir maachen eis ëmmer erëm vill Gedanken iwwert de Waasserpräis. An ech enchaînéieren e bëssen dat, wat och mäi Virriedner hei vun deene grénge Kolleege gesot huet: Loosse mer eis awer och emol eng Kéier bewosst sinn, datt mer déi ganz, ganz grouss Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt 3,5 Euro fir 1.000 Liter - fir 1.000 Liter! - héich qualitatiivt Drénkwaasser ze bezuelen! Ech fannen et awer ëmmer e bësse schued, wann dann - a besonnesch d'Gemengeverantwortlech kréien dat jo als Éischt ze spieren - eng Diskussioun lassgetrëppelt gëtt, well de Waasserpräis soll ëm 5, 10, 15% geheicht ginn. Da mengt ee bal, et géif eng nei Revolutioun ausbriechen.

Ech mengen, och do solle mer eis bewosst sinn, wat fir eng Chance datt mer hunn. An datt de Präis net soll a priori iwwer all Decisioun dominéieren. Wuel wëssend - wuel wëssend! -, datt et natierlech, selbstverständlech Leit gëtt, déi dat zu Recht aus engem anere Bléckwénkel gesinn. An do hu mer jo awer och Mechanismen, fir dann deementspriechend anzewierken.

Dowéinst, wéi gesot nach eng Kéier, ech hoffen, datt an Zukunft de Gewässerschutz, den Drénkwaasserschutz net marginal wäert behandelt ginn, au contraire, nach vill méi eng offensiv Politik wäert developpéiert ginn. D'Regierung soll wierklech opgefuerdert ginn, déi néideg Kreditter zur Verfügung ze stellen. An et soll kee kommen: „Et si keng Sue méi um Waasserfong." Dat däerf et net ginn! Dat däerf et net ginn, woubäi natierlech d'Geld net däerf egal wéi no baussen ausgedeelt ginn.

Mä ganz kloer muss et eng Prioritéit sinn, net nëmme fir dës Regierung, mä och fir déi zukünfteg Regierungen. Et ass eng grouss Erausfuerderung fir eis als Gesellschaft. Mir mussen zousätzlech gréisser Investissementer maachen. Et ass an eiser aller Interêt. Wa mer kee Waasser hunn - ech weess, et kléngt klischeehaft -, dann ass kee Liewe méi.

(Interruption par la présidence)

Ech gi mech elo, Här President.

Merci nach eng Kéier dem Rapporteur Gérard Anzia fir seng ganz gutt Aarbecht, déi e geleescht huet. An deem Sënn wäert ech selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dem Kolleeg Gérard Anzia Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert dëse Projet, dee sech mam Drénkwaasser, mam Ofwaasser a mam Héichwaasserschutz befaasst.

Ech mengen, nodeem elo vill vun eise Kolleege scho méi an d'Detailer agaange sinn, wollt ech am Fong déi ganz Diskussioun e bëssen an d'Iwwerleeung, an de Kontext setze vun deem Eng-Millioun-Awunnerstat, dee mer ustriewen. An ech héieren hei, vu menger grénger Säit hei lénks, schonn e bësse Gegrommels. Woubäi dës Regierung a virun allem déi gréng Ministere jo awer alles maachen, fir an enger nach ni gekannter Vitesse wëllen op deen Eng-Millioun-Awunnerstat hinzesteieren.

Ech mengen, datt mer am Ableck scho Problemer hu mat der Waasserversuergung, der Knappheet. Mir hunn dat alleguer elo festgestallt. Wann et eng Woch waarm ass hei zu Lëtzebuerg, dann hu mer och schonn hei zu Lëtzebuerg Problemer mat der Waasserversuergung. Och wann de Pro-Kapp-Verbrauch vum Waasser zréckgaangen ass, esou ass dach global gesinn de Waasserverbrauch an d'Luucht gaangen.

An duerfir muss ee sech d'Fro stellen: „Wa mer als Land weider esou wuessen, ekonomesch an och wat d'Populatioun ubelaangt, wou gi mer an 10, 20, 30, 40 Joer dat Waasser sichen?" An ech wier frou, wann d'Madamm Minister, Här President, eis dorobber kéint eng Äntwert ginn, ob d'Regierung sech och Gedanke gemaach huet, wou mer dat Waasser siche ginn, wa mer eng Kéier bei enger Millioun Awunner ukommen.

Et ass schonn de Mëtten hei gesot ginn: Et gëtt haut scho geschwat vun Experten, datt mer dann aus der Musel missten Drénkwaasser maachen. Sécherlech ass dat haut méiglech, fir esou eppes ze maachen. Mä et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob d'Lëtzebuerger wëllen esou wuessen, datt herno eng vun de Konsequenzen ass, datt mer d'Waasser vun der Musel musse propper maachen, fir kënnen ze drénken, an datt net méi, wéi dat an der Vergaangenheet war, eist natierlecht Waasser, wat propper ass, vun de Quellen, aus dem Stauséi, duergeet fir ze benotzen.

En Zweet ass d'Ofwaasser, d'Kläranlangen. D'Kläranlagen, mengen ech, wësse mer alleguer, datt mer an deene leschten 20, 30, 40 Joer ëmmer hei an dem Parlament diskutéiert hunn, an all Regierung, déi do war, huet e Maximum gemaach. Dat war wéi den Alex Bodry Ëmweltminister war, de Marco Schank an alleguer wéi se do waren. An ëmmer hu mer eis op d'Schëller geklappt, datt mer e Maximum géife maachen, fir d'Ofwaasser ze klären. Mam Resultat, datt mer nach ëmmer an dërselwechter Situatioun sinn an nach ëmmer en Nachholbedarf hunn, wou mer esou séier net wäerten nokommen.

An och wa mer esou weider wuessen - och wa mer esou weider wuessen! -, da wäert dee Problem och net geléist ginn. Da wäert dee Problem sech ëmmer erëm stellen, well dann eben dee Wuesstum, d'Konsequenze vun deem Wuesstum méi grouss si wéi dat, wat mer am Ableck amgaange sinn oder fäerdegbréngen, fir kënnen an déi Richtung ze investéieren.

Datselwecht ass mat den Iwwerschwemmungen. Ech hu mengem Virriedner, dem Kolleeg Gusty Graas, elo ganz gutt nogelauschtert, deen och vun den natierleche Waasserflëss geschwat huet. Mä et ass net nëmmen duerch de Klimawiessel, datt mer haut esou Iwwerschwemmungen hunn. Selbstverständlech, wa mer eng Katastroph hunn, wéi mer se am Iernzdall haten, dann ass dat eng Katastroph, déi mer eben hunn. Mä déi Katastrophen, et muss ee soen, et ass och net fir d'Éischt, datt mer esou eng hunn, wéi dat elo am Iernzdall war.

Där hate mer och schonn an de 50er Joren. Dat kann ech mech erënneren, datt där och scho waren. A wa mer hei ënnen an de Gronn ginn a mer kucken do d'Fassade vun de Maueren, da stoung d'Waasser scho virun honnert Joer dräi a véier Meter héich doënnen am Gronn; op der Eecher Plaz stoung et scho meterweis héich.

Dat heescht, dat ass och keen neie Moment. Et ass e Moment, dee sech periodesch widderhëlt. Woubäi ech awer kloer wëll soen, datt mer alles musse maache fir de Klimaschutz, fir dem Klimawandel ze begéinen. Ech wëll dat also net domadder klengrieden, mä et soll een awer elo net higoen a maachen, wéi wann dat doten en neie Phenomeen wär. Deen hu mer ëmmer kannt.

Da gëtt geschwat vun natierleche Waasserleef. Wann ech gesinn, wat mer hei an dësem Land am Ableck amgaange sinn zouzebëtonéieren; do ass dës Regierung Weltmeeschter dran. De Combel ass am Fong, datt mer ee Minister hunn, dee sech „Nohaltegkeetsminister" nennt. Dat richtegt Wuert wier, wann e géif Bëtongsminister heeschen, well esou vill, wéi momentan zoubëtonéiert gëtt hei am Land, ass nach ni gemaach ginn!

An, Kolleeg Gusty Graas, wa mer kucken, tëschent Beetebuerg an Diddeleng, do gëtt et geschwënn nëmme méi Bëtong. Do ass och eng Kéier eng natierlech Baach gelaf. Mir hunn heibannen alleguer den Terminal zu Beetebuerg gestëmmt. Mir hunn en och matgestëmmt. Mä wësse mer, wéi vill Hektaren datt do zoubëtonéiert ginn, wou d'Waasser herno sech konzentréiert? An dat ass och ee vun de grousse Problemer, dee mer hu bei den Iwwerschwemmungen, datt doduerch, datt mer intensiv...

Viru 50 Joer hate mer an den Uertschaften nach deelweis keng Kanalisatiounen, dann ass d'Waasser an d'Wise gelaf. Dunn hu mer alles kanaliséiert. Mir hu Collecteure gemaach. An haut, wann ee Wieder kënnt, dann ass bannent e puer Minutten dat Waasser konzentréiert an enger Baach. An dann ass dat normal, datt déi Baache méi séier Waasser kréien, méi konzentréiert Waasser kréien, an datt dann eben Iwwerschwemmunge kommen.

A wéi gesot: Mir bëtonéiere maximal zou am Ableck! Wéi gesot, wann een tëschent Beetebuerg an Diddeleng kucke geet - ech sinn nach de Moien derlaanschtgefuer -, wann een dee ganzen Terminal kuckt, wéi vill Hektaren hu mer do zoubëtonéiert! An dat Waasser leeft dann och net méi konzentréiert an eng Baach, well déi Baach ass mat zoubëtonéiert ginn, mä et leeft a Réier, wou et da weidergeleet gëtt...

(Brouhaha)

Ma sécher, et ass dach e groussen Deel... Et ass ëmgeluecht ginn. Et ass ëmgeluecht ginn hannen.

(Interruption)

Mä et ass och en Deel, deen ënner Réier...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Et leeft och een, Madamm...

(Interruption)

Et leeft och een Deel duerch Réier bei deem Site do. Also Dir braucht elo net hei ze maachen, wéi wann dat net esou wier! Et ass zoubëtonéiert ginn, an dat Waasser kënnt konzentréiert an déi Baachen zréck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech hunn nëmmen zéng Minutten. Ech hunn nëmmen zéng Minutten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir kritt déi selbstverständlech ugerechent!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Majo dann.

(Brouhaha)

Da kënnen d'Froe gestallt ginn. Da maache mer et esou, Här President.

(Brouhaha)

Déi leschte Kéier war et och esou, an herno hat ech awer keng Zäit!

Une voix.- Traut Der lech net, op eng Fro ze äntwerten?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech si gäre bereet, wa meng Riedezäit ofgelaf ass, datt Dir dann...

Une voix.- Ma déi gëtt jo gestoppt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...mir all déi Zäit zur Verfügung stellt,...

Une voix.- Déi gëtt jo gestoppt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...fir datt d'Kolleege kënne Froe stellen.

Une voix.- Da behaapt keng Saachen, déi net wouer sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass also...

(Brouhaha)

Kloer. Et ass dee stramme Wuesstum...

Une voix.- Behaapt näischt, wat net wouer ass!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Datt dee stramme Wuesstum och Konsequenzen huet...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Kolleegen!

(Brouhaha)

Kolleegen, och den Här Gibéryen. Eng Sekonn, eng Sekonn! Här Graas, Dir kritt nom Gibéryen selbstverständlech, nom Här Gibéryen selbstverständlech d'Wuert. Wann den Här Gibéryen léiwer hätt, dass dat duerno gemaach gëtt, da kritt Dir duerno d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An entschëllegt fir „de Gibéryen".

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat mécht näischt, Här President.

Ech hätt duerfir d'Fro un d'Madamm Minister, ob se eis kéint soen, wéi d'Regierung aus der Siicht vun haut d'Waasserversuergung gesäit, wa mer weider esou wuessen, op eng Millioun Awunner higinn, wat do d'Konsequenze wieren, ob dat machbar ass, wou mer dat Waasser géifen hierhuelen. An och, wat dat am Beräich vum Ofwaasser als Konsequenzen huet. Dat géif jo och praktesch bedeiten, datt mer...

(Interruption)

Ech fannen, Här President, datt eis gréng Kolleege ferm nervös sinn. Also...

(Brouhaha)

Well mat deem Projet hei ginn natierlech d'Taxen, ech kommen elo drop ze schwätzen, méi deier. An do kënnt dat aalt Spréchwuert, datt Gréng deier gëtt. Dat gëtt hei erëm eng Kéier...

Une voix.- Ah!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat gëtt hei erëm eng Kéier confirméiert. Well wa mer mat dësem Gesetz, mat dësem Gesetz, wou jo och d'Gemengen engersäits manner u Subventioune kréie bei de Kläranlagen...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift! Den Här Gibéryen huet elo d'Wuert a soss keen!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...bei de Kläranlage manner Subventioune kréien, gegebenenfalls, wann an engem bestëmmten Delai net d'Prozeduren ugelaf sinn, och Strofe kënne

kréien, da gëtt hei gesot: „Ma da ginn déi Gemenge gestrooft!" Neen, d'Gemenge ginn net gestrooft, d'Leit aus deene Gemenge gi gestrooft! Well déi mussen déi Taxe bezuelen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An duerfir muss ee wëssen, datt dat heite bedeit, wa mer dat hei alles duerchzéien, datt d'Leit herno nach méi héich Waasser- an Ofwaassertaxen ze bezuele kréien. An da gëtt hei gesot, dat wier jo awer an deene Gemengen, déi e käschtendeckende Waasserpräis hunn, nogekuckt ginn, do wier jo och d'Allocation de vie chère deen Abléck ugepasst ginn. Mä nach laang net fir all Leit, déi haut Problemer hunn, fir de Gemengen hir Taxen an hir Rechnungen ze bezuelen, an et gëtt der ëmmer méi!

Et si jo genuch Buergermeeschteren heibannen, déi kënne jo emol mat hire Receveure schwätzen, wéi séier datt d'Leit haut hir Rechnungen op der Gemeng bezuelen a wéi séier datt se virun 20 Joer d'Rechnungen op der Gemeng bezuelt hunn. Et ass e gewaltegen Ënnerscheed entstanen, e gewaltegen Ënnerscheed entstanen! D'Leit hunn haut vill méi Problemer, déi héich Rechnungen, déi d'Gemengen ausstellen, ze bezuelen.

An duerfir geet et net méi duer, datt déi Leit, déi ënnert d'Konditioune vun der Allocation de vie chère falen, datt déi domadder gehollef kréien, mä dat geet haut wäit, wäit doriwwer eraus.

An duerfir proposéiere mir och, datt een net soll nëmmen iwwert de Wee vun der Allocation de vie chère déi Leit kompenséieren, mä datt ee soll e progressiv gestaffelte Waasserpräis aféieren, wou en d'Grondbasis, wat eng Famill, wat eng Persoun brauch, datt een - mir schwätzen do vun 30 Fudder pro Persoun - soll gratis d'Waasser ginn, well dat ass dat, wat all Mënsch brauch.

An duerno soll et natierlech eng Progressioun ginn, fir datt global gesinn de käschtendeckende Präis erauskënnt. A Leit, déi ebe wëlle Waasser verschwenden oder fir Luxussaache Waasser brauchen, mussen ebe méi en héije Präis bezuelen. Well elo muss am Kader vum käschtendeckende Prinzip och dee Klengen hëllefen, d'Vergeudung an d'Verschwendung an de Luxus vum Waasser matzefinanzéieren.

Duerfir, Här President, wann ee kuckt, wat hei geschwat gëtt a wat d'Realitéit ass! D'Realitéit ass, datt dës Regierung weiderfiert, fir de stramme Wuesstum maximal ze maachen, d'Land zoubëtonéiert, mat all sengen negative Konsequenzen. Mam Resultat dann, datt herno deen eenzelne Bierger muss fir déi onverantwortlech Politik opkommen duerch méi héich Steieren an Taxen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Wann den Här Graas...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech stinn awer elo, wann Dir wëllt, nach gär fir Froen zur Verfügung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah jo, Dir hutt bäigeléiert, Dir hutt lech net gesat. Här Graas, wann ech gelift!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Et ass jo net Usus, hei ze kommentéieren iwwert dat, wat ee Riedner gesot huet, soss kéint ee munches hei soen. Dat maachen ech dann eben net. Ech hunn dem Här Gibéryen dann awer zwou Froen ze stellen.

Déi éischt, ob e sech dann awer bewosst ass - Dir hutt elo ugeschwat, zwësche Beetebuerg an Diddeleng, dat ass eng Géigend, déi mer net ganz onbekannt ass, wéi wann do elo wierklech praktesch alles haart verbaut gi wier -, ass em dann awer bekannt, datt grad do an der Industriezon, wéi den CFL Multimodal amenagéiert ginn ass, datt grad do d'Diddelenger Baach, déi effektiv an engem ganz schlechten Zoustand ass an déi sech do och praktesch duerch Réier muss schlängelen, datt awer do e ganz flotte Projet vu Renaturéierung amenagéiert ginn ass?

An zweetens, ass dem Här Gibéryen dann awer och bekannt, datt eng Gemeng, déi mir och net onbekannt ass, un engem ganz seriöe Projet schafft, fir zum Beispill d'Uelzecht ze renaturéieren, wou se scho ganz vill engagéiert huet, wat derzou soll bäidroen, datt eben déi Gewässer solle méi naturno fléissen, an datt dat och e positiven Impakt op d'Iwwerschwemmungszon huet?

Duerfir géif ech mengen, an Ären Aussoen hei sollt Der lech vläicht e bësse bremsen, well Der hei Saache behaapt, déi der Realitéit net onbedéngt entspriechen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech weess net, wéi den Här Graas mer do nogelauschtert huet.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ganz gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hu ganz kloer gesot...

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ganz gutt hunn ech lech nogelauschtert!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hu ganz kloer gesot hei, datt, wa mer weiderfueren, esou zouzebëtonéieren, da kréie mer hannendru Problemer mat dem Waasser, well et da konzentréiert an d'Baach geet. A wa mer tëschent Beetebuerg an Diddeleng...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Esou vill, ma... Ma Dir hutt d'Camionen op der Strooss!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Also doriwwer... Duerch den Terminal, sidd dach emol éierlech, hu mer méi Camionen op der Strooss, net manner!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et sinn net esou vill Camionen op der Strooss...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen. A Frankräich, awer net hei zu Lëtzebuerg! Hei zu Lëtzebuerg hu mer se vu Stengefort...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Ma da musst Der awer wëssen, hei zu Lëtzebuerg hu mer vu Stengefort...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ...Här Gibéryen, awer just net virun Ärer Dier!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...bis op Diddeleng méi Camionen op der Strooss duerch den Terminal. An da luede mer se op den Zuch op. An duerch Frankräich fueren der manner. Awer hei zu Lëtzebuerg hu mer méi Camionen op der Strooss!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir kucken net nëmmen eisen Trottoir.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da sidd dach awer emol ganz éierlech!

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

Méi Camione vu Stengefort bis op Diddeleng...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Denkt emol global!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dir sidd also dergéint, datt den Zuch soll méi Wueren transportéieren an Zukunft?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Denkt emol méi wäit wéi Är Nues!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wa mer zoubëtonéieren, ass dat, wat ech gesot hunn, richteg. Da kënnt dat Waasser konzentréiert an d'Baachen. A wat mer méi zoubëtonéieren, wat méi grouss Masse konzentréiert an d'Baache kommen. Da kënne mer renaturéieren, mä mir packen dat ni. A mir mierken, datt mat deenen Iwwerschwemmungen d'Waasser konzentréiert kënnt, an dat Waasser räisst och, dat huet d'Erfahrung och matginn, op deene Plazen.

Och bei eis an der Gemeng ass renaturéiert ginn am Kader vun der Autobunn. A wa mer haut kucken, do, wou déi grouss Kanäl erauskommen, do rappt d'Baach, wann eben en déckt Wieder kënnt, erëm alles mat, an dann huet d'Renaturéierung och do erëm net méi am Detail fonctionnéiert, esou wéi se geplangt war. Et ass also, Här President, net, wéi verschidde Leit hei an hirer Nervositéit mengen, datt ech iergendwéi eppes falsch gesot hätt, mä si sinn nervös, datt se hei eppes aneschters schwätzen, wéi se um lokale Plang decidéieren.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Si si guer net nervös, mä si wëllen eppes richtegstellen, well Leit hei Saache behaapten, déi net stëmmen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, an elo huet den Här David Wagner d'Wuert.

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Iwwerdreift elo och net!

Merci, Här President.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Merci, Madamm Lorsché. Jo, waart of!

Une voix.- En ass nach e bësse jonk derfir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sidd fein mateneen!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Sidd fein mateneen!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mir sinn ëmmer fein mateneen. Här President,

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Soss muss ech lech an de Büro ruffen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech sinn dat gewinnt, Här President, an de Büro geruff ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, net Dir.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ah! Ah sou. Zur Ofwiesslung een aneren.

Här President, mir hunn eis innerhalb vun eiser Sensibilitéit, well mer eng Sensibilitéit sinn...

(Interruptions)

Mir hunn net gestridden, mir hu vill doriwwer diskutéiert, iwwert dëse Projet de loi, an eis laang d'Fro gestallt, wéi mer eis misste par rapport zu dësem Projet de loi verhalen, well e wichteg ass. En ass awer och ganz vast.

Eng Partie Punkte kann een och an eisen Aen als positiv betruechten, well et kann een éierlecherweis a fairerweis net behaapten, datt dëse Projet de loi u sech schlecht wier. Also, déi Punkte sinn och schonn opgezielt ginn, wat d'Verbesserung vun der Definéierung ugeet vun de Schutzzonen, de Bau vu Kläranlagen, vu biologesche Kläranlagen. Och d'Erhéijung vum Subventiounssystem bei Renaturéierung y compris dann och nach, wat elo physesch a moralesch Persoune wäert ugoen. Och d'Ënnerstëtzung, wat Héichwaasser ugeet. Iwwert d'Héichwaasser misst een och nach méi vast diskutéieren. Dat maachen ech nach um Enn vun dëser Interventioun.

Da sollen och d'Infrastrukturaarbechte fir den Assainissement an den Approvisionnement genausou wéi d'Mise en place vun de Zones de protection eng Utilité publique kréien. Dat ass u sech och positiv. Mir mengen awer och, datt mer net laanscht eng Reform vum Gesetz iwwert d'Utilité publique vun 1979 kommen. Dat ass natierlech elo net an dëser Gesetzgebung virgesinn, mä dat géif natierlech och eng ganz Partie aner Problemer, deemno wéi, léisen, ënner anerem och, wat de Logement ugeet oder wat de Kampf géint Baulandspekulatioun ugeet, andeems een och d'Fro vun der Expropriatioun kéint renforcéieren.

Aus deenen Ursaachen, déi mir och als positiv aschätzen an dësem Projet de loi, wäerte mir och net géint dëse Projet de loi stëmmen. Mir gesinn awer och eng Rei Schwieregkeeten, déi eis och net wäerten erlaben, deem Projet de loi eis Zoustëmmung ze ginn.

Do dierft Der och «très bien» soen. Mir hunn...

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech hunn drop gewaart.

(Interruption)

Mir hunn eng Partie Schwieregkeeten domadder, datt, wéi de Fransous géif soen, de Pol ausgedoe gëtt, fir de Pier unzedoen, well am Géigenzuch och déi Subventiounen, déi den Assainissement betreffen, erofgesat ginn. An an eisen Aen ass dat och e klenge Problem, well d'Gemengen dann awer och dorënner wäerte leiden, wat d'Subventiounen ugeet fir d'Infrastrukturaarbechten an den Assainissement.

An da komme mer och bei dee Problem, an dat ass de globale Problem, iwwert deen och hei elo scho geschwat ginn ass an dee sech och an dee ganz Projet de loi abett, et ass eng Modifizéierung vun 2008: Dat ass de Problem vum Käschtendeckungsprinzip, mat deem mir prinzipiell net averstane sinn. A wat jo och erkläert zum groussen Deel, firwat mer och, trotz Verbesserungen, net mat dësem Projet de loi kënnen averstane sinn.

Well mir kommen net derlaanscht ze soen, datt dat op Dauer och derzou féiert, datt d'Gemengen an d'Syndikater hir Präisser eropsetze wäerten. Wéi Dir et vläicht wësst, menge mir, datt dee Käschtendeckungsprinzip weder ëmweltfrëndlech ass nach eng sozial Léisung duerstellt. Dee Prinzip ass vun der viregter Regierung schonn agefouert ginn a sollt sech an der Logik vum Pollueur-payeur areien. Et ass och nach méi wäit gaangen, well en huet sech och nach agereit an der Logik vum Utilisateur-payeur. A mir mengen awer och net, datt de Pollueur an den Utilisateur kënne gläichgesat ginn.

D'Unhänger vum Käschtendeckungsprinzip behaapten, et géif d'Leit derzou motivéieren, manner Waasser ze verbëtzen, well se dann och dee sougenannten „reelle Präis" vum Waasser bezuelen. Dat wier dann och an deem Fall eng ëmweltpolitesch Moossnam. Wann een hinnen awer entgéintsetzt, datt méi kleng Revenuen dovunner méi staark betraff sinn, da kritt een als Äntwert, an dat ass jo och schonn hei gesot ginn: „Maja, dofir kënnen och déi finanziell Mannerbemëttelt bei den Office social reesen an eng Allocation de vie chère ufroen." Dëser Logik kënne mir net zoustëmmen.

Éischtens schonn nëmmen, well et eng Fro vun der Dignitéit ass. Esou eng Approche ass net nëmmen erofloossend géintiwwer Leit, déi finanziell manner gutt dru sinn - an, et ass scho gesot ginn, där ginn et der ëmmer méi, an dat heescht en plus och net onbedéngt, datt ee wierklech ganz ënnen op der Échelle sociale ass -, si verhënnert och u sech eng global Gerechtegkeetspolitik ze maachen doduerch, datt esou eng Almosepolitik bedriwwe gëtt. Dat ass jo och e Problem, dee mer an der Logementspolitik gesinn.

An d'Unhänger vum Käschtendeckungsprinzip, déi soe jo och gären, an dat ass och schonn hei gesot ginn, an dat hunn ech och ganz oft héieren zanter Joren: „Ëmweltpolitik mécht ee mat Ëmweltmoossnamen, Sozialpolitik mécht ee mat Sozialmoossnamen." Dat heescht, all Beräich gehéiert propper vunenee getrennt. An dat ass net richteg. Dat ass eng Haltung, déi engstirneg ass an déi eng global Approche vu soziale Froe verweigert, déi verbonne si mat Ëmweltfroen, mat ökonomesche Froen a mat politesche Froen.

An dat ass grad dat, wat Enn 70er Joren, ufanks 80er Joren eis déi politesch Ekologie bäigeléiert huet, déi, am Géigesaz zum grénge Kapitalismus, eis jo beléiert huet, datt een déi Trennung op kee Fall dierft maachen. Wann d'Waasser traitéiert soll ginn, also gebotzt soll ginn, dann huet dat e Käschtepunkt souwuel um Niveau vun den Infrastrukture wéi och, wat de mënschlechen Opwand ugeet. Firwat muss d'Waasser gebotzt ginn? Zum groussen Deel wéinst de Mikropolluante respektiv och Nitraten, déi och zum groussen Deel vun der Industrie produzéiert ginn, sief et déi landwirtschaftlech wéi déi konventionell Industrie, direkt oder indirekt. Dat dréit natierlech zu der Erhéijung vum Käschtepunkt vum Waasser staark bäi.

E Käschtepunkt, deen d'Gemenge mussen iwwerhuelen an dee sech dann duerno schlussendlech och beim Bierger repercutéiert, dee folglech, duerch de Käschtendeckungsprinzip, d'Pollutioun, déi duerch d'Industrie direkt oder indirekt produzéiert gëtt, matbezuele muss.

Et gëtt awer eng Léisung, déi souwuel ekologesch ass wéi och gerecht an déi souwuel och mat a Kaf hëlt, datt d'Waasser engersäits eng Ressource ass, op déi kee Mënsch verzichte kann, an anersäits dat proppert Waasser natierlech e Käschtepunkt huet.

Ech si frou, datt mäi Virriedner elo grad, den Här Gibéryen, eng Mesure vun engem gestaffelte Waasserpräis nommëiert huet. Ech wousst net, datt d'ADR dës Propositioun hätt. Mir verteidege se scho säit Joren, mir mengen tatsächlech, datt de gestaffelte Waasserpräis eng Mesure wier, déi ee weiderhi misst applizéieren an iwwert déi ee misst ganz staark iwwerleeën. Mir hunn och Motiounen an de Gemengeréit dozou als déi Lénk deposéiert; an deene Gemengeréit, wou mer waren.

Et ass scho gesot ginn: dräi Stufen. Eng Stuf, fir wierklech de Waasserverbrauch, deen ee wierklech brauch fir ze kachen, fir déi kierperlech Hygien, datt dee gratis ass, datt dann iwwerhaapt kee muss fir dat Recht op Waasser opkommen, wat jiddwereen, all Mënsch muss hunn, op dat kee Mënsch, keen Déier, souguer keng Planz ka verzichten. Dat elementaart Recht op Waasser, fir iwwerhaapt ze iwwerliewen, datt een dat gratis mécht. Et ass e bësse wéi d'Loft. Et kéint ee sech jo och bal virstellen, deemno wéi, well d'Loft ass jo och polluéiert, datt een och duerno iergendeng Kéier misst esou wäit goen - an ech fäerten, datt mer vläicht eng Kéier esou wäit kommen -, datt een dat och vläicht nach misst bezuelen.

(Interruption)

Indirekt hu mer dat scho bal.

Déi zweet Stuf: Ab 50 Liter, dat ass deen normale Waasserverbrauch, datt deen och zum normale Käschtepräis misst kommen. An ech soen och natierlech dann, datt de Luxuskonsum, fir den Auto all Woch ze botzen an d'Piscine an esou weider, duebel facturéiert gëtt. Dat ass eng ekologesch Mesure, well d'Bewosstsäin, fir net ze verbëtzen, gestäerkt gëtt an déi Leit, déi bewosst mam Waasser ëmginn, och nach derfir - tëschent Guillemeten - „belount" ginn. Anersäits mussen d'Verbëtzer, déi jo meeschtens och méi verdéngen, eendeiteg méi fir de Waasserverbrauch opkommen a ginn op eng gewëssen Aart a Weis dann och derfir bestrooft.

Et soll kee kommen a soen, dës Mesure wier irrealistesch, well, ech mengen, souguer mir als déi Lénk sinn net déi Eenzeg, déi dës Meenung vertrieden, bäi Wäitem net. A si ass och technesch machbar, quitte datt au cas par cas, vu

Gemeng zu Gemeng, do den néidegen Invest misst néideg sinn.

Schlussendlech wollt ech nach e puer Wuert zur Qualitéit vum Buedem verléieren. Ech mengen, mir wäerten nach weiderhin doriwwer diskutéieren an engem anere Projet de loi, mä Iwwerschwemmungen hu mat der Qualitéit vum Buedem ze dinn. A Westeuropa a wahrscheinlech och nach op anere Plaze vun der Welt, wahrscheinlech och an Nordamerika, mä wahrscheinlech och nach op villen anere Plazen, déi staark industrialiséiert sinn, hu mer jo de Problem, datt duerch déi intensiv an industriell gepräägte Landwirtschaft de Buedem souzesoen doutgemaach ginn ass oder net méi esou richteg lieweg ass, wéi e misst sinn.

Et huet mat Pestiziden ze dinn. Et huet och mat engem iwwerdriwwene Plouen ze dinn, wat de Buedem manner lëfteg mécht. Et muss ee wëssen, datt net nëmmen d'Beien ausstierwen, mä och d'Wierm ausstierwen. An d'Wierm, déi hu jo eng Funktioun. Ënner anerem besteet hir Funktioun doranner, fir de Buedem méi lëfteg ze maachen, wat derzou féiert, datt de Buedem d'Waasser op eng natierlech Aart a Weis kann opfänken, wat ëmmer manner de Fall ass a wat zu engem Deel oder zu engem groussen Deel deemno wéi och zu Iwwerschwemmunge ka féieren.

Ech mengen, mir kommen och net derlaanscht, fir dann eben och iwwert d'Landwirtschaft ze schwätzen, iwwer eng aner Politik, déi ewechkënnt vun der industrieller Logik, déi souwuel d'Ëmwelt, de Mënsch, deen och e Konsument ass, wéi och de Bauer selwer op Dauer wäert schiedegen.

Voilà! Wéi scho virdrun ugekënnegt, mir wäerten eis aus deenen Ursaache bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, d'Waasser huet haut Prioritéit an dëser Regierung. An ech si frou, dass mer haut dëse Projet de loi hei an der Chamber debattéieren. An ech soen als Alleréischt dem Rapporteur, dem Gérard Anzia, e grousse Merci fir säi vollstännege schréftlechen a mëndleche Rapport. Da wëll ech awer och de Virriedner e grousse Merci soe fir hir Bäiträg zur Diskussioun, well ech mengen, dass mer an dëser Diskussioun gesinn hunn, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass eist Waasser besser schützen, fir och an Zukunft alle Leit hei zu Lëtzebuerg proppert Drénkwaasser ze garantéieren an eng gutt Liewensqualitéit mat engem intakte Liewensraum, och am Waasser, eng Prioritéit ass. An déi wëlle mer mat dësem Gesetzesprojet och ganz däitlech maachen.

Nach ni gouf hei a Lëtzebuerg esou vill Geld an de Beräich vum Waasser gestach, souwuel - an dat wëll ech nach eng Kéier betounen - vu staatlecher Säit, wou mer d'lescht Joer iwwer 80 Milliounen Euro an d'Waasserinfrastrukture gestach hunn, wéi awer och vu Gemengesäit, wou ech eng gewëssen Dynamik gesinn a wou ech gesinn, dass mer gutt ënnerwee sinn, déi enorm Retarden, déi mer haten, opzehuelen. An dëst Gesetz soll eis derbäi hëllefen, den haitege Bedürfnisser Rechnung ze droen an den zukünftege Generatioune proppert Waasser ze garantéieren.

Méi präventive Schutz, méi zilorientéiert, mat méi Akteure fir méi a bessere Waasserschutz: Dat waren d'Prämissen, wéi mer un dësem Text geschafft hunn. An ech wëll heimat eng Kéier menge Mataarbechter, déi schonn dee ganze Mëtteg nolauschteren an déi virun allem dat heite virbereet hunn, e ganz grousse Merci soen.

Une voix.- Aah!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- De Finanzement ass eropgesat ginn. An domadder kommen ech zum Kärstéck vun dësem Gesetz: Dat ass d'Ëmorientéierung vun de Subsiden. Mir hu véier Moossnamen eropgesat, déi mer als immens néideg empfonnt hunn an déi all dem präventive Charakter vum Waasserschutz entspriechen: sief et dem Drénkwaasserschutz, sief et am Héichwaasserschutz, sief et fir méi modern ze ginn, dat heescht d'Frais-d'étuden, sief et fir d'Renaturéierungen, de Schutz vum Liewensraum. Dat hu mer alles eropgesat.

Mir hunn nei Subsiden, déi mer aféieren, wa mer regional zesummeschaffen, grad ebe fir dem Klimawandel entgéintzekommen. Mir hunn nei Subsiden, déi mer aféieren, wann et drëm geet, Recherche ze maachen a Pilotprojete mat der Landwirtschaft. D'Landwirtschaft gëtt endlech eligibel. Déi, déi um Terrain schaffen, ginn endlech eligibel. An ech mengen, dat huet jiddwereen hei begréisst. An doriwwer sinn ech perséinlech immens frou, well mer a ville Punkte Konsens hunn.

Mir hunn ee Punkt, do fanne mer heibanne kee Konsens. Dat fannen ech immens traureg, well mer hei mat ganz villen alternative Fakten operéieren. Mir befannen eis an engem Beräich... All déi Beräicher, déi ech elo genannt hunn, do kréien d'Gemenge kee Geld eran. Wann Dir e Problem hutt duerch Héichwaasser, da kréien d'Gemenge fir dee Volet kee Geld eran.

An ech mengen, wa mer eis awer am Ofwaasserberäich befannen, dat ass genau dee Beräich, wou mer och vum Käschtendeckungsprinzip schwätzen, da si mer hei net nëmmen an engem Beräich, wou mer enorm Retarden hunn, wou d'Fakten eis scho weisen, dass 90% näischt gehollef hunn, dass 75% näischt gehollef hunn. Elo gi mer hei vu 65% op 50% erof, wat wesentlech méi dem Käschtendeckungsprinzip gläichkënnt a wou Der gesitt, wann Der éierlech sidd a wann Der an eis Nopeschlänner kuckt, wou et déi Subside vum Stat net méi gëtt oder nëmmen nach ganz geréng gëtt, dass mer hei op héijem Niveau kloen. Dat musse mer eis agestoen, wa mer éierlech sinn a wa mer ausserdeem zum Käschtendeckungsprinzp stinn.

Da wëll ech awer och nach betounen, an den Här Kaes hat mer gesot: „Ma wa mer dann all eis éischt Anlage gemaach hätten!" Jo, am Land gëtt et nach am Moment 107 mechanesch Kläranlagen. 107, déi mussen ersat ginn duerch 97 Projeten, vun deenen der 67 Vergréisserunge sinn an de Rescht sinn nei Anlagen.

Soll ech Iech soen, wivill Projeten à ce stade nach net dobanne sinn? Vum Neibau sinn nach genau véier Projeten net dobannen a vum Ausbau 20. Vu 97 Projeten! D'Gemengen hunn - an dat ass e Fakt, an dofir soen ech hinne Merci - an deene leschte Jore massiv Projeten eraginn! An elo rezent - ech mengen, virgëschter oder esou -, de 26./27.06. ass nach e ganze Camion voller Projeten erakomm.

An dat ass déi Dynamik, déi mer brauchen! Domadder erreeche mer eppes! Mir setzen eppes viraus a mir loossen déi Gemengen, déi mat deene 24 Projeten, déi elo nach net eragereecht gi sinn, net am Ree stoen. Neen! Déi Projete kënnen nach bis den 1.1.2018 eragereecht ginn. Also, gitt Iech drun! An dann hu mer jo och nach 24 Méint Zäit, fir dass mer ëmsetzen. Wann dat dann net e gutt Angebot ass, fir op där enger Säit ze soen: „Jo, mir musse responsabel sinn", an op där anerer Säit gi mer Iech nach e bëssen Zäit, fir dass mer aus der Inaktioun an d'Aktioun kommen, fir dass d'Leit och an Zukunft hei proppert Waasser hunn. Ma genau dat ass dat, wat mir wollten a wat ech mat dësem Projet hei bezwecken.

Dëse Stat investéiert an deenen nächste Joren ongeféier 1,1 Milliarden an d'Waasser. An dat ass richteg esou! An dat wëlle mer och esou, fir dass mer künfteg gutt Waasser hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Komme mer bei d'Drénkwaasserschutzzonen. Jorelaang gouf driwwer geschwat. Jorelaang gouf iwwert de Präis geschwat, net iwwert d'Qualitéit. Ech soen dem Henri Kox e grousse Merci, dass en eng Kéier d'Relatioun gemaach huet tëschent dem Waasserpräis an deem, wat wierklech wichteg ass, dass mer kënnen och an Zukunft de Krunn opdréien an de Leit hei zu Lëtzebuerg zu engem wierkleche gerénge Präis, wa mer am Wuerekuerf kucken - wat waren et?, 1,04% -, majo, dass mer de Leit nach kënnen, wa se de Krunn opdréien, proppert Waasser ginn. An dofir setze mer eis an!

Siwen nei Schutzzone kommen elo nach dëse Summer. Dann hu mer am Summer 12 Schutzzonen, déi do sinn. 13 sinn der nach d'lescht Joer duerch de Regierungsrot gaangen. A verschidde Kolleege wëssen et: Mir haten déi éischt ëffentlech Veranstaltung och schonn, wou mer ganz vill Leit do haten. An ech mengen, dat ass et: partnerschaftlech e Problem aktiv ugoen. Dat ass am Geescht vun dësem Gesetz; net jorelaang iwwer e Präis debattéieren. Neen, kommt, mir suergen och an Zukunft derfir, dass d'Zonen ausgewise sinn, dass d'Landwirtschaft hiert Geld kritt, déi, déi um Terrain schaffen, hiert Geld kréien! An da kréie mer och d'Drénkwaasser ofgeséchert.

An da ginn ech op dem Här Gibéryen seng Fro an. Mir wëllen net den Eng-Millioune-Stat, mä mir gesinn, dass e Wuesstum do ass. An dës Regierung agéiert endlech emol verantwortungsvoll an der Planung. Ech kann Iech och soen: Mir hunn eng Etüd um Lafen, wou mer net nëmme soen, wat geschitt, mä wou mer eis Spuerstrategië ginn, wou mer elo duerch den Drénkwaasserschutz och net mussen, wéi et à ce stade ass, siwe bis zéng Prozent aus der Produktioun huelen.

Am Moment huet Lëtzebuerg fir 50.000 Awunner Waasser aus der Produktioun, well mer net opgepasst hunn, wat aner Akteuren um Terrain maachen. Dat heescht, mir hu misse Waasser aus der Produktioun huelen. Majo, wa mer wëllen och fir d'Zukunft ofsécheren, da musse mer: éischtens schützen, zweetens, eng Spuerstrategie an natierlech och Alternativen undenken. Mä dat ass Zukunftsmusek. An do si mer amgaangen, eng konkret Etüd och ze maachen, déi ech Iech gären zur gegebener Zäit dann och wäert virstellen.

Dann d'Kläranlagen. Ma natierlech plange mer do vir. Eng Kläranlag, an dat wëssen déi Gemengeresponsabel, déi sech domadder vill beschäftegen, do rechne mir op 25 plus dräi Joer. Et ass also net esou, wéi wann dat ongeplangt wär, mä et muss een awer och d'Saachen ëmsetzen. Et däerf een net nëmmen driwwer diskutéieren. An do si mer frou, dass mer mëttlerweil och mat Projeten an Drénkwaasserschutzgebidder aktiv sinn, wéi der LAKU, wou awer dëst Joer iwwer 450.000 Euro an d'Uewersauergebitt komm sinn, fir geziilt mat der Landwirtschaft, mam Naturpark a mam Waasserfournisseur Projeten op d'Been ze stellen, fir Alternativen ze ginn, fir Visiounen ze ginn, wat een an engem Drénkwaasserschutzgebitt nach ka maachen.

An ech si frou, dass d'Kommissioun eisem Avis och do nogaangen ass, dass mer net de falsche Message erausschécken, dass mer alles d'utilité publique maachen, well mir wëlle mat der Landwirtschaft an den Drénkwaasserschutzzone schaffen. Dat si ganz wichteg Punkten.

An ech mengen, da komme mer och dorobber, dass mer richtegstellen, wat hei deelweis ebe Falsches och gesot gouf am Beräich vun den Taxen. D'Taxe fir d'Bierger ginn doduerch, dass een ee Punkt erofsetzt, net erop, well de Waasserpräis ass bei 100% vun de Käschten errechent.

Natierlech mussen d'Gemengen dann dat Geld, wat se erakréie vun hire Bierger iwwert de Waasserpräis, och fir Waasserprojeten asetzen - an dat ass den Challenge -, an net fir aner Projeten. An ech mengen, dat ass awer eppes, wou déi Gemengeresponsabel, déi sech hirer Verantwortung bewosst sinn, matginn a wou déi och wëssen, dass mer e Recht hunn, dass, wann eppes duerch de Waasserpräis erakënnt, een dat och a Waasserinfrastrukture kann investéieren.

Bon. Ech soen nach eng Kéier alle Virriedner e ganz grousse Merci. Ech denken, dass dëst Gesetz e grousse Schrëtt ass a Richtung Ëmsetzung vun deem, wat sech dës Regierung virgeholl huet, näämlech fir d'Zukunft eng gutt, besser Politik ze maachen.

An dann nach e Wuert zu den Autorisatiounen, well dat gouf jo och nach gefrot. Jo, mir investéieren net nëmme méi, mir maachen net nëmmen ee Reglement no deem aneren an e Gesetzesprojet. Neen, mir hunn och bei den Autorisatioune Leit bäikritt. Do hu mer haut duebel esou vill Leit dosëtze wéi an de Regierunge virdrun. An dofir si mer och frou. An dofir hoffe mer, dass mer esou schnell wéi méiglech alles, wat mer elo op de Wee bréngen, kënnen deblockéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7047 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7047 et dispense du second vote constitutionnel

An ech fänke mat der Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

31-mol Jo. Dat gëtt da wahrscheinlech 32, wa mer dem Här Bodry seng derbäischreiwen,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dajee alt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well d'Maschinn net geet. 32-mol Jo, 26-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Votum unzefroen?

(Assentiment)

Jo? Hunn ech Jo héieren? Jo, dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 7106, e Protokoll, deen déi europäesch Konventioun iwwert d'Landschaften ofännert. An den Här Anzia ass scho prett, fir de Rapport ze maachen.

5. 7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech probéieren, dat ganz schnell ze maachen. Et ass de Projet de loi 7106, wou mer u sech e Protokoll hunn, deen en Amendement mécht zu enger europäescher Konventioun, an zwar der Konventioun vu Florenz, wou et drëm geet, d'Landschaften ze schützen. De Protokoll oder d'Convention de Florence sollt eng Kooperatioun tëschent europäesche Länner, Partner hierstelle wat d'Gestioun, den Amenagement vun de Landschaften ugeet.

An do soll elo eng Erweiderung kommen. Déi Erweiderung ass dee Protokoll, deen hei virläit. Dat ass de Protokoll vu Stroossbuerg vum 15. Juni 2016, wou u sech déi Kooperatioun soll op Länner ausgedeent ginn, déi ausserhalb vun Europa sinn. Dat ass den Haaptpunkt vun dëser Konventioun.

Ganz kuerz: Den Depot war de 17. Januar dëst Joer. De Conseil d'État huet den 9. Mee säin Avis dozou ofginn, d'Chambre de Commerce den 8. Februar, wou jeeweils näischt weider derzou ze soe war. D'Kommissioun war de 17. Mee zesummen. Du sinn ech nominéiert ginn als Rapporteur. An de 14. Juni ass de Rapport ugeholl ginn, dee jo ganz, ganz kuerz ass.

An zwar ware keng Kommentarer vu jeeweils dem Conseil d'État nach der Chambre de Commerce. An et ass een Article unique, wou mer u sech opgefuerdert ginn, dann eben d'Approbatioun zum Protokoll vum Amendement vun der europäescher Konventioun zum Paysage hei ze ginn.

Ech mengen, dat wier dee ganze Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Kann ech dervun ausgoen, dass déi eenzel ageschriwwe Riedner just den Accord vun der Fraktioun wëlle ginn oder ass nach eppes ze soen?

Une voix.- An dem Rapporteur Merci soen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Da géif ech dervun ausgoen, dass den Här Marco Schank, den Här Roger Negri, den Här Max Hahn, den Här Kartheiser ebenfalls an den Här David Wagner dem Rapporteur géife felicitéiere fir säin exzellente Rapport an den Accord vun hire Fraktiounen a Sensibilitéite bréngen.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Kann ech och dervun ausgoen, dass d'Regierung da frou ass doriwwer?

(Assentiment)

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7106 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7106 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Wéi erwaart hu mer 60-mol Jo, keng Abstentiounen, keen Neen. Domat ass de Projet de loi 7106 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7125, engem Amendement zum Protokoll vu Montreal iwwert d'Substanzen, déi d'Ozonschicht beschiedegen. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Henri Kox, deen och schonn hei ass.

6. 7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Och hei e ganz kuerze Rapport. Et geet effektiv ëm den „amendement de Kigali", deen u sech de Protokoll vu Montreal ergänzt. Ëm wat geet et an deem Accord vu Montreal? Et geet dorëms, fir d'Ozonschicht ze schützen. Dee Protokoll ass de 16. September 1987 a Kraaft getrueden an huet eben als Haaptzil, fir all déi Elementer, déi d'Ozonschicht attackéieren, ze reduzéieren.

Den Amendement vu Kigali am Ruanda gouf vun 197 Länner ratifizéiert. An et geet drëms, fir ganz kloer déi fluoréiert Kuelewaasserstoffer ze reduzéieren. Wéi eng Stoffer sinn dat? Dat sinn déi Stoffer, déi an de Killaggregater ze fanne sinn, an et ass, fir déi och no an no ze reduzéieren. An et geet drëms, dass doduerch och d'Klimagasen am Allgemengen oder d'Erhéijung vun den Temperaturen doduerch ëm 0,1 Grad bis 2050 respektiv ëm en hallwe Grad bis 2100 reduzéiert kënne ginn.

Wichteg ass ze erwänen, dass dat hei en internationalen Accord ass, dass Lëtzebuerg sech awer ganz kloer engagéiert huet, fir kënnen den Entwécklungslänner, déi oft Problemer hunn, fir dat och technesch ëmzesetzen, ze hëllefen, an dass Lëtzebuerg den Accord ginn huet, en Deel vun deenen 120 Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg an de Klimafong gëtt, ze benotzen, fir do aktiv ze hëllefen dat ëmzesetzen. Soudass dat Gesetz hei ganz wichteg och ass.

Vläicht e puer Daten nach zum Gesetz selwer. Et ass deposéiert ginn de 24. Mäerz 2017. Den Avis vum Statsrot, deen näischt dozou gesot huet, ass den 23. Mee publizéiert ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn och en Avis ginn, den 28. an den 12. Mee (veuillez lire: den 12. Mee respektiv den 28. Abrëll). An ech selwer gouf den 31. Mee 2017 als Rapporteur bestëmmt. D'Kommissioun huet dëse Rapport ugeholl de 14. Juni 2017.

An ech ginn dervun aus, dass Der hei och eng breet Zoustëmmung zu dësem Accord wëllt ginn, an ech bréngen da gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse wichtegen Amendement iwwert de Protocole de Montréal mat.

Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, léif Frënn, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, wann een iwwer Ëmwelt heibanne schwätzt, soll een awer wéinstens e puer Sekonne verweile bei Sujeten, well aner Saache ginn oft esou séier ofgemaach, mä iwwert d'Ëmwelt ass et derwäert, dass mer driwwer schwätzen!

(Brouhaha)

Ech soen dem Henri Kox Merci fir säi Rapport, lénks a riets, mëndlech a schrëftlech.

Ech hunn nach e puer Bemierkungen awer zu dësem Gesetzestext. Et geet jo hei drëm, dass déi FCKWen, déi sougenannt Hydrofluorocarbonen, duerch dëse Kigali-Amendement op der Montrealer Konferenz (veuillez lire: zum Montrealer Protokoll) vu '87 aus der Atmosphär erausgeholl ginn. Et ass jo awer erstaunlech, dass am Joer '87 op der ganzer Welt deen Accord séier fonnt ginn ass. Firwat? Ma well mer alleguerten eis bewosst ware '87, dass duerch déi Ozonschichtverdënnung iwwert dem Nordpol Hautkriibs géif kommen. An dat betrëfft jo net nëmmen déi Leit an Afrika, mä dat betrëfft jiddwereen! An domadder ass eben dann deemools ganz séier deen Accord fonnt ginn. Et ass ee vun den effikassten Accorden, dee geholl ginn ass.

D'Konsequenz dervun ass déi, konnt een noliesen, dass ee mëttlerweil ka soen, dass zwou Millioune Mënschen an der Welt manner vun Hautkriibs befall ginn, Tendenz och da steigend.

Et soll och domat bedéngt ginn, dass d'Erhéijung vun der Atmosphärentemperatur ëm 0,5 Grad Celsius reduzéiert soll gi bis 2100, an dat an der Limitt vun 1,5 Grad Celsius nom Paräiser Klimaprotokoll.

Leider gëtt et awer och e Wermutstropfen dran. Déi Drëps ass ganz einfach, dass d'Delaien ze laang sinn. Et gëtt am Amendement vu Kigali geschwat vu bis 2040 - dat ass nach laang bis dohinner -, do gëtt versicht, dass de Verbrauch vun HFCen ëm 15% bis 20% manner soll sinn ewéi haut. An nach ëmmer ginn dann awer HFCen an d'Atmosphär geblosen.

Et ass och festgehale ginn, dass déi Reduktioun vun den HFCen duerch finanziell Zouwendungen aus dem Fonds multilatéral bei der UNO erreecht gëtt. Eist Land bedeelegt sech och, wéi gesot, am Kader vu sengen 120-Millioune-Projet do mat drun.

Mä d'Fro awer ass déi: Wéi héich ass dann déi Enveloppe, déi mir do eraspeise genau fir dësen Domän, bei den Entwécklungslänner, fir esou schnell aus den HFCen erauszefannen? Mir musse jo bedenken, dass China an Indien nach monter do weiderproduzéieren!

No Aussoe vun der UNO, an dat ass dat Batterst dobäi, wann ech dat noliesen, fléissen nëmme 5% vun alle bereetgestallte finanzielle Mëttelen am Rame vun dëse ganze Klimawiesselen an déi afrikanesch Länner - nëmme 5%! -, wou awer deemnächst wäerten zwou Milliarde Mënsche liewen.

Dofir ass meng Fro déi: Wär et net besser an deem heite Fall, mir géifen direkt dës Enveloppe dann net an dat Dëppe werfen, mä au contraire un ons fënnef Zillänner ginn: Mali, Burkina Faso, Niger, Senegal an de Cap-Vert?

An eng zweet Fro, Madamm Ministesch, do hunn ech de Mëtten nogelies gehat iwwer eng Etüd aus Amerika: An deem Montrealer Accord, an deem Vertrag, an och am Kigali-Amendement gëtt iwwerhaapt net iwwert den Dichlormethan geschwat. Deen ass guer net dran! An d'Wëssenschaftler soen awer, wann deen net gestoppt gëtt - et gëtt jo ëm eng Millioun erausgeblosen, Tendenz steigend -, dann dierft d'Schléisse vun der Ozonschicht ëm 30 Joer verlängert ginn. Dat heescht, alles, wat mer haut maachen, fir d'HFCen erauszekréien, gëtt mat dem Dichlormethan no hanne gedréckt.

Dat gesot an déi Froe gestallt, soen ech Merci an ech bréngen och den Accord vun der CSV eran.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Oberweis. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci Här President. Ech wëll och dem Rapporteur Henri Kox e grousse Merci soen an den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn, wann ech gelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech géif mech deem uschléissen a ginn och heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen dem Rapporteur och Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och fir d'Éischt e grousse Merci un den Här Kox fir säi Rapport.

Ech mengen, et ass ganz interessant, fir eng Kéier kuerz anzehalen an nach eng Kéier iwwert déi Zuelen nozedenken, déi mer hei offréiert kruten. Wa mer dat hei ëmsetzen - an d'ADR stëmmt et mat, well mer eis jo prinzipiell och zum Schutz vun der Atmosphär bekennen an et och gutt fannen, datt d'Ozonschicht geschützt gëtt -, mä loosse mer awer emol nach eng Kéier nodenken iwwert d'Effikassitéit vun dësem Accord.

Hei gëtt gesot, wann en ëmgesat gëtt, also an deene beschtméigleche Konditiounen, spuere mer oder kënne mer verhënneren 0,1 Grad bis 2050. Dat ass awer ënnert deene Konditioune gewiescht - an dat steet och esou dran -, ier d'Amerikaner decidéiert hunn, aus dem Paräiser Accord erauszeklammen. Dat sinn 32% vun de Weltemissiounen am CO_2. Bei dësen Emissioune wäert et sech an äänleche Gréisstenuerdnungen och verhalen, soudatt mer hei schwätzen, ënnert deene beschtméigleche Konditiounen, vun engem Ënnerscheed an der Temperatur bis 2050 vun 0,07 bis 0,08 Grad Celsius.

Wat ass weltwäit, wat kann dobäi de Bäitrag si vun enger Agglomeratioun wéi Lëtzebuerg, vun ongeféier 600.000 Leit, am weltwäite Volume vun den Ausstéiss? Do si mer bei 0,00000001 dorëmmer! Ech mengen, däers muss ee sech einfach bewosst sinn, wann een déi Zuelen hei kuckt, wat eisen Apport ass: weltwäit praktesch näischt! An den Effet vun dësem Accord op d'Erhëtzung ass och praktesch net méi ze moossen. En ass schonn iergendwou am Beräich vun de Klimaschwankungen normal, oder och vun dem Iertum am Moossen, zumools wann ee weess, wéi schwaach eigentlech déi Donnéeë sinn, op déi sech dacks beruff gëtt, a wéi iwwerflächlech op verschiddene Kontinenten déi Donnéeë gesammelt ginn an da verwäert an un d'UNO virugi ginn. Do sinn nach enorm Defiziter.

Ech mengen, dat muss een einfach wëssen, wann een dat heite beuerteelt, wat wierklech den Impakt vun esou engem Accord ass wéi deem heiten. Obscho mer näischt dergéint hunn, wéi gesot, mä et soll ee sech däers awer bewosst sinn.

Nach zwou Froen un d'Madamm Minister, wa mer scho vum Ozon schwätzen:

Mir hunn, wann d'Wieder ganz waarm ass, jo och Limitatioune vun de Vitessen op de Stroossen duerch d'Ozonbelaaschtung. Mä gëtt et eng Miessung, déi wierklech den Zesummenhang tëschent der Reduzéierung - hei am Land, schwätzen ech - vun der Vitesse op der Autobunn an der Reduzéierung vun der Ozonbelaaschtung hierstellt?

Mir hunn näämlech hei am Land wahrscheinlech nach ëmmer net, an dat ass meng Fro un d'Madamm Minister, een direkte Lien tëschent den anthropogenen Ozonbelaaschtungen oder Ofgasen a verschiddene Ballungszentre wéi Esch oder der Stad an de Miessstatiounen zu Beidler an zu Veianen, wou biogen, volatill Precurseure vum Ozon gemooss ginn, déi allerdéngs vollkommen natierlech sinn an eben och net kënnen duerch de Verkéier oder eng Limitatioun vum Verkéier direkt betraff ginn. Dofir, wéi effikass sinn dann eigentlech déi Vitesselimitten op den Autobunnen? Sinn déi wierklech an deem Sënn effikass a justifiéiert? Do wär et interessant, eng Kéier d'Positioun vun der Regierung ze héieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ginn et keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dann huet d'Madamm Ëmweltministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech hat u sech net vir, nach eng Kéier zu dësem Projet ze schwätzen, well ech gemengt hat, dass mer eis alleguer eens wären hei am Haus, an ech mengen awer, dass ech richteg héieren hunn, dass jiddwereen dermat d'accord ass, dass mer eis alleguerte fir de Klimaschutz asetzen. Dat heiten ass de Kigali-Amendement zum Montreal-Protokoll. De Montreal-Protokoll, dee sech mam Ozon beschäftegt, dësen hei (veuillez lire: an de Kigali-Amendement), dee sech mat fluorizéierenden Zäregaser beschäftegt, ass an der Dynamik vu Paräis entstanen. An zwar an der Optik, dass dat heiten e Feld ass, wou mer vu Killanlage schwätzen, déi mer schnellstméiglech reduzéiere sollten, wou mer natierlech ënnerschiddlech Startpositiounen hunn, esou wéi mer et an anere Beräicher och hunn. Mir hunn eng jett Länner, déi eréischt um Komme sinn, wou et awer definitiv méi Besoin ginn ass, fir do Killanlagen anzesetzen, a wou mer versichen, no an no eisen Job ze maachen an déi ze reduzéieren, fir dass mer awer bis 2050 eng Reduktioun vun 0,1 Grad hunn a bis 2100 vun 0,5 Grad.

Wat awer, wa mer kucken, wéi mer musse reduzéieren, e Bäitrag ass fir de Klimaschutz. A wa mer dat heiten net gemaach hätten... Sécherlech sinn d'Europäer ëmmer méi ambitiéis, mä et ass en Amendement zu engem Protokoll, wou mer jiddweree weltwäit mat op de Wee huelen. Dofir wëllt Lëtzebuerg jo och hëllefen. An dofir hu mer direkt och nach zu Kigali gesot: Mir wäerten eis Responsabilitéit iwwerhuelen a sécherlech am Kader vun dësen Aktiounen eise Partnerlänner, an do wende mer - an dat awer als Äntwert och nach op d'Fro, déi koum - natierlech déiselwecht Kritären un, wéi mer och an der Klimafinanzéierung usetzen, well dat heiten ass Klimafinanzéierung konkret mat eise Partnerlänner um Terrain, do, wou mer och den Know-how hunn, do, wou mer den Zougang hunn, genau déi Regiounen ze ënnerstëtze mat Projeten, wéi mer hei kënne méiglechst schnell agéieren, fir ebe grad déi fluorizéierend Zäregaser erauszekréien. Ech mengen, dat ass awer e wichtege Bäitrag, dee mer hunn.

An ech mengen awer och, dass all Mesuren, déi mer maachen, fir de Verkéier ze reduzéieren, méi flësseg ze maachen op den Autobunnen, zum Beispill duerch eng Reduktioun vun der Vitesse méi flësseg ze maachen, wichteg sinn a manner als Aschränkung solle gesi gi wéi als Bäitrag, dee jiddweree soll leeschten, fir ebe grad déi negativ Effete vun eisem Wirtschaften an ënner anerem vun eisem Transport, deen doduerch entsteet, ze reduzéieren.

Ech mengen, dass ee sech sécherlech nach eng Kéier separat kann iwwert déi eenzel Mesuren ënnerhalen. Mir hunn elo ganz rezent d'ailleurs jo och nach eng Kéier e Loftqualitéitsprogramm erausginn. Mir wäerten och selbstverständlech weider doriwwer informéieren. Dir wësst et, mir informéieren ëmmer iwwer ze héich Ozonwäerter. An eng vun deene Mesuren, déi awer definitiv eng Fluiditéit bréngt an eng gewësse Reduktioun, ass awer d'Erofsetze vun der Vitesse op den Autobunnen. An ech mengen, dass mer do kengem op d'Féiss trëppelen, wa mer déi Mesure huelen, déi d'ailleurs och an anere Länner op dëser Welt als gutt empfonnt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7125 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7125 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 60-mol Jo. Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Da froe mer déi un. An dat ass dann esou decidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7088, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Loftverschmotzung. An d'Wuert huet erëm de Rapporteur, den Här Henri Kox.

7. 7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.-* Merci, Här President. Et schléisst u sech un dat un, wat mer virdrun diskutéiert hunn. Hei geet et ëm d'Gesetz vum 21. Juni 1976, wat amendéiert gëtt, eben, wéi gesot, iwwert d'Loftqualitéit. An et betrëfft haaptsächlech d'Bensinner, also d'Carburanten, den Diesel wéi de Bensinn an awer och d'Biocarburanten, wéi déi genannt ginn. An et ass eng Applikatioun oder Emsetzung vun enger Direktiv 9870/CE, déi an dësem Gesetz verankert gëtt. An et geet an där Direktiv haaptsächlech drëms, eben och eng Reduktioun vun den Zäregase vun deene Carburante virzegesinn an dat ëm 6% bis 2020.

Déi Direktiv ass zwar schonn ëmgesat ginn, awer an engem Règlement grand-ducal. An hei geet et drëms, dat an dat Gesetz ze integréieren. Firwat an dat Gesetz? Ma an deem Gesetz ginn awer heimadder d'Sanktioune festgeluecht, fir wann ee sech net dorun hält. An Dir kennt jo déi Geschicht ëm d'Biodieselen a Biogate, ech wëll do net op déi Detailer agoen, mä hei gëtt dat an d'Gesetz integréiert, dass éischtens Sanktioune kënne gemaach ginn. A wann ee vu Sanktioune schwätzt, Ämenden, da muss een awer och deemjéinege Rekursméiglechkeete ginn. An dat gëtt dann och mat engem Amendement entspriechend verankert.

An déi zweet Saach ass natierlech och, fir d'Recherche, fir festzestellen, ob ee sech net drun hält, och méi breet opzemaachen, gëtt hei adaptéiert, dass och eng Ëmweltgewerkschaft sech deem uschléisse kann an och ebe kloe kann, wann ee sech net dorunner wëllt halen. An dofir ass et eng Ëmännerung vun dem Gesetz vum 21. Juni 1976.

De Statsrot hat eng Rei vu Remarquen, ënner anerem och eng Opposition formelle, insbesondere well d'Definitioune vun deenen eenzelne Carburanten net eendäiteg genuch waren. An déi sinn dann och entspriechend agefloss, soudass mer eng zweet Navette gemaach hunn, oder eng éischt Navette mam Statsrot, fir eben déi Klarifikatiounen am Gesetz festzehalen.

Déi zwou Chamberen, d'Chambre des Métiers, mengen ech, d'Chambre des Métiers huet en Avis ginn, an deem u sech näischt inhaltlech zum Gesetz gemaach gouf.

D'Gesetz selwer gouf de 7. November 2016 deposéiert. Wéi gesot, de Statsrot hat eng éischt Remarque, dofir déi Opposition formelle. Déi hu mer do kënnen änneren. De 15. Februar 2017 gouf ech als Rapporteur bestëmmt. Den 2. Avis vum Statsrot koum de 24. Abrëll 2017. An et ass nach eng zweet Navette gemaach ginn, effektiv, fir dat alles ze klarifiéieren, wat de Statsrot wollt hunn. An deen ass den 13. Juni 2017 komm. An den 21. Juni hu mer dëst Gesetz eenheetlech, also unanime an der Kommissioun ugeholl. An ech géif dann och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Gesetzesännerung bréngen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, och elo erëm eng Kéier dem Henri Kox Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi e gesot huet, ass dëse Projet de loi erëm eng Kéier e Stéckelche Bausteng an enger verbesserter Ëmwelt- oder Loftqualitéit. Dat ass ze begréissen a vun alle Bänke gëtt dat jo och gemaach.

Mä maache mer ons awer keng Illusiounen! D'Zuel vun de Gefierer am Verkéier wiisst bestänneg, siefen dat PKWe wéi LKWen. Hei an och an der drëtter Welt oder an de Schwellelänner, dat ass ganz kloer. Et gëtt méi Bensinn, méi Diesel verbraucht an domadder klammen awer weltwäit d'Emissioune vun Dreifhauseffekter.

Ee Véierel vun allen CO_2-Emissioune gëtt dem Verkéier zougeuerdnet. An de Weltklimarot huet a sengem Paper d'lescht Joer gesot, si schätzen eng Verduebelung bannent 30 Joer. Awer net nëmmen den CO_2 ass ee vun den Dreifhausgasen, déi mer musse bekämpfen, vill méi schlëmm ass och nach de Stéckstoff. Dat ass zwar keen Thema heivun, ech wëll just derbäi verweilen, dass mer net vergiessen, dass dat alles konnex ass am Verkéier.

Oft läit dee Wäert wäit iwwert dem Seuil vu 40 Mikrogramm pro Kubikmeter, an d'Weltgesondheetsorganisatioun schreift dat jo esou vir. Si wëllt de Wäert souguer erofsetzen. An engem rezenten Artikel konnt ech liesen, dass d'NOx-Emissioune vun den neien Dieselmotore mat der Euronorm 5 méi héich si wéi déi vun der Euronorm 4. D'Fro ass déi: Wou ass d'Entwécklung do higaangen?

De Grenzwäert läit momentan bei 80 Milligramm pro Kilometer. An a Wierklechkeet, wann ech emol heiansdo esou eng Autoszeitung an de Grapp huelen, stellen ech fest, bis zu 1.000 Milligramm pro Kilometer gëtt do ausgestouss, wäit iwwert dem Seuil, deen erlaabt ass.

Dat gesot, wollt ech awer op ee Punkt an dem Exposé des motifs hiweisen, dee mech awer interpelléiert huet. Et geet iwwert de Rekurs vun de Biocarburanten, mat deenen d'Fournisseuren d'Zil vun de 6%, déi den Henri Kox ugesprach huet, erreeche sollen. Et gouf heibanne schonn ëfters iwwer Biocarburante vun der éischter an der zweeter Generatioun geschwat. Mir waren ons deemools eens, déi éischt Generatioun kéint et jo wuel net sinn, well dat sinn d'lesswueren an den Tank gestach, an dat kann, wann ech déi Millenniumgoals 2030 kucken, jo wuel net goen, dass mer lesswueren huelen, fir an den Tank ze stiechen.

Awer bei der zweeter Generatioun, do ass momentan e massiivt Uklamme vun dem Uplanze vu Palmuelech. Als Konsequenz ginn et Länner wéi Indonesien a Malaysia, do ginn et riseg Flächen, gréisser wéi Benelux, déi ofgebrannt ginn, ofgeholzt ginn, fir do ganz einfach Palmuelechplanzen ze setzen. Net nëmme verléieren d'Mënschen do hir Heemecht, mä och d'Déieren, ech denken un den Orang-Utan, dee jo op der Verléierersäit steet, hu keng Chance méi. Den Afloss op déi regional Biodiversitéit hëlt erschreckend Moossen un. Op eng schänterlech Aart a Weis gëtt vun de Länner, déi ons hei de Wee wëlle weisen, notamment der USA a China, riseg Lännereien iwwert de Land Grabbing geholl an da ginn d'Leit verdriwwen an dorop ginn da sougenannte Palmueleche gesat. Mëttlerweil si mer bei 57 Milliounen Hektar, Tendenz klammend.

A wat nach vill méi erschreckend ass, wann ee liest, an do war, dass do Kanneraarbecht gemaach gëtt, dass Kanner agesat ginn op de Plantagen an d'Kanner gi bespréit mat dem Herbicide Paraquat. Déi stierwen ons do ewech, mä mir fueren hei monter mat Autoe weider an hannerfroen dat net.

Et gëtt mëttlerweil scho gutt Usätz. Gott sei Dank nëmmen huet de WWF sech elo do responsabel gezeechent an huet de ronnen Dësch fir eng nohalteg Palmuelechproduktioun ageruff, den RSPO.

Meng Fro dann un d'Madamm Ministesch, eng ganz kleng Fro: Wellech Garantien hu mir dann iwwerhaapt, dass mir hei am Land mat zertifizéiertem Palmuelech iwwer ons Fournisseure beliwwert ginn, déi jo ausserhalb dem Land sinn, Rotterdam a weess Gott wou, an déi ons de Carburant an d'Land bréngen?

De beschte Wee ass - maache mer ons näischt vir heibannen! - de Wee iwwert déi douce Mobilitéit, wa mer net méi wéilte fueren. Mä leider gëtt nach gefuer. Mä an engem Land, wou et 700 Autoen op 1.000 Leit gëtt, ass dat a mengen Aen e schwieregt Unterfangen.

Merci fir d'Nolauschteren an ech bréngen den Accord vun der CSV an.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).-* Villmools Merci, Här President. Och e grousse Merci un eise Rapporteur Henri Kox.

Als LSAP si mer frou, dass een elo gesäit, dass jo en Ëmschwong kënnt vum Diesel op de Bensinner, wat effektiv eis Ëmwelt nach vill méi schount, an zemools mat dësem Gesetz gëtt dat jo ënner Strof gesat. Dofir gi mer och domadder den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Da wär et um Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).-* Ech kann et och ganz kuerz maachen. Merci dem Rapporteur an ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, villmools Merci. Och Merci un den Här Kox fir säin, mengen ech, zweete Rapport de Mëtten.

Une voix.- Drëtten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Den drëtte schonn!

Et ass fir eis e Gesetz, wat mer gär géife matstëmmen, wann et hei just ëm de Schutz vun der Atmosphär géif goen, also ëm d'Reduktioun vu Schadstoffer an den Treibstoffer. Mä déi Analys eleng gräift ze kuerz.

Et sinn eng Rei Aspekter, déi ee muss kucken. Dat Éischt ass natierlech duerch déi nei Donne an der internationaler Klimadiskussioun. Ebe well d'Amerikaner erausginn, stellt sech och d'Fro vun der Kompetitivitéit am Transportsecteur nei an notamment am Lofttransport. Mir mussen also kucken an den Diskussiounen, déi mer an der nächster Zukunft, an den nächste Jore féieren, wéi eng Länner sech nach zu wéi engen Ziler eventuell engagéieren a wéi eng Konsequenzen dat huet an deene Beräicher, wou mir e kommerziellen internationalen Interessi hunn, fir do eng konkurrenziell Situatioun kënnen ze erhalen.

Dat Zweet ass, et ass e ganz strengt Gesetz. An e Reflex, dee mer ëmmer erëm feststellen, dat ass, datt eng Tendenz besteet, zemools am Ëmweltberäich ganz besonnesch streng ze sinn. Och mir sinn der Meenung, et sollt ee streng sinn. Mä ech wëll an e puer Wierder erklären, datt et och Grenze gëtt.

Éischtens gëtt emol hei de Code de procédure civile an deem Sënn ëmgeännert, datt net d'Douane soll Strofen anzéien, mä direkt den Enregistrement. An et ass och en Automatismus bei Strofen, dat ass och eppes, doriwwer kann ee laang philosophéieren. Mä ech wëll hei just feststellen, datt relativ héich Strofe relativ séier automatesch verhaange ginn. Och dat ass eppes, wat mech als Bierger a priori net begeeschtert.

Mä eisen Haaptproblem bei dëser Diskussioun, wéi dacks am Ëmweltberäich, ass, datt mir als ADR keng parallell Justiz wëllen, keng parallell Police, kee parallelle Parquet. An dat ass awer ëmmer méi an deenen Ëmweltgesetzgebungen, wou d'Baueren dacks betraff si mat besonnesch strenge Kontrollen, wou Dag an Nuecht kënnen Installatioune besicht ginn, souguer den Domizil ka besicht ginn. An de System ass eigentlech ëmmer, datt d'Membere vun der Administration de l'environnement de Statut vum Officier de police judiciaire kréien, wéi och an dësem Gesetz, wou d'Kadere vun der Kategorie A1 an A2 dee Pouvoir kënne kréien. An da kënne se Dag an Nuecht déi Installatioune besiche goen, inklusiv les locaux réservés à l'habitation, den Domizil, vun hallwer siwe moies un. Ass dat néideg?

Éischtens, wann et onbedéngt néideg ass, géif et jo duer, wann d'Police dat géif maachen, eventuell mat enger spezieller Formatioun an opgrond vun engem Mandat. Musse mer all Kéiers der Ëmweltverwaltung déi do Pouvoire wierklech ginn? Geet net eng Police mat där néideger Formatioun, deem néidege Personal duer, fir dat ze maachen?

An och mam Parquet muss ee sech eng Kéier iwwerleeën, ob mer déi Evolutioun, déi mer an deene leschte Joren haten, fir bei den ONGen eigentlech ëmmer zouzeloossen, fir kënne Plainte ze féieren, ob dat haut nach justifiéiert ass. Fréier, a mir hunn dat och esou gesinn, wor et vläicht wichteg, fir e gewëssenen Drock an der Ëmweltpolitik ze maachen, well net jiddwereen dat eescht geholl huet. An da war et gutt, fir och den Ëmweltschutzorganisatiounen e gewëssene Rôle ze ginn. Haut ass dat anescht. Haut ass dat anescht, well all politesch Partei sech zum Ëmweltschutz bekennt, well e grousst Bewosstsinn an der Ekonomie bei alle Partner ass, datt dat wichteg ass, datt et muss gemaach ginn.

An et steet am Gesetz eppes, wat interpelléiert. De Ministère public, also de Parquet, souguer wann en d'Totalitéit vun deenen Interessie soll verdeedegen, déi hei am Gesetz enumeréiert sinn - esou steet et wuertwiertlech dran, d'Totalité vum Intérêt social gëtt ofgedeckt duerch de Ministère public -, gi mer trotzdeem nach den ONGe Pouvoiren, fir kënne Plainte ze féieren. An do stellt sech d'Fro, genausou wéi mat de Pouvoire vun de Membere vun der Administration de l'environnement mat Polizeirechter, ob mer dann net sollte mat engem Parquet zefridde si vu Spezialisten, vu Juristen an ophalen, fir parallell Parqueten oder parallell Institutiounen do anzeféieren.

Et ass eng Fro vun der Rechtsstaatlechkeet. Well och déi ONGe si jo net ëmmer fräi vun Interessen. Et ass jo net esou, datt, well een eng Ëmweltschutzorganisatioun ass, ee vun haut op muer fräi vun Interessen, fräi vun Aflëss ass an nëmmen der gudder Saach géif déngen. Och do gëtt et Interessen, och do gëtt et finanziell Interessen, och do gëtt et Interessegruppen. An et gëtt keng demokratesch Kontroll.

E Parquet muss sech wéinstens géintiwwer enger Justiz, engem Justizminister justifiéieren, en ënnersteet deem zum Deel, dee sengersäits vun engem Parlament kontrolléiert gëtt. Eng Ëmweltschutzorganisatioun ënnersteet kenger vun deene Kontrollen. An och do muss een also ganz bewosst op d'Risiken opmierksam maachen. Mir sinn interesséiert als ADR, datt d'Problemer am Ëmweltschutzberäich juristesch a polizeilech esou verfollegt ginn, wéi et néideg ass, ouni iwwerdriwwe Strengt an am strikte Respekt viru rechtsstaatleche Strukturen. An un dat wëlle mer eis halen. An dofir stëmme mer dëst Gesetz net mat.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Bon, d'Gesetzesännerung vun haut betrëfft déi 6%eg Verbesserung vun der Sprittqualitéit. Déi kritt elo Gesetzeskraaft an et sinn Amendë virgesinn, déi e Fournisseur bei engem Verstouss géint déi Oplagen an Zukunft bezuele muss. Iwwert d'Héicht vun der Amende kéint sech natierlech diskutéiere loossen. Mä am Kader vun der Direktiv iwwert d'Qualitéit vum Spritt, déi hei ganz einfach an d'national Gesetzgebung transposéiert gëtt, verstoppt sech awer och eng vill méi prinzipiell Diskussioun.

Éischtens stellt sech d'Fro vum Stellewäert vum Agrospritt, dee fir d'Erreeche vun dësem 6%egen Zil bei anere Spritt ka bäigemëscht ginn. Ech mengen, den Här Oberweis ass virdru ganz gutt dorobber agaangen. De groussen Deel vun deem Agrospritt kann näämlech weiderhin aus Planze kommen, déi eigentlech primär fir d'mënschlech Nutritioun kultivéiert ginn. A mir wësse jo och ganz genee, datt duerch dëse Verdrängungseffekt d'Produktioun vun lesswuere weltwäit méi kleng gëtt an d'Präisser klammen. D'Resultater vun dëser Politik kenne mer: Ënnerernäerung an Hongersnéit, grousst mënschlecht Leed, dat oft zum Doud oder zur Flucht féiert.

Dernieft weise vill Etüden och, datt duerch d'Ännerung vun der Buedemnotzung, duerch d'Ofholzung vu Bëscher, d'Entstoe vu Monokulturen a schlecht Buedemwirtschaft d'CO_2-Emissiounen tendenziell méi héich sinn, wéi wa mer keen Agrospritt géifen hierstellen.

Ech ka mech nach erënneren als Journalist viru bal zéng Joer elo, a Brasilien esou eng Fabrik visitéiert ze hunn, wou Bioethanol produzéiert gouf. An do konnt ee sech als Journalist net mat Employéen einfach esou ënnerhalen, nëmme mat deenen, déi vun der Direktioun selektionéiert goufen. Dat si ganz fei Betriber. Also niewebäi gesot: Heiansdo wann et ëm Geld geet, da verschwënnt d'Meenungsfräiheet an d'Fräiheet vun de Journaliste ganz schnell. Dat däerf een och net vergiessen. Soit! - Kleng Klammer.

Zweetens stellt sech d'Fro vun der Berechnung vun der CO_2-Intensitéit vu verschiddenen Energieträger. An d'Äntwert drop steet net am Gesetz, mä am Règlement grand-ducal. An do kann ee gesinn, datt Spritt op Basis zum Beispill vun de Schistes bitumineux oder eben dem Sanduelech déiselwecht CO_2-Intensitéit zougerechent kritt wéi de konventionelle Pëtrol. Dat dierft awer net sinn, well d'CO_2-Intensitéit vun Energie op Basis vu Sanduelech ëm 50% méi héich läit wéi beim Pëtrol. An derbäi kënnt och nach den CO_2-Ausstouss aus der Extraktioun vu Sanduelech och dem Schistegas, dee verhältnisméisseg nach vill méi héich läit.

Geneesou gëtt et grouss Ënnerscheeder duerch d'Hierkonft vun der fossiller Energie a wéi se op der Plaz extraheiert gëtt. Och deem gëtt guer net Rechnung gedroen. Anstatt also derfir ze

suergen, datt knaschteg Energieträger lues a lues verschwannen an hir Importeure méi héich taxéiert ginn, maachen d'Direktiv an déi heiten Transpositioun hinnen d'Dier nach méi grouss op.

Déi 6%eg Verbesserung ka soumat um Pabeier vläicht erreecht ginn, mä a Realitéit gëtt ëmmer méi CO_2 an d'Atmosphär gepompelt. Dozou muss een och nach soen, datt mir als déi Lénk am Dezember 2014 - dat war mäi Virgänger, de Justin Turpel nach - eng Motioun hei abruecht haten, déi genee virun där Gefor gewarnt hat an d'Regierung opgefuerdert hat, fir zu Bréissel ze intervenéieren.

Dat ass, mengen ech, net geschitt. Déi Motioun ass versant, wann een esou wëllt soen. A mir kënnen eis wahrscheinlech och virstellen, firwat. Well kanadesch Energiekonzerner hu mat Hëllef vun hirer Regierung eng grouss Lobby-Aarbecht zu Bréissel gemaach an eng net differenzéiert Approche bei den Energieträger als wichteg Konditioun fir d'Zustanekomme vum CETA-Accord forcéiert, deen ëmmer als esou fantastesch par rapport zum TTIP duergestallt gëtt, wéi Kanada souwisou och esou fantastesch par rapport zu den USA duergestallt gëtt, nëmme well se vläicht e méi charismatesche Premierminister hunn. Mä dat ass d'Iwwerfläch. Et muss een derhannert gesinn.

D'EU-Kommissioun ass doropshin agebrach an huet hir ambitiéis Approche fale gelooss. Ob eis Regierung an dëser Fro einfach just elo den Asaz verschlof huet oder awer a Wierklechkeet d'Zustanekomme vun engem Fräihandelsaccord mat Kanada iwwer klimapolitesch Bedenke gestallt huet, kann nëmme si beäntwerten.

Dofir, Här President, och wa mir d'Gesetzesänerung u sech ënnerstëtzen, si mer der Meenung, datt déi kruzial a problematesch Punkten net am Gesetz, mä am Règlement grand-ducal stinn. An dofir wäerte mer eis mat Prudence derbäi enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Emweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.-* Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, fir d'Éischt och mengersäits e grousse Merci un de Rapporteur, den Henri Kox, an un d'Virriedner.

All eis Biocarburanten, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, sinn als nohalteg zertifizéiert, no de Virgabe vun der EU. Dat, fir op dem Här Oberweis seng Fro ze äntwerten. An et ass esou, dass mer wëssen, dass 40% vun de Biocarburanten aus Offall bestinn. Et sinn nach 13% Palmuelech dran. An ech mengen, all deenen, déi hei schwätzen a soen: „Mir musse méi fir de Klimaschutz maachen a mir musse méi maachen, dass mer eis asetze géint d'Ofholzen", deene ginn ech alleguerte recht. An dat wëll ech och hei eng Kéier soen.

An ech mengen dofir: Dee sécherste Wee ass wierklech, e Paradigmewiessel am Transport ze hunn. Mir als Lëtzebuerg sinn um Schaffen. Mir investéieren haut ganz aneschters, wesentlech méi an den ëffentlechen Transport an an d'duuss Mobilitéit. Mir versichen, léisungsorientéiert ze schaffen. Dofir: Sécherlech, reduzéieren ass dat eenzegt Mëttel, wat op Dauer wäert hëllefen, fir och eis Klimaziler ze erreechen. An ech mengen, dat huet awer jiddwereen heibanne verstanen, mä ech wollt awer trotzdeem eng Kéier präzis op Ar Fro äntwerten: Jo, se sinn als nohalteg zertifizéiert, no Virgabe vun der EU.

Da wëll ech awer nach eng Kéier, well et awer elo zweemol vum Här Kartheiser hei erwäänt gouf, op déi nei Donne zréckgoen. An ech wëll awer nach eng Kéier och op dëser Bün betounen, dass d'Lëtzebuerger Regierung, an ech mengen, jiddweree vun eis huet dat betount an de leschte Joren, wierklech der Meenung ass, dass den Här Trump wierklech e kolossale Feeler gemaach hat, andeems e versicht, mat Politicken aus dem 19. Jorhonnert d'Defien aus dem 21. Jorhonnert ze léisen, dass e réckwäertsgeriicht Politicke mécht an op Dinosaurier-Technologië setzt amplaz op d'Mënschen, op hir Emwelt an op e konsequente Klimaschutz.

An d'ailleurs mengen dat och déi meescht Amerikaner. D'amerikanesch Industrie mengt dat souguer selwer och. En huet jo vill Leit, déi sech mëttlerweil vun em ofgewannt hunn. A mir wäerten als Lëtzebuerg sécherlech weider positiv mat de Regiounen zesummeschaffen, och an Amerika! Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Memorandum of Understanding, also e Vertrag, mat zum Beispill Kalifornien a Baden-Württemberg, wou mer wäerte konkret Klimaschutz maachen.

An dat heescht, et sollt ee sech wierklech... An dat fannen ech insbesondere haut immens traureg, dass Dir elo zweemol mat populisteschen Aussoen hei op dëser Bün versicht hutt, en Doute opzeruffen, ob et wichteg ass, de Verkéier ze reduzéieren, deen eis selwer jo méi schuet awer, wéi en notzt, wa mer all Dag stresseg am Stau stinn a wa mer op d'Verkéiersdoudeger kucken, insbesondere wéinst schlechter Loftqualitéit.

Dofir mengen ech, dass et wierklech gutt ass, dass mer eis net Froe stellen iwwert den Impakt, mä d'Fro stellen, wat mir selwer hei am Alldag fir de Klimaschutz wäerte maachen. An do hu mer Iddien, fir d'Leit mat anzebannen, well dorëms geet et, dass mer eng Transitioun hikréien an déi méiglechst schnell, fir déi schlëmm Folge vum Klimawandel, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn, ze konterkaréieren.

Dann eppes zu den OPJen. Hir Pouvoiren - an do verweisen ech op den Text - si streng limitéiert. A wann et ëm d'Nuecht geet, da musse grav Indicen do sinn, wou dës OPJen, déi awer Spezialiste sinn - de Parquet, dat ass jo méi en Allrounder; hei si Spezialisten - als Spezialiste fir de Parquet operéieren. An dofir ass et awer e wichtege Punkt, dass mer grad, wa mer e grousse Verdacht hunn an Indicen derfir do sinn, kënnen Emweltschied a Schied, déi dann och der Allgemengheet herno zulaaschte falen, feststellen.

An ech mengen, dofir sinn de Rôle an déi Pouvoire vun den OPJe gerechtfertegt, well si si streng limitéiert a se limitéiere sech drop, wann et Indice-gravë gëtt. En plus hu se e Mandat vum Juge d'instruction. An ech mengen, dass mer domadder awer déi Fro beäntwert hätten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci.

Da si mer um Enn vun eiser Diskussioun iwwert de Projet 7088 ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7088 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 54-mol Jo, 3-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: M. Gilles Roth;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet 7110, eng Direktiv iwwert den Zougang zu genetesche Ressourcen. An de Rapporteur, mir si scho bal dru gewinnt, ass den Här Henri Kox.

8. 7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.-* Jo. Merci, Här President. Effektiv geet et hei ëm d'Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement, och d'Exekutioun dervun. An et geet, wéi virdrun och scho gesot an deem Gesetz vu virdrun, ëm d'Applikatioun vun deenen Accorden oder Protokoller, déi mer international ënnerschreiwen.

An hei geet et ëm e ganz wichtege Protokoll. Dat ass de sougenannten Nagoya-Protokoll. An deem Nagoya-Protokoll geet et ëm d'genetesch Ressourcen, insbesondere an den Entwécklungslänner. An et geet drëms, e Partage juste, équitable ze assuréieren, dass och déi, déi d'Ressourcen hunn an deene Länner, awer och entspriechend do kënnen dervu profitéieren, wann e Wësse méi do erauskënnt, wéi dat haut de Fall ass.

An ech mengen, de Kolleeg Marco Schank war deemools bei deem Nagoya mat implizéiert. An ech mengen, dass dëse Protokoll, dee jo iwwert de Schutz vun der Biodiversitéit handelt, och da muss agehale ginn. An dëst Gesetz exekutéiert e Reglement vun der Europäescher Unioun, fir eben dee Protokoll esou gutt wéi méiglech da kënnen anzesetzen, dass dat och agehale gëtt, an dass wierklech déi Länner op eng gewësse Souveränitéit kënnen zréckgräifen, an dass net op déi sougenannt, wat och schonn haut de Mëtten a verschiddenen Debatten zur Tagung komm ass, ausbeuteresch Aart a Weis virgaange gëtt, wéi dat esou oft de Fall ass an deem Sënn.

Wat beschreift dat Gesetz? Et beschreift natierlech eng ganz Rei vu Méiglechkeeten. Éischtens, dass déi Applikatiounen agehale ginn. An dann huet een natierlech an engem demokratesche Rechtsstat Recoursméiglechkeeten. All dat ass implizitt an dësem Gesetz da verankert ginn.

De Statsrot hat awer op engem Punkt eng Opposition formelle, well de Gesetzesprojet d'Propos hat, e Comité virzegesinn. E Comité, deen dann d'Applikatioun, de Suivi sollt maachen. Awer de Statsrot huet eis d'Constitutioun rappeléiert, dass et net um Legislateur wär, der Exekutiv virzeschreiwen, no wéi enger Aart a Weis si dat an hire Kompetenzen ëmzesetzen huet.

An dofir hu mer einfach gemengt als Kommissioun, dem Statsrot ze suivéieren. An dofir hu mer dee Comité interministériel, esou wéi e virgesi war, och aus der Gesetzespropos erausgeholl. Nichtsdestotrotz gëtt et awer intern vun der Exekutiv esou gehandhabt, an dat no Récksprooch mat der Ministesch, déi déi Erklärung an der Kommissioun ginn huet, dass dat souwisou de Fall wäert sinn, dass déi Applikatioun vun deem Gesetz oder deem Protokoll och akribesch dann nogeholl gëtt.

Vläicht just nach zu den Daten. D'Gesetz selwer gouf den 20. Januar 2017 deposéiert. De Statsrot, wéi gesot, huet den 13. Juni säin éischten Avis ginn, mat där Opposition formelle. D'Chambre de Commerce hat och net direkt inhaltlech eppes auszesetzen. Déi huet hiren Avis den 20. Januar 2017 ofginn. A mir hunn de 14. Juni 2017 mech als Rapporteur festgeluecht, wou mer och nach eng Kéier diskutéiert hunn iwwert déi Propos, déi mer dem Statsrot da ginn hunn. An den 21. Juni gouf de Rapport an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl.

An ech ginn dann och hei nach eng Kéier den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).-* Jo. Merci, Här President. Ech wollt fir d'Éischt dem Kolleeg Henri Kox als Rapporteur vun dësem Projet Merci soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. An hien huet zu Recht gesot, datt de Protokoll vun Nagoya e ganz wichtegen ass, e wesentlechen ass, well en eng Aart juristescht Bollwierk géint d'Biopiraterie duerstellt. An dat virun allem, well, ech soen emol déi Länner - déi äermste Länner, hätt ech bal gesot -, d'Entwécklungslänner, awer och Schwellelänner a virun allem indigen Vëlker vun deem Protokoll profitéieren.

Ech wollt awer eng Fro un d'Madamm Minister stellen, well viru Kuerzem ass mer e Rapport an de Grapp gefall vun zwou ONGen, näämlech „Public Eye" an „Natural Justice". Déi hunn eng Partie Divergenzen opgewisen an deem Protokoll... éischter Divergenzen tëschent de Legislatioune vun der EU an deene Länner, déi als Fournisseur kënne wierken, also an der Emsetzung vum Protokoll. An ee vun dëse Widersprëch ass den Ament vun der Acquisitioun vun enger bestëmmter Ressource.

D'EU ass näämlech der Meenung, datt d'Obligatioun vun deem sougenannten „Access and Benefit Sharing" eréischt an deem Moment spillt, wou den Accès, also de physeschen Accès zu enger Ressource spillt. An op där anerer Säit gesäit awer d'Legislatioun vu ganz ville Länner, also sougenannt Fournisseuren, vir, datt d'Obligatioun vun deemselwechten „Benefit Sharing" schonn da besteet, wann den Accès zu enger Ressource virun der Adoptioun vun dem Protokoll vun Nagoya geschitt ass. An dat ass e ganz wesentlechen Ënnerscheed.

An dann ass eng zweet Lacune, déi ech och an deem Rapport gesinn hunn, datt gesot gëtt, datt all Transfer vu geneteschem Material Deel vun engem entspriechenden Accord muss sinn. Mä d'Resultat ass awer dann, datt et quasi onméiglech ka ginn, géint den Accès an déi illegal Notzung ausserhalb ebe vun engem gemeinsamen Accord unzekämpfen.

An duerfir wollt ech d'Madamm Minister froen, ob se déi Doleancen do deelt respektiv ob eventuell Beméiunge sinn op europäeschem Plang oder doriwwer eraus, fir dann do Nobeserungen un där entspriechender Reglementatioun ze maachen.

Ansonste géif ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).-* Villmools Merci, Här President. An och nach eng Kéier Merci dem Rapporteur Henri Kox.

Ech mengen, mam Protokoll vun Nagoya gëtt de Raubbau vun der genetescher Biodiversitéit gestoppt an den Drëttlänner. An dat begréisse mer. An domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Den Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).-* Well alles gesot ass, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. An ech soen dem Rapporteur da fir d'Véiert de Mëtteg e grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht mat engem Kommentar ufänken. D'Regierung huet elo gesot, d'Madamm Minister huet gesot, et wär Populismus, vun där neier Donne an Amerika ze schwätzen. Dat ass eng Realitéit! Et ass eng Realitéit, datt dee gréissten Emetteur op der Welt aus deem Accord de Paris erausgeklommen ass! A wann een dat a seng Politik wëllt iwwersetzen a mat an d'Iwwerleeungen erabezitt, dann ass dat ganz einfach...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Mat Effet 2021, Madamm Loschetter.

...eng Saach vu politescher Verantwortung, fir sech ze iwwerleeën: Wat huet dat fir Konsequenzen op eis Ekonomie, europawäit, lëtzebuergwäit? Gëtt et e Risiko vun „Carbon Leakage"? Gëtt et e Risiko vun Delokalisatioun?

Dir kënnt mat Kalifornien Accorde maachen. Kalifornien huet net déi amerikanesch Schwéierindustrie. Dat ass u sech ganz schéin, mä et ass net d'Léisung vun deenen neie Problemer, déi sech eis stellen am Beräich vum Schutz vun der Atmosphär.

Et ass éischter eppes anescht, wat mer Suerge mécht. Mir mécht Suergen an där ganzer Klimadebatt, zu där mir eis bekennen - Schutz vun der Atmosphär ass wichteg, Emweltschutz ass wichteg -, mä egal wéi d'Wieder ass: Wann et reent, wann et waarm ass, kënnt all Kéiers e Gréngen heihinner: „Et ass waarm dobaussen, et reent dobaussen, mir si kuerz virun der Apokalyps! Et ass eng Katastroph!" Esou kann een net räsonéieren! An et ass eng Fro: Wëlle mer hei Politik mat Verantwortung a Realismus? Ma dat ass dat, wat d'ADR lech presentéiert. Oder hätte mer gär eng Politik mat Ideologie,...

(Brouhaha)

...blannemännerches, wou déi gréng wierklech Spezialisten dra sinn?

(Protestations)

Mir hunn hei eng Partei, déi gréng, dat ass déi, déi Politik mat der Angscht wëllt maachen, déi all Kéiers, wa Wolleken um Himmel sinn, seet: „Passt op, wat mer musse maachen! Dir musst gréng wielen, well soss lafe mer an d'Katastroph eran!" Dat ass sécher falsch!

Wat dee Sujet hei ugeet, do wëll ech awer der LSAP an der DP soen, datt se sech vun deene Grengen iwwert den Dësch zéie gelooss hunn!

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat hei ass keen...

(Brouhaha)

Dat ass keen Ëmweltschutzdossier, den Accord vun Nagoya. Et ass en ekonomeschen Dossier, LSAP! Et ass e Fuerschungsdossier, DP, well et geet drëm, eisen Industrien hei am Land, eise Fuerschungen an Europa an zu Lëtzebuerg en einfachen Zougang zu genetesche Ressourcen ze ginn, ouni Bürokratie, mat engem Quelleschutz, ouni wa méiglech Problemer fir Transportfirmen, déi déi Saachen transportéieren, an ouni datt déi Industrien oder Fuerschungslaboratoiren all hir Sourcë mussen all Kéiers opleeën!

Dat ass de Sënn dervun: Schutz vun der Industrie, Schutz vun der Fuerschung! An Dir hutt den Dossier. A wat maacht Der? Dir maacht alt erëm eng Kéier d'Police judiciaire, d'Administration de l'environnement, alt erëm eng Kéier parallell Parqueten. Dat ass eng gréng Politik, déi eigentlech d'Interesse vum Land an dësem Dossier verkennt. An ech kann der LSAP an der DP net felicitéieren, datt se lech déi Méiglechkeet do ginn hunn!

Mir als ADR - ech soen et nach eng Kéier -, mir si ganz gäre bereet, um Ëmweltschutz voll matzeschaffen, awer éischtens, an engem realistesche Kontext,...

(Interruption)

...mat Verantwortung, ouni de Leit Angscht ze maachen, am Interessi och vun eisen ekonomeschen Akteuren, well vun deene liewe mer, a schlussendlech ouni parallell Justiz an ouni parallell Polizei opzebauen. An dowéinst stëmme mir dee Projet hei net mat.

Ech soen lech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Et voilà!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Madamm Ëmweltministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Ech soe vun hei aus dem Rapporteur e grousse Merci, dem Här Schank fir seng Remarquen och e Merci. Ech schaffe selwer am Moment am Klimaberäich vill fir indigen Vëlker. Mir hunn hinnen elo gehollef, eng Plattform ze schafen, well mer einfach mierken, wéi ongerecht...

An, Här Kartheiser, et deet mer leed, ech mengen, dass Dir awer do d'Realitéit verkennt. Wa jiddweree géif esou wirtschaften, wéi mir wirtschaften, an dat an alle Beräicher, da wär dat desastréis! An ech mengen, dass mir eis sollten alleguerte fir méi Gerechtegkeet asetzen a virun allem derfir asetzen, dass mer eis natierlech Ressourcen, déi d'Basis vun eisem Liewe sinn, well ouni Aerd, ouni Buedem, ouni Waasser, ouni... an, kënne mer eigentlech weder wirtschaften nach liewen. Dofir ass et awer wichteg, dass mer eis Basis erhalen.

Et geet och net drëm, Angscht ze maachen. Et geet hei drëm, dass mer zesumme mat alle Länner eng méi gerecht Welt... Hei schaffe mer géint d'Biopiraterie. Ech soen dem Här Schank Merci fir seng Umierkungen. An ech kucken dat ganz gären no.

Fir de Rescht soen ech deenen anere Fraktioune Merci fir d'Ënnerstëtzung op dësem Feld. An ech mengen, dass mer hei verantwortlech handelen am Interessi vu jiddwerengem, wa mer deem heiten zoustëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert de Projet 7110 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7110 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 57-mol Jo, 3-mol Neen. De Projet ass mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Sidd Der dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Villmools Merci! Ech ginn lech Rendez-vous den nächsten Dënschdeg.

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.24 heures)

SÉANCE 43

MARDI, 4 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne
- *Exposé de l'interpellation: M. André Bauler*
- *Exposé de l'heure d'actualité: M. Laurent Mosar (dépôt de trois motions et d'une résolution)*
- *Débat: M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Franz Fayot*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Motions et résolution: M. Laurent Mosar*
- *Résolution 1: M. Marc Angel, M. Marc Baum, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*
- *Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar, M. Marc Baum*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Laurent Mosar, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

5. 6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil
- *Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Simone Beissel, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- E gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen de Premierminister, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall, mä dat kënnt sécher herno. Ech soe Merci.

2. Communications

An ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - Séance publique du 4 juillet 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7154 *- Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et portant modification*

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

2. de la loi du XXXXXX ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation,

3. du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017

7155 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017

7156 *- Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017

7157 *- Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:*

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/25014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c. la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d. la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e. la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017

7158 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 14 novembre 2016 concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.07.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour. D'Presidentekonferenz huet lech deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der matgedeelt krut.

Sidd Der mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An de Mëtten hu mer als Haaptpunkt en duebelen Debat iwwert de sougenannte Brexit um Ordre du jour, duebelen Debat, well mer mat enger Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Konsequenze vun deem Brexit op eis Finanzplaz saiséiert sinn a gläichzäiteg mat enger Aktualitéitsstonn iwwert d'„roadmap" vum Brexit, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Mir wäerten also gemeinsam iwwert déi zwee Anträg, iwwert déi zwou Demanden diskutéieren.

An d'Presidentekonferenz huet lech virgeschloen, dass mer dee Moment och d'Riedezäiten, déi jeeweils fir eng Interpellatioun a fir eng Aktualitéitsstonn virgesi sinn, kumuléieren an dass mer deementspriechend also och e bësse méi Riedezäit hu wéi just bei enger Interpellatioun. An ech géif da proposéieren, dass mer direkt mat eiser Diskussioun ufänken, se lancéieren, fir d'Éischt mat der Interpellatioun vum Här André Bauler an dann direkt hannendru mam Antragsteller vun der Demande d'Heure d'actualité, deen och gläichzäiteg de mandatéierte Spriecher, Haaptspriecher vun der CSV ass.

An ech géif d'Wuert dann direkt weiderginn un den honorabelen Här Bauler. Ech gebrauchen nach ëmmer dee mandatéierte Spriecher, obwuel dat jo net méi esou am Gebrauch ass. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Exposé de l'interpellation

M. André Bauler *(DP), interpellateur.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Stëmmung a Groussbritannien ass fir de Moment net déi euphoreschst. Fir d'Éischt an hirem laange Règne huet d'Kinnigin Elisabeth II hir Trounried den 21. Juni an engem eppes manner feierleche Kader virgelies. D'Raimlechkeete bloufen zwar déi traditionell, mä d'Queen koum net wéi gewinnt an der laanger wäisser Robe an d'House of Lords, och huet si keng Kroun méi um Kapp gedroen an ass och net an der gëllener Statskutsch bis an d'Parlament gefouert ginn. Si huet e bloen Hutt gedroen an een dezent, blot Kleed. D'Kroun ass op engem roude Kësse virun hir an dem Krounprënz an d'Parlament eragedroe ginn. Um bloen Hutt ware giel Knäpp ze erkennen. Eenzelner huet dat un den europäesche Fändel erënnert.

Den Deputéierte Paul Flynn goung souguer esou wäit, fir den Hutt vun der Queen als en Anti-Brexit-Hutt ze qualifizéieren.

Här President, d'Atmosphär a Groussbritannien no de Wahle vum 8. Juni ass, wéi gesot, net déi bescht. D'Tories goufe geplëmmt a sinn op zéng Deputéiert vun der séier konservativer nordirescher DUP ugewisen. D'Wahle sollte si eigentlech méi staark maachen, mä elo si se awer an enger geschwächter Positioun, fir de Brexit duerchzezéien. Mat hirer Entscheedung, fir aus der Europäescher Unioun auszetrieden, huet déi brittesch Regierung e komplizéierte Prozess an d'Weeër geleet, deen dorobber erausleeft, d'Kaarten an Europa nei ze stéckelen.

Den 23. Juni 2016 war de Brexit per Referendum entscheet ginn. Den Austrëtt aus der Europäescher Unioun war fir vill iwwerzeegten Europäer mat engem politeschen Äerdbiewen ze vergläichen. Et wousst zwar jiddwereen, dass d'Englänner zënter dem Ufank vum europäesche Projet hir eege Virstellung haten an dacks net grad galant a kollegial mat hire Partner um Kontinent ëmgespronge sinn.

Déi Eeler ënner eis erënnere sech sécherlech nach ëmmer gären un d'Maggy Thatcher, wat geruff huet: „I want my money back!" Trotz all deem Gekregéils...

(Interruption)

Pardon, Här Fayot, net onbedéngt gären, Dir hutt recht!

Trotz all deem Gekregéils ware si dach awer ëmmer e wichtege Partner an der Europäescher Unioun an och fir Lëtzebuerg. De Referendum hannerléisst e batteren Nogeschmaach, dat, well e Groussbritannien déif gespléckt huet, souwuel d'Populatioun wéi de politeschen Establishment. Fir d'Éischt en neie Premier, dunn eng „roadmap" fir en haarde Brexit, Neiwahlen, déi déi konservativ Partei hätte stäerke sollen, de Verloscht vun der absolutter Majoritéit am Parlament, dem House of Commons, intern Diskussiounen iwwert déi nei Regierungsbildung, d'Ofhängegkeet vun der DUP et cetera.

Den Artikel 50 vum Lissabonner Traité ass Enn Mäerz duerch eng Notifikatioun zu Bréissel a Kraaft getrueden. D'Verhandlungszäit ass ugelaf. Si leeft iwwer zwee Joer. De Wecker tickt an um Enn kéint et, wann all Seeler räissen, zu engem haarde Brexit kommen.

Bei all deem Hin an Hier musse sech déi englesch Politiker awer och konkret Froen iwwer hir zukünfteg Bezéiunge mam Kontinent stellen. Soll et an d'Richtung vu bilateralen ad-hoc-Verträg mat der EU goen? Oder soll den norwegesche Modell als Orientéierung déngen? Dat géif bedeiten, dass d'Britten am europäesche Wirtschaftsraum bleiwe kéinten a souguer an den europäesche Budget abezuele géifen, wat awer éischter onwahrscheinlech ass. Oder si maachen et wéi Neiséiland, e Stat, deen iwwert d'Welthandelsorganisatioun WTO just op kommerziellem Plang mat der Europäescher Unioun verbonnen ass.

Am Moment weess nach keen, wouhinner d'Rees goe wäert. Béis Zonge behaapten, d'Britte wéisste selwer net, wat um Enn erauskéim. Wéi sot Theresa May esou schéin: „Brexit means Brexit!" A si huet bäigefüügt: „A mir wäerten en Erfolleg dorauser maachen!" Ob dat esou einfach goe wäert, wéi si dat am Ufank geduecht huet, dierf elo scho bezweifelt ginn, virun allem nom Mësserfolleg bei de leschte Parlamentswahlen.

Den 19. Juni sinn dann d'Verhandlunge vun der brittesch-europäescher Scheedung ugaangen. Emol kucken, wou mer an zwee Joer landen: Gëtt et eng Brochlandung oder wäerte mer dach „soft" landen? „Wait and see", géifen d'Englänner soen.

Här President, bei all deem Kuddelmuddel wësse mer awer eppes sécher, an zwar, dass dës Situatioun elo schonns Auswierkungen huet, an déi international Mäert hunn eis dat scho gewisen: eng allgemeng Onsécherheet, wat déi wirtschaftlech Zukunft ugeet, keng Planungssécherheet fir d'Investisseuren a fir d'Entreprisen, déi op europäesche Mäert präsent sinn an op déi Mäert do ugewise sinn.

Verschidden Akteuren hunn duerfir schonn am Hierscht 2016 entscheet, wéi se hir wirtschaftlech Relatioune mam Kontinent och am Fall vun engem Brexit weiderféiere kënnen. Si waren hire Clienten dat einfach schëlleg. An anere Wierder: Egal wat beim Brexit erauskënnt, vill international aktiv Finanzakteuren hunn e Plang, wéi se hir Entreprisen ab 2019 opstelle wäerten, fir weider hir Geschäfter an der EU maachen ze kënnen.

Här President, de Brexit huet zu engem Verloscht u Glafwierdegkeet gefouert. Investisseuren ausserhalb vun der EU hu sech gefrot a froe sech, wat dann elo an a mat Europa lass ass. Si froe sech: „Mat wat fir engem Europa hu mer et an Zukunft ze dinn? Solle mer eis zukünfteg méi op London axéieren oder ass et net awer besser, e Stützpunkt am kontinentale Bannemaart ze behalen? Oder brauche mer déi zwee?"

Här President, England war ëmmer en dynameschen Akteur an der EU, besonnesch wann et ëm finanztechnesch Sujete gaangen ass. An deem Sënn verléiere mer als Lëtzebuerger Land en Alliéierten a verschiddenen Dossieren.

De Brexit wäert d'EU fragiliséieren a kéint Lëtzebuerg mëttel- oder laangfristeg Schued brëngen. Et kann ee sech also net iwwert de Brexit freeën. De Brexit gesäit fir Lëtzebuerg an enger éischter Phas, also à court terme, éischter positiv aus mat neie Leit an neien Aktivitéiten, déi bei eis komme wäerten a mat hirem Know-how an hirer spezifescher Aktivitéit eis Finanzplaz beräicheren.

Op wirtschaftlechem Plang gëtt et souwuel Chancë fir eist Land wéi awer och Geforen. Dëst huet dermat ze dinn, dass eise stäerkste Lien mat England iwwert d'Finanzplaz vu London leeft. Eis Finanzplaz ass ganz dacks complementaire zu där vu London. Konkret bedeit dat, dass, wann et hinne gutt geet, et eis och gutt geet. Mir sinn, mir waren a mir bleiwe Partner.

Här President, et kann een de Brexit aus Lëtzebuerger Siicht awer net verstoen, wann ee sech net e bësse mat eiser Finanzplaz auserneesetzt, well och eis Finanzplaz e staarken Afloss op d'Bildung vun eisem nationale Räichtum huet. Jo, e gudden Deel vum Kuch, deen all Joer hei am Land gebak gëtt, hu mer eiser Finanzplaz ze verdanken. Ech soen dat, ouni d'Finanzplaz glorifizéieren ze wëllen.

Ma mir mussen de Realitéiten awer an d'A kucken. All véierte bis all drëtten Euro an eisem Statsbudget kënnt direkt oder indirekt aus Aktivitéite vun der Finanzplaz. An der Schwäiz ass dat Gewiicht manner staark. Do sinn et just 10%, een Zéngtel also.

D'Haaptstäerkt vun eiser Finanzplaz ass hir Diversitéit. Dacks gëtt an dësem Zesummenhang vun engem ganzen Ekosystem vun Akteure geschwat. D'Banken, d'Fongen, d'Bourse, d'Assurancen, d'Reassurancen, d'Auditeuren, d'Beroderfirmen, d'Affekotebüroen et cetera, alles dat mécht eis staark. Dësen techneschen Know-how ass net vun haut op muer entstanen, mä en ass iwwert déi lescht Jorzéngte lues a lues opgebaut ginn. Dat huet och dermat ze dinn, dass déi politesch Entscheedungsinstanzen hei zu Lëtzebuerg ëmmer op Zack waren, wann et geheescht huet, Gesetzgebungen am Interêt vun der Finanzplaz ëmzesetzen. Denke mer nëmmen un déi éischt UCITS-Fongendirektiv vun 1985.

Här President, bleiwe mer bei de Fongen. Bei den internationale Fonge si mer déi éischt Finanzplaz weltwäit an insgesamt gekuckt si mer weltwäit déi éischt an der Fongenindustrie no Amerika. Op EU-Niveau si mer déi éischt Fongenindustrie.

Lëtzebuerg ass och de Backoffice vun angelsächsesche Firmen, awer net nëmmen. Och hei am Land ginn etlech Fonge konzipéiert. An dësem Sënn ass et och erfreelech ze gesinn, dass eis Universitéit kierzlech e Fuerschungsaccord mat der ABBL ënnerschriwwen huet am Beräich „know your customer". Dublin ass a bleift awer den Haaptkonkurrent vu Lëtzebuerg bei der Verwaltung vun de Fongen. Lëtzebuerg ass awer besser opgestallt, well mer virun allem e multilinguaalt an diversifizéiert Ëmfeld hunn. Et ka sinn, dass méi UCITS-Fongen zu Dublin an zu Lëtzebuerg mussen opgeluecht ginn.

Et wäert och sinn, dass méi AIFD-Fongen hei zu Lëtzebuerg opgeluecht wäerte ginn. Mir hu jo d'lescht Joer nach déi respektiv Gesetzgebung hei am Parlament gestëmmt. A Polen ass net genuch Substanz fir verschidden Aktivitéite fir Fongen. Polen huet éischter am Backoffice, an der Kontabilitéit eng Spezialisatioun.

Lëtzebuerg huet ee Fort, eng Masse critique u Wëssen an un Know-how. Englesch ass fir Lëtzebuerg eng offiziell Sprooch am Bankeberäich. Fir Frankfurt a Paräis, déi op hir jeeweileg Landessprooch setzen, ass dat net esou. Just déi nordesch Länner an Holland akzeptéieren Englesch als offiziell Sprooch. En Nodeel an der Belsch ass deen, dass déi ganz Bankelegislatioun an zwou Sproochen iwwersat muss ginn, wuelgemierkt d'Sprooch vis-à-vis vun den Autoritéiten.

Englesch ass fir Lëtzebuerg also eng Stäerkt, eng Tromp. Mir mussen dës Sprooch, denken ech, nach méi an d'Vitrinn stellen. Am Finanzberäich leeft mëttlerweil villes, wann net alles, op Englesch. Zu Lëtzebuerg ass de Prospekt also an dräi Sprooche formuléiert. An dëse klengen, ma guer net esou onwichtegen Detail mécht eis als Finanzplaz méi attraktiv. Mir hunn international eng ganz staark Positioun an de Fongen. D'Manager kennen eis Positioun. Brittesch Fongen hunn deeselwechte Problem wéi d'Banken. Géife si am Fall vun engem Brexit den europäesche Pass oder Passeport verléieren, well se eben an engem Land implantéiert wieren, dat dann net méi an der Europäescher Unioun wier, da misste se sech an engem anere Memberland nidderloossen.

Bei de Fongen ass et dacks esou, dass d'Produiten zu London ausgeschafft, sprëch konzipéiert ginn. Dat nennt een och d'Ingénierie financière. D'Fonge ginn also haaptsächlech zu London entwéckelt an iwwer Lëtzebuerg opgeluecht a verdriwwen. Et gëtt also an engem gewëssene Mooss eng Complementaritéit tëschent Lëtzebuerg an der Londoner City. Mir si souzesoen e Backoffice vu London, well dës Fongen dacks hei bei Finanzinstituter deposéiert sinn, well hei d'Administratioun leeft, well hei zu Lëtzebuerg de Risk Management vum Produit gemaach gëtt an d'Tresorerie ugeluecht ass.

Mir stinn natierlech a Konkurrenz zu anere Finanzzentre wéi Frankfurt, wéi Paräis oder Amsterdam. Mä mir mussen eis guer net verstoppen, well mer vill Sprooche kennen, och um reguléierenden Niveau. Lëtzebuerg huet och e stabillt politescht Ëmfeld, dat ganz genau weess, wéi wichteg d'Fonge fir d'Finanzplaz a fir eise Sozialstat sinn.

Lëtzebuerg verfüügt och mëttlerweil iwwer e Set vun internationale Schoulen, denke mer un d'International School zu Déifferdeng! Gutt News an dësem Kontext: Den 10. Oktober d'lescht Joer hat den Investmentmanager M&G ugekënnegt, eng nei Plattform zu Lëtzebuerg opmaachen ze wëllen. Et handelt sech heibäi ëm eng SICAV, déi sech u Clienten ausserhalb vu Groussbritannien riicht. D'„Financial Times" hat an dësem Zesummenhang vun der éischter grousser Post-Brexit-Finanzentscheedung geschwat.

Lëtzebuerg ass also weider attraktiv fir Fongen. Och am Beräich vun der FinTech kann eis Plaz interessant ginn. Verschidde Firme gi sech London guer net méi ukucken. Si interesséiere sech direkt fir eis, well se einfach sécher wëlle sinn, dass se och nach an zwee Joer hir Produiten an der Europäescher Unioun am Bannemaart verkafe kënnen.

Här President, wat déi klassesch Banken ubelaangt, esou schaffe ganz vill Haiser mat engem sougenannten „split setup". Dat heescht, si hunn hiert Mammenhaus zu London an eng Filial hei am Land. Dëst ass meeschtens een Hub, eng liicht Versioun vum Headquarter, deen da bei eis ass. All Bank muss elo fir sech selwer entscheeden, fir sech selwer kucken, wéi se an Zukunft strukturéiert ass a wéi se fonctionnéiere wëllt. Si muss sech d'Fro stellen, wéi vill Geschäfter se um Kontinent muss hunn, fir de Passeport européen ze kréien.

Brittesch Finanzhaiser musse vläicht méi Leit vu London op de Kontinent brëngen, fir nach d'Autorisatioun ze kréien, fir iwwerhaapt nach am EU-Bannemaart aktiv ze sinn. Och net brittesch Banken iwwerdenken hire Modell elo. Eng nordesch Bank huet an deem Kontext ëm déi 50 Leit wéinst dem Brexit op Lëtzebuerg bruecht.

Här President, Lëtzebuerg huet eng ganz dynamesch an innovativ Bankeplaz mat enger grousser brittescher Präsenz. An duerfir si mer och fir verschidden Instituter interessant. Loosse mer och net vergiessen, dass eis Plaz mëttlerweil e gudde Ruff genéisst! Dank dem Engagement vum Finanzminister Pierre Grame-

gna si mer vun alle groen a schwaarze Lëschten erof. Eis Virdeeler sinn also net nëmmen de Britte bekannt: flexibel Produkter zum Beispill am „wealth management", also an der Strukturatioun vum Patrimoine.

Et sinn dëst Finanzinstrumenter, déi der ganz normaler Fiskalitéit ënnerleien. Lëtzebuerg wäert awer manner Aktivitéiten am Beräich Investmentbanking unzéien, einfach well mer do par rapport zu Frankfurt manner Know-how hunn.

E Wuert zu de Quartiers généraux: Hei gëtt ëmmer nees d'Fro gestallt, ob mer systemesch Banken unzéie kënnen. D'Experten, déi ech op der Finanzplaz besiche konnt, soen engem, dass déi sech wuel kaum wäerte vu London op Lëtzebuerg deplacéieren. An dach wäerte grouss Finanzgruppen hire Footprint an der EU nei ausriichten. Esou si mer hei zu Lëtzebuerg den Hub fir net europäesch Länner. D'Schwäizer Banke si léiwer bei eis komm, well och mir kleng sinn an eng grenziwwerschreidend Approche hunn. Mir hunn d'Expertise vu China, mir hunn d'Expertise vu Südostasien an esou weider. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg eng Proximitéit zu den Autoritéiten, dat wësse Länner ausserhalb vun der EU ze schätzen. Net fir näischt si schonn Ufank November 2016 dräi nei Bankenhaiser, Finanzinstituter op Lëtzebuerg komm. J.P. Morgan hat zum Beispill ugekënnegt, Plazen op Lëtzebuerg transferéieren ze wëllen.

Et soll awer elo kee gleewen, dass vun haut op muer Dausende vu Leit vu London eriwwerkommen. London bleift och weiderhin en „global player" an der internationaler Finanzwelt mat ronn 150.000 Leit, déi op der Finanzplaz zu London schaffen.

Här President, nach e puer Wuert zur Lëtzebuerger Bourse. Mir sinn en fait eng ganz kleng Bourse, wat de klasseschen Aktienhandel ugeet. Mä mir sinn awer ganz staark am Beräich vum internationalen Handel mat Obligatiounen. Lëtzebuerg ass do wierklech en Haaptpartner an Europa. Den „Who is who", wéi dat esou schéin heescht, vun der Weltwirtschaft ass och hei zu Lëtzebuerg. Iwwer 40.000 international Wäertpabeiere gi bei eis quotéiert.

Well dëst e Geschäft ass, wou mer mat ganz ville Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun handelen - ongeféier d'Halschent vun den Transaktiounen op eiser Bourse -, besteet hei méi e grousse Risiko, wann d'EU als solch geschwächt ass, well verschidden Akteure sech vun eis ofwenne kéinten. Ech denken do besonnesch un de südostasiatesche Raum.

Singapur an Asien riskéieren nom Brexit, méi interessant fir international Operatiounen ze ginn. Mir mussen also gutt oppassen, dass international Wäertpabeieren net op anere Plaze gehandelt ginn. Dofir muss e konkreten, sprëch fairen Deal mat London fonnt ginn. Soss verléiere mir als Europa. Och Irland verléiert dann. E Brexit ass also an engem gewëssene Mooss eng Gefor fir d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Bourse.

Här President, mir sollten den Assurancësecteur awer net aus den Ae verléieren. Wann am Ufank vläicht geduecht gouf, dass dëse Beräich manner vum Brexit impaktéiert wier, esou stellt sech zanter de leschte Méint eraus, dass mer en fait besonnesch hei nei Akteuren unzéie kënnen. Och wa Lloyd's sech elo fir Bréissel a géint Lëtzebuerg entscheet huet, esou huet den amerikaneschen Assureur AIG awer schonn am Mäerz ugekënnegt, op Lëtzebuerg ze kommen, dann einfach, fir sécherzestellen, dass si hir Geschäfter och no engem Brexit weiderféiere kënnen.

Dësen Deal ass wichteg, well e richtungsweisend ass. AIG ass esou eng grouss Gesellschaft, dass och nach aner Akteure sech op Lëtzebuerg deplacéiere wäerten. Esou huet Hiscox zum Beispill am Mee ugekënnegt, op Lëtzebuerg ze kommen. Am Abrëll huet FM Global sech och fir dëse Schrëtt entscheet. Am Juni war et dann och nach RSA.

Firwat dann elo Lëtzebuerg fir d'Assurancen? Ma éischtens hu mer e separate Regulateur - de Commissariat aux assurances -, dee gewinnt ass, international opgestallten Entreprisen ze reguléieren. An zweetens ass Swiss Re schonn hei am Land, wat neien Akteure weist, dass dëse Modell zu Lëtzebuerg soutenabel ass.

Här President, komme mer zu de Schlussfolgerungen. D'City vu London wäert bestoe bleiwen. Si wäert eng Rei Aktivitéiten a Bänker verléieren, an dach ass vill Bewegung am Dossier. An et ass gutt, dass mir eis dobaussen als Lëtzebuerger Finanzplaz, als Lëtzebuerger Land positionéieren, dass mer also e gesonden Honger weisen.

Eis Agence Luxembourg for Finance ass ganz aktiv um Terrain an och d'ABBL an d'ALFI féiere Gespréicher mat Banke respektiv mat Fongemanager. Den Haut comité de la place financière hat am Fréisummer d'lescht Joer eng Taskforce zum Thema an d'Liewe geruff, déi e Rapport ugeholl hat mat de Punkten, déi et nach unzepake gëllt.

Luxembourg for Finance huet dës och ëmgesat. Si féiere weider Eent-zu-eent-Gespréicher. Si sinn also an direktem Kontakt. Si sinn an de Medie präsent. Lëtzebuerg soll also och weider net zu London mam Fändel ronderëm lafen, wéi anerer dat maachen oder gemaach hunn, oder mat der Scheierpaart wénken. Mir hu scho selwer en Erkennungswäert an eng Renommee, a mir kënnen dës nach weider verstäerken. Dat geschitt, wéi gesot, zesumme mat eise Partner, wéi der ALFI oder der ABBL.

D'Lëtzebuerger Finanzplaz schreift sech an e gudde Kader an. Nach hu mer heiheem eng Liewensqualitéit, déi een zu Paräis oder zu London net virfënnt. Vill Famillje si frou, fir an esou engem Ambiente ze liewen. Denke mer un eis Fräizäitinfrastrukturen, eis international an engleschsproocheg Schoulen an un eis Kulturlandschaft, an där ee sech erhuele kann!

Kuerzfristeg gekuckt hu mir d'Méiglechkeet, fir weider Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze zéien. Dobäi sollt ee sech net wéi Asgeier op London stierzen, seng Avantagen awer ganz kloer bekannt maachen.

International Akteure soe sech: „Wa mir schonn zu Lëtzebuerg sinn, da wëlle mer kucken, wéi eng Aktivitéiten aus England kënnen eriwwergeholl ginn. Wou si mer also an der Zukunft mam Gros vun eisem Business präsent? Wéi kann een eis Aktivitéiten zu Lëtzebuerg erweideren? Wou si mer schonn aktiv? Wat hu mir? Wien a wat kéint eriwwerkommen?"

D'Akteuren zu London froe sech: „Wat ass eise Setup? Wéi kënne mer mat engem Minimum u Substanz zu Lëtzebuerg aktiv sinn, ouni deen aktuelle Setup op d'Kopp ze geheien?"

A mir mussen eis froen: „Wat kënne mer spezifesch fir si ubidden? Wéi vill kënne mer verléieren, géife mer näischt ënnerhuelen?"

Esou oder esou, ech hunn et virdru gesot, Dausende vu Leit wäerte vu London net eriwwerkommen. D'Finanzingenieure bleiwen dohannen, an och déi héichbezuelte Manager. Et wäert also net de CEO sinn, dee kënnt, mä de Sales-Manager.

Laangfristeg sinn d'Auswierkunge méi schwéier anzeschätzen, well een net genau weess, wéi de Brexit d'Eurozon als Ganzt beaflosse wäert, mä esou oder esou musse mer weider innovativ bleiwen, dat souwuel wat d'Finanzplaz an hir Akteuren ugeet, wéi och wat d'Zesummespill tëscht Politik a Wirtschaft ubelaangt.

Här President, Groussbritannien war an ass e wichtegen Alliéierte vu Lëtzebuerg, grad am Finanzsecteur. Lëtzebuerg wäert dat och weiderhi bleiwen. Dofir musse mir och an Zukunft weider zesummeschaffen. Mir wäerte Partner bleiwen. An dësem Dossier ginn et wierklech all Dag nei Evolutiounen, soudass de Finanzminister am beschte gestallt ass, fir eis vläicht nach e puer Präzisiounen ze ginn.

Ech wollt de Finanzminister dofir froen, wéi hien zurzäit d'Auswierkunge vum Brexit op Lëtzebuerg aschätzt, dat an deene verschiddene Beräicher vun eiser Finanzplaz, vun de Fongen, iwwert d'Banken an d'Bourse bis hin zu den Assurancen.

A wat fir engem Mooss kann et duerch de Brexit zu enger weiderer Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz kommen? Huet den Här Minister an dësem Kontext méi präzis Informatiounen iwwer potenziell nei Aktivitéiten? Kann hien eis och e puer Indikatioune ginn, wat fir spezifesch Beruffsprofiller duerch de Brexit op Lëtzebuerg komme kéinten?

Mir wëssen, dass Luxembourg for Finance eng exzellent Aarbecht mécht. Wéi gesäit d'Promotioun vun der Finanzplaz an den nächste Méint aus? Wou leie méiglech Chancen a Risike vun engem spéideren Handelsaccord mat Groussbritannien, soubal si definitiv d'Europäesch Unioun verlooss hunn, dat souwuel fir d'EU als Ganzt, wéi och fir eis als Lëtzebuerger Land am Spezifeschen?

A wéi engem Mooss riskéiert den ekonomeschen Abroch a Groussbritannien duerch d'Schwächung vum brittesche Pond duerch déi allgemeng Onsécherheet an déi finanziell Verflichtunge vis-à-vis vun der Rescht-EU - et gëtt jo vu 60 Milliarden Euro geschwat -, zu engem konjunkturelle Réckgang am Bannemaart ze féieren? Wéi kënne mir als Lëtzebuerg dorobber virbereeden?

Dat wieren e puer Froen, déi ech mer erlaben, an de Raum ze stellen.

Här President, erlaabt mer zum Schluss vu menger Interpellatioun e puer allgemeng Iwwerleeungen. D'Noriicht vum Brexit war fir d'Europäesch Unioun e Schock. D'Angscht, dass et zu engem Zersetzungsprozess an der EU kéim, war grouss. Nach viru Méint wousst keen, wéi déi hollännesch oder déi franséisch Wahlen ausgéingen, an ob et nach eventuell zu engem Frexit kéim. E Frexit wier wierklech den Ufank vum Enn gewiescht. Elo awer schéngt d'EU lues a lues nees d'Kéier ze kréien.

D'Krise vun de leschte Joren dierften effektiv bei ville Bierger zu enger Gewëssenserfuerschung gefouert hunn. Vill Mënschen an der EU hu verstanen, dass Europa, den Euro, de Schengen-Raum, déi fräi Zirkulatioun vun de Bierger, dass dat alles keng Selbstverständlechkeet ass. Se hu begraff, dass d'Europäesch Unioun eng Chance ass. Dës Chance huet vu fréiere Generatioune missen erkämpft ginn.

Et ass un deenen haitege Generatiounen, fir d'Errungenschaften an d'Wäerter vun dëser EU ze verdeedegen. E Bléck op d'Weltkaart weist eis séier, wéi grouss mer sinn a wou mer stinn. All deenen, déi un der EU als gemeinsame Friddensprojet zweifelen, soll een dofir d'Fro stellen: Gëtt et an der Zäit vun der Mondialisatioun eng Alternativ zu Europa? Wier den Nationalstat wierklech d'Alternativ?

Mir Lëtzebuerger wëssen zanter dem 19. Jorhonnert, dass mer eis ni hätten entwéckele kënnen, wa mer eis net a gréisser Wirtschaftsraim integréiert hätten. Dat war eis eenzeg Chance, fir als klenge Stat ze iwwerliewen. All deenen, déi d'Europäesch Unioun a Fro stellen, sollt ee soen: „Da kuckt op déi Millioune Britten, déi d'EU net verloosse wollten an déi elo verzweifelt sinn, well se wëssen, dass de Brexit hinne kee Gléck bréngt! Kuckt op déi Millioune Britten, déi an zwee Joer d'Avantagë vun der fräier Zirkulatioun verléieren an dofir en héije Präis musse bezuelen!"

Millioune Britte wiere frou, wa se an der EU bleiwen dierften. All dës Mënschen hu verstanen, dass d'EU méi ass wéi eng Wirtschaftsgemeinschaft an e Bannemaart. Europa ass och eng Wäertegemeinschaft, déi eis an enger ëmmer méi komplexer a rauer Welt méi staark maachen a schütze soll. Dat sollte mer eis ëmmer virun Aen halen, wa mer iwwer Europa diskutéieren.

Ofschléissend wollt ech allen den Akteure vun der Finanzplaz, déi ech an de leschten zéng Méint begéint hunn, Merci soe fir hir Rotschléi a Reflexiounen. Dat huet mir perséinlech vill gehollef, fir dës Interventioun ze preparéieren a mer e bessert Bild ze maachen. E spezielle Merci un de Ben Jacoby aus eiser Fraktioun fir d'Begleedung an lech alleguer fir d'Opmierksamkeet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar, deem seng Fraktioun, d'CSV, d'Aktualitéitsdebatt ugefrot huet. Den Här Mosar ass och uschléissend Riedner vu senger Partei. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'heure d'actualité

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Här Statsminister, Dir Häre Ministeren, et sinn elo bal gutt dräi Méint hier, datt déi englesch Premierministesch Theresa May offiziell d'Scheedungsprozedur vun der Europäescher Unioun ageleet huet. Vun elo u gëtt also, wärend zwee Joer emol mindestens, iwwert d'Trennungsmodalitéiten tëschent Groussbritannien an der Europäescher Unioun verhandelt. An d'Resultat vun dëse Verhandlunge muss dann och vum englesche Parlament ofgeseent ginn.

Ob et zu enger frëndlecher oder enger knaschteger Scheedung kënnt, steet haut nach an de Stären. Wat wäerten d'Konditioune vun der Stee sinn? Wat kënnt no der Scheedung? Wéi intensiv wäert no engem Brexit dat europäesch-brittescht Verhältnis nach sinn? A wat geschitt, wann et dann iwwerhaapt net zu enger Eenegung kënnt? Alles dat si Froen, op déi et haut nach keng Antwerte gëtt.

Här President, aleedend zu menger Interventioun wëll ech dem Kolleeg André Bauler Merci soe fir déi Initiativ, déi e geholl huet, fir haut eng Interpellatioun iwwert d'Konsequenze vum Brexit ganz besonnesch op d'Finanz- an d'Bankeplaz unzefroen.

Ech wäert mech a menger Interventioun fir d'Éischt mat deene méi generellen Erausfuerderunge vum Brexit beschäftegen, fir mech dann herno mat de Chancen an de Risike vun esou engem Brexit och fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze beschäftegen.

Bei dëser Prozedur geet et also drëms, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Mariage, deen elo 43 Joer gedauert huet, tëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Europäescher Communautéit opzeléisen an ze liquidéieren. Déi drëttgréisst Vollekswirtschaft vun Europa wäert net nëmmen den europäesche Bannemaart, awer och d'Zollunioun verloossen.

All Aussoen, souwuel vun der Madamm May wéi och vun anere Vertrieder vun hirer Partei, weisen éischter drop hin, datt d'Regierung Kurs op e sougenannten „haarde Brexit" hëlt. Historesch ass et awer vläicht interessant, drun ze erënneren, datt genau op dërselwechter Plaz, wou d'Madamm May Mëtt Januar déi grouss Linne vum Brexit opgezeechent hat, näämlech mëtten a London, am Manchester House, déi fréier Premierministesch Margaret Thatcher am Abrëll 1988 d'Virdeeler vum europäesche Bannemaart an den héchsten Téin gelueft hat. Genau vun deem Zougang zu engem Maart vun entre-temps 500 Millioune Mënsche sinn d'Madamm May an hir Regierung genee 29 Joer méi spéit amgaangen, sech ze verabschiden.

Wann ee weess, wat bei dëse Brexit-Verhandlungen um Spill steet fir all eenzelt EU-Memberland an natierlech virun allem och fir Groussbritannien, da kann ee sech virstellen, wéi zéi a laangwiereg dës Verhandlunge wäerte ginn.

D'Objektiv vun der Europäescher Unioun muss et allerdéngs sinn, alles ze ënnerhuelen, fir ze evitéieren, datt de Brexit d'Dieren opmécht fir aner populistesch a protektionistesch Deriven. Allerdéngs, an och do si mir eis, mengen ech, an dësem Haus all eens, kann d'Ausmooss vun dëser Erausfuerderung och eng Chance fir Europa duerstellen an - wie weess? -, datt dësen haarde Brexit vläicht en neien Impuls fir mindestens e Käreuropa ka mat sech bréngen.

All dëst ass alles, mä keen Acquis. Nach gëtt et awer eng Rei Ursaachen, fir ze hoffen. Well et ass och am Interêt vu Groussbritannien, datt dës Trennung net an e Rousekrich ausaart, well déi zwou Säite mussen och nom Brexit nach e fairt a kooperatiivt Verhältnis mateneen opbauen.

An all Bedeelegt, souwuel op brittescher wéi och op europäescher Säit, musse sech hirer historescher Verantwortung bewosst sinn, déi op hinne laascht. Si musse sech bewosst sinn, datt et bei de Verhandlungen net drëms geet, Pluspunkten ze maachen an ze beweisen, wien dee Stäerksten ass, mä et geet virun allem ëm den Erhalt vu Fridden a Wuelstand a ganz Europa, also och a Groussbritannien. Wann eis dat näämlech net gelénگt, drot dee ganzen europäesche Projet mam Brexit ënnerzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll versichen, an deenen nächste Minutten opzezeechnen, wat d'Verhandlungspositiounen op deenen zwou Säite sinn, awer och op déi ganz grouss a wesentlech Erausfuerderungen, déi sech eis alleguerte stellen, anzegoen.

Als Éischt sollt a misst een awer wëssen, datt am Géigesaz zu deenen oft haarden Téin, déi vun der Insel eriwwergedroe ginn, d'Verhandlungspositioun vun de Britten net onbedéngt déi allerbescht ass. Déi brittesch Wirtschaft ass vill méi op gutt Wirtschaftsbezéiunge mat Europa ugewisen, wéi dat ëmgedréit de Fall ass.

Zwou Zuele virop, déi och déi ongläich Trëmp am Verhandlungspoker däitlech maachen: 44% vun de britteschen Exporter ginn an aner EU-Staten. A Groussbritannien steet nëmme fir 8% vun Exporter vu Firmen aus deenen iwwreg bleiwenden EU-Länner.

Wa sollten an Zukunft Handelsbarrièren tëschent Groussbritannien an der EU opgestallt ginn, wäert dat sécherlech fir déi meescht EU-Länner, mat virop Däitschland, awer och fir eist Land, alles aneschters wéi agreabel sinn. Mä fir Groussbritannien, Dir Dammen an Dir Hären, wären esou Handelsbarrièrë carrement eng Katastroph.

Op där anerer Säit spillt d'Zäit géint d'Britten. D'Banken an d'Entreprisë sinn näämlech am Moment an enger totaler Onkenntnis, wat d'Bedéngunge sinn, an deene si an Zukunft Geschäfter mam Festland kënne maachen, wann d'Kinnekräich da spéitstens 2019 austrëtt. Derbäi kënnt, datt, wann d'Gespréicher ouni Resultat géifen ausgoen, wat keen hofft a wënscht, wat awer net komplett vun der Hand ze weisen ass, an et keen Handelsvertrag och wäert ginn, am Prinzip automatesch no 2019 Douanestaxe fälleg sinn. Dat wier schlecht fir all Bedeelegt, awer ganz besonnesch batter fir déi brittesch Exporteuren.

An dëser Hypothees kéint Groussbritannien natierlech op eng substanziell Reduktioun vun de Steiersätz op d'Betriber setzen, mä och do muss ee wëssen, datt si elo schonn op 20% sinn a bis 2020 wëllen op 17% erofgoen.

Nach, Här Finanzminister, wäert et schwiereg ginn, déi 12,5% vum Nopeschland Irland ze erreechen. A souguer wa se dann dat och nach géife fäerdegbréngen, hunn awer déi ausländnesch Investisseuren eigentlech all Interessi, an Irland ze bleiwen, well si kënne jo hei weider vun de Virdeeler vun enger EU-Memberschaft profitéieren.

Här President, wann een also ganz genau d'Analys vun der Situatioun op där anerer Säit

vum Ärmelkanal mécht, stellt een eigentlech fest, datt Groussbritannien net schrecklech vill Trëmp an der Hand huet an d'Europäesch Unioun eigentlech um laangen Hiewel sëtzt.

Ech muss Iech dofir soen, datt, wann et sécherlech Risike fir déi europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft gëtt, ech net zu deene geheieren, déi am Brexit nëmme schwaarz Wolleken iwwer Europa an der Europäescher Unioun gesinn. An dëst ass dann och eigentlech e gutt Beispill dofir, datt am Géigesaz zu deem, wat oft an der Unioun vu Kritiker ënnerstallt gëtt, si eigentlech guer net esou schlecht opgestallt ass fir de Fall, datt ee vun de Memberen dës Unioun vun haut op muer wëllt verloossen.

Ech wëll awer gradesou kloer de Mëtten hei betounen, datt dës Trëmp, déi d'Europäesch Unioun an der Hand huet, nëmme kënnen ausgespillt ginn, wann d'Europäesch Unioun sech net vu London wäert auserneendividéiere loossen a verschidde Memberstaten net versichen, hir eegen Interessen a bilateral Accorde mat London ofzesécheren. Dëst ass fir mech wahrscheinlech déi gréisste Gefor. An déi brittesch Regierung an hir Chef-Ënnerhändler wäerten och alles probéieren, fir esou eng Divisioun zwëschen eenzelne Memberlänner erbäizeféieren.

Här President, erlaabt mer, an deem Kontext och op ee Punkt anzegoen, deen absolutt wesentlech ass, wat d'Finanzdéngschtleeschtunge betrëfft - och de Kolleeg Bauler huet schonn zu Recht drop higewisen -, dat ass dee vum europäesche Finanzpass.

Heizou wëll ech nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, datt iergendeen Agreement, dee vun iergendengem Regulateur aus iergendengem EU-Memberstat ausgestallt gëtt, automatesch eng Autorisatioun fir den Territoire vun der gesamter Unioun bedeit. Vun deem Moment un, wou de Brexit also effektiv gëtt, ass déi Autorisatioun, déi vum brittesche Regulateur ausgestallt gëtt, just nach op Groussbritannien limitéiert an et zielt net méi fir de Rescht vun der Europäescher Unioun.

Wa mir näämlech op dësem fir mech kruziale Punkt géife wëllen eng Ausnam zouloossen, géif dat quasiment d'Enn vun der Europäescher Unioun bedeiten, well se dann d'Diere wäit géif opmaache fir all extra Regelen.

Här President, erlaabt mer dann och, op e puer méi praktesch Froen iwwert de Brexit anzegoen, déi méi genereller Natur sinn.

Eng éischt fundamental a wesentlech Fro ass natierlech déi vun der fräier Zirkulatioun vun de Bierger a ganz besonnesch natierlech där vun den EU-Bierger, déi a Groussbritannien liewen, an ëmgedréit deene villen englesche Matbierger, déi an aneren EU-Memberlänner en neit Doheem fonnt hunn, och hei zu Lëtzebuerg.

Fir meng Fraktioun a fir mech muss et kloer sinn, datt et hei e Regimm vu Reciprocitéit muss ginn, dee virgesäit, datt all dës Bierger weider voll am Genoss kënne bleiwe vun deene Rechter, déi si duerch déi eenzel europäesch Traitéen zougesprach kritt hunn. An dat gëllt virun allem natierlech fir illimitéiert Openthaltsrechter wéi awer och all sozial Gesondheets- a Pensiounsrechter.

Fir eis muss et kloer sinn, datt d'Zoustännegkeet fir all déi dote Bierger weider bei den europäesche Geriichtsbarkeete bleift. An dat muss och e Knackpunkt sinn an de Verhandlunge mat London. Ech weess, datt et op dësem Punkt net einfach wäert ginn ze verhandelen, mä ech sinn awer och nohalteg der Meenung, datt mer hei keng Konzessioun kënne maachen.

En drëtte Punkt ass deen, bis wat fir een Datum de Bierger an deene Rechter bleift, déi en am Moment jo nach ëmmer huet. Do ass am Moment den Datum vum 1. Mäerz emol an d'Land geschéckt ginn. Nach misst een awer wëssen, ob dat och deen Datum ass, deen herno zréckbehale gëtt.

En anere praktesche Problem, mat deem vill zukünfteg Bierger wäerte geplot sinn, ass deen, datt anscheinend d'englesch Regierung an d'Madamm May gär hätten, datt all eenzelnen EU-Bierger, deen am Moment an England ass, misst eng individuell Demande erareechen, fir kënne weider op der brittescher Insel ze bleiwen.

Iwwert déi Fro ass bis elo scho vill, ganz besonnesch an de Medien, diskutéiert ginn. An ech géif natierlech hoffen, datt mer herno e Regimm fannen, dee fir d'Alleréischt natierlech d'Reciprocitéit garantéiert, mä deen awer och souwuel den EU-Bierger a Groussbritannien wéi de brittesche Bierger am Rescht vun der Europäescher Unioun eng méiglechst onkomplizéiert Transitioun wäert erméiglechen.

Heizou wëll ech soen, Här President, datt sech am Moment och ganz vill brittesch Bierger hei zu Lëtzebuerg ganz seriö Suergen a Gedanken ëm hir Zukunft maachen. Mir sinn duerfir der Meenung, Här President, datt et wichteg wär, datt och d'Regierung hei e staarkt Signal un déi brittesch Communautéit vun eisem Land sent, datt si alles wëllt ënnerhuelen um Niveau vun de Verhandlungen, fir och d'Interesse vun alle brittesche Bierger ausserhalb vu Groussbritannien ze verdeedegen.

Am Kontext vum Brexit stelle sech iwwregens och, an dat héiert een all Dag, wann ee mat deene Bierger schwätzt, eng ganz Rei vu praktesche Froen, op déi déi Bierger net ëmmer eng Äntwert fannen. A mir géifen duerfir och, Här Statsminister, der Regierung suggeréieren, eng Aart Brexit-Guichet ze installéieren, deen alle brittesche Bierger hei am Land, souwäit dat natierlech méiglech ass, versicht, hir Froen ze beäntwerten a si och herno an all hiren administrativen Demarchë wäert ënnerstëtzen.

Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir eise brittesche Matbiergerinnen a Matbierger hei am Land dat schëlleg sinn. An ech géif do och wëllen an deem Sënn eng Motioun beim President deposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant de manière générale les inquiétudes et les incertitudes relatives au droit de séjour post-Brexit des résidents britanniques en Europe continentale ainsi que des ressortissants luxembourgeois au Royaume-Uni,

- considérant que le Brexit ne constitue pas seulement une tragédie politique mais que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne aura aussi des conséquences potentiellement dramatiques pour de nombreux ressortissants britanniques et leurs familles résident actuellement en Europe continentale en général et au Luxembourg en particulier, et réciproquement pour les ressortissants luxembourgeois et européens au Royaume-Uni,

- considérant enfin que, selon les déclarations des responsables politiques des deux côtés de la Manche, le sort des citoyens concernés constitue la première priorité politique dans un esprit de réciprocité,

invite le Gouvernement

- à s'engager au niveau du Conseil de l'Union européenne en faveur d'une solution durable permettant aux ressortissants du Royaume-Uni de continuer d'entrer et de rester librement sur le continent et aux ressortissants européens de continuer d'entrer et de rester librement au Royaume-Uni,

- à agir au niveau européen en faveur de la liberté de circulation des ressortissants britanniques et des ressortissants européens,

- à mettre en place un «help desk» pour les questions et démarches administratives relatives au Brexit des ressortissants britanniques au Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Här President, en zweete wichtege Punkt, wou am Moment ganz vill Froen opstinn, ass deen, wat d'Zukunft vun Nordirland an déi domadder verbonnen Diskussioun iwwert d'EU-Baussegrenze betrëfft. Wann ee sech hei e bëssen esou ëmhéiert, kritt ee mat, datt d'Fro vun engem erëm vereenten Irland am Hannergrond vun der Brexit-Diskussioun ëmmer erëm méi aktuell gëtt.

Wann ech bei Nordirland sinn, muss ech dann och weider d'Fro stellen, wéi et mat Schottland virugeet, wou jo och en Onofhängegkeetsreferendum an d'Haus steet, wou een elo nach net ka mat leschter Sécherheet soen, wéi deen ausgeet.

Also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach ganz vill Froen, déi opbleiwen, woubäi natierlech d'Fro vun de Grenzen tëschent Nordirland an Irland an domadder den EU-Baussegrenzen och eng absolutt Prioritéit muss kréien.

Eng drëtt Fro, iwwert déi manner, zumindest an de Medien, diskutéiert gëtt, déi awer och fir ganz vill Onrou suergt, ass déi vun der Iwwergangszäit, wou ech dervun ausginn, datt déi brittesch Regierung op eng Rei Sonderkonditiounen, besonnesch fir den Automobill-, de Pharma- an de Finanzsecteur, wäert pochen. Hei wär ech och net oninteresséiert, d'Positioun vun der Regierung ze héieren, wéi d'Europäesch Unioun mat deene Fuerderunge vu London wärend der Iwwergangszäit wëllt ëmgoen.

Ech hunn iwwregens och do mat Interessi d'Aussoe vum vergaangene malteseschen EU-Ministerpresident, deen de Conseil presidéiert huet, dem Här Muscat, zur Kenntnis geholl, deen eng Kéier virun e puer Deeg gesot huet, datt senger Meenung no wärend der Iwwergangsperiod déi betraffe Secteure sech weider missten den Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff ënnerwerfen.

An deem Kontext ass dann och nach eng Kéier d'Fro opzewerfen, wéi et geet, wat déi Problematik vun den Noutebanken ugeet, well och do gëtt gefaart, datt bei engem ze vill abrupte Wiessel vun den Handelsspillregelen de Risiko besteet, datt wärend enger Iwwergangszäit keen Zougang méi zu verschiddene Finanzdéngschtleeschtunge kéint garantéiert ginn, déi bis elo vu London europawäit erabruecht gi sinn.

Perséinlech, an ech hunn dat virdrun och schonn ënnerstrach, gesinn ech zwar déi dote Gefor als manner akut, wann een elo scho weess, datt déi grouss Banken amgaange sinn, Servicer mat Aarbechtsplaze vu London a Richtung Paräis, Frankfurt, Dublin an da vläicht an hoffentlech och op Lëtzebuerg outzesourcen.

Véierte Punkt, an dat ass sécherlech vläicht deen, wou d'Verhandlungen, esou wéi üüblecherweis bei Scheedungen, mat deenen häerteste Bandagë wäerten ausgedroe ginn, näämlech de finanziellen Aspekt an domadder de Käschtepunkt fir Groussbritannien. Hei sinn an de leschte Woche vill Zuelen an d'Welt gesat ginn, déi sech meeschtens op tëschent 60 an 100 Milliarde belafen. Hei geet et natierlech virun allem drëm, sech emol eens ze maachen op en definitive Betrag, deen dann als déi sougenannten Indemnité de départ misst vu London bezuelt ginn.

An op där anerer Säit, an och dat ass eng Realitéit, wäerten natierlech d'Britten Usprréch géintiwwer der EU geltend maachen, wat hir Rechter an Undeeler um EU-Verméigen, notamment wat och d'Proprietéit vun enger Rei vu Gebailechkeeten ugeet. Allerdéngs, an ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens, wäert dee Betrag, deen hei eventuell kéint a Rechnung gestallt ginn, manner importent si wéi deen, dee fir eng Indemnité de départ am Raum steet.

Mir mussen, an domadder sinn ech dann och scho beim fënnefte Punkt, natierlech och déi Fro kucken, wéi mer virufueren, wann dann an Zukunft London net méi zum EU-Budget mat contribuéiert. Och do ginn d'Zuelen auserneen. Déi eng schwätze vun engem Lach vun 10 Milliarden. Ech hunn och den Här Oettinger gelies, dee geet éischter vun engem Budgetslach vun 20 Milliarden aus.

Och dat wäert eng wesentlech Fro ginn, déi sech dann awer exklusiv un d'EU riicht, wéi an Zukunft dat dote Budgetslach wäert opgefëllt ginn. Ech géif och proposéieren, datt mer do mam Kolleeg vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun, dem Marc Angel, eis vläicht eng Kéier an deenen nächsten Deeg a Woche géifen intensiv mam Wäissbuch vum Kommissär Oettinger beschäftegen, dat jo eng Gesamtreform vum EU-Budget virgesäit, well ech mengen, do geet et och ëm wesentlech méi wéi nëmmen d'Konsequenze vum Brexit.

Wann ech dann elo bei den europäeschen Debatte sinn, wollt ech awer och direkt op d'Roll vun eiser Chamber an der gesamter Brexit-Debatt agoen. Fir eis Fraktioun ass et näämlech eminent wichteg, datt d'Chamber méiglechst enk an déi Verhandlungen agebonne gëtt. Dat heescht fir eis eng regelméisseg Informatioun vun där oder deenen zoustännege Kommissiounen no all wichteger Verhandlungsronn. Mir géifen och virschloen, datt no där Verhandlungsronn entweder de Statsminister oder deen duerfir zoustännege Minister regelméisseg an d'Kommissioun géif kommen, fir eis do e Rapport ze maachen.

Last but not least ginn ech och dervun aus, datt d'Regierung, ier se engem eventuelle Verhandlungsresultat wäert zoustëmmen, natierlech och hei zréck an d'Chamber kënnt, wou mer dann an enger genereller Debatt och alleguerte kënne Positioun zu deem Verhandlungsresultat huelen. Och an deem Sënn wëll ech eng Resolutioun hei deposéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'en 2006, la Chambre des Députés avait adopté une nouvelle stratégie en matière de traitement des dossiers européens pour répondre aux défis se posant à l'époque,

- que le traité sur l'Union européenne a par la suite donné une base juridique au contrôle de subsidiarité des parlements nationaux,

- que depuis la mise en œuvre de cette stratégie, la prise de décision au niveau de l'Union européenne a évolué et nécessite aujourd'hui une coopération plus étroite entre les pouvoirs législatifs et exécutifs,

- que la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne («Brexit») aura des conséquences profondes sur la situation politique et économique du Luxembourg et de l'Union européenne et qu'une implication étroite du législateur luxembourgeois est souhaitable,

s'engage

à s'impliquer étroitement dans la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne à travers

- une coopération étroite avec le Gouvernement pour déterminer en amont la position luxembourgeoise sur le Brexit,

- l'intervention du Premier Ministre, Ministre d'État respectivement des membres du Gouvernement dans les commissions parlementaires respectives avant et après chaque session de négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni,

- l'invitation des membres luxembourgeois du Parlement européen à assister à ces réunions d'information et de consultation.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Här President, erlaabt mer da kuerz op d'Chancen an d'Risken anzegoen, déi ee Brexit och fir eist Land a ganz besonnesch fir säi Finanz- a Bankesecteur huet. Och hei - an ech mengen, de Kolleeg André Bauler huet dat eigentlech exzellent in extenso ausgefouert - si mir eis eens, datt Lëtzebuerg e ganz enkt Verhältnis mat der City of London ënnerhält. Och wat eis Exporter ubelaangt, ass Groussbritannien e wichtege Partner. Schlussendlech gëtt en net onwesentlechen Deel vun eisem Fongegeschäft och vu London aus gesteiert, soudatt et eigentlech an eiser alleguer wuelverstanenem Interessi ass, d'Nuebelschnouer mat Groussbritannien net definitiv ofzeschneiden, mä och no engem Brexit gutt Handelsbezéiunge mat London ze ënnerhalen.

Ech sinn duerfir och iwwerzeegt, datt de Brexit eng Rei vun interessanten Opportunitéiten, iwwregens net nëmme fir d'Finanzplaz, mä awer och fir den IT- an de Start-up-Secteur hei am Land kann opmaachen. Och um Niveau, an och dat huet de Kolleeg Bauler schonn ausgefouert, vum Fongegeschäft ass sécherlech nach ganz vill Loft no uewen. A ganz besonnesch déi Fongen, déi momentan vu London aus geréiert ginn an déi onbedéngt op den europäesche Pass ugewise sinn, musse sech jo an deenen nächste Wochen a Méint iwwerleeën, wéi se hir Aktivitéiten organiséieren.

Mir wären also, Dir Dammen an Dir Hären, gutt beroden, wa mer iwwer eng intelligent Manéier géife versichen, besteeënd Aktivitéite bei eis auszebauen, och wëssend, an ech mengen, och dat ass virdru gesot ginn, datt mir net onbedéngt outiléiert sinn, fir muer grouss systemesch Bankenhaiser mat e puer Dausend Mataarbechter vun haut op muer an eisem Land kënnen ze empfänken an opzehuelen.

Wéi soll eist Land, an och d'Regierung a seng Wirtschaft, sech dann elo an där Brexit-Diskussioun positionéieren? Ech géif behaapten, et géif zwou Aart a Weise ginn, wéi een dës Thematik kéint ugoen. Déi éischt ass eng reng wirtschaftlech, mä elo scho wichteg an enk Bezéiung mat Groussbritannien. A mir hunn also als Land all Interessi drun, och no engem Brexit dës Bezéiunge weider op engem héijen Niveau oprechtzëerhalen.

Déi zweet Approche ass méi eng existenziell fir d'Europäesch Unioun. Lëtzebuerg ass nëmme staark, wann d'Europäesch Unioun staark ass. Dat heescht am Ëmgedréiten, datt en Accord, deen ze vill avantagéis fir London géif ausfalen, riskéiere géif, aner Memberlänner op äänlech Gedanken ze bréngen, an domadder den europäeschen Edifice relativ schnell kéint zesummefale loossen, wat da ganz besonnesch och fir eng lëtzebuergesch Wirtschaft an hir Finanzplaz eng riseg Katastroph géif duerstellen.

Wat kann also elo eng Strategie vun enger lëtzebuergescher Regierung an enger dach net onkomplexer Thematik sinn?

An ech géif do wëllen d'Beispill huele vun engem vun eisen Nopeschlänner, näämlech der Belsch, déi, fir esou eng Strategie ze definéieren, e Groupe de haut niveau iwwert de Brexit agesat hunn, an deem all d'Forces vives de la nation sech zesumme beroden, wat hei eng optimal Strategie fir d'Belsch kéint sinn.

Eise Wonsch wär, Här President, datt d'lëtzebuergesch Regierung, an enker Ofstëmmung mat de concernéierte Milieuen, och grouss Linne vun enger Strategie géif definéieren, a ganz besonnesch, an dat ass fir eis fundamental, géif rout Linnen definéieren, déi am Kader vun de Brexit-Verhandlunge vun eis alleguerten net dierften iwwerschratt ginn. Ech denken hei virun allem a besonnesch u Froen, déi natierlech mam Fonctionnement vum Bannemaart zesummenhänken.

Bis elo huet d'Regierung net vill communiquéiert iwwer hir Strategie. Gewosst ass allerdéngs, an ech hunn et virdru scho gesot, datt d'Regierung anscheinend eng Strategieetüd an Optrag ginn huet, an derniewent fonctionnéiert och e Groupe de travail, dee sech soll mat alle Froen am Kontext vum Brexit auserneesetzen.

Mengen Informatiounen no, Här Finanzminister, ass dee Groupe de travail am Ufank een-, zweemol zesummekomm a soll awer elo an deene leschte Wochen a Méint net méi zesummekomm sinn.

Mir sinn eis, Här President, mengen ech, iwwer Partei- a Fraktiounsgrenzen eraus sécherlech eens, datt och eist Land, eis Wirtschaft, eis Finanzplaz vill bei engem Brexit ka verléieren, deemno wéi déi Verhandlunge wäerten ausgoen. Op där anerer Säit maache sech awer gradesou sécher eng Rei vun Opportunitéiten op, vun deenen och eise Finanzsecteur am allerwäiteste Sënn ka profitéieren. Mir sinn duerfir der Meenung, datt een hei als Regierung net soll aggressiv virgoen, mä op där anerer Säit awer och net naiv soll sinn. Mir sollen einfach prett sinn, fir nei an zousätzlech Aktivitéite vu London op Lëtzebuerg ze zéien, mussen eis duerfir awer eiser Meenung no e bëssen aneschters opstellen.

Ech hu mech am Virfeld vun der Debatt, grad wéi de Kolleeg André Bauler, mat villen Akteure vun der Finanz- a Bankeplaz ënnerhalen. An aus deenen Diskussiounen hu sech och eng Rei vu Propositiounen erauskristalliséiert, déi ech lech och elo kuerz wëll virbréngen an dann herno och dozou zwou Motiounen deposéieren.

Fir d'Alleréischt géife mir suggeréieren, Här Finanzminister, eng sougenannten Agence Brexit beim Finanzministère ze rattachéieren, wou Bierger an Entreprisen, déi interesséiert wären, vu London en Deel Aktivitéiten oder och ganz Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze bréngen, kéinten all Zorte vun Informatioune kréien.

Ech wëll och direkt ënnersträichen: Hei geet et net virrangeg ëm Steierfroen, mä hei geet et villméi ëm praktesch Froen, déi déi Leit ëmmer erëm stellen, näämlech: Wou kann ech meng Kanner an d'Schoul schécken? Wou fannen ech en appropriéierte Logement? Wéi geet et mat Openthaltsgeneemegungen, wann et sech eventuell net nëmmen ëm brittesch Statsbierger handelt?

Dëst ass, an ech mengen, dat wëll ech och ganz kloer ënnersträichen, Här President, eng Fro vu genereller Kommunikatiounsstrategie, déi och par ailleurs iwwert de Brexit erausgeet. Allerdéngs schéngt et fir eis wichteg ze sinn, datt een och e Signal a Richtung potenziell Investisseure soll schécken, andeem een esou eng Agence mécht, déi da wierklech fir eventuell Interessenten hei soll op sinn. A mir erlaben eis duerfir och, an deem Sënn eng Motioun ze hannerleeën. Mir sinn awer ganz gär bereet, iwwert d'Detailer an d'Modalitéite vun esou enger Motioun och mat deenen anere Fraktiounen ze schwätzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne («Brexit») aura des conséquences profondes sur la situation politique et économique de l'Union européenne,

- considérant que le Brexit pourrait constituer une opportunité pour l'économie en général et plus particulièrement la place financière, le secteur des assurances et le secteur des start-ups au Luxembourg,

- considérant qu'une agence unique et centrale pourrait favoriser et faciliter l'installation des entreprises et des particuliers au Luxembourg,

- considérant que cette agence aurait avec comme missions la prise en charge globale des entreprises comme de leurs salariés, en répondant à leurs questions sur l'immobilier, la délivrance des titres de séjour, la scolarisation des enfants, ainsi que la production et la publication de réponses aux questions fréquemment posées, le renvoi direct des requêtes spécifiques aux personnes et administrations responsables, l'organisation de réunions de haut niveau, la facilitation des démarches administratives et le rassemblement et la diffusion de toutes informations ayant trait au Brexit à travers les ministères et administrations,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'une «agence centrale Brexit», localisée le cas échéant auprès du Ministère des Finances, pour faciliter les démarches administratives des particuliers, entreprises et investisseurs du Royaume-Uni souhaitant s'implanter au Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Eng aner Propositioun wär déi, déi eis och extrem interessant schéngt ze sinn, vum zoustännege Ministère analyséieren ze loossen, deen elo net hei ass - do geet et näämlech ëm den Héichschoulminister -, datt mer gär e Master iwwert d'Gestion des risques op eiser Uni géifen en place setzen. Dir wësst, ganz besonnesch den Investmentbanking ass eppes, wat am Moment zu London ganz vill Aktivitéite generéiert. Do ass e seriöen Interêt, deen Investmentbanking och hei op Lëtzebuerg ze bréngen. Mir hunn allerdéngs, wéi an aneren Domänen och, e risege Problem, well mer net déi néideg Kompetenz an Know-how hunn, fir do spezialiséiert Aktivitéite matzedroen.

Ganz vill Akteure vun der Plaz kritiséieren dat, eiser Meenung no zu Recht. Et gëtt zwar anscheinend eng Formatioun, ech wëll dat och direkt dem Finanzminister soen, et gëtt awer keen ofgeschlossene Master, an duerfir och eng Motioun, déi mir hei wëllen deposéieren, fir emol ze kucken, ob een net och esou e Master kéint op der Uni etabléieren. Et wier eng gutt Saach fir d'Uni an et wier eng ganz gutt Saach fir d'Finanzplaz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la discipline de la gestion des risques («risk management»), s'attachant à identifier les risques relatifs aux activités d'une organisation pour les traiter méthodiquement de manière à réduire l'impact éventuel de ces événements,

- considérant que le risque constitue un facteur inhérent aux activités du secteur financier et que les institutions financières sont confrontées à un besoin croissant de mieux structurer la maîtrise de leurs risques,

- considérant qu'à la place financière et notamment l'industrie des fonds, les activités de la gestion des risques sont constamment à la hausse ces dernières années, résultant particulièrement des nombreux développements réglementaires tels que les directives CRD, Solvency 2, UCITS et AIFMD,

- considérant que les dernières évolutions dans ce domaine de pointe introduisent continuellement de nouvelles pratiques de marché en ce qui concerne l'organisation et le contenu de la fonction «risk management»,

- considérant que les experts en gestion des risques sont prisés par les entreprises et qu'il y a la possibilité d'une pénurie de candidats pouvant engendrer des répercussions éventuelles sur les activités de la place financière luxembourgeoise,

- considérant qu'à part d'une formation continue dispensée par le Luxembourg Lifelong Learning Center il n'y a pas de formation universitaire complète offerte par l'Université du Luxembourg pourtant nécessaire pour le développement économique du «Standort» luxembourgeois et ses besoins en ressources humaines hautement qualifiées,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'un cursus «Master in risk management» à l'Université du Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Wat aner Moossnamen um Niveau vum Brexit ubelaangt, wëll ech hei nach eng lescht Iddi mat erabréngen, déi eigentlech och, Här Finanzminister, iwwert de Brexit erausgeet an déi domadder ze dinn huet, datt mer och vläicht eng Kéier missten hei zu Lëtzebuerg iwwerleeën, ob et net eng Iddi wär, eng speziell Juridictioun an englescher Sprooch, fir Handelskonflikter ze tranchéieren, en place ze setzen. Och dat ass eng Iddi, déi a ville Kreesser scho säit Laangem zirkuléiert. Ech weess, datt dat an der Praxis net esou einfach ëmzesetzen ass. Et gëtt et an eenzelne Länner, et wär zumindest eng Kéier derwäert, doriwwer nozedenken.

Dat gesot, an da wär ech och scho bal um Schluss, Här President, feelt mir, an där ganzer Diskussioun iwwert de Brexit a seng Opportunitéite fir Lëtzebuerg, dach déi Strategie, déi d'Regierung eigentlech genau huet. Ech hunn et virdru gesot: Et gëtt e Groupe de travail, zesumme mat privaten Akteuren, deen, wéi gesot, zum Schluss elo net méi zesummekomm ass. Ech mengen, datt et awer och wichteg wär, wann ee vu Strategie schwätzt, datt een eventuellen Investisseuren eng mëttel- a laangfristeg Planungssécherheet gëtt, ganz besonnesch, wat d'steierlech Landschaft um Niveau vun der Betribsbesteierung ugeet.

Dir wësst, datt dat ëmmer erëm e Sujet ass, an ech kennen och Aren Engagement, Här Finanzminister, wat deen ominéisen „level playing field" ubelaangt. Mä och do, mengen ech, wär et wichteg, wann ee kéint deenen eventuellen Akteuren e Plang op dräi, véier Joer ginn, datt se wëssen, wou se um Niveau vun der Betribsbesteierung dru sinn. Ech weess och, datt dat vläicht net ëmmer esou einfach ass. Mä dat wär op jidde Fall e grousse kompetitive Virdeel, wa mir den Investisseuren esou eng Planungssécherheet kéinte ginn.

Eng Konklusioun ass, datt mir der Meenung sinn, datt, wa mir op eng intelligent Manéier eis Kaarte spillen, eis Finanzplaz eng Rei vu potenzielle Méiglechkeeten huet. Ech hunn et virdru gesot, et gëtt de Finanzsecteur, ech wëll awer och eng Kéier dorop insistéieren, datt den Assurancësecteur en extrem grousst Potenzial hei huet. An et ass jo an deene leschte Wochen a Méint schonn duerchgeklongen, et sinn eng ganz Rei vu groussen Assurancëgesellschaften, déi zousätzlech Aktivitéiten op Lëtzebuerg bruecht hunn, an et kommen nei Assurancëgesellschaften. Also och do besteet e Potenzial. Ech hunn et virdru gesot, dee ganze Start-up-Beräich, ICT-Beräich, och do, mengen ech, wäerte sech eng ganz Rei vun Opportunitéiten opmaachen.

Här President, ech géif mir dann also wënschen, wann elo d'Verhandlunge konkret ulafen, datt all Bedeelegt, d'Europäesch Unioun, awer och Groussbritannien, sech der historescher Verantwortung bewosst sinn, déi op hinne läit. Si musse wëssen, datt et an deene Verhandlungen net drëm geet, Pluspunkten ze sammelen, fir d'Wieler haut, muer an iwwermuer ze iwwerzeegen, datt si dee Beschten an dee Stäerksten sinn. Neen! Et geet hei ëm den Erhalt vu Wuelstand a Fridden. An zwar a ganz Europa, also och a Groussbritannien. Wann eis dat näämlech net gelénگt, Dir Dammen an Dir Hären, dann dreet mam Brexit, de gesamten europäesche Projet ënnerzegoen.

A vläicht ass dat do jo finalement dat Positivt un deene ganze Brexit-Diskussiounen, datt ëmmer méi Mënschen an Europa erëm amgaange sinn ze spieren, datt de Réckzuch an dat Nationaalt alles dat, wat mir an deene vergaangene Joren erreecht hunn, riskéiert, op d'Spill ze setzen. D'Mënsche spieren einfach, datt am 21. Jorhonnert déi Welt dobausse sech net méi einfach ausspäre léisst. Si wëssen awer och, datt de sozialen Zesummenhalt fir d'Demokratie eng onverzichtbar Bedéngung ass. Alles dat mécht den europäesche Modell aus, an duerfir hunn ëmmer méi Mënschen d'Gefill, a si setze sech och duerfir erëm fir dëse Modell an.

Dëst ass u sech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng gutt Noriicht. An duerfir hunn och d'Politiker eigentlech all Grond, fir an Zukunft erëm heiansdo vill méi engagéiert op der Weltbün fir europäesch Wäerter anzetrieden.

Net ausgeschloss ass, an dat wär zum Ofschloss vu menger Interventioun mäi Wonsch, datt vläicht och d'Britte sech erëm enges Daags no „Good old Europe" géifen zréckseenen. An dann, Dir Dammen an Dir Hären, soll d'Dier fir si opstoen, well esou vill Souveränitéit solle mir am Emgang mat hinnen hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. Ech ginn direkt d'Motioune respektiv d'Resolutioun weider. An den nächste Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP, an hien ass och scho prett.

Débat

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Här President. Villmools Merci fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fänken u mat engem Merci un den Här Bauler an un den Här Mosar, déi d'Initiativ geholl hunn, fir dës Debatt ronderëm déi verschidde Facettë vum Brexit op den Ordre du jour ze bréngen. An ech soen hinnen och Merci fir hir Ausféierungen.

Dem Här Mosar wëll ech direkt zwou Saache soen. Dir huet d'aussen- an d'europapolitesch Kommissioun ugeschwat, Dir huet geschwat vum Lach, dat an den europäesche Budget géif kommen, an dat mir sollen an der Kommissioun beschwätzen, an och vun deem neie Positiounspabeier vum Kommissär Oettinger. Wéi Dir gesi kënnt, de Freideg, de 14. Juli hu mir de Kommissär Oettinger himself an der Kommissioun, da kënne mer déi Punkten do mat him diskutéieren.

Eng zweet Saach ass, Dir hutt och gefuerdert, dass regelméisseg d'Kommissioun muss informéiert ginn. Dir kënnt lech erënneren, de Jean Asselborn war bei eis an huet eis informéiert, dass et de CAG ass, de Conseil des affaires générales, deen de Brexit suivéiert. An Dir wësst, dass de Jean Asselborn ëmmer bereet ass, en huet dat och gesot, eis do permanent um Lafenden ze halen, wann d'Thema Brexit am CAG um Ordre du jour ass.

Ech wëll a menger Interventioun virun allem op de Volet vun den Austrëttsverhandlungen agoen. Mäi Fraktiounskolleeg Franz Fayot wäert am Numm vun der LSAP de Volet „Auswierkungen op d'Lëtzebuerger Finanzplaz" behandelen.

Bei den Austrëttsverhandlungen, Dir Dammen an Dir Hären, do muss ee begréissen, dass d'EU 27 sech vun Ufank u gutt concertéiert huet, an dass kee vun der gemeinsamer Positioun ofgewach ass. Dat hat fir eis Europäer ganz kloer Virdeeler. D'Positioun vun der Europäescher Unioun war, dass et keng Virverhandlunge géif ginn, ier den Artikel 50 declenchéiert wier. Esou ass et komm, an d'Vereenegt Kinnekräich huet fir d'Éischt missen den Artikel 50 ausléisen.

D'Positioun vun der Europäescher Unioun war et och, dass fir d'Éischt iwwert den Austrëtt, an eréischt duerno iwwer en zukünftegen Handelsaccord géif verhandelt ginn. D'Vereenegt Kinnekräich huet dësen Zäitplang elo och ugeholl.

D'Positioun vun der Europäescher Unioun war, dass et e fairen Accord fir béid Säite sollt ginn, mä dass et mam „cherry picking" definitiv eriwwer ass. Fir dass et och weiderhin dozou ka kommen, muss d'Europäesch Unioun och weiderhin an hirer Positioun gëeent bleiwen. Alleguer d'Länner, mengen ech, an och alleguer d'Parteien heibannen, hunn et bedauert, dass et zum Brexit komm ass, an de Brexit ass näischt Positives. Vläicht eppes Positives ass et, dass de Brexit eis drun erënnert, dass déi Verhandlung eis drun erënnert, wéi eng Virdeeler een eigentlech huet, wann een als Unioun zesummegeschloss ass, dass ee gëeent méi staark ass an dass ee gëeent méi wäit kënnt a seng Interessien zesummen och besser verdeedege kann.

Dowéinst, mengen ech, ass et och esou wichteg, kloer ze soen, dass et an dëse Verhandlungen nëmmen eng Positioun gëtt, eng europäesch Positioun, keng 27 national Positiounen an och keng lëtzebuergesch Positioun, an dass et nëmmen een Negociateur gëtt, an dat ass de Chef-Negociateur Michel Barnier.

Dofir begréissen ech och d'Ausso vum President vum Europaparlament, dem Här Tajani, deen d'lescht Woch heibanne bei eis war an der Chamber, an dee gesot huet, dass et och fir d'Europaparlament nëmmen een Negociateur gëtt, an zwar den Här Barnier, mat deem een als Europaparlament natierlech enk wäert zesummeschaffen.

An deem Kader begréissen ech natierlech och ausdrécklech, dass den Här Barnier virun e puer Méint och hei bei eis an der Chamber war, fir eis d'Feuille de route fir de Brexit ze presentéieren, an dass e gesot huet, dass et wichteg ass, d'national Parlamenter ze informéieren, besonnesch an enger zweeter Etapp, wann et ëm en zukünftegen Handelsaccord geet, wou mir jo dann och verstäerkt mussen agebonne ginn.

Genausou wichteg, mengen ech, ass et och a mengen Aen, dass d'Negociatiounen transparent oflafe mussen, an den Här Barnier huet sech och dofir engagéiert. Well dëst wäert och e gewëssenen edukative Charakter hunn, an eis alleguer de Präis vun dem „Non Europe" erëm ganz kloer virun Ae féieren, dat heescht, wéi eng Avantagen e Land verléiert, wann et net méi Deel vun där Unioun ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, inhaltlech wëll ech kuerz op déi dräi Thematiken agoen, déi als Éischt verhandelt wäerte ginn: d'Rechter vun de Bierger, d'finanziell Engagementer vu Groussbritannien an d'Grenz zwëschen der Europäescher Unioun an dem Vereenegte Kinnekräich, a méi spezifesch, déi Grenz zwëschen der Republik Irland an Nordirland.

Ech fänke mat de Finanzen un, well ech mech do am kierzte faasse wëll. Loosse mer all déi problematesch Aussoe ronderëm eng Brexit-Rechnung op der Säit! D'Fro, déi sech stellt, ass déi, bis zu wéi engem Zäitpunkt Groussbritannien verflicht ass, seng finanziell Engagementer ze erfëllen.

Als LSAP si mir mam Prinzip, wéi d'Europäesch Kommissioun et an hirem Positiounspabeier duergestallt huet, ganz d'accord. Vum Prinzip hier muss et esou sinn, dass Groussbritannien all seng Engagementer vollstänneg muss erfëllen, déi et geholl huet, wärend et Member vun der Europäescher Unioun war.

Dëst geet vum Multiannual Financial Framework bis 2020 iwwert d'EU-Agencen, Programmer a Fongen. Den Detail vun den Engagementer, a virun allem d'Berechnungsmethod, fir den Undeel, deen ze bezuele bleift, ze bestëmmen, dat wäert Deel vun de Verhandlunge sinn.

Besonnesch um Häerz läit ons als LSAP, an dat hu mir vun Ufank un ëmmer betount, dass d'Bierger, an d'Bierger alleguerten, hir Rechter garantéiert kréien. An dat esou schnell wéi méiglech. Dobäi handelt et sech näämlech net ëm eng abstrakt Verhandlungsmass, mä ëm ganz konkret Eenzelschicksaler. Dofir begréisse mer, dass d'Europäesch Unioun wéi och d'UK sech alle béid dofir ausgeschwat hunn, dës Fro direkt an der éischter Verhandlungsronn ze behandelen.

D'Premierministesch Theresa May huet viru Kuerzem hire Positiounspabeier virgeluecht, wéi d'Rechter vun den EU-Bierger a Groussbritannien an Zukunft solle geregelt ginn. Am Virfeld hat si versprach, dass et eng generéis Offer

sollt sinn. Entre-temps gëtt nach vun enger fairer Offer geschwat. Mä déi Offer enthält awer wesentlech Knackpunkten, déi d'Offer guer net esou fair erschénge loossen. Et gëtt zwee grouss Knackpunkten, an dann eng ganz Rei klenger, wou den Däiwel, wéi esou oft oder wéi ëmmer, am Detail läit.

Déi grouss Knackpunkte sinn: Éischtens, d'Europäesch Unioun wëllt de sougenannte „Cut-off date", also deen Datum, vun deem un déi zukünfteg nei Regele solle gëllen, sou spéit wéi méiglech leeën, op den Datum vum definitiven Austrëtt vu Groussbritannien aus der Unioun. D'UK dogéint wëllen dësen Datum scho vill éischter usetzen, soudass manner EU-Bierger a Groussbritannien dervu profitéiere kënnen. Allerdéngs huet d'Madamm May an hirem Pabeier dësen Datum nach net präziséiert, soudass nach Verhandlungsspillraum bleift.

Awer un dësem grousse Knackpunkt hänken och eng Rei wichteg Detailfroen. Sou mussen, laut der Madamm May hirer Propos, EU-Bierger virun dësem Datum fënnef Joer ouni Ënnerbriechung am UK gelieft hunn, fir definitiv och kënnen dozebleiwen. Ma do stelle sech wichteg Froen: Wat bedeit „ouni Ënnerbriechung" zum Beispill fir Studenten, déi direkt nom Studium fir e puer Méint doheem waren an dann zréckkommen, fir a Groussbritannien ze schaffen? Ginn d'Studiejoren dann net méi ugerechent? A wa mer wëssen, dass et a Groussbritannien keen nationale Register gëtt, stellt sech och d'Fro, wéi een déi fënnef Joer Residenz beweise kann, zum Beispill, wann een als selbststännegen Entrepreneur geschafft huet?

Deen zweete wichtege Knackpunkt betrëfft déi iewescht Juridictioun, déi iwwert d'Rechter vun de Bierger waache soll. Fir d'Europäesch Unioun ass et eng kloer Linn, dass dëst den Europäesche Geriichtshaff ass an och bleiwe soll. Mä fir Groussbritannien kënnt dat anscheinend net a Fro, vu dass si sech jo an alle Beräicher vun der Juridictioun vum Europäesche Geriichtshaff wëlle lassléisen. Dëst gëtt also e wichtege Punkt an de Verhandlungen, wou mer haut nach net wëssen, wéi d'Léisung konkret soll ausgesinn.

Ech soen et nach eng Kéier: All dës Froe sinn net abstrakt, mä betreffe konkret Mënscheliewen. Si betreffen zum Beispill déi 6.100 Britten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, a si betreffen och déi ronn 600 Lëtzebuerger, déi a Groussbritannien hiert Brout verdéngen. A si betreffen awer virun allem déi 1.200 Lëtzebuerger Studenten, déi haut op enger Universitéit a Groussbritannien studéieren.

Wann ech grad un eis Jonker denken, fannen ech et besonnesch besuergniserreegend, dass d'Madamm May an hirem Pabeier kee Wuert iwwert d'Zukunft vum wichtege Programm Erasmus gesot huet an dass et laut dësem Pabeier och kéint sinn, dass eis Studenten an Zukunft guer kee preferéierten Zougang méi zu den Unien a Groussbritannien kréien, an doduerch och nach vill méi héich Studiegebüre bezuele missten, an eventuell souguer e Visa bräichten, fir hire Studium weiderzefëieren.

Dofir maachen ech e waarmen Appell, dass d'Rechter vun de Studenten net vergiess ginn a sech fir si eng Léisung fënnt. Et kann a kengem sengem Interessi sinn, eise Jonken den Austausch an déi kulturell Erfahrungen ze erschwéieren.

An dësem Dossier gëtt et also eng ganz Rei Froen ze klären, wichteg Froen am Interessi vun de Leit. A mir wäerten dofir als LSAP d'Entwécklungen op dësem Punkt genau verfollegen.

Ech kommen zu mengem leschte Punkt, de Grenzen. Duerch den Austrëtt vu Groussbritannien aus der Europäescher Unioun entsteet jo, wéi mer all wëssen, eng nei EU-Baussegrenz, an dat ausgerechent tëschent der Republik Irland an Nordirland. Et ass schued, dass d'Situatioun vun Nordirland am Virfeld vum Referendum am Rescht vu Groussbritannien esou wéineg thematiséiert gouf, dass d'Konsequenzen op Nordirland am Virfeld quasi keen Thema waren, och wa vereenzelt probéiert gouf, dorop hinzeweisen.

Ech erënneren an deem Kontext och drun, dass d'Nordiren majoritär géint de Brexit gestëmmt hunn. Déi Grenz ass jo net iergendeng Grenz, mä et ass eng Grenz, wou et jorzéngtelaang zu ville bluddegen Ausenanersetzunge koum, an dat ass nach alles net esou laang hier. Et ass eng Grenz, wou nach bis an d'1990er Joren eran d'IRA Bomme geluecht huet an Attentater verüübt huet, wou mam „Good Friday Agreement" eréischt 1998 e politeschen Accord fonnt gouf, en Accord, deen duerch déi momentan Ereegnisser nees ënner Drock geréit.

Dass de Brexit géif Auswierkungen op dëst Gebitt hunn, war klor, och wann no dem Referendum relativ schnell d'Aussoe koumen, dass d'Grenz tëschent Irland an Nordirland e spezielle Status sollt kréien. Mä duerch den Accord, deen d'Tories an d'Theresa May no dem Wahldebakel vum 8. Juni mat der DUP geschloss hunn, geréit dëse „Good Friday Agreement" zousätzlech ënner Drock.

Et muss ee wëssen, dass e wesentleche Bestanddeel vum „Good-Friday-Agreement" virgesäit, dass de Pouvoir an Nordirland tëschent Protestanten a Katholiken, tëschent Unionisten a Republikaner gedeelt muss ginn, an dass d'Regierung zu Westminster sech dëse Parteie géintiwwer neutral verhält. Andeems d'Theresa May en Accord mat der DUP ageet, brécht si dësen Accord a riskéiert carrement de Fridden an Nordirland. Dat soen net ech, mä dat ass eng Ausso vum John Major, dem fréiere Premierminister vun den Tories, deen eng ganz zentral Roll gespillt huet bei deene Friddensgespréicher an den 1990er Joren.

Et geet hei ëm villes. Mir kënnen net riskéieren, dass et zu neien Ausbréch vun europäeschem Terrorismus kënnt, well eng konservativ Premierministesch falsch taktéiert huet an hir absolutt Majoritéit verluer huet.

Mä wéi kann de Status vun dëser Grenz herno praktesch ausgesinn? Ëmmerhin ass ee sech um politesche Prinzip tëschent alle Parteien eens, vun DUP an Tories iwwer Irland an déi aner EU-Länner. Fir d'Fro vun der Ausféierung ze klären, gouf bei der Europäescher Unioun elo en „high level group" zesummegesat, dee verschidden Zeenarien um techneschen Niveau virbereet. Vu dass Irland Deel vun der Zollunioun a vum gemeinsame Maart ass, muss et an Zukunft bestëmmte Kontrolle vun de Wueren erlaaben, fir dass do och Abuse verhënnert ginn. Et ginn hei scho Beispiller an der Praxis, esou zum Beispill un der Grenz tëschent Norwegen a Schweden, un deenen ee sech kéint orientéieren. Hoffe mer, dass déi do Verhandlunge positiv ausginn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei den Austrëttsverhandlunge mat Groussbritannie läit de Ball net an eiser Hand. Mir hunn de Ball fräiwëlleg un d'EU weidergereecht a mir erliewe grad, dass dëst eng gutt Decisioun war. Dofir sollte mer eis Punkten innerhalb vun der EU promouvéieren an d'Verhandlunge verfollegen, mä mir sollen an dierfen net probéieren, eis vun de gemeinsame Positiounen ze entfernen, well dobäi géife mer am Endeffekt nëmme verléieren.

Zum Ofschloss wëll ech nach eng Kéier als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun de concernéierte Regierungsmembere Merci soe fir hir Bereetschaft, ëmmer an d'Kommissiounen ze kommen, fir eis ze informéieren, besonnesch dem Ausseminister Jean Asselborn, deen, wéi gesot, an de CAG geet, dee Conseil, dee sech zu Bréissel mam Brexit beschäftegt.

Dofir soen ech lech alleguerte Merci, och fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. An den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt ugangs dem Fraktiounskolleeg, dem André Bauler, Merci soe fir seng gutt Initiativ. Hien huet och hei op dëser Plaz ausféierlech, ganz ausféierlech, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, dee ganze Volet vun der Place financière behandelt. Ech wäert also elo an der Suite net méi speziell dorobber agoen, vläicht eng oder zwou Remarquen derzou maachen.

Ech wéilt awer och op där anerer Säit dem Laurent Mosar Merci soen, datt mer hei d'Geleeënheet kréien, fir och kuerz iwwert d'Feuille de route - mir nennen dat elo ëmmer op Franséisch, fréier hu mer esou Saache „Roadmap" genannt, mä ech huelen un, datt mer et elo aus eisem Bléckwénkel kucken -, also iwwert d'Feuille de route zum Brexit ze diskutéieren. Ech wäert awer och nëmme kuerz op dee Volet agoen.

Ech mengen, wann een déi sougenannte Feuille de route kuckt, da kann een natierlech och zwee Aspekter kucken: Op där enger Säit natierlech och Lëtzebuerg a senge bilaterale Relatiounen, an dann natierlech deen anere Volet, d'EU, wou natierlech Lëtzebuerg Member ass an enger Schicksalsgemeinschaft.

Wat ech domadder wëll soen ass, datt een also och net soll vergiessen, datt mer awer weider bilateral Relatiounen, Gespréicher wäerten hu mat Groussbritannien. Groussbritannien war ëmmer e wichtege Partner, och fir Lëtzebuerg. Och - wéi soll ech soen? - wa mer dat net ëmmer aus dem Bléckwénkel als Member vun der Europäescher Unioun gesinn hunn. Dat heescht also och, datt mer an Zukunft natierlech weider wäerten als Lëtzebuerg déi Relatioune fleegen an heegen, an ech mengen, mir hate virun e puer Wochen zum Beispill e Statssekretär aus Groussbritannien hei, wou verschidde Gespréicher gefouert gi sinn.

Et ass an enger Zeitung schonn duergestallt ginn, wéi wann dat geheim Verhandlunge wieren, wéi wann do géifen EU-Verhandlungen torpedéiert ginn. Dat ass guer net de Fall, dat ass e ganz normale Prozess. An dat wäert och an Zukunft esou sinn, datt Lëtzebuerg och mat England op deenen engen oder anere Felder wäert bilateral Relatiounen hunn. Dat heescht guer net, datt een domadder déi Efforten an déi gemeinsam Approche, déi mer zesumme mat eise Memberen aus den EU-Länner hunn, doduerch a Fro stellt.

Ech mengen, Här President, dat hunn och scho meng Virriedner gesot: Mir hätten et jo léiwer gesinn, wann d'Britte bei eis bliwwe wieren, an et ass eben net esou. Dat bedeit awer elo och, an dat hat och scho mäi Kolleeg, den André Bauler, gesot, de Brexit ass, wann een also elo dee Volet Lëtzebuerg/Groussbritannien kuckt, och eng gewëss Chance fir Lëtzebuerg, ebe mat all deenen Opportunitéiten, déi sech do kënnen opmaachen um Niveau vun der Finanzplaz.

Ech ginn net méi dorobber an, wëll awer einfach eng Kéier kuerz soen, oder mech widderhuelen mat deem, wat ech virun engem Joer hei gesot hat: Datt eigentlech de Brexit keng Braderie war an ass, wou deen, deen am haartsten do seng Wuer wëllt upreisen, am haartste jäizt, datt deen herno déi beschte Geschäfter mécht. Datt do Lëtzebuerg, sou wéi ech dat, oder wéi mir dat och virun engem Joer proposéiert haten, e kille Kapp behalen huet. Datt an deem leschte Joer all d'Regierungsmemberen, besonnesch de Finanzminister, net haart op d'Tromm geschloen hunn, mä op hir Aart a Weis awer konsequent an onermiddlech d'Virdeeler vun eisem Site dobaussen duergeluecht hunn: Transparenz, Kompetenz, Knowhow, kuerz Weeër an esou weider.

An et stellt sech och eraus, datt déi positiv Punkten, déi mer do kënne verbuchen, jo och op där anerer Säit ukommen. Ënner anerem och am Assurancësecteur stellt sech eraus, datt de Site Lëtzebuerg do ganz gutt Kaarten huet. An et ass jo och schonn eng Gesellschaft - mindestens eng Gesellschaft, wann ech dat richteg an de Medie verfollegt hunn -, déi schonn decidéiert huet, op Lëtzebuerg ze kommen. Dat einfach fir ze soen, datt an deem Volet, an där Feuille de route, wat Lëtzebuerg par rapport zu deenen Aspekter ubelaangt, mir eis do gutt preparéiert hunn, datt mer also do gutt preparéiert sinn op deen Zeenario respektiv op dat, wat do op eis zoukënnt.

Ech kommen dann op den europäesche Volet vun de Verhandlungen. Wat ass bis elo passéiert? Dat ass och elo näischt ganz Neies. Den Artikel 50 ass also declenchéiert ginn am Mäerz. Déi rout Linne sinn ausgeschafft ginn. An et ass och gutt, datt do - an dat ass awer bis elo wéinstens de Fall, an et ass ze hoffen, datt dat och esou weidergeet an deenen nächste Wochen a Méint - awer e groussen Zesummenhalt ass an der europäescher Gemeinschaft. Dat heescht, et si rout Linnen ausgeschafft ginn, déi och um Niveau vum Europaparlament guttgeheescht gi sinn an deenen natierlech och Lëtzebuerg zougestëmmt huet. Mir kënnen also ganz gutt mat deenen net nëmme liewen, mä mir stinn och hannert deene roude Linnen.

Bon, Enn Abrëll huet de Conseil jo och eestëmmeg déi grouss Prinzipie vun de Verhandlungen ugeholl, einfach fir ze soen: Europa ass also prett an Europa steet zesummen. An ech mengen, eleng dat schonn - wa mer awer wëssen, wéi mer heiansdo Schwieregkeeten an der Vergaangenheet haten op wichtegen Dossieren -, ech mengen, eleng dat hätte jo verschidde Leit virun e puer Méint net fir méiglech gehalen. Mä mir hunn et awer hei fäerdegbruecht, datt Europa et fäerdegbréngt, emol eng Kéier aus engem Mond ze schwätzen. Dat ass wierklech eng ganz positiv Saach. An och als Lëtzebuerg si mer jo dann en Deel vun deem enge Mond, a mir hu jo och als Linn, datt mer do solidaresch matverhandelen an all déi Efforten, déi mer do als europäesch Communautéit maachen, ënnerstëtzen.

De Kalenner an d'Prioritéite sinn elo festgeluecht. Wéi eng Dossiere gi wichteg? Wéi eng Dossiere gi komplizéiert? Ech wäert hei sécherlech kee ganze Relevé maachen. Bei verschiddenen Dossiere weess ee vläicht haut och nach net, wéi déi sech entwéckelen, wat do eventuell vu Schwieregkeete kann op eis zoukommen. Mä bon, déi grouss Linne stinn, zum Beispill bei de Finanzen, de Cadre financier pluriannuel 2014 bis 2020.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Iwwerall do, wou Groussbritannien am Moment drun deelhuele muss, bleiwe si och bis 2020 dran. An eréischt duerno kënne si sech eraussichen, a wéi enge Programmer si wëlle weider bleiwen, zum Beispill an der Recherche, am Programm Horizon 2020 oder am beléiften Erasmus-Programm. Ech mengen, dat si sécherlech Dossieren, wou een och kaum Schwieregkeete wäert fannen, well dat jo och zum Deel Programmer sinn, Horizon 2020 respektiv Erasmus, wou jo och aner Net-EU-Länner matmaachen. Herno spillt eigentlech jo dann déiselwecht Logik. Och wa Groussbritannien net méi Member ass, hu se awer dann - wéi soll ech soen?- déiselwecht Rechter wéi aner Net-EU-Länner an deene Programmer.

Aner grouss Linnen, déi de Moment schéngen ze stoen, dat sinn d'Grenzen. De „Good Friday Agreement", dee gëtt net op d'Spill gesat. Och d'Aarbechtsmethod ass festgeluecht ginn. All Mount sinn dann déi Verhandlungsronnen, déi stattfannen, vu jee enger Woch. Wat hei virun allem ervirzesträichen ass, ass, datt dat jo wierklech och ass, fir Transparenz ze schafen. An dat ass jo dat, wat heiansdo de Bierger an der EU Schwieregkeete mécht, firwat heiansdo d'Bierger Problemer mat der EU, mat Bréissel hunn, wéi se ëmmer esou schéi soen, dat ass, well se net derduerchgesinn, well se mengen, datt se Saache virenthale kréien. Duerfir, fannen ech, ass net nëmmen deen Usaz, mä d'Method ganz besonnesch wichteg, ech wëll dat hei ervirsträichen, also, et gëtt a voller Transparenz geschafft. D'Papere ginn ëmmer online gesat.

D'Britten, déi wollte vun Ufank un déi zukünfteg Relatiounen diskutéieren, ënner anerem, wat d'Handelsrelatioune betrëfft. Si hunn awer elo de Rhythmus vun den Europäer missten akzeptéieren, also, fir d'Éischt hire Réckzuch ze verhandelen, an eréischt an enger zweeter Phas déi zukünfteg Relatiounen.

De Rhythmus, dee steet. Wat derbäi erauskënnt, dat weess nach keen. Wäerte se am Espace économique européen sinn? An der Union douanière? Ech mengen, haut ass et schwiereg, fir do scho genau Resultater kënnen och nëmmen unzedenken. En cours de route wäerten do warscheinlech awer nach déi eng oder aner Fragezeichen an Ongewëssheeten optauchen.

Wéi de Michel Barnier gesot huet: „De Brexit, dat bedeit 44 Joer europäesch Relatiounen, déi réckgängeg gemaach ginn." E laangt Bestietnis, wat dann elo opgeléist gëtt. Et sinn d'Britten, déi d'EU verloossen, an net ëmgedréit. Dat heescht also, Groussbritannien gëtt als Drëttland vu senge Flichte vis-à-vis vun der Unioun entbonnen. Mä, dat heescht dann awer och op där anerer Säit, datt dann an Zukunft Groussbritannien net méi déiselwecht Rechter däerf hu wéi e Memberland. An et däerf, dat ass och scho virdru gesot ginn, dat ass jo och scho vum Premier an der Kommissioun eigentlech iwwerall ënnerstrach ginn, et däerf och keen „cherry picking", op Englesch, mä dann, well ech elo aus eiser Siicht hei kucken, keng „Korinthepickerei", fir d'Britte ginn. Déi véier Libertés fondamentales - Libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux -, ech mengen, déi sinn ontrennbar, an et ka keen Accès op de Bannemaart ginn, dee just op e puer Secteure limitéiert ass. Et ass e Package, entweder alles oder näischt. D'Britte kënne sech also an deem Sënn net einfach zerwéieren, wéi et hinnen am beschte gefält.

Bon, eppes, wat awer och wichteg ass, an ech sinn och elo net deen Éischten haut de Mëtten, deen dat hei op der Chamberstribün ënnersträicht, dat sinn och d'Verhandlungen ëm d'Schicksal vun deenen dräi Milliounen Europäer, déi an Groussbritannien liewen oder schaffen a sech suergen, zum Beispill iwwer hiert Wunnrecht, hir Pensioun, hir Sécurité sociale. Do muss wierklech eng Solutioun am Interessi vun de Leit fonnt ginn. Ech mengen, dat ass wierklech eppes, wou mer mussen en A drop halen, dat ass ganz wichteg.

An deem Ganzen, ech mengen, mir kënnen haut de Mëtteg ganz vill Saachen uschwätzen, mä an deem Ganzen ass et esou wéi och virun engem Joer, wou mer nach net woussten, ob de Brexit kënnt, wou mer net woussten, wat all Dag eventuell Neies op een zoukënnt. Ech mengen, och elo bleift iwwert deem Ganzen eng gewëss Ongewëssheet an de Verhandlungen, virun allem och duerch d'Fragilitéit vun dem Theresa May an hirer Regierung respektiv der innepolitescher Situatioun a Groussbritannien.

Dir wësst et, am Moment hunn d'Tories décke Buttek an hire Reien. Mä ech mengen, et bréngt hinnen och elo näischt, wou se jo dann déi absolutt Majoritéit am House of Commons verluer hunn, erëm eng Kéier wielen ze goen. Et kann een och net esou oft wiele goen, bis datt dat Resultat steet, dat ee gären hätt.

Et gesäit een einfach: De Brexit ass eigentlech - dat ass eppes, wat ee fir d'Geschichtsbicher kann zréckbehalen -, de Brexit ass e Produkt vun interne politesche Reiwereien an England, tëscht an innerhalb vun de Parteien. An et wier eigentlech elo einfach ze hoffen, datt déi englesch Regierung, egal, wien dat dann och ass, datt se eng Kéier awer do vun - wéi soll ech soen?- där Aart a Weis fortkommen, an datt se wierklech kucken, am Interessi vun hire Bierger

ze handelen - ech maachen also och e bëssen den Affekot vun deene Verhandler -, an datt se also net erëm do ufänken, politesch Spillereien an hiren eegene Parteien ze maachen, well dat am Endeffekt natierlech och eng Inzidenz wäert hunn op d'Verhandlunge mat Europa. Dat mécht also d'Verhandlunge sécherlech net méi einfach.

Déi éischt Phas ass also elo de Réckzuch vu Groussbritannien, dee verhandelt gëtt. Ech wëll awer dann och drun erënneren, datt et eng zweet Phas wäert ginn. An dat ass dann iwwert den Accord, wéi déi zukünfteg Relatioune wäerte sinn. An déi Verhandlunge wäerten och net einfach ginn.

Ech mengen, elo gesäit et dann derno aus, datt et en Accord mixte wäert ginn. Dat heescht, en Accord, iwwert deen dann och déi national Parlamenter ofstëmme wäerten. An dat ass eng gutt Saach, well, ech mengen, virdrun hat och de Laurent Mosar déi Fro opgeworf. Et schéngt jo och eng Motioun ze sinn... Ech hu se elo nach net gekuckt, mä ech wäert dat awer och da maachen. Mä ech mengen, dat ass kloer: Eleng schonn doduerjer, datt et en Accord mixte ass, gi mer als national Parlamenter mat agebonnen. Als Parlamentarier fanne mer dat natierlech all eng gutt Saach. Dat ass gutt.

Wat natierlech och wichteg ass, dat ass, datt mer regelméisseg informéiert ginn. Ech mengen, dat ass awer och implizitt. Wa mer herno mussen iwwer eppes ofstëmmen, eis Meenung hei gefrot gëtt, da kann ech mer jo och nëmme virstellen, datt een doduerjer am Virfeld wäert informéiert ginn, datt mer sécherlech dann och herno dee ganze Package hei an allen Detailer wäerte presentéiert kréien.

Ech mengen, dat ass vläicht dann ofschléissend awer och nach déi gutt oder déi positiv Konklusioun: Wéi mer dann hei schaffen, éischtens, datt mer an Europa zesummen emol endlech eng Kéier aus engem Mond schwätzen, an och, wéi mer dat maachen, datt dat positiv ass fir d'Demokratie innerhalb vun Europa, awer och positiv fir eis national Demokratie, well mer do mat agebonne ginn. An ech mengen, dat ass awer ënnert dem Strëch eppes, wat een och kéint positiv ervirhiewen.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Eugène Berger. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Mosar hat am Januar vun dësem Joer no der Feuille de route gefrot, no där Groussbritannien aus der EU géif erausfueren. Nun, et kann ee jo soen, datt zwar nach ëmmer ganz villes onkloer ass, mä d'Feuille de route, déi ass jo mëttlerweil awer bekannt an déi steet.

De Michel Barnier, dee fir d'EU verhandelt, an de Brexit-Minister David Davis hunn de Kalenner viru 14 Deeg festgehalen. D'Terminer an d'Prioritéite fir d'Verhandlunge stinn. D'Feuille de route vun der Sortie steet, mä natierlech ass den Debat iwwert dës Feuille de route net iwwerflësseg an och net superfetatoire, wéi dat an eisem Parlamentsjargon heiansdo genannt gëtt.

Den Här Bauler hat scho virun engem Joer gefrot, wéi eng Auswierkungen de Brexit kéint op de Finanzsecteur an op d'Fongenindustrie hunn, ob et eventuell eng Delokalisatioun vun deem engen oder anere Firmesëtz géif ginn a wéi Lëtzebuerg sech kéint strategesch gutt positionéieren als Finanzplaz an enger EU ouni Groussbritannien.

Déi Froe si selbstverständlech och pertinent a beschäftegen d'Politik an déi concernéiert Kreesser och scho méi laang, och scho virum 23. Juni 2016, dem Dag vum Referendum. An esou ass et normal, datt et zu engem regelméissegen Austausch ënner Politiker an och ënner Institutioune kënnt.

An esou waren och schonn zum Beispill eise Vizepremier an eise Finanzminister de 25. a 27. Juli 2016, also e gudde Mount nom Brexit-Referendum, op enger Aarbechtsvisitt zu London a Bristol. An dofir war et mer genausou onverständlech wéi dem Här Berger, deen dat och opgeworf huet, datt ee Journalist aus dem „Wort" gemengt hat, een Artikel mussen ze publizéieren ënnert dem Titel: „Geheimtreffen mit politischer Sprengkraft", well eng Rei Leit am Abrëll 2017 de stellvertriedende Brexit-Minister David Davis getraff haten.

Well dee Gedankenaustausch muss ëmmer méiglech bleiwen, a selbstverständlech, an, ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens gewiescht, däerf et keng getrennt Verhandlungen tëschent Groussbritannien an iergendengem anere Land, och net Lëtzebuerg, ginn, bis de Brexit iwwert d'Bün ass.

Madamm Presidentin, och wa schonn e bësse méi Liicht an de Finanzdschungel komm ass, schéngt et eis awer nach ëmmer net méiglech ze sinn, haut ze definéieren, wou d'Gewënner a wou d'Verléierer an deem Dossier hei wäerte sinn. Kloer schéngt ze sinn, datt de sougenannten EU-Pass, also déi „Passporting rights", fir d'Bankfilialen zu London eriwwer ass - ech hunn den Här Mosar héieren, an ech deelen do absolutt seng Vue -, soss kënne mer net zesummeschaffen, wa Regele fir déi eng gëllen a fir déi aner net.

Net kloer ass an eisen Aen och, wéi déi brittesch Banke mat deenen oft als lästeg empfonnten EU-Regularie wäerten ëmgoen. An och wann de Vertrieder vun der ADR, iwwregens deen eenzege Vertrieder hei an der Chamber, deen de Britte fir den Ausgang vum Referendum felicitéiert hat, ënner anerem gesot hat: „Si hunn d'Kontroll iwwer hir Legislatioun zréckkritt", mengen ech, datt dat awer net esou einfach wäert sinn an och net esou einfach däerf sinn.

Iwwert d'Philosophie an d'Stëmmung a Groussbritannien, ben, do hu mer schonn elo rezent en Androck erëm kritt, wéi Groussbritannien en internationaalt Fëschereiofkommes ugekënnegt huet. An hiren Emweltminister huet dozou gesot: „Elo déi éischte Kéier zënter méi wéi 50 Joer däerfe mir erëm eleng decidéieren, wien Zougang zu eise Gewässer huet." Deen Accord iwwert d'Fëscherei ass iwwregens schonn 1964 ënnerschriwwe ginn, also virun de Britten hirer EU-Zäit.

Wa Groussbritannien och weiderhi mat der Europäescher Unioun Handel bedreiwe wëllt, an, ech mengen, dat wëlle mer jo alleguer, da muss déi brittesch Regierung och nom Brexit eng ganz Rei vu Contraintë bäibehalen. Et muss een als Politiker jo scho verblent vun nationalem Egoismus sinn, wann ee gleeft, datt een duerch een Erausklammen aus engem multilaterale Vertrag de Gewënner op der ganzer Front wier. Dat ass vläicht nach d'Linn vum aktuellen US-President, deen aus der COP21 erausklëmmt a mengt, dat misst alles elo nei a besser verhandelt ginn. Esou funktionéiert d'Welt net. Oder muss ee soen: nach net?

Madamm Presidentin, selbstverständlech ass d'Finanzplaz Lëtzebuerg wichteg. Selbstverständlech solle mer als Land déi Atouten, déi mer hunn, an de Vierdergrond setzen. Mir sinn awer fundamental iwwerzeegt, datt mir an eis Wirtschaft nëmme kënne gewannen, wa mer eis am europäesche Kader bewegen. D'Zäit vun der Nischepolitik ass eriwwer. A mir solle se net méi eropbeschwieren an hir och net notraueren. Lëtzebuerg muss een zouverlässege Partner an der EU bleiwen. De Finanzsecteur muss reguléiert ginn a bleiwen. Mir sollen eis net mat niddrege Steiersätz a Sozialdumping um europäesche Kontinent Konkurrenz maachen. An dat muss och fir eise Verhandlungspartner op de britteschen Insele gëllen.

Eis Suerg gëllt awer virun allem de Mënschen: zu Lëtzebuerg an Europa an a Groussbritannien. De Brexit bleift fir eis een absolutten Déifpunkt an der rezenter Entwécklung vun der Europäescher Unioun an och vun Europa. Vill Leit musse sech haut erëm Suerge maachen iwwer eppes, wou mer gehofft haten, mer hätten et scho viru Joren iwwerwonn. Mir hu keng genee Chiffere vu brittesche Bierger an EU-Länner an ëmgedréit. Mir hu just Schätzungen. Et heescht, et wieren iwwer 3,3 Milliounen EU-Bierger a Groussbritannien; 1,2 Millioune brittesch Bierger an EU-Länner.

Mir hu wahrscheinlech keng genee Chifferen, well dat eigentlech bis elo och net esou wichteg war. Mir ware jo an Europa. Haut däerfe mer jo an deem EU-Land wunnen a schaffen, dat mir eis fräi erausgesicht hunn. An dat war net ëmmer esou. Ier zum Beispill Spuenien den 1. Januar 1986 Member vun der EU war, huet zum Beispill e Lëtzebuerger Bierger a Spuenien, deen zum Beispill eng spuenesch Fra bestuet huet, sech all Joer musse bei der Police mellen, fir ze soen, hie wier nach ëmmer do. Dat war ee Beispill vun nationaler Souveränitéit.

Ee Student, dee seng Studien a Groussbritannien gemaach huet, huet déi net a Spuenien unerkannt kritt an huet se mussen nach eng Kéier maachen. Et si keng ECTS-Punkten a keng Studienunerkennung ginn. Ee weidert Beispill vun nationaler Souveränitéit.

En EU-Bierger, deen an eng staatlech spuenesch Schoul wollt schaffe goen, huet dat nëmmen däerfe maachen, wann en natierlech niewent deenen erfuerderlechen Diplomer och déi spuenesch Nationalitéit hat. Een drëtt Beispill vun nationaler Souveränitéit.

Firwat soen ech déi Beispiller a wat huet dat mam Brexit ze dinn? Ech wollt éischtens warne virun deene Leit, déi eis ëmmer vun nationaler Souveränitéit virschwärmen a vergiessen, datt dat ganz schnell op d'Käschte vun der Fräiheet vun de Bierger geet.

Et ware schonn emol Zäiten, wou et vill méi einfach war ze soen: „Ech si Lëtzebuerger a fille mech als europäesche Bierger", wéi dat haut de Fall ass. An ech bedaueren dat. An zweetens sinn dat zum Deel genau déi Froen, déi sech haut erëm vill Bierger stellen no där Decisioun vum Brexit. 1,3 Millioune Britte liewen an aneren EU-Länner. Spuenien huet dee gréisste Contingent vu britteschen Expats. Iwwer 300.000 sollen et der sinn.

Ech hat d'Chance, viru Kuerzem eng ganz Rei vun hinne kennenzeléieren a Spuenien an der andalusescher Provënz Granada. Do liewe ganz vill Englänner, Schotten, Iren. A wann an der Provënz Málaga eventuell eng Majoritéit Pensionéierter wunnen, dann ass dat an der Provënz Granada net de Fall. Do liewe Britten, déi sech als kleng Geschäftsleit hiert Liewe verdéngen. Ech hunn der begéint, déi d'Halschent vum Joer um Kontinent an déi aner Halschent op der Insel verbréngen. Ganz vill sinn zënter ronn zéng Joer a Spuenien, schwätze fléissend Spuenesch a maachen do hiert Liewen.

Gemeinsam hu se alleguer d'Suerg iwwer hir Zukunft. Wéi einfach respektiv komplizéiert ginn an Zukunft d'Sozialtransferten, d'Transferte vu Krankekeess a Pensiounen? Wéi einfach respektiv komplizéiert gëtt d'Mobilitéit vu Persounen a vu Gidder?

Eng ganz Rei Englänner an Andalusien hu sech driwwer informéiert, ob se déi spuenesch Nationalitéit kéinten unhuelen. Mä dat ass awer eigentlech net dat, wat se wëllen. Si waren zefridden, datt se bis elo als brittesch Europäer konnten a Spuenien wunnen, schaffen a liewen an datt si d'Fräiheet haten, ee Choix ze treffen.

Madamm Presidentin, d'Decisioun, e Referendum iwwert de Verbleif vu Groussbritannien an der EU ze maachen, war de Versuch vun den engleschen Torien, fir un der Muecht ze bleiwen. D'Rechnung ass nëmmen zum Deel opgaang. D'Torie sinn nach un der Muecht, den David Cameron net méi. Dat war déi éischt Wett vun den Torien, déi net ganz esou ausgaangen ass wéi geplangt.

Eng zweet war déi vun den Neiwahlen, mat där d'Theresa May sech wollt eng nach méi komfortabel Majoritéit ginn, fir en haarde Brexit duerchzezéien. Déi ass alt erëm net opgaang an huet elo zum Resultat, datt mer op der Insel eng konservativ Regierung hunn, déi ofhängeg ass vun zéng Deputéierte vun der nordirescher DUP, der Democratic Unionist Party.

An ech deelen all déi Suergen, déi och de Kolleeg Marc Angel schonn hei virgedroen huet. Well, wat dat fir de Fridden an Nordirland bedeit, dat wäerte mer an deenen nächste Jore gesinn. An eisen Aen ass dat ee geféierlecht Spill, wat déi brittesch Konservativ do spillen. D'DUP, déi streng géint d'Homosexualitéit ass, awer net streng géint dubiéis Parteispenden, dierft ee Garant derfir sinn, datt d'Verhandlungen iwwert déi nei Grenz tëschent Irland a Groussbritannien net einfach ginn.

Et ass just ze hoffen, datt mat deem politesche Calcul den „Good Friday Agreement" vum Abrëll 1998, mat deem déi 30-järeg bluddeg Ausenanersetzungen an Nordirland en Enn fonnt hunn, net och nach a Fro gestallt gëtt. Et wäert jo net och nach een op d'Iddi kommen, fir e Referendum iwwert den „Good Friday Agreement" ze organiséieren, wann dat him an de politesche Krom passt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt e Referendum net e politescht Allheelmëttel ass. E Referendum kann éischtens geféierlech Konsequenzen hunn. Dat gëllt fir de ganze Beräich vum Schutz vu Minoritéiten. An e Referendum kann, zweetens, och schwéier kontrolléierbar Konsequenzen no sech zéien. Konsequenzen, déi eventuell net virauszegesi waren an onberechenbar sinn. Datt een d'Resultat vun engem Referendum respektéiert, stelle mer allerdéngs selbstverständlech net a Fro.

Madamm Presidentin, Groussbritannien an d'Europäesch Unioun haten eng laang Relatioun. Vun 1973 bis haut oder bis 2019, do ass d'Zäit net stoebliwwen. D'Englänner waren derbäi, wéi fir d'Éischt d'Deputéierte vum Europaparlament direkt gewielt gi sinn. Si hunn d'Maastrichter Verträg vun 1992 net nëmmen ënnerschriwwen, mä och mat ausgehandelt. Si hu sämtlech EU-Erweiderunge matgedroen; ënner anerem déi historesch Ost-Erweiderung vun 2004.

A wann een d'Bild vun der Scheedung vun enger Koppel op d'Scheedung vun EU a Groussbritannien iwwerdréit, dann ass dat mat Virsiicht ze genéissen. Awer et gëtt e puer Analogien. Bei enger Trennung geet et ganz oft ëm Gefiller, ëm Geld an heiansdo ëm Kanner. Am schlëmmste Fall ginn déi dräi matenee vermëscht.

Ech hat virdrun iwwert d'Britten an der EU geschwat a meng Gedanken um Beispill vun den Expats an Andalusien illustréiert. Äänlech Problemer hunn natierlech vill EU-Bierger a Groussbritannien: eng 900.000 Polen, 300.000 Däitscher a jee iwwer 200.000 Rumänen an Italiener. Déi sinn all op d'Insele gaang, fir ze schaffen, fir eng Pai ze kréien, an hunn domat och hire Bäitrag zum brittesche Wuelstand geleescht.

Et ass mer wichteg, nach eng Kéier ze betounen, datt all EU-Bierger an hir Familljememberen d'Recht hunn, an deem EU-Land ze wunnen, ze schaffen an ze studéieren, wou se wëllen. Dat ass eng vun de ganz groussen Errungenschafte vun der Europäescher Unioun. Et ass nëmme richteg, datt eng alleréischt Prioritéit an de Verhandlunge muss sinn, datt et musse géigesäiteg Garantië ginn, datt d'Interesse vun deene Leit, déi zumindest virum 29. März 2017 vun dësem Recht Gebrauch gemaach hunn, och musse geschützt ginn.

Mir deele souwuel d'Orientatioune vum Conseil européen vum 29. Abrëll 2017, wéi och d'Aart a Weis, fir ze verhandelen, déi den 19. Juni 2017 festgehale ginn ass. Prinzipiell deele mer och d'Ausso „nothing is agreed until everything is agreed". An awer froe mer eis, ob mer natierlech gemeinsam zu 28 net solle schnell Konklusioune festhalen, wat d'Rechter vun den no u fënnef Millioune Bierger ugeet, deenen hir Liewenssituatioun duerch de Brexit ännert.

Här President, d'Suerge vun dëse betraffenen europäesche Bierger leien eis méi no wéi d'Suerge vun de grousse Konzerner a vun de Banken. Et ass jo och esou, datt d'Lobbye vun de Grousskonzerner sech an der Regel selwer organiséiert kréien, fir hir Interessen ze verteidegen, datt déi net ze kuerz kommen.

Nodeems ech dës Prioritéit kloergestallt hunn, wëll ech awer, Madamm Presidentin, och nach e bëssen op de finanzielle Secteur an d'Enjeue fir eis Bankeplaz agoen. Mir hate virun engem Joer hei eng Heure d'actualité, vun der CSV ugefrot, déi sech mat de Konsequenze vum Brexit fir eis Ekonomie auserneegesat hat.

Och wann haut d'Marschroute definéiert ass, dann ass den Ausgang nach genausou onkloer wéi virun engem Joer. Mäi Kolleeg Gérard Anzia hat virun engem Joer gemengt, et geséich esou aus, wéi wa mer elo schonns e Stéck vum Kuch wéilte verdeelen, deen nach guer net gebak ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- De Kuch ass nach ëmmer net gebak, mä e kritt awer lues a lues Konturen. Esou e Stéck Kuch ass zum Beispill d'EBA, d'European Banking Authority. Den Här Mosar hat schonn am Juli d'lescht Joer gemengt, mir sollten alles ënnerhuelen, fir d'EBA op Lëtzebuerg ze kréien. A mer wëssen da mëttlerweil och, datt Lëtzebuerg Kandidat ass.

Mir sinn awer net eleng Kandidat. Mir hu gutt Argumenter, mä mir sinn och net déi eenzeg, déi gutt Argumenter hunn. Sechs Kritäre si festgeluecht. Am Oktober soll eng Decisioun falen. All EU-Memberstate sollen no engem festgeluechte Punktesystem a mat bis zu dräi Wahlgäng de Gewënner wielen.

A wann een d'Kritäre kuckt, déi sollen erfëllt ginn, dann, mengen ech, datt Lëtzebuerg déi alleguer méi oder manner erfëllt, bis op de Kritär vun der regionaler Repartitioun. Mir hu jo schonn effektiv dat eent oder anert Stéck vum europäesche Kuch op Lëtzebuerg kritt. Dat dierft awer net just een Nodeel sinn. Dat kéint och ee Plus sinn, well mer e gewëssenen Know-how an ee positivt Emfeld fir eng EBA hunn.

Klammer op: Lëtzebuerg huet de Sëtz vum Europäesche Geriichtshaff. An dat huet sech éischter positiv ausgewiirkt op d'Decisioun, datt de Siège vum EU-Parquet och op Lëtzebuerg wäert kommen. Domat gëtt confirméiert, datt Lëtzebuerg d'Geriichtshaaptstad vun der EU ass. A vläicht ass dat och e positiven Aspekt, fir datt eng EBA op Lëtzebuerg kënnt. Klammer zou.

Madamm Presidentin, wat d'Delokalisatioun vun Headquarters aus England op Lëtzebuerg ugeet, do si mer der Meenung, datt Lëtzebuerg dat ganz zen soll ugoen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An et huet mech och gefreet, verschidden Aussoe vun eisem Finanzminister ze liesen an ze héieren, déi an déiselwecht Richtung schéngen ze goen. Esou heescht et zum Beispill an engem Interview mam Här Gramegna vum 30. Juni 2017 am „Lëtzebuerger Land": „Mir sollen net ze vill gurmangzeg sinn. Mir sollen net aggressiv probéieren, brittesch Banken a Megaentreprisen op Lëtzebuerg ze kréien, well wann dat eis géif am grousse Stil gelénge, da misste mer nach méi héichqualifizéiert Aarbechtskräften op Lëtzebuerg lackelen, wéi mer dat elo scho maachen. Mir missten nach vill méi a vill méi schnell Schoulen a Wunnenge bauen wéi elo schonn. Mir hunn elo schonn eng Croissance vu 4% op déi lescht Joren."

An ech zitéieren de Finanzminister mam Saz: «Je trouve qu'il vaut mieux viser une croissance régulière et durable plutôt que spectaculaire.» Dat ass ee Saz vum Här Finanzminister. Dee kritt natierlech eis voll Ennerstëtzung.

Mir hu jo eng Wuesstumsdebatt hei am Land. Ech hu scho vu Wunnengen a Schoule geschwat. Ech kann och weiderfuere mat eiser Verkéiersinfrastruktur, mam Wuesstum vun eiser Populatioun, mat eisem Drénkwaasser an eiser natierlecher Landschaft. Mir sollen net probéieren, d'Skyline vu London op Lëtzebuerg ze kréien.

Natierlech solle mer op sinn. Natierlech solle mer weider drop oppassen, datt eis Finanzplaz sécher ass a positiv evoluéiert. Fir de Rescht si mir der Meenung, datt dës Regierung hir Finanzpolitik soll weiderfueren, wéi se dat elo schonn eng Zäit laang mécht.

Mir sollen op Transparenz an international Zesummenaarbecht setzen. Mir sollen déi Reforme weiderfueren, déi eis vun de schwaarzen a groe Lëschten erofgeholl hunn. Mir sollen als EU-Memberland eis mat derfir asetzen, datt et Leitplanken am Finanzsecteur gëtt. An natierlech muss et och beim „level playing field" bleiwen. Dat schéngt mer wichteg ze sinn, wa mer an Zukunft ee Finanzzenter London niewent deem engen oder aneren EU-Finanzzenter funktionéieren hunn.

An ech halen dann och nach meng Ried op mat engem leschten Zitat vum Här Gramegna, deen elo grad erakënnt, da kritt en dat Zitat mat: «Pour le Luxembourg, le scénario le plus avantageux sera d'attirer plus de substance sans être trop gourmand.» An ech mengen, dat wier e flotte Fazit, wéi mer sollen do mam Brexit an Zukunft ëmgoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Dat Wuert „Brexit", iwwert dat mer haut esou vill schwätzen, gëtt benotzt wéi e Schimpfwuert. Déi Wierder „Pescht" an „Cholera" hunn e besseren Image. Dobäi ass d'Brexit-Decisioun fundamental jo näischt aneres wéi dem brittesche Vollek säi Wëllen.

De Kolleeg Bauler huet gesot: „Dëse Referendum hannerléisst e batteren Nogeschmaach." Ech stelle fest: Ar Majoritéit, Här Bauler, huet e Problem mat Referenden. Ech hu mer och näischt aneres virgestallt an engem Land, wou en 80/20-Referendum vu Regierung a vun CSV net respektéiert gëtt, datt do hei géif e brittesche Referendum respektéiert ginn.

Wat wonnert, ass natierlech, datt de Britten hir fräi an demokratesch Decisioun, d'EU wëllen ze verloossen, esou verhöönt an an den Dreck gezu gëtt. Dobäi gëtt sech net gefrot, well dat géif jo heeschen, sech selwer a Fro ze stellen, firwat dat brittescht Vollek déi doten Decisioun geholl huet, firwat dat brittescht Vollek decidéiert huet, léiwer ausserhalb vun der EU ze liewen.

Et war net, fir eis ze beleidegen, et war och net, fir sech vun Europa lasszesoen. Et war näischt aneres wéi den Ausdrock vun engem Ras-le-bol, vun enger Flemm mat der Ausriichtung, déi dës EU hëlt, an der Aart a Weis, wéi dës EU gefouert gëtt.

D'Britten, an net nëmmen d'Britten, hunn d'Flemm ze gesinn, datt eng gewëssen europäesch Elitt probéiert, d'Nationalstaten opzeléisen an en europäesche Federalstat opzeriichten, wou schlussendlech all wichteg Decisiounen zentralistesch zu Bréissel a vu Bürokrate geholl ginn.

Wéi 2005 probéiert ginn ass, dësem Zil méi no ze kommen, duerch d'Adoptioun vun der sougenannter europäescher Verfassung, hu souguer hei am Land, wou mer jo alleguer esou europhil sinn, vill Leit gemeutert, esou vill Leit wéi ni virdrun. Op 3,5% an déi eng oder an déi aner Richtung wier dëst souguer zu Lëtzebuerg ofgeleent ginn. Mir wollten deemools a mir wëllen och haut keen europäeschen Zentralstat.

Kee Mënsch ass géint Europa an eng europäesch Zesummenaarbecht, mä am Respekt vun der Souveränitéit vum jeeweilege Vollek, senge Wäerter, senger Geschicht, sengen Traditiounen. Do, wou State kënnen zesumme méi erreeche wéi eenzel, soll zesummegeschafft ginn.

Nëmme gemeinsam kann ee Resultater erzilen a wichtege Felder wéi zum Beispill dem Ëmweltschutz. Wat nëtzt et, datt dat ee Land Kläranlage baut, wann dat anert Land den Dreck an d'Baache kéiert? Zum Beispill bei der Bekämpfung vu Kriminalitéit an Terrorismus. Zum Beispill selbstverständlech beim fräie Floss vu Leit, Kapital, Servicer, Wueren. An esou engem Europa wier och Groussbritannien haut nach Member.

Wat mer net wëllen, ass en europäesche Finanzminister, eng europäesch Steier, en europäesche Budget, eng Tutelle iwwer eis Nationalpolitik, en eenheetlechen europäesche Budget an esou weider an esou fort. Mir wëllen, datt Lëtzebuerg vun hei aus, vum Krautmaart aus decidéiert, wou et wëllt histeieren an net vum Berlaymont aus.

D'EU ass vill ze séier vill ze grouss ginn. Dat ass e Fakt. D'Aféierung vun enger gemeinsamer Wärung, esou praktesch wéi se ass an esou gutt se fir eist eegent Land ass, däerf elo net zum Virwand gëlle fir Verschiddener, de Feeler nach ze acceleréieren an op dat „vill ze schnell vill ze grouss" och elo nach „vill ze déif" an „vill ze wäit" dropzesetzen.

Amplaz de Constat ze maachen, firwat eis brittesch Frënn de Choix gemaach hunn, d'Scheedung anzereechen, amplaz d'Gefor ze gesinn, datt och weider Vëlker a vläicht souguer dat Lëtzebuerger Vollek iergendwann eng Kéier meuteren an net wëllen hir Souveränitéit verléieren, amplaz Respekt ze weise virun deenen engen hirer Decisioun an Asiicht fir deenen aneren hir berechtegt Ängscht, gëtt einfach monter weidergefuer mat der EU, wéi se elo leeft: méi schnell, méi déif, méi wäit.

A fir aner Länner ofzeschrecken - an, ech denken, et ass deen eenzege Grond -, kritt Groussbritannien den Divorce esou richteg sauer gemaach. Mir schwätze vun där Feuille de route. Mir verstinn einfach net, wat d'Britte beweegt. Ee vun de Grënn vum Brexit war ganz kloer d'Restriktioun vun Immigratioun. A wat ass der EU hir Äntwert? „Priority on immigration."

Groussbritannien signaléiert, datt se den europäesche Bierger - ech mengen, et sinn der dräi Milliounen, déi am Moment do wunnen - hir Rechter respektéieren, datt déi, déi do sinn, do däerfe bleiwen, liewensläng lech. Groussbritannien signaléiert, datt déi, déi nach wëlle kommen, eben ënnert deenen normalen Immigratiounsgesetzer däerfe kommen.

A wat ass eis Äntwert? Anstatt ze soen: „Majo, dat ass genau dat, wat mer wëllen, a kommt, mir ginn de brittesche Bierger hei bei eis genau déiselwecht Rechter!", soe mer: „Ah neen, dat muss awer da vum Europäesche Mënschegeriichtshaff kontrolléiert ginn. An do sinn awer nach aner Konditiounen dermat verbonnen."

Och do mëssuechte mer nees eng vun den Ursaache vun der Scheedung. Eng vun den Ursaache waren ebe just d'Arrête vum Europäesche Geriichtshaff, déi England et onméiglech gemaach hunn, 40 bekannten Terroristen auszeweisen. Den Arrêt vum 17. Januar 2012 Abu Qatada géint Royaume-Uni ass dat beschte Beispill. Et war ee vun deenen aflossräichsten Dschihadiste vun Europa. En huet net däerfen a Jordanien ausgewise ginn duerch England.

Dat schéint Bild, wat och de Laurent Mosar gezeechent huet vun der Scheedung, wann ee vu Feuille de route schwätzt, erënnert mech effektiv als Affekot un d'Attitüd, déi Parteien heiansdo anhuelen, wann deen een deen anere sëtze léisst. Da seet deen een: „Ech hu maximal Fuerderungen. Ech si sëtze gelooss ginn. Ech kréien d'Haus. Ech kréien den Auto. Ech kréien d'Miwwelen. Ech kréien d'Kanner. Du iwwerhëls d'Scholden, bezils Alimenter. A sief frou, datt et Der esou gutt gaangen ass." Esou leeft et net am Liewen. An esou wäert et och net lafen tëscht Rescht-EU a Groussbritannien.

Wou steet am Vertrag, datt een eng Exit-Gebür muss bezuelen, wann een aus der EU wëllt austrieden? Jo, et gëtt gemeinsam Engagementer, mä et gëtt och gemeinsam Assets. Kritt England och déi gemeinsam Assets zougedeelt zu deem Prozentsaz vun hire Kontributiounen?

A Wierklechkeet sinn d'Motiver natierlech anerer. Genau wéi an de Scheedung geet et jo net nëmmen ëm d'Geld. Et geet jo och ëm verletzte Stolz. A genausou geet et och hei net nëmmen ëm dat Geld, wat dann an Zukunft an der Keess wäert feelen, wann den englesche Pappi net méi abezilt. Et geet och drëm, anere Länner ze weisen, se ofzeschrecken: „Iwwerleet Iech gutt, wat Der maacht, well wann Der gitt, da gëtt et Iech deier!"

Funktionéiert déi Strategie oder weist se anere Länner just, wéi miserabel a wéi fies zu Bréissel heiansdo nogeduecht gëtt? An dobäi hu mir, mir EU a mir Lëtzebuerg, all Interêt drun, aus dem Brexit en Divorce par consentement mutuel ze maachen.

Ech ginn Iech just eng eenzeg Zuel, déi virgestallt ginn ass vun där renomméierter Consultingfirma Deloitte oder „Deloitte", fir d'Engländer a fir d'Fransousen ënner eis, déi den 21. Juni presentéiert ginn ass. Hei sinn nees Schauermärercher opgezeechent ginn, wéi schlecht et England wäert goen nom Brexit, mä hei ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Automobillindustrie, an do ass gesot ginn: Wa mer e Brexit kréien ouni Handelsofkommes, da wäerten, wat d'Autoen ugeet, vu Käreuropa a Groussbritannien all Joer - all Joer! - 655.000 Autoe manner geliwwert ginn. Eleng fir Däitschland bedeit dat e Verloscht vun net manner wéi 18.000 Aarbechtsplazen.

Deen anere Volet vun der Debatt: „Wat sinn d'Chancen a Risiken?", do zitéieren ech einfach Schlagzeile vun den einschlägege Wirtschaftszeitungen: „Jetzt wollen alle Beute machen." „Jeder möchte ein Stück vum Kuchen." Dozou gehéiert dann och d'Banking Authority, iwwert déi geschwat gëtt mat hiren 180 Leit, ob déi op Lëtzebuerg ka kommen, nieft deene sëlleche Firmen, déi schonn hei sinn an heihinner kommen am Bankewiesen, an den Investmentfongen, an den Assurancen.

Wat d'Banking Authority ugeet, hu mer vun deene grénge Kolleegen déi verschidde Kritären héieren. Et ass just op ee Kritär net agaange ginn. An ech denken, et ass deen, dee wäert verhënneren, datt mer se kréien. An dat ass ganz einfach de Fakt, datt Lëtzebuerg als Provënzstiedche keng Fluchubannung huet un déi aner Haaptstied vun Europa. E grousse Manktum. Ee vun de Schantercher, deene mer eis sollten unhuelen, éischter wéi datt mer hei iwwer englesch Innenpolitik schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Madamm Presidentin, „déi spannen, déi Britten". Dat sot souguer schonn eng Kéier den Obelix. An dat ass och d'Äntwert, déi déi meeschte politesch Kaderen am kontinentalen Europa haut géife ginn, wann ee se nom Brexit freet.

An och ech ka mech deem net komplett erwieren, wann ech gesinn, wéi déi äerzkonservativ Premierministerin Theresa May ouni Nout Neiwahlen aberifft fir e staarkt Mandat, fir e méiglechst haarde Brexit ze negociéieren, an dann eng gutt op den Deckel kritt vun engem Jeremy Corbyn, dee mat engem explizitt lénke Programm ugetrueden ass an eigentlech eng fortschrëttlech Dynamik lassgetrëppelt huet, andeems seng Labourpartei, entgéint alle Sondagen, 40% vun de Britten iwwerzeege konnt.

Da kann ee schonns e bësse Genugtuung empfannen. Mä esou Ressentimenter a Gefiller däerfen ni d'Grondlag si vu politesche Reflexiounen. A virun allem, an do muss een dem Obelix vehement widderspriechen, däerf een net d'Britten alleguer an een Dëppe geheien.

Et däerf een net vergiessen, datt 48% vun der Populatioun géint de Brexit gestëmmt hunn. A Schottland an an Nordirland war et souguer eng Majoritéit. An et ware virun allem Jonker, déi trotz der katastrophaler Politik, déi d'EU säit Joren a Jorzéngte bedreift, nach ëmmer wëllen un eng europäesch Integratioun gleewen, déi sech oppe Grenzen an eng solidaresch Relatioun mat dem Kontinent wënschen, an net en nationalistesche Repli op sech selwer.

75% vun deenen 18- bis 24-Järegen, déi mat de Konsequenze vum Brexit wäerte liewe mussen, hu fir den „Remain" gestëmmt. An et sinn och ganz vill Aarbechter, déi géint de Brexit gestëmmt hunn, well se genau wëssen, datt dëse Brexit kee lénken Austrëtt aus der Unioun ass, mä e knallhaarde konservativ-liberalen Austrëtt, dee wäert mat sech bréngen, datt nach eng Kéier ferm un der neoliberaler Schrauf gedréit gëtt, bei där virun allem déi sozial Schwaach wäerten ënnert d'Rieder kommen.

A jo, et hunn 52% vun deenen, déi iwwerhaapt wiele gaange sinn, fir de Brexit gestëmmt. Dorënner si vill Leit, déi aus Nostalgie, Nationalismus oder souguer aus xenophobe Motiver gestëmmt hunn. An dat ass traureg an dat misst eis all ze denke ginn. Mä et sinn awer och eng ganz Rëtsch Leit, déi fir e Brexit gestëmmt hunn, well si déi neoliberal Politik vun der EU net méi erdroen a sech méi Chancen ausgerechent hunn, dës Politik an der Onofhängegkeet ze kippe wéi innerhalb vun deem festgefuerenen Apparat zu Bréissel. Mä vill vun deenen, déi mat „Leave" gestëmmt hunn, si virun allem beaflosst a getäuscht gi vun onverantwortleche Politiker, vu Medien, déi hir eegen Agenda suivéiert hunn, an och vun ultraliberale Fundamentalisten, déi d'Chancë richen, hir ideologesch Dreem ëmzesetzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Datt déi Reaktionär mat Ängschte schaffen, dat ass bekannt an näischt Neies, mä et seet leider ganz vill iwwert den Zoustand vun der Europäescher Unioun aus, wann och den „Remain" keng glafhaft progressiv Visioun vun der Unioun evoquéiere konnt.

Här President, als Lénker si mer der Iwwerzeegung, datt d'Mënschen a Groussbritannien, déi jonk Generatiounen, d'Aarbechter, déi sozial marginaliséiert Gruppen, d'Migranten, datt all déi Leit eis Solidaritéit brauchen a verdéngen. An dëse Verhandlungen, déi viru Kuerzem ugefaangen hunn, geet et net ëm Groussbritannien géint Rescht-Europa. Neen, et ass a bleift fir eis eng Klassefro. Et geet ëm déi douewe géint déi doënnen. An dëst gëllt gradesou fir d'Leit a Groussbritannien wéi fir d'Mënschen a Kontinentaleuropa.

An eisen Ae stinn d'Verhandlungsféierer vun der EU an der Flicht, déi brittesch Bevëlkerung virun enger ultrakonservativer Politik ze schützen an op en Austrëtt hinzeschaffen, deen esou mann brutal wéi méiglech ass. D'Britte fir hire Referendum ze bestrofen, esou wéi een dat hannert der Hand esou oft héiert, wär e grousse Feeler, well déi, déi eigentlech responsabel fir dee ganze Schlamassel sinn, déi wäert een domadder net treffen.

Här President, als sozial engagéierte Mënsch hätt ee sech kënnen an engem éischte spontanen Ablack freeën iwwert de Brexit. Schliisslech waren d'Britten ëmmer déi, déi am meeschten op der Brems stoungen, wann et drëms gaangen ass, d'EU méi solidaresch oder méi demokratesch ze gestalten. Mä mir hunn awer och net vergiess, datt d'EU-Cheffen, déi elo esou ostentativ op déi véier Fräiheete vun der Unioun pochen, virum Referendum gäre bereet waren, sozial Acquisen ze afferen, fir der Cameron-Regierung ze gefalen.

Et wär awer e schwéiere Feeler, sech iwwert den Austrëtt vu Groussbritannien ze freeën, well en onofhängegt Groussbritannien virun eiser Dier, dat wirtschaftspolitesch an den Eck gedréckt gëtt, ass fir Europa eng vill méi grouss Gefor an huet vill méi eng grouss destruktiv Kraaft, wéi dat jee an der Vergaangenheet de Fall war.

E kompletten Austrëtt aus dem Bannemaart, esou wéi e vum Theresa May ugepeilt gëtt, wäert eng déif gräifend strukturell Reorganisatioun vun der brittescher Ekonomie onëmgänglech maachen. A jee brutaler d'Konditioune vum Austrëtt wäerte sinn, desto brutaler wäert dës Restrukturatioun ausfalen. Der Fantasie vu verschiddenen neoliberalen Ideologe wäerten do keng Grenze méi gesat ginn, esou wéi een dat elo schonn a verschiddene Strategiepabeiere vu gewëssenen Thinktanks erkenne kann.

Budgetär Abousse fir Groussbritannien kéinte mat engem weideren Ofbau vun deem scho staark zerstéierte Sozial- a Gesondheetssystem beäntwert ginn. A fir kompetitiv ze bleiwen, kéinten d'Aarbechtsrechter ofgebaut ginn, d'Salairë gedréckt an d'Ëmweltnormen erofgesat ginn. Net ze schwätze vun der Betribsbesteierung, wou d'Prozentsätz elo schonn ugekënnegt weider an de Keller goe wäerten.

An domadder wiere mer ukomm bei der „Race to the bottom", wat d'Rechter an d'Normen ugeet. An dat ass an eisen Aen déi gréisste Gefor fir alleguer d'Mënschen a Groussbritannien wéi och an Europa.

Et ass esou e Groussbritannien virun eiser Hausdier, dat mat Sozial- a Fiskaldumping de Rescht vun Europa viru sech hierdreiwe kéint, wou een Angscht muss hunn, wou een dervir warne muss a wat ee muss verhënneren. An dëst misst eigentlech d'Haaptaufgab vun den europäeschen Negociateure sinn, mä dovunner huet och den Här Barnier, wéi en hei war, wéineg geschwat.

Nieft dem Austrëttsaccord, dee certes schwéier genuch ze realiséiere wäert sinn, gi laangfristeg zwee Accorden ugepeilt: een iwwer eng gemeinsam Defensepolitik an en zweeten iwwer eng Zort gemeinsam Fräihandelszon. Déi zwee Accorden, dat sinn déi mëttel- a laangfristeg Ambitiounen a Perspektive vun der Europäescher Kommissioun a Bezuch op Groussbritannien. Also Handel a Militär.

Här President, jee méi Groussbritannien eventuell an den Eck gedréckt gëtt, desto méi wäerte se zu aussergewéinleche Mesurë gräifen. An dat gëllt och fir de Finanzsecteur. Jee méi haart de Brexit d'Finanzplaz zu London wäert treffen, desto radikaler wäert hir Äntwert dorobber sinn. An e Verloscht vu Maartundeeler um Kontinent wäerte se mat enger aggressiver Strategie op anere Mäert erëm probéiere wettzemaachen. Wat hannert dem haarde Brexit waart, ass eng eesäiteg weider Deregulëierung vum Finanzsecteur mat eventuell souguer engem Austrëtt vu Groussbritannien aus dem BEPS, an dat Ganzt mat eeschte Konsequenze fir de weltwäite Finanzsystem.

Wéi Der wësst, si mir als Lénk net onbedéngt e Frënd vun der Londoner Finanzplaz, mä wa verschidde Regierungen elo scho mengen, se kéinten d'Sabbeldicher undinn a vum Brexit profitéieren, andeems se der City de Business ewechhuelen, da wäert déi Strategie deene Regierungen fréier oder spéider alleguer wéi e Bumerang an d'Gesiicht zréckfléien.

An dernieft, an dorunner muss een an dësem Kontext och nach eng Kéier erënneren, fanne mer et scho kuriéis, wann d'Regierung oder Regierungsvertrieder, an en plus nach Vertrieder vun aneren, vu sämtlechen hei an der Chamber vertruedene Parteien, bis op eis, sech dann awer mat britteschen Negociateuren treffen, heemlech.

(Interruption)

An dat just e puer Deeg virum Beschloss iwwert d'Verhandlungsmandat vun der Kommissioun.

Den Här Adam ass virdrun dorobber agaangen, aus fräie Stécker. Virdrun ass et net ugeschwat ginn, an dat éiert en och, mä ech mengen, datt ee senger Argumentatioun do awer äntwerte muss, datt éischtens den Datum häerzlech onglécklech war, wou dat Treffe stattfonnt huet, an zweetens, datt et méi gesond a méi demokratesch wier an eisem Land besser géif zu Gesiicht stoen, wann esou Treffen ëffentlech wieren, transparent, an net heemlech géife stattfannen an eréischt Wochen drop vun der Press reveléiert géife ginn.

Well, wéi war dat scho méi? Keng direkt bilateral Verhandlungen tëschent Memberlänner a Groussbritannien! Mä vläicht ass jo do bei deene Geheimverhandlungen tatsächlech just iwwert dat agreabelt Klima an iwwert de gudde Kascht hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, esou wéi dat im Nachhinein probéiert ginn ass ze erklären.

Wat mer feststellen, ass, datt den „cherry picking" säit dem Brexit-Referendum voll amgaangen ass, an dat och zu Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg mécht och do mat. Schlussendlech, an trotz alle Sonndesrieden iwwert déi européisch Solidaritéit, ass sech jiddweree selwer am noosten an d'Resultat um Enn wäert dat, fäerte mer, leider och erëmspigelen.

Här President, och wann dës Regierung offensichtlech gewëllt ass, hei méi e konziliante Wee ze fueren, wäert hir Strategie e groussen Impakt hunn op d'Entwécklung vu Lëtzebuerg. Hir Beméiungen an déi vun aneren Akteuren hei am Land, fir sech nach méi staark als Intermediaire vun der Londoner Fongenindustrie ze platzéieren, wäert zu enger, am Verglach zur Gréisst vun eisem Land, staarker Oprüstung vun der Finanzplaz féieren, mat potenziell ganz problematesche Repercussioune fir Lëtzebuerg.

Als Alleréischt ass do d'Dominanz vun der Finanzplaz an der Lëtzebuerger Ekonomie, déi heimadder nach eng Kéier riskéiert, méi grouss wäerten ze ginn. Bei all Geleeënheet an zënter Jorzéngte gëtt iwwert d'Ofhängegkeet vun de staatleche Recettë vun der Finanzplaz gejéimert an drop higewisen, datt mer eis Wirtschaft onbedéngt mussen diversifizéieren. Gläichzäiteg awer gëtt keng Geleeënheet ausgelooss, fir déiselwecht Finanzplaz weider opzeblosen. An duerfir hunn ech et och interessant fonnt, datt den Interpellant, den honorabelen Här Bauler, virdrun och net vun der Diversifikatioun vun der Ekonomie geschwat huet, mä vun der Diversifikatioun vun der Finanzplaz.

Mä dat ass net deen eenzege Problem. Am Moment schafe mer hei am Land 10.000 bis 15.000 Aarbechtsplazen - nei Aarbechtsplazen - pro Joer. Mat dësem enorme wirtschaftleche Wuesstum ass eist Land elo schonn offensichtlech iwwerfuerdert, well d'Entwécklung vun den Infrastrukturen hei am Land eigentlech ëm Jorzéngten hannendrunhänkt.

Wat geschitt dann awer elo, wa mer zousätzlech zu deene villen Aarbechtsplazen nach eng Kéier eventuell Zegdausenden nei Aarbechtsplazen op der Finanzplaz uewendropsetzen? Gëtt et dann do seriö Analyse vun der Regierung, wéi een Impakt dat op d'Situatioun vun den Infrastrukturen oder op déi sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg wäert hunn?

Ech denken eben, datt et esou Analysen net gëtt, well se och ganz schwéier ze maache sinn. Well de Mot d'ordre vun dëser Regierung ass och weiderhin: Fir d'Éischt kënnt de Wuesstum an duerno kucke mer virun. De Kär vum Problem ass dobäi natierlech hei zu Lëtzebuerg de Logement. Nei Aarbechtsplazen op der Finanzplaz bedeiten och nei Wunnengen, déi ganz kuerzfristeg gebraucht ginn an déi d'Präisser weider an d'Luucht dreiwen.

An déi Leit vun der Finanzplaz, déi do derbäikommen, hunn zimlech sécher déi néideg Paien, fir hei um Maart eppes ze fannen. An da geet et wéi bei de Chaises musicales: Mir dréien alleguerten eng Ronn, a wann d'Musek ausgeet, flitt dee mam niddregste Budget hannen eraus. Dat ass eng Gefor, déi domadder verbonnen ass. An derbäi kënnt dann och nach de Bedarf u Bürosraim, deen dat Ganzt och nach weider verschäerfe wäert.

Do virdrun ass och scho gewarnt ginn. Och de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet ausdrécklech virun esou engem Zeenario gewarnt, deen eist Land eventuell net méi verkraafte kéint an dee regelrecht derzou féiere kéint, datt mer um Wuesstum erstécke géifen.

A wat ass dann de Besoin un Infrastrukturen? Wéi vill Spideeler, Schoulen, Buslinnen, Zich brauche mer dann? Mir gesinn an, datt et am Moment schwéier ass, d'Resultat vun de Brexit-Verhandlungen an déi Implikatiounen op Lëtzebuerg konkret virauszegesinn, mä mer mengen awer, datt et onverantwortlech wier, fir dat blannemännches op sech zoukommen ze loossen.

Wann d'Regierung wëlles huet, d'Finanzdéngschtleeschtungen oder d'Finanzinstitutioune vu London heihinner ze kréien, wat mir mat grousser Skepsis gesinn, da fuerdere mer d'Regierung op, op d'mannst a méiglechst schnell Zeenarien auszeschaffen a Pläng virzeleeën, wéi se mat deenen Entwécklungen ëmzegoe gedenkt. An d'Zäit leeft! A vu datt d'Regierung deen aktuelle Wuesstum schonns net an de Grëff kritt, rode mir hir allerwäermsten dovunner of, hei wëllen de First Mover ze sinn.

Här President, wat eis generell an der Debatt iwwert de Brexit am meeschten eropstéisst, ass déi Mentalitéit, déi an den européische politeschen Elitten ze spieren ass an déi doranner besteet, onbedéngt vun der Schwächt vun engem anere wëllen ze profitéieren. An dat ass leider och symptomatesch fir den Zoustand vun der EU, wou Solidaritéit gepriedegt gëtt a Konkurrenz gelieft gëtt.

Wat am Mëttelpunkt steet, si Wuesstumszuelen a Renditten. D'Zukunft vun de Mënschen a Groussbritannien an och hei kënnt do ganz dacks un zweeter Plaz. An dat misste mer änneren.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Baum. An d'Wuert huet elo dee leschten ageschriwwene Riedner, den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, bon, mir hate scho viru relativ genee engem Joer en Debat iwwert de Brexit an iwwer seng wirtschaftlech Konsequenzen. Dat war deemools direkt nom Brexit en „moving target". Dat ass och haut nach een. Dat ass schonn des Ëftere gesot ginn. An de politesche Kontext vum Brexit, iwwert deen ech net wäert schwätzen, ass vu menge Virriedner scho behandelt ginn an, mengen ech, op eng komplett Aart a Weis beschriwwe ginn.

Mir hunn awer haut e puer méi Indicateuren, haaptsächlech op der wirtschaftlecher Säit, wat präzis déi Konsequenze vun deem Brexit do wäerte sinn. De Statec huet an enger Nott „Regards" am Februar dëst Joer de méiglechen Impakt vum Brexit op de PIB vun England analyséiert. Dat opgrond vun zwou Notte vu Consultanten: PricewaterhouseCoopers a vun Oliver Wyman.

E constatéiert en Abroch par rapport zu engem Zeenario wou England an der EU bliwwe wär, an dat souwuel an engem „hard Brexit" wéi och nach an engem „soft Brexit". Deen Abroch ass an all Fall reell. An de Statec constatéiert, dass besonnesch d'City of London, also de Finanzsecteur, géif ënner esou engem Brexit méi oder wéineger schlëmm leiden.

E berechent och a senger Nott den Impakt vum Brexit op Lëtzebuerg duerch en Abroch vu finanziellen an net finanziellen Déngschtleeschtungen a Richtung Groussbritannien. Et ass gewosst, dass eis Exporter an déi Richtung haaptsächlech Déngschtleeschtunge sinn, finanzieller, awer och haaptsächlech net finanzieller Aart. An d'Berechnung, op déi de Statec kënnt, dat wär eng Mindesteinnam vun 350 Milliounen Euro. Dat wär eng Baisse en terme vun «valeur ajoutée du secteur financier» vun 2,5% an eng Baisse «PIB en volume» vun ongefëier 1%. D'Perte d'emplois, déi de Statec do rechent, dat wären ongefëier 1.600 Leit, wouvun der 600 aus de Services financiers géife stamen.

Et gëtt also aus Lëtzebuerger Siicht kee Grond, sech iwwert de Brexit ze freeën. Politesch net, awer och wirtschaftlech net.

De Statec seet natierlech och a senger Nott, dass an déi Chiffere keng positiv Externalitéiten, wéi en dat nennt, mat agerechent sinn. An domadder schwätzt e vun neien Emploien duerch nei Akteuren.

An do, Här President, wäre mer dann och erëm beim Thema vun den Opportunitéite fir d'Plaz Lëtzebuerg duerch e Brexit.

Mir haten d'lescht Joer an deem Debat als LSAP begréisst, dass de Finanzminister, d'Lëtzebuerger Regierung, géif d'Approche huele vun enger net opportunistescher Politik, dat heescht, d'Approche huelen, prett ze si fir nei Akteuren, déi wéilten op Lëtzebuerg kommen, mä net géif en aggressiven an zimlech onappetittlechen Opportunismus hei un den Dag leeën, wéi verschidden aner Länner dat deemools gemaach hunn an och haut nach maachen.

Et huet sech eng Linn erausgeschielt, déi op d'Komplementaritéit tëschent de Lëtzebuerger an de Londoner Finanzzentre setzt. Et ass gewosst, et ass och schonn e puermol gesot ginn, dass a munche Fäll Lëtzebuerg de Backoffice ass fir Londoner Finanzdéngschtleeschter, fir Londoner Banken. Et sinn och a ganz ville Fäll iwwer Lëtzebuerg Finanzprodukter verkaaft ginn, déi a Londoner Banken a Fongengesellschaften ausgeschafft ginn.

Keen „red carpet", wéi gesot, keng aggressiv Opportunismuspolitik, dat ass an eisen Aen déi richteg Politik an dësem Beräich.

An de Kontakter, déi déi verschidde Lëtzebuerger Akteuren, sief dat de Finanzministère, d'CSSF, de Commissariat aux assurances, mä och Luxembourg for Finance, mat Londoner Finanzdéngschtleeschter, mat der Londoner Industrie haten, schiele sech eng Partie Tendance-lourden eraus, wat fir eng Industrien dann elo heihinnerkommen a wat fir eng net. Ech maachen dat ganz kuerz, well dat ass scho vum André Bauler relativ detailléiert exposéiert ginn. An eis Analysen iwwerschneide sech do dans une large mesure.

Am Bankesecteur ass et kloer, dass keng grouss Transferte vu grousse Banke wäerten op Lëtzebuerg kommen. Den Investmentbanking, och den Trading vu Wäertpabeieren ass keng Aktivitéit, déi zu Lëtzebuerg Traditioun huet. An et ass och keng, déi sech hei wäert implantéieren. Et ass, mengen ech, och keng, aus deene Grënn, déi och scho genannt gi sinn, aus Infrastrukturgrënn, aus Main-d'œuvre-Grënn hei zu Lëtzebuerg, keng, déi fir de Moment och erwënschenswäert wär hei zu Lëtzebuerg. D'Konkurrenz ass och do staark. Do si Plaze wéi Frankfurt oder och Dublin besser opgestallt wéi mir.

Wat awer geschitt, dat ass, dass eng Partie Konten, eng Partie Clienten op Lëtzebuerg kommen. Konten am Private Banking vu Clienten, déi zu London si fir de Moment; Londoner Finanzinstituter, déi och zu Lëtzebuerg eng Branche oder eng Succursale hunn an déi hir Clienten heihinner transferéieren, fir méi Certitude ze hunn a fir eng besser Assise um européische Maart ze hunn.

Dat ass e manner spektakuläre Phenomeen, mä dat ass awer och een, deen ee constatéiert, deen d'Banke constatéieren an deen och wäert en Zouwuess un Aktivitéit an och vun Emploi bei deene Banke mat sech brëngen, och wann e sech sécher elo net mat Honnerten oder Dausenden Emploie chiffréiert.

Eng gutt Surprise, Här President, an déi ass och scho genannt ginn, dat ass am Assurancësecteur. Hei kënnt eng nei Aktivitéit op Lëtzebuerg. A wat interessant ass, dat ass, dass se kënnt am traditionellen Assurancëberäich. Hei schwätze mer net vun Assurance-vie, wou eng Gestion de portefeuille derhannert ass; wat jo eng Aktivitéit ass, déi mer zu Lëtzebuerg gutt kennen; Cross-border Assurance-vie. Neen, hei ass et wierklech en traditionellt Assurancëgeschäft, wéi notamment dat vun AIG, wou corporate Aktivitéiten assuréiert ginn am relativ traditionellen Assurancëgeschäft.

Dat huet zwee Grënn. Dat huet engersäits de Grond, dass mer en eegestännege Commissariat aux assurances hunn, mat engem gudde Savoir-faire. Et huet awer och de Grond vun eiser Stabilitéit hei zu Lëtzebuerg, souwuel politesch wéi och reglementaire.

Bon, déi verschidden Assureuren, déi kommen, déi sinn och schonn zum Deel genannt ginn. Dat ass AIG, dat ass FM Global, Hiscox, RSA Insurance Group an anerer. Wéi gesot, dat ass eng interessant Diversifikatioun vun eisem Finanzsecteur op den Assurancëberäich.

En anere Gewënner vum Brexit hei zu Lëtzebuerg ass d'Fongegeschäft. Och hei kommen eng Rei vun Akteuren nei op Lëtzebuerg. Eng Rei anerer verstäerken hir Präsenz am Beräich vum Opsetzen, der Administratioun an der Distributioun vu Cross-border-Fongen. Et ass gewosst, dass dat déi gréisst Stäerkt ass vun der Lëtzebuerger Fongenindustrie.

An hei kënnen och schonn eng Partie Erfolleger verbucht ginn an anerer sinn an der Pipeline, an dat souwuel am traditionelle Fongegeschäft wéi och am alternative Fongegeschäft, dat heescht Private equity, Real estate, Hedgefongen. Do kommen nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg als direkt Konsequenz vum Brexit.

A schlussendlech ass e weidere Beräich, wou nei Kandidaten do sinn oder nei Interessenten, de FinTech. Do hunn ech mer soe gelooss, dass et eng Dosen Demandë gëtt bei der CSSF am Beräich vun der Monnaie électronique, mä och am Beräich vun de Services de paiement, wou nei Akteure wëllen op Lëtzebuerg kommen.

Här President, dat sinn am Fong déi Beräicher oder e bëssen den État des lieux vun deene Beräicher, wou mer interessant sinn, an deenen, wou mer et manner sinn. Dat confirméiert sech säit engem Joer.

Et gëtt awer och an eisen Aen eng Partie Risiken, déi sech ofzeechnen an enger Post-Brexit-Welt, bezu spezifesch op de Finanzsecteur. An dee wollt ech och kuerz uschneiden.

Deen éischte Punkt betrëfft d'Steierkonkurrenz. Ech hat dat schonn d'lescht Joer gesot. An, bon, dat ass dëst Joer e bëssen an der Schwief, mä et bleift awer ofzewaarden, wéi England sech positionéiert nom Brexit a Saache Steierpolitik. Den „Worst case"-Zeenario wär deen, wou England géif en Dumping fiscal maachen, wou se dat géife maache souwuel wat den Taux ugeet wéi och d'Base, mä och wat den Attrait vun „High net worth individuals" ugeet. Si hu jo schonn den „Resident non-dom"-Statut, dass se sech do u sech géifen opstellen an eng Aart Steierparadies un den Diere vun Europa ginn. Dat wär an eisen Ae ganz nefaste. An dat ass eppes, wat ee muss ganz gutt observéieren.

Mir sollten awer och oppassen op dat, wat mir selwer hei maachen en terme vun Attraktivitéit a Kompetitivitéit an der Steierpolitik. Den Här Minister huet an deem Entretien am „Land", wat scho genannt ginn ass, gesot, dass déi „stock-options", déi mer jo hunn an déi hie gär reforméiert, weiderhin nach sollten am Fong en Attrait bilden och fir Kaderen, fir héich qualifizéiert Employéen, déi gär géifen op Lëtzebuerg kommen.

An ech géif gär do ganz kloer soen, am Numm vun der LSAP, dass mer déi Reform, Här Minister, déi Der do undenkt, begréissen. Mir fannen, dass deen „Stock-options"-Regimm, dee mer elo hunn, deen op enger Circulaire baséiert vun 2001, déi 2011 reforméiert ginn ass an déi zu villen Abuse gefouert huet, wou Leit, déi héich verdéngen, ganz vill Sue verdéngen, kënnen hir Revenue massiv onbesteiert loossen oder relativ massiv Steiere spueren, dass dat an eisen Aen net méi geet.

Mir begréissen et, dass Der gären dee Regimm vun den „stock-options" op seng eigentlech Raison d'être zréckbréngt, déi dann ass, fir Leit un hir Entreprise ze bannen doduerch, dass se Optioune kréie just op d'Aktien an hirer Entreprise, eventuell Aktie vun Entreprisen an hirem Grupp.

A mir wënschen eis, dass mer do alleguerten zesumme Fouss beim Mol halen, well mir wëssen, dass et do Pressioune gëtt aus der Industrie. Do si vill Leit, déi en Interêt hunn an deem aktuelle Regimm an déi en Interêt hunn, dass dee Status quo erhale bleift. A mir mengen, dass et extrem wichteg ass, och am Kontext vum Brexit, dass mer un deem, wat Der do ugeduecht hutt, festhalen.

En zweete Risk, dee sech elo scho weist, dat ass, an dat huet ee gesinn, dass Irland ufänkt, eis relativ schaarf ze kritiséieren, well se soen: „Do gëtt et e Risk vu Lizenzen ouni Substanz." Lëtzebuerg ass ënner Beschoss komm, well gesot ginn ass: „Dir gitt Agrementen, Dir gitt Lizenzen, mä Dir renoncéiert op d'Substanz virun Uert. Dat ass e Risk!" Dat ass falsch, dat ass net justifiéiert. Ech mengen, de Contraire ass éischter wouer, dass mer heiansdo zevill Substanz froen an doduerch verschidden Akteuren net heihinnerkommen. Mir mussen eis bewosst sinn, dass et do Pressioune gëtt, och um européische Plang, dass et Velléitéite gëtt vun der Kommissioun, fir méi Pouvoiren un déi verschidden Autoritéiten ze ginn, un ESMA, EBA an un d'Assurancenautoritéit, a fir déi Pouvoire vu Memberlänner ewechzehuelen. Dat ass erëm eng Kéier fir Lëtzebuerg keng gutt Evolutioun an dat ass eng, där mer eis musse bewosst sinn a wou mer eis mussen dergéint wieren.

An deemselwechte Kontext, Här Minister, an ech soen lech dat en fait scho bal bei all Debat, wënschen ech mer, dass elo relativ schnell dee Projet de loi fir d'Loi sanction kënnt, fir der CSSF méi Pouvoiren ze ginn am Beräich vun de Sanktiounen. Dat ass e Beräich, wou mer am Term vu Gouvernance vu Sanktiounen net gutt dostinn a wou mer riskéieren, iergendwann eng Kéier un de Pranger ze geroden. An ech weess, dass dee Projet bei lech an der Maach ass, an ech géif lech nach eng Kéier invitéieren, deen esou schnell wéi méiglech ze deposéieren, gradesou wéi ech mer wënschen, dass mer och mat der Direktiv Anti-blanchiment an der Direktiv MiFID schnell weiderkommen. Hei geet et och ëm d'Kredibilitéit vun eisem Finanzsecteur, vun eiser Finanzplaz. An et geet och drëm, fir sech géint esou Reprochë vu feelender Substanz hannert eise Lizenzen ze wieren, um européischen an um internationale Plang.

Voilà, dat gesot, géif ech hei ophalen an lech Merci soe fir Ar Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet elo de Premier- a Statsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e bësse méi wéi e Joer hier, op den 23. Juni, dass mer alleguerten iwwerrascht an, ech kann och soen, zum Deel schockéiert waren iwwert déi Nouvelle aus Groussbritannien. Wou et am Ufank vum Owend nach aneschters ausgesinn huet, si mer moies erwächt mat der Noriicht vum Vott, vum Brexit, vum „Leave", deen de Referendum gewonnen huet.

Dat brittescht Vollek huet sech an engem wuel knappen, awer klore Vott derfir ausgeschwat, d'Europäesch Unioun wëllen ze verloossen.

Erlaabt mer just, och nach drun ze erënneren, dass an der Campagne am Virfeld vun deem Referendum awer och mat Mëttele geschafft ginn ass, déi net akzeptabel sinn: mat populistesche Parolen, mat Hallefwourechten an och carrement mat Ligen. Net méi spéit wéi den Dag drop si scho verschidde Saache rektifizéiert ginn, déi awer wärend der ganzer Wahlcampagne als Behaaptungen do waren.

Et gouf vill kommentéiert, et gouf vill analyséiert. Et ass gesot ginn, jonk Leit wieren net wiele gaangen, d'Wieder wier net gutt gewiescht et cetera an et cetera. Eppes schéngt mir awer ganz perséinlech kloer ze sinn: Et kann een net ëmmer d'ganz Woch mat senger eegener Famill streiden a sech da wonneren, dass sonndes keen op d'Iesse kënnt, wann ee se invitéiert.

(Hilarité)

Dat ass näämlech e bëssen d'Situatioun, eng Traditioun aus Groussbritannien, fir iwwer Jorzéngten d'EU schlechtzerieden. Fir déi haart Decisiounen, déi eng Regierung muss huelen, gouf Bréissel responsabel gemaach, wéi wann dat esou en Ausserierdesche wär, dee fir déi aner géif decidéieren. Wéi déiselwecht Politiker dunn op eemol ugefaangen hunn, awer d'Virdeeler vun der Europäescher Unioun wëllen ervirzesträichen, war et ze spéit. D'Kredibilitéit als Supporter vun der Europäescher Unioun war scho laang fort.

Dat, Här President, soll eis alleguerten, och heibannen, an de Politiker an Europa eng Léier sinn! Bréissel si mir näämlech alleguerten. Bréissel, dat sinn eis Europadeputéierten, déi hei zu Lëtzebuerg gewielt ginn, dat ass eis Regierung, déi op de Sommeten ass an d'Agenda mat definéiert. Et ass och eist Parlament, et ass d'Kommissioun, et ass d'Parlament, wat d'Direktiven ëmsetzt. An zanter dem Traité vu Lissabon ass den Afloss vun den nationale Parlamenter och nach emol gestäerkt ginn. Bréissel ass also den Hôtel de Bourgogne, et ass den Hôtel St-Maximin, et ass den Hôtel St-Augustin, et ass de Forum Royal an et ass selbstverständlech och hei de Plenum.

Den 29. Juni d'lescht Joer, also just e puer Deeg nom Referendum, hate mer och e Conseil européen. An ech wor och ganz frou, well déi Zesummenaarbecht tëschent Chamber a Regierung, mengen ech, gëtt et, an d'Kolleege wäerten och op déi Texter, déi ënnerbreet gi sinn, op d'Motiounen an d'Resolutioune wëllen agoen. Mä ech wëll Iech awer just soen, dass deemools op d'Initiativ vun der Regierung, an ech soen och der Chamber e grousse Merci, mir och hei konnten direkt duerno zesummen diskutéieren.

An deem Conseil vum 29. Juni hu mer beschloss, weiderhin an der EU zesumme wëllen ze schaffen, an och decidéiert, dass keng Verhandlung mat dem Vereenegte Kinnekräich gefouert géif ginn, soulaang och den United Kingdom net offiziell notifiéiert hätt, dass se d'Unioun wéilte verloossen. Well verschidde Leit hätte scho gären diskutéiert, ier mer iwwerhaapt den Artikel 50 geschéckt kruten. An dat, wat esou einfach war - fir e Bréif ze schécken op Bréissel, fir den Artikel 50 ze invoquéieren -, dat huet eleng schonn néng Méint gedauert, Här President, fir dass déi brittesch Regierung ënnert dem Artikel 50 ee Bréif notifiéiert huet.

Den Delai weist am Fong d'Komplexitéit vun där Entreprise. Ganz am Géigesaz zu deem, wat am Referendum vun deene sougenannten „Brexiteers" gesot gouf - dass dat esou einfach wier, dass dat just eng Formalitéit wier -, huet dat eleng schonn néng Méint gedauert.

Formell ass also elo zënter dem 29. März 2017 de Brexit en route. Den Artikel 50 gesäit vir, dass deeselwechte Brexit innerhalb vun zwee Joer ofgeschloss muss sinn. Am Fall, wou et zu kengem Accord kënnt, gëtt d'Sortie trotzdeem effektiv, dat soll ee wëssen, an zwar fir den 29. November 2019. Nom Artikel 50 kann och nëmmen en unanimë Beschloss vum Conseil européen den Delai verlängeren.

Den Artikel 50, Här President, setzt och de Kader fir d'Sortie. Virun zwee Méint huet och de Conseil européen zu 27 - a verschidde Leit wore bal iwwerrascht oder enttäuscht, dass mer nëmmen eng Véierelstonn gebraucht hunn, fir eis eens ze sinn an Europa -, zesummen zu 27 eng Äntwert op dee brittesche Bréif, déi grouss Orientatioun, also d'Guidelines fir d'Negociatiounen, rapidement beschloss. Si bestëmmen den Oflaf vun dëse Verhandlungen, déi duerch de Michel Barnier gefouert ginn.

Ee vun deene wichtegste Punkten an deene Verhandlungen, dat ass, dass de Conseil européen verschidde Sequençagë bestëmmt huet, dat wëllt soen, dass fir d'Alléréischt den zukünftege Status vun den EU-Bierger am Vereenegte Kinnekräich an och vun de brittesche Bierger an der EU muss definéiert ginn.

D'Budgetssituatioun „solde pour tout compte" plus d'Situatioun un der nordiescher Grenz musse geregelt ginn. Dat ass also nach ier mir iwwert déi zukünfteg Relatioune verhandele kënnen an dat gefält Verschiddener vläicht net zu London, Här President, mä schéngt mer awer normal. Wéi wëlle mer iwwert d'Zukunft verhandelen, wann d'Vergaangenheet iwwerhaapt nach net geregelt ass?

An hei sinn och e puer Froe gestallt ginn, och, wéi et mat de Rechter vun de Bierger wär.

Här President, „Citizens first!" Mir kënnen net no deem Brexit soen, dass de Commerce méi wichteg ass wéi d'Zukunft vun de Bierger an Europa oder a Groussbritannien. Mir mussen de Bierger als Prioritéit hunn. Wa mer dat net maachen, dann hu mir alleguerten als politesch Klass de Brexit, an och d'Ursaache vum Brexit, net verstanen, an dass de Bierger sech muss nees an Europa erëmfanne kënnen.

A just zur Informatioun och hei, well et awer eppes ass, wat symptomatesch ass a wat een awer och soll ervirsträichen. An duerfir soen ech och dem Justizminister Merci, dass e mer déi lescht Zuele matginn huet: D'Demandë vun Naturalisatiounen zum Beispill vun Awunner aus Groussbritannien hei zu Lëtzebuerg woren 2013: 62 Stéck, 2014: 61 Stéck, 2015: 56 Stéck an 2016: 193 Demandes de naturalisation hei zu Lëtzebuerg vun Awunner aus Groussbritannien. An dëst Joer si mer elo schonn, tëschent Januar a Mee, bei 132, a wann dee Rhythmus weider unhält, wäerte mer ongeféier 320 Demandë kréien dëst Joer vun Awunner aus Groussbritannien, déi d'Demande maachen, fir och e Lëtzebuerger Pass ze kréien.

Ech wëll, Här President, och hei ënnersträichen, dass et ni d'Zil oder d'Absicht vun der Lëtzebuerger Regierung oder vun engem vun de 27 Länner war, fir d'brittescht Vollek hei wëllen ze bestrofen. Déi Decisioun ass ze respektéieren! Well mir maachen eis näischt vir: Virrangegt Zil an dëse Brexit-Verhandlunge muss et sinn, den negative vollekswirtschaftlechen Impakt souwuel fir Lëtzebuerg wéi och fir déi 27 a fir d'Vereenegt Kinnekräich op e Minimum kënnen ze beschränken, ouni vun den Effets negatifs och op d'Bierger wëllen hei ze schwätzen.

De Brexit huet de Potenzial, en destruktiven Effekt op d'Wirtschaft ze entwéckelen, notamment am Vereenegte Kinnekräich. Desto méi wichteg ass et, och eng kohärent Positioun vun der EU zu 27 ze hunn.

Ech soen dat, wuel wëssend, dass an Deelberäicher, duerch eng Auslagerung vun Entreprisë vu London an d'EU an och op Lëtzebuerg, verschidde positiv Effekter méiglech si fir eis national Wirtschaft.

Mir hu jo do scho ganz gutt Nouvellen. An esouwuel de Wirtschafts- wéi de Finanzminister an och ech selwer hunn ëmmer nees Kontakter mat auslännesche Chef-d'entreprisen, déi interesséiert sinn, en Deel vun hiren Aktivitéiten och op Lëtzebuerg ze verleeën. Mä och hei, an an engem grousse Gesamtbild fir Europa, ass de vollekswirtschaftlechen Notze vum Brexit sécher net positiv.

Den 19. Juni elo hunn d'Verhandlungen ugefaangen. Dem Här Barnier an der Kommissioun, muss ech Iech soen, vertraue mer, si hu bis elo och gutt Aarbecht geleescht. An deem Zesummenhang wëll ech och ënnersträichen, wéi wichteg d'Unitéit vun deene 27 och ass an deem doten Dossier, fir op gutt Verhandlungsresultater erauszekommen. Och d'Regierung huet hir Hausaufgaben hei gemaach. Mir hunn eis Bestandsopnam gemaach a mir gesinn och den Negociatiounen an deenen eenzelne Beräicher zouversiichtlech entgéint.

Soubal den Här Barnier dem Conseil européen zu 27 Rapport mécht a seet, dass et „suffisant progressed" ass - dat ass den Term, dee consacréiert ginn ass, dat heescht, dass senger Meenung no Fortschrëtter do sinn, déi déi Sujeten aus der Vergaangenheet, aus der Mitgliedschaft och an der EU betreffen -, dann decidéiert de Conseil européen zu 27, ob déi Fortschrëtter duerginn, fir da kënne weiderzefueren. Dee Kader muss bis Oktober 2018 ofgeschloss sinn, fir dass déi national Parlamenter och déi néideg Zäit kënne kréien, fir den Accord de sortie kënnen ze diskutéieren a kënnen ze préiwen, en vue vun der Ratifikatioun.

Dat Ganzt ass elo ganz enk, e ganz enke Kalenner. An obwuel ech grondsätzlech optimistesch sinn, dass et gelénge wäert, maache mir déi kontinuéierlech Diskussiounen iwwer Soft Brexit, Hard Brexit awer Suergen. Eppes ass an deem Kontext awer sécher: Lëtzebuerg steet fir den „level playing field" dès le départ.

Et ass sécher, dass all zukünftegen «Accord à 27» mat dem Vereenegte Kinnekräich muss op engem „level playing field" sinn. „Cherry picking" an aner Praktike wéi „divide et impera" si keng Optioune fir eis. Zu 27 si mer staark a mir mussen och déi Unitéit bäibehalen. D'Europäesch Unioun ännert duerch de Brexit.

Ech bedaueren, ech hunn ech scho gesot, ech respektéieren, mä ech bedaueren déi brittesch Entscheedung, ech soen dat ganz offen. Déi aktuell Diskussiounen op der Insel weisen awer och, dass déi soi-disant esou einfach Brexit-Situatioun och ganz vill technesch Komplexitéite mat sech bréngt, ouni iwwert de politesche Volet ze schwätzen, wou schonn deen een oder deen aneren hei och drop agaangen ass.

Lëtzebuerg wëllt, war, ass a wëllt och e Partner vu Groussbritannien bleiwen, vu Groussbritannien an Europa, mä natierlech zu anere Konditioune wéi haut. Si bleiwen eis Noperen. Och wa se net méi an eiser Famill sinn, bleiwe se eis Noperen an och e Land, mat deem mer gutt Relatioune solle bäibehalen.

De Brexit geet wäit iwwert de kommerziellen an och deen techneschen Aspekt eraus. Et ass eng historesch an eng strategesch Decisioun, wou et haut schwéier ass, d'Konsequenzen all kënnen ofzeschätzen. Eng Saach ass allerdéngs sécher, Här President: D'Europäesch Unioun ass de Fundament an d'Garantie fir e prosperéierend an onofhängegt Lëtzebuerg am 21. Jorhonnert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Premierminister. An d'Wuert huet elo eisen Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Nom Premier- a virum Ausseminister, mengen ech, soen ze dierfen, dass mer jo zu Lëtzebuerg net nëmme Banker sinn...

(Hilarité)

Une voix.- Virum Finanzminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Pardon. Virum Finanzminister, pardon. Virum Finanzminister,...

(Hilarité)

...wëll ech soen, dass mer jo net nëmme Banker sinn, mä och Europäer sinn, heiansdo europäesch Banker. Mä duerfir géif ech vläicht direkt soen, dass mer eigentlech ugefaangen hunn, Här Mosar, an der Europäescher Unioun ze soen: „Wa mer hei wëllen Erfolleg hunn, dann däerf net all Land eng Strategie hunn, mä mir mussen eng gemeinsam europäesch Strategie hunn." A Lëtzebuerg ass selbstverständlech op där Linn. Mir kënnen hei diskutéieren, mengen ech, mir maachen dat jo och an der Kommissioun an och ënnert eis, wat eng gutt Linn wier fir Lëtzebuerg, mä ech mengen net, dass et an eisem Interêt wier, wa mir géifen op d'Place publique goen a soen: „Do sinn eis rout Linnen, doriwwer geet et net!" Dat solle mer, géif ech mengen, si loossen.

Verhandelt gëtt, et ass scho gesot ginn: D'Virbereedunge vun de Verhandlunge ginn am Conseil Affaires générales gemaach, an de Conseil européen, dee suivéiert dat selbstverständlech an deen hëlt och déi néideg Decisiounen, mä de Michel Barnier ass deen, deen all Sputt huet, fir selbstverständlech an d'Detailer ze goen.

Nun, et gëtt vläicht zwee Wierder, déi nach net esou hei ugeklonge sinn. Dat eent kënne mer séier vergiessen: Verhandlungsdirektiven. Domadder hu mer ugefaangen. An da kënnt jo dat Wuert vun de Leitlinnen. Dat ass, wou mer laang dru geschafft hunn a wou mer et och fäerdegbruecht hunn, d'Leitlinnen opzeriichten am Kader wou déi Verhandlunge solle stattfannen.

Bon, den éischte Punkt dovunner, déi éischt Leitlinn ass, dass d'europäesch Integratioun eigentlech Europa Fridden a Wuelstand bruecht huet, an net de Contraire.

Bon, ech widderhuelen dat net nach eng Kéier, mä Dir wësst, déi ganz liicht Majoritéit vun de Britten huet dat anescht decidéiert, a mir sinn elo do, wou mer sinn a mir mussen, och wann et eis wéideet, pragmatesch drun erugoen. Dat gëtt ni eng „Win-win-Situatioun", wéi jo de modernen Term ass, mä mir musse kucken, wat dee mannste Schued uriicht.

An duerfir sinn déi Leitlinnen och, loosse mer soen, imprägnéiert vu Pragmatismus. Mir hunn et bis elo, Här Baum, fäerdegbruecht - et ass net ëmmer esou! -, dass mer an dësem Fall awer Solidaritéit gepriedegt hunn an och Solidaritéit gelieft hunn. Bis elo ass beim Brexit - bei deene 27, déi bliwwe sinn an der Europäescher Unioun an déi riskéieren, och ze bleiwen, esou wéi et ausgesäit an nächster Zukunft - do zesummegehale ginn. An ech mengen, dat ass trotzdeem awer schonn e gutt Zeechen, dass do net déi national Interêten an de Vierdergrond gestallt ginn, mä eben deen europäeschen Interêt, an ech mengen, dass dat och souguer am Interêt vun de Britten ass, dass dat esou geschitt.

Sou, elo wësse mer, dass a Groussbritannien - iwwerhaapt an der Welt, wou éischter Englesch wéi Franséisch oder Däitsch geschwat gëtt - mer jo op enger Schinn si mat „America first" an „America alone", a fänken och elo un, a Groussbritannien esou eng Zort Zersetzung vu Multilateralismus ze gesinn. Ee vun deene Signen ass, dass d'Engländner jo, an den Här Adam huet et gesot, aus der Fëschereikonventioun vun 1964 erausgeklomme sinn. Dat ass alles net gutt, dat geet net an déi gutt Richtung. A mir hätten eigentlech schonn dat gréisste Land, oder eent vun deene stäerkste Länner vun der Welt, dat op dem Multilateralismus trëppelt. Dat géif eigentlech duer; et wier net gutt, wa Groussbritannien och géif dat nämlecht maachen.

Dann, d'Leitlinnen ënnersträichen d'Engagement, fir eng Eenegung ze erzilen. Dat ass jo och wichteg. An ech mengen, do gëtt et en equilibréiert Verhältnis tëschent de Rechter an de Flichten. An do ass et och kloer, dass een Netmemberstat net däerf méi Avantagen hunn ewéi e Memberstat. An en anere wichtege Punkt ass, do hu mer eis och drop gëeenegt: „Nothing is agreed until everything is agreed." Dat ass e wichtege Punkt, dass mer net zoossissonéieren a soen: „Elo si mer do eens, dann ass et gutt do, dat hake mer of!" Neen, et muss e Ganzt bleiwen.

Mir hunn eis och gëeenegt an deene Leitlinnen, dass et kann een Iwwergang ginn tëschent dem Auswierke vum Artikel 50 an deem Neien, wat ausgehandelt gëtt. Eng vun deene schwieregste Phase wäert schonn am Oktober kommen, an de Michel Barnier huet dat jo och der Chamber explizéiert: Wéini si mer am Moment, wou mer parallell kënne fueren? An dat gëtt eng Decisioun, déi muss geholl ginn am Conseil. De Premier huet et jo elo grad och gesot: Wéini si genuch Elementer do, virun allem an deene wichtegste Punkten, an déi kennt Der alleguerten, dass mer kënne soen, „okay, mir kënnen elo an eng Phas erantrieden, wou mer och kënnen iwwert d'Zukunft nodenken"?

An Dir kennt dat. Dir wësst, d'Rechter vun de Citoyenen, dës Säit an déi aner Säit. Nordirland, e wichtege Punkt. Mä dat Wichtegst heiranner ass d'Geld. Et sinn d'Suen! Wéi gi mer domadder ëm?

Bon, an där zweeter Phas, do geet et jo dann drëm, fir ze probéieren, dass een en „Free trade agreement", zum Beispill am Genre CETA, géif aushandelen, och héchstwahrscheinlech eng Zollunioun, well mir musse jo och aus ekonomesche Grënn, awer och aus politesche Grënn, aus kulturelle Grënn an Europa e Lien behale mat esou engem wichtege Land wéi Groussbritannien.

Hei wäert och de schwierege Punkt dee sinn: Wien tranchéiert an der Iwwergangsphas? Ass et d'Cour européenne de justice nach ëmmer, wat mir jo soen, oder sinn et d'national Geriichter?

Bon, vläicht och nach e Wuert zum Delai, wat jo vu verschiddene vun de Kolleegen ugeschwat ginn ass. Also et ass kloer, den Artikel 50 gëtt zwee Joer. Dat heescht, den 30. März 2019 um 0:00 Auer - wann näischt geännert gëtt um Delai - ass Groussbritannien net méi Member vun der Europäescher Unioun. An do kéint et jo sinn, dass et kéint zu engem „Cliff edge"-Zeenario kommen, dat heescht, dass et riicht mam Kapp an d'Mauer geet, op Lëtzebuergesch gesot. An dat muss verhënnert ginn, an ech mengen, déi zwou Säiten hu groussen Interêt, fir dass dat verhënnert gëtt.

Wat Lëtzebuerg ugeet, Dir kennt d'Chifferen, mä mir musse se vläicht ëmmer erëm widderhuelen. Et si 6.100 Britten hei zu Lëtzebuerg. 600 Lëtzebuerger liewen a Groussbritannien. Et sinn 1.200 Studenten a Groussbritannien, wat eng ganz grouss Zuel ass. Groussbritannien bleift attraktiv fir eis Studenten. Also, mir musse kucken, am Interêt vun deene Mënsche Léisungen ze fannen. An dat, wat den Här Mosar

freet an der Motioun N°3, wann ech dat däerf soen - an et geet mir elo net drëm, fir eng Motioun ofzeleenen -, ech mengen, et ass awer trotzdeem un der brittescher Ambassad hei zu Lëtzebuerg, fir dat ze kucken, a si mécht dat. Mir hunn e ganz, ganz dynameschen Ambassadeur hei an e ganz engagéierten Ambassadeur, deen héchstwahrscheinlech, ech weess net, ob en nolauschtert, mä...

(Hilarité)

...en ass hei, mä ech weess net, ob en nolauschtert.

(Hilarité)

Nee, hien, dee léiwer... Ech weess och, firwat hie gestëmmt huet. Mä bon, e muss jo seng Aarbecht maachen an dat mécht en och.

(Hilarité)

An hien ass ganz aktiv, mir wëssen dat alleguerten, an ech ginn dervun aus, dass hien och zur Verfügung steet, fir de Britten, déi dat froen, och de Betriber, Opklärung ze ginn.

Dann, vläicht e Punkt och nach iwwert d'Budgetsfroen, wat den Här Gramegna mat grousser Wahrscheinlechkeet wäert méi kloer uschneiden. Mä e wichtege Punkt ass Nordirland. Also, mir mussen ëmmer erëm widderhuelen: Et gëtt net nëmmen ee Friddensprozess am Moyen-Orient, oder et soll ee ginn, ben, mä et gëtt och een, dee jo effektiv gegraff huet an Irland, den „Good Friday Agreement", also Karfreideg-Agreement, wou no villen, villen, villen Doudegen also d'Iren u sech, ob se am Norde waren oder zu Dublin, Belfast oder Dublin, zesummekomm sinn. An dat däerf net perturbéiert ginn. Wann erëm Douanieren op de Grenze stinn an Nordirland, da riskéiert dat erëm eng Kéier, Jorzéngten no hannen ze goen, an et riskéiert een, dass erëm Gewalt opkënnt, an dat muss ee wëssen. An duerfir musse mer als Europäesch Unioun och den Ire ganz gutt nolauschteren, net nëmmen den Nordiren, mä och den Irlänner aus Dublin nolauschteren, wéi si dat gesinn.

Vläicht nach, fir ofzeschléissen, e Wuert iwwert den Impakt zu Lëtzebuerg. Also mir hu ganz staark wirtschaftlech Verbindunge mat dem Vereenegte Kinnekräich. Groussbritannien ass de fënneften Handelspartner! De fënneften Handelspartner, wat d'Exporter vu Lëtzebuerg ugeet, a 4% vun eisen Exporter, wat d'Vereenegt Kinnekräich betrëfft, besonnesch am Finanzsecteur, wou dat do sech op 14 Milliarden Euro u Servicer chiffréiert.

Mir hunn als Regierung, an do kann een och eis Kolleege vun der Oppositioun berouegen, mir hu ganz fréi, Här Mosar, een interne Screening duerchgefouert, wou mer all Ministèren ugeschriwwen hunn a gesot hunn: „Mir als Ausseministère koordinéieren dat!" Hir Zoustännegkeetsberäicher, d'Opportunitéite vum Brexit fir Lëtzebuerg ze analyséieren an natierlech awer och ze kucken: Wat sinn d'Erausfuerderungen? An dat ass eppes, wat eis natierlech och hëlleft, fir eis Positioun an de Verhandlunge kloer an däitlech kënnen ze maachen.

Groussbritannien bleift och nom Brexit, wann deen eng Kéier vollzu wier, e wichtege Partner vun eis. 2016 war Groussbritannien op der sechster Plaz vun eisen Handelsbezéiungen, deene wichtegsten Handelsbezéiunge mat EU-Memberstaten, direkt no eisen dräi Nopeschlänner, no Holland an no Italien. Et ass also e wichtege Facteur. An d'Exporter hunn an der Moyenne ongefëier ëm 460 Milliounen Euro am Joer bedroen.

De Brexit ass, an dat wäerte mer och gesinn an de Verhandlungen, een héich, héich komplizéierte Prozess, wou ganz vill Vaseline néideg ass, fir zu enger Konklusioun ze kommen. Dir wësst, dass déi éischt Ronn mat vill, mat ganz vill Méi ugefaangen huet. Bon, déi zweet Ronn ass elo geplangt fir de Juli. Et sollen der sechs ginn, véier ginn, pardon!, wann ech gutt informéiert sinn, dat heescht, eng Verhandlungsronn pro Mount. Mir wäerten och vum Michel Barnier am Conseil des Affaires générales ëmmer gesot kréien, wou mer dru sinn, wou mer stinn. Selbstverständlech, Här Angel, President vun der Kommissioun, kommen ech gäre bei Iech a wëll Iech selbstverständlech och do Ried an Äntwert stoen an Iech och soen, wou mer dru sinn.

Mir hoffen natierlech, wat jo hei och indirekt ugeklongen ass, dass näischt irreversibel ass. Mä ech mengen awer, dass mer de Moment eis sollen éischter drop astellen, dass den 23. Juni 2016 eigentlech ee Vott ugeholl ginn ass an dass déi brittesch Regierung bis elo - bis elo!, a si huet jo och elo eng knapp Majoritéit kritt, bon, mat vill Nout, mä et ass eng Majoritéit do - op der Schinn ass, fir eben d'Verhandlunge vum Brexit duerchzezéien. Wéi dat verleeft, mat wat fir engem Resultat, ass de Moment nach net ofzegesinn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister. An d'Wuert huet elo den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, fir d'Éischt e grousse Merci un den Deputéierten André Bauler an un den Deputéierte Laurent Mosar fir hir Interventiounen zu engem Sujet, deen immens wichteg ass. An ech mengen, si hu ganz vill Aspekter hei beliicht, an ech mengen, dat kënne mer begréissen.

Ech géif gären an der Introduktioun ganz kuerz e puer Punkte beschreiwen, déi och scho vum Premierminister a vum Ausseminister méi am Detail ugeschwat gi sinn, mä e bëssen aus der Perspektiv vum Finanzministère a vum Finanzminister.

Fir d'Éischt emol ass ze soen: D'Decisioun ass den 23. Juni d'lescht Joer gefall, an d'Negociatioune mat England hunn den 19. Juni dëst Joer ugefaangen. Mir hunn also missen ee Joer waarden, fir dat kënnen ze starten. An dat Joer huet vill Incertituden, vill Imprevisibilitéit bruecht, wat béide Säite geschuet huet, der EU, de 27 Länner, mä nach vill méi dem Vereenegte Kinnekräich.

Vun deenen dräi Haaptpunkten, déi an der Phas 1 sollen diskutéiert ginn, wëll ech nëmmen ee kuerz uschneiden, dee vum Budget, well de Premierminister an den Ausseminister scho vill iwwert d'Bierger geschwat hunn an och iwwert d'zukünfteg Grenzen.

Mä zum europäesche Budget vläicht e Bild, wat erënnert un dat, wat de Premierminister als Bild gebraucht huet. Dat, wat d'Vereenegt Kinnekräich muer wäert musse bezuelen, ass net e Prix de départ, et ass och keng Bestrofung, et ass Folgendes: Et ass, wéi wann een zesummen an e Restaurant geet an et bestellt ee siwe Gäng fir ze iessen. An dann, an der Mëtt, steet ee vun de Gäscht op, beim véierten oder beim fënnefte Plat, an da seet en: „Ech sinn elo är Gesellschaft e bësse midd an ech hunn elo genuch giess, elo ginn ech heem." A wann déi aner da ganz fei Leit sinn a ganz ziviliséiert, da soe se him: „Majo, wann s du wëlls heemgoen, kanns du heemgoen. A wann s du net méi wëlls iessen, da kanns du dat och maachen, mä et ass jo kloer, dass mer d'Rechnung all zesumme bezuelen an dividéieren." Et ass net méi komplizéiert wéi dat. Domat wëllt ee kee bestrofen, mä do sinn Engagementer geholl ginn an déi Engagementer muss een anhalen.

An et ass och kloer, et ass ee vun den Orateuren, dee gesot huet: England, d'Vereenegt Kinnekräich, huet och Rechter! Mä natierlech! Rechter, déi eppes wäert sinn, an dat wäert mat an de Calcul erageholl ginn, ganz rationell. Vun all deenen Elementer, déi elo an der Diskussioun sinn, ech mengen, ass et ganz kloer auserneenzehalen, hu mir zwou Phasen. Wéi komme mer op deenen dräi Punkte virun: Budget, Citoyenen an d'Grenzen? A wa mer do genuch virukomm sinn, da kënne mer iwwert zukünfteg Relatioune schwätzen.

Ganz richtegerweis hu sech déi 27 Memberstaten zesumme mat der Kommissioun séier eeneg fonnt, fir ze soen, dass keng Rosinne kënnen erausgepickt ginn, „no cherry picking". An et kann een an deem Kontext nëmme bedaueren, dass d'Vereenegt Kinnekräich eréischt ze spéit d'Vertuen an d'Qualitéite vun Europa erausfonnt huet. Hätte se all dat Gutt un Europa, ënner anerem de Marché unique, méi fréi erkannt, hätten d'Englänner wahrscheinlech net esou gestëmmt, wéi se gestëmmt hunn.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass ee muss de richtegen Equiliber tëschent de Rechter an den Obligatioune vun de 27 a vum Vereenegte Kinnekräich fannen an dass een natierlech muss derfir suergen, dass mer en „level playing field" kréien, well dat ass ganz wichteg fir eis Finanzplaz, fir eis Wirtschaft a fir eis Fiskalitéit.

Als Finanzminister wäert ech natierlech ganz no suivéieren, wat geschitt an der „libre circulation des biens, des services et des capitaux". Well dat sinn dräi Saachen, wou ënner anerem d'Douane eng Roll spillt, awer och net nëmmen d'Douane, d'ganz Service-financieren dréie jo do ronderëm.

Ech schwätzen haut och, mat senger Erlaabnis, e wéineg iwwert den Impakt vum Brexit op d'Ekonomie en général, an net nëmmen op der Finanzplaz, well de Minister Schneider mech gefrot huet, dat ze maachen. Ech maachen dat och ganz gär. En fait ass de Brexit fir Lëtzebuerg natierlech en Defi, mä awer och eng Opportunitéit, net nëmme fir eis Finanzplaz, mä och fir eis ganz Wirtschaft.

Ech wäert mäi kuerzen Exposé op zwee Kapitele beschränken. Wat sinn d'Konsequenze vum Brexit à court terme? An am zweeten Deel: Wat sinn d'Konsequenzen à long terme?

A court terme géif ech gär op zwou Saachen insistéieren. Éischtens, mir mussen déi ganz Negociatioun hei dedramatiséieren. Leider hu mer ee Joer misse waarden, bis mer konnten ufänken ze negociéieren, an doduerch ass déi Dramatik ëmmer méi schlëmm ginn. Mä ech mengen, et muss een d'Realitéit an d'Ae kucken. Mir musse fir d'Éischt emol de Verdikt vum brittesche Vollek respektéieren. Dat ass dat Alleréischt.

Dat Zweet: Mir wëllen déi gutt, villfälteg a fir béid Säite positiv Relatiounen, déi mir mat der Finanzplaz London hunn, och gäre muer hunn. Déi mussen zwar transforméiert ginn. Mä mir wäerten déi férderen a mir wäerte versichen, muer och Brécke mat London ze hunn, wéi mer der haut hunn. Déi Brécke gesi vläicht muer anescht aus, mä dat ass eist Zil.

Dofir soen ech och, wann ech op de Missiounen am Ausland sinn: „Kommt, mir dedramatiséieren dat!" Et ass jo net esou, dass deen Dag, wou England erausgeet, kee Commerce vu Gidder, vu Servicer a vu Capitauxe méi tëschent England an Europa wäert bestoen. Mir hu jo mat der Schwäiz, fir dat Beispill ze huelen, exzellent Relatiounen als EU an déi sinn net Member an der Europäescher Unioun.

Mir mengen, an dat ass mäin zweete Punkt à court terme, dass Lëtzebuerg als Léisung an als natierleche Choix dosteet fir all déi, déi amgaange sinn, sech Froen ze stellen op der brittescher Insel, wéi se sech musse muer dréien a kéieren, fir den Accès op den europäesche Maart ze kréien.

Mir hunn de Moment en Ëmfeld vun Onsécherheet, an ech wëll och ënnersträichen, well dat oft als Beispill genannt gëtt, dass d'Britten eng Politik haten, déi en fait an der Vergaangenheet mat ganz vill Previsibilitéit verbonne war, ënner anerem an der Fiskalitéit, mä natierlech, mat deem Vott vun der Sortie aus der EU ass déi ganz Previsibilitéit, déi an deem Land esou héichgeschriwwe ginn ass, natierlech hin. Mir hu vill méi Previsibilitéit zu Lëtzebuerg wéi an England. Mir hunn en fait zu Lëtzebuerg eng vun deenen héchste Previsibilitéiten, déi et gëtt.

Wat maachen elo déi Akteuren, déi zu London täteg sinn? Eh bien, si sichen natierlech e Wee, fir en Accès op den europäesche Marché ze fannen. Verschiddener hu scho kleng Entitéiten hei, da wëlle se déi vergréisseren, anerer hunn nach iwwerhaapt keng, mussen déi dann hei opmaachen.

A wat ass do dat magescht Wuert? Dat ass d'Wuert „Substanz"! Et geet eis als Lëtzebuerg heidrëms, dass déi, déi sech hei implantéieren, keng Bréifkëschtegesellschafte maachen, an en fait si mer do jo scho säit Joren um Wee, déi Bréifkëschtegesellschaften hei ze decouragéieren. En fait notzen déi jo och am ganze Kontext vu BEPS näischt méi. An et geet eis och drëms, e qualitative Wuesstum ze kréien.

Ech hunn deslescht en Artikel gelies, wou se gesot hunn, dass den Impakt op Frankfurt iwwert déi nächst Méint a Joren, wat den Emploi ubelaangt, dee misst oder kéint zu Frankfurt geschafe ginn, sech an d'Dausende chiffréiert. De Chiffer vu 4.000 ass genannt ginn.

Mir mengen, dass fir Lëtzebuerg, wat wäert a Fro kommen, dat sech plutôt an Honnerte vun Emploie wäert ausdrécken. Dat heescht, mir wëlle Substanz kréien, a Substanz ass net nëmme Quantitéit vu Leit, Substanz ass och, wat fir eng Fonctiounen hei op Lëtzebuerg wäerte kommen.

A mir wëssen, dass de Commissariat aux assurances an och d'CSSF wäerten derfir suergen, dass éischtens déi néideg Substanz heihinnerkënnt an och wäerte kontrolléieren, dass d'EU-Direktiven all agehale ginn. An ech mengen, dat ass am Kontext vu verschiddene Polemiken, déi elo hei gemaach gi si vun anere Länner, extrem wichteg. Mir, also eis Institutiounen, wäerten do vigilant bleiwen, esou wéi si et dach ëmmer och an der Vergaangenheet waren.

Mir wäerten also keng Extrafaveure maachen. Ech hunn dat vum éischten Dag u gesot, wéi de Brexit geschitt ass, aus zwee Grënn. Eemol, well mer EU-Regulatioune wëllen a mussen anhalen, an zweetens, well mer dat net brauchen. Mir sinn elo attraktiv genuch, mat deem Cadre législatif, dee mer hunn, mat där gutt fonctionnéierender Wirtschaft, déi mer hunn, a mat der Fiskalitéit, wéi mer se haut hunn.

Et gëtt e Lien tëschent Brexit a BEPS. BEPS, déi faméis Initiativ vun der OCDE, déi jo d'Steierlandschaft weltwäit geännert huet. A wéi richtegerweis vu verschiddene Riedner ënnerstrach ginn ass, ass nach net gewosst, wéi d'Vereenegt Kinnekräich sech am Kontext vun der Fiskalitéit wäert behuelen.

Ech wëll ënnersträichen, a vill vun Iech wëssen dat, dass d'Vereenegt Kinnekräich dat Land war, wat am meeschte gedréckt huet, fir dass BEPS sollt séier gemaach ginn a séier ëmgesat ginn. Dofir kann ech mer net erwaarden, dass, wa si da géifen aus der EU erausgoen, si géifen eng Course no ënne maachen, fir d'Steiersätz ze reduzéieren.

An en drëtte Punkt, op dee Lëtzebuerg wäert oppassen, an deen ass ganz wichteg, dat ass, dass mer natierlech d'Reputatioun vu Lëtzebuerg ganz héichhalen. Ech kann dat awer och nach ëmgekéiert soen: Wa mir déi néideg Reformen net gemaach hätten a vun deene schwaarzen a groe Lëschten net ewechkomm wären, da géif haut keen op Lëtzebuerg kommen. Da géif och kee sech fir Lëtzebuerg interesséieren, da wäre mer op kenger „Shortlist".

D'Strategie, déi mer verfollegt hu vun den éischten Deeg nom Brexit u war, fir ze soen: Mir maache keng aggressiv Propaganda, mir maachen eng kooperativ Strategie. An ech hunn dat am Haut comité de la place financière vun den éischten Deeg u gesot, an iwwert d'Wochen ewech huet sech déi Strategie als déi richteg erwisen.

Ech kréien déi Fro ganz oft gestallt, ech ginn elo hei e puer Informatiounen.

Ech géif och gären dem Franz Fayot an dem Eugène Berger particulièrement Merci soe fir dat, wat se gesot hunn iwwert d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg. Wat ass d'Foto, déi mer haut kënne maachen? D'Foto seet eis haut, dass mer eng gutt hallef Dose vu Firmaen hunn, déi am Asset Management an an Investitiounsfongen dra sinn, déi sech fir Lëtzebuerg entscheet hunn. Eng gutt hallef Dose vun Assurancëfirmaen hu sech fir Lëtzebuerg entscheet, a bei deenen, déi sech do fir Lëtzebuerg entscheet hunn, si mat déi gréisste vun der Welt.

Dat sinn déi zwee Secteuren, wéi richteg ënnerstrach, wou mer bis elo am meeschte Succès haten, mä dat sinn net déi eenzeg. Mir sinn och gutt am Bankesecteur, wou e puer Banken, meeschtens amerikanesch Banken, entweder d'Decisioun scho geholl hunn oder ganz no derbäi sinn a wou et fir Lëtzebuerg gutt ausgesäit.

An dann zulescht si mer och gutt opgestallt am Domän FinTech. An ech muss soen, ech war do erstaunt, dass en fait elo scho FinTech-Entreprisen, déi zu London sinn, sech vill fir Lëtzebuerg interesséieren, well se soen, en Accès zum Marché ass fundamental vum éischten Dag un, an déi dorunner denken, op Lëtzebuerg ze kommen. Och do ass d'Pipeline gutt gefëllt.

Mir sinn also do gutt positionéiert par rapport zu deenen anere Finanzplazen, ouni dass mer eis mussen elo iwwerdriwwe Suerge maachen, dass ze vill Aarbechtsplaze geschaaft ginn, an ouni dass sech muss d'Fro gestallt ginn, ob mer genuch Büroen hunn. Dat hu mer alles. Mir hu genuch Büroen, mir hu genuch Talent, mir zéien es och nach un. A last but not least, mir hu genuch Plazen an eisen internationale Schoulen. An dat ass och eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung, fir dat ze maachen.

E leschte Punkt vläicht zur Fiskalitéit. Ech hu virdru scho gesot, dass d'Vereenegt Kinnekräich ganz gutt an der Kommunikatioun ass, fir ze soen, dass si mat de Steiere wäerten erofgoen. Lëtzebuerg huet net vill geteint. Mir hunn agéiert. Mir hunn an der Steiererliichterung oder Steierreform vum leschte Joer den Taux vun 21% fir dëst Joer op 19% gesat an d'nächst Joer op 18%. Dat ass eng Steiererliichterung an déi richteg Richtung. An déi kënnt eis elo am Kontext Brexit ganz zegutt.

Ech géif awer och soen, dass de Brexit net nëmmen eng Opportunitéit ass fir d'Finanzplaz, et ass awer och eng Opportunitéit fir d'ganz Wirtschaft. An ech hu mech do mam Etienne Schneider zesummegesat, fir dat e bëssen ze analyséieren. England ass eise siwente Fournisseur a Gidder an ass eise fënnefte Client. Et ass also e wichtege Client. Dofir ass et och an deem Domän wichteg, dass muer den Handel fonctionnéiert.

An den Impakt op d'Croissance huet jo de Statec... De potenziellen negativen Impakt op der Croissance, wann de Commerce géif erofgoen, ass jo ausgerechent ginn. Op där anerer Säit muss ee soen: Am Finanzberäich menge mer, dass jo do vill méi Croissance kënnt. Et muss ee sech bewosst sinn, dass am Domän vun de Service-financieren de Flux bilatéral sech wäit iwwer 10 Milliarden Euro befënnt. Also, dat si kolossal Zommen.

Net méi spéit wéi gëschter war eng Reunioun zu London mat potenziell interesséierte Firmen, déi net am Finanzberäich sinn, déi à la recherche si vun engem Headquarter. An ech kann Iech soen, Lëtzebuerg huet do gutt Kaarten! Wat eis do vun deenen anere gesot gëtt, dat ass, dass mer gutt positionéiert sinn an der Fiskalitéit, gutt positionéiert sinn an der Recherche et développement. An de Fait, dass mer Luxembourg for Business fusionéiert hu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

mat Luxinnovation - dat ass jo eng rezent Decisioun vun der Regierung -, wierkt extrem positiv.

Ech hu geschwat vum Finanzsecteur a verschiddene Branchen, ech hu vun der Ekonomie en général geschwat, mä doduerch, dass mer elo esou vill Interessenten hunn, ginn awer eng ganz Rëtsch aner Saache gekuckt, déi heiansdo als secondaire ugesi ginn, mä déi een awer hei muss verhalen. Mir hunn eng ganz gutt Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg, mir sinn en extrem séchert Land a mir hunn - dat gëtt eis gesot, dass dat ganz wäertvoll ass - vill Stärerestauranten.

(Interruptions et hilarité)

Och dat kucke verschidde Chefs d'entreprise.

Fazit: Ech mengen, à court terme hu mer vill Opportunitéiten zu Lëtzebuerg. An déi wäerte mer ausnotzen.

Wéi ass et dann à long terme? Do ass et esou, dass mer wäerte mussen derfir suergen, dass England och muer, no der Sortie, verschidden Direktiven am Domän zum Beispill vun der Fiskalitéit oder vum Blanchiment misst anhalen. Mä doriwwer hu mer keng Garantie. An dofir ginn déi Negociatiounen natierlech ganz schwéier.

Ech mengen och, dass et am Interêt vu Lëtzebuerg wär, dass mer Transitiounsperiode kréien, well mer vill Geschäfter mam Vereenegte Kinnekräich hunn, an dass et eisen Interêt net ass, dass mer e Cliff Edge kréien, dat heescht esou e Gruef, wou alles drafält, oder eng Mauer, an déi ee rennt.

Wat fir e Modell muer mat England wäert zréckbehale ginn, dat weess keen. Ech mengen net, dass se an d'Richtung wäerte goe vum norwegesche Modell, well deen en fait en termes vu Souveraineté fir e Land wéi England net satisfaisant ass, mä et kann ee sech Fräihandelsaccorde virstellen. Grad dee vum neien Typ, deen Europa mat Kanada ofgeschloss huet, kéint jo do wegweisend sinn.

Dat gesot, wäert et esou sinn, dass Lëtzebuerg muss derfir suergen, dass den Accès zu Europa bestoe bleift, awer zu Konditiounen, déi mer nach haut wahrscheinlech net kënne roden.

Zum Schluss wéilt ech och nach ënnersträichen, dass fir Lëtzebuerg - an dat ass vläicht e bëssen eng Gageure, fir dat haut ze soen - de Brexit eng Opportunitéit ass an e ganz wichtege Sujet ass, mä, ech mengen, fir eis Finanzplaz ass den Defi vun der Technologie a vun der FinTech a vun der Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz nach méi wichteg. FinTech revolutionéiert d'Manéier, wéi ee Service-financiere liwwert, wéi ee se un d'Leit bréngt. An dat ass eppes Durabeles, wärend de Brexit ass elo eng riseg Klammer, mat där mer mussen eens ginn. Mä ech si confiant, dass mer och muer mat dem Vereenegte Kinnekräich ganz dynamesch bilateral Relatioune wäerten hunn.

Ech hunn also gesot: Wat ganz wichteg ass, ass de FinTech. Dofir schaffe mer do esou vill drop.

Dat Zweet si fir d'Diversifikatioun vun eisem Finanzberäich natierlech déi gréng Finanzen. A mir hu praktesch am Wochentakt an deene leschten Deeg Saachen annoncéiert, wat mer do maachen. Mir hunn elo virun enger Woch en Accelerateur annoncéiert fir de Changement climatique. Mir hunn eng Plattform mat der BEI gemaach als Lëtzebuerger Regierung. Eis Bourse huet eng gréng Bourse lancéiert. Also, dat ass e Sujet, an deem mer ganz aktiv sinn. An ech mengen, et ass wichteg, dass een dat och ënnersträicht. Mir sinn net nëmme braquéiert op de Brexit.

En conclusion géif ech soen, dass Lëtzebuerg gutt opgestallt ass am Kontext vum Brexit, sief et fir d'Ekonomie en général wéi och fir d'Finanzplaz. Mir maachen eng Approche, déi en fait och eng gewësse Solidaritéit mat dem Vereenegte Kinnekräich weist. Mir hu keng aggressiv Propaganda. Mir wénken net mat der Scheierpaart. A mir mengen och, dass dat eng Strategie ass, déi och wäert Reussite bréngen. Mä ech hu vun de Resultater scho geschwat. An ech mengen, dass déi, déi et anescht maachen, wahrscheinlech wäerten dechantéieren. Et sinn net ëmmer déi Muppen, déi am haartste billen, déi déi gréisste Schanke kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- A mir wäerten also mat enger roueger Hand d'Promotioun weider maachen, déi Atouten, déi mer hunn, déi ganz wäertvoll sinn, utiliséieren. An do denken ech haaptsächlech un d'Previsibilitéit vu Lëtzebuerg an un eisen Triple-A.

D'Resultater schwätze fir sech selwer. Ech mengen, Lëtzebuerg huet an där heiter Saach déi richteg Strategie.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. An den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Ech wollt nach eng Kéier d'Wuert froen. Ech hunn deenen dräi Ministere ganz opmierksam nogelauschtert. Si hu ganz vill Richteges gesot, wat ech och kéint ënnerschreiwen. Ech wollt awer just op ee Punkt zréckkommen, wou ech keng Antwert kritt hunn a wou ech och fannen, datt eng Kontradiktioun tëschent eenzelne Regierungsmemberen ass.

Ech hunn dem Ausseminister nogelauschtert. Deen huet gesot, d'Regierung bräicht hei keng Strategie ze hunn - wann ech dat elo emol richteg ka widderhuelen an erëmginn, wat e gesot huet -, well d'Strategie wär eng gemeinsam. Ech hunn dovun Akt geholl, Här Ausseminister.

Ech sinn allerdéngs e bëssen erstaunt, wëssend, an dat war och déi Fro, déi ech un de Finanzminister gestallt hunn, datt d'groussherzoglech Regierung eng Étude stratégique justement bei enger grousser Fiduciaire a bei enger grousser Affekotenetüd opginn huet, fir d'Strategie justement ze definéieren a fir d'Regierung ze begleeden an hiren Demarchen.

An déi Fro ass mer net beäntwert ginn. Duerfir wollt ech dem Finanzminister se awer nach eng Kéier stellen. Wéi ass dat mat där doter Étude stratégique? Kritt d'Chamber déi iergendwéi och nach eng Kéier virgestallt? Mir wären och nawell interesséiert awer ze wëssen, wat dann déi grouss Recommandatioune vun där Étude stratégique do sinn.

An deen zweete Punkt, deen e bëssen domat ze dinn huet, hutt Der mer och net beäntwert, Här Finanzminister. Et gëtt anscheinend e Groupe de travail, deen Dir en place gesat hutt relativ schnell nom Brexit, wat u sech jo och eng luewenswäert Initiativ ass. Dee Grupp ass anscheinend am Ufank een-, zweemol zesummekomm, ass awer elo e bëssen ageschlof säit enger ganzer Rei vu Wochen a Méint. Kënnt dee Grupp net méi zesummen? Wat ech schued fannen. An ech wollt do och eng Kéier lech d'Fro stellen, firwat datt dat esou ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Fir d'Eischt emol zu där leschter Fro. Den Haut comité de la place financière, deen och elo e permanent Sekretariat huet, schafft kontinuéierlech. A mir hunn an den éischte Méint no dem Brexit effektiv e spezielle Grupp geschaaft, deen de Moment net méi taagt, well mer an deene puer Reuniounen, déi mer haten, alleguerten d'Sujeten individualiséiert hunn an déi da weider un aner Gruppe vum Haut comité de la place financière verdeelt hunn.

Et ass also net, well dee Grupp do net méi zesummekënnt, dass d'Aarbechten net weiderginn. An ech mengen, d'Resultater vun der Attraktioun vun Entreprisen am Finanzberäich schwätze fir sech selwer, dass mer gutt opgestallt sinn.

A wat Är éischt Fro ubelaangt, wëll ech awer ganz kloer soen: Mir hunn eis natierlech e bëssen ëmfrot an e bëssen d'Fühleren ausgestreckt, mä mir hu keng Etüd en bonne et due forme gemaach. Mir hunn disparat Elementer vu verschiddene Consultantë kritt, déi mir afléisse gelooss hunn an eng Strategie, déi eis ass!

Dat ass dach d'Responsabilitéit vun der Regierung,…

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- …op deem heite Sujet wéi och um méi breeden Terrain vun allem, wat mat Brexit ze dinn huet, ze definéieren. Mir consultéieren dobaussen, mir lauschteren dem Secteur no, wat och, mengen ech, eng Lëtzebuerger Traditioun ass, an duerno definéiert d'Regierung d'Strategie. An dat ass dat, wat mir gemaach hunn.

Et ass jo ganz kloer, dass déi Strategie, vun där ech hei schwätzen, ass: Wéi positionéiere mer eis, fir Entreprisen unzezéien? Dat ass eng aner Strategie wéi déi, vun där de Premierminister geschwat huet an den Ausseminister. Déi hu vun der Strategie am Kontext vum Brexit en général geschwat, wou se soen: „Do kann et nëmmen eng Strategie ginn, an dat ass eng Strategie zu 27." Ech wëll dat just wéinst der Clartéit ënnersträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Da géife mer iwwergoen zur Resolutioun an zu de Motiounen.

Motions et résolutions

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hunn eigentlech guer keng Positioun héiere par rapport zu der Resolutioun. Ech mengen, do brauch jo d'Regierung keng Stellung ze huelen. Dat ass eng Resolutioun, déi sech un d'Chamber adresséiert. An déi dräi Motiounen, dat ass d'Regierung, déi do ugeschwat ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Mä ech wollt just déi Diskussioun iwwert d'Resolutioun opmaachen. An ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Angel.

Résolution 1

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo. Ech wollt am Numm vun der LSAP soen, dass déi Resolutioun hei am Fong superfétatoire ass. Mir hunn d'nächst Woch en Debat hei iwwert d'Zukunft vun Europa an och iwwert d'Eurozon, wou mer och eng Resolutioun preparéiert hunn an an der Kommissioun ausgeschafft hunn, wou mer eis soen, dass mer eis als Chamber méi aktiv an déi europäesch Dossiere wëllen abannen. An de Brexit ass en europäeschen Dossier. Dofir gesinn ech net an, firwat mer hei fir de Brexit, wann ech dat esou einfach däerf ausdrécken, eng Extrawurscht misste broden.

An där Resolutioun froe mer, dass mer nach méi enk mat der Regierung zesummeschaffen. Mir froen och, dass, wann e Conseil européen ass, jee no Ordre du jour vum Conseil de Premier kënnt. An dann, dee leschte Punkt hei an där Resolutioun: «(...) l'invitation des membres luxembourgeois du Parlement européen à assister à ces réunions (...)». Et ass vu menger Kommissioun nach keng eng Invitatioun erausgaangen, wou d'Europadeputéierten net invitéiert waren.

Den Ausseminister huet et gesot, ech hunn et virdru gesot, dass de CAG déi Brexit-Verhandlunge verfollegt. An ech sinn iwwerzeegt, wéi mer dat gemaach hunn an deene leschte Méint, dass den Ausseminister wäert komme virdrun an duerno, wa mir e froen. An dofir gesinn ech net an, firwat mer hei elo eppes sollen extra fir de Brexit stëmmen, wa mer d'nächst Woch souwisou an engem méi generelle Kader decidéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Angel. Weider Wuertmeldungen zu der Resolutioun? Den Här Baum. An dann duerno den Här Mosar, fir ze äntwerten.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Resolutioun, well mer mengen, datt se net superfétatoire ass, besonnesch den alleréischte Punkt, wou et drëm geet, datt d'Chamber zesumme mat der Regierung en amont d'Positioun vu Lëtzebuerg determinéiert, wat de Brexit ugeet. Dat ass eppes, wat et esou an där doter Form net gëtt, wat mir awer fir néideg a wichteg hale bei esou engem wichtegen Dossier. An duerfir ënnerstëtze mir dës Resolutioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Baum. Wa keng weider Wuertmeldunge sinn… Den Här Mosar freet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert d'Aussoe vum Kolleeg Marc Angel. Den Här Angel berifft sech op eng Resolutioun, déi d'nächst Woch eng Kéier kënnt, déi also nach net gestëmmt ass, wou mer net wëssen... Ech mengen, déi muss emol diskutéiert ginn, Här Angel, an da gëtt doriwwer ofgestëmmt. An da gëtt déi Resolutioun dann, le moment venu, le cas échéant, ugeholl oder ofgeleent.

Mir sinn am Moment hei konfrontéiert mat enger ganz konkreter Situatioun: d'Situatioun vun der Prozedur iwwert de Brexit. Ech sinn net oft mam Här Baum enger Meenung, mä elo emol eng Kéier, dat wëll ech ervirsträichen. De Mëtte sinn ech därselwechter Meenung.

Hei geet et wierklech ëm eng ganz spezifesch Prozedur - eng ganz spezifesch Prozedur! -, déi mer d'ailleurs och vum Här Ausseminister virgestallt kritt hunn. An duerfir kann ech net d'accord sinn, wann elo einfach hei gesot gëtt: „Dat do ass eng Prozedur wéi all aner." Dat ass net richteg.

Ech maachen lech allerdéngs eng Offer, Här Angel. Wann Dir d'accord sidd, dee ganze Volet vum Brexit an Är Resolutioun mat eranzehuelen, da géif ech proposéieren, datt mir déi heite Motioun en suspens sollen halen, an da kënne mer d'nächst Woch dat doten alles ofstëmmen in globo mat eiser Propositioun iwwert de Brexit. Mä mir hätte wierklech gär, datt dat speziell gekläert gëtt an och speziell gesot gëtt, datt dat hei eng Prozedur ass, déi just fir de Brexit gëllt.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Ech wëll déi Propositioun vum Här Mosar net unhuelen, well ech der Meenung sinn, dass de Brexit en Dossier européen ass wéi all aneren Dossier européen. An an där Resolutioun, déi mer en long et en large an der Kommissioun schonn diskutéiert hunn, déi d'nächst Woch um Ordre du jour ass, do geet et ëm all d'Dossiers européens. A fir mech ass de Brexit en Dossier européen - e wichtegen! -, mä et gëtt nach aner wichteg Dossiers européens. An dofir, mengen ech, brauche mer dat hei net ze stëmmen. An ech géif lech proposéieren, eis zum Vott opzeruffen.

Merci.

Une voix.- Wéi verstänneg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Här Ausseminister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Also, ech ka mech eraushalen, et ass eng Resolutioun...

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat packt Der awer net, sot!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Neen! Ech wëll just hei bestätegen, dass all Kéiers, wann den Här President vun der Kommissioun oder meng Wéinegkeet gemierkt hunn: „Dat do ass eppes, wou et am Interêt vun der Chamber ass, dass de dohinnergees an d'Kommissioun an doriwwer schwätz" - a selbstverständlech zielt dat och beim Brexit -, dann hu mer bis elo ëmmer esou gemaach an domat fuere mer esou virun. Ech mengen, déi Garantie kann ech lech ginn. Dat brauche mer net hei extra ofzestëmmen. Dat ass an dat bleift! Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da kënne mer et awer extra ofstëmmen, wann et ass an esou bleift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Neen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech fannen, déi Saachen, wou Der dermat d'accord sidd, kënnt Der jo och derfir stëmmen.

Une voix.- Den Här Mosar hat gesot: „Vott!"

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen dann zum Vott iwwergoen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmmung fänkt elo gläich un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass d'Resolutioun 1 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Motion 1

Mir géifen dann zu der Motioun N°1 iwwergoen. Ech mengen, den Här Mosar hat se argumentéiert, mä ech hunn...

(Interruption)

Neen, voilà, et ass genee dat, wat ech wollt soen. Wëllt d'Regierung dozou Stellung huelen? Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Déi Propositioun, déi hei an der éischter Motioun gemaach gëtt, proposéiert, eng Agence centrale Brexit ze maachen. An ech muss lech soen, d'Regierung gesäit wierklech net d'Utilitéit, fir dat doten ze maachen, well mer scho ganz vill Ulafstellen hunn, wou dat ka gemaach ginn. An ech géif soen: Gott sei Dank!

Mir hunn natierlech net op de Brexit gewaart, fir Ulafstellen ze hunn, fir Entreprisen oder Investisseuren zu Lëtzebuerg ze empfänken. Elo zitéieren ech der e puer, déi kennt Der alleguerten: Dat ass Luxembourg for Finance. Dat ass Luxembourg for Business a Luxinnovation, déi elo jo fusionéiert sinn. Dat ass d'Luxembourg House of FinTech, dat mer virun e puer Méint gegrënnt hunn. An da gëtt et och nach den Espace Entreprises an der Chambre de Commerce.

Bon, ech mengen, wann een dat alles opzielt, da realiséiert een, dass een hei gutt opgehuewen ass. An dat géif double Emploi maachen. Dat wäre jo och onnéideg Käschten.

An ech mengen, d'Resultater vun eiser Promotioun, déi loosse sech jo weisen. Ech hu se jo beschriwwen a se si vun aneren och beschriwwe ginn, soudass ech wierklech net agesinn, firwat dass mer dat heite sollte maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldunge vun deene verschiddene Bänken?

(Négation)

Dann huet den Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och do sinn ech net mam Här Finanzminister d'accord. An ech mengen, en huet selwer d'Argumenter ginn, firwat dat noutwendeg ass. Dir hutt näämlech gesot, wivill verschidde Gremien zoustänneg sinn, wann eng Entreprise sech hei zu Lëtzebuerg wëllt etabléieren.

En plus, ech weess net, ob Der mer richteg nogelauschtert hutt, gëtt et bien entendu hei Voleten, déi d'Entreprise selwer concernéieren. Et gëtt awer extrem vill Voleten, déi guer näischt mat der Chambre de Commerce zum Beispill ze dinn hunn oder mam House of Entrepreneurship, zum Beispill Froen iwwer Schoule vu Kanner, well déi Leit komme jo mat hire Familljen heihinner. Et gëtt Froen iwwer Logementer.

An ech kann lech just soen: Et ass jo net elo a mengem Kapp gewuess, et ass e Problem, datt déi Leit, déi interesséiert sinn, sech mussen op diverse Plazen informéieren, ier se déi Informatioune kréien. Hei geet et einfach drëm, fir de Leit och e bëssen d'Liewen ze vereinfachen. Et geet och ëm eng Fro vu Simplification administrative. An duerfir menge mir, datt dat doten awer eng ganz sënnvoll Institutioun wär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Keng weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Da géife mer iwwert d'Motioun N°1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

A mer géifen dann zur zweeter Motioun iwwergoen, erabruecht och vum Här Mosar. Wëllt d'Regierung dozou Stellung bezéien? Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Effektiv ass de Sujet vum Risk Management e wichtegen. Ech hu mam Här Mosar och virdru bilateral am Ufank kuerz doriwwer geschwat an hunn an der Tëschenzäit méi Informatioune kritt, well mir waren eis net ganz eens, ob et dann e Master op der Uni géif ginn oder net e Master géif ginn.

D'Äntwert ass: Et gëtt e Master of Science in Banking and Finance. An deen huet véier Moduller, déi mat Risk Management ze dinn hunn. Ech liesen lech se op Englesch, well dat ass esou, wéi dee Cours gehale gëtt: „Quantitative approaches in Risk management." Zweetens: „Risk management in international institutions (veuillez lire: in financial institutions)." Drëttens: „Risk management in specialised financial products." A véiertens: „Systemic risk and macro-prudential supervision." Also ech mengen, do hu mer emol scho Saachen.

Mäin zweete Punkt ass: Ech weess net, ob et eng gutt Approche ass, hei an der Chamber der Universitéit ze soen, wat se soll maachen. Si huet jo eng akademesch Fräiheet. An ech kann lech assuréieren, Här Mosar, Här President an lech alleguerten, dass de Finanzministère souwéi vill aner Ministèren d'Besoine vun der Wirtschaft natierlech der Universitéit soen. An dann ass et un hir, fir dann en conséquence ze agéieren. Ech géif et keng gutt Iddi fannen, hir hei Instruktiounen ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Ech wëll mech elo net op déi fachlech Diskussioun do mam Här Finanzminister aloossen. Ech kann lech just soen, datt ech vun enger ganzer Rei Leit, déi am Secteur schaffen, erugedroe kritt hunn, datt wierklech eng grouss Demande vum Secteur do wär, well ee keng där Leit do fënnt.

Ech sinn och net ganz mat lech d'accord, datt d'Regierung hei der Uni keng Instruktioune gëtt. Dat steet och net an eiser Motioun dran. Ech fannen, hei geet et just ëm eng Iddi. Dat do ass eppes, an Dir sot et selwer, wat wichteg ass fir eis Finanzplaz. Ech halen elo net drop, datt déi de Mëtten hei ofgestëmmt gëtt. Ech kann och dermat liewen, datt mer déi an déi zoustänneg Kommissioun eng Kéier ginn.

(Interruption)

An da solle mer kucken, ob dat do besteet, ob et net besteet. Ech géif et op jidde Fall schued fannen, well hei geet et wierklech ëm d'Finanzplaz, wann déi einfach géif ënnert den Dësch gestëmmt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech war an déi bilateral Negociatiounen tëschent dem Här Gramegna an dem Här Mosar net mat agebonnen, mengen awer zwou Saachen:

Éischtens, datt et scho ganz komesch awer ass, wann an enger Debatt ronderëm de Brexit eng Motioun do ass, wou et effektiv ëm d'intern Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg respektiv vun der Héichschoulpolitik geet an dovunner och just ee bestëmmte klenge Broch deel.

Dat Zweet, wat mer mengen, ass, datt effektiv eng Debatt ëm d'Kohärenz vun der Héichschoulpolitik an d'Orientéierung, och d'wirtschaftlech Ausriichtung vun der Héichschoulpolitik hei zu Lëtzebuerg, duerchaus en interessante Sujet ass, mä datt een dat awer da misst an e méi vaste Kader setzen, wéi just ee bestëmmte Cours an ee bestëmmte Master hei ze fuerderen.

Duerfir stëmme mer et och net mat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wa keng weider Wuertmeldungen do sinn, géif ech d'Motioun N°2 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 26-mol Jo, 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun 2 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

A mer géifen direkt weidergoen zu der Motioun N°3. Den Här Ausseminister wäert Positioun bezéien.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech hunn dat meescht gesot gehat. Ech mengen, d'Kolleege vun der CSV hunn dat och verstanen. Mä et ass e klenge Malentendu heidran. Also, wa mer dat do géife stëmmen, éierlech gesot, déi zwee éischt Punkten, dat ass d'Basis vun de Leitlinnen. A mir kënne jo awer hei an der Chamber kee Vott maachen iwwert d'Leitlinnen, déi eestëmmeg festgehale gi sinn am Conseil.

An dat Zweet, dat betrëfft dee leschten Tiret. Also, dee britteschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg, deen ass gutt. An dat ass e Mann,...

(Interruption)

...wann e brittesche Bierger bei e kënnt, da weess dee sech unzeleeën. Do brauche mir net nozehëllefen.

Merci.

Une voix.- Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, ech zweifelen net drun, datt den engleschen Ambassadeur, dee mer gutt kennen, exzellent ass. En ass awer och net onfrou, wann en e bëssen Aarbecht géif ewechgeholl kréien, Här Ausseminister.

Neen. Ech wollt awer nach eng Kéier op dee Punkt do agoen, deen awer net onwichteg ass. Dir hutt gesot, déi englesch Bierger, déi hei iergendwelch Problemer hunn, hunn als éischt Ulafstell déi brittesch Ambassad. Dat ass richteg. Allerdéngs gëtt et hei ganz vill Beispiller vu Leit, déi och am Kontext vun deem Brexit aner Froen hunn.

An de Statsminister huet virdrun eppes gesot, wat extrem wichteg ass. En huet eis d'Zuele gi vun all deene Britten, déi zum Beispill wëllen d'lëtzebuergesch Nationalitéit kréien. Duerfir, do si mer eis awer eens, ass net onbedéngt de britteschen Ambassadeur zoustänneg. Dat sinn éischter Froen, déi da géifen um Här Braz seng Administratioun geriicht ginn. An esou gëtt et ganz vill aner Froen, déi net direkt eppes domadder ze dinn hunn.

An ech kann lech och do ëmmer erëm nëmme soen, datt ganz vill brittesch Bierger sech extrem Suerge maachen, déi andauernd mat Froen och do konfrontéiert ginn, a sécherlech de britteschen Ambassadeur net all déi Froen do ka beäntwerten. An ech fannen, datt mir oder Dir als Regierung awer och do eng Roll hunn, fir e Signal ze ginn, datt mir/Dir/d'Regierung och do si fir déi brittesch Bierger mat all de Suergen, déi se hunn.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et ass och ouni de Vott vun dëser Motioun, dass fënnefmol méi brittesch Bierger d'Lëtzebuerger Nationalitéit gefrot hunn an deene leschten zwee Joer, wéi dat virdrun de Fall war. Dat heescht, selbstverständlech, wat d'Nationalitéit ugeet, ass d'Lëtzebuerger Regierung op allen Niveauen, alle Ministërë bereet, fir do hir bon Servicen unzebidden. An ech mengen awer, Här Mosar, gleeft mer dat: Duerfir brauche mer keng Motioun ze stëmmen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Justizminister huet d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Den Här Ausseminister huet d'Zuele jo scho genannt. Ech kann déi nëmmen ënnersträichen. Deen Trend ass do. An dee geet vum selwen, wéi Der feststellt. Doriwwer eraus, elo e spezielle Regimm fir Britten, fir...

Une voix.- Dat huet kee gefrot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll lech just soen: Ech kann am Gesetz an och a menger Verwaltung net soen: „Elo maache mer hei speziell Regele fir brittesch Bierger." Dat geet net. All déi Leit...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat huet och kee gefrot. Et steet och net an der Resolutioun.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt lech erkläert, ech erklären lech elo mäi Standpunkt. Ech fannen, dass Der hei amgaange sidd ze iwwerdreiwen. Dir verléiert e bëssen den Norden. Dëst Gesetz an der Nationalitéit ass fir all Leit hei am Land genee d'selwecht. An ech denken net drun, do iergende spezielle Regimm fir brittesch oder aner Leit, bei all Sympathie, déi ech fir se hunn a besonnesch fir hiren Ambassadeur, opzestellen. Dat geet ze wäit.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat huet och absolutt kee gefrot. Et steet och net an der Resolutioun. An dat sinn Ënnerstellungen, déi falsch sinn.

Plusieurs voix.- Zum Vott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun N°3 iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi drëtt Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco

Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn um Enn vun dëser Diskussioun ukomm. A mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar dem Projet de loi 6997, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert de penale Schutz vum Euro an aneren Devisë géint Fälschung.

5. 6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil

Rapport de la Commission juridique

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, mat dësem Gesetzesprojet a mam Gesetzesprojet...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Kolleeginnen, Kolleegen, et ass ganz schwéier fir de Rapporteur ze schwätzen, wann Niewendiskussioune gefouert ginn. Wann Der déi musst féieren, féiert se wann ech gelift dobaussen!

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Den Här Rapporteur huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Mam Gesetzesprojet 6997 setze mer eng europäesch Direktiv ëm, där hiert Zil et ass, d'Fälsche vum Euro ze verhënneren. An de Considérantë vun der Direktiv 2014/62 ass ze liesen, dass zënter dem Joer 2002, zënterdeem et also méiglech ass, an Euro ze bezuelen, e Schued vun enger hallwer Milliard Euro duerch gefälschtend Geld entstanen ass.

Op där enger Säit geet et bei dëser Direktiv drëm, d'Entreprisen an hir 330 Millioune Verbraucher am Euroraum viru finanzielle Perten ze schützen. Op där anerer Säit geet et drëm, d'Vertrauen an den Euro, der zweetwichtegster Wärung op der Welt, ze garantéieren.

D'Direktiv obligéiert d'Memberlänner, gewëssen Infraktiounen iwwert d'Fälsche vu Suen an hirem Code pénal virzegesi souwéi och minimal Sanktiounen anzeféieren. Da sollen d'Ermëttler, dat heescht d'Police an der Haaptsaach, déi néideg Moyene kréien, fir iwwert déi Infraktiounen ze enquêtéieren. An d'Memberstate ginn ausserdeem opgeruff, Statistiken iwwert d'Zuel vun Infraktiounen, déi mam Fälschen ze dinn hunn, ze féieren.

Déi zwee lescht Punkte ginn allerdéngs net an dësem Gesetz traitéiert.

Här President, mat deem heite Gesetz ännere mer just punktuell eise Code pénal an eise Code de procédure pénale. D'Gesetz, dat mir hoffentlech haut alleguerte stëmme wäerten, huet nëmmen zwee Artikelen, well eis aktuell Gesetzgebung scho largement d'Exigenze vun der Direktiv, mä och vun aneren internationalen Texter wéi der Genfer Konventioun vun 1929 respektéiert.

Mir hunn awer vun dësen Ännerunge profitéiert, fir d'Kapitelen I bis III an hir Disposition commune am Titel 3 vum Livre II vum Code pénal nei ze strukturéieren. Mir ersetzen also heimadder d'Artikelen 160 bis 192-2 vum aktuelle Code pénal duerch dräi nei Kapitelen.

Am Kapitel I, Artikelen 160 bis 166, präziséiere mer, dass mer mat „Wärung", dem franséische Wuert „Monnaie", souwuel Pabeier wéi metalle Wärunge verstinn. Do derbäi kommen dann och nach d'Definitioune vun den Instruments de paiement corporels an d'Titren, also Wäertpabeieren, fir déi och déi nämlecht Sanktioune gëlle wéi déi fir d'Fälsche vu Suen. An zwar gesäit eise Code pénal Prisongsstrofen tëschent 10 a 15 Joer fir d'Fälsche vu Suen, vu Paiementsinstrumenter a Wäertpabeiere vir.

Dat si streng Strofen, Här President, allerdéngs och justifiéiert, wann ee bedenkt, wivill Schued esou Infraktiounen uriichten, a wann ee bedenkt, dass et sech hei ëm ganz sophistiquéiert Kriminalitéit, oft och Bandekriminalitéit handelt. Manner streng gëtt d'Participatioun an d'Hëllef zu de viregten Infraktioune bestrooft souwéi och d'Tentative. Mä ëmmerhin, et riskéiert een awer och hei eng Prisongsstrof vu bis zu fënnef Joer.

Am neie Kapitel II geet et ëm d'Fälsche vu staatleche Sigelen, vun Timberen, Dréck a Marken. Och hei gëllen déi nämlecht Strofe wéi bei Suen oder Wäertpabeieren.

Am drëtte Kapitel da regele mer d'Strofe fir de Fall, wou een institutionell Maschinnen, also legal Printinstrumenter benotzt huet, fir Fälschungen hierzestellen oder zum Beispill wann et ëm Sue geet, déi net gefälscht goufen, mä eigentlech nach net dierften an d'Zirkulatioun bruecht ginn.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech wëll net ze laang ginn an ech weess, dass dat lech freet. Fir d'Detailer erlaben ech mer, op de Rapport vun der Kommissioun ze verweisen. Mir erreeche mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv zwar net eng eenheetlech penal Gesetzgebung am Beräich vun der Fälschung vu Suen am Euroraum, mä mir erweideren awer hei op europäeschem Niveau de Katalog vu méigleche Sanktiounen a stäerken eis Mëttelen am Kampf géint dës Form vu Kriminalitéit.

Ech wëll och nach derbäifügen, dass et eng gewëssen Urgence gëtt, fir dës Direktiv ëmzesetzen, well mer schonn hei a Verzuch sinn an, mengen ech, och en Avertissement kruten, soudass ech lech da géif Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet. Voilà!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).-* Merci, Här President. Mir soen dann och dem Rapporteur, dem Franz Fayot, Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. D'Zoustëmmung vun der LSAP hu mer. D'Madamm Beissel fir d'DP.

Mme Simone Beissel *(DP).-* Jo, Här President, ech ralliéiere mech. Et wär vill ze soen an dësem interessante Projet, mä vu dass den Här Fayot, deem ech Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, an dëser awer technesch komplizéierter Matière dat ganz gutt presentéiert huet, ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. D'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Villmools Merci, Här President. Mir schléissen eis deem un. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi a si komplett d'accord mat allen Dispositiounen, déi en enthält.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Den Här Reding hätt ech hei stoen. Ech ginn dervun aus, dass den...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Ech ginn och den Accord vun eiser Säit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci gesot. An dann, mengen ech... Den Här Baum wénkt och den Accord. Domat huet den Här Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.-* Ech hunn de Wierder vum Rapporteur näischt drunzehänken, ausser dass ech dem Franz Fayot wëll Merci soen, wéi och der gesamter Commission juridique, fir déi héich Vitesse, mat där se dëse Projet evakuéiert kritt huet. Mir sinn doriwwer ganz frou. An ech soen och der Chamber Merci fir d'Eestëmmegkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Justizminister. Mir kënnen dann direkt zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6997 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer: 59-mol Jo, keng Abstentiounen a keng Negativstëmmen. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6997 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Octavie Modert), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott unzefroen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

Merci. An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

Sommaire des séances publiques n^os^41, 42 et 43

41e séance

Ouverture de la séance publique p. 555

Ordre du jour p. 555

Discours de M. le Président p. 555

Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen p. 555-556

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 556-557

2) Question posée par le groupe politique CSV p. 557

3) Question posée par le groupe politique DP p. 557

4) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 557-558

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng» p. 558

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk» p. 558-559

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier p. 559-561

7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015 p. 562-563

6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail p. 563-565

42e séance

Ouverture de la séance publique p. 566

Communications p. 566

Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen p. 566-567

7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 567-574

7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016 p. 574-575

7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016 p. 575-576

7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère p. 576-577

7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation p. 577-578

43e séance

Ouverture de la séance publique p. 578

Communications p. 578-579

Ordre du jour p. 579

Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne p. 579-591

6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil p. 591

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3037	Max Hahn	Contournement Dippach-gare
3041	Laurent Mosar	Accord européen pour installer des milliers de points d'accès à l'internet sans fil gratuits (WiFi4EU)
3042	Max Hahn	Ligne de bus 215 (Luxembourg-Bascharage)
3047	Martine Hansen, Emile Eicher	Tour de France
3048	Max Hahn, Claude Lamberty	Accès du site universitaire de Belval en transports en commun
3055	Josée Lorsché	Accidents de la route de type «car dooring»
3056	Max Hahn, Gusty Graas	Refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b
3057	Laurent Mosar	Crise diplomatique d'une grande partie du monde arabe avec le Qatar
3058	Laurent Mosar, Gilles Roth	Impôt sur le revenu des capitaux
3059	Claude Lamberty, Gilles Baum	Cours à l'École nationale d'éducation physique et des sports
3061	Jean-Marie Halsdorf	Harcèlement au sein de l'Armée luxembourgeoise
3062	Marcel Oberweis	Dangers de l'aluminium dans l'alimentation
3064	Fernand Kartheiser	Enquêtes du Statec
3065	Fernand Kartheiser	Affectation des AWACS par l'OTAN
3066	Marco Schank	Don du sang
3067	Gusty Graas	Carcasses de train de fret belge
3068	Claude Adam, Josée Lorsché	Files d'attente pour motocyclettes, s-bikes et autres véhicules à deux roues dans les stations de contrôle technique
3069	Laurent Mosar, Gilles Roth	Contrôles policiers
3070	Max Hahn	Transport de vélos dans les bus et les trains
3071	Laurent Mosar	Possible escalade militaire dans le cadre de la crise diplomatique du Golfe
3072	Fernand Kartheiser	Enseignants de musique
3073	Fernand Kartheiser	Achat en ligne de pilules abortives
3074	André Bauler	Shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges
3076	Georges Engel	Circulation interfiles des deux- ou trois-roues
3077	Claude Adam	Comités des élèves
3079	Roy Reding	Compétences linguistiques du futur directeur de l'Université du Luxembourg
3080	Josée Lorsché	Groupe de travail sur la coopération transfrontalière en matière de mobilité
3081	Josée Lorsché	Abonnements ferroviaires transfrontaliers (Belgique - Luxembourg)
3082	Gusty Graas	Impact environnemental de la production de voitures électriques
3084	Franz Fayot	Inventaire supplémentaire des immeubles à protéger
3085	Gilles Roth, Diane Adehm	Règlement grand-ducal du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental
3086	Marc Lies	Présidence du Fonds du logement
3087	André Bauler	Mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch
3088	Laurent Mosar	Possible retour temporaire de réfugiés dans leur pays d'origine
3091	Michel Wolter	Compensations attribuées à la commune de Sanem comme contrepartie du Centre pénitentiaire Uerschterhaff
3092	Marc Lies	Fonctionnement interne du Fonds du logement
3093	Roy Reding	Rapports de réunion du Fonds du logement
3094	Taina Bofferding	Règles relatives à la fermeture exceptionnelle d'écoles fondamentales et de lycées
3095	Fernand Kartheiser	Antisémitisme dans les écoles
3096	Gilles Roth, Diane Adehm	Nouvel horaire des CFL
3098	Martine Mergen	Centrale nucléaire de Cattenom
3099	Fernand Kartheiser	Comité d'élèves
3100	Fernand Kartheiser	Manque de personnel dans le secteur des soins
3101	Fernand Kartheiser	Recherche sur les cellules souches embryonnaires
3103	Aly Kaes	Développement des transports publics
3104	Laurent Mosar, Gilles Roth, Diane Adehm	Imposition des associations sans but lucratif
3105	André Bauler	Trafic à Saeul
3106	Gilles Roth, Diane Adehm	Renard dans les villes
3107	Max Hahn, Claude Lamberty	MBox
3108	Marcel Oberweis	Réglementations européennes de l'agriculture biologique
3110	Marcel Oberweis	Interdiction des néonicotinoïdes
3111	Roy Reding	Perte de communication avec un satellite de la SES
3113	Marc Spautz	Compte épargne-temps
3115	Serge Wilmes	Système CITA
3117	Gérard Anzia, Claude Adam	Droits d'inscription relatifs au brevet de maîtrise
3118	Gilles Baum	Éventuelle annexe de l'École européenne à Junglinster
3119	Marc Lies	Reproches d'irrégularités au Fonds du logement
3121	Françoise Hetto-Gaasch	Principe du «système tirette»
3122	Marco Schank	Ligne de bonne conduite administrative
3126	Max Hahn, Claude Lamberty	Pistes cyclables à panneaux électriques
3127	Gilles Roth	Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale
3129	Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Nouveaux horaires de la ligne 30 Luxembourg-Wasserbillig
3131	Marco Schank, Serge Wilmes	Tramway engazonné
3132	Martine Hansen, Marco Schank	Contrôle du lait cru
3133	André Bauler	Délestage de kérosène
3135	Marcel Oberweis	Risques de propagation d'incendie dans les galeries souterraines sur le site d'enfouissement de Bure à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne
3138	Françoise Hetto-Gaasch	Voie d'urgence
3140	Marco Schank	Aide financière étatique aux bibliothèques publiques
3142	Nancy Arendt	Viol commis sur un enfant de moins de seize ans
3145	Laurent Mosar	Flux migratoire
3146	Fernand Kartheiser	Langues utilisées par le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster
3147	Laurent Mosar	Implantation de la société Google au Luxembourg
3148	Fernand Kartheiser	Extrême gauche
3149	Martine Hansen	Accréditation d'institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises
3150	André Bauler	CEDIES
3153	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire
3156	Laurent Mosar	4e directive antiblanchiment
3157	Martine Hansen, Gilles Roth	Loup
3158	Marc Spautz	Traitements contre le cancer
3162	Alex Bodry	Conseil national de justice
3166	Marc Spautz	Réforme de la loi sur la protection de la jeunesse
3167	Nancy Arendt	Concept «Bewegte Schule und Maison relais»
3168	Diane Adehm, Gilles Roth	Revendications de l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes
3172	Jean-Marie Halsdorf	Mélatonine
3177	Josée Lorsché	Vol de vélos
3180	Léon Gloden	Transfert et traitement des données des dossiers passagers aériens
3181	Diane Adehm, Gilles Roth	Délais d'attente aux installations IRM
3191	Laurent Mosar	Crise politique au Venezuela
3195	Gast Gibéryen	Offices sociaux

Question 3037 (30.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement Dippach-gare:**

L'arrêt de la Cour d'appel concernant le contournement de Dippach-gare devrait être prononcé prochainement. À ce point, il sera probablement connu si les travaux de construction pourront commencer ou non.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état d'avancement de ce projet?

- Dans le cas où l'utilité publique du projet était reconnue, un appel d'offres serait-il prêt à être lancé?

- Le cas échéant, quand les travaux du contournement de Dippach-gare pourraient-ils débuter? Quelle serait la durée du chantier?

- Est-ce qu'une connexion à la piste cyclable PC38 pourrait être prévue?

- Monsieur le Ministre juge-t-il utile de mettre en place un parking du type «Park and Ride» entre le contournement et la gare de Dippach afin d'inciter la multimodalité?

- Quand est-ce que la procédure d'expropriation a été lancée?

- Le Gouvernement est-il disposé à modifier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique afin de l'accélérer?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations au sujet de l'état actuel du contournement routier du passage à niveau PN5 de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange à Dippach-gare.

L'arrêt de la Cour administrative, confirmant le jugement du tribunal administratif du 19 janvier 2017 rejetant le recours d'un propriétaire quant à la déclaration d'utilité publique par arrêté ministériel du 28 janvier 2015 pour ne pas être fondé, a été prononcé le 22 juin 2017. Cet arrêt clôture les procédures devant les juridictions administratives et l'utilité publique du projet est reconnue.

Les mesures préparatoires relatives à la procédure d'expropriation ont été lancées en 2013 par la publication des plans à la maison communale à Dippach. Parallèlement les propriétaires concernés ont été informés par un courrier individuel conformément à l'article 10 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'arrêté ministériel du 28 janvier 2015, déclarant l'utilité publique et approuvant le plan parcellaire, a été publié le 9 février 2015 au Mémorial A n°19.

La procédure sur les expropriations est réglée par deux lois en s'appuyant sur l'article 16 de la Constitution, à savoir la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi du 16 août 1967 sur la grande voirie de communications et le Fonds des routes. Le droit fondamental à la protection de la propriété privée doit être respecté par tous les textes de loi. Toutefois, le droit de propriété n'est pas absolu. Son exercice n'est protégé par la loi qu'autant qu'il ne se révèle pas abusif et qu'il ne rompt pas l'équilibre entre la protection du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général.

Je rappelle que depuis la révision constitutionnelle du 24 octobre 2007, le Constituant a renoncé à la condition du versement d'une indemnité préalable à l'exproprié, ce qui permet à l'État de réagir dans des délais respectables et raisonnables et ceci en fonction des juridictions administratives et civiles. Par conséquent, il n'y a pour le moment pas d'urgence de modifier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique afin de l'accélérer, d'autant plus qu'elle est similaire aux législations française et belge. En fait, la législation actuelle permet l'envoi en possession des terrains concernés dès versement d'une indemnité provisionnelle, de sorte que les travaux peuvent débuter avant que les experts judiciaires n'aient réalisé l'évaluation définitive des terrains concernés.

En ce qui concerne l'avancement des études du projet de contournement de Dippach-gare, l'élaboration de l'avant-projet détaillé est actuellement en cours. Après les études géotechniques, qui restent à être réalisées sur les terrains qui ne sont pour le moment pas en possession de l'État, le dossier de soumission sera élaboré de sorte que les travaux pourront probablement être mis en soumission en 2018. Le début des travaux du contournement d'une durée prévisible de 2,5 ans est donc actuellement estimé pour la fin de l'année 2018.

La nouvelle PC38, qui doit faire la liaison entre la PC6 à Pétange et la PC1 à Luxembourg-ville, via Bascharage-gare, Dippach-gare et Helfenterbruck, est actuellement en cours d'étude. Différentes variantes de tracé à Dippach-gare sont actuellement en cours d'analyse, dont une variante traverse le contournement de Dippach en dénivelé pour rejoindre le lieu-dit «Gréiwelser Barrière».

Quant à la mise en place d'un parking du type «Park and Ride», la stratégie du Gouvernement prévoit la réalisation de parkings relais d'envergure à des interconnexions stratégiques entre le trafic motorisé et le train respectivement le bus, et ceci sur les différentes pénétrantes vers l'agglomération de la ville de Luxembourg.

En complément, des parkings relais locaux sont prévus auprès des gares ferroviaires ou sur certains axes routiers pour inciter les gens de «proximité» de transborder vers le train ou le bus.

En ce qui concerne le corridor de la route nationale N5, un parking relais d'envergure est en cours de planification par les CFL à Rodange. D'après la stratégie du ministère, des parkings relais complémentaires de moindre envergure sont à prévoir aux gares ferroviaires le long de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange. Pour le cas de Dippach-gare, une telle planification doit encore être lancée.

Question 3041 (31.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord européen pour installer des milliers de points d'accès à l'internet sans fil gratuits (WiFi4EU):**

Lors de l'état de l'Union 2016 de la Commission européenne, en septembre dernier, son président, Jean-Claude Juncker, a présenté une révision de la réglementation européenne en matière de télécommunications. Celle-ci proposait de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins grandissants de connectivité des Européens et accroître la compétitivité européenne.

La Commission a présenté trois objectifs stratégiques, dont celui des points d'accès à l'internet sans fil (wi-fi) gratuits dans les collectivités locales de l'Union européenne. Pour atteindre cet objectif stratégique, la Commission a proposé l'initiative «WiFi4EU». Cette nouvelle initiative donne la possibilité à toutes les collectivités locales intéressées de proposer une connexion wi-fi gratuite à tous, par exemple à l'intérieur et autour des bâtiments publics, des centres de santé, des parcs ou d'autres lieux publics.

Le 29 mai, le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont conclu un accord politique sur l'initiative WiFi4EU et son financement pour l'installation de points d'accès wi-fi gratuits dans les communautés locales de l'UE. L'accord politique comprend l'engagement des trois institutions à veiller à ce qu'un montant global de 120 millions d'euros soit affecté au financement des équipements pour les services wi-fi publics gratuits dans 6.000 à 8.000 municipalités dans tous les États membres. Les sources spécifiques du financement seront finalisées dans des discussions législatives en cours.

Une fois le système mis en place, les autorités publiques locales souhaitant offrir une connexion wi-fi dans les zones où une offre publique ou privée similaire n'existe pas encore pourront demander un financement par un processus simple et non bureaucratique. Une subvention attribuée sous forme de bons sera utilisée pour acheter et installer des équipements wi-fi de pointe, tandis que l'autorité publique couvrira les coûts de fonctionnement de la connexion elle-même. Comme l'a déclaré Jean-Claude Juncker, l'initiative WiFi4EU contribuera à la vision d'avoir «chaque village européen et chaque ville doté d'un accès Internet sans fil gratuit autour des principaux centres publics d'ici 2020».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette initiative WiFi4EU?

- Comment le Gouvernement entend-il assister les administrations communales et autres organes publics dans leurs démarches administratives concernant les demandes de financement pour l'installation de points d'accès locaux et sans fil à l'internet?

- Quels sont les risques, notamment liés au piratage informatique et à la cyberintrusion, auxquels les internautes s'exposent en se connectant à ces wi-fi publics?

Réponse (14.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Le Gouvernement soutient la politique de la Commission européenne en faveur du marché intérieur numérique et des infrastructures permettant une connectivité à ultra-haut débit. Dans ce contexte, il s'est également exprimé en faveur de l'initiative de la Commission européenne WiFi4EU visant à soutenir la mise en place de points d'accès wi-fi de haute qualité à travers l'Union.

L'État a lui aussi mis en place des accès wi-fi gratuits ouverts au public dans les administrations. Un nouveau projet est actuellement en cours visant à installer des accès wi-fi dans les commissariats de police. Dans le même sens j'encourage les communes à installer des accès wi-fi ouverts au public dans les lieux particulièrement fréquentés, par exemple aux places centrales des villes, aux lieux touristiques et dans les centres culturels et sportifs. L'amélioration de la connectivité est un des objectifs de l'initiative Digital Lëtzebuerg. Déjà lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015, des points d'accès wi-fi ouverts au public avaient été mis en place dans les deux principales villes du pays, et ces points d'accès sont restés opérationnels après la présidence. Les accès wi-fi contribuent aussi à délester les réseaux mobiles.

En ce qui concerne l'initiative de la Commission, après l'accord intervenu au niveau de la procédure législative européenne, il restera à mettre en place certaines règles d'exécution. Un premier appel à propositions n'aura pas lieu avant la fin de l'année. Il est notamment prévu de fixer des minima et maxima à attribuer par État membre. L'enveloppe qui sera disponible pour le Luxembourg n'est pas encore connue à l'heure actuelle. Les points d'accès Internet qui seront mis en place par les communes grâce au cofinancement de l'Union européenne devront permettre un accès gratuit et performant, respectant des critères stricts de qualité.

Les démarches administratives devraient rester simples et les communes intéressées trouveront les informations sur le site «ec.europa.eu/digital-single-market/en/policies/wifi4eu». Le Gouvernement a contacté le Syvicol avec lequel il se concertera au sujet des besoins éventuels des communes.

Les risques encourus par les utilisateurs de ces points d'accès seront en principe les mêmes qu'en cas d'utilisation d'autres points wi-fi accessibles au public. Il existe des standards en la matière pour sécuriser les communications, tels que le SSL. Dans le cas des accès wi-fi de l'État, les communications sont chiffrées. À cette fin l'utilisateur doit introduire un mot de passe qui sert à sécuriser la session wi-fi et à éviter que des cybercriminels puissent intercepter ses communications. Bien-sûr les bonnes pratiques d'utilisation d'Internet restent valables, dont notamment l'importance de bien veiller à fréquenter des sites qui disposent d'un chiffrement SSL.

Pour les points d'accès WiFi4EU, la Commission prévoit que les utilisateurs devront s'identifier. Mais il suffira qu'un individu s'identifie une seule fois quand il accède la première fois un point d'accès WiFi4EU. Ensuite il sera reconnu automatiquement quel que soit le point WiFi4EU qu'il utilisera dans toute l'Europe.

Question 3042 (31.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne de bus 215 (Luxembourg-Bascharage):**

La ligne de bus 215 (Luxembourg-Bascharage) a été raccourcie au mois de février afin de minimiser les retards observés auparavant.

Désormais cette ligne termine son parcours à l'arrêt «Centre-Charlys Gare» et ne dessert plus le Kirchberg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des statistiques quant aux retards accumulés avant et après la refonte du tracé?

- Le cas échéant, un recul significatif des retards encourus est-il observable?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre compte faire installer, sur les arrêts de ce tracé, des panneaux d'information en temps réel?

- Est-il prévu d'aménager des couloirs réservés aux bus additionnels sur ce tracé?

- Comme l'ont demandé les autorités communales de la commune de Dippach, serait-il possible de transformer la voie de dépassement au niveau du «Dippecherbierg» en couloir réservé aux bus?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, je me permets de renvoyer, d'une part, à ma réponse à la question parlementaire n°2788 de l'honorable Monsieur le Député Yves Chruchten tout en ajoutant, d'autre part, les informations suivantes.

Avant le changement d'horaire, les retards des courses d'autobus en particulier aux heures de pointe matinales s'accumulaient jusqu'à 50 minutes de retard au terminus.

Depuis le nouvel horaire établi par mes services, les courses fonctionnent avec deux profils différents dans la mesure où la durée de la course prévue à l'horaire est plus longue pour les heures de pointe que pour les heures creuses. Nos statistiques, disponibles individuellement et donc retraçables en détail depuis le fonctionnement du système de télématique «en temps réel», montrent une situation améliorée. Ainsi, pendant une semaine entière au cours du mois de juin 2017, les bus affichaient un retard moyen de 3'57'' (les minimums et maximums étant de respectivement 04'' et 7'41'') dans une direction et un retard moyen de 1'54'' (minimums et maximums 09'' et 6'05'') dans l'autre direction.

En ce qui concerne l'installation de panneaux d'information sur ce tracé, le Verkéiersverbond prévoit de placer un tel affichage reprenant le temps réel des lignes de bus RGTR au niveau de la Place Schuman à Bascharage.

L'opportunité de l'aménagement d'un couloir réservé aux bus sur la route nationale N5 au niveau du «Dippecherbierg» est actuellement traitée au sein du groupe de travail «couloirs bus» en analysant les avantages ainsi que les gains de temps d'un tel aménagement pour les bus de ligne par une étude spécifique.

Question 3047 (01.06.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **Tour de France:**

Selon une lettre officielle du Ministère de l'Éducation nationale, Monsieur le Ministre invite les autorités scolaires «à soutenir par tous tes moyens appropriés les classes qui, sur initiative d'un enseignant ou d'un groupe d'enseignants, désirent marquer leur présence sur le parcours du Tour (Tour de France)». Selon les arguments du ministre, le passage du Tour de France à travers une partie du territoire du Luxembourg pourra constituer «une formidable opportunité pour élaborer un projet pédagogique ou des activités didactiques en relation avec la thématique de la Grande Boucle».

Dans la mesure où les enseignants organisent fréquemment des projets pédagogiques et ceci en absence d'un appel de la part du Ministère, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Selon quels critères Monsieur le Ministre décide-t-il de faire un appel aux autorités scolaires que ces dernières soutiennent par tous les moyens appropriés la participation de leurs classes à une manifestation?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait un appel similaire pour d'autres manifestations sportives ou culturelles? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser l'expression «soutenir par tous les moyens appropriés»?

Réponse (04.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Tour de France fait partie de l'histoire luxembourgeoise. Les exploits de nos quatre vainqueurs de la Grande Boucle se sont imprégnés dans la mémoire collective de notre pays. Et chaque année, une grande partie des habitants du Luxembourg suivent de près cette manifestation sportive qui constitue annuellement le moment phare du cyclisme. Or, n'oublions pas que le cyclisme joue un rôle important dans le concept de la mobilité douce qui se répand de plus en plus dans nos villes et nos villages.

Cette année-ci, le Tour de France traverse notre pays. Il revêt donc une évidence que cette manifestation est à thématiser dans nos écoles. Moyennant ma circulaire aux autorités scolaires, j'ai invité ces dernières à soutenir des projets et sorties didactiques planifiés par les enseignants dans ce contexte, éventuellement en permettant des expositions, en mettant à disposition un autobus et des collations, ou bien en prenant les mesures de sécurité adéquates lors de balades en bicyclette, en prévoyant des endroits précis pour les classes qui vont suivre la course.

D'ailleurs, je profite de l'occasion pour signaler que le Tour de France figure dans nos manuels officiels de Français comme sujet à traiter. De même, à partir de la rentrée à venir, le plan d'études de l'Enseignement fondamental proposera également des activités à bicyclette et définira des objectifs en la matière. Et pensons également aux nombreuses «coupes scolaires» qui sont organisées à travers tout le pays en étroite collaboration avec la Police grand-ducale. Nul ne met en doute la nécessité et l'importance de ces actions.

Question 3048 (01.06.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**accès du site universitaire de Belval en transports en commun:**

Avec l'Université du Luxembourg sur le site d'Esch/Belval qui a été très positivement évaluée récemment, il va de soi qu'une large offre de transports en commun sera nécessaire afin de promouvoir le développement durable de cette région. Or, la ligne RGTR 332 Belval-Dippach-Arlon a été supprimée le premier août 2016 après que des comptages effectués ont révélé une basse fréquentation de cette ligne.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter une stratégie de transport en commun visant à faciliter l'accès au site universitaire de Belval?

- Au vu des développements récents, la population estudiantine résidant à l'ouest du pays est moins bien reliée au site de Belval qu'auparavant. Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'une ligne de bus avec un trajet remodelé et plus adapté aux besoins des utilisateurs serait en mesure de combler cette lacune?

Une telle ligne de bus pourrait-elle également desservir le centre d'Esch-sur-Alzette?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il échet de préciser tout d'abord que l'université au site d'Esch/Belval est stratégiquement bien située à côté de la gare Belval-Université qui est desservie de manière extrêmement efficace avec la ligne CFL 60 circulant toutes les 15 minutes.

L'été dernier, seules deux lignes RGTR ont dû être supprimées à défaut d'un nombre suffisant d'usagers, dont la ligne 332 Arlon-Dippach-Belval, après avoir fonctionné pendant un an.

Je me permets de rappeler à ce sujet ma réponse à la question parlementaire n°2254 du 27 juillet 2016 de Monsieur le Député Max Hahn.

Cependant, il échet de noter que pour la rentrée en septembre, une nouvelle ligne RGTR est planifiée, destinée à prendre son départ à Steinfort pour rejoindre le site Belval via Mondercange.

Or, il n'est pas prévu de desservir le centre d'Esch-sur-Alzette avec une telle ligne au motif que les lignes du TICE comblent déjà cette offre locale.

Enfin, il y a lieu de ne pas oublier dans ce contexte le projet du BHNS dans la région Sud, qui augmentera sans doute l'attractivité de la connexion entre le site de Belval et les localités avoisinantes dans le futur.

Question 3055 (02.06.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **accidents de la route de type «car dooring»:**

Les cyclistes roulant en milieu urbain font souvent face au danger de se faire heurter par une portière ouverte subitement et sans discernement par un automobiliste. Ce genre de collision ne laisse aucune chance aux cyclistes et peut provoquer de graves blessures.

De tels accidents sont tellement fréquents qu'il existe un terme spécial pour les définir: le «car dooring».

Afin de permettre aux cyclistes d'éviter de s'exposer aux ouvertures de portières, la France a, par le biais d'un décret[1], modifié son Code de la route de façon à ce que les cyclistes soient autorisés de s'écarter des véhicules en stationnement sur le bord droit de la chaussée s'ils roulent sur une voie où la vitesse est limitée à 50 km/h ou moins. En même temps, le décret a autorisé le chevauchement d'une ligne continue pour le dépassement d'un cycliste sur le bord droit de la chaussée.

Aux Pays-Bas, un pays où l'utilisation du vélo est très courante, les auto-écoles enseignent systématiquement une méthode qui permet d'éviter le «car dooring». Elle consiste à ouvrir la portière de la voiture avec la main qui en est la plus éloignée. Ainsi, si un automobiliste est assis du côté gauche de la voiture, il est tenu d'ouvrir la porte en se servant de la main droite. Ce geste l'oblige de se retourner et de regarder par-dessus de l'épaule de sorte qu'il remarque tout cycliste qui s'approche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant le nombre d'accidents de type «car dooring» qui se sont produits sur nos routes dans les dernières années?

2. Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures de prévention de ce type d'accident à l'instar des exemples cités? Dans l'affirmative, quelles seront exactement ces mesures?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les données d'accidentalités dans le bilan annuel des accidents de la route sont établies sur base des procès-verbaux dressés par la Police grand-ducale à la suite de tout accident corporel où elle est appelée. Ces données, une fois anonymisées, sont analysées et commentées par le Département des transports. Le phénomène du «car dooring» n'y est pas discernable.

Lors de l'apprentissage du permis de conduire, les auto-écoles sont tenues d'enseigner les dispositions du Code de la route et notamment son article 169 qui stipule qu'il est interdit d'ouvrir la portière d'un véhicule, de la laisser ouverte sans nécessité ou de descendre du véhicule, sans s'être assuré qu'il ne peut en résulter ni danger ni gêne pour les autres usagers.

En ce qui concerne le franchissement du marquage sur la voie publique, le chevauchement de la ligne de sécurité en vue d'un dépassement est interdit sans aucune exception. Une dérogation à cette disposition s'avère contraire à la sécurité routière étant donné que les lignes de sécurité sont placées uniquement aux endroits où un chevauchement entraîne des risques considérables.

Question 3056 (02.06.2017) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b:**

Dans la réponse à la question parlementaire n°2846 du 28 avril 2017, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a donné une série de précisions concernant la refonte de la liaison directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg (ligne ferroviaire 60a). La ligne directe sera supprimée à partir du 10 décembre 2017. Par la suite les passagers venant de Volmerange-les-Mines devront changer de train à Bettembourg et ceux voyageant de Rumelange se verront obligés de changer à Noertzange.

Par le biais d'une résolution adoptée en date du 24 mai 2017, le conseil communal de Kayl a demandé au Gouvernement de «revenir sur sa décision de limiter à l'avenir systématiquement le trafic voyageurs de la ligne du Kayldall au tronçon Rumelange-Noertzange». En outre, il a suggéré des mesures afin d'améliorer la situation pour les passagers sur les tracés concernés. Hier, les communes de Dudelange, de Rumelange et de Kayl ont également revendiqué le maintien de cette connexion directe.

Partant nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si des statistiques concernant le nombre de passagers existent pour cette ligne?

- Comment Monsieur le Ministre estime-t-il réagir à la résolution adoptée par la commune de Kayl et aux revendications des autorités communales mentionnées?

- Serait-il mené à repenser son intention de supprimer la ligne directe?

- Quelles suites Monsieur le Ministre estime-t-il donner aux recommandations formulées par le conseil communal de Kayl afin d'optimiser le trafic ferroviaire dans le sud du pays?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme déjà exposé dans ma réponse à la question parlementaire n°2846 du 16 mars 2017, et suite à la croissance exceptionnelle du nombre de voyageurs de 14 millions en 2005 à 22,5 millions en 2015, les CFL ont, à l'époque, pris différentes mesures pour répondre à la demande croissante. Ainsi, par exemple, un cadencement de quatre trains par heure a été introduit sur la ligne 60 en 2010. Suite à la mise à double voie de la ligne 70 de Pétange à Luxembourg en 2012, un cadencement de deux trains par heure en heures creuses ainsi qu'un cadencement de quatre trains en heures de pointe a été introduit. De même, sur la ligne du Nord (ligne 10), un cadencement généralisé de deux trains par heure, avec des renforts en heures de pointe, a été introduit en 2014.

Sur la ligne 30 en direction de Wasserbillig, un cadencement horaire a été introduit entre Luxembourg et Coblence en 2014. Finalement, un cadencement de six trains en heures de pointe a été introduit sur la ligne 90 en 2016. Des trains de nuit ont également été introduits en 2016.

Pour faire face à la demande et à l'offre croissante, 29 automotrices supplémentaires ont été mises en service entre 2010 et 2017, offrant au total 9.000 places assises supplémentaires.

Suite à la croissance exceptionnelle de la demande et de l'offre, les CFL doivent faire le constat d'un réseau saturé qui fait face à des goulots d'étranglement principalement en gare de Luxembourg ainsi que sur les lignes 60 (Luxembourg - Bettembourg - Esch-sur-Alzette - Pétange - Rodange) et 90 (Luxembourg - Thionville - Nancy), avec des répercussions sur la ponctualité depuis 2014.

Ainsi, un des objectifs principaux retenus pour l'établissement des futurs horaires était l'augmentation des réserves inhérentes dans l'horaire par une adaptation des temps de parcours, des temps d'arrêt au terminus et des roulements du matériel roulant, ainsi que par le désengorgement des goulots d'étranglement.

Une des conséquences du désengorgement des goulots d'étranglements est la transformation du train direct de Rumelange en navette Rumelange-Noertzange avec une coordination des trains en direction de la gare de Luxembourg assurée à Noertzange. Tous sens confondus, 90 personnes par jour sont impactées par cette mesure.

Quant à la demande formulée par le conseil communal de Kayl d'optimiser le trafic ferroviaire dans le sud du pays, la nouvelle liaison transversale entre la ligne 10 et la ligne 60 rendra possible un accès accéléré du plateau de Kirchberg via le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg une fois par heure sans changement de trains. De même, à partir du changement horaire en décembre 2017, le trajet Esch-sur-Alzette - Kirchberg pourra se faire en 36 minutes. De même, une liaison transversale entre la ligne 70 et la ligne 10 en heure de pointe sera introduite.

Suite aux entretiens avec les responsables communaux de Dudelange, le ministère a décidé d'introduire plusieurs nouvelles liaisons de bus et de renforcer les liaisons directes des trains restants.

Une nouvelle ligne de bus express entre la ville de Dudelange et le Kirchberg sera mise en service fin 2017, début 2018. Cette ligne complétera l'offre des transports publics à Dudelange qui disposera alors de connexions directes vers les différents centres d'activités de la région du Sud, ainsi que d'une bonne desserte locale entre Dudelange, les zones industrielles et Bettembourg, ainsi que vers les principaux pôles d'emploi de la ville de Luxembourg.

Par ailleurs, le début des travaux pour la construction de deux nouveaux quais avec quatre nouvelles voies à quai en gare de Luxembourg lancera l'extension de la gare de Luxembourg ce qui permettra, entre autres, l'exploitation systématique de liaisons transversales Nord-Sud et la liaison des pôles d'activités Nordstad - Kirchberg - Luxembourg - Howald - Esch - Belval.

Finalement, la construction de la seconde ligne Luxembourg - Bettembourg permettra de créer un cadencement de 30 minutes entre Luxembourg et Dudelange-Volmerange.

Question 3057 (07.06.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise diplomatique d'une grande partie du monde arabe avec le Qatar:**

En effet, ce sont avant tout le royaume d'Arabie saoudite, le royaume de Bahreïn, la République arabe d'Égypte ainsi que les Émirats arabes unis qui ont rompu le lundi 5 juin leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Ils rapprochent en l'occurrence à Doha de promouvoir le terrorisme islamiste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse politique relative à cette crise diplomatique sans précédent au sein du monde arabe?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conséquences politiques éventuelles quant aux relations de la diplomatie luxembourgeoise avec le monde arabe en général et le Qatar en particulier?

3. Monsieur le Ministre peut-il, enfin, me communiquer sa position relative au rôle politico-diplomatique de l'Union européenne dans cette crise?

Réponse (04.07.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Cette crise trouble encore plus une région déjà fortement fragilisée. Il convient cependant de noter qu'il ne s'agit pas là d'une «crise diplomatique sans précédent au sein du monde arabe».

Ainsi, la question palestinienne, les conflits en Syrie, en Irak, au Yémen ou en Libye nous rappellent que le monde arabe est actuellement traversé par une multitude de crises graves, simultanées et prolongées. Raison de plus pour résoudre d'urgence la crise en relation avec le Qatar afin d'éviter davantage de polarisation dans la région, ainsi qu'une amplification de conséquences connexes négatives. Il faut éviter une escalade de la situation. Hélas, force est de constater que l'embargo met à rude épreuve le fonctionnement du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Tout en sachant qu'il est bien plus facile de rompre les relations diplomatiques que de les rétablir par après, cette crise crée une situation dont toute la région risque de sortir perdante, en commençant par le CCG.

ad 2. Le Luxembourg maintient des relations diplomatiques normales avec le Qatar, avec les pays voisins du Qatar et les autres États membres du CCG. Nous souhaitons renforcer le dialogue politique et la coopération, y inclus sur les droits de l'homme, avec tous les États membres du CCG. J'ai des échanges de vues réguliers, au niveau bilatéral et multilatéral dans le cadre de la coopération UE-CCG, sur les préoccupations et priorités communes avec mes homologues des pays du CCG. Les relations entre tous les pays de la région devraient se fonder sur la Charte des Nations Unies et le droit international.

ad 3. L'UE exprime un intérêt fort pour la stabilité et l'unité dans la région du Golfe.

L'UE veut éviter que les pays du CCG soient exposés à des tensions internes, qui se rajouteraient aux tensions régionales, puisque ces pays sont des interlocuteurs et partenaires clés dans la lutte contre le terrorisme et pour trouver une issue à certains des conflits de la région, surtout en Syrie, en Libye et au Yémen.

Les 28 États membres encouragent tous les pays du Golfe à poursuivre la voie de la désescalade et à engager un dialogue politique sans préconditions en acceptant le rôle de médiation du Koweït. En cas de demande, l'UE est prête à aider et à accompagner les efforts de médiation. Du point de vue des 28, la région du Golfe dispose elle-même des ressources et de la sagesse nécessaire pour trouver une issue à cette crise. L'UE a l'intention ferme de maintenir des relations solides avec tous les pays du Golfe et les encourage à rétablir de bonnes relations de travail entre eux dans les meilleurs délais.

Question 3058 (08.06.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**impôt sur le revenu des capitaux:**

Les articles 146 et suivants de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu définit le régime des retenues d'impôt sur les revenus de capitaux. Tandis que l'article 146 fixe le champ d'application de ces retenues à la source au titre de l'impôt sur le revenu, l'article 147 détermine les exemptions de la retenue.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

[1] Décret n°2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement.

- Monsieur le Ministre peut-il approximativement déterminer le déchet fiscal global généré par ces exemptions de retenues à la source?

- Pourrait-il également nous chiffrer approximativement le déchet fiscal par catégorie d'exemption prévue audit article?

Réponse (03.07.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 147 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) délimite les revenus exempts de la retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux.

Les dispositions de l'article 147 L.I.R. découlent principalement de la directive 2011/96/UE du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents qui a remplacé la directive 90/435/CEE du Conseil, du 23 juillet 1990, concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents, ainsi que de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et de la loi du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés.

Cette mesure, qui concerne majoritairement les distributions de dividendes, est à voir dans le contexte historique de la double imposition économique des revenus. Ainsi, dans les relations entre les sociétés mère et filiales, le bénéfice réalisé par une filiale est imposé une première fois dans le chef de celle-ci pour être imposé une deuxième fois dans le chef de la société mère lors de la distribution de ce même bénéfice. Lorsque la société mère est à son tour détenue par une autre collectivité, et ainsi de suite, le même bénéfice réalisé à l'origine par la filiale se trouvant en bas de l'échelle subit une double, voire multiple imposition qualifiée d'imposition en cascade.

Dans le même ordre d'idées, les revenus alloués par une société d'investissement en capital à risque, un fonds d'investissement spécialisé, une société de gestion de patrimoine familial, un organisme de placement collectif ou encore un fonds d'investissement alternatif réservé ne sont pas passibles de la retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux mobiliers puisque celle-ci a été appliquée en amont sur les revenus touchés par ces organismes qui sont exclus du régime des sociétés mère et filiales.

En tenant compte de l'interprétation téléologique exposée ci-dessus de l'article 147 L.I.R., il n'est pas opportun d'évaluer un éventuel déchet fiscal, puisque la disposition légale a comme vocation d'éviter une double, voire une multiple imposition économique d'un même revenu dans le chef de plusieurs contribuables.

Dans cette logique, les formalités administratives se limitent à ce que le débiteur des revenus déclare que les différents critères de l'article 147 L.I.R. sont remplis et que, partant, aucune retenue d'impôt à la source n'est à opérer. Il s'ensuit qu'aucun montant n'est à saisir par l'Administration des contributions directes, faute de débit.

Question 3059 (08.06.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **cours à l'École nationale d'éducation physique et des sports:**

L'École nationale d'éducation physique et des sports (ENEPS) assure, à la demande et avec le concours du mouvement sportif, les formations qui sont sanctionnées par des brevets d'État.

Or, il nous revient qu'aucune formation spécifique à l'entraînement des athlètes en situation de handicap mental ou physique n'est actuellement offerte à l'ENEPS.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la situation décrite? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Existe-t-il une demande du milieu sportif pour dispenser de tels cours de formation?

- Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, soutenir les entraîneurs qui suivent une telle formation à l'étranger sous condition qu'ils soient licenciés au Luxembourg?

- Dans la négative, combien de personnes ont participé à ces cours de formation les cinq dernières années?

Réponse (30.06.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Messieurs les Députés a trait à l'offre de formation à l'École nationale d'éducation physique et des sports (ENEPS) et plus particulièrement à l'offre de formation à l'entraînement des athlètes en situation de handicap mental ou physique.

D'emblée il y a lieu de rappeler le contenu de l'article 9 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport qui stipule que l'ENEPS assure, à la demande et avec le concours du mouvement sportif, les formations qui sont sanctionnées par des brevets d'État.

En pratique la formation pour toute discipline sportive est divisée en deux parties, des modules généraux organisés par l'ENEPS sans concours de la fédération concernée et un module spécifique organisé à la demande et avec le concours de la fédération en question.

Actuellement l'ENEPS n'offre effectivement pas de module spécifique à l'entraînement des athlètes en situation de handicap faute de demande concrète par le milieu sportif concerné. Les modules généraux, parties intégrantes de la formation pour les entraîneurs de toute discipline sportive, et organisés par l'ENEPS tout au long de l'année, sont également ouverts aux personnes désirant entraîner des athlètes en situation de handicap.

Si une demande concrète ainsi qu'une masse critique pour un tel module spécifique nous parvient du mouvement sportif, l'ENEPS est disposée à mettre en place, avec le concours de la fédération impliquée, une telle formation.

Au cas où un intérêt de principe pour un tel module spécifique se dégagerait sans cependant parvenir à rassembler la masse critique nécessaire afin d'organiser une formation au Luxembourg, l'ENEPS aide la fédération en question, comme elle le fait d'ailleurs pour toute autre discipline sportive, afin de trouver une formation à l'étranger qui correspond au mieux au besoin. Dans ces conditions (défaut d'offre, défaut de masse critique au Luxembourg et demande préalable de la fédération), l'ENEPS prend à charge une partie des frais de la formation suivie à l'étranger.

À notre connaissance, il n'y a aucune personne qui a suivi une telle formation à l'étranger les cinq dernières années.

Question 3061 (12.06.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **harcèlement au sein de l'Armée luxembourgeoise:**

Le journal en ligne «rtl.lu» a publié un article le 31 mai 2017 sur la condamnation récente d'un sergent-chef de l'Armée luxembourgeoise pour harcèlement en 2015 de deux jeunes recrues.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'agit d'un cas isolé ou que des cas similaires sont à déplorer au sein de l'armée?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette situation pourrait aggraver le problème de pénurie au niveau du recrutement de jeunes recrues?

- Dans l'affirmative, quelles conséquences Monsieur le Ministre entend-il en tirer?

Réponse (12.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Le cas en l'espèce s'est déroulé en 2015 et est à considérer comme un cas isolé.

Un incident très récent est actuellement sous instruction disciplinaire. Les faits ont été dénoncés au ministère public par l'armée.

La décision de rejoindre l'armée dépend de motivations personnelles. Il va de soi que l'égalité de traitement, le respect d'autrui et la courtoisie sont des critères déterminants dans ce choix.

L'armée traite chaque cas de ce type avec rapidité, fermeté et transparence, selon les règles disciplinaires internes et en conformité avec la loi.

Des mesures éducatives et pédagogiques ont été prises depuis plusieurs années afin de promouvoir la prise de conscience de l'importance de la dimension du genre au sein du personnel de l'armée.

Dans ce sens, des agents du Ministère de l'Égalité des chances tiennent régulièrement à tous les niveaux des carrières de l'armée des séances de sensibilisation dans la thématique de l'égalité des chances, dont notamment les aspects de l'égalité au travail, la non-discrimination de genre, le harcèlement moral et sexuel ou comment concilier vie professionnelle et privée.

En outre, depuis mi-2016, les stagiaires militaires et civils de l'armée, toutes carrières confondues, suivent une formation sur le genre de six heures au sein de l'INAP. Cette formation fait partie intégrante de leur programme lors du stage.

Dans le cadre de la promotion et de la mise au premier plan de la dimension du genre au sein de l'armée, un officier du bureau du personnel de l'État-major de l'armée a été nommé membre suppléant pour représenter l'armée au sein du Comité interministériel de l'égalité des femmes et des hommes conformément à l'article 2, paragraphe 3 du règlement grand-ducal modifié du 31 mars 1996 portant création d'un Comité interministériel de l'égalité des femmes et des hommes et portant création des cellules de compétences en genre dans les ministères.

En outre, conformément aux articles 36 et 36-1 du statut général des fonctionnaires de l'État et du règlement grand-ducal du 5 mars 2004 fixant les modalités de désignation, les droits et les devoirs des délégués à l'égalité entre femmes et hommes au sein des départements ministériels et administrations, les différentes représentations du personnel de l'armée ont désigné chacune de leur côté en leur sein un délégué à l'égalité entre femmes et hommes afin de veiller à l'égalité de traitement des membres du personnel de l'armée et à la protection du personnel contre le harcèlement sexuel ou professionnel à l'occasion des relations de travail.

Question 3062 (12.06.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **dangers de l'aluminium dans l'alimentation:**

In Deutschland haben rezente Untersuchungen von Kantinenspeisen aus Aluminiumschalen erhöhte Aluminiumkonzentrationen festgestellt. Teilweise lagen die ermittelten Aluminiumgehalte über den erlaubten Grenzwerten. Wird zu viel Aluminium über die Nahrung aufgenommen, kann sich dies schädlich auf die Gesundheit auswirken, insbesondere bei Kleinkindern in den Tagesstätten sowie in der Grundschule.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister für Verbraucherschutz stellen:

1) Gibt es ähnliche Studien zu Kantinenessen in Luxemburg?

2) Wird Kantinenessen in Schulen, „maisons relais" und Kindertagesstätten in Aluminiumschalen ausgegeben?

3) Wenn ja, gedenken die Minister angesichts der vorliegenden Studien bezüglich der Essensausgabe an Kinder und Jugendliche strengere Kriterien anzuwenden?

Réponse commune (05.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Nach unserem Kenntnisstand gibt es keine diesbezüglichen Studien in Luxemburg.

Die Studie bezüglich unbeschichteter Aluminium-Menüschalen[1] wurde von dem deutschen Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR), das den Auftrag hat, die Bundesregierung in Fragen betreffend die Lebensmittelsicherheit und den gesundheitlichen Verbraucherschutz wissenschaftlich zu beraten, durchgeführt.

Eine solche Studie könnte nicht im gleichen Rahmen wie in Deutschland durchgeführt werden, da Luxemburg über keine vergleichbare Institution verfügt.

ad 2) In Luxemburg werden hauptsächlich wiederverwendbare Lebensmittelbedarfsgegenstände aus Edelstahl oder Keramik in Gemeinschaftseinrichtungen wie Kindertagesstätten, Schulen und Seniorenheimen verwendet. Aluminium-Menüschalen kommen nicht systematisch zum Einsatz. Im Falle von Außer-Haus-Verpflegung, dem sogenannten „repas sur roues", wird vermehrt auf Plastikgeschirr zurückgegriffen.

[1] http://www.bfr.bund.de/cm/343/unbeschichtete-aluminium-menueschalen-erste-forschungsergebnisse-zeigen-hohe-freisetzung-von-aluminiumionen.pdf

ad 3) Laut der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA)[2] ist der Anteil der Aluminiumaufnahme über Lebensmittelbedarfsgegenstände gering im Vergleich zur Aluminiumaufnahme über Lebensmittel im Hinblick auf die gesamte Aluminiumaufnahme von Verbrauchern.

Question 3064 (13.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **enquêtes du Statec:**

De Statec mécht naturgeméiss vill statistesch Erhiewungen, an dacks kréien d'Leit och Formuläre fir auszefëllen zougeschéckt. No dem Gesetz riskéiert ee souguer eng Geldstrof, wann een net op esou eng Enquête vum Statec äntwert. An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Ass dru geduecht, datt de Statec all seng Froebéi a Kommunikatiounen soll fir d'éischt an eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch erausschécken - eventuell niewent Iwwersetzungen an eis zwou aner administrative Sproochen?

2) Am Gesetz iwwert de Statec steet d'Méiglechkeet, Geldstrofen auszeschwätzen, wa Leit net op Froebéi äntwerten. Ass d'Regierung der Meenung, datt esou eng gesetzlech Dispositioun nach ëmmer sënnvoll ass?

3) Wéi dacks sinn, zënter datt dëst Gesetz besteet, esou Strofe verhaange ginn? Wéi dacks sinn dës Strofe bezuelt ginn a wéi dacks hu Geriichter missen agräifen, fir d'Geld anzedreiwen?

4) Ass d'Regierung der Meenung, wann esou Strofen da sollten, hirer Meenung no, méiglech bleiwen, datt eng Beruffungsprozedur muss existéieren, déi deene betraffene Leit muss an all Fall erkläert ginn?

5) Wann e Ministère oder de Statec eng Etüd un en anert Institut oder eng privat Firma weidergëtt/delegéiert, besteet dann awer d'Méiglechkeet vun enger Stroof, wann een dem Institut oder där Firma déi gefroten Äntwerten net gëtt? Wat wär heifir déi gesetzlech Basis a wéi wären an deem Fall d'Prozeduren?

Réponse (24.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

ad 1) Bei der Wiel vun de Sproochen ass de Statec beméit sech der Populatioun unzepassen, déi bei enger Ëmfro matmécht, sief dat Privatleit (Stéit) oder Betriber. Sou goufen et bei der leschter Vollekszielung 2011 Questionnairen op Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch. Fir d'Ëmfro „Tourismus" verschéckt de Statec Questionnairen a Bréiwer an den dräi administrative Sprooche vum Land, wéi och op Englesch. Dës véier Sprooche goufen och an der leschter Télefonsëmfro iwwert d'Sécherheet hei am Land benotzt. De Statec ass bestrieft, fir d'Questionnairen op d'mannst op zwou Sproochen unzebidden, an der Regel op Franséisch an op Däitsch. Et ginn awer och eng Rei Froebéi op Lëtzebuergesch, wéi zum Beispill dee fir d'Enquête iwwert d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, iwwert d'Akommes an d'Liewensbedéngungen oder iwwert d'Charakteristike vun den Haiser. De Statec suergt dofir, datt an Zukunft bei all Ëmfro de Begleetbréif och op Lëtzebuergesch mat verschéckt gëtt. Wat d'Froebéi ugeet, ass et d'Zil, fir am Kader vun den disponibele Budgetsressourcen méi e grousse Choix u Sproochen unzebidden. Et sief drop higewisen, datt bei verschidde Froebéi fir Betriber eng Lëtzebuerger Versioun net vill Sënn mécht, wéinst de villen technesche Begréffer aus dem plan comptable (Lux GAAP).

ad 2) D'Missioun vum Statec ass et qualitativ héichwäerteg Statistiken ze produzéieren. Fir datt dëst méiglech ass, musse vill Leit bei enger Ëmfro matmaachen. Nëmmen esou ka garantéiert ginn, datt déi publizéiert Donnéeë representativ a relevant sinn. Am Gesetz vun 2011 iwwert d'Organisatioun vum Statec steet de Prinzip, datt op d'Froe vun enger Ëmfro muss geäntwert ginn. Dëst legaalt Mandat fir d'Kollekt vun den Donnéeë steet och am „Code de bonnes pratiques", dee fir dee ganzen europäesche Statistiksystem gëlt an op deen dat Lëtzebuerger Gesetz vun 2011 sech bezitt. (http://www.statistiques.public.lu/fr/acteurs/statec/politiques/index.html). D'Geldstrofen, déi virgesi sinn, sinn déi lescht Etapp vun engem laange Prozess vu Relancen am Fall wou e Stot oder e Betrib net geäntwert hätt. Dozou gehéiere schréftlech Rappellen an ageschriwwe Bréiwer, Télefonsuriff a Virschléi, fir de Leit an de Betriber ze hëllefen.

ad 3) Et kënnt seele vir, dass de Statec keng aner Méiglechkeet méi gesäit vis-à-vis vun

[2] http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.2903/j.efsa.2008.754/epdf

enger Persoun oder engem Betrib, dee net wëll äntwerten. An deene puer Fäll mécht d'Police e Procès-verbal, deen dono un de Parquet geet. Vu datt de Parquet net verflicht ass, fir de Statec driwwer ze informéieren, wéi et mat der Prozedur wiedergaangen ass, ginn et keng Statistiken doriwwer.

ad 4) Et ass kee spezielle Recours virgesinn am Fall wou eng Persoun oder e Betrib net op d'Froe vun enger Ëmfro wëll äntwerten. An deem Fall spillt den droit commun an déi betraffe Persoun kann e Recours bei der zoustänneger Verwaltung areechen. An dësem Fall ass dat de Wirtschaftsministère (Artikel 1 vum Gesetz vum 10. Juli 2011). Wann déi betraffe Firma oder déi betraffe Persoun net Recht kitt, ka si e Recours virum Verwaltungsgeriicht maachen a Form vun enger administrativer Prozedur.

ad 5) Wann en anert Institut oder eng privat Firma eng Ëmfro am Numm vum Statec mécht, gëlle fir déi Leit a Betriber, déi kontaktéiert goufen, déiselwecht Regelen, wéi wann de Statec dës Ëmfro selwer géing duerchféieren. Geldstrofe sinn och hei méiglech, mä et ass un der Direktioun vum Statec, fir ze decidéieren ob eng Prozedur an d'Weeër geleet gëtt oder net.

Question 3065 (13.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**affectation des AWACS par l'OTAN:**

Um NATO-Sommet zu Bréissel vum 25. Mee 2017 gouf decidéiert, verstäerkt AWACS-Fligeren anzesetzen, déi duerch hir Radariwwerwaachung d'Kontroll an d'Gestioun vum Loftraum garantéiere sollen, dëst besonnesch am Kader vun der Koalitioun géint den IS am Irak an a Syrien.

An deem Zesummenhang géif ech gäre folgend Froen un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Gëtt duerch déi ëmmer nees erwisen Nëtzlechkeet vun den AWACS-Fligeren aktuell un en Ausbau oder eng Moderniséierung vun der NATO-Flott geduecht?

2. Ass et nach ëmmer esou, datt d'AWACS-Fligeren net iwwer Syrien fléien, fir hir Missioun ze erfëllen, oder huet sech dat elo geännert? Iwwer wéi eng aner Länner an där Regioun fléien déi Fligeren, z. B. iwwert d'Tierkei oder den Irak?

3. Ass dee verstäerkten Asaz vun AWACS-Fligere mat Méikäschte fir Lëtzebuerg verbonnen?

4. Wéi e Rôle hunn d'AWACS-Fligere vun der NATO an der Ukrain? Gëtt et e Loft- oder Buedemiwwerwaachungsrôle fir déi Fligere fir d'Ukrain an, wa jo, iwwer wéi enge Länner fléien déi Fligeren, fir déi Missioun kënnen ze erfëllen?

Réponse (11.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense:*

ad 1. Et gëtt tatsächlech un ee Moderniséierungsprogramm vun der NATO-AWACS-Flott geduecht. Et handelt sech ëm den „Final Lifetime Extension Program" (FLEP) deen et erlabe soll, dass d'Flott bis 2035 am Asaz bleiwe kann.

Et wäert awer net zu engem Ausbau vun der Flott kommen, bei där, no der Ausmusterung vun dräi Fligeren tëscht 2015 an 2018, nëmmen nach 14 Fligeren am Asaz bleiwen.

ad 2. Den Asaz beschränkt sech op Flich iwwer NATO-Territoire an internationale Gewässer. Syrien an den Irak ginn also net iwwerflunn.

ad 3. Déi zousätzlech Aufgaben am Kader vun der Koalitioun géint Daesh ginn an der Limitt vun den üüblechen, monatleche Fluchstonnen erfëllt, soudass et zu kenge Méikäschte kënnt.

ad 4. D'AWACS-Fligere fléien net an der Ukrain-t-elles.

Question 3066 (13.06.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **don du sang:**

Suite à une baisse alarmante des stocks de sang au Centre de transfusion sanguine (CTS) de la Croix-Rouge, cette dernière avait lancé mercredi de la semaine passée un appel urgent aux dons de sang. Cet appel a été suivi d'un véritable élan solidaire et le CTS vient de déclarer que les stocks sont à nouveau remplis.

En juin 2016, Madame la Ministre avait annoncé qu'afin d'éviter des pénuries de stocks éventuelles, elle envisagerait certaines mesures telles que le resserrement de l'intervalle entre deux dons, une augmentation des horaires d'ouvertures du Centre de transfusion sanguine, ou encore l'amélioration du travail lié à l'assessment de donateurs potentiels.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Les mesures annoncées en 2016 ont-elles entre-temps été mises en place?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Madame la Ministre envisage-t-elle éventuellement de nouvelles mesures afin d'éviter des pénuries de stocks de sang?

Réponse (10.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Une baisse du stock de sang au Centre de transfusion sanguine (CTS) a été constatée au début du mois de juin de cette année. Il s'agit d'un phénomène récurrent chaque année pendant cette période. Suite à cette baisse du stock, un appel fut lancé par les responsables du CTS pour recruter de nouveaux donneurs.

L'appel lancé par les responsables du CTS a motivé quelque 600 personnes à se proposer comme nouveaux donneurs de sang. Ces personnes seront toutes vues par les médecins du CTS afin d'évaluer leur qualification comme donneurs éventuels, et ce jusqu'au mois d'août 2017.

Dans la réponse à la question parlementaire n°2060 du 11 mai 2016, la Ministre de la Santé évoquait les mesures citées par l'honorable Député, et qui étaient en lien avec une situation similaire et dont certaines mesures ont déjà été mises en place afin d'améliorer la situation.

Ainsi, depuis octobre 2016, les horaires du CTS ont été adaptés. De même, les donneurs de sang peuvent désormais s'y présenter de 08h00 à 16h00 les lundis, mardis et vendredis ainsi que de 08h00 à 18h00 les mercredis et jeudis.

Le resserrement de l'intervalle entre deux dons est possible, mais est réservé à des situations d'exception (diminution de trois à deux mois pour les hommes et de quatre à trois mois pour les femmes); il est de la responsabilité du médecin directeur du CTS de procéder à cette mesure d'exception si besoin en est.

L'association des donneurs de sang a par ailleurs procédé à dix campagnes de sensibilisation au don du sang en 2016, par lesquelles 293 nouveaux donneurs ont été recrutés.

Reste à noter qu'en 2016, le nombre de donneurs est resté stable. 1.003 nouveaux donneurs ont pu être recrutés pendant cette année. Le nombre total de donneurs inscrits au 31 décembre 2016 s'élève ainsi à 13.415.

À noter que la demande des hôpitaux a également changé en 2016:

- la demande de PS05 (globules rouges) a augmenté de 2,2%;

- la demande de PS14 (plasma frais congelé) a augmenté de 74,8%;

- la demande de plaquettes en aphérèse a baissé de 20%.

Question 3067 (14.06.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **carcasses de train de fret belge:**

La presse nationale s'est fait l'écho qu'un certain nombre de carcasses de train de fret belge, accidentées en date du 14 février 2017, se trouvent encore sur les lieux près de Dudelange. Il est également rapporté que les CFL n'avaient pas de détails précis quant au sort de ce matériel et que l'opérateur belge n'était plus propriétaire des wagons en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelle raison les carcasses de train n'ont-elles pas encore été enlevées du lieu de l'accident?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que ces wagons ont été vendus à la SNCF?

- Est-il en mesure de m'informer, d'une part, sur la procédure générale à suivre dans un tel cas, et d'autre part, sur le destin de ce matériel en particulier?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Gusty Graas souhaite s'informer au sujet des wagons SNCB endommagés lors de la collision ferroviaire du 14 février 2017.

Le train de marchandises impliqué dans l'accident du 14 février 2017 comportait 27 wagons dont onze ont été endommagés lors de l'accident.

Les experts des compagnies d'assurance ont considéré que six des onze wagons étaient légèrement avariés et donc réparables tandis que les cinq autres wagons, plus gravement endommagés, ont été déclarés irréparables et destinés au ferraillage. Un des cinq wagons a finalement quand-même été réparé.

Les quatre wagons destinés au ferraillage et situés sur le talus de la voie ferrée depuis l'accident ont été définitivement découpés sur place du 3 au 5 juillet 2017 et mis à la ferraille.

Le délai écoulé pour procéder à l'enlèvement des wagons s'explique premièrement par le fait qu'un transfert de propriété était initialement prévu avant l'accident entre B Logistics et la SNCF et qu'entre-temps, la société B Logistics a changé de dénomination sociale, ce qui a retardé le transfert de propriété des wagons notamment du fait de retard pris dans l'établissement des documents contractuels et comptables.

Par la suite, une fois le transfert de propriété effectué, les CFL avec l'accord de la SNCF ont tenté de déplacer lesdits wagons sur un site CFL permettant l'organisation du ferraillage dans des conditions sécurisées. Malheureusement, le transport des wagons était matériellement impossible du fait de la configuration du réseau routier.

Une fois les démarches administratives clarifiées, la décision de ferrailler sur site a finalement été prise très rapidement ensemble avec la SNCF.

Quant à la procédure à suivre en cas de dommages survenus à des wagons, les principes sont contenus dans le contrat uniforme d'utilisation des wagons (CUU), qui énonce les droits et obligations mutuels des détenteurs de wagons et des entreprises ferroviaires, lors de l'utilisation de wagons comme un moyen de transport en Europe et au-delà. Cet accord est un contrat multilatéral fondé sur la convention internationale COTIF 1999 et son appendice CUV.

Question 3068 (14.06.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **files d'attente pour motocyclettes, s-bikes et autres véhicules à deux roues dans les stations de contrôle technique:**

Comme tous les véhicules routiers soumis à l'obligation d'immatriculation au Luxembourg, les motocyclettes ainsi que les s-bikes, c'est-à-dire les speed-pedelecs dont l'assistance au pédalage continue de fonctionner au-delà de 25 km/h, font l'objet d'un contrôle technique périodique destiné à vérifier leur sécurité technique ainsi que leur conformité réglementaire sur le plan technique et environnemental. Ces véhicules à deux roues le plus souvent monotraces, ont des spécificités techniques très spéciales et divergentes de voitures automotrices à quatre roues. Or, pour ladite catégorie de véhicules à deux roues il n'existe pas ou plus de file spécifique dans les stations de contrôles technique au Grand-Duché, nonobstant le fait que leurs conducteurs soient très exposés aux intempéries.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre à l'intention de faire installer une file spéciale pour motocyclettes, s-bikes et autres véhicules à deux roues dans les stations de contrôle technique?

2. Quels organismes agréés par le Ministère sont également en mesure de contrôler ladite catégorie de véhicules routiers à deux roues?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, l'installation d'une file spéciale pour cette catégorie de véhicules dans les stations de contrôle technique ne fait pas partie des conditions qu'un organisme de contrôle technique doit remplir en vue de l'obtention de l'agrément ministériel requis pour pouvoir effectuer des opérations de contrôle technique au Luxembourg.

Ainsi, la décision stratégique d'ouvrir une telle file spécifique revient aux entités qui offrent des services de contrôle technique au Luxembourg.

Actuellement, seule la Société nationale de contrôle technique SA (SNCT) est agréée comme organisme de contrôle technique au Luxembourg.

Question 3069 (14.06.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **contrôles policiers:**

Après la demande de Monsieur François Bausch d'organiser plus de contrôles pour réduire le nombre d'accidents de motos, le porte-parole de la police a rétorqué hier que la vitesse ne serait qu'un facteur parmi d'autres, de sorte que la police semble davantage miser sur la prévention et maintenir la manne répressive à son niveau actuel.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'approche défendue par la police?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer pour quelles raisons Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures demande publiquement plus de contrôles au lieu de thématiser le sujet en interne, par exemple au sein du Conseil de Gouvernement?

Réponse (05.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Oui.

ad 2) Non.

Question 3070 (14.06.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **transport de vélos dans les bus et les trains:**

Tous les trains des CFL sont équipés de sorte que les passagers puissent emporter leur bicyclette. Or, lorsqu'une ligne de train doit être remplacée par un service de bus, certains clients se sont vus refuser d'emmener leur vélo à bord des autobus. Il me revient que les chauffeurs de bus ont récemment été informés qu'ils ne sont pas obligés d'accepter des bicyclettes à bord du bus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une note a été adressée aux chauffeurs de bus afin de les informer qu'ils n'ont pas l'obligation d'accepter des vélos à bord des autobus?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les bus remplaçant les trains devraient être équipés de manière à pouvoir accueillir un certain nombre de bicyclettes ainsi que des personnes se déplaçant en chaise roulante?

- Est-ce que les bus du réseau RGTR sont aménagés pour pouvoir transporter des vélos et des personnes en chaise roulante?

- Est-ce que cette capacité constitue un critère lors de l'appel d'offres? Dans la négative, Monsieur le Ministre estime-t-il que cet élément devrait faire partie des appels d'offres?

- Bon nombre de passages souterrains dans les gares au Grand-Duché sont équipés d'une rigole pour faciliter le passage avec un vélo. Or, considérant les dimensions étroites de ce dispositif, ce système s'avère souvent difficile en pratique. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre est-il disposé à installer de réelles rampes pour vélos aux gares les plus fréquentées par les cyclistes? Ces rampes faciliteraient également le passage pour les personnes à mobilité réduite.

- Est-ce que de telles rampes pourraient également être utiles aux passages souterrains des voies piétonnes et des pistes cyclables, endroits qui ne sont pas toujours faciles à franchir pour les cyclistes?

- Bien que le compartiment vélo soit indiqué sur le wagon même, ne serait-il pas possible de signaliser la position de ce wagon par un affichage au quai?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, je tiens à confirmer que, lors de l'organisation du service de substitution par autobus par les CFL, les informations transmises au public par l'intermédiaire de leurs divers canaux de communications, de même que les consignes données aux conducteurs de bus, comportaient effectivement la remarque que le transport de vélos n'était pas possible à bord de ces autobus.

Cette décision était basée sur la réflexion que dans tous les cas, un autobus ne peut que transporter entre deux et quatre vélos (selon le type d'autobus) sur les plateformes prévues à cet effet et que, par conséquent, ils ne pouvaient malheureusement pas garantir aux cyclistes que leur vélo soit vraiment transporté à bord de la course en autobus choisie.

Les CFL ont supprimé cette consigne depuis mi-juin 2017, et appliquent dorénavant les mêmes principes que ceux en vigueur sur le réseau RGTR, à savoir que le transport de vélos est possible dans les limites de la capacité et du type de l'autobus concerné. Pour les futures commandes d'autobus CFL, cet aménagement fera partie intégrante du cahier des charges.

Une grande majorité des bus RGTR, notamment dans l'agglomération de la ville de Luxembourg ou encore de la Nordstad, sont aménagés pour le transport de vélos ou de fauteuils roulants. Les bus urbains sont à plancher bas ou low-entry et les bus régionaux sont également remplacés depuis quelques années par des bus low-entry, disposant d'une plateforme et d'un accès à plancher bas. Il faut cependant avouer que certains bus ne sont pas aménagés de cette façon, notamment au nord ou à l'est du pays, à cause des plus longues distances ou encore du tracé géométrique plus difficile des itinéraires. En effet, il faut garantir un certain confort minimal aux passagers.

Il ne faut pas oublier la mission du RGTR en particulier et des transports publics en général, qui consiste à transporter, surtout aux heures de pointe, un nombre maximal de personnes et ceci sur des trajets plus ou moins longs. Un aménagement pour vélos ne doit donc pas aller au détriment des places assises. Mes services sont en train d'analyser les moyens de différents constructeurs d'autobus en vue d'un aménagement intelligent et confortable pour tous.

Finalement les infrastructures, dont notamment des arrêts de bus qui relèvent de la responsabilité des communes, doivent également s'adapter pour être compatible avec le matériel roulant mis en service.

En ce qui concerne les passages souterrains dans les gares, je précise que dans le cadre des projets de modernisation des gares, les CFL veillent toujours à ce que les nouvelles installations soient conformes aux normes en vigueur pour personnes à mobilité réduite et puissent servir également pour le passage des vélos. Ainsi, les nouveaux souterrains sont planifiés en concertation avec le Département des transports, direction de la mobilité douce et disposent non seulement d'escaliers, mais également d'ascenseurs et, en fonction de l'espace disponible, aussi de rampes.

Finalement, en ce qui concerne la signalisation de la position des voitures à compartiment vélo sur le quai, je vous informe qu'avec la mise en service d'un système d'information de voyageurs en temps réel, par affichage et par messages sonorisés complètement automatisés, dans les gares, ce service complémentaire pourra désormais être proposé. La phase de déploiement de ce système sur l'ensemble des gares et arrêts CFL s'étendra de 2017 à 2020.

Question 3071 (15.06.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **possible escalade militaire dans le cadre de la crise diplomatique du Golfe:**

Le 5 juin, le royaume d'Arabie saoudite, le royaume de Bahreïn, la République arabe d'Égypte, les Émirats arabes unis, la République des Maldives ainsi que la République du Yémen ont en effet coupé toute relation diplomatique avec le Qatar, pays qu'ils accusent de soutenir le terrorisme islamiste. Maintenant, le parlement turc vient d'autoriser le déploiement de troupes sur une base militaire turque au Qatar, ce qui préoccupe de nombreux observateurs dans la région. Selon l'ambassadeur de Turquie à Doha, la base militaire turque concernée devrait accueillir quelques 3.000 soldats, voire plus «si besoin». Le président turc Recep Tayyip Erdoğan aurait enfin appelé samedi dernier le Qatar et ses voisins à mettre un terme à la précitée crise diplomatique avant la fin du ramadan, donc avant le 24 juin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer un déploiement de troupes turques au Qatar dans un avenir proche?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la Turquie a informé au préalable les autorités de l'OTAN de sa décision de déploiement de troupes?

3. La Turquie étant un pays membre de l'OTAN, Monsieur le Ministre ne voit-il pas dans la susdite décision d'Ankara un possible risque d'escalade militaire de la crise? Quelle est, dans ce contexte, l'interprétation gouvernementale de l'article 5 du Traité de Washington?

Réponse (13.07.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. À la date de l'annonce de la rupture des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Égypte, environ une centaine de soldats turcs étaient déjà déployés au Qatar, en tant que partie avancée d'une future base militaire. Selon une annonce du Qatar, le 11 juillet, 45 soldats additionnels seraient arrivés au Qatar. Ces déploiements ne semblent pas présager pour autant que des déploiements massifs auront lieu dans un proche avenir. Les autorités turques ont fait savoir qu'il n'y aurait pas de déploiement supplémentaire qui dépasserait largement la présence actuelle. Les deux pays auraient en effet encore de nombreux points à éclaircir quant au renforcement de la présence militaire turque au Qatar.

ad 2. Le 18 juin, des troupes turques sont arrivées au Qatar pour un exercice militaire conjoint prévu de longue date. Puisqu'il s'agit d'un exercice strictement bilatéral et que cet exercice implique un État tiers hors OTAN, il n'y a pas d'obligation, pour les autorités turques, d'en informer les alliés de l'OTAN.

ad 3. Il n'y a pas, à ce stade, de signe imminent d'escalade militaire. La communauté internationale, et notamment l'UE, en appelle à la désescalade et au dialogue entre les parties pour rétablir une relation de confiance et soutient l'initiative de médiation lancée par le Koweït.

Question 3072 (15.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **enseignants de musique:**

Als Enseignant an enger Lëtzebuerger Museksschoul (sief dat an der UGDA oder an der AEM) huet een, jee no Kontrakt, eng festgesaten Zuel vun Unterrechtsstonne vu 60 Minutten. D'Zuel vu Minutten, déi engem eenzelne Schüler zeguttkënnt, hänkt am Prinzip vu sengem Niveau of. D'Verdeelung vun deene Minutte pro Schüler ass awer net eenheetlech gereegelt.

Esou huet e Schüler, deen ufänkt en Instrument ze léieren - also an der „Initiatioun" -, dacks eng Zäit vun 20 Minutten zegutt. De Contingent vu Schüler kéint deemno esou ausgeluecht ginn, datt en Enseignant noenee bis zu dräi Ufanksschüler pro Unterrechtsstonn („leçon") ënnerriichte misst.

Et kënnt an der Praxis dacks vir, datt Enseignanten, déi deeselwechte Kader hunn, also déiselwecht Unzuel un „leçons" ënnerriichte mussen, eng substanziell verschidden Zuel u Schüler vu vergläichbarem Niveau betreien. De Belaaschtungsniveau vun den Enseignantë kann also bei därselwechter Bezuelung an deemselwechte Kader jee no Schoul staark variéieren.

An deem Zesummenhang géif ech gär déi folgend Froen un den Här Kulturminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Huet d'Regierung eng informéiert Meenung oder souguer eng konkret Virstellung iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht bei de Museksenseignanten?

2. Wéi eng Qualitéitskritäre sollen der Regierung hirer Meenung no an dësem Beräich gëllen? Wéi vill Schüler kann en Enseignant maximal pro Unterrechtsstonn („leçon") betreien, fir datt eng héich Qualitéit vum Unterrecht garantéiert ass?

3. Huet d'Regierung vir, allgemeng Regelen anzeféieren, fir d'Qualitéit vum Museksunterrecht ze garantéieren a wa jo, wéi eng, wéini an a wéi enger Form?

4. Gëtt et elo schonn allgemeng a bannend Regelen, déi den „minutage", also d'Zuel vu Minutte pro Schüler a Correlatioun zu sengem Niveau setzen? Wann neen, ass dru geduecht ginn, fir dat reglementaresch ze fixéieren? Wann et esou Regele gëtt, gëllen déi da fir all Museksschoulen am Land?

5. Denkt d'Regierung z. B., datt sollt eng Maximalzuel u Schüler festgeluecht ginn, déi een Enseignant a sengem Kader kann zougewise kréien? Soll déi Maximalzuel u Schüler vum Niveau vun de Schüler ofhänken a wa jo, no wéi enge Kritäre soll dee Kader vum Enseignant dann opgedeelt a strukturéiert ginn?

6. Gëtt et Regelen, déi d'Anciennetéit an/oder de Formatiounsniveau vum Enseignant berücksichtegen, wann et ëm d'Opdeelung vu sengem Kader geet (Zuel vu Schüler, Niveau vun de Schüler an esou virun...)?

Réponse (12.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

D'Regierung ass iwwert de Commissaire à l'enseignement musical bis an den Detail informéiert iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht bei de Museksenseignanten. An der Schoulorganisatioun, déi all Schoul am Ufank vum Schouljoer approuvéiert kritt, sinn d'Detailer vun den Horairen opgefouert (detailléiert Tâche vun all Enseignant, wat fir Schüler wéi vill Zäit bei wat fir engem Enseignant sinn, fir wat fir Fächer, a wat fir engem Niveau...).

Esou wéi de Lëtzebuerger Enseignement musical funktionéiert, ass en héije Qualitéitsstandard garantéiert. Dobäi huet den Enseignant d'Fräiheet, déi pädagogesch Approche ze wielen, déi dem jeeweilege Besoin am beschten ugepasst ass.

Wann en Enseignant z. B. dräi ganz jonk Ufänger huet, da kann et duerchaus sënnvoll sinn, déi dräi zesummen an enger Stonn ze enseignéieren. Da kann deen ee vun deem anere léieren a se kënnen ofwiesselnd um Instrument schaffen - dann ass et net esou ustrengend an och méi interessant. Entwéckelen déi Schüler sech dann auserneen, wat nëmmen normal ass, da ka flexibel op en Individualunterrecht eriwwergewiesselt ginn.

D'Qualitéit vum Unterrecht hänkt seele vun der Zuel vun de Schüler an enger Stonn of (1-3). Dobäi kann ee soen, dass de Lëtzebuerger Enseignement musical am Verglach mam Ausland aussergewéinlech gutt opgestallt ass.

D'Commission nationale des programmes, déi zoustänneg ass fir d'praktescht Emsetze vun den allgemengen Direktiven um Terrain, huet scho viru Jore Richtlinnen erausginn, wéi vill Zäit pro Schüler, pro Fach, pro Niveau am Prinzip sollen zur Verfügung sinn (déi Richtlinne ginn zurzäit iwwerschafft). Dorunner gëtt sech och an all Schoul am Land gehalen, woubäi allerdéngs eng gewësse Flexibilitéit virgesinn ass, fir op déi jeeweileg Situatioun um Terrain reagéieren ze kënnen (well et sech jo ëm Individualunterrecht handelt).

An der Regel kritt en Debutant am Eenzelunterrecht 30 Minutten d'Woch (jee no Fach bei ganz jonke Schüler och emol 20 Minutten). Déi Zäit gëtt da méi grouss au fur et à mesure vun de Fortschrëtter vum Schüler (60 Minutten op der 1. Mentioun, 90 Minutten um Superieur). Doduerch läit natierlech keng Gesamtzuel vu Schüler fir de Kader vun engem Enseignant fest. Huet en Enseignant vill Debutanten, da sinn et méi Schüler, huet e méi Fortgeschrattener, da sinn et der manner.

Wat den Asaz vun den Enseignanten ubelaangt, do besteet am Enseignement musical eng Autonomie vun all eenzel Institutioun (autonomie communale), d. h. d'Direktioun vun all Schoul leet d'Asazpläng vun den Enseignantë fest. Sollt et emol hei zu Litigë kommen, gëtt de Commissaire à l'enseignement musical mat agebonnen, wat awer nëmme ganz ausnamsweis néideg ass.

Question 3073 (15.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**achat en ligne de pilules abortives:**

Eng medikamentéis Ofdreiwung ass zu Lëtzebuerg rezeptflichteg a muss ënner medezinnescher Kontroll an no de gesetzleche Regelen duerchgefouert ginn. Et gëtt parallell dozou e reegen Handel mat Ofdreiwungspëllen am Internet. Dobäi kënnt, datt zu Lëtzebuerg Pëlle rezeptfräi bestallt kënne ginn, déi urspréngglech net fir eng medikamentéis Ofdreiwung geduecht sinn, mä aner Zwecker erfëlle sollen. Als Beispill war hei Cytotec unzeféieren, ee Mëttel, wat ënner anerem fir d'Schmäerztherapie geduecht ass, zousätzlech awer ee Wierkstoff enthält, deen ënnerstëtzend op ee Schwangerschaftsofbroch wierkt.

An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet an un den Här Minister fir Ekonomie stellen:

1. Wéi ass dee rechtleche Kader zu Lëtzebuerg wat den Onlinehandel mat Ofdreiwungspëllen a mat Pëllen, déi zu enger Ofdreiwung kënne bäidroen, ugeet?

2. Ass d'Regierung informéiert iwwert d'Zuel vun de Benotzerinne vun esou Pëllen?

3. Verfüügt d'Regierung iwwer Informatiounen, ob et zu Lëtzebuerg ewell zu Noutsituatioune komm ass bei de Konsumentinne vun Ofdreiwungspëllen?

4. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir den illegalen Onlinehandel mat Ofdreiwungspëllen a mat Pëllen, déi eng Ofdreiwung kënnen als „Niewewierkung" hunn, ze ënnerbannen?

5. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir allgemeng den illegalen Onlinehandel vu medezinnesche Mëttel ze ënnerbannen?

Réponse (28.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Den Onlinehandel a Lëtzebuerg däerf just rezeptfräi Medikamenter liwweren.

D'Medikament Mifégyne, och nach Ofdreiwungspëll genannt, kann op Rezept vun engem Dokter, deen hei zu Lëtzebuerg eng Genehmegung huet, verschriwwe ginn, an d'Konditiounen, déi gesetzlech festgeluecht sinn, fir eng fräiwëlleg Ofdreiwung ze maachen, musse respektéiert ginn. Den Dokter stellt eng anonym Ordonnance aus a muss perséinlech de Mifégyne an d'Spidolsapdikt sichen goen a këmmert sech drëm, dass d'Patientin d'Medikament hëlt. D'Fraen, déi ofdreiwe wëllen, kënnen och an de Planning familial an der Stad Lëtzebuerg goen, deen dat Medikament och delivréiert.

De Mifégyne muss nach mat engem anere Medikament geholl ginn, dat d'Kontraktioune vum Uterus eropsetzt. Et ass datselwecht Medikament, dat géint Moschwiere benotzt gëtt, wat kann Ofdreiwungsnieweneffekter hunn, an ass op Rezept an der Apdikt ze kréien.

Et gi Medikamenter, déi ofgerode sinn an der Schwangerschaft, déi awer ouni Rezept ze kréie sinn; do muss den Dokter an den Apdikter d'Patientin opklären, an d'Patientin, déi schwanger ass, muss hir Ëmstänn kloer deklaréieren.

D'Spideeler an de Planning familial hu Statistiken iwwert d'Benotzerinne vun den Ofdreiwungspëllen. De Ministère kann déi Statistiken, wann erwënscht, nofroen.

Et ass den Servicer vum Ministère net bekannt, dass et zu Noutsituatioune komm wär bei de Konsumentinne vun Ofdreiwungspëllen.

D'Verwaltung vun den Douannen an Accisë kontrolléiert streng den Import vun de Medikamenter, déi online bestallt ginn. Bis elo ass dem Ministère kee Fall vun engem Import vun Ofdreiwungspëlle bekannt.

Question 3074 (15.06.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges:**

Il me revient que le shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges fermera ses portes d'ici quelques mois.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les motivations d'une pareille décision? Quel a été le chiffre d'affaires de ce shop depuis 2011?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur un éventuel site alternatif dans le canton de Clervaux afin d'assurer à l'avenir l'offre des services télécom aux clients de la région

Réponse (24.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

La stratégie concernant le réseau de vente de POST Luxembourg présentée fin 2015 repose sur quatre piliers dont la création de points vente intégrés de POST Telecom, POST Courrier et POST Finance, appelés «Espace POST». L'objectif est de répondre aux besoins exprimés par les clients en termes d'heures d'ouverture, en exploitant des points de vente aux horaires élargis, en termes d'accessibilité, en mettant à disposition des places de parking et en termes d'offre, en proposant une vaste gamme de services postaux, de télécommunication et financiers.

Un tel «Espace POST» ouvrira ses portes fin septembre 2017 dans le nouveau centre commercial à Marnach. Dans ce contexte, l'actuel shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges sera dès lors transféré vers le nouvel «Espace POST» à Marnach qui deviendra ainsi le nouveau point de vente central POST Telecom dans le nord du pays.

Question 3076 (15.06.2017) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **circulation interfiles des deux- ou trois-roues:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1278 du 9 juillet 2015 relatif à la circulation interfiles des motards dans les embouteillages, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait indiqué qu'afin d'analyser l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, la circulation interfiles des deux- ou trois-roues au Luxembourg, il avait chargé le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de circulation de l'État de formuler un avis circonstancié sur la pratique en question, tout en se basant sur les expériences à l'étranger.

Tandis que la circulation interfiles est actuellement interdite au Luxembourg, elle est en effet autorisée dans certains autres pays, comme l'Australie et la Belgique notamment.

En France, dans les départements Île-de-France, Bouches-du-Rhône, Gironde et Rhône la circulation interfiles est, depuis le 1er février 2016, autorisée à titre expérimental et par dérogation à certaines règles de circulation pour «une période de quatre ans, prorogeable dans la limite d'un an». L'expérimentation française fera l'objet de rapports annuels d'évaluation et prévoit notamment une communication importante à destination des motards et des automobilistes. Aussi la circulation des deux-roues entre deux files de voitures est, depuis l'entrée en vigueur du décret en question, enseignée dans les auto- et moto-écoles dans les quatre départements.

Les pays où cette pratique est régulée et raisonnablement appliquée, parlent d'un bénéfice considérable pour tous les usagers des routes. La fluidité du trafic aurait augmenté, de même que le confort pour les deux- ou trois-roues: surtout en été, par temps de fortes chaleurs, la situation d'un motard dans une combinaison en cuir (sans oublier le casque obligatoire) est infiniment plus désagréable que celle d'un chauffeur dans une voiture climatisée. Aussi la circulation interfiles permettrait selon certaines expériences, d'accroître la sécurité des motards par rapport à la circulation intégrée dans les files où les distances de sécurité sont rarement respectées et ou les deux- ou trois-roues risquent d'être pris «en sandwich» sur un freinage brusque.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de circulation de l'État a entre-temps soumis l'avis que Monsieur le Ministre lui avait demandé en 2015?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cet avis respectivement quelles conclusions le Ministre en a-t-il tirées?

- Au cas où la pratique de la circulation interfiles serait autorisée au Luxembourg, à quelle date et sous quelles conditions la nouvelle réglementation entrerait-elle en vigueur?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Faisant suite à ma demande, le groupe de travail «motos» de la Commission de circulation de l'État, regroupant tous les acteurs concernés (ministères, Police grand-ducale, Ponts et chaussées, CFC, FMI et des représentants des différentes associations de motocyclistes au Grand-Duché), a analysé lors d'une réunion en date du 17 septembre 2015 l'opportunité d'autoriser la circulation interfiles de motocyclistes.

Actuellement, la circulation interfiles est uniquement autorisée en Belgique. Cette disposition a été introduite en 2011 autorisant l'interfile lorsque la circulation est à l'arrêt ou ralentie. Dans ces conditions, le motocycliste est tenu d'observer un différentiel de vitesse de 20 km/h et ne pourra pas dépasser les 50 km/h. À noter toutefois qu'afin d'augmenter la sécurité des deux-roues, la même loi a introduit l'obligation pour les motocyclistes de porter, mis à part du casque bien sûr, des gants, des bottes ou des bottines, un pantalon et un haut à manches longues.

En France, tel que décrit par l'honorable Député, la circulation interfiles a été autorisée à titre d'essai depuis le 1er février 2016 pour une période de quatre ans dans un certain nombre de départements particulièrement atteints par des bouchons. Comme en Belgique, l'interfiles est uniquement autorisé jusqu'à une vitesse maximale de 50 km/h. À la fin de cette période expérimentale, une analyse sera effectuée évaluant les effets sur l'accidentalité, la vitesse générale de tous les véhicules, etc. Si cette expérimentation allait faire sa preuve, une généralisation pourrait être envisagée à partir de 2020. Il est pourtant précisé dans le projet français que celui-ci pourra, à tout moment, être suspendu si les résultats de l'accidentalité ne s'avéraient pas satisfaisants.

En Allemagne par contre, la circulation interfiles est de manière générale interdite.

En conséquence, et en considérant les spécificités des infrastructures autoroutières au Grand-Duché avec sa haute densité d'entrées et de sorties, il y a lieu d'attendre les résultats de l'analyse française surtout en ce qui concerne l'accidentologie, le comportement des usagers ainsi que les effets en général sur la sécurité routière.

Question 3077 (16.06.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **comités des élèves:**

Les comités des élèves jouent un rôle important dans nos établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique. Ils facilitent le dialogue entre les élèves et les établissements scolaires. Ils représentent et défendent les droits et intérêts des élèves et constituent le lien entre les élèves et les enseignants, l'administration de l'école et les parents. Ils jouent aussi le rôle d'interlocuteur direct des élèves et font des propositions pour améliorer la vie quotidienne à l'école.

La base légale pour les comités des élèves dans l'enseignement secondaire (ES) et secondaire technique (EST) se trouve dans la loi du 27 août 1997[1]. Les modalités concernant le fonctionnement des comités des élèves sont réglées par le biais d'un règlement grand-ducal du 1er août 2001 portant organisation des comités des élèves. Conformément à l'idée de l'autonomie des lycées, aucun desdits textes législatifs ne prévoit qu'un budget minimal pour les comités des élèves soit mis à disposition par les établissements scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Existe-t-il des lycées n'ayant pas prévu de ligne budgétaire pour le fonctionnement de leurs comités des élèves pour l'année scolaire 2016-2017? Dans l'affirmative, quels sont ces lycées?

2. Afin de permettre un bon fonctionnement de tous les comités des élèves dans nos établissements d'ES et d'EST, est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis, qu'une recommandation de budget minimal pour les comités des élèves (lié au nombre d'élèves) de la part de son Ministère pourrait être utile?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens tout d'abord à souligner l'importance que j'accorde au niveau national au dialogue avec les élèves et leurs représentants élus. Ainsi, c'est à l'initiative de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) que j'ai entrepris récemment d'expliquer aux élèves des classes de 2e les modifications apportées à l'examen de fin d'études secondaires à partir de l'année scolaire 2017-2018. En même temps, j'ai profité de les écouter et j'envisage tenir compte de certaines de leurs suggestions et réactions tout à fait pertinentes.

Au niveau des établissements scolaires, les comités des élèves sont appelés à jouer un rôle de choix: dans le contexte des réformes actuelles par exemple, je n'imagine pas un directeur de lycée piloter l'élaboration d'un plan de développement de l'établissement scolaire (PDS) sans l'implication active des élèves.

Afin de pouvoir remplir efficacement leur mission, il est souhaitable que les comités des élèves disposent d'un minimum de moyens financiers. Le tableau ci-dessous renseigne - pour l'année budgétaire 2017 - les crédits mis à la disposition des comités des élèves par les différents lycées dans le cadre de la gestion séparée. Les dotations sont allouées aux établissements scolaires par année budgétaire et non par année scolaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les montants indiqués dans le tableau sont ceux de la répartition initiale de la dotation mise à la disposition des lycées tels qu'ils sont approuvés par le conseil d'éducation. Ils viennent s'ajouter, le cas échéant, aux réserves financières accumulées par le comité des élèves.

Par ailleurs, dans bon nombre d'établissements, certains frais occasionnés par les activités du comité des élèves (matériel, photocopies) sont à charge d'autres centres de coûts que celui détaillé plus haut (administration générale ou service de photocopie par exemple). Il ne m'est pas possible d'en chiffrer les montants exacts.

Quant aux établissements n'ayant pas doté le centre de coûts 2120, les activités du comité des élèves sont financées soit sur demande motivée introduite auprès de la direction, soit à partir du solde disponible du centre de coûts en question dont le montant ne justifie pas l'attribution de moyens supplémentaires.

Dans l'optique d'une valorisation du travail des comités des élèves, je recommanderai aux établissements scolaires:

- d'allouer un budget minimal aux comités des élèves;

- de délivrer aux membres des comités des élèves des certificats témoignant de leur engagement.

Question 3079 (16.06.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **compétences linguistiques du futur directeur de l'Université du Luxembourg:**

D'Universitéit Lëtzebuerg annoncéiert an hirer Stellenanzeig fir de Poste vum Direkter, datt déi betreffend Persoun, wat déi sproochlech Kompetenz ugeet, „confirmed proficiency in English and French" muss virweise kënnen. Et sinn also weder Sproochekenntnisser am Lëtzebuergeschen nach am Däitsche gefrot, dëst obwuel am règlement intérieur (Art. III.101.) vun der Uni Lëtzebuerg steet: «Les langues de l'Université sont: le français, l'anglais et l'allemand.» Bis elo konnt all Direkter vun der Uni Lëtzebuerg Franséisch, Englesch an Däitsch schwätzen an huet doriwwer eraus déi Lëtzebuerger Sprooch verstanen. An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un den Här Héichschoulminister stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dëser Sproochepolitik vun der Universitéit Lëtzebuerg?

2. Gesäit d'Regierung d'Tatsaach, datt d'Beherrsche vum Däitsche fir de Poste vum Direkter ausgeklammert gëtt, net als Akt vun der Diskriminatioun géintiwwer der däitscher Sprooch als offizieller Landessprooch un?

3. Grenzt dës Stellenanzeig net däitschsproocheg Fuerscher an Dozenten aus, andeem se implizéiert, datt déi däitsch Sprooch zu Lëtzebuerg am akademesche Beräich onwichteg ass?

4. Stellt dës Decisioun an den Ae vun der Regierung kee Broch mat der traditioneller Konzeptioun vun der Universitéit als Huert vun der Méisproochegkeet duer?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Beherrsche vun der däitscher Sprooch e wichtegen Zougang zu der däitscher a Lëtzebuerger Kultur duerstellt an datt dëse kulturellen Zougang noutwenneg ass, fir de Poste vum Direkter vun der Universitéit Lëtzebuerg bekleeden ze kënnen?

Réponse (21.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Déi eenzeg Referenz op de Multilinguismus am Gesetz vum 12. August 2003 mat deem d'Universitéit Lëtzebuerg gegrënnt gouf, steet am Artikel 3, Paragraph 2, dee Folgendes virgesäit: «Du point de vue organisationnel, elle [l'Université] se fonde sur: (...) le caractère multilingue de son enseignement».

Den Artikel III.101. vum Règlement d'ordre intérieur vun der Universitéit, deen den honorablen Deputéierten zitéiert, genee wéi och den Artikel 13 vum Contrat d'établissement pluriannuel 2014-2017, deen d'Regierung mat der Uni ofgeschloss huet, bezéie sech op den Artikel 3 aus dem Gesetz a gi virun allem op de Multilinguismus vum Enseignement an.

Beim Recrutement vun de Professere vun der Universitéit ginn normalerweis zwou vun den dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch an Englesch) gefuerdert, fir de Bilinguismus vun dem Enseignement ze assuréieren. Déi dräi Recteure vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi bis elo am Amt waren an déi och allen dräi als Professer engagéiert goufen, hunn, nieft dem Engleschen, eng vun den zwou Amtssprooche Franséisch an Däitsch fléissend geschwat an haten ee passablen Niveau an der anerer vun deenen zwou genannten Amtssproochen. Kee vun deenen dräi Recteuren huet vun Ufank u fléissend Lëtzebuergesch geschwat.

Franséisch ass an dësem Kontext als Amtssprooch besonnesch wichteg, well all offiziell Dokumenter vun der Universitéit Lëtzebuerg (Unisgesetz, groussherzoglech Reglementer, Règlement d'ordre intérieur, Contrat d'établissement, Procès-verbal vum Conseil de gouvernance) op Franséisch sinn. Däitschsproocheg Kandidate ginn net fir de Posten vum Recteur ausgegrenzt esou laang se déi franséisch Sprooch gutt beherrschen.

Question 3080 (19.06.20107) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **groupe de travail sur la coopération transfrontalière en matière de mobilité:**

Lors de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne en 2015, un bilan de la coopération transfrontalière en matière de mobilité a mené au constat que de nombreux obstacles sont de nature réglementaire ou administrative et relèvent de la compétence individuelle des États - et non de l'Union européenne. Par ailleurs, il s'est avéré dans le même contexte que des solutions existantes et pertinentes manquent parfois de visibilité et qu'il y a lieu de renforcer les échanges entre les acteurs ainsi que de faire connaître les bonnes pratiques, réussites et difficultés en matière de mobilité transfrontalière.

Un groupe de travail spécialement mandaté à cet effet s'étant par la suite réuni à quatre reprises sous la coprésidence luxembourgeoise et française, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quels sont les différents acteurs impliqués dans le groupe de travail mentionné ci-dessus?

2. De quels outils et ressources le groupe de travail s'est-il doté afin d'élaborer des solutions et de résoudre les problèmes réglementaires ou administratifs relevant de la compétence des États?

3. Existe-t-il un rapport des travaux et conclusions du groupe de travail et est-il le cas échéant accessible au public?

4. Quelles sont les prochaines étapes à prévoir quant à l'amélioration de la communication, l'échange et le partage de bonnes pratiques en matière de mobilité transfrontalière?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé un débat sur l'état de la coopération transfrontalière en Europe. Il en est ressorti que les disparités nationales dans les dispositions normatives (lois, règlements et standards techniques) impactent les zones frontalières, surtout dans le cadre de projets transfrontaliers. Les instruments existants au niveau européen, qu'ils soient de nature financière (p. ex. les programmes Interreg) ou institutionnelle (p. ex. le Groupement européen de coopération territoriale GECT), ne permettent pas de résoudre les obstacles légaux et administratifs. C'est la raison pour laquelle le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a proposé de concevoir un nouvel outil, de nature juridique, pour adresser ce type particulier d'obstacle. L'outil proposé doit permettre aux autorités régionales ou locales, confrontées à un obstacle juridique dans le cadre d'un projet transfrontalier concret, de proposer à leurs États respectifs l'application de dispositions normatives issues du droit d'un pays voisin. À titre d'exemple, une ligne de tramway transfrontalière pourrait se voir appliquer de part et d'autre de la frontière sur tout son trajet, les standards techniques d'un seul des deux pays traversés.

Le groupe de travail mentionné, est un groupe intergouvernemental coprésidé par la France et le Luxembourg (MDDI), qui a pour mission d'approfondir la réflexion sur les obstacles à la coopération transfrontalière et de tester la valeur ajoutée, la faisabilité et le format du nouvel outil.

Il se compose de douze États membres (CZ, DE, EE, FR, GR, HU, LV, LU, NL, PL, SI, SK), un État partenaire (CH) ainsi que de trois ONG

[1] Loi du 27 août 1997 ayant pour objet de compléter la loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue par une disposition portant création de comités des élèves auprès des lycées et des lycées techniques et d'une conférence nationale des élèves.

(Mission opérationnelle transfrontalière, Association des régions frontalières européennes, Central European Service for Cross-Border Initiatives). À noter que la participation à ce groupe de travail est volontaire.

Le groupe de travail ne dispose pas de ressources propres. Le MDDI a eu recours à la Mission opérationnelle transfrontalière (association française) pour l'encadrement administratif et technique des travaux du groupe de travail. En outre, le groupe de travail a bénéficié de la coopération étroite avec le Comité des régions.

Un rapport final qui se compose d'une version longue et d'une version courte, ainsi que d'études de cas, a été élaboré par ce même groupe de travail. Dans ce rapport final, il est proposé de créer un outil juridique par règlement européen et d'instaurer une plateforme pour échanger sur des expériences et pour diffuser les bonnes pratiques relatives à la résolution d'obstacles transfrontaliers.

Cet outil ne doit pas uniquement couvrir les projets de mobilité, mais bien les secteurs les plus variés, tel que par exemple la santé ou encore l'économie. Il doit être lié à un projet concret, au sein d'un périmètre fixe et pour une durée limitée.

Tous les documents sont accessibles sur le site web de la MOT (http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/european-activities/working-group-on-innovative-solutions-to-cross-border-obstacles/).

Dans le courant du mois de juin de 2017, le rapport a été transmis aux directeurs généraux en charge de la cohésion territoriale au sein des différents États membres, ainsi qu'aux institutions de l'Union européenne et à un nombre de parties prenantes à tous les niveaux territoriaux. En outre, les membres du groupe de travail ont été invités à présenter les résultats et les propositions à diverses occasions, ce qui souligne l'intérêt que le nouvel outil juridique suscite au niveau européen.

Désormais il appartient à la Commission européenne d'entamer le processus formel en présentant une proposition législative pour créer l'outil juridique. Quant à la plateforme d'échange, elle pourrait être instaurée auprès de la Commission européenne ou auprès du Comité des régions.

Question 3081 (19.06.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **abonnements ferroviaires transfrontaliers (Belgique - Luxembourg):**

Dans le cadre du trafic ferroviaire transfrontalier entre la Belgique et le Luxembourg, il s'avère que les prix d'un abonnement transfrontalier mensuel domicile - travail varient fortement. En deuxième classe, ces prix se situent en effet entre 77,50 € pour le départ en gare de Gouvy ou d'Aubange et 257 € pour le départ en gare de Marloie. Au Luxembourg par contre, un abonnement mensuel libre parcours sur l'ensemble du réseau ferroviaire ne coûte que 50 €. Ce différentiel du prix d'abonnement mensuel fait que les trains belges restent à ne pas être compétitifs face à la voiture privée. C'est pourquoi bon nombre de frontaliers belges se rendent en voiture privée au travail, respectivement à une gare luxembourgeoise pour ensuite prendre le train vers leur lieu de travail.

Vu les négociations ayant récemment eu lieu entre le Ministre du Développement durable luxembourgeois et le Ministre des Transports belge au sujet du projet Park and Ride de Viville et d'une tarification plus favorable en matière de trafic ferroviaire transfrontalier entre les deux pays, j'aimerais recevoir les précisions suivantes:

1. Une tarification généralement plus favorable des abonnements ferroviaires transfrontaliers mensuels/annuels est-elle prévue afin d'inciter les frontaliers belges à ne plus passer la frontière luxembourgeoise en voiture privée mais à prendre le train à une gare située en Belgique?

2. Quelles seraient le cas échéant les gares belges qui pourraient appartenir à une telle zone tarifaire frontalière et profiter de tarifs d'abonnements plus favorables et compétitifs face à la voiture privée?

3. Les pertes de recettes qu'une réduction des tarifs d'abonnements engendrait pour la SNCB, pourraient-elles être complètement ou partiellement compensées par les CFL et quelles en seraient les conditions?

4. De quelle manière, la complémentarité entre le Flex Pass belge et le M-Pass luxembourgeois pourrait-elle être renforcée?

Réponse (21.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Permettez-moi tout d'abord de relativiser l'affirmation de l'honorable Députée selon laquelle «Ce différentiel du prix d'abonnement mensuel fait que les trains belges restent à ne pas être compétitifs face à la voiture privée» alors que le prix d'un abonnement mensuel, même de 257 €, est, de loin, inférieur au coût mensuel d'une voiture, même de gamme très modeste, en prenant en compte l'amortissement, l'assurance, les taxes, les frais d'entretien ainsi que le carburant

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne la tarification, début mai 2017 les propositions suivantes ont été faites à Monsieur François Bellot, Ministre fédéral belge de la Mobilité:

Premièrement en ce qui concerne la carte train mensuelle SNCB et la gratuité des parkings auprès de gares:

Avec effet au changement d'horaire du 10 décembre 2017 les prix des abonnements mensuels seraient réduits de 13,50 €. Le déchet des recettes en résultant serait pris en charge par le Luxembourg par le biais du décompte réalisé entre la SNCB et les CFL.

En contrepartie, et avec effet à la même date, la SNCB mettrait gratuitement à disposition des abonnés de la carte train mensuelle SNCB, les parkings SNCB à proximité des gares.

Dans l'ordre alphabétique il s'agirait des abonnements et parkings des localités suivantes:

Arlon, Aubange, Gouvy, Habay, Halanzy, Libramont, Marbehan, Neufchâteau, Stockem, Trois-Ponts, Vielsalm, Virton.

Deuxièmement en ce qui concerne le P&R de Viville-Stockem:

Le futur P&R de Viville-Stockem avec une capacité pour 3.000 voitures serait mis en service pour le changement d'horaire de décembre 2019; la SNCB et les CFL devant encore se concerter en vue de la mise en place d'une desserte ferroviaire adaptée.

En ce qui concerne la complémentarité entre le «M-Pass» et le «FlexPass», un employé peut, sur présentation de son «M-Pass» luxembourgeois, acheter un abonnement transfrontalier appelé «FlexPass» depuis le 1er octobre 2015 pour le trajet entre la gare belge de départ et la gare de destination au Luxembourg. La solution «FlexPass» avec la Belgique sur base du produit «M-Pass» national, donne la possibilité de pouvoir profiter sous certaines conditions d'une remise sur la tarification nationale luxembourgeoise déjà très attrayante.

Toutefois, l'abonnement «M-Pass» n'est pas en vente libre, mais s'adresse uniquement aux entreprises, associations, ou autres personnes morales, qui achètent les abonnements pour le compte de leur personnel.

En résumé, j'estime que les propositions faites au ministre Bellot début mai 2017 permettraient de donner une réponse à la problématique tarifaire de base entre la Belgique et le Luxembourg.

Question 3082 (19.06.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact environnemental de la production de voitures électriques:**

Ces jours, la presse allemande cite une étude du Ministère de l'Environnement suédois qui aurait conclu que la fabrication des batteries pour voitures électriques pourrait être beaucoup plus polluante que communément admis. Pour certains modèles de voitures électriques actuellement sur le marché seul la pollution engendrée par la production des batteries serait équivalente à celle émise de la conduite d'une voiture à moteur à combustion pendant huit ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Les ministres ont-ils connaissance de l'étude suédoise citée par la presse allemande et sont-ils en mesure de confirmer les assertions reportées?

2) Est-ce que les ministres ont accès à d'autres analyses sur les implications environnementales de la production des voitures électriques, et quels en sont le cas échéant les résultats?

3) Les ministres sont-ils d'avis que ces conclusions pourraient avoir un impact sur la politique nationale par rapport aux voitures électriques?

Réponse commune (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) L'étude suédoise repose sur une revue d'études qui analysent le cycle de vie de batteries lithium-ion pour les véhicules légers. Les résultats de cette revue sont utilisés pour tirer des conclusions sur la façon dont la phase de production des batteries impacte le bilan d'émissions de gaz à effet de serre. L'étude suédoise affirme correctement que dû à la batterie, la production d'un véhicule électrique provoque des émissions en CO_2 supérieures à celle d'un véhicule à combustion.

Sur base d'une analyse plus approfondie de cette étude, certains points concernant la méthode utilisée pour les calculs de l'étude suédoise sont discutables. Il s'agit notamment de s'assurer que le périmètre de l'étude est bien le même pour les voitures électriques que pour les voitures à combustion. Il a notamment été constaté que les impacts liés à la production d'une voiture à combustion, en comparaison à ceux liés à la production d'une voiture électrique, sont négligés dans le périmètre d'étude. Une simple comparaison des émissions lors de la production des différents types de voitures semble inappropriée, il faudrait plutôt comparer les cycles de vie complets des véhicules. D'autant plus, que l'incertitude autour des données utilisées pour les études d'impact du véhicule électrique peut être assez élevée, à cause du manque de recul vis-à-vis de ces technologies.

ad 2) L'agence de l'environnement française a publié en 2012 une étude approfondie sur les impacts du développement des voitures électriques (ADEME, 2012). Elle conclut que, malgré des émissions de gaz à effet de serre supérieures lors de la production d'un véhicule électrique par rapport à un véhicule à combustion interne (notamment à cause de la production et lors de l'assemblage de la batterie), les impacts totaux (sur le cycle de vie) d'un tel véhicule sont moindres que ceux d'un véhicule à combustion. Cette affirmation est d'autant plus vraie si l'électricité utilisée provient de sources renouvelables.

Au Luxembourg, la majorité des fournisseurs d'électricité proposent à leurs clients résidentiels d'ailleurs exclusivement des produits provenant de sources d'énergie 100% renouvelables. S'y rajoute que les 1.600 bornes de charge publiques «Chargy» sont alimentées en électricité provenant de sources renouvelables. On peut donc conclure que, sur base du cycle de vie complet, le bilan environnemental d'une voiture électrique utilisée au Luxembourg est positif par rapport à celui d'une voiture à combustion. D'autant plus, que la décarbonisation du réseau électrique et les effets d'économie d'échelle offrent à la voiture électrique un potentiel significatif de diminution des impacts environnementaux, particulièrement ceux liés aux changements climatiques.

ad 3) Au vu de ce qui précède, les conclusions de l'étude en question n'auront pas d'impact sur la politique nationale par rapport aux voitures électriques. L'électrification du secteur du transport reste un élément important pour la réduction de l'empreinte carbone au Grand-Duché de Luxembourg. D'autant plus, que les véhicules électriques ne produisent pas d'émissions de roulement et émettent en général moins de bruit que des voitures à combustion.

Question 3084 (19.06.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**inventaire supplémentaire des immeubles à protéger:**

Il me revient que deux maisons d'habitation situées à Luxembourg-ville, dans le quartier de Limpertsberg, ont reçu des autorisations de bâtir de la commune et ont déjà subi des transformations profondes, malgré leur inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles à protéger. Il s'agit notamment de la maison au numéro 7A de la rue des Glacis, pour laquelle les services de l'urbanisme de la Ville de Luxembourg ont émis une autorisation pour l'agrandissement et la transformation de l'immeuble, et de la maison sise au numéro 7 de la rue Alfred de Musset.

L'inventaire du patrimoine bâti digne de protection a été réalisé pour tout le Grand-Duché par le Service des sites et monuments nationaux, afin qu'une protection cohérente et conséquente puisse se mettre en place au profit de tout le patrimoine bâti, dont celui qui a une importance surtout au niveau communal et local. Il est de la responsabilité des communes d'en tenir compte lors de l'élaboration de leur plan d'aménagement général (PAG).

Pour les immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire, toute modification doit être annoncée au Ministre de la Culture au moins 30 jours avant le commencement des travaux.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre était-il informé de la transformation imminente de ces immeubles?

- Dans l'affirmative, comment a réagi le Ministère de la Culture à cette annonce?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'inscription à l'inventaire supplémentaire produit les effets escomptés, au vu du caractère peu contraignant de cette inscription?

- Ne faudrait-il pas interdire la destruction d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire?

- Quand Monsieur le Ministre compte-t-il déposer à la Chambre des Députés le projet de loi annoncé sur la protection du patrimoine national?

Réponse (12.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Les propriétaires des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire sis à Luxembourg-ville au 7A, rue des Glacis, et au 7, rue Alfred de Musset, ont informé par écrit de leur intention d'effectuer des travaux dans les délais prévus par l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Aussi la Commission des sites et monuments a-t-elle pu émettre des avis relatifs à ces projets qui furent positifs quant aux travaux tels qu'envisagés. De surcroît, la réalisation de ces projets est accompagnée par le Service des sites et monuments nationaux.

Il découle de ce qui précède que l'inscription à l'inventaire supplémentaire produit bien les effets escomptés. De nombreux autres dossiers peuvent encore en témoigner. En effet, cette protection nationale, plus souple que le classement comme monument national, permet aux propriétaires concernés, aux maîtres d'ouvrage, à leurs architectes et au service étatique concerné d'avancer plus rapidement en leurs démarches respectives. Il y a également lieu de se référer à la réponse fournie à la question parlementaire n°2751 par le même auteur.

La souplesse de l'inscription à l'inventaire supplémentaire permet encore au Ministre de la Culture, informé d'un projet de démolition, d'évaluer l'opportunité et la nécessité d'un classement comme monument national pour empêcher, le cas échéant, la perte de l'immeuble, cela conformément aux dispositions et à l'esprit de la loi de 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Les travaux préparatoires étant encore en cours, aucune date concernant le dépôt du projet de loi relatif au patrimoine culturel ne peut être avancée à ce stade.

Question 3085 (20.06.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **règlement grand-ducal du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental:**

Il s'avère que sur base de la réglementation actuellement en vigueur les instituteurs stagiaires sont affectés durant leur stage à un poste dans une commune déterminée, mais doivent postuler à une affectation dans une autre commune une fois leur stage terminé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cet état des choses?

- Quels en sont les motifs à la base?

- Est-ce que le Gouvernement n'entend pas changer la réglementation afin de permettre l'affectation à un poste dans la commune de stage, une fois ce stage accompli avec succès?

Réponse (24.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Selon le règlement grand-ducal du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur, les instituteurs-stagiaires, après réussite aux épreuves de stage, peuvent postuler dans le cadre de la liste 2 des postes d'instituteurs vacants.

Le poste devenu ainsi vacant pour la rentrée de l'année scolaire subséquente sera publié sur la liste 1. Il s'en suit qu'un instituteur-stagiaire devra changer d'affectation au cas où ce poste serait occupé par un instituteur ayant introduit une demande afférente.

Afin de remédier à cette situation incertaine pour certains agents, j'envisage d'entamer les processus légaux et réglementaires nécessaires afin de permettre à ces agents de postuler sur la liste 1 de l'année au cours de laquelle ils terminent avec succès leur stage.

Cette mesure me semble opportune pour assurer la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques dont profitent les élèves et les enseignants. De plus, elle permet aux instituteurs-stagiaires d'assurer la continuité pédagogique dans un cycle qui est d'une durée de deux ans, ce qui n'est pas compatible avec la durée générale du stage de trois ans. La réduction à un minimum de changements au niveau du personnel de l'école contribue à un meilleur suivi des élèves dans leurs apprentissages et au maintien de l'esprit d'équipe du personnel enseignant.

Comme les autorités communales délibèrent afin de proposer des personnes ayant introduit une demande dans le cadre de la liste 1, cette nouvelle disposition leur permettra de s'impliquer davantage dans le recrutement des enseignants intervenant dans leurs écoles.

Question 3086 (20.06.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **présidence du Fonds du logement:**

Au cours de ces derniers mois, le Fonds du logement a dominé à maintes reprises l'actualité pour des problèmes de gouvernance. Après une vague de départ au cours des dernières semaines de plusieurs collaborateurs, il me revient que la présidente du Comité directeur serait sur le point de démissionner de ses fonctions.

À la lumière de ces informations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les rumeurs selon lesquelles la présidente du Comité directeur du Fonds du logement serait sur le point de démissionner de ses fonctions?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions quant aux motifs de cette démission éventuelle?

- Quelles en seraient les conséquences sur le fonctionnement du Fonds du logement?

Réponse (21.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

L'actuelle présidente du Fonds du logement n'est, pour des raisons de santé et familiales, malheureusement plus disponible pour accomplir cette mission. L'honorable Député se renseigne pour savoir quelles sont les conséquences sur le fonctionnement du Fonds du logement.

Il en aurait résulté que le Fonds du logement n'aurait plus eu de président si une solution avait fait défaut. C'est pour cette raison que le Conseil de Gouvernement a décidé, lors de sa séance d'aujourd'hui, de proposer au Grand-Duc de nommer Monsieur Claude Wagner comme président du Fonds du logement.

Question 3087 (20.06.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch:**

Le CR360 reliant Mertzig à Michelbouch, le long duquel sont situés une centaine de maisons et d'appartements, est régulièrement fréquenté par des poids lourds. Étant donné que ce chemin repris se distingue par une pente assez, voire très raide, ces passages s'avèrent risqués, notamment pour les personnes âgées ainsi que les écoliers qui doivent emprunter d'ailleurs un trottoir très étroit, peu élevé et déjà abîmé à certains endroits.

De plus, cette route étroite contient dans sa forte pente deux virages plutôt serrés qui la rendent encore plus dangereuse, surtout lorsque des poids lourds bien chargés connaissent des problèmes de freinage et font ainsi augmenter le risque d'une collision avec les véhicules venant du sens inverse, sans parler des dangers pour les piétons.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur les mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch?

- Dans l'affirmative, combien de poids lourds ont pu y être comptés ces dernières années?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à limiter le trafic sur le chemin repris en question en interdisant des transports dépassant un certain tonnage?

- Dans le même contexte, ne s'avérerait-il pas opportun d'envisager une logique analogue pour le CR345 reliant Mertzig à Colmar-Berg?

Réponse (27.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne les mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch, les données disponibles révèlent un chiffre journalier de 650 véhicules et de 36 poids lourds dans chaque sens de circulation, donc une part de poids lourds de seulement 5,5%.

Une limitation du trafic sur le chemin repris CR360 entre Mertzig et Michelbouch n'est pas prévue, parce que ce chemin, tout en étant bien dimensionné, est emprunté principalement par des poids lourds transportant des marchandises vers des adresses locales en ces endroits.

Ceci vaut également pour le chemin repris CR345 entre Mertzig et Colmar-Berg, qui en plus est déjà limité à 3,5 to entre Carelshaff et Colmar-Berg.

D'une façon générale, une limitation du tonnage sur une route a comme conséquence la déviation du trafic lourd par les villages avoisinants. En conséquence, une telle limitation doit toujours être analysée dans un contexte régional.

Question 3088 (21.06.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **possible retour temporaire de réfugiés dans leur pays d'origine:**

En effet, selon les dires de la presse internationale, certains réfugiés en provenance de zones de guerre et hébergés par nos pays voisins retourneraient régulièrement de manière temporaire dans leurs pays d'origine, pays qu'ils avaient fuis auparavant et où ils disent risquer leur vie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer et, le cas échéant, chiffrer ce phénomène aussi au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son appréciation politique relative aux susdits retours temporaires de réfugiés dans leur pays d'origine?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conséquences politiques éventuelles?

Réponse (12.07.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La Direction de l'immigration ne dispose pas d'indicateurs statistiques en la matière.

On peut affirmer que ce phénomène existe certainement au Luxembourg, mais il n'est pas possible d'établir des statistiques alors que les autorités luxembourgeoises ne sont pas systématiquement informées lorsqu'une personne bénéficiant du statut de réfugié a séjourné dans son pays d'origine et qu'elles ne peuvent pas forcément vérifier si un tel séjour a eu lieu, ceci d'autant plus que certains réfugiés tentent de dissimuler leur séjour dans leur pays d'origine. En effet, il se peut qu'en cas de passage d'entrée dans le pays d'origine par voie terrestre aucun tampon ne figure dans le titre de voyage de la personne bénéficiant du statut de réfugié permettant de retracer le séjour ou que certains réfugiés retournent dans leur pays d'origine munis d'un passeport national qu'ils ont dissimulé aux autorités luxembourgeoises.

ad 2.+ 3. La personne ayant obtenu le statut de réfugié de la part des autorités luxembourgeoises se voit remettre un titre de séjour valable pendant cinq ans, renouvelable, ainsi qu'un titre de voyage, c'est-à-dire un «titre de voyage pour réfugiés» lui permettant de voyager hors du territoire luxembourgeois. Cette liberté de voyager comprend une seule exception pour le réfugié, ce dernier ne pouvant en principe plus retourner dans son pays d'origine.

Cette interdiction n'est néanmoins pas absolue. En effet, suivant les dispositions de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, le statut de réfugié peut être révoqué, notamment lorsque le réfugié est retourné volontairement s'établir dans le pays qu'il a quitté ou hors duquel il a demeuré de crainte d'être persécuté. Un séjour temporaire dans le pays d'origine n'est dès lors pas exclu.

Il appartient dès lors à la Direction de l'immigration, lorsqu'elle est informée qu'une personne bénéficiant du statut est rentrée volontairement dans son pays d'origine, de vérifier si cette personne s'y est rendue en vue d'y établir sa résidence permanente ou si elle n'y a séjourné que de manière temporaire sans l'intention de s'y établir durablement.

Ainsi, le simple fait pour une personne bénéficiant du statut de réfugié de se rendre dans son pays d'origine n'engendre pas automatiquement la révocation de son statut. En revanche, il sera procédé à une analyse poussée de la situation personnelle de la personne concernée et il est décidé au cas par cas si la prédite personne remplit toujours les conditions pour bénéficier du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève ou si le statut lui est retiré, auquel cas la personne sera dans l'obligation de quitter le territoire luxembourgeois.

Question 3091 (21.06.2017) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **compensations attribuées à la commune de Sanem comme contrepartie du Centre pénitentiaire Uerschterhaff:**

Le Centre pénitentiaire susmentionné, qui pourra accueillir jusqu'à 400 détenus, est en projet depuis 2008 et sera réservé aux personnes détenues préventivement. Les travaux pour la route qui permettra l'accès au site ont débuté il y a quelques semaines.

Il me revient que la commune de Sanem s'est vu attribuer des compensations importantes comme contrepartie de la mise à disposition du site Uerschterhaff et de l'acceptation de la nouvelle route qui représente une nouvelle coupure importante de la commune de Sanem.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Existe-t-il une convention entre l'État et la commune de Sanem réglant les détails des compensations?

- Quels sont les montants totaux alloués à la commune de Sanem?

- S'agit-il d'une enveloppe générale ou est-ce que les sommes sont allouées pour des projets concrets?

- Si l'allocation se fait par projet, quels sont les montants alloués à ce jour par projet?

Réponse (28.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler à l'honorable Député qu'il ressort clairement du projet de loi n°6655 relatif à la construction du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, qui a donné lieu à la loi afférente du 24 juillet 2014, que l'implantation du projet se fera sur une surface étatique. Il ne saurait dès lors être question de compensations en contrepartie d'une soi-disant mise à disposition du site par la commune, ni d'ailleurs en contrepartie de l'acceptation de l'accès y relatif.

En revanche, pour ce qui est des compensations accordées à la commune de Sanem, j'aimerais rappeler aux bons souvenirs de l'honorable Député que dans une lettre du 22 avril 2008 signée à l'époque par Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre et Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, les ministres ont relayé au bourgmestre de la commune de Sanem une décision prise par le Conseil de Gouvernement en date du 28 mars 2008 d'accorder à ladite commune, «en raison du caractère national et spécial que représente l'implantation d'une maison d'arrêt sur son territoire», certaines mesures compensatoires dans «l'intérêt de la réalisation de nouvelles infrastructures dans le domaine scolaire et parascolaire et dans le domaine de la protection civile». Le Gouvernement actuel a maintenu les engagements pris par les gouvernements précédents.

Ces faits ressortent également du rapport de la Commission du développement durable du 4 juin 2014 au sujet du projet de loi précité et du débat à la Chambre des Députés à l'occasion du vote de la loi afférente en date du 19 juin 2014, factualité d'ailleurs évoquée dans le discours du rapporteur et reprise et saluée par la porte-parole du parti cher à l'honorable Député qui a d'ailleurs lui-même participé aux débats et acquiescé au projet par son vote positif. Je me permets de citer la porte-parole du groupe politique CSV:

„A fir d'CSV ass et och korrekt, dass eng Gemeng, déi bereet ass, an engem Solidaritéitsgeescht en nationale Projet opzehuelen, dee gewëssen Onanneemlechkeete mat sech bréngt, eng Rei Kompensatioune kritt. Dat war och scho bei anere Projeten an der Vergaangenheet de Fall...

Egal wéi, fir d'CSV ass et jiddefalls wichteg a richteg, dass, wann eng Gemeng hei parteiiwwergräifend en Zeeche setzt, de Prinzip vun der Solidaritéit spillt, wann et drëms geet, Verantwortung ze iwwerhuele fir en nationale Problem - an dat ass jo nach laang net iwwerall de Fall an och net an all Dossier -, wann dat esou ass, da sollen d'Awunner aus der Gemeng och esou mann wéi méiglech Schued hunn an och esou mann wéi méiglech Onanneemlechkeeten."

Dans un esprit de transparence totale, je me permets de joindre copie de la lettre du 22 avril 2008 en annexe ce qui permettra à l'honorable Député de constater que la commune de Sanem bénéficie(ra) par le biais de contributions de différents ministères, d'une compensation qui s'élève à un montant global de 20 millions d'euros.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour ce qui est du ressort du Ministère de l'Intérieur, je peux informer l'honorable Député qu'un subside total de 4.448.175,05 € a été accordé, par tranches, à la commune de Sanem à titre de participation de l'État à la construction d'un nouveau centre de secours.

Pour ce qui est de la rénovation et de l'extension de l'ancienne école à Sanem, un montant total de 1.817.900 € a été viré à la commune de Sanem à titre de subside en trois tranches réparties sur les exercices budgétaires 2012, 2013 et 2015.

Finalement, une aide de 2.084.778,36 € a été versée à la commune de Sanem à titre d'aide pour la construction d'un complexe scolaire à Belval-Sud et ce en deux tranches réparties sur les exercices 2012 et 2013.

Question 3092 (21.06.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **fonctionnement interne du Fonds du logement:**

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, la présidente démissionnaire du comité directeur du Fonds du logement aurait cherché à limoger le coordinateur du Fonds qui avait été débauché du Fonds Belval en octobre 2015. Or, ce licenciement aurait été empêché en dernière minute par le Ministère du Logement. De plus le ministère aurait demandé aux membres du comité directeur du Fonds d'expurger le rapport de réunion évoquant ce licenciement.

À la lumière de ces informations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le ministère est en droit de s'immiscer dans le fonctionnement interne du Fonds du logement notamment en ce qui concerne la gestion de personnel?

- Monsieur le Ministre s'est-il déjà concerté avec les responsables du Fonds du logement pour la nomination d'un nouveau directeur à la tête du Fonds du logement?

- La présidente démissionnaire du Fonds sera-t-elle remplacée par le coordinateur actuel du Fonds du logement?

Réponse (27.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Plusieurs questions que l'honorable Député pose sont, suite aux développements, devenues sans objet: ceci est particulièrement vrai pour les questions touchant aux nominations et au fait que la présidente a été remplacée non pas par le coordinateur général, mais par

Monsieur Claude Wagner, comme il a déjà été précisé dans la question parlementaire n°3086 de l'honorable Député. Le nouveau conseil d'administration du Fonds du logement est en train de chercher son premier directeur par une annonce presse, publiée le 8 juillet dernier, demandant aux candidats potentiels de se manifester jusqu'au 31 juillet.

Fait est que la publication de l'annonce de recrutement avait déjà été prévue fin mai, mais que le ministère avait rendu attentif le Fonds du logement sur le fait que ce poste ne pouvait pas être publié avant la mise en vigueur de la nouvelle loi et qu'il revenait, selon le texte voté par la Chambre des Députés, au nouveau conseil d'administration d'entamer la procédure de recrutement et de désigner le nouveau directeur et ses directeurs adjoints. Ladite publication fut donc reportée sur initiative du ministère pour ainsi respecter la nouvelle législation qui n'allait entrer en vigueur qu'après la date de publication initialement prévue par les responsables du Fonds. Il me semble par ailleurs normal que le Ministère du Logement, en tant que ministère de tutelle, intervienne justement en pareilles situations.

Pour conclure, je me permets de vous renvoyer à mes réponses à vos questions parlementaires n°s3034, 3086 et 3119 ainsi qu'à ma réponse à la question parlementaire n°3093 de l'honorable Député Roy Reding.

Question 3093 (26.06.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **rapports de réunion du Fonds du logement:**

Am Paperjam war haut en Artikel iwwert d'Demissioun vun der Presidentin vum Fonds du logement, déi schonn an enger parlamentaresch Fro thematiséiert gëtt. D'Publikatioun schwätzt an deem Zesummenhank awer vun Aktioune vum Wunnengsbauministère, vun deenen ech gär méi Détailer wéisst. Am Paperjam steet: «Surtout, le ministère tenterait maintenant de passer cet épisode sous silence. Il aurait demandé aux membres du comité directeur du fonds d'expurger le rapport de réunion évoquant le licenciement de Monsieur Schweitzer de toute trace de ce point de l'ordre du jour.»

Duerfir meng Froen un den Här Minister fir Logement:

1. Ass et wouer, datt de Ministère - sief et mëndlech oder schréftlech - Uerder ginn huet, datt een oder méi Rapporte vu Reuniounen am Fonds du logement sollten nodréiglech geännert ginn?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt Rapporten duerfir do sinn, fir der Wourecht entspriechend erëmzeginn, wat diskutéiert an decidéiert gouf?

3. Ass de Minister net der Meenung, datt déi Persoun(en) am Ministère, déi esou eng manifest illegal Handlung ugeuerdert huet/hunn missten d'Konsequenze vun esou engem illegalen Akt droen?

Réponse (27.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Op d'Fro vum honorablen Députéierten wéllt ech em matdeelen, dass - den Informatioune vum Fonds du logement no - an de leschten zwee Joer nach ni ee Rapport, dee vum Comité directeur approuvéiert war, nodréiglech geännert gouf.

Ech erlaabe mir och den honorablen Deputéierten op déi aner parlamentaresch Froen ze verweisen, déi an deem Kontext scho gestallt a beäntwert goufen, an zwar vum honorablen Deputéierte Marc Lies (Nummeren 3034, 3086, 3092 an 3119).

Question 3094 (21.06.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **règles relatives à la fermeture exceptionnelle d'écoles fondamentales et de lycées:**

Plusieurs communes du pays ont décidé de suspendre les cours dans les écoles fondamentales en raison de la canicule. La plupart des écoles concernées ont cependant annoncé assurer un service d'accueil pour les enfants ne pouvant pas être gardés à domicile.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelles sont les règles qui régissent les fermetures exceptionnelles d'écoles fondamentales et de lycées en cas, notamment, de canicule?

2) Un service d'accueil en cas de fermeture exceptionnelle est-il obligatoire et dans la négative, pourquoi pas?

3) Le Ministère de l'Éducation nationale a-t-il émis des recommandations aux écoles et lycées pour gérer les risques liés à la très grande chaleur?

4) Une fermeture générale des écoles et/ou lycées au niveau national est-elle envisagée?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Comme précisé dans l'instruction ministérielle du 9 novembre 2015 adressée au collège des inspecteurs, aux présidents des comités d'école, aux bourgmestres et aux présidents des syndicats scolaires, il appartient aux autorités communales de prendre la décision de dispenser les élèves de la fréquentation des cours en cas d'intempéries localisées ou de cas de force majeure (p. ex. installations de chauffage défectueuses). Les mêmes directives s'appliquent dans le contexte des fortes chaleurs.

Une instruction de la même teneur a été adressée aux directeurs des lycées; c'est à eux que revient la décision d'une fermeture éventuelle de l'établissement.

Comme pour toute décision qui a un impact sur l'organisation scolaire, les autorités communales sont tenues d'informer préalablement le ministère (Service de l'enseignement fondamental) d'une telle décision de dispense. Quant aux lycées, ils font parvenir l'information au Service de l'enseignement secondaire et secondaire technique du ministère. L'information préalable des parents d'élèves doit également être garantie par les lycées.

ad 2) En cas de dispense de fréquentation des cours, les écoles fondamentales et les lycées doivent assurer un service d'accueil pendant les heures de classe. Au début de l'année scolaire, le président du comité d'école, respectivement le directeur déterminent les mesures à prendre en situation de crise en vue de la mise en place d'un service d'accueil.

Les écoles et les lycées sont tenus d'organiser une permanence téléphonique à l'intention des parents d'élèves.

ad 3) En date du 1er juillet 2015, le ministère avait transmis un communiqué aux présidents des comités d'école, aux inspecteurs d'arrondissement, à leurs secrétariats ainsi qu'aux autorités communales résumant les recommandations du Ministère de la Santé en cas de canicule

ad 4) Une fermeture générale des écoles au niveau national en cas de fortes chaleurs n'est pas envisagée. En effet, les conditions atmosphériques liées à la chaleur peuvent varier d'un site à l'autre.

Question 3095 (22.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**antisémitisme dans les écoles:**

Et ass kee Geheimnis, datt leider nach ëmmer eng negativ an heiansdo souguer feindlech Haltung géigeniwwer dem jiddesche Vollek, respektiv géigeniwwer Leit mat jiddeschem Glawen, bei ville Leit verbreet ass. An Israel, mä och op villen anere Plazen, kënnt et ëmmer nees zu geziilten Attentater géint Judden.

An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un d'Regierung stellen:

1) Ginn et aktuell Kenntnesser iwwert den Antisemitismus zu Lëtzebuerg a speziell an de Schoulen? Wa jo, op wat fir enger Grondlag baséieren déi Kenntnesser?

2) Sollt d'Regierung kee speziellt an aktuellt Wëssen zu deem Thema hunn, denkt si, datt et sënnvoll wär, Etüde maachen ze loossen?

3) Huet d'Regierung e präventiivt Konzept virgesinn? Wa jo, wéi gesäit dat Konzept aus?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'Regierung ass sech bewosst, datt den Antisemitismus an dem globale politesche Klima vun de leschte Joren an duerch d'rasant Ausbreedung vun de soziale Medien en Opschwong an der Welt erlieft huet. Datt deem muss entgéintgewierkt gi steet ausser Fro a Lëtzebuerg ass bereet, sech do ze engagéieren: esou wäert eist Land zum Beispill 2019 d'Presidence vun der International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) iwwerhuelen, enger intergouvernementaler Organisatioun, bei där mir zënter 2003 Member sinn an déi et sech zum Zil gesat huet, fir der Shoah ze gedenken an d'Ursaache fir esou Katastrophen ze ënnerbannen.

ad 1) Dem Educatiounsministère si keng antisemitesch Virfäll an eise Schoule bekannt. Just ee Fall aus enger Privatschoul ass bekannt. An deem Fall ass de Ministère amgaangen, aktiv no Léisungen ze sichen, obschonns mer bei dëse Schoule manner Emprise hunn. D'Schoul selwer huet de Virfall natierlech direkt sanktionéiert.

De Ministère schafft enk mat den Direktiounen zesummen, déi selwer duerch de Kontakt mat hiren Enseignanten an dem SPOS op esou Fäll géifen opmierksam ginn. D'Leit an de Schoule si sech natierlech bewosst, datt Fäll vun Antisemitismus extrem seriö sinn, ma et schéngt glécklecherweis esou ze sinn, datt mir hei am Land déi Problemer, déi et bei verschiddene vun eisen Nopere gëtt, an deem Mooss net hunn.

D'Regierung ass sech awer duerchaus bewosst, datt muss dru geschafft ginn, fir ze verhënneren, datt esou Entwécklungen och bei eis Fouss faassen.

ad 2) De Ministère ass duerchaus interesséiert, fir Etüden zu deem Thema maachen ze loossen, an huet sech eng Rei vun esou Studien aus dem Ausland zur Inspiratioun ugekuckt.

ad 3) Wuel eng vun de wichtegste Methoden, fir dem Antisemitismus entgéintzewierken, ass fir d'Leit opzeklären an zum kriteschen Denken ze bewegen, fir Viruerteeler als solch ze erkennen a fir de Verschwörungstheorien, déi an der haiteger Zäit virun allem an de sozialen Netzwierker zirkuléieren, als geféierlech Fantasien ze entlarven. Dofir ass et och wichteg, datt d'Schüler d'Realitéit kenneléieren an net einfach op d'Verdréiunge vu Populisten erafalen.

Dofir gëtt d'jiddesch Geschicht an den Antisemitismus och an de Coursë behandelt. Dëst geschitt souwuel an dem geschichtleche Kontext iwwer verschidden Epochen (vum Mëttelalter iwwert d'19. Jorhonnert an den Holocaust bis zum No-Ost-Konflikt), wéi och an dem haitege sozialen Ëmfeld. D'Thema gëtt och an anere Fächer, wéi de Sproochen, behandelt, sief et duerch „lecture cursive" oder d'Behandele vun aktuellen Themen.

Dat neit Fach „Vie et Société" ass speziell konzipéiert, fir de schiedlechen Entwécklungen, déi mer an dësen Zäite leider allze vill gesinn, entgéintzewierken. Den Zentrum fir Politesch Bildung huet dëst als eent vu sengen Haaptziler. Dozou kënnt, datt besonnesch unhand vun der Shoah d'Schüler duerch Visitten a Commemoratioune mat de Geforen an de Konsequenze vum Antisemitismus konfrontéiert an zum Iwwerleeë bruecht ginn. Esou huet zum Beispill d'Austellung „Between Shades and Darkness" iwwert d'Judden zu Lëtzebuerg an den 30er a 40er Joren den Tour vu ville Schoule gemaach.

De Ministère leet grousse Wäert op d'Weiderbildung vun den Enseignanten, fir an de Schoulen op déi richteg Manéier op Fäll vun Intoleranz ze reagéieren a se ze ënnerbannen. Esou bitt den IFEN zum Beispill Formatiounen iwwert „Radikalisierung von Kindern/Jugendlichen – Präventionskonzepte" oder „Politischer & Religiöser Radikalismus - Radikalisierungsprozess bei jungen Menschen" un, fir richteg mat esou Problemer eens ze ginn, oder awer „Geschichte der jüdischen Minderheit in Luxemburg", fir ze sensibiliséieren an den Enseignanten ze erlaben, dëst och un hir Schüler weiderzeginn.

Am Ament gëtt un engem Accord mat Yad Vashem geschafft, deem sain Zil et ass, weider Formatioune vun deem Genre unzebidden. Lëtzebuerg huet natierlech och Kontakt mat aneren Organisatiounen am Ausland, déi sech mat deem Thema befaassen, an huet fest vir, esou Kontakter och weider auszebauen.

Question 3096 (22.06.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **nouvel horaire des CFL:**

Depuis trois ans le taux de ponctualité des trains est en baisse constante. Une des raisons est le degré de saturation de notre réseau ferré. Pour enrayer cette évolution négative, Monsieur le Ministre met en avant des adaptations au niveau de l'horaire 2018 qui seront mises en place dès décembre 2017. Cette refonte des horaires a été élaborée en concertation avec les experts d'un bureau suisse spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires et l'optimisation de l'exploitation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il commandé cette étude auprès du bureau suisse spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires?

- Existe-t-il d'autres firmes expertes en la matière et le cas échéant pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il décidé de retenir le bureau d'experts suisse?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le coût de cette étude?

- L'étude en question a-t-elle fait l'objet d'un marché public ou négocié?

- Quelles sont les différences principales entre l'horaire actuel des CFL et celui qui entrera en vigueur fin décembre 2017?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le contrat de service public de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, signé le 7 mai 2009 et entré en vigueur le 1er janvier 2010 stipule que les CFL réalisent, à leur initiative ou à la demande du ministre, des études et enquêtes pour identifier les besoins et les attentes des voyageurs avec l'objectif d'améliorer et de développer le service public.

Les études comprennent notamment l'évolution de la demande et la nécessité d'adaptations des dessertes et la faisabilité opérationnelle des dessertes prévues/projetées.

C'est exactement dans ce contexte de l'exécution d'un service de transport public de qualité axé sur la ponctualité comme un des principaux critères de qualité, que les CFL ont mandaté à leur initiative un bureau suisse spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires et l'optimisation de l'exploitation et ayant réalisé des missions pour un nombre important d'entreprises ferroviaires, de gestionnaires d'infrastructure et d'autorités organisatrices.

La décision d'attribution de la mission à ce bureau a été prise en réaction à la situation saturée actuelle du réseau afin de pouvoir proposer une meilleure offre de service qui se base sur les piliers suivants:

- la desserte des deux nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et Howald à partir du 10 décembre 2017;

- la création de liaisons transversales pour permettre d'atteindre ces arrêts sans changement de train en gare de Luxembourg à partir du Sud et du Nord du pays;

- l'augmentation de la robustesse de l'horaire des trains en tenant compte des goulots d'étranglement que présente le réseau ferré national.

À toutes fins utiles, l'on précise que la Société nationale des chemins de fer conclut tous ses marchés conformément à la législation sur les marchés publics actuellement en vigueur.

Quoi qu'il en soit, les principales modifications entre l'horaire actuellement en vigueur et celui valable à partir du 10 décembre 2017 sont les suivantes:

Pour la ligne 10:

- création de liaisons transversales pour permettre d'atteindre les nouveaux arrêts Pfaffenthal-Kirchberg et Howald sans changement de train en gare de Luxembourg à partir du Sud et du Nord du pays;

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 60 (avec accès aux gares de Howald et Belval-Université sans changement de train);

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 70 aux heures de pointe.

Pour la ligne 30:

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 60 (avec accès aux gares de Howald et Belval-Université sans changement de train);

- création d'une liaison directe en direction de Düsseldorf avec un aller/retour par jour effectué par une automotrice du type KISS des CFL;

- accélération de quatre minutes du temps de parcours des trains à destination de Cloblence par le biais de la suppression des arrêts de Wecker et de Munsbach pour les trains directs à l'exception des heures de pointe;

- les arrêts Wecker et Munsbach continueront à être desservis par deux à trois trains par heure durant les heures de pointe.

Pour la ligne 60:

- transformation du train direct de Rumelange en navette Rumelange - Noertzange;

- coordination avec les trains en direction de la gare de Luxembourg assurée à Noertzange;

- transformation des trains directs Volmerange - Luxembourg en navettes Volmerange - Bettembourg à l'exception d'un train le matin et d'un train l'après-midi (les trains les plus fréquentés sont maintenus);

- voitures supplémentaires pour les trains directs circulant entre Volmerange et Luxembourg;

- train direct Volmerange - Luxembourg avec départ à Volmerange à 06h44 et arrivée à Luxembourg à 07h14;

- limitation des trains RB à Pétange (au lieu de Rodange). Le tronçon entre Rodange et Pétange reste desservi six fois par heure (deux fois par la ligne 60 et quatre fois par la ligne 70);

- réduction de la desserte de Berchem (deux fois par heure au lieu de quatre fois par heure);

- desserte de l'arrêt Howald par tous les trains quatre fois par heure;

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 10 (avec accès au nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg sans changement de train);

- liaison transversale vers la ligne 30;

- nouvelle ligne de bus directe entre Dudelange et Luxembourg-Kirchberg ayant départ toutes les 30 minutes avec renforts lors des heures de pointe;

- desserte du nouveau pôle d'échange Luxexpo au Kirchberg.

Pour la ligne 70:

- liaison transversale une fois par heure en heures de pointe vers la ligne 10 (avec accès au plateau Kirchberg vers le nouvel arrêt à Pfaffenthal-Kirchberg sans changement de train);

- transformation des trains directs Virton - Luxembourg en navette Virton - Rodange.

Pour la ligne 90:

- desserte du nouvel arrêt Howald par un à deux trains par heure.

Avec les modifications prévues, le temps de trajet de la ligne 10 Ettelbruck - Kirchberg passera par exemple de 47 minutes à 25 minutes. La ligne 30 gagnera quatre minutes à destination de Coblence et sur la ligne 60 le temps de trajet Esch-sur-Alzette - Kirchberg passera de 44 minutes actuellement à 36 minutes après le changement d'horaire.

Question 3098 (28.06.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **centrale nucléaire de Cattenom:**

En mars 2017, EDF (Électricité de France) avait détecté une insuffisance de tenue au séisme d'un système auxiliaire des diesels de secours à la centrale nucléaire de Golfech, puis sur l'ensemble des réacteurs de 1.300 MWe, dont aussi Cattenom.

L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) classe au niveau 2 de l'échelle INES (International Nuclear Event Scale) cet événement significatif pour la sûreté relatif à la tenue au séisme des systèmes auxiliaires des groupes électrogènes de secours à moteur diesel (circuits de refroidissement, etc.). En effet, en cas de perte des alimentations électriques externes provoquée par un séisme, le fonctionnement des diesels de secours pourrait ne plus être assuré, en raison de la défaillance de leurs systèmes auxiliaires. L'ASN demande à EDF une mise en conformité endéans les trois semaines pour au moins un des deux diesels de secours, et sous un mois et demi pour le deuxième.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement est-il en contact avec les autorités françaises afin de veiller à l'exécution de la mise en conformité?

- Les travaux nécessaires ont-ils déjà été entamés?

- Le Gouvernement n'entend-il pas intervenir afin de persuader les autorités françaises qu'une mise hors service de la centrale de Cattenom s'imposerait jusqu'à ce que la situation soit en conformité?

Réponse commune (26.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Selon les procédures en vigueur, l'opérateur de la centrale de Cattenom a informé le 20 juin 2017 les autorités luxembourgeoises de la classification au niveau 2 de l'incident en question.

Suite à la déclaration, il y a eu des échanges bilatéraux avec l'opérateur et avec l'Autorité de sûreté nucléaire en France (ASN). Cette dernière a confirmé que les travaux de mise en conformité sont réalisés selon les délais imposés. Concernant le site de Cattenom, il s'agit principalement de remplacer des ancrages, qui avaient été dimensionnés de manière insatisfaisante.

Le classement au niveau 2 du présent événement est dû au fait qu'il concerne de manière générique plusieurs sites et plusieurs équipements auxiliaires. L'occurrence d'une telle non-conformité sur un seul site serait classée au niveau 1.

Si la permanence de l'alimentation électrique de secours d'un réacteur n'était pas assurée pour un séisme maximal historiquement vraisemblable, ce réacteur devrait être mis dans un état sûr sans délai (réparation très rapide ou mise à l'arrêt du réacteur). Selon l'ASN, le calendrier actuel de réparation d'EDF répond à cette préoccupation.

Toujours est-il que les groupes électrogènes de secours font partie des composants essentiels de la défense en profondeur d'un réacteur et que ses composants doivent être dimensionnés avec des marges contre un tel séisme. Ceci doit évidemment s'appliquer avec la même rigueur à des réacteurs, comme celui de Cattenom, qui se trouvent dans une région séismique très stable. Il est ainsi inquiétant de voir des non-conformités dans la qualification séismique sur plusieurs équipements auxiliaires essentiels, alors que le stress test en 2012 portait spécifiquement sur ces aspects.

Les ministres constatent aussi qu'il y a eu de manière récurrente ces dernières années, des écarts concernant les groupes électrogènes de secours. Le projet d'installer des nouveaux diesels d'ultime secours en 2018, ne doit en effet aucunement permettre d'accepter une dégradation sur les équipements existants.

Question 3099 (26.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **comité d'élèves:**

All Lycée huet säin eegene Schülerkomitee, deen an enger demokratescher Schoulkultur vun de Schüler am jeeweilege Lycée gewielt gëtt. D'Funktioun vum Schülerkomitee ass déi, d'Interessen an d'Rechter vu senge Wieler ze vertrieden an de Lycéesschüler domat eng Stëmm ze ginn. De Schülerkomitee ënnerstëtzt d'Schüler bei eventuelle Problemer a bedeelegt sech un der Verbesserung vum Schoulalldag. Dozou organiséiert hien och Projeten an Aktivitéiten an der Schoul. E Schülerkomitee soll participativ sinn, senge Flichten an Aufgaben nokommen an d'Verantwortung géigeniwwer senge Wieler eescht huelen. Fir all deem gerecht ze ginn, mussen déi eenzel Memberen engagéiert sinn an net just Méi a Suen investéieren, mä och hir privat Zäit. Deem ass sech awer net jidderee bewosst, wouduerch de Schülerkomitee dacks net déi néideg Unerkennung a Wäertschätzung kritt. Dëst ass eng bedauerlech Situatioun, ëmmerhi si mir an enger Zäit a Gesellschaft, an där d'Zertifikatioun vu soziale Kompetenzen a virun allem Engagementer ëmmer méi wichteg ginn, fir sech bei enger Uni an och op enger Aarbechtsplaz ze bewerben. Ausserdeem sollt een net vergiessen, datt hei och d'Iddi vun der demokratescher Erzéiung eng Funktioun dréit.

Dëst ass awer net deen eenzege Problem, virun deem de Schülerkomitee steet. Oft feelt, haaptsächlech deenen neie Memberen, déi néideg Kompetenz an d'Basiswëssen, fir hire Flichten an Aufgabe gerecht ze ginn. Aus dësem Grond organiséiert a finanzéiert d'Schülerkonferenz (CNEL) Formatiounen, déi dës Mängel behiewen an de Lycéesschüler esou eng Vertriedung mat méi Qualitéit a Kompetenz zur Verfügung stelle sollen. E weidere Problem bereet de Budget vum Schülerkomitee, deen am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2001 net geregelt ass.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Educatiounsminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt esou Formatiounen, wéi se vun der CNEL organiséiert a finanzéiert ginn, sënnvoll a wichteg sinn? Wann net, wat ass seng Begrënnung dofir? Wa jo, wier et da méiglech, datt d'Finanzéierung vun deene Formatiounen, déi si den Ament nach selwer finanzéieren, géife vum Stat iwwerholl ginn?

2. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt deene Schüler, déi e Mandat am Schülerkomitee oder och als Klassespriecher iwwerhuelen, hiert Engagement sollt unerkannt, opgewäert an dokumentéiert ginn? Wier et méiglech, datt heifir norméiert Zertifikater ausgestallt ginn?

3. Wéi héich schätzt den Här Educatiounsminister de minimale Budget an (a Proportioun zu der Unzuel u Schüler, déi e Lycée huet) deen e Schülerkomitee brauch, fir senge Flichten an Aufgabe gerecht ze ginn?

4. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt hei méi Transparenz misst geschaaft ginn, andeems de Ministère eng kloer Leitlinn definéiert fir eng geregelt a gerecht finanziell Basis ze schafen, déi all de Schülerkomiteeë vu Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt ka ginn?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierten wëll ech fir d'Éischt betounen, wéi wichteg mir den Dialog mat de Schüler an hire gewielte Vertrieder op nationalem Niveau ass. Et ass op d'Initiativ vun der Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) hin, datt ech viru kuerzem de Schüler vun 2e d'Änderungen am Premièresexamen erkläert hunn, esou wéi se vum Schouljoer 2017-2018 un applizéiert ginn.

Och um Niveau vun de Schoule spillen d'Schülerkomiteeën eng wichteg Roll: am Kontext vun den aktuelle Reforme kann ech mer zum Beispill net virstellen, datt en Direkter e Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS) ausschaffe géif ouni eng aktiv Bedeelegung vun de Schüler.

D'CNEL leescht, a mengen Aen, eng ganz sënnvoll a wichteg Aarbecht, ënner anerem duerch d'Formatiounen, déi si fir d'Schülerkomiteeën organiséiert. Wat d'Finanzéierung ubelaangt, ass et esou, datt d'Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL) vum Stat e Budget vun 210.835 € zur Verfügung gestallt kritt, dëst fir d'Joer 2017. Dovu si 15.000 € fir d'CNEL reservéiert. Mat deem Budget finanzéiert d'CNEL d'Formatioune fir d'Schülerkomiteeën.

Fir datt si hir Missioun effikass kënnen erfëllen, ass et wënschenswäert, datt d'Schülerkomiteeën iwwer finanziell Mëttele verfügen. An der Tabell hei drënner stinn d'Kreditter - fir 2017 -, déi de Schülerkomiteeën an deenen eenzelne Lycéeën am Kader vun der Gestion séparée zur Verfügung gestallt goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Montanten, déi an der Tabell ugi sinn, sinn déi vun der ursprénglecher Verdeelung vun der Dotatioun, déi d'Lycéeën zur Verfügung gestallt kruten, esou wéi se vum Conseil d'éducation approuvéiert goufen. Deels komme se bei d'finanziell Reserve bäi, déi d'Schülerkomiteeën accumuléiert hunn.

Do dernieft ginn ech ze bedenken, datt an e sëlleche Lycéeë verschidde Fraisen, déi duerch d'Aktivitéite vum Schülerkomitee entstinn (Material, Fotokopien), iwwer aner Centres de coûts lafe wéi deen, deen an der Tabell detailléiert gëtt (Administration générale oder Service de photocopie zum Beispill). Et ass mer awer net méiglech, déi genee Montanten ze chiffréieren.

Heiraus geet ervir, datt d'Beträg ganz staark variéiere vun engem Gebai zum aneren.

Bei Gebaier, déi keng Sue fir de Centre de coûts 2120 virgesinn hunn, ginn d'Aktivitéite vum Schülerkomitee entweder iwwer eng motivéiert Demande un d'Direktioun vum Lycée finanzéiert oder iwwert dee Betrag, deen am Centre de coûts accumuléiert gouf.

An der Optik vun enger Valoriséierung vun der Aarbecht vun de Schülerkomiteeën, wäert ech de Gebaier recommandéieren:

- de Schülerkomiteeën e minimale Budget vu 500 € pro Joer zur Verfügung ze stellen;

- de Membere vun de Schülerkomiteeë Certificaten auszestellen, déi hiert Engagement attestéieren.

Question 3100 (26.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **manque de personnel dans le secteur des soins:**

Als ee vun deene grousse Problemer am Fleegeberäich gëtt de Mangel u Personal ugesinn. Menges Wëssens gëtt et kee Personalschlëssel a keng kloer Virschréften iwwert d'Personalstäerkt, z. B. fir den Nuetsdéngscht an dem Secteur. Trotz aller Méi vun deem Personal, dat do ass, stellt sech doméinst dacks genuch d'Fro, ob d'Leit wierklech gutt genuch versuergt ginn. Dobäi kënnt, datt vill Fleegedéngschter privat sinn an no kommerzielle Kritäre schaffen.

Dës Zoustänn kënne bei eeleren a kranke Leit zu der Angscht féieren, an enger Noutsituatioun net séier an net gutt genuch versuergt ze ginn, mat allem, wat domat kann zesummenhänken.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Personalsituatioun an de staatlech bezuelten oder subventionéierte Fleegedéngschter hei zu Lëtzebuerg?

2. Mengt d'Madamm Gesondheetsminister, datt déi Situatioun befriddegend ass?

3. Wann net, sollt de Stat dann e Personalschlëssel virschreiwen, fir eng adequat Versuergung vun de Leit an der Fleeg kënnen ze garantéieren?

Réponse commune (26.07.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Zurzäit mussen d'Prestatairen am Beräich vun de Soinen an Hëllefen en Agrement beim Familljen- an Integratiounsministère froen, iert se kënnen aktiv ginn. D'Bedingungen, fir deen Agrement ze kréien, sinn am Artikel 2 vum Gesetz vum 8. September 1998, dat d'Relatiounen tëscht dem Stat an den Organismen, déi am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich schaffen, fixéiert. Eng vun de Bedingungen ass eng minimal Dotatioun u Personal.

De „règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées" definéiert a sengem Artikel 12 fir all Kategorie vun Aktivitéiten eng minimal Zuel u qualifizéiertem Personal.

Hei am Land ginn et keng staatlech bezuelten oder subventionéiert Fleegedéngschter. Dës Servicer finanzéiere sech zum gréissten Deel iwwert d'Fleegeversécherung.

All Service „aide à domicile" a „soins à domicile" muss mindestens iwwert dräi Posten zu 40 Stonne verfügen, fir agreéiert kënnen ze ginn.

2016 waren am Beräich vun den 13 agreéierte Fleegedéngschter 2.066,59 ETP beschäftegt (aide à domicile: 1.483,33 / soins à domicile: 583,26), dovun 929 ganzzäitlech.

Mindestens 40% vun dem qualifizéierte Personal mussen eng Qualifikatioun vu mindestens 40 Stonnen a Palliativfleeg hunn. Eng „permanence en soins palliatifs" muss 24 Stonnen op 24 duerch eng Persoun, déi eng „profession de santé" exerzéiert an déi eng Qualifikatioun vu mindestens 160 Stonnen a Palliativfleeg huet, assuréiert ginn, soubal wéi eng Persoun den „carnet palliatif" huet.

De folgenden Tableau, deen aus engem Rapport vun der OCDE ass, weist de Verglach vum Prozentsaz un Encadrement an enger Partie Memberstate fir de stationären an den ambulante Beräich vum Secteur vun de Soinen an Hëllefen:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Fleegeversécherung iwwerhëlt d'Akte fir Soinen an Hëllefen, déi vun de Prestatairë bis zum Niveau vum Plan de prise en charge, dee vun der Cellule d'évaluation et d'orientation accordéiert ginn ass, geleescht ginn. Dëse Plang gëtt op Basis vun de reelle Besoinen an Hëllefen, déi eng Persoun brauch, opgestallt. All Akt entsprécht enger bestëmmter Zäitspann, an dorauser ergëtt sech eng Gesamtdauer u Stonnen, déi vun deenen eenzelne Prestatairë geleescht ginn. Pro Joer realiséiert d'CNS eng Plausibilitéitskontroll, fir ze verifizéieren, ob d'Personal vun de Prestatairen duergeet, fir déi fakturéiert Leeschtungen ze erbréngen.

Doriwwer eraus gesäit d'Reform vun der Fleegeversécherung am Artikel 387bis (1) vir, dass e groussherzoglecht Reglement Norme kann definéieren, wat d'Qualifikatioun an d'Effektiver u Personal ugeet.

Mir stellen all Dag fest, dass all déi verschidde Fleegedéngschter eng ganz gutt a wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten an esou eng adequat Fleeg vun de Leit garantéieren.

Question 3101 (26.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **recherche sur les cellules souches embryonnaires:**

D'Fuerschung un embryonale Stammzellen ass ethesch a moralesch ëmstridden.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Gëtt zu Lëtzebuerg op enger vun de folgenden Institutioune Fuerschung un embryonale Stammzelle bedriwwen: Universitéit Lëtzebuerg, Luxembourg Institute of Health, Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) oder op iergendenger anerer Plaz, inklusiv a private Firmen oder Institutiounen?

2. Wa jo, wat sinn déi rechtlech Regelen, no deenen dës Fuerschung zu Lëtzebuerg bedriwwe ka ginn?

3. Duerch wat fir e Kontrollorgan gëtt séchergestallt, datt dës Regelen och agehale ginn?

4. Ginn zu Lëtzebuerg Embryoen oder embryonal Tissuen, déi z. B. aus enger Ofdreiwung oder enger PMA mat „embryons surnuméraires" stamen, stockéiert, beispillsweis a Kliniken oder an enger Biobank? Wéi eng Regele gëlle fir esou Embryoe respektiv embryonal Tissuen?

5. Wat geschitt mat Embryoen oder embryonalen Zellen, déi hei am Land der Fuerschung zur Verfügung gestallt ginn? Ginn déi zu iergendengem Moment zu engem Handelsobjekt, datt heescht dat si kënne kaaft oder verkaaft ginn?

Réponse (24.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

An de Fuerschungszentren zu Lëtzebuerg gëtt keng Fuerschung un embryonale Stammzelle bedriwwen. Onsem Wëssen no ass och keng Privatfirma bekannt, déi esou eng Fuerschung zu Lëtzebuerg bedreift.

D'Decouverte vum Fuerscher Shinya Yamanaka am Joer 2008 huet d'Necessitéit vun der Fuerschung un embyronale Stammzellen a Fro gestallt. Dësen Nobelpreisträger huet erausfonnt, datt een och kéint Zelle vun enger erwuessener Persoun programméieren, soudatt pluripotent Zellen entstinn. D'Decouverte vun de pluripotenten Zelle beim Embryo wor deemools de wëssenschaftleche Grond, firwat en Interessi do wor, fir Fuerschung op embryonale Stammzellen ze ënnerhuelen.

Méi generell geschwat, kann ee soen, datt all biomedezinnesch Fuerschung dem Avis vun der „Commission nationale d'éthique de la recherche" (CNER) ënnerläit.

Wann et eng Recherche oder eng Etüd ass, déi als „essai clinique" qualifizéiert gëtt, applizéiert sech d'Reglementatioun iwwert d'Essai-cliniquen (règlement grand-ducal du 30 mai 2005 relatif à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain). Dëse reglementaresche Kader gesäit vir, datt d'Autorisatioun vun engem Essai clinique vun deem Minister muss autoriséiert ginn, deen d'Gesondheet a sengen Attributiounen huet, an dëst no engem Avis vum CNER. Dëst gëtt och gemaach, wann et sech ëm ee Fuerschungsprojet handelt, deen d'Applikatioun vun engem medezinneschen Dispositiv um Mënsch test.

Wat méi genau d'Gesetzgebung iwwert d'Benotze vun Embryozellen no enger ofgebrachener Schwangerschaft ugeet, applizéiert sech d'Gesetz vum 1. August 2007 iwwer „tissus et cellules humaines destinés à des applications humaines". D'Gesetz präziséiert a sengem Artikel 11, datt „tissus ou cellules embryonnaires ou fœtaux" net kënne prelevéiert, konservéiert oder benotzt ginn no enger ënnerbrachener Schwangerschaft, ausser wann dëst eng Finalitéit huet, déi eng mënschlech Applikatioun huet. Hei geet et also net ëm eng Finalitéit vun der Fuerschung mä ëm eng medezinnesch Finalitéit.

D'Abgab vum Embryo am Kader vun enger onerwënschter Schwangerschaft, däerf just no dem geschriwwenen Averständnis stattfannen an nodeems d'Fra déi ugemiessen Informatioune krut iwwert d'Finalitéit vun dëser Abgab. Dës Informatioun muss een hir ginn, nodeem si decidéiert huet, hir Schwangerschaft ofzebriechen.

Heizou kann een nach soen, datt laut der Autorisation ministérielle fir de Service de Procréation Médicalement Assitée (PMA) am CHL vum 4. Abrëll 2003, et net erlaabt ass, Fuerschung um Embryo ze ënnerhuelen.

Wat d'Embryoen ugeet, déi iwwregbleiwen no enger PMA („embryons surnuméraires"), ass d'Cryoconservatioun vun Embryoen am Service PMA vum CHL erlaabt, soudass am Service PMA vum CHL eng Biobank existéiert, mä dëst exklusiv am Kader vun der PMA.

Question 3103 (27.06.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **développement des transports publics:**

L'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers, l'allongement des distances pour les travailleurs résidents et la croissance démographique luxembourgeoise nécessitent des investissements dans les réseaux de transports. Dans l'émission «Background am Gespréich» Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé qu'entre 2013 et 2023, environ 3,8 milliards d'euros seront investis dans les infrastructures ferroviaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la répartition régionale de ces investissements?

- Est-ce que ces investissements vont respecter les orientations du Plan sectoriel «Transports»?

- Comment les investissements vont-ils influencer le budget public?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'affectation régionale des projets a été réalisée sur base des lignes ferroviaires.

Il faut toutefois noter que de nombreux projets, bien qu'ils soient situés sur une ligne spécifique, servent à deux ou plusieurs régions.

Ainsi, le nouvel arrêt ferroviaire Pfaffenthal-Kirchberg qui est situé sur la Ligne du Nord, est bénéfique pour l'entièreté du réseau. Il en est de même pour les futurs cinquième et sixième quais situés en gare de Luxembourg, qui amélioreront de manière significative le fonctionnement du réseau entier.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tous ces investissements respectent les orientations relevant du Plan sectoriel «Transports».

Les investissements dans le réseau ferré national sont financés par le Fonds du rail. Celui-ci est alimenté par le budget de l'État, des emprunts étatiques, des subventions communautaires, des loyers concernant la location d'immeubles relevant du domaine ferroviaire et la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire.

Question 3104 (27.06.2017) de **MM. Laurent Mosar**, **Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**imposition des associations sans but lucratif:**

Les associations sans but lucratif s'interrogent sur l'application à leur égard de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), eu égard notamment à l'article 44, paragraphe 1er de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la TVA qui dispose que:

«Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée dans les limites et sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal: [...] v) les livraisons de biens et les prestations de services effectuées, lors de manifestations occasionnelles destinées à leur apporter un soutien financier, par des organismes sans but lucratif, qui poursuivent des objectifs d'intérêt collectif ou général et qui n'ont pas la qualité d'assujetti en raison de leur activité principale.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser les limites et les conditions de cette exonération d'impôt? Qu'en est-il de la fiscalité sur le revenu applicable aux associations sans but lucratif?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'au niveau de l'imposition des associations sans but lucratif, des adaptations s'imposent? Lesquelles?

Réponse (26.07.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les honorables Députés demandent des explications relatives à l'article 44, paragraphe 1er de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cet article prévoit notamment une exonération de la TVA pour «les livraisons de biens et les prestations de services effectuées, lors de manifestations occasionnelles destinées à leur apporter un soutien financier, par des organismes sans but lucratif, qui poursuivent des objectifs d'intérêt collectif ou général et qui n'ont pas la qualité d'assujetti en raison de leur activité principale, ou par des organismes dont les opérations sont exonérées (...)» (point v).

La définition retenue exclut donc les organismes, quelle que soit leur forme légale, qui poursuivent un but lucratif.

L'article précise en outre que l'exonération ne s'applique que pour des livraisons ou prestations effectuées «lors de manifestations occasionnelles». Sont ainsi visés des évènements organisés de manière non régulière, sans que ce critère n'exclue la possibilité d'une certaine récurrence.

Aux termes de l'article, les manifestations visées sont par hypothèse destinées à «apporter un soutien financier» à l'association qui les organise, ce qui implique qu'un éventuel profit est à reverser à l'association en question afin que celle-ci puisse en bénéficier pour le financement de ses activités.

Dans la mesure où le texte en vigueur est suffisamment clair et ne pose pas de problèmes d'application particuliers, aucune adaptation du régime applicable en la matière aux associations sans but lucratif ne s'impose à ce stade.

Question 3105 (28.06.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic à Saeul:**

Les deux traversées de la localité de Saeul, la route de Mersch (N8) et la route principale (N12), souffrent de flux de trafic de plus en plus importants, ce qui diminue la qualité de vie des citoyens habitant le long de ces voies routières.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur l'évolution des mouvements de véhicules traversant le village de Saeul?

2. Quel est le nombre de véhicules lourds qui transitent tous les jours par ce village?

3. Qu'en est-il de la densité du trafic durant les heures de pointe?

4. Quel est l'impact de la nouvelle autoroute A7 sur le trafic transfrontalier passant par Saeul?

Réponse (28.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En général, l'évolution du trafic routier est en augmentation continuelle lors des dernières années.

En nombre (trafic journalier moyen), la N12 accuse environ 5.400 véhicules/jour en provenance du Nord (Rippweiler-Saeul), et 3.800 sur le tronçon Sud (Saeul-Tuntange) de cet axe. 3.800 véhicules ont été observés sur la partie ouest de la N8 (route d'Arlon), tandis qu'environ 3.700 véhicules empruntent la N8 en direction de Brouch (route de Mersch). Selon des observations récentes, le nombre de poids lourds sur la N8 est de l'ordre de 210 par jour, tandis qu'environ 270 poids lourds empruntent la N12 (les deux directions confondues).

La densité du trafic durant les heures de pointe sur la N8 (route de Mersch) se traduit par un nombre de 280 véhicules le matin aux alentours de 08h00 et par un nombre de 333 véhicules le soir vers 18h00. Ces chiffres comprennent véhicules et poids lourds confondus, les 2 directions cumulées.

Sur la N12 (route principale), la densité du trafic durant les heures de pointe se traduit par un nombre de 322 véhicules le matin aux alentours de 08h00 et par un nombre de 324 véhicules le soir vers 18h00. Ces chiffres comprennent également véhicules et poids lourds confondus, les deux directions cumulées.

Après l'ouverture de la route du Nord, A7, il n'y a pas eu d'augmentation sensible du nombre de véhicules sur la N12, axe Nord-Sud, entre Rippweiler et Saeul. Le trafic sur cette même N12 en direction de Tuntange a clairement diminué. En contre-partie, le trafic sur la N8 entre Saeul et l'échangeur de Mersch, axe Ouest-Est, a augmenté de façon significative, sans pourtant dépasser les 4.000 véhicules/jour.

Cette augmentation peut s'expliquer, d'une part, par la diminution des mouvements en direction de Tuntange à charge égale sur le tronçon Nord de la N12 et, d'autre part, par une augmentation du trafic sur la N8 en provenance de Kreuzerbuch. Cette augmentation, qui est également documentée à la frontière (Gaichel), pourrait résulter de l'attrait de l'axe A7 en concurrence avec une A6 très chargée.

Il y a toutefois lieu de remarquer que les chiffres des comptages à disposition ne renseignent pas sur l'origine et la destination du trafic.

Question 3106 (28.06.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **renard dans les villes:**

L'interdiction de la chasse au renard a été introduite en 2015. Au cours des derniers mois, on peut observer une augmentation préoccupante du nombre de renards dans les quartiers résidentiels de nos villes et localités. Le renard peut être dangereux pour l'homme car il peut être porteur d'une maladie parasitaire: l'échinococcose. L'homme peut se contaminer en ingérant des œufs du parasite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Le Gouvernement peut-il nous confirmer une prolifération de renards dans les villes?

2) Dans l'affirmative, existe-t-il un risque d'échinococcose accru dû à l'augmentation de la population de renards dans les villes?

3) Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement en vue de faire reculer les renards des quartiers résidentiels?

4) Est-il prévu de lancer une campagne d'information ciblée sur l'échinococcose auprès du grand public?

Réponse commune (28.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Non. Comme déjà précisé dans les réponses à des questions parlementaires précédentes, une telle étude à grande échelle en milieu rural engendrerait des frais démesurés, et serait impossible à réaliser en milieu urbain à cause la non-accessibilité des terrains (droit de propriété).

Les ministres ignorent d'où les députés tiennent ces informations d'une «augmentation préoccupante du nombre de renards dans les quartiers résidentiels de nos villes et localités» et les demandent, dans un esprit constructif, de mettre à disposition de l'Administration de la nature et des forêts les sources et études y relatives.

Les ministres tiennent aussi à rappeler qu'au moment de l'abolition de la chasse au renard, le Gouvernement avait institué un comité de suivi du renard. Ce comité est constitué d'experts, dont des représentants du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et du Ministère de la Santé. Le comité n'a pas su retenir des éléments scientifiques valables susceptibles de documenter une telle prolifération après l'abolition de la chasse.

ad 2) Les ministres ne peuvent pas confirmer l'augmentation de la population de renards dans les villes.

Or, les ministres profitent pour rappeler que le risque de transmission de l'échinococcose est surtout lié au comportement des gens. Il importe de respecter les règles générales d'hygiène (se laver les mains après avoir travaillé la terre et avant de manger) et ne pas manger des légumes ou fruits (du sol) non lavés.

L'échinococcose est une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg. Très peu de cas sont rapportés, à savoir: quatre cas déclarés en dix ans. À noter que la transmission de l'échinocoque n'a pas comme seule cause possible le renard et que les animaux de compagnie semblent également jouer un rôle important.

ad 3) Actuellement, aucune mesure n'est envisagée, vu l'absence de besoin.

ad 4) En 2011, l'ANF a publié une brochure sur le renard («Füchse in Luxemburg»). 10.000 exemplaires de cette brochure ont été distribués en version papier et sur le portail de l'environnement (www.emwelt.lu) de nombreux téléchargements ont été enregistrés. Ladite brochure contient également des informations de plusieurs experts en matière d'échinococcose, ainsi que des recommandations pour minimiser encore davantage le risque déjà infime de contamination.

Une quatrième édition de ladite brochure est actuellement en cours d'impression. Elle sera disponible à la Direction de l'Administration de la nature et des forêts ainsi que dans les cinq centres nature et forêts de l'Administration de la nature et des forêts.

Le nombre de cas déclarés d'échinococcose étant très faible, une campagne à large échelle ne se justifie pas pour le moment. Le Gouvernement n'hésite pas à rendre attentive la population à toute occasion utile aux mesures

d'hygiène et de prévention qui diminuent de façon significative les risques de transmission de cette maladie, y inclus le déparasitage régulier des animaux de compagnie qui est essentiel.

Question 3107 (29.06.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **mBox:**

Actuellement, une douzaine de mBox existent sur le réseau ferroviaire national afin de faciliter la mobilité multimodale des voyageurs. Ces espaces de vélos sécurisés peuvent être accédés en utilisant la carte multifonctionnelle mKaart.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer sur d'éventuelles statistiques individuelles d'utilisation de ces stations?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le succès des mBox actuellement mises à la disposition des voyageurs?

- Au vu de cette évaluation, est-il prévu d'installer des stations additionnelles?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que des râteliers vélos couverts pourraient être prévus sur les gares pour lesquelles un niveau de demande d'emplacements sécurisés relativement faible ne justifierait pas l'installation d'une mBox?

- Arrive-t-il que des utilisateurs placent leur vélo dans une telle station sans pour autant l'utiliser pour une durée prolongée? Dans le cas où ces bicyclettes bloquent des emplacements pour d'autres utilisateurs, pourraient-elles être enlevées?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La mBox constitue un élément clé dans la stratégie nationale afin d'augmenter l'attractivité du vélo et de promouvoir ce mode alternatif et respectueux de l'environnement. L'enjeu est de promouvoir l'utilisation du vélo dans les déplacements quotidiens des citoyens et le report modal vers d'autres modes de transport.

En janvier 2017, le Verkéiersverbond a réalisé une enquête auprès de 357 abonnés des mBox afin d'identifier les habitudes d'utilisation des utilisateurs (fréquence, motivation, durée de stationnement, etc.) mais également afin de pouvoir évaluer la qualité conceptuelle de ce type d'infrastructure sur le terrain (qualité d'emplacement, signalétiques, équipements annexes, accessibilité). L'enquête a montré que le critère de la sécurité/protection est primordial pour le client ainsi que le confort et la flexibilité en vue de garantir une chaîne de mobilité permettant des correspondances rapides et faciles vers d'autres modes de transport.

En date du 05 juillet 2017, 556 abonnés pour 13 mBox ont été comptés au niveau national.

Depuis le déploiement de la première infrastructure de type mBox sur le territoire luxembourgeois, le nombre d'abonnés n'a cessé de croître. Sur base de l'enquête susmentionnée, une réelle demande pour l'implantation de mBox supplémentaires peut être confirmée.

De manière globale, la majorité des abonnés utilise la mBox de façon adéquate. De même, les analyses de l'enquête permettent d'affirmer qu'il n'existe pas de problèmes de saturation à l'heure actuelle.

Les CFL planifient, avec l'accord du groupe de travail «Bike and Rail», un programme de déploiement à court terme des mBox sur les gares et arrêts du réseau ferré afin de créer un maillage dense à travers le pays et d'inciter ainsi d'autres administrations et grandes sociétés privées à également en installer. Ce projet permet de promouvoir l'utilisation du vélo pour certains trajets spécifiques comme les trajets domicile - gare ou encore gare - lieu de travail.

Actuellement les CFL finalisent l'installation des mBox dans les gares de Pétange, Lorentzweiler, Troisvierges, Bertrange et les points d'arrêt Colmar-Berg et Oberkorn, ce qui portera le nombre d'abris vélos sécurisés (mBox et mBox mobile) à disponibilité des clients des CFL à 18. En plus, une nouvelle mBox a été commandée pour l'arrêt de Bascharage-Sanem qui sera installée d'ici la fin de l'été.

D'autres projets d'installations sont déjà planifiés pour les arrêts de Cents, Sandweiler-Contern, Schifflange et aux gares d'Esch-sur-Alzette, Rodange, Clervaux et Dippach-Reckange.

Jusqu'à présent, un grand nombre de gares et arrêts sont déjà équipés avec des abris à vélos traditionnels couverts avec sept à huit emplacements mais qui ne sont que très peu fréquentés pour des raisons de vandalisme et de vol. Seules les gares surveillées par du personnel des CFL affichent une utilisation régulière de ces abris non sécurisés. Une alternative aux mBox standard de 32 places est l'installation des mBox mobiles sous forme de container avec 16 emplacements pour les gares et arrêts à faible demande d'emplacement à vélos. Ces containers sont actuellement en service à Ettelbruck et Kleinbettingen. Ces mBox mobiles peuvent être utilisées sur des sites à faible demande afin d'inciter les déplacements en vélos et de contrôler l'utilisation à distance grâce au système mKaart. En cas de faible ou non-utilisation, les mBox mobiles permettent un déplacement facile sur un autre site en une journée. La gare de Diekirch et l'arrêt de Schieren recevront une mBox mobile encore avant la fin de l'année en cours.

Question 3108 (30.06.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **réglementations européennes de l'agriculture biologique:**

Avec le boom de l'industrie biologique et l'augmentation des importations extra-européennes, les cas d'étiquettes biologiques falsifiées se sont multipliés pendant les dernières années. Pour trouver une solution à ce problème, des négociations de l'Union européenne sur le renforcement des réglementations de l'agriculture biologique en Europe et à l'extérieur de l'Europe persistent depuis octobre 2015. Jusque fin juin, un nouveau cycle de négociation est censé clôturer les débats.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la proposition de l'Union européenne de renforcer les régulations de la production biologique?

- Le Gouvernement entend-il se rallier à l'attitude sceptique de l'Allemagne?

- Comment la nouvelle charte sur la production biologique va-t-elle affecter les agriculteurs et les consommateurs? Est-ce que son implémentation est réaliste?

Réponse (28.07.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

La proposition sur la production biologique et l'étiquetage des produits biologiques, présentée par la Commission en mars 2014, vise à réviser la législation existante sur la production biologique et l'étiquetage des produits biologiques afin de l'adapter aux exigences du Traité de Lisbonne et d'éliminer les obstacles au développement durable de la production biologique dans l'UE.

Ses autres objectifs sont également de garantir une concurrence loyale pour les agriculteurs et les opérateurs, notamment ceux de l'UE et des pays tiers, de mieux prévenir la fraude et les pratiques déloyales et d'améliorer la confiance des consommateurs dans les produits biologiques. La Commission a proposé de renforcer les règles relatives au système de contrôle, au régime commercial, aux pratiques de protection des animaux et aux substances non autorisées.

Le Conseil a adopté une approche générale sur le règlement précité en 16 juin 2015 et la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen a voté son rapport en octobre 2015. Les négociations entre institutions ont débuté en novembre 2015 sous Présidence luxembourgeoise et le dernier trilogue entre les institutions a eu lieu le 28 juin 2017. Lors de ce trilogue, les institutions se sont mises d'accord sur un texte de compromis révisant la réglementation actuellement en vigueur en matière de production biologique.

Actuellement les textes sont examinés par les services techniques des institutions afin d'en garantir la cohérence technique et juridique. Les textes définitifs seront probablement disponibles en octobre et seront soumis aux États membres.

Le texte de compromis actuellement retenu maintient globalement la structure des règles en matière de production biologique mais apporte certaines améliorations en ce qui concerne les règles pour les importations à partir de pays tiers, les mesures de précaution en cas de présence de substances non autorisées et des dispositions spécifiques pour la production biologique en matière de semences.

Les règles de production ainsi que les dispositions de contrôle des agriculteurs de l'UE ne seront pas notablement modifiées. Il y aura par contre plus de contrôle au niveau des revendeurs de produits biologiques en vue d'une meilleure protection du consommateur. Les autorités seront, entre autres, appelées à mettre en place plusieurs banques de données supplémentaires, notamment sur la disponibilité de matériel de reproduction animal et végétal disponible en qualité biologique dans le but de favoriser davantage le développement du marché de ce matériel et de limiter le plus possible le recours à du matériel de reproduction d'origine conventionnelle. L'implémentation du nouveau texte me semble être donc tout à fait réaliste. C'est ainsi que j'ai pu donner mon appui à l'accord de principe auquel les institutions sont parvenues le 28 juin dernier.

Question 3110 (03.07.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**interdiction des néonicotinoïdes:**

Durant ces dernières années, le taux de mortalité des abeilles n'a cessé d'augmenter. Les néonicotinoïdes, une famille d'insecticides néfastes pour les abeilles, font partie des pesticides accusés de provoquer une réduction du nombre des colonies d'abeilles.

Voilà pourquoi la Commission européenne avait décidé le 24 mars 2013 de restreindre pour deux ans l'utilisation de trois pesticides de la famille des néonicotinoïdes. Sous moratoire depuis 2013, la Commission a proposé le 23 mars 2017 l'interdiction pure et simple de ces pesticides, à l'exception de leur utilisation en serre.

La France, pionnier dans la conservation des abeilles en Europe, a récemment adopté la loi de biodiversité, prévoyant l'interdiction des néonicotinoïdes jusque fin 2018. Même s'il y a eu une confusion au niveau de la position du Gouvernement français dont deux ministres se sont exprimés différemment sur l'interdiction des néonicotinoïdes, le Président Emmanuel Macron a confirmé que les pesticides seront bien totalement interdits à partir du 1er septembre 2018 en France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que le Gouvernement va plaider en faveur d'une interdiction des néonicotinoïdes au niveau européen?

2) Sachant qu'en France, la loi biodiversité promulguée en août 2016 prévoit l'interdiction des néonicotinoïdes dès le 1er septembre 2018, est-ce que le Luxembourg va suivre l'exemple du Gouvernement français et instaurer une loi nationale de biodiversité interdisant les néonicotinoïdes?

3) Quel était le taux de mortalité des colonies d'abeilles de l'année 2016 au Luxembourg?

4) Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement propose-t-il pour éviter la disparition des colonies d'abeilles au Luxembourg?

Réponse commune (17.08.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) D'après le programme gouvernemental, le Gouvernement aspire à réduire au maximum l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans la pratique agricole, viticole, horticole, sylvicole et paysagiste. Dans cet esprit, le Luxembourg va plaider au niveau communautaire pour une interdiction des substances actives néonicotinoïdes. À défaut d'outils de gestion performants au niveau national, une interdiction communautaire est à considérer comme outil de gestion approprié.

En effet la Commission européenne a présenté, en date du 23 mars 2017 une ébauche de projet de règlement visant à interdire l'utilisation de trois substances actives néonicotinoïdes (i. e. clothianidine, imidaclopride et thiamethoxame) en dehors des serres. Pour l'instant, il n'est pas clair quand ce projet de règlement sera soumis au vote du comité permanent afférent ou bien s'il y aura encore des amendements au texte proposé. À noter que le projet de règlement ne vise pas les deux autres substances actives néonicotinoïdes, thiacloprid et acétamipride, approuvées au niveau communautaire.

Le Gouvernement soutiendra les restrictions proposées par la Commission européenne et plaidera pour une interdiction de ces substances actives néonicotinoïdes.

ad 2) Une interdiction nationale de toutes les substances actives néonicotinoïdes alors qu'elles sont approuvées au niveau communautaire est contraire aux dispositions du règlement CE n°1107/2009 sauf si l'interdiction est dûment justifiée. Il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une interdiction de la mise sur le marché de produits contenant des néonicotinoïdes mais seulement de l'utilisation de tels produits.

Afin d'éviter toute confusion, il faut préciser que la loi biodiversité citée a été le levier utilisé pour introduire une modification dans le code rural et de la pêche maritime qui régit la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques en France. Au Luxembourg, de telles dispositions devraient donc être introduites dans la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques.

Le Gouvernement se propose de suivre de près l'évaluation de la Commission européenne de l'interdiction française et, le cas échéant, de réagir au plan national luxembourgeois.

ad 3) Le taux de mortalité des colonies d'abeilles est déterminé par la différence entre le nombre de colonies présentes avant l'hiver et celles présentes au printemps. Le taux de mortalité de l'hiver 2016-2017 se chiffre à 20%. Cette mortalité peut être considérée comme moyenne par rapport aux années précédentes pour lesquelles on a observé des taux allant de 9 à 34%. Une perte de 10% est d'ailleurs considérée comme étant «normale».

ad 4) La mortalité des abeilles est une problématique multifactorielle. Trois causes sont le plus souvent mises en avant. La varroase, probablement la cause la plus importante, est une maladie parasitaire qui, en cas d'infestation massive, peut être à l'origine de la destruction d'une colonie d'abeilles entière. L'exposition aux produits phytopharmaceutiques, notamment les insecticides, peut avoir un effet néfaste sur les colonies d'abeilles. Finalement l'appauvrissement de nos paysages agricoles a certainement réduit les ressources alimentaires pendant certaines périodes de l'année. Le Gouvernement agit donc à ces trois niveaux pour améliorer la situation des abeilles.

Plusieurs mesures ont été mises en place afin d'aider les apiculteurs dans la lutte contre la varroase. Le Département de l'agriculture cofinance l'expert apicole de la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Luxembourg (FUAL). Cet expert a notamment la fonction de conseiller les apiculteurs dans la lutte contre la varroase. Il gère ensemble avec l'Administration des services vétérinaires un monitoring du développement de la varroase ce qui permet aux apiculteurs de vérifier la nécessité et l'efficacité des mesures de lutte. De plus, un programme d'amélioration génétique visant à augmenter la résistance des abeilles à la varroase est cofinancé par l'État.

Dans le cadre du programme de recherche BeeFirst, soutenu par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, des chercheurs du Luxembourg Institut of Science and Technology ont pu mettre en avant les meilleures stratégies pour éviter les dépérissements des colonies d'abeilles. Dans le cadre de ce programme de recherche, les effets de la pratique agricole sur la santé des abeilles ont été analysés. Ainsi des résultats de l'impact de l'occupation agricole et non agricole des sols sur les abeilles ont été publiés. En plus, des données portant sur les résidus de pesticides dans le pollen collecté par les abeilles seront présentées dans les meilleurs délais.

Ensuite, plusieurs départements ministériels collaborent pour mettre en œuvre un plan d'action national visant à réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Dans ce contexte, il est proposé d'établir un indicateur permettant de suivre le degré d'exposition des insectes pollinisateurs par des analyses de résidus dans le pollen d'abeilles.

Finalement, pour améliorer les ressources nutritives pour les abeilles, un certain nombre de mesures volontaires devraient aider à améliorer la disponibilité de nectar et de pollen pour les abeilles. Ces mesures comprennent la mise en place de bandes fleuries le long des champs et la gestion extensive des bordures des champs. Actuellement, une surface de 80 hectares environ est couverte par ces mesures. D'autres mesures volontaires sont également prévues par le projet de règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural.

Question 3111 (04.07.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **perte de communication avec un satellite de la SES:**

De Satellitt AMC-9 vun der SES ass ausser Kontroll geroden an a Stécker zerbrach, wéi e Sonndeg och an der Press gemellt ginn ass.

Esou en Tëschefall kéint zu Accidenter féieren, wann d'Stéckervun dësem Satellitt mat anere Raumobjekter géinge kollidéieren. Am schlëmmste Fall kéint eng Zort Lawin entstoen, bei där ëmmer méi Satellitten a Raumobjekter géinge beschiedegt ginn. Onofhängeg vum Schued, deen entstan ass oder nach wäert entstoen, hätt ech dowéinst dës Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister an un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wien ass fir esou Schied direkt responsabel?

2. Kann de Stat Lëtzebuerg, als Sëtz vun der Bedreiwergesellschaft vun engem Satellitt oder vun der Gesellschaft, déi de Satellitt kontrolléiere soll, fir esou Schied haftbar gemaach ginn?

Réponse commune (04.08.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Am Fall vum AMC-9 handelt et sech em en amerikanesche Satellitt. Lëtzebuerg ass fir dee Satellitt net responsabel.

Mä wann et sech géif ëm en Astra Satellitt handelen, da wär nieft dem Bedreiwer och de Lëtzebuerger Stat responsabel an e kënnt vun dem Stat vun dem Bedreiwer vun engem anere Satellitt, deen duerch e Lëtzebuerger Satellitt géif beschiedegt ginn, gefrot ginn, fir de Schued opzekommen.

Et ass an der Konzessioun vun der SES Astra virgesinn, dass d'Gesellschaft muss eng Versécherung hu fir d'Responsabilitéit, wou de Stat als Coassuré matverséchert ass. De Stat wär also am Fall vun engem Schued verséchert.

Question 3113 (04.07.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **compte épargne-temps:**

Le 22 décembre 2010, Madame la Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative et Monsieur le Ministre du Travail de l'époque ont déposé deux projets de loi tendant à l'introduction d'un compte épargne-temps pour les salariés du secteur privé, respectivement dans la fonction publique.

Tandis que le premier texte (secteur privé) a été retiré du rôle de la Chambre des Députés le 17 mars 2014 par le ministre l'ayant déposé, le second n'a pas encore connu le même sort. D'après l'accord salarial conclu entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique pour les années 2016, 2017 et 2018, l'introduction d'un nouveau projet de loi dans la procédure législative serait pourtant prévue pour au plus tard juillet 2017. En ce qui concerne le secteur privé, le programme gouvernemental prévoit l'élaboration d'un nouveau projet de loi au courant de cette législature.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Sachant que Monsieur le Ministre de la Fonction publique vient de réitérer son engagement d'encore déposer un nouveau projet de loi à la Chambre des Députés en juillet 2017, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il entend concomitamment saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi visant le secteur privé?

- Dans la négative, où en sont les travaux de préparation d'un tel projet de loi? Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que les deux projets de loi doivent être traités de manière parallèle à la Chambre des Députés?

Réponse (02.08.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le programme gouvernemental prévoit l'élaboration d'un nouveau projet de loi portant introduction de comptes épargne-temps afin de permettre une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail tant pour les entreprises que pour les salariés.

Ce nouveau projet est donc supposé remplacer l'ancien projet de loi déposé en décembre 2010, qui avait été retiré du rôle en mars 2014 sur demande des partenaires sociaux.

Le Conseil économique et social (CES) avait publié un avis à ce sujet, proposant de laisser le champ d'action le plus large possible aux partenaires sociaux représentatifs pour définir les conditions régissant l'introduction de comptes épargne-temps selon les entreprises.

C'est pourquoi le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a saisi les partenaires sociaux en leur demandant de trouver un accord sur un cadre commun pour les comptes épargne-temps jusqu'à la fin de cette année.

À ce stade, nous n'avons pas encore reçu de proposition de la part des partenaires sociaux.

Au cas où nous n'aurons pas obtenu de proposition à la fin de cette année, il importera de présenter un projet de loi après consultation des partenaires sociaux.

Question 3115 (05.07.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **système CITA:**

Le Luxembourg vient d'accueillir deux étapes du Tour de France ce qui a entraîné des perturbations sur notre réseau routier. Si les informations diffusées par les médias et les sites Internet des communes concernées quant aux routes fermées pendant le passage du Tour de France étaient globalement satisfaisantes, il me revient que les informations renseignées par le système CITA («Contrôle et information du trafic sur les autoroutes») n'étaient que superficielles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le système actuel à panneaux à messages variables CITA est obsolète?

- Ne faudrait-il pas songer à installer un nouveau système d'information à la hauteur du progrès technique, capable de diffuser davantage d'informations en temps réel et de renseigner sur les probables perturbations sur notre réseau autoroutier, notamment lors d'événements d'envergure?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À l'instar d'outils comparables à l'étranger, en tenant compte des développements des techniques de l'information et de communication, le CITA fut développé dans les années 1990 en vue de la gestion du trafic, des incidents et de la sécurité des tunnels dans la perspective, entre autres, de réduire le nombre d'accidents sur le réseau autoroutier. L'exposé des motifs du projet de loi de 2003, qui est très explicite également sur la vision à long terme, en donne une vue claire:

«CITA („Contrôle et information du trafic sur les autoroutes") est un système de regroupement des alarmes qui recueille et traite les alertes venant du réseau autoroutier et plus particulièrement des tunnels au Centre de contrôle du trafic (CCT) à Bertrange. Ces informations couvrent la situation du trafic, l'état des infrastructures autoroutières et le fonctionnement des équipements de voirie. Elles proviennent notamment des caméras trafic, des boucles de comptage, des bornes d'appel d'urgence, des messages en provenance de la Police grand-ducale et de la Protection civile, des stations météo, des équipements de voirie et de tunnels (ventilation, détecteurs).

En fonction de l'incident, les interventions appropriées sont déclenchées en coopération avec les instances publiques compétentes (essentiellement Police grand-ducale et Protection civile) et les usagers en sont informés.»

Depuis le vote de la loi et les premières réalisations en section courante, le CITA, à travers des décennies, a constamment évolué. Il a ainsi dû encaisser les évolutions technologiques, tout en intégrant l'accroissement du réseau et notamment l'ajout des nouveaux tunnels, ainsi que les évolutions au niveau réglementaire (directive 2004/54/CE concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen, directive 2010/10/CE concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ainsi que de la cybersécurité). Au jour d'aujourd'hui, le CITA gère 167 km de linéaire d'autoroutes, avec 57 échangeurs et six croix et jonctions d'autoroutes, ainsi que 27 tunnels et passages inférieurs d'une longueur cumulée de 15,3 km. Actuellement 300.000 points de contact d'équipements sont supervisés par le système.

Dans la logique des expectations énoncées ci-dessus, le cadre procédural se limite actuellement à l'affichage de messages d'information relatifs à la gestion du trafic et, bien entendu, à la réglementation de la circulation par panneaux variables en conformité avec le Code de la route.

À titre exceptionnel, et sur demande expresse du Gouvernement, le message «Présidence européenne» fut affiché en 2015.

D'entente avec les organisateurs, coordinateurs et responsables du Tour de France, l'affichage lors des deux étapes concernées fut limité aux seules informations relatives à la gestion du trafic, conformément aux procédures standard. À part d'un bouchon limité dans le temps sur la A13 près de Mondorf, le trafic sur le réseau autoroutier n'était pas perturbé et des messages supplémentaires n'étaient pas nécessaires.

Revenant aux questions de l'honorable Député, je rappelle que l'affichage de messages variables par le CITA (ou tout autre système) doit tenir compte des capacités cognitives de l'automobiliste dans une situation de conduite. Il est ainsi impératif d'éviter l'abondance des informations et d'en soigner la compréhension. C'est la raison pour laquelle la distraction de l'automobiliste par l'immersion de messages publicitaires n'est pas souhaitable et que la disposition des panneaux à messages variables a été conçue à l'époque en suivant quelques règles simples et efficaces. En effet, les panneaux à messages variables ont été disposés à quelques endroits stratégiques, et ceci également pour des raisons techniques et budgétaires.

Dès le début de l'installation du système, la pose de deux types de panneaux a été réalisée pour transmettre des messages (panneaux à messages variables qui affichent du texte) et des panneaux à signal variable permettant de gérer les incidents. À rappeler que dans la conception du CITA même, ces signalisations et panneaux implantés sur site constituent un chemin de communication parmi d'autres, dont notamment des communiqués de presse, des messages par Internet (www.cita.lu), communication avec l'ACL et la presse, voire les autres instances publiques comme p. ex. la Police grand-ducale et l'Administration des services de secours.

Actuellement, le seul moyen de transmettre l'information à chaque usager reste cependant l'affichage de messages sur les panneaux installés dans l'emprise de l'autoroute. Ce système ne sera pas obsolète tant que la communication entre les véhicules et l'infrastructure n'est pas assurée par d'autres moyens et canaux. Bien que l'expectative du progrès technique paraisse très prometteuse, il faut être conscient que la période de transition risque de se prolonger.

En tant que ministre de tutelle de l'Administration des ponts et chaussées, je ne suis donc pas d'avis que la transmission de messages par panneaux sur le site même de l'infrastructure est obsolète. Il y a cependant lieu de remarquer que les technologies ont évolué et qu'une bonne partie des installations datent encore de la première génération qui vont bientôt atteindre leur fin de vie technique.

Il est d'ores et déjà prévu d'installer des systèmes à la hauteur du progrès technique et, bien entendu, revoir également la diffusion des informations. Ceci notamment en relation avec les débuts des systèmes de conduite automatique (autonomous and connected driving) et de l'évolution en général, notamment en ce qui concerne le transfert d'informations relatives aux chantiers, aux incidents, des messages de service quant à l'utilisation des parkings relais et des transports publics. Dans ce contexte, l'Administration des ponts et chaussées est en étroite concertation avec les acteurs du secteur, notamment en ce qui concerne la mise à disposition des informations sur des plateformes «open data».

Sur le terrain, il faudra rééquiper les autoroutes de nouveaux équipements, ce qui est prévu notamment dans le cadre des projets de réaménagement en étude, et en étendre le domaine d'action, notamment en intégrant les accès à l'autoroute, aux échangeurs et aux principaux itinéraires de déviation. Le système de production actuellement en service doit également faire l'objet d'un upgrade, ne serait-ce que pour pouvoir traiter les nouvelles générations d'équipements. Lors de ce processus, il y a lieu également de traiter de façon différente les systèmes de sécurité des tunnels, qui nécessitent leur propre surveillance.

Ceci étant, il reste à rappeler que la conception du réseau routier et autoroutier n'est que peu redondante et essentiellement centrée sur la capitale, ce qui en rend la gestion des incidents difficile. À part la stabilisation et la consolidation du réseau routier, qu'il ne faudra négliger en aucun cas, il faudra davantage cibler sur une mobilité durable comme sur un système performant des transports en commun.

Question 3117 (07.07.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **droits d'inscription relatifs au brevet de maîtrise:**

Les droits d'inscription pour les cours et pour l'examen du brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat, fixés initialement par règlement grand-ducal en 1997 et modifiés en 2006, viennent d'être adaptés à nouveau par le règlement grand-ducal du 24 avril 2017[1]. Désormais, les candidats au brevet de maîtrise devront payer 600 euros par année d'inscription pour les cours préparatoires et 300 euros par session d'examen, ce qui correspond à un triplement des frais. Ces nouveaux droits d'inscription s'appliqueront aux examens à partir de la session d'automne 2017 et aux cours à partir de l'année scolaire 2017-2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles sont les raisons pour cette augmentation des droits d'inscription au brevet de maîtrise?

2. Pourquoi est-ce que cette augmentation n'a-t-elle pas pu être introduite de façon progressive?

3. Est-ce que des mesures, comme par exemple la possibilité de payements différés ou encore une aide financière, ont déjà été mises en place afin d'aider les candidats aux moyens financiers limités? Dans la négative, est-ce que le ministère envisage de mettre en place de telles mesures?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, arrête le principe de la perception d'un droit d'inscription pour la participation aux cours préparatoires au brevet de maîtrise et pour la participation aux épreuves des sessions d'examen, respectivement dans ses articles 3 et 5, en fixant un plafond de 50.000 francs luxembourgeois par année d'inscription et par session d'examen pour chacun.

Le règlement grand-ducal du 1er juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat, ci-après «règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 1997», pris en exécution de la loi prémentionnée, a autorisé la perception du droit d'inscription pour la participation aux cours d'un montant de 1.000 francs luxembourgeois par matière et pour la participation aux épreuves, d'un montant de 2.000 francs luxembourgeois par module.

Les montants des droits d'inscription n'ont subi qu'une seule modification depuis 1997, hormis l'adaptation de technique monétaire suite au passage du franc luxembourgeois à l'euro en 2002, par le règlement grand-ducal du 13 juillet 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 1er juillet 1997.

Depuis ce texte, le droit d'inscription aux cours préparatoires au brevet de maîtrise est fixé à 200 euros par année d'inscription et le droit d'inscription à l'examen de maîtrise est fixé à 100 euros par session d'examen.

Tandis que les tarifs n'ont pas changé depuis leur adaptation en 2006, des efforts substantiels ont cependant été réalisés et continuent à l'être, par le Service de la formation professionnelle (SFP) et par la Chambre des Métiers, chambre professionnelle à laquelle est confiée l'organisation à la fois des cours préparatoires au brevet de maîtrise et des examens du brevet de maîtrise, ceci sous le contrôle général du directeur à la formation professionnelle, afin d'améliorer en permanence la qualité de la formation.

Il s'avère que les droits d'inscription ne sont plus en adéquation ni avec l'ampleur des efforts fournis par les acteurs concernés, ni avec la qualité de la formation offerte. En effet, les révisions et restructurations des cours dans l'in-

[1] Règlement grand-ducal du 24 avril 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat.

térêt et au profit des candidats, aussi bien au niveau des contenus qu'au niveau de l'approche pédagogique, la préparation et la formation des formateurs, l'encadrement des formateurs et des membres des commissions d'examen, ainsi que les efforts de promotion du brevet de maîtrise, sont autant d'éléments qui ont été perfectionnés en permanence alors que le niveau des droits d'inscription n'en tenait pas compte.

La comparaison avec nos voisins allemands, qui connaissent un système de formation comparable, menant au brevet de maîtrise, démontre également l'inadéquation des droits d'inscription luxembourgeois. Ainsi, le parcours type du candidat maître-boulanger auprès de la «Handwerkskammer» à Trêves, engendre actuellement des droits d'inscription du montant de 7.940 euros, tandis que le parcours type du candidat auprès de la Chambre des Métiers au Luxembourg engendre des droits d'inscription de 900 euros.

Le faible niveau des droits d'inscription à la formation menant au brevet de maîtrise luxembourgeois est flagrant, l'adaptation des droits d'inscription est en retard et leur augmentation s'impose.

L'augmentation des tarifs pourra de nouveau contribuer à favoriser la discipline et l'assiduité des candidats en limitant autant que possible les dépenses inutiles imputables aux absences et à la défection des candidats. En effet, le maintien de l'effet stimulateur de la perception d'un droit d'inscription pour les candidats de suivre les cours régulièrement a été l'un des objectifs déclarés de la réforme du brevet de maîtrise par la loi de 1996.

Une remise de 150 euros est accordée aux jeunes qui enchaînent directement avec le brevet de maîtrise après obtention du DAP (diplôme d'aptitude professionnelle). En outre, en date du 13 juin 2017, la Chambre des Métiers a envoyé un courrier à tous les candidats en cours de formation du brevet de maîtrise les informant de ladite augmentation tarifaire. La facture y relative leur sera seulement envoyée au mois d'octobre avec un délai de paiement s'étendant jusqu'au mois de novembre.

Reste à signaler que les candidats peuvent bénéficier du congé individuel de formation.

Question 3118 (07.07.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**éventuelle annexe de l'École européenne à Junglinster:**

Lors du débat concernant la réforme des lycées en date du 6 juillet 2017 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a annoncé qu'une annexe de l'École européenne pourrait voir le jour à Junglinster.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) À quel stade se trouvent les pourparlers avec les différents acteurs concernés, c'est-à-dire avec la direction du lycée de Junglinster et la direction de l'École européenne?

2) Quand cette offre pourrait-elle débuter dans l'enceinte du bâtiment à Junglinster?

3) Quel pourrait être, à court terme, le nombre d'élèves pouvant fréquenter l'annexe de l'École européenne à Junglinster?

4) Quelle serait l'offre scolaire proposée?

5) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse compte-t-il également étendre l'offre scolaire à l'enseignement préscolaire et fondamentale?

6) Dans l'affirmative, quelle pourrait être l'incidence de ce projet sur le POS prévu étant donné la construction envisagée d'un village-containeurs pour réfugiés?

Réponse commune (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Pour répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène, l'éducation nationale s'attache depuis des années à élargir, diversifier et flexibiliser son offre scolaire. Le MENJE continue la politique dans laquelle le Gouvernement s'est engagé les dernières années en visant une grande diversité en termes d'offres scolaires. La multiplication des parcours de formation (notamment au niveau des langues) et des certifications sont quelques réponses aux défis posés par l'évolution des caractéristiques des élèves scolarisés.

ad 1) Des premiers pourparlers avec la direction du Lënster Lycée Junglinster ont eu lieu au courant du printemps 2017. Un groupe de travail composé de la direction du lycée, de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil supérieur des écoles européennes ainsi que de l'Inspection luxembourgeoise auprès des écoles européennes est en train de préparer les démarches en vue de la procédure d'agrément. Un dossier d'intérêt général, par lequel l'État membre expose le projet, les motivations de celui-ci et les moyens qu'il se dispose à mettre en œuvre pour le réaliser, sera soumis au prochain conseil d'inspection mixte ainsi qu'au Conseil supérieur. En cas d'avis positif du conseil supérieur, l'école présentera ensuite un dossier de conformité avant d'être audité pour obtenir l'agrément.

ad 2) L'offre scolaire pourra néanmoins déjà débuter au Lënster Lycée à partir de l'année scolaire 2018-2019.

Le ministre Meisch a eu un premier entretien avec le secrétaire général des écoles européennes qui est en charge de l'élargissement du système des écoles européennes et de l'établissement de liens de coopération permettant à des établissements des États membres de dispenser un enseignement européen. Cela permet de:

- faciliter la mobilité, offrir une éducation multilingue et pluriculturelle et un diplôme européen aux enfants du personnel des Institutions européennes trop éparpillées à travers l'Europe pour que cette éducation et ce diplôme puissent leur être proposés dans des écoles européennes à part entière;

- permettre le développement de cet enseignement dans les établissements nationaux des États membres.

Les écoles européennes agréées sont des écoles qui, sans faire partie du réseau des écoles européennes organisé par l'organisation intergouvernementale «Les écoles européennes», offrent un enseignement européen qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux de l'État membre en question et donc hors du cadre juridique, administratif et financier international auquel les écoles européennes sont astreintes.

Depuis 2005, sur base des recommandations du Parlement européen, les écoles européennes ont ouvert leurs curricula ainsi que le baccalauréat européen, à des écoles nationales.

Toute école européenne agréée, telle que celle de Differdange et d'Esch-sur-Alzette, est liée au système des écoles européennes par une convention d'agrément. Celle-ci accorde aux écoles européennes agréées l'équivalence de niveau pédagogique, année d'études par année d'études, entre l'enseignement dispensé par l'école européenne agréée et celui dispensé par les écoles européennes.

ad 3) Pour l'instant, l'information concernant le nombre probable d'élèves fréquentant une section européenne à Junglinster ne peut pas être fournie.

ad 4) En ce qui concerne le contenu pédagogique de l'enseignement, une école ne peut être agréée que si elle s'engage à préparer efficacement les élèves à se présenter aux épreuves du baccalauréat européen et si elle propose un éventail d'options, particulièrement en sixième et septième année du cycle secondaire, qui favorise l'admission ultérieure des élèves aux filières de l'enseignement supérieur.

Il reste à noter que le diplôme du baccalauréat européen est officiellement reconnu comme un titre permettant l'admission dans l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'Union européenne ainsi que dans plusieurs autres pays.

ad 5) Chaque école européenne agréée doit prévoir l'offre scolaire à l'enseignement fondamental, primaire dans le vocabulaire européen.

À l'école européenne, le cycle maternel («early éducation») couvre deux années d'enseignement et le cycle primaire cinq années. À l'école primaire, l'accent est mis sur la langue maternelle, les mathématiques et la première langue étrangère sans négliger pour autant l'éducation artistique, musicale, sportive, la découverte du monde ainsi que les «heures européennes» où se rencontrent des enfants de nationalités différentes pour participer à des activités variées.

L'École européenne agréée à Junglinster comprendra par conséquent également une filière primaire, ce qui rend inévitable la construction d'un bâtiment scolaire adapté aux besoins des enfants de cette tranche d'âge. Il est tout à fait probable que ce projet connaîtra des incidences sur la construction d'un village-containeur pour réfugiés.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire au sein du Lënster Lycée, l'école proposera les trois cycles du secondaire (cycle d'observation (S1-S3), cycle de pré-orientation (S4-S5) et cycle d'orientation (S6-S7) menant au baccalauréat européen) et ceci dans deux sections linguistiques: section germanophone et section anglophone. Cette offre scolaire sera élargie à d'autres sections linguistiques au fur et à mesure des besoins constatés.

Des cours de langue maternelle pour les élèves sans section linguistique propre seront offerts; ces derniers bénéficieront d'un soutien pour apprendre la langue de la section qu'ils intègrent. L'apprentissage du luxembourgeois en tant que langue d'intégration sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire ainsi que pour les élèves des classes inférieures de l'école secondaire. C'est surtout à travers la valorisation de leur langue maternelle que cette école offrira une alternative à bon nombre d'élèves de la région Est-Centre du pays.

ad 6) À ce stade et en l'absence d'un programme de construction, il est prématuré de se prononcer sur les éventuelles conséquences que ce projet pourrait avoir sur d'autres dossiers.

Question 3119 (10.07.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **reproches d'irrégularités au Fonds du logement:**

Selon les révélations dans la presse en date du 7 juillet 2017, il y aurait eu des irrégularités au Fonds du logement.

Selon le projet de compte rendu de la réunion du comité directeur du 18 mai 2017, il y aurait eu des «agissements malencontreux de la part du coordinateur général et de son adjointe».

D'une part, certains collaborateurs du Département de la promotion se diraient victimes de mobbing et de management abusif.

D'autre part, les collaborateurs chargés de reprendre le travail en relation avec le volet des marchés publics auraient mis à jour de nombreuses irrégularités dans les soumissions effectuées et il pourrait même y avoir certains dysfonctionnement ou contournements de la législation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la véracité des reproches d'irrégularités, c'est-à-dire par rapport au traitement des collaborateurs et par rapport aux marchés publics?

- Selon mes informations, la secrétaire administrative, responsable dudit projet de compte rendu, aurait quitté ses fonctions. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse (27.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je me permets de revenir à ma réponse à la question parlementaire n°3092 du 21 juin 2017 ainsi qu'au communiqué de presse publié par le Fonds du logement à l'issu de sa première réunion du conseil d'administration du 6 juillet dernier, après entrée en vigueur de la nouvelle loi régissant son fonctionnement.

Dans ce communiqué, le Fonds du logement confirme en effet que «(...) le conseil a à nouveau thématisé des sujets ayant fait l'objet d'une information lors de la dernière session du comité directeur au mois de mai, touchant aux ressources humaines et aux marchés publics. Après analyse profonde à la suite des sujets soulevés, le conseil a conclu que l'ensemble des procédures et standards ont été respectés.»

Après avoir discuté ces sujets, le conseil d'administration a d'ailleurs témoigné sa confiance envers le coordinateur général en lui accordant les procurations nécessaires à la gestion quotidienne du fonds.

Quant à votre question concernant la secrétaire administrative, je peux vous indiquer que la personne en question n'a pas démissionné et travaille toujours au Fonds du logement.

Pour conclure, je me permets de vous renvoyer à mes réponses à vos questions parlementaires n^os^3034, 3092 et 3086 ainsi qu'à ma réponse à la question parlementaire n^os^3093 de l'honorable Député Roy Reding.

Question 3121 (10.07.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **principe du «système tirette»:**

Par règlement grand-ducal du 23 mai 2012, le principe du «système tirette» a été introduit dans le Code de la route. Depuis lors, le défaut de faciliter le changement de voie de circulation à un conducteur qui circule sur une voie de circulation fermée, encombrée ou supprimée donne lieu à un avertissement taxé de 74 euros.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que le «système tirette» s'applique, même en l'absence de panneau de signalisation?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les automobilistes respectent de manière générale cette règle?

- Combien d'avertissements taxés ont été émis pour non-respect du «système tirette» depuis son entrée en vigueur au 1er juin 2012?

Réponse commune (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ce principe s'applique sur une chaussée à plusieurs voies de circulation dans un sens lorsque, en raison de la fermeture de l'une des voies, le trafic est plus ou moins fortement ralenti, et ce même en l'absence d'un panneau de signalisation.

De manière générale, cette règle introduite en 2012 est en majeure partie acceptée et respectée par les usagers de la route.

Jusqu'à présent, aucun avertissement taxé n'a été émis pour non-respect du «système tirette».

Question 3122 (10.07.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **ligne de bonne conduite administrative:**

En approuvant le 27 janvier 2017 les lignes de bonne conduite administrative, le Conseil de Gouvernement a transposé la recommandation n°49 de l'Ombudsman. «Ces lignes de conduite seront activement promues au sein du secteur public étatique et feront partie du programme de formation initiale et continue des agents de l'État.» Ces lignes, regroupant 19 régies déontologiques, correspondent aux droits des administrés et peuvent être consultées sur le portail du Gouvernement.

C'est dans le contexte de la transposition de ces lignes de bonne conduite administrative que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les lignes de bonne conduite administrative sont également promues au sein des administrations communales?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ces lignes seront systématiquement intégrées dans le programme de formation initiale et continue des agents de l'État, respectivement des communes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser si le contenu du programme de formation initiale doit être adapté à cet égard?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'ensemble des cours y relatifs font partie du cursus obligatoire pour tous les agents en formation initiale et continue?

Réponse (27.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question de l'honorable Député j'ai l'honneur de l'informer que l'Institut national d'administration publique a intégré les lignes de bonne conduite administrative dans les cours de formation initiale portant sur la gestion des ressources humaines dans la fonction publique et faisant partie des cours devant obligatoirement être suivis par les agents étatiques. Le catalogue de principes de bonne conduite administrative est également disponible sur le site Internet du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Par ailleurs, mes services travaillent actuellement à une révision des contenus des différentes formations initiales et continues offertes aux agents du secteur étatique. Dans le cadre de ces travaux il est prévu d'introduire un module spécifique dédié aux règles de bonne conduite administrative.

Finalement, je tiens à préciser que par la décision du 27 janvier dernier le Conseil de Gou-

vernement s'était engagé «à promouvoir activement ces lignes de conduite dans le secteur public étatique». Ladite décision visait donc exclusivement la fonction publique étatique et non pas le secteur communal.

Il appartiendra aux responsables communaux de décider des suites qu'ils voudront réserver aux recommandations de la médiateure et d'adopter, le cas échéant, à leur tour des lignes de bonne conduite administrative pour le secteur communal.

Question 3126 (11.07.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **pistes cyclables à panneaux électriques:**

Une entreprise néerlandaise a développé une technique permettant de construire des pistes cyclables à panneaux solaires. Un premier modèle étant installé au nord d'Amsterdam en utilisant du verre trempé et antidérapant s'est avéré énergiquement efficace sur une période d'essai de six mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce type de piste cyclable?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut estimer le coût supplémentaire de cette technique par rapport à un revêtement classique?

3. Monsieur le Ministre est-il disposé à installer des projets pilotes au Luxembourg utilisant cette nouvelle technologie?

4. Dans le contexte de l'extension progressive du réseau des pistes cyclables au Grand-Duché, Monsieur le Ministre estime-t-il que les nouvelles pistes pourront être équipées de panneaux solaires?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Des panneaux solaires pour pistes cyclables et routes sont proposés par différentes entreprises européennes. Leur rendement se situe autour de 130 W/m^2.

ad 2. Les panneaux solaires sont collés sur un revêtement parfaitement lisse qui à lui seul satisfait aux besoins d'une piste cyclable. Le coût supplémentaire peut être estimé à presque 1.800 euros par m^2. Le prix pour équiper une piste cyclable de 3 m de large et 100 m de long s'élèverait donc à 540.000 euros.

ad 3. Comme le prix pour les panneaux solaires pour installation en toiture est nettement inférieur (facteur 5) au prix des panneaux pour application sur la chaussée et le rendement des panneaux en toiture est de 20% supérieur sur ceux appliqués sur les pistes cyclables, la pose de panneaux solaires sur les itinéraires cyclables n'est actuellement guère intéressante.

ad 4. Au vu des éléments ci-dessus, l'équipement du réseau des pistes cyclables avec panneaux solaires n'est pas envisagé à brève échéance.

Question 3127 (12.07.2017) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale:**

RTL Radio Lëtzebuerg s'est référé hier à une lettre de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures adressée, d'après mes informations, au bourgmestre de Steinfort par courriel le jour même vers 11h45 (sans préjudice de l'heure exacte) invitant le conseil communal concerné à procéder à une modification ponctuelle de son PAG en vue de la construction d'une structure d'accueil pour demandeurs de protection internationale sur son territoire.

Dans la lettre précitée, Monsieur le Ministre expliquerait, d'après RTL Radio Lëtzebuerg, que le recours à un plan d'occupation du sol envisagé initialement par le Gouvernement ne serait plus justifié, alors qu'il n'y aurait plus urgence.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il exclure que le courrier susmentionné n'a pas été mis à disposition des médias luxembourgeois par les services étatiques?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre considère-t-il que sa tentative de faire publiquement pression sur le conseil communal de la commune de Steinfort ne risque d'inutilement envenimer l'atmosphère entre les deux protagonistes (alors que la réalisation d'un tel projet devrait se faire dans une atmosphère sereine)?

3) Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la modification ponctuelle d'un PAG relève de l'autonomie communale et que le Gouvernement n'ait pas à s'immiscer dans l'agenda des communes concernées, surtout s'il n'y a plus urgence?

Réponse (14.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) La transmission de l'évaluation environnementale stratégique (SUP) à la presse a été réalisée dans un objectif de transparence. La population a le droit de savoir que d'un point de vue environnemental, rien ne s'oppose à la construction d'une infrastructure destinée à l'accueil de DPI ainsi qu'à toute autre personne nécessiteuse. Dans tous les cas, la procédure prescrite par la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement requiert que le dossier soit rendu public.

ad 2) Dans ce dossier, l'objectif principal du Gouvernement est de trouver une solution rapide et adaptée pour l'accueil de DPI et de réfugiés.

ad 3) D'abord, il importe de souligner que l'urgence en la matière persiste. Le Luxembourg à un engagement et une obligation internationale en matière d'accueil de DPI et de réfugiés à remplir et est encore loin d'avoir atteint ses quotas.

Ensuite, le Gouvernement ne s'est aucunement immiscé dans l'autonomie communale de Steinfort. Après avoir tenté en vain de changer l'affectation du terrain dans le plan d'aménagement général (PAG) par le biais d'un plan d'occupation du sol, le Gouvernement a simplement «sollicité», donc «prié» la commune de lancer le plus rapidement possible la modification ponctuelle de son PAG pour la réalisation d'un objectif commun - et ceci en comptant sur l'esprit de solidarité exprimé par le conseil communal de Steinfort.

Par ailleurs, la modification d'un PAG pour permettre la mise en œuvre d'un projet est une pratique courante qui ne se heurte aucunement à l'autonomie communale. Ainsi, par exemple, la construction du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf, le Lycée technique de Bonnevoie ou encore le Centre pénitentiaire «d'Ueschterhaff» à Sanem sont des projets pour lesquels un reclassement des terrains concernés a été réalisé par modification ponctuelle du PAG.

Finalement, le projet initial - qui consistait en la construction d'une structure provisoire d'accueil d'urgence pour 300 DPI - a été adapté aux vœux de la commune: l'actuel projet consiste en une structure fixe destinée à l'accueil de 100 DPI et autres personne nécessiteuses.

Question 3129 (12.07.2017) de **M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **nouveaux horaires de la ligne 30 Luxembourg-Wasserbillig:**

Récemment les nouveaux horaires de la ligne 30 Luxembourg-Wasserbillig, qui entreront en vigueur le 10 décembre 2017, ont été publiés dans la presse écrite.

On y constate une suppression des arrêts de Wecker et de Munsbach sur certaines courses, en vue d'une réduction de quatre minutes du temps de parcours des trains à destination de Coblence.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement peut-il confirmer qu'il s'agit des horaires définitifs?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la seule réduction de quatre minutes du temps de parcours ne soit aucunement en relation avec les inconvénients pour les usagers des CFL travaillant ou résidant dans les communes concernées, d'autant plus qu'à proximité de certaines de ces gares, des zones commerciales et industrielles sont implantées et que le Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» prévoit notamment d'agrandir substantiellement la zone industrielle sise au Potaschberg?

- Combien de passagers sont concernés par cette mesure?

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas officiellement informé les responsables des communes concernées?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet du nouvel horaire prévoit certaines adaptations des roulements du matériel roulant et du personnel, avec l'objectif de minimiser l'impact qu'une perturbation éventuelle sur une ligne peut avoir sur le reste du réseau.

Suite à l'augmentation de 60% du nombre de voyageurs entre 2005 et 2015 et des mesures prises pour répondre à la demande croissante, les CFL doivent faire le constat d'un réseau saturé qui fait face à des goulets d'étranglement. Ainsi, des répercussions sur la ponctualité se font ressentir depuis 2014.

Par conséquent, les objectifs de ce nouvel horaire sont d'un côté de pouvoir contrecarrer les retards actuels des trains et de l'autre côté d'intégrer les nouvelles dessertes des futurs arrêts Pfaffenthal-Kirchberg et Howald.

Pour la ligne 30, cela signifie que les trains auront un accès direct aux gares de Howald et Belval-Université sans changement de train.

Le train IC en direction de Coblence qui, de par sa nature ne dessert pas tous les arrêts, gagnera effectivement quatre minutes de temps de parcours. Les arrêts de Wecker et de Munsbach continueront toutefois à être desservis par deux à trois trains par heure durant les heures de pointe.

Actuellement l'arrêt de Wecker compte en moyenne 86 montées et 104 descentes par jour de travail tandis que l'arrêt de Munsbach compte 60 montées et 74 descentes par jour.

Le projet de changement horaire a été présenté lors d'une conférence de presse commune du Département des transports et des CFL en date du 26 juin 2017.

Question 3131 (13.07.2017) de **MM. Marco Schank** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **tramway engazonné:**

Die zukünftige Trambahn in Luxemburg wird auf großen Teilen der Strecke auf sogenannten Rasengleisen fahren, was bedeutet, dass der Gleiskörper mit Rasen oder einer anderen Vegetation eingefasst und der Schienenzwischenraum begrünt ist. Dies ist ein beliebtes Mittel welches sowohl einer optischen Aufwertung dient als auch einen positiven akustischen Effekt, sprich eine Schallreduzierung, mit sich bringt.

Unseren Informationen zufolge wurde eine Bewässerungsanlage in den Streckenteilen mit Rasengleis verlegt.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an den Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, wird zur Bewässerung aufgefangenes Regenwasser verwendet oder Trinkwasser genutzt?

- Wie hoch wird der Wasserverbrauch in etwa eingeschätzt?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il y a lieu de rappeler tout d'abord que le projet d'engazonnement de la plateforme du tramway concerne une majeure partie du tracé sur l'avenue Kennedy ainsi que sur l'allée Schaeffer et la rue Probst.

Ce choix est d'abord dicté par la nécessité de garantir au tram une bonne vitesse d'exploitation et une régularité de son passage, principaux gages d'une grande attractivité pour les voyageurs qui l'empruntent.

La présence de cette plateforme engazonnée réduit considérablement les risques de voir les usagers à pied, à vélo ou en voiture l'emprunter volontairement ou involontairement, perturbant alors l'exploitation du tram.

Ce choix est également porteur d'une insertion urbaine de grande qualité. En effet, cette surface végétale constitue un élément régulateur et purificateur incontestable de l'environnement humain: L'engazonnement apporte de l'oxygène par la photosynthèse; il fait également fonction de filtre naturel de l'air (capte et élimine poussières et bactéries) et de l'eau (limite le ruissellement); il est une sorte de climatiseur du fait de sa transpiration (en été le gazon est de dix degrés inférieurs à l'asphalte); il réduit enfin les nuisances sonores.

Il faut rappeler que l'arrivée du tramway correspond également à la réalisation contiguë d'une piste cyclable traversant le plateau de Kirchberg. Les deux infrastructures étant séparées par des îlots végétalisés, seule la plateforme du tramway est équipée d'un système d'arrosage compte tenue de la faible épaisseur (17 cm) de la terre de végétal posée sur le béton de fondation des rails. En dehors de cette plateforme et sur l'ensemble des autres surfaces vertes de l'avenue Kennedy, il est fait recours à un mélange grainier régional, choisi en concertation avec l'Administration de la nature et des forêts et le Fonds de Kirchberg. Ces surfaces ne seront fauchées qu'une fois par an et ne nécessitent aucun arrosage.

Les caractéristiques de l'arrosage automatique sont les suivantes:

1. L'arrosage est alimenté par le réseau d'eau potable de la ville de Luxembourg. La plateforme à l'Est du rond-point Serra est arrosée, quant à elle, principalement depuis la citerne de récupération de l'eau de pluie sur le site du Centre de remisage et de maintenance.

2. La consommation maximale ne dépassera pas 60 m^3 par jour durant cinq mois pour la totalité des 25.000 m^2 de surface engazonnée.

3. De septembre à mars, il n'est pas utile d'arroser la plateforme pour tenir compte de la pluviométrie luxembourgeoise. Il est préconisé en effet d'arroser uniquement cinq mois dans l'année, à savoir d'avril jusqu'à fin août et uniquement en fonction des besoins pour maintenir un tapis végétal répondant aux enjeux environnementaux précités.

4. L'arrosage sera effectué uniquement de nuit, entre 1h00 et 5h00 du matin, et le temps maximal d'arrosage sera de dix minutes par jour et par zone.

5. Une gestion centralisée en temps réel permettra de doser l'apport en eau en fonction de la pluviométrie réellement constatée, avec ainsi moins voire pas d'arrosage du tout lors des périodes de pluies.

6. Afin de limiter encore la consommation, LuxTram SA a fait le choix d'un mélange grainier régional et spécifique en coordination avec l'Administration de la nature et des forêts. Le recours à un tel mélange permet une réduction de l'ordre de 20% des besoins en eau par rapport à un gazon en plaques déroulées.

7. Durant les périodes de sécheresse décrétées par l'administration, la plateforme tramway ne sera pas arrosée.

Dans les conditions ainsi énoncées, la consommation annuelle d'eau pour le tramway est estimée à 6.000 m^3, soit une consommation équivalente à celle nécessaire à l'entretien d'un terrain de football, dont la surface est trois fois moindre.

Question 3132 (13.07.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **contrôle du lait cru:**

Laut eisen Informatioune gëtt d'Konventioun vum 3. Juni 1994 tëscht der Regierung an der Luxlait iwwert dei offiziell Kontroll vu Réimëllech op den 3. Juni 2018 opgeléist.

An deem Kader wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister eis déi virgenannt Informatioun bestätegen?

- Wa jo, firwat gëtt des Konventioun dat nächst Joer opgeléist?

- Wie muss elo d'Käschte vun der Kontroll vun der Mëllech iwwerhuelen?

- Wéi eng finanziell Méibelaaschtung kënnt duerch des Decisioun op eis Betriber duer?

Réponse (25.07.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ech erlabe mer, fir d'Éischt drop hinzeweisen, datt esou eng Konventioun net nëmme mat der Luxlait, mä - an dat am Sënn vun der Gläichbehandlung - vun alle Lëtzebuerger Molkereien, déi hir Mëllech am Kader vun der offizieller Mëllechkontroll an de Laboe vun der ASTA analyséiere loossen - mat allen interesséierte Molkereien ofgeschloss gouf.

Dës Konventiounen haten engersäits den Zweck, fir eng Rei technesch Virgaben ze definéieren an anerersäits e pauschale Betrag vu knapp 5.000 € pro Joer pro Molkerei als Bäitrag op den Transportkäschten ze bezuelen. Dëse Betrag gouf iwwregens 1994 op 200.000 Frang fixéiert a gouf zanterhier ni adaptéiert.

Well dëse Betrag aus verschiddene Grënn net méi kann ausbezuelt ginn, gouf decidéiert, d'Konventioune mat alle Molkereien op den Datum vum 3. Juni 2018 opzeléisen.

Et bleift awer dobäi, datt sämtlech Analysen, déi am Kader vun der offizieller Mëllechkontroll am Laboratoire vun der ASTA gemaach ginn, weiderhin, wéi bis elo, vum Landwirtschaftsministère iwwerholl ginn.

Déi technesch Froen, déi bis elo an där Konventioun geregelt waren, wäerten an Zukunft bilateral tëschent der ASTA an de Molkereie geléist ginn.

Et gëtt keng finanziell Méibelaaschtung vun de Mëllechproduzenten, well de Montant vu 5.000 € pro Joer direkt de Molkereien ausbezuelt ginn ass.

All déi betraffen Akteure gi souwuel individuell wéi och iwwer Communiqué doriwwer informéiert.

Question 3133 (13.07.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **délestage de kérosène:**

Le délestage de kérosène («fuel dumping») est une opération visant à vider les réservoirs de carburant d'avions pendant le vol. Dans certains cas, une telle procédure semble s'avérer indispensable pour que l'avion respecte la limitation du poids maximal d'atterrissage, notamment en situation d'urgence.

En Rhénanie-Palatinat, cette opération fait actuellement l'objet de discussions controversées dans les médias et au sein de la population civile.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que de telles opérations de délestage de kérosène ont déjà eu lieu dans l'espace aérien luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, les ministres peuvent-ils dresser un bilan des dernières dix années et indiquer, si faire se peut, combien de tonnes de kérosène ont été larguées?

- Quelles sont les procédures à respecter lors du «fuel dumping» (altitude, vitesse, etc.)?

- Est-ce qu'il existe des zones spécifiques au Luxembourg pour larguer du carburant? Où sont/seraient situées les zones de délestage étrangères les plus proches?

- Quelles en sont les répercussions sur l'environnement?

Réponse commune (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le délestage de kérosène est une opération d'urgence qui consiste à réduire le plus rapidement possible le poids d'un aéronef qui doit procéder à un atterrissage immédiat (p. ex.: en cas de panne technique grave ou pour raisons médicales urgentes concernant une personne à bord, etc.) et que le poids actuel de l'appareil excède son poids maximal autorisé à l'atterrissage tel qu'il est fixé dans le manuel de bord.

Une telle éventualité ne concerne que les gros-porteurs long-courriers, dont le poids maximal de décollage est nettement supérieur au poids maximal d'atterrissage en raison des vastes quantités de carburant embarquées pour les vols de très longues distances et durées. À titre d'exemple, pour un Boeing 747-8F, la différence de poids peut être de quelque 100 tonnes.

Les avions du type Boeing 737 sont, par contre, dépourvus d'un tel système d'évacuation de carburant.

Les procédures relatives au délestage de carburant sont régies par la publication d'information aéronautique (AIP - Aeronautical Information Publication), publiée par Belgocontrol et applicable aux espaces aériens belge et luxembourgeois:

«1.5.4.2 Fuel Dumping

Except in case of emergency, fuel dumping should be carried out over the North Sea at or above FL 100 (10.000 FT).

Other known traffic should be separated from the aircraft dumping fuel by at least 10 NM horizontally, but not behind the aircraft dumping fuel. If behind the aircraft dumping fuel within 15 MIN flying time or a distance of 50 NM, a vertical separation of at least 1.000 FT above or 3.000 FT below the aircraft dumping fuel should be maintained.

In case of emergency, fuel dumping shall, whenever possible, not be carried out:

- over the congested area of cities, towns or settlements;

- in holding patterns;

- less than 3.000 FT above other aircraft.

(AIP Part 2 EN-ROUTE (ENR), ENR 1 GENERAL RULES AND PROCEDURES, ENR 1.1 GENERAL RULES, paragraphe 1.5.4.2. Fuel Dumping).»

Il n'existe pas de zone spécifique de délestage de carburant dans l'espace aérien luxembourgeois. Un avion en détresse se dirigerait, si possible, vers la mer du Nord et l'opération elle-même serait gérée par Belgocontrol. Les compagnies limiteront la quantité de carburant à vider en vol au strict nécessaire afin de permettre à l'avion concerné d'atterrir en toute sécurité et de respecter sa masse maximale à l'atterrissage. Si tel n'était pas possible, le largage ne devrait pas être effectué au-dessus de villes, localités ou agglomérations ni dans les circuits d'attente d'un aéroport à une altitude comme précisé ci-avant.

Les conséquences d'un délestage de carburant pour l'environnement dépendent de plusieurs facteurs tels que l'altitude et la vitesse de l'aéronef ou les conditions météorologiques (hygrométrie, température, etc.).

Enfin, l'on précise que la Direction générale de l'aviation civile française (DGAC) affirme que le carburant expulsé sous pression est vaporisé en gouttelettes très fines, de sorte que 90% du kérosène s'évaporent dans l'atmosphère. Les 10% restants s'évaporent en grande partie au contact avec le sol. La quantité atteignant le sol est de quelque millièmes de gramme par mètre carré.

Tout d'abord, il échet de préciser, après renseignements pris auprès des services responsables, qu'aucune opération de délestage de kérosène n'a encore été enregistrée dans l'espace aérien luxembourgeois. Seuls sept incidents impliquant un largage de carburant en haute mer ou en territoire étranger ont eu lieu avec un avion au départ/à destination de Luxembourg les dix dernières années (dont le dernier en 2013).

Question 3135 (14.07.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **risques de propagation d'incendie dans les galeries souterraines sur le site d'enfouissement de Bure à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne:**

Selon les informations parues dans l'édition du Figaro du mercredi 12 juillet 2017, les experts de l'Institut de radioprotection et de sûreté nationale (IRSN) de France ont relevé quatre points techniques qui sont susceptibles de pousser l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) à modifier le projet de stockage qu'elle a soumis à l'Autorité de sûreté nucléaire.

Il faut rappeler que le projet Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) vise à trouver une solution à la fois sûre et finale, avec un enfouissement définitif à 500 m de profondeur dans des couches argileuses très imperméables, pour les déchets les plus radioactifs et les plus dangereux. Ces déchets proviennent des centrales nucléaires.

Le point technique le plus important concerne un risque de propagation d'incendie dans les alvéoles de stockage de colis d'enrobés bitumineux et où les fûts métalliques seront stockés. Entre-temps la technique d'enrobage a été abandonnée suite au fait que l'enrobage de bitume ne soit pas un milieu chimiquement inerte.

Les colis une fois chauffés lors de l'entreposage, la chaleur pourrait activer des réactions chimiques et pourrait se propager à tous les autres fûts de déchets interposés. Rappelons encore dans ce contexte l'incendie en 2014 qui contamina l'ensemble du site de stockage militaire souterrain Wipp au Nouveau-Mexique (États-Unis d'Amérique).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de Environnement:

- Madame la Ministre est-elle au courant des critiques de la part de l'IRSN?

- Ne devrait-on pas demander aux responsables de l'IRSN de communiquer toutes les actions en vue de revoir la conception de l'enfouissement des déchets les plus radioactifs les plus dangereux?

- Ne serait-il pas plus sûr de stocker les déchets les plus radioactifs et donc les plus dangereux dans des formations rocheuses e. a. le Massif central à l'instar de la Finlande et de la Suisse?

Réponse commune (23.08.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution de ce dossier qui montre à quel point le recours à l'énergie nucléaire pose de multiples problèmes également au niveau du traitement des déchets.

La Division de la radioprotection de la Direction de la santé a pris note de l'avis IRSN 2017-00190 relatif au dossier «Projet Cigéo - Dossier d'options de sûreté», ainsi que du rapport IRSN 2017-00013. Ce rapport a été sollicité par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) afin d'évaluer les options actuellement proposées pour la conception du projet Cigéo.

Le point relevé par l'honorable Député concerne des déchets historiques qui furent à l'époque enrobés de bitume. Comme la protection contre les incendies imputables à ce type de colis est jugée insatisfaisante, il faut soit choisir de quelle façon les colis contenant les déchets peuvent être traités afin de les rendre inertes et aptes à être accueillis par Cigéo, soit étudier comment les options de sûreté peuvent être renforcées pour accueillir les déchets en l'état.

Le Gouvernement luxembourgeois entretient des contacts réguliers avec les autorités françaises afin d'être informé de toute évolution relative au projet Cigéo. Ces échanges se font à la fois à travers la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire ainsi que moyennant des contacts réguliers avec l'ASN, autorité instruisant en dernière instance l'autorisation du projet.

Par ailleurs, le Gouvernement a depuis longue date suivi les études autour du projet de Bure. Ainsi fut créé en 2006 un groupe interministériel ayant pour objectif de suivre les aspects scientifiques ainsi que la dimension politique transfrontalière, voire européenne, du dossier Bure. De plus, en 2003 une étude de la géologie fut réalisée par le professeur Alec Baer à la demande du Gouvernement luxembourgeois. Cette étude avait comme but d'évaluer les risques pour le Luxembourg compte tenu de la géologie du site. Le rapport de synthèse du groupe interministériel peut être téléchargé sur le site Internet de la Division de la radioprotection, www.radioprotection.lu.

Le rôle de l'IRSN dans le projet Cigéo se limite à donner des avis techniques sur les détails de conception suite aux demandes de l'ASN. D'éventuelles actions de révision de la conception de l'enfouissement ne proviendront pas de l'IRSN mais devront être proposées par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) et ensuite instruites par l'ASN.

L'Andra a mené de nombreuses études sur aussi bien des roches argileuses que des roches granitiques. La France a finalement choisi de retenir des roches argileuses, comme le granité présenterait plus de risques de fracturations et donc une plus forte probabilité d'infiltration d'eau, tandis que les argilites callovo-oxfordiennes auraient une très faible perméabilité.

Ainsi, en Finlande les déchets radioactifs sont placés dans des conteneurs en acier qui sont ensuite recouverts d'une épaisse couche de cuivre, avant d'être entourés d'une coque d'argile afin de garantir l'imperméabilité. Les roches argileuses de leur côté permettraient de s'affranchir de ce traitement supplémentaire des colis avec du cuivre et de l'argile. Il y a lieu de préciser que la Finlande n'avait pas d'autre choix que le granit, comme des roches argileuses n'y existent pas.

Question 3138 (17.07.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **voie d'urgence:**

An Däitschland ass eng Diskussioun iwwert d'Wichtegkeet vu Rettungsgaassen opkomm nodeems an engem Busaccident am Juni 2017 18 Mënsche gestuerwe sinn. D'Rettungsdéngschter si Berichter no gehënnert ginn, fir séier op d'Plaz vum Accident ze kommen. De Grond heifir soll déi schlecht Bildung vun enger Rettungsgaass gewiescht sinn. Déi däitsch Autoritéiten denken elo doriwwer no hir Gesetzer ze verschäerfen an eventuell méi streng Sanktiounen anzeféieren bei der Ofwiesenheet vun enger Rettungsgaass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Nohaltegkeet dës Froe stellen:

- Ginn et genau Uweisunge vum Ministère wéini eng Rettungsgaass muss forméiert ginn? Ass dëst de Fall bei all Zort vu Stau oder nëmme wann Sireenen ze héiere sinn?

- Wei muss sou eng Rettungsgaass sinn, fir dass eis Rettungsdéngschter séier op d'Plaz kommen?

- Gesinn eis national Gesetzer Sanktioune vir bei enger Netanhalung vun de Rettungsgaassen? Wa jo, wéi eng?

Réponse (28.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Obligatioun fir Rettungsgaassen ze bilde gëtt am Artikel 156 vum Code de la route beschriwwen. Esou kann een ënnert dem Punkt 8 vun deem Artikel Folgendes liesen:

«Lorsque la dégradation de la fluidité de la circulation entrave le libre passage des véhicules en service urgent [...], les conducteurs qui circulent sur une autoroute comptant deux voies de circulation, doivent ménager un couloir médian et [...] se ranger et au besoin s'arrêter à l'approche d'un de ces véhicules. Les conducteurs qui empruntent la voie de gauche doivent serrer le plus près possible le bord gauche de celle-ci et les conducteurs qui empruntent la voie de droite doivent serrer le plus près possible le bord droit de celle-ci.

Dans les mêmes conditions, les conducteurs qui circulent sur une autoroute comptant trois voies de circulation doivent ménager, dans le sens de la circulation, un couloir situé à cheval sur la voie de gauche et la voie médiane.

Les conducteurs qui empruntent la voie de gauche doivent serrer le plus près possible le bord gauche de celle-ci et les conducteurs qui empruntent la voie médiane doivent serrer le plus près possible le bord droit de celle-ci.

Dans ces cas, la circulation et l'arrêt sur la bande d'arrêt d'urgence et les places d'arrêt d'urgence sont autorisés.»

Am Detail gëtt also präziséiert, dass d'Chaufferen, déi op enger méispureger Strooss fueren, eng Rettungsgaass bilde mussen, an zwar am Fall wou de fléissende Verkéier op den Autobunnen zum Stocke kënnt an doduerch d'Rettungsgefierer mat Sireen a bloe Luuchte riskéieren, net duerch de Verkéier ze kommen. D'Chaufferen op der lénker Spur mussen esou no wéi méiglech un de lénke Bord vun der Strooss fueren an all déi aner sou no wéi méiglech un de rietse Bord, soudass e Couloir entsteet.

D'Sanktioune bei engem Verstouss géint dës Bestëmmunge sinn eng Geldstrof vun 145 Euro an de Verloscht vun zwee Punkte vum Führerschäin.

Et bleift nach ze bemierken, dass am Januar 2015, op Initiativ vum Minister Dan Kersch a mir selwer, d'Campagne „Rettungsgasse - couloir de secours" presentéiert gouf, déi déi éischte Kéier am Joer 2015 an déi zweete Kéier am Joer 2016, all Kéiers wärend dräi Méint um Stéck op 45 Verkéierspanneauen houng.

Am selwechte Kader gouf agefouert, dass eis Rettungsdéngschter mat de Visuellë vun der Campagne op hirer hënneschter Fënster fueren an dass den ACL Trafic Info kee Stau um Radio ernimmt ouni op d'Rettungsgaass hinzeweisen. Op den interaktive Sittë www.couloirdesecours.lu a www.rettungsgasse.lu kann ee sech och elo nach iwwert d'Rettungsgaass informéieren.

Question 3140 (17.07.2017) **de M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**aide financière étatique aux bibliothèques publiques:**

Suite à des retards de paiement des aides financières en faveur des bibliothèques publiques agréées l'année dernière, le Ministère de la Culture avait prévu d'examiner la possibilité d'une modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 en vue d'accélérer le paiement des aides financières en question.

Il me revient que certaines bibliothèques publiques n'ont pas encore reçu le remboursement des frais de fonctionnement, dont certaines auraient des difficultés à rémunérer leur personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état de choses?

- Dans l'affirmative, combien de bibliothèques publiques sont touchées par cette situation?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pu procéder à l'examen d'une modification du règlement du

4 juillet 2010 et me faire part, le cas échéant, de son état d'avancement?

- Dans la négative, que compte entreprendre Monsieur le Ministre afin de solutionner ce problème à l'avenir?

Réponse (28.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Aides financières de l'État aux bibliothèques publiques

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député concernant les aides financières de l'État aux bibliothèques publiques, je vous informe que la totalité des aides financières de l'État revenant aux cinq bibliothèques publiques gérées par des communes s'élève en 2017 à 294.200 €.

Le 17 juillet 2017, la Trésorerie de l'État a exécuté le paiement de l'intégralité des aides financières de l'État revenant aux bibliothèques publiques gérées par des communes.

La totalité des aides financières de l'État revenant aux six bibliothèques publiques gérées par des associations s'élève en 2017 à 218.625 €.

Le 21 juillet 2017, la trésorerie de l'État a exécuté le paiement d'une première tranche des aides financières de l'État revenant aux bibliothèques publiques gérées par des associations, et ce jusqu'à concurrence des crédits disponibles. En vue du paiement de la deuxième tranche, une demande en dépassement de l'article budgétaire en question a été introduite auprès du Ministre des Finances par le Ministre de la Culture.

Je tiens cependant à rappeler que ni la loi susmentionnée, ni son règlement d'exécution ne prévoient un délai de versement précis des aides financières revenant aux bibliothèques publiques. Il ne peut donc être question de retards de paiement de la part de l'État.

Modification du règlement du 4 juillet 2010

Dans l'immédiat, aucune modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques n'est prévue.

En revanche, une simplification des procédures internes au sein du Ministère de la Culture a été mise en place afin d'accélérer le processus de paiement.

Question 3142 (20.07.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **viol commis sur un enfant de moins de seize ans:**

Les affaires de viols défrayent fréquemment les médias que ce soit ici au Luxembourg ou ailleurs. Lorsque des mineurs voire de jeunes enfants sont concernés, ces affaires interpellent et l'opinion publique, déboussolée, se demande à intervalles réguliers si les peines prévues voire prononcées sont suffisamment élevées face à une telle infraction particulièrement odieuse que constitue le viol.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les peines applicables à l'infraction du viol de manière générale et plus particulièrement celles relatives au viol commis sur des mineurs de moins de 16 ans, telles qu'elles résultent du Code pénal, sont suffisamment élevées?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il intervenir en relevant tant les peines maximales que minimales ou l'une des deux notamment en cas de viol commis sur un mineur de 16 ans?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques relatives au viol ventilées d'après le sexe des personnes victimes, leur âge (adulte, mineur de moins de 16 ans, personne de plus de 65 ans), leur état de vulnérabilité?

- Le Gouvernement dispose-t-il également de chiffres concernant les peines prononcées par les tribunaux luxembourgeois ventilés d'après le sexe des personnes victimes, leur âge et leur état de vulnérabilité (p. ex. réclusion de dix ans prononcée dans deux cas de viols avec ITP sur adultes avec ou sans sursis)?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que de telles statistiques seraient utiles notamment pour mieux appréhender et sanctionner les viols mais aussi mieux les prévenir?

Réponse (17.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Au Luxembourg, le viol est un crime et punissable de sanctions sévères.

En vertu de l'article 375 du Code pénal, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, notamment à l'aide de violences ou de menaces graves, par ruse ou artifice, ou en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résistance, constitue un viol punissable d'une peine de réclusion de cinq à dix ans. Par ailleurs, suivant le même article, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant âgé de moins de 16 ans est considéré comme un viol commis en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre et est punissable d'une peine de réclusion de dix à 15 ans.

Des peines plus sévères encore sont prévues à l'article 376 du Code pénal, selon l'impact du viol sur la santé ou la vie de la victime. Par ailleurs, l'article 377 du même code prévoit une aggravation des peines comminées par les articles précédents, notamment lorsque l'auteur du viol a abusé de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, ou a fait usage d'une arme ou d'actes de torture, ou a causé un préjudice grave à l'enfant, ou encore si plusieurs personnes ont participé à l'infraction. L'aggravation des peines est aussi prévue en tenant compte de la vulnérabilité particulière de la victime ou de ses liens avec l'auteur du viol.

Enfin, les personnes condamnées pour un viol encourent également des interdictions de droits, tel que spécifié à l'article 378 du Code pénal.

Une augmentation des peines actuellement prévues aux articles 375 et suivants du Code pénal n'est pas préconisée, car il s'agit de peines rigoureuses, dont le niveau élevé est en cohérence avec les peines comminées par le droit pénal luxembourgeois pour d'autres infractions graves contre les personnes. La fourchette de ces peines est également suffisamment large, de manière à permettre au juge de prononcer la peine la plus appropriée, compte tenu des différents facteurs.

Les statistiques judiciaires nationales qui sont disponibles concernant l'infraction de viol renseignent le sexe et l'âge des victimes, et le nombre de personnes condamnées pour viol, suivant les distinctions établies par le Code pénal. Par contre, il n'y a pas de statistiques sur l'état de vulnérabilité particulière de la victime, cet état n'étant pas autrement défini dans le code. Des chiffres concernant la peine prononcée qui seraient ventilés d'après le sexe, l'âge et l'état de vulnérabilité des victimes ne sont pas statistiquement disponibles. La détermination de la peine par le juge se fait en considération de multiples facteurs, notamment du profil de l'auteur. La sensibilisation du public dans son ensemble est le meilleur moyen d'en accroître la vigilance pour prévenir ces infractions.

Question 3145 (19.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **flux migratoire:**

Dans le cadre de la visite de la nouvelle structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg mardi 18 juillet 2017, le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a présenté les statistiques relatives au flux migratoire notamment dans le cadre de la relocalisation des réfugiés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part des statistiques relatives au regroupement familial depuis le mise en vigueur de la loi du 8 mars 2017 portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'accord de réadmission entre les états du Benelux et les pays du Maghreb?

Réponse (09.08.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Entre le 24 mars et le 24 juillet 2017, 441 personnes sont arrivées au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial, dont 43 qui ont rejoint un bénéficiaire de protection internationale et qui n'étaient dès lors pas concernées par la modification du délai d'attente opérée par la loi du 8 mars 2017.

ad 2. Comme le mandat de négociation pour les pays du Maghreb se situe auprès de la Commission européenne, les activités en matière de négociation d'un accord de réadmission se situent plutôt au niveau européen qu'au niveau du Benelux. La situation se présente comme suit pour les différents pays concernés:

- Les négociations avec le Maroc ont été bloquées pendant des années. Dans le cadre du partenariat de mobilité UE-Maroc signé en 2013, il a été convenu de relancer les négociations. Les négociations ont été reprises en janvier 2015, en parallèle à des négociations relatives à des accords de facilitation en matière de visa.

- Pour la Tunisie, les négociations sont en cours et un premier entretien exploratoire sur base de propositions de texte a été organisé.

- En ce qui concerne l'Algérie, aucune date n'est encore prévue pour l'ouverture des négociations.

Question 3146 (19.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **langues utilisées par le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3102 iwwert de Rekrutement vu Personal am Kultur- a Begéinungszenter Neimënster seet den Här Minister dëst:

„Lëtzebuergesch stellt fir Neimënster eng Prioritéit duer an der Programmatioun an an der Ausféierung. Den Établissement public leet ganz grousse Wäert op d'Kommunikatioun an der Lëtzebuerger Sprooch a beméit sech, konsequent d'Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen an hirer Nationalsprooch ze erreechen."

Um Spaweck (www.neimunster.lu) ginn d'Informatiounen nëmmen op Franséisch an op Englesch ugebueden. Déi aktuell Nummer vum „de gudde Grond" (Nummer 36), eng Broschür vun net manner wéi 131 Säiten, huet knapp véier ganz kleng Artikelen (Beschreiwunge vu Manifestatiounen) op Lëtzebuergesch. Och bei der Programmatioun ginn et nëmme ganz wéineg Manifestatiounen op Lëtzebuergesch.

Doweinst wéilt ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1) Op wéi enge Fakte berout dem Här Minister seng Ausso, Lëtzebuergesch géif fir Neimënster eng Prioritéit duerstellen?

2) Besteet d'Bereetschaft, d'Präsenz vun der Abtei Neimënster um Spaweck (Internetsite, Facebooksäit...) op Lëtzebuergesch ze verstäerke respektiv mat Franséisch an Englesch gläichzesetzen? Wa jo, a wéi engem Délai?

3) Besteet d'Bereetschaft, der Lëtzebuerger Sprooch an de Broschüren, besonnesch an de Nummere vum „de gudde Grond", op d'mannst déiselwecht Plaz ze gi wéi anere Sproochen? Wa jo, mécht dës Bereetschaft sech schonn an der nächster Nummer vum „de gudde Grond" bemierkbar?

4) Besteet d'Bereetschaft, fir am Kulturzenter Manifestatiounen a Lëtzebuerger Sprooch an därer, déi sech op Lëtzebuerg bezéien, eng vill méi grouss Plaz ze ginn?

Réponse (28.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

De Kulturzentrum Neimënster programméiert Theaterstécker op Lëtzebuergesch an organiséiert eng Varietéit vun Evenementer, wou d'Lëtzebuergescht eng zentral Roll spillt: Cabaretsowender, d'Lidderfouer, Poesieowender mat Lëtzebuerger Interventiounen, d'Aarbechtsfest, den „Science Festival", den Internationale Fraendag, d'Pandafest, spezifesch Konferenzen asw.

An der Kommunikatioun vun Neimënster ass d'Lëtzebuerger Sprooch eng Prioritéit. De Kommunikatiounsservice vun Neimënster an d'Direktioun beméie sech, konsequent Introduktiounen an Interviewen op Lëtzebuergesch ze maachen. Jee no Medium gëtt d'Kommunikatioun vun Neimënster awer adaptéiert. Et ass net geplangt, d'Internetsäit op Lëtzebuergesch ze maachen, well déi Säit sech un all Publikumsgruppe riicht an de lëtzebuergesche Publikum normalerweis zwou bis dräi Sprooche fléissend beherrscht. An der Analys vum „Klickverhalen" an de soziale Medien ass ausserdeem festgestallt ginn, datt déi héchste Visibilitéit bei engleschen a franséische Posts erreecht gëtt. Neimënster besteet op d'Méiglechkeet, fir verschidde Meldungen op Lëtzebuergesch ze kommunizéieren, wann et am Sënn vun der Saach ass.

D'Haaptsprooch vun „de gudde Grond" bleift Franséisch, fir esou vill wéi méiglech Publikumsgruppen a Communautéiten ze erreechen. Jee no Veranstaltung kann den Haapttext op Lëtzebuergesch, Däitsch oder Englesch gehale ginn, zesumme mat enger Iwwersetzung op Franséisch.

D'Lëtzebuerger Konscht huet an Neimënster eng wichteg Plaz am Dialog mat anere Kulturen - sou wéi et am Gesetz vum Kulturzentrum virgesinn ass. Lëtzebuergesch Kënschtler a Kënschtlerinne ginn am Kader vun den Apero-Jazz-Concerten a Kënschtleratelieren, der Serie „Tremplins" oder an eegene Produktioune vun Neimënster virgestallt.

Doriwwer eraus schafft Neimënster mat ville Veräiner an Instituter zesummen. Neimënster ass souwuel eng Plaz fir Amateurkonscht wéi och fir professionell Kulturproduktiounen, wouvun der vill sech op Lëtzebuerg bezéien. Déi genotzte Sprooch hänkt vum jeeweilege Kënschtler oder Organisateur of. Et bleift ëmmer eng artistesch Decisioun, wat fir eng Sprooch de Lëtzebuerger Kënschtler notzt - dat geheiert zu senger artistescher Fräiheet. An der visueller Konscht, am Danz- oder Musiksberäich kënnt de Gebrauch vun der geschwatener Sprooch net onbedéngt zum Ausdrock, gëtt awer am Virfeld genotzt.

D'Fräiheet vum Sproochechoix ass am Interêt vun engem fräien an interkulturellen Dialog. Et ass dofir net virgesinn, de Gebrauch vu ville verschiddene Sproochen ze regelen oder nei ze orientéieren.

Question 3147 (20.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implantation de la société Google au Luxembourg:**

Récemment, Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie a annoncé que la société Google envisagerait de venir s'implanter au Luxembourg. Dans une interview accordée aujourd'hui au journal en ligne paperjam.lu. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures affirme qu'il ne veut pas «avoir des Google qui ne paient pas un centime, tandis que nous devons construire l'infrastructure».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'implantation de Google au Luxembourg?

Réponse (24.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement est accueillant à l'égard de toutes les entreprises luxembourgeoises et étrangères qui ont l'intention d'investir dans le futur du pays, dans la création d'emplois tout en respectant les critères sociaux et la législation en vigueur.

Question 3148 (20.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**extrême gauche:**

Lénksextremisten hunn haaptsächlech am Ausland scho méi wéi eemol gewisen, datt si hir Iddien net ëmmer mat friddlechen Demonstratioune wëlle vertrieden. Hir Gewaltbereetschaft huet heiansdo Ausmoossen ugeholl, déi net ze toleréiere sinn. D'Noriichten an d'Biller iwwert d'Virkommnesser um G20, dee kierzlech zu Hamburg war, hunn dëst op en Neits méi wéi däitlech gemaach. An e puer Länner gëtt sech gefrot, ob de Kampf géint den Extremismus vu Riets, esou berechtegt en ass, net ze vill eesäiteg wär.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un eis Regierung:

1. Hält d'Regierung lénksextremistesch Bewegunge fir geféierlech? Fënnt d'Regierung, datt méi géint déi extremistesch Gewalt vu Lénks muss ënnerholl ginn? Wa jo, wat gesäit d'Regierung do vir?

2. Huet d'Regierung Kenntnesser doriwwer ob Lëtzebuerger, lëtzebuergesch Associatiounen, politesch Mouvementer oder Leit, déi vu Lëtzebuerg komm sinn, un der Gewalt zu Hamburg bedeelegt waren?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi jonk Leit systematesch sollen iwwer lénksextremistesch Iddien a Virstellungen opgekläert a virdru gewarnt ginn? Existéiert heifir schonn e Konzept a Form vu Präventiounsprogrammer fir Jonker? Wa jo, wéi gesinn esou Präventiounsprogrammer aus?

4. Misst dëst Thema net och allgemeng vill méi Präsenz an de politeschen Diskussioune fannen an no bausse bei de Bierger gedroe ginn, fir Jonk an Al op déi wuessend Gewaltbereetschaft an d'Gefore vum Lénksextremismus opmierksam ze maachen?

Réponse (17.08.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang vum Riets- a Lénksextremismus.

ad 1. Fir d'Regierung ass Gewalt a kengem Fall eng akzeptabel Manéier fir eng Meenung auszedrécken.

ad 2. D'Regierung huet keng Kenntnis iwwer Leit oder Associatioune vu Lëtzebuerg, déi un der Gewalt zu Hamburg bedeelegt waren.

ad 3.+ 4. De Regierungsrot huet den 29. Juli 2016 decidéiert e Präventiouns- a Berodungszentrum ze schafe fir Leit, déi mat Radikalisiérung an Extremisme konfrontéiert sinn. Dëse Service funktionéiert ënnert der Responsabilitéit vum Familljen- an Integratiounsminister. All Informatiounen zum „Centre contre la radicalisation" a sengen Aktivitéite fannen déi interesséiert Leit ënner www.respect.lu.

Question 3149 (20.07.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accréditation d'institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises:**

Selon nos informations, un certain nombre d'institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises rencontrent actuellement des difficultés pour voir renouveler leur accréditation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles institutions sont concernées et quels problèmes rencontrent-elles?

- Dans la mesure où l'article 27 de la loi du 23 juillet 2016 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur ne se prononce uniquement sur les modalités d'accréditation d'institutions d'enseignement supérieur étrangères, quels sont les critères d'accréditation pour les institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises?

- D'après le processus de Bologne, la procédure d'accréditation habituelle ne s'applique pas aux formations dites «postgraduate» ni aux cours universitaires de troisième cycle. Selon quelles conditions ces formations peuvent-elles être accréditées au Luxembourg?

Réponse (07.08.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Tout d'abord, il y a lieu de constater que l'honorable Députée n'a précisé ni la nature des informations dont elle dispose, ni les éventuels problèmes rencontrés par les institutions qui lui ont transmis les informations. Je tiens à préciser que la procédure d'accréditation est complexe et que les problèmes éventuels rencontrés peuvent être de nature fort différente.

D'après l'honorable Députée, un certain nombre d'institutions d'enseignement supérieur au Luxembourg rencontrent actuellement des difficultés pour voir renouveler leur accréditation. Il convient de préciser qu'actuellement quatre institutions d'enseignement supérieur ont entamé la procédure pour renouveler l'accréditation. Les demandes de recevabilité ont été déposées en février 2017 et actuellement, après la phase de l'examen de la recevabilité, les institutions d'enseignement supérieur sont en train de préparer leur dossier d'accréditation pour le faire parvenir au ministère conformément aux délais accordés en vertu de l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 août 2016. Nous nous trouvons donc en plein milieu de la procédure d'accréditation.

En vertu de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, l'évaluation en vue de l'accréditation de l'institution concernée sera réalisée par une agence d'assurance de la qualité, spécialisée en matière d'accréditation d'institutions et de programmes d'études de l'enseignement supérieur et inscrite au registre européen des agences d'assurance de la qualité (EQAR).

En ce qui concerne la troisième question de l'honorable Députée, je tiens à faire référence au titre III de la loi précitée qui est consacré aux modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Pour qu'un diplôme délivré sur le territoire luxembourgeois par une institution d'enseignement supérieur étrangère, publique ou privée, puisse être reconnu comme diplôme de l'enseignement supérieur tel que défini à l'article 1er de la loi précitée, il doit avoir été émis par une institution d'enseignement accréditée au Luxembourg, dans le cadre d'un programme d'études accrédité au Luxembourg. L'institution étrangère d'enseignement supérieur peut assurer la formation en question soit sous sa seule responsabilité en créant une filiale au Luxembourg, soit dans le cadre d'un partenariat avec un organisme luxembourgeois. En fait, selon l'article 1er, paragraphe 2, de la loi précitée, l'enseignement supérieur luxembourgeois comprend à côté de ces formations uniquement les formations dispensées par l'Université du Luxembourg et les formations dispensées dans le cadre de l'enseignement supérieur de type court aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur. Les modalités d'accréditation pour les filiales luxembourgeoises de ces institutions étrangères d'enseignement supérieur sont définies aux articles 27 à 35 de la loi précitée et les critères prévus aux articles 28, 28bis et 28ter sont précisés dans le règlement grand-ducal précité. Quant à l'article 27 auquel l'honorable Députée fait référence, il convient de noter que, dans le cadre du projet de loi modificatif 6591 qui a été adopté à l'unanimité par la Chambre des Députés lors de sa séance publique du 30 juin 2016 et qui est devenu la loi du 23 juillet 2016, son libellé a été aligné, dans un souci de cohérence, sur les dispositions précitées de l'article 1er, paragraphe 2, telles qu'elles figurent ab initio dans la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

Concernant la quatrième question, il y a lieu de préciser qu'en vertu de l'article 28bis, paragraphe 3, de la loi précitée, aussi bien les programmes de master que les programmes de doctorat peuvent être accrédités comme programmes d'études, étant entendu que les programmes d'études de doctorat sont soumis à l'accréditation conjointe de l'institution concernée en tant qu'université ou filiale d'une université telle que définie à l'article 28ter, paragraphe 1er, de la loi précitée. Les modalités d'accréditation sont de nouveau définies aux articles 27 à 35 de la loi précitée et les critères prévus aux articles 28, 28bis et 28ter sont précisés dans le règlement grand-ducal précité.

Question 3150 (20.07.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CEDIES:**

De plus en plus de jeunes entament des études supérieures et universitaires dans les domaines les plus divers. De nos jours, on observe non seulement une prolifération du nombre d'instituts supérieurs et d'universités. Aussi se trouve-t-il que les profils professionnels deviennent de plus et plus hétérogènes, voire complexes si bien qu'il s'avère parfois difficile de s'assurer une vue assez complète des demandes de profils professionnels actuels et futurs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'étudiants inscrits au CEDIES en distinguant selon le genre d'études et/ou les profils professionnels?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, mentionner quelques profils professionnels très porteurs d'avenir (bonnes perspectives d'emploi)?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser selon quelle démarche le CEDIES s'organise et s'informe pour conseiller les étudiants au mieux en ce qui concerne les évolutions (récentes) sur le marché du travail afin de les orienter dans les meilleures conditions?

Réponse (04.08.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

À l'heure actuelle, l'évolution de l'économie, des sciences et technologies et de la société en général génère de plus en plus de formations très spécifiques, répondant à des besoins en profils professionnels très diversifiés. Compte tenu de cette évolution dans le monde académique et sur le marché de l'emploi, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se tient constamment au courant sur les plus récents développements en matière d'études et de professions afin d'être outillé pour informer au mieux les futurs étudiants. En matière de profils professionnels très porteurs, il y a lieu de citer notamment les métiers en rapport direct avec la digitalisation, les sciences de l'espace, la technologie en général, la logistique et certains domaines de l'économie (audit, finances). En ce qui concerne l'année académique 2016-2017, le CEDIES compte presque 30.000 étudiants ayant sollicité une aide financière sur base de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Les statistiques relatives aux dossiers précités sont actuellement en phase d'élaboration et seront clôturées pour le rapport présenté à la rentrée académique 2017-2018. D'après l'expérience des dernières années, quelque 20% des étudiants sont inscrits dans des études concernant l'économie et les finances. Environ 15% des étudiants s'orientent vers des études en médecine et dans les professions de santé. Chacun des domaines «droit», «éducation», «ingénieur», «lettres et langues» et «sciences naturelles» est recherché par 5% à 10% des étudiants et aucun des autres domaines d'études ne dépasse le cap des 5% des étudiants enregistrés au CEDIES. De plus amples détails pourront être présentés à la rentrée académique.

Le ministère encourage les élèves à poursuivre des études supérieures dans les domaines porteurs susmentionnés. Pour ce faire, le CEDIES organise une Foire de l'Étudiant annuelle qui porte toujours sur un thème spécifique porteur d'avenir. Cette année, le thème choisi concerne les métiers et les formations liés à la digitalisation. D'où le thème «go digital» de la Foire 2017.

En outre, le CEDIES élabore des brochures d'informations en collaboration avec des représentants des différents secteurs professionnels et notamment avec des spécialistes du domaine des TIC. Le CEDIES est également en contact avec l'ADEM et travaille activement dans le cadre du Projet «Beruffer-Anelo» de la Maison de l'orientation ayant pour objet la gestion et la mise à jour permanente d'un site web décrivant une multitude de métiers et les formations et études y relatives.

Question 3153 (21.07.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **gaspillage alimentaire:**

Ces derniers jours, les médias ont repris une information circulant sur les réseaux sociaux quant à une décharge illégale de pain. Le coupable a apparemment été identifié et une enquête est en cours. Néanmoins, ce fait particulier attire à nouveau l'attention sur le sujet du gaspillage alimentaire.

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°2123 du 3 juin 2016, Monsieur le Ministre de l'Économie et Madame la Ministre de l'Environnement avaient entre autres fait savoir qu'un groupe de travail regroupant les principaux acteurs concernés par le gaspillage alimentaire était en train de préparer un certain nombre d'actions.

1) Quelles sont les actions qui ont été mises en œuvre au cours de l'année passée?

2) Est-ce qu'une adaptation du cadre légal et des sanctions ciblées pourrait contribuer à une réduction du gaspillage alimentaire?

3) Est-ce qu'un monitoring des progrès réalisés a été mis en place?

Le Ministère de l'Environnement avait publié une étude intitulée «Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg» en février 2016.

4) Est-ce que les données relevées dans le cadre de cette étude sont régulièrement mises à jour de façon à permettre un suivi de l'évolution dans ce domaine?

Réponse commune (16.08.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Des réunions avec les acteurs concernés se tiennent régulièrement pour aborder ensemble la problématique du gaspillage alimentaire. Ainsi, une task force entre le Département de l'environnement du MDDI et le MAVPC a été créée afin de coordonner les activités et de lutter ensemble contre le gaspillage. Cette task force est complétée par un groupe de travail à double tutelle et comprenant l'ensemble des différents acteurs du secteur agro-alimentaire et des métiers connexes à la restauration.

Par ailleurs, le nouveau plan national de gestion des déchets et des ressources en cours de finalisation sera axé sur la lutte contre le gaspillage alimentaire tout en prévoyant des mesures concrètes.

Les actions principales mises en œuvre ou préparées par le Gouvernement au cours de l'année passée sont les suivantes:

- La campagne nationale de sensibilisation gouvernementale «Ensemble contre le gaspillage alimentaire» a été lancée dans le cadre de la journée mondiale de l'alimentation (16 octobre 2016) par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (MAVPC).

Sachant que les plus importants «gaspilleurs» sont les ménages, une brochure ayant comme objectif principal d'inciter les consommateurs à réduire le gaspillage alimentaire et de devenir des consommateurs responsables, a été éditée par le ministère et mise à disposition du grand public à travers différentes actions. Cette brochure, intitulée «Ensemble contre le gaspillage», fournit des conseils pratiques concrets comme une meilleure conservation des aliments ou encore une meilleure compréhension des dates de péremption.

- Une grande conférence au sujet du gaspillage alimentaire a été organisée conjointement par le MAVPC et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) et en collaboration avec la Chambre de Commerce en date du 27 octobre 2016.

Cet évènement s'est adressé aux professionnels de l'alimentation, c'est-à-dire aux restaurateurs, aux représentants de la grande distribution, aux cuisines collectives mais aussi aux producteurs. Cette conférence a permis aux acteurs impliqués d'échanger leurs «best practices» en matière de réduction du gaspillage alimentaire. Des personnalités nationales et étrangères ont exposé les modèles à succès de leurs pays respectifs. Ce forum «Zukunftsforum» constituait ainsi une plateforme favorisant un dialogue élargi sur toute la chaîne de l'alimentation.

- Un site spécialement dédié au gaspillage alimentaire (www.antigaspi.lu) et reprenant des conseils pratiques et des informations utiles a été mis en ligne par le MAVPC en date du 24 novembre 2016. Ce site a connu un franc succès avec quelque 10.000 «clicks» dans les trois premières semaines suivant son lancement.

- Une campagne médiatique (spot radio RTL et Eldoradio, banner RTL.lu, Eldoradio.lu, Wort.lu, Explorator.lu) visant notamment à sensibiliser les consommateurs quant à la bonne interprétation des différentes dates limites indiquées sur les produits (la mécompréhension des expressions «à consommer de préférence avant le…» et «à consommer jusqu'au» est à la base de 20% du gaspillage alimentaire) a été menée du 24 novembre 2016 au 3 décembre 2016.

- Dans le cadre de cette même campagne de sensibilisation, une semaine «AntiGaspi», en collaboration avec les restaurateurs, a été organisée du 28 novembre au 4 décembre 2016. Cette action comprenait deux volets: les chefs participant à cette action ont proposé durant ces sept jours un plat du jour ou un menu «AntiGaspi» à leurs clients et ils se sont engagés à sensibiliser les enfants en organisant des «workshops AntiGaspi» dans les écoles fondamentales de leurs communes respectives. Le but principal de ces ateliers était de provoquer une prise de conscience afin de mieux apprécier et respecter les produits alimentaires.

- Ce mouvement de sensibilisation a été renforcé par le Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse (MEEJ) qui se rallie entièrement aux objectifs de la campagne «Ensemble contre le gaspillage alimentaire» tout en assurant des actions concrètes pour limiter le gaspillage dans la restauration scolaire et universitaire. Ainsi une semaine thématique «AntiGaspi» s'est déroulée du 5 au 9 décembre 2016 dans les restaurants scolaires et universitaires au cours de laquelle la sensibilisation des consommateurs autour de l'antigaspillage a été réalisée par diverses actions comme la distribution de brochures, apposition d'affiches, organisation de concours, préparation de menus «antigaspillage», établissement de stands d'information dans les lycées, etc. La semaine a été organisée par Restopolis, Service de la restauration scolaire du ministère, et fait partie des engagements de celui-ci pour une alimentation saine et équilibrée, pour l'utilisation de produits locaux et pour le développement durable. Il s'agissait d'une part de sensibiliser les enfants et les jeunes pour les amener à adopter un comportement responsable, et d'autre part de faire comprendre aux responsables de la restauration collective dans les écoles et les structures d'accueil que la lutte contre le gaspillage commence par une estimation aussi précise que possible des fréquentations dans les différents restaurants, la réduction des écarts entre achats et consommations, l'adaptation des menus aux habitudes et aux goûts des convives et l'optimisation de la gestion des achats et des stocks.

- Le MAVPC a signé des chartes «AntiGaspi» avec différents acteurs (à titre d'exemple avec CGFP Services, Foire agricole d'Ettelbruck…) dans un souci de sensibilisation. Notamment la charte signée avec LuxExpo-The Box lors de la «Springbreak» a résulté dans une journée dédiée au gaspillage alimentaire comprenant du show-cooking thématique, des cycles de conférences et la présentation d'une exposition itinérante.

- Une exposition itinérante a été élaborée par le MAVPC en étroite collaboration avec des partenaires suisses et présentée pour la première fois lors de la foire de printemps «Springbreak» en date du 25 mars 2017. Cette exposition s'adresse principalement aux enfants de l'école fondamentale respectivement aux jeunes de dix à 14 ans et a pour but d'initier à la diminution des pertes alimentaires dans les ménages. Pour rendre sensible à la problématique que les plus importants gaspilleurs sont les ménages, elle est constituée de plusieurs stations représentant les différentes étapes de la vie de tous les jours qui ont un rapport avec la nourriture et qui sont pertinentes quant à la réduction du gaspillage alimentaire: la planification, les achats, le stockage et le fait de cuisiner avec des restes.

Depuis, cette exposition a été présentée pendant plus de 30 jours dans douze différentes communes.

- Afin de sensibiliser au plus près des citoyens et de favoriser le développement d'idées propres le MAVPC a dès fin 2016 proposé aux communes du Grand-Duché de Luxembourg de se rallier à un pacte de solidarité dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. À l'heure actuelle, 58 communes représentant plus de 64% de la population ont adhéré à ce pacte et ont mis en place des actions propres au niveau communal. Sont, en outre, mis à disposition des communes-partenaires des brochures d'information, des autocollants, du matériel didactique et d'information ainsi que l'exposition itinérante.

Une première journée nationale des partenaires dans la lutte contre le gaspillage alimentaire est prévue en automne 2017 dans un but de divulguer les meilleures idées pratiques développées.

- Un pacte similaire a pu être signé avec le Lycée technique hôtelier Alexis Heck, le Lycée technique de Bonnevoie et le Lycée technique agricole afin d'intégrer les préceptes du gaspillage alimentaire dans la formation des futurs professionnels.

- Les dons alimentaires constituent un outil important dans la réduction du gaspillage alimentaire. Ainsi, la Chambre des Métiers, en coopération avec l'Horesca, le Ministère de la Santé (MS) et le MAVPC et avec l'appui de l'Administration de l'environnement, a préparé une fiche sur les aspects légaux en termes de donation de denrées alimentaires à des fins d'alimentation humaine. Cette fiche est mise à disposition des entreprises concernées dans le cadre du guide de bonnes pratiques d'hygiène. Dans ce même cadre, des procédures facilitant le don alimentaire ont déjà été mises en place.

- Les résultats de l'étude sur le gaspillage alimentaire ont indiqué que les cantines, à côté des ménages, sont les principaux lieux de gaspillage alimentaire. Un projet pilote a été lancé par IMS Luxembourg (Inspiring More Sustainability), en concertation avec le MDDI - Département de l'environnement, dont l'objectif est de quantifier et de diminuer les pertes alimentaires dans les restaurants d'entreprise. Ce projet pilote, qui est réalisé dans des cantines du Plateau Kirchberg, est accompagné d'une campagne de sensibilisation destinée aux usagers des cantines. Sur la base de ce projet, des initiatives complémentaires vont être lancées.

- Le projet «Clever Iessen» sera prochainement lancé par l'Administration de l'environnement, ensemble avec la SuperDrecksKëscht. Son objectif est de promouvoir la consommation durable tout en réduisant le gaspillage alimentaire. Ce projet contient, entre autres, la mise en place d'un système de réutilisation de contenants consignés destinés aux clients pour emporter des restes de repas ou même des plats préparés. Ce système de reprise sera lancé comme projet pilote dans certains restaurants et pourra être étendu sur toute la branche.

- La thématique du gaspillage alimentaire a été intégrée dans les programmes de formation «gestion de déchets et consommation durable» de la SuperDrecksKëscht destinés aux entreprises. Elle sera intégrée dans les programmes de sensibilisation de la SuperDrecksKëscht destinés aux écoles.

- Le Département de l'environnement du MDDI parrainait la série «Manner ass méi» qui a été diffusée entre le 9 juin et le 14 juillet 2017 sur la chaîne RTL Télé Lëtzebuerg. Des sujets tels que la lutte contre le gaspillage alimentaire et la réduction des déchets d'emballages y ont été traités. Ces émissions visent notamment à sensibiliser le public à ces deux sujets lors de leurs achats.

- Le Luxembourg participe également à la plateforme européenne sur les pertes d'aliments et les déchets alimentaires (EU Platform on Food Losses and Food Waste). L'objectif de cette plateforme est de fournir des conseils concernant les actions prises à l'échelle de l'Union européenne visant à prévenir et à réduire les déchets alimentaires et de faciliter le partage des meilleures pratiques.

- Les impacts quantitatifs de l'ensemble de ces mesures seront regroupés par l'Administration de l'environnement.

ad 2) Actuellement, des discussions concernant le Paquet «Économie circulaire» tel que présenté par la commission en décembre 2015 sont en cours au niveau de l'Union européenne.

Un élément essentiel de ce paquet est la révision de la directive 2008/98/CE concernant la gestion des déchets. Ce texte prévoit que les États membres doivent prendre des mesures pour réduire la production de déchets alimentaires. Ces mesures doivent être surveillées et évaluées de façon régulière par les États membres. Il faut s'attendre à ce que le texte soit adopté définitivement vers la fin de l'année 2017.

Dans le cadre de la transposition en droit national de cette directive moyennant modification de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, des dispositions légales visant la réduction du gaspillage alimentaire sont à prévoir. Au même titre que d'autres dispositions de cette loi, les obligations en matière de prévention et de réduction du gaspillage alimentaire sont à assortir de sanctions en cas de non-respect.

Est à noter que lors de la dernière plateforme européenne sur les pertes d'aliments et les déchets alimentaires, le commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire Vitenis Andriukaitis a annoncé trois nouvelles lignes directrices jusqu'à la fin 2017, à savoir:

- nouvelle ligne directrice pour faciliter le don alimentaire;

- nouvelle ligne directrice pour favoriser l'utilisation de nourriture en alimentation pour animaux («transforming former food to feed»);

- nouvelle ligne directrice pour l'utilisation des différentes dates limites sur les aliments destinés à la consommation humaine (confusion et utilisation des date de durabilité minimale «à consommer de préférence avant le…» et date limite de consommation «à consommer jusqu'au»).

Certaines mesures concernant ces trois sujets ne sont certes réalisables qu'au niveau communautaire voire qu'au niveau international/global.

De plus la nouvelle loi agraire présente une certaine flexibilité pour justement soutenir les producteurs dans des projets innovants et visionnaires relatifs à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

ad 3) Différentes actions (notamment sensibilisation) ont été monitorées à des emplacements précis. À titre d'exemple une semaine de sensibilisation au site de la cantine de la fonction publique a su réduire le gaspillage alimentaire de près de 30%). Ou encore, la revue de procédures dans différentes maisons d'accueil a également su améliorer les pertes alimentaires de plus de 50%.

Les communes adhérentes au pacte de solidarité contre le gaspillage alimentaire sont également invitées à suivre l'évolution du gaspillage alimentaire dans leurs institutions respectives. Les meilleures pratiques mises en place seront annuellement communiquées lors d'une journée nationale du gaspillage alimentaire au niveau communal.

Au niveau national, l'étude sur les quantités de déchets alimentaires produites sera reconduite l'année prochaine.

ad 4) L'étude «Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg» a montré que la majeure partie des déchets alimentaires provient des ménages. Afin d'évaluer le succès des différentes mesures destinées aux citoyens, il importe notamment de suivre l'évolution de la composition des déchets résiduels. Pour ce faire, l'Administration de l'environnement organise régulièrement des campagnes analytiques pour déterminer cette composition. La dernière analyse des déchets ménagers en mélange a été effectuée en 2013-2014. Les résultats afférents sont publiés sur le site Internet Emwelt.lu, le site Internet «antigaspi.lu» y faisant référence également. Une nouvelle campagne est prévue pour l'année 2019. Les travaux préparatoires afférents sont planifiés pour 2018.

En ce qui concerne l'étude sur les quantités de déchets alimentaires produites, celle-ci sera également reconduite régulièrement. Ainsi, une nouvelle étude sera lancée l'année prochaine.

Ces éléments, ensemble avec les résultats spécifiques de certaines actions ciblées pour lesquelles les résultats sont mesurables, permettront d'avoir une bonne vue sur l'évolution en matière de prévention et de réduction du gaspillage alimentaire.

Par ailleurs, dans le cadre de la révision de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, la commission envisage la mise en place d'un système de reporting sur les progrès réalisés par les différents États membres. Compte tenu du fait que les discussions relatives à cette modification sont encore en cours au niveau du trilogue, la méthodologie à appliquer et qui devrait être établie par la Commission européenne n'a pas encore été définie. Le Luxembourg est donc encore en attente des propositions communautaires.

Question 3156 (24.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **4e directive antiblanchiment:**

Le 5 juin 2015, la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne (4e directive antiblanchiment). Celle-ci devra être transposée par les États membres au plus tard le 26 juin 2017.

Jusqu'à présent, la Chambre des Députés n'a toutefois pas encore été saisie d'un tel projet de loi de transposition. D'après un article paru vendredi dernier au Luxemburger Wort, l'approbation du texte de loi en projet, qui aurait normalement eu lieu lors de la réunion du Gouvernement réuni en conseil le 20 juillet 2017, a été reportée et à en croire cette même source, il est très probable que le texte ne puisse être adopté avant les vacances d'été.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pour quelles raisons le projet de loi n'a-t-il pas encore eu l'aval du Gouvernement en conseil?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si la Commission de surveillance du secteur financier a recommandé aux acteurs de la place financière de se conformer aux nouvelles obligations de vigilance contenues dans la directive précitée?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer qui pourra accéder au registre central des bénéficiaires économiques? Des restrictions d'accès sont-elles prévues? Lesquelles? Monsieur le Ministre entend-il d'ores et déjà tenir compte de la nouvelle proposition de directive présentée en juillet 2016 par la Commission européenne et visant notamment à accorder au public un «accès illimité» aux registres des bénéficiaires effectifs?

Réponse (23.08.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La directive (UE) 2015/849 s'inscrit dans une lignée d'évolutions visant à adapter le régime de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme aux nouvelles formes de menaces. Pour garantir l'efficacité du cadre européen de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, il est essentiel que celui-ci reste en phase avec les règles de coordination et de coopération mises en place au niveau international. Dans cette perspective, la directive (UE) 2015/849 vise à aligner le cadre réglementaire européen sur les modifications apportées aux recommandations du groupe d'action financière lors de leur révision en 2012.

La directive (UE) 2015/849 apporte ainsi une série de modifications au régime des obligations professionnelles que les entités assujetties au volet préventif du dispositif de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme doivent respecter. Elle innove également par des prescriptions détaillées quant au dispositif de surveillance que les États membres doivent mettre en place en vue de contrôler le respect par les entités assujetties de leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le projet de loi n°7128, qui a été déposé le 26 avril 2017 à la Chambre des Députés, complète la transposition des dispositions concernant le régime des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et le contrôle du respect de ces obligations professionnelles par les entités assujetties - qui représentent une partie importante de la directive (UE) 2015/849 - par le biais d'une modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

L'article paru dans le Luxemburger Wort du 21 juillet 2017 se réfère à l'avant-projet de loi concernant la création d'un registre de bénéficiaires économiques. Ce texte, qui transpose une disposition spécifique de la directive (UE) 2015/849, est en cours de finalisation au Ministère de la Justice. Dans la mesure où la négociation de la 5e directive antiblanchiment est toujours en cours au niveau européen, il s'avère difficile d'anticiper sa transposition.

Quant à la deuxième question, il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur les recommandations de la Commission de surveillance du secteur financier, qui est un établissement public indépendant.

Question 3157 (24.07.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **loup:**

Lescht Woch sinn am Raum Holzem-Garnech aacht doudeg Schof an enger Wiss opfonnt ginn, déi méiglecherweis vum Wollef gerass kéinte gi sinn. Fir definitiv Opschlëss ze kréien, musse Resultater vun DNA-Prouwen ofgewaart ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Emwelt dës Froe stellen:

1) Wéini sinn d'Resultater vun den DNA-Analysen do?

Laut eisen Informatioune sinn an der selwechter Géigend wou Schoof fonnt goufen, zweemol hannertenee Béischte vun engem onbekannten Déier duerch den Drot gedriwwe ginn. Dës Béischte goufen nieft der Areler Autobunn A6 erëmfonnt.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Emwelt dës Fro stellen:

2) Kann d'Madamm Minister ons déi uewegenannten Tëschefäll bestätegen?

3) Ass mëttlerweil bekannt duerch wei een Déier, Béischten aus hirer Perch gedriwwe goufen?

Laut eisen Informatiounen ass an där Wiss och Kot fonnt ginn, dee weder vun engem Rand, nach vun engem Hond oder Fuuss schéngt ze sinn.

4) Kann d'Madamm Minister dës Ausso bestätegen?

5) Ginn Analyse vun dësen Exkrementer gemaach?

6) Wéini sinn d'Resultater do?

7) Kann d'Madamm Minister ausschléissen, dass hei zu Lëtzebuerg Wëllef ausgewëldert respektiv ugesidelt goufen?

Réponse (28.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Wéi schonn am Pressecommuniqué vum Emweltdepartement vum 17. Juni 2017 ze liese war, kann et e puer Wochen daueren, bis déi Resultater do sinn. Zitat aus dem Pressecommuniqué: „Eine definitive Schlussfolgerung kann daher im Falle Garnich erst dann getroffen werden, wenn die Resultate der DNA-Proben vorliegen. Diese Untersuchung kann mehrere Wochen dauern." Wann d'Natur- a Bëschverwaltung (ANF) déi Resultater bis huet, wäerte se der Press matgedeelt ginn.

ad 2) Neen. Allerdéngs ka bestätegt ginn, dass Béischten op därselwechter Plaz zwou Nuechten hannerteneen aus hirer Perch ausgebrach waren. De Grond fir déi zwee Ausbrëch konnt net festgestallt ginn.

ad 3) Et ass net bekannt, aus wat fir engem Grond d'Béischten aus hirer Perch ausgebrach waren. D'ANF war direkt op der Plaz, fir ze hëllefen déi Saach opzeklären. Nom éischten Ausbroch ass eng Wëldkamera op engem Stativ bei der Ausbrochsplaz placéiert ginn. Beim zweeten Ausbroch sinn d'Béischten och genau bei der Kamera laanscht gelaf, wéi d'Trëtt am Bulli bewisen hunn. Déi Kamera war awer an där Nuecht propper vum Stativ rofgeschrauft a

geklaut ginn. Et ass net gewosst wien déi Kamera geklaut huet.

ad 4) Et gouf Kot fonnt, mä dee war absolutt net wollefstypesch an et ass net kloer vu wéi engem Déier dee Kot ass.

ad 5) Dee besote Kot gouf geséchert an agefruer. E kann zu all Moment analyséiert ginn, falls déi DNA-Prouwe vun de Schof kee Resultat sollten erginn.

ad 6) Vun deem Moment un, wou se am Laboratoire ukommen, brauch et normalerweis e puer Wochen bis e Resultat do ass.

ad 7) Auswëlderunge vu geschützten Aarten ënnerleien enger Autorisatiounsflicht vum Ëmweltminister. Et gouf keng Demande agereecht, fir esou eppes ze maachen, an et géif och am Fall vun esou enger Demande, betreffend de Wollef, keng Autorisatioun vun der Ëmweltministesch ginn.

D'Ëmweltdepartement geet dovunner aus, dass, falls sech e Wollef oder Wëllef a fräier Natur op Lëtzebuerger Territoire sollt(e) befannen, deen oder déi iwwert deeselwechte Wee heihinner komm ass (sinn) wéi och op villen anere Plazen an Europa: duerch natierlech Zouwanderung. Wann d'Resultat vun der Aartenanalys vun den DNA-Prouwe sollt Wollef erginn, da wäert eng Analys vum Genotyp gemaach ginn, déi eventuell erlabe wäerten erauszefannen, aus wéi enger Populatioun dat Déier staamt.

Question 3158 (25.07.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **traitements contre le cancer:**

Déjà en 2008, la Commission européenne rapportait que des chercheurs de l'Institute of Legal Medicine de l'Université d'Ulm auraient découvert un nouveau traitement contre la leucémie. Il s'agirait de la méthadone, un produit de substitution des drogues opiacées, ayant le potentiel de tuer les cellules leucémiques. Le traitement à la méthadone serait particulièrement efficace pour les patients dont le cancer ne répondrait plus à la chimiothérapie, ni aux rayons. Il se trouve toutefois qu'après ces résultats prometteurs, l'équipe chercheuse n'aurait pu trouver les fonds pour continuer leur recherche.

Suite à un reportage diffusé l'année dernière sur Tagesschau24, la faculté de médecine de l'Université d'Ulm, la clinique universitaire d'Ulm de même que le Comprehensive Cancer Center Ulm ont été amenés à publier une prise de position à ce sujet dont voici un extrait:

«In dem oben zitierten Beitrag [auf Tagesschau24] wird von 80 erfolgreich behandelten Patienten berichtet. Uns ist wichtig festzustellen, dass diese Patienten nicht am Universitätsklinikum Ulm und nicht im Rahmen von klinischen Studien behandelt wurden, sondern Methadon entweder als Schmerztherapeutikum bei Tumorschmerzen oder im Rahmen eines „off label"-Einsatzes des Medikaments erhielten. Die Angaben zum Erfolg der Behandlung beruhen nicht auf wissenschaftlichen Publikationen und sind für uns nicht überprüfbar. Es lässt sich daher nicht beurteilen, ob bei diesen Patienten ein möglicher Therapieerfolg aufgrund der Einnahme von Methadon eingetreten ist. Daher halten wir den unkritischen Einsatz von Methadon außerhalb klinischer Studien für nicht gerechtfertigt. Der unkontrollierte Einsatz weckt bei Patienten unrealistische Erwartungen, die sich nachteilig für die Patienten auswirken können. So gibt es Berichte, dass Patienten im Glauben an die Wirksamkeit von Methadon gut wirksame Therapiekonzepte für sich abgelehnt haben.

Es muss auch erwähnt werden, dass Methadon erhebliche Nebenwirkungen haben und die Lebensqualität der Patienten deutlich einschränken kann. Dies ist gerade bei Patienten mit fortgeschrittener Tumorerkrankung von hoher Relevanz.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Sur base des informations à sa disposition, quelle est l'appréciation de Madame la Ministre quant à l'effectivité de la méthadone dans le traitement de cancers en général et de la leucémie en particulier?

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faille approfondir les recherches en la matière? Dans l'affirmative, le département «oncologie» du Luxembourg Institute of Health serait-il disposé à procéder à ces travaux?

- D'autres financements publics (Fonds national de recherche, etc.) seraient-ils envisageables?

Réponse (16.08.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le débat sur une éventuelle efficacité de la méthadone dans le traitement du cancer, en association avec de la chimiothérapie conventionnelle, a été ravivé par un reportage télévisé sous le titre de «Methadon - warum ein preiswertes Mittel für Krebspatienten nicht erforscht wird» de l'émission «Plusminus» de la chaîne allemande «das Erste», en date du 12 avril 2017. Ce reportage suggère fortement que la méthadone serait efficace contre le cancer et sans effets secondaires majeurs, et insinue que l'industrie pharmaceutique bloquerait le développement de ce médicament peu onéreux pour protéger les bénéfices financiers résultant de la commercialisation d'autres produits beaucoup plus rentables.

Une possible efficacité antitumorale de la méthadone, un produit de substitution de l'héroïne et un antidouleur de la classe des morphiniques, est débattue depuis une dizaine d'années. En effet, un groupe de chercheurs de l'Université d'Ulm en Allemagne a publié sur l'efficacité de la méthadone in vitro (c'est-à-dire au laboratoire) dans un modèle de cellules leucémiques en 2008. Ce même groupe publie un deuxième article en 2014 où il montre un effet sur une lignée de cellules dérivées du neuroglioblastome (cancer du cerveau). Finalement en mars 2017, une publication de ce groupe ensemble avec une équipe de l'Hôpital Charité à Berlin analyse la survie sans progression de la tumeur à six mois dans un petit groupe de 27 patients avec différentes formes de neuroglioblastome ayant reçu de la méthadone en plus du traitement habituel, et compare cette survie à un groupe de contrôles historiques. Ils concluent que la survie avec ce traitement combiné est au moins comparable à celle des contrôles historiques, sans cependant pouvoir trouver un avantage statistiquement significatif en faveur de la méthadone.

Plusieurs réflexions s'imposent en examinant ces études:

- Les résultats précliniques obtenus au laboratoire sur des lignées cellulaires sont certainement intrigants et méritent que la communauté scientifique s'y intéresse.

- La communauté scientifique connaît des centaines de molécules qui ont montré une certaine activité contre des cellules cancéreuses dans des modèles de laboratoire. En général, cette activité dite in vitro ne se traduit cependant pas en efficacité réelle quand la molécule est finalement administrée à l'homme, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'un nouveau médicament efficace pourra être développé à partir des premiers résultats prometteurs in vitro.

- Les lignes cellulaires de leucémies et de neuroglioblastomes utilisées par les chercheurs allemands sont relativement artificielles, et ne reflètent que peu la situation habituelle de ces tumeurs dans l'être humain. Ceci jette donc un sérieux doute sur la possibilité de prédire une activité clinique réelle à partir des résultats de laboratoire.

- La seule étude clinique dont nous disposons est réalisée sur un petit nombre de patients, avec des formes très variées de neuroglioblastome (et donc des pronostics très variables) et leur survie à six mois sans progression de la tumeur est comparée à un groupe historique. Cette étude ne montre pas d'avantage net en faveur de la méthadone. La méthodologie de cette étude est très critiquable. Une bonne étude clinique devrait être faite sur un nombre suffisant de patients, avec des formes cliniques similaires et en comparaison prospective avec un groupe de patients identiques non traités par la méthadone. Ceci s'appelle une étude clinique prospective randomisée et une telle étude est considérée par la communauté médicale comme preuve indispensable pour conclure à l'efficacité réelle d'un nouveau traitement.

- Il faut remarquer que malgré la première publication des résultats il y a presque dix ans, aucune autre équipe de chercheurs au monde n'a confirmé ces résultats prometteurs à ce jour.

Cela étant, suivant le Ministère de la Santé, il n'y a actuellement aucune preuve crédible de l'efficacité de la méthadone comme anticancéreux chez l'homme.

Par ailleurs, le reportage à la télévision allemande a tenté de banaliser les effets secondaires possibles de la méthadone, surtout à fortes doses. Le Ministère de la Santé tient à rappeler que la méthadone est un dérivé de la morphine soumis à la prescription médicale stupéfiant et qu'il peut avoir comme effets secondaires à hautes doses, notamment l'hypoglycémie (chute du taux de sucre dans le sang) et des troubles respiratoires allant jusqu'à l'arrêt respiratoire. L'utilisation de la méthadone dans d'autres indications médicales a clairement été associée dans de larges études à une faible, mais réelle augmentation de la mortalité.

Notons enfin que la faculté de médecine de l'Université d'Ulm s'est clairement distanciée de certaines conclusions jugées prématurées et peu fondées scientifiquement de ses chercheurs en 2016. La «Deutsche Gesellschaft für Hematologie und Medizinische Onkologie» met en garde, en 2017, contre le risque d'une utilisation de la méthadone hors des indications admises comme antidouleur ou dans le traitement de la toxicomanie. Des prises de position similaires ont été émises par la «Deutsche Krebsgesellschaft» et la «Deutsche Gesellschaft für Neurologie» en 2014 et la «Deutsche Schmerzgesellschaft» en 2017.

Afin de trancher définitivement sur une éventuelle utilité de la méthadone dans le traitement du cancer, il faudrait donc organiser une étude prospective randomisée de grande envergure. Ce type d'étude dépasse clairement les capacités du département oncologie du «Luxembourg Institute of Health (LIH)», qui d'ailleurs est plus orienté vers une recherche fondamentale de laboratoire. En même temps, le nombre de cas de leucémies ou de neuroglioblastomes au Luxembourg est faible et ne permettrait pas un recrutement suffisant de patients. La réalisation de telles études cliniques de grande envergure dépasse aussi les possibilités de financement de la recherche publique au Luxembourg, et reste donc réservée aux très grands centres anticancéreux en Europe et aux États-Unis. Notons pour finir que la méthadone est commercialisée dans la majorité des pays et donc disponible pour la recherche pour la communauté scientifique. L'allégation que l'industrie pharmaceutique semble bloquer la recherche sur la méthadone dans le cancer pour protéger ses intérêts financiers est donc peu crédible.

Question 3162 (25.07.2017) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **Conseil national de justice:**

Le Gouvernement a présenté il y a plusieurs mois ses propositions relatives à la révision du chapitre relatif à la justice dans la Constitution. Conformément au programme gouvernemental, il est prévu d'y consacrer la création d'un Conseil national de justice et d'y ancrer explicitement l'indépendance des magistrats, y compris ceux du parquet.

Un des groupes parlementaires faisant partie de la «majorité constitutionnelle» a déclaré récemment s'opposer aussi bien à un référendum sur le projet de nouvelle Constitution ainsi qu'à toute révision ponctuelle supplémentaire de la Constitution durant la présente législature.

Comme cette réforme de la justice revêt une importance majeure, il y a lieu d'examiner si elle ne peut être réalisée par la voie d'une loi ordinaire sans passer par une révision de la Constitution, alors que les modifications proposées ne sont pas contraires au texte de notre loi fondamentale en vigueur.

- Monsieur le Ministre de la Justice partage-t-il cette analyse juridique?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il de soumettre un projet de loi afférent à la Chambre des Députés?

Réponse (17.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement partage l'analyse juridique de l'honorable Député. Un projet de loi sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais.

Question 3166 (27.07.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme de la loi sur la protection de la jeunesse:**

Malgré le fait que la Chambre des Députés ait récemment adopté le projet de loi relatif au Centre socio-éducatif de l'État, la réforme de la législation sur la protection de la jeunesse fait toujours défaut. La Chambre des Députés n'a pour l'instant pas été saisie ni d'un nouveau projet de loi, ni d'amendements relatifs au projet de loi n°5351 actuellement pendant.

Pourtant, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand souligne régulièrement l'urgence de cette réforme. D'ailleurs, la nécessité de la réforme de cette loi datant de 1992 est partagée tous azimuts. Rappelons dans ce contexte également la teneur du programme gouvernemental de décembre 2013 qui prévoit que «les travaux de modification de la loi sur la protection de la jeunesse seront poursuivis en priorité».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse aurait dû se faire en même temps que les modifications apportées au cadre légal du Centre socio-éducatif de l'État?

2) Dans quel délai le Gouvernement entend-il saisir la Chambre des Députés d'un nouveau projet de loi voire d'amendements au projet de loi n°5351?

Réponse commune (25.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Les deux réformes sont indépendantes l'une de l'autre. Le cadre légal du Centre socio-éducatif de l'État n'a pas d'implications directes sur le régime de la protection de la jeunesse.

Les deux projets sont par ailleurs élaborés par deux ministères différents.

ad 2) Suite à des discussions menées dans le cadre d'un groupe de travail élargi au sujet de la réforme de la loi relative à la protection de la jeunesse, un nouveau projet de loi est en train d'être finalisé au sein du Ministère de la Justice et celui-ci sera déposé et présenté dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés.

Question 3167 (27.07.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **concept «Bewegte Schule und Maison relais»:**

Une activité physique dès le plus jeune âge peut non seulement prévenir les maladies cardiovasculaires, les troubles musculosquelettiques ou le diabète, mais a aussi des retombées positives sur le plan psychologique, social et cognitif. Le fait de faire bouger davantage les enfants aide à augmenter l'estime de soi, et leur permet de s'épanouir, de développer leurs aptitudes communicationnelles et d'élargir leur réseau social. Selon diverses études, ces atouts psychologiques et sociaux contribuent à leur tour à une meilleure performance scolaire.

Le projet pilote «Bewegte Schule und Maison relais» a été lancé en 2014. En dehors des cours d'éducation physique hebdomadaires obligatoires, les enfants ont, pendant 15 à 20 minutes, tous les jours l'occasion de bouger et de se dépenser. La deuxième phase pilote a débuté pour l'année scolaire 2016-2017, par l'élargissement du projet à sept écoles supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur le déroulement de la deuxième phase du projet pilote?

2) Quand se termine la deuxième phase du projet?

3) Quand le ministre envisage-t-il de généraliser le concept au niveau national?

Réponse (25.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le projet pilote «Bewegte Schule» a été mis en œuvre pendant les années scolaires 2014-2015 et 2015-2016, un suivi scientifique ayant été assuré par l'Université du Luxembourg. Trois écoles y ont participé ainsi que deux écoles de contrôle sans «Bewegter Unterricht», avec un total d'environ 80 enseignants et 700 élèves. Les résultats de ce projet de recherche ont été documentés dans le rapport final «Bewegter Unterricht in Luxemburg» par le Prof. Dr. Andréas Bund et Claude Scheuer, Université du Luxembourg, décembre 2016.

Dans une deuxième phase, le projet pilote a été élargi pendant l'année scolaire 2016-2017. Une dizaine d'écoles et quelques maisons relais de l'arrondissement d'inspection 17 y ont participé. Le principe de la participation volontaire a été respecté. Il s'agissait de susciter l'intérêt des écoles quant à l'implémentation du concept «Bewegter Unterricht». Les enseignants des écoles pilotes ont partagé leurs expériences avec le personnel des sept écoles ayant rejoint le projet et ont ainsi éveillé la cu-

riosité des autres enseignants. Ceux-ci ont par la suite participé à une formation continue avant la rentrée scolaire. Pour les enseignants intéressés, une formation continue au sujet de l'approche par «Bewegtes Lernen» fut proposée, permettant ainsi d'expliciter prioritairement les effets positifs du mouvement sur les apprentissages des élèves.

Dans les maisons relais, l'activité physique supplémentaire a surtout été intégrée dans la phase de l'aide aux devoirs à domicile. Combiner les devoirs à domicile avec des activités de motricité est un moyen particulièrement utile afin de motiver les élèves à bouger davantage après les cours. Cette approche peut être utilisée pour toutes les matières; lire tout en se balançant, techniques de relaxation avant le passage aux devoirs à domicile ou encore des exercices stimulants tels que le jonglage en sont quelques exemples.

Parallèlement à cela, un groupe de travail a été mis en place pendant l'année scolaire 2016-2017 avec comme objectif à long terme d'élargir le projet «Bewegte Schule» au niveau national. Ce groupe est composé de plusieurs enseignants de différentes écoles et de différents cycles, d'une représentante des maisons relais, d'une représentante du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'une représentante de la LASEP ainsi que d'un instituteur-ressource chargé de la coordination du groupe. Afin d'atteindre les grands objectifs, le groupe de travail s'est occupé simultanément de plusieurs missions:

- élaboration d'un nom ainsi que d'un logo pour le projet;

- développement d'un label avec des critères spécifiques pour les écoles et les maisons relais;

- création d'une plateforme numérique destinée à l'information et à l'échange et, dans un deuxième temps, d'un site Internet;

- organisation d'une journée d'action avec remise du label aux écoles.

ad 2) La deuxième phase du projet pilote vient d'aboutir en juillet 2017. La journée d'actions qui a eu lieu le 15 juin 2017 à l'Institut national des sports (INS) en présence de 260 enfants provenant de 15 classes des écoles de l'arrondissement 17 en fut le moment fort. Tout au long de la journée, les enfants ont pu participer à divers ateliers mettant l'accent sur le mouvement et la motricité. Ces ateliers ont été animés par le personnel enseignant et des élèves du Sportlycée. À l'issue de la manifestation, huit écoles se sont vu décerner le label «clever move 2017» en présence du Ministre des Sports et du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Les écoles peuvent recevoir le label «clever move» si:

- trois quarts des enseignants s'engagent à intégrer vingt minutes de motricité supplémentaire par jour dans leurs cours;

- l'école garantit à chaque enfant son droit à un temps d'activité physique (p. ex. gymnastique, natation, pauses…);

- une réunion de cycle portant sur le thème de «Bewegte Schule» a lieu une fois par trimestre.

La nouvelle plateforme numérique www.clevermove.lu a été présentée lors de la journée d'action en juin. On y trouve des idées d'activités physiques et de jeux pédagogiques, des informations sur les formations continues pour les enseignants et le personnel éducatif ainsi que des informations concernant la journée d'action.

ad 3) Le début de la phase d'implémentation du projet est prévu pour l'année scolaire 2017-2018. Les anciennes écoles pilotes et maisons relais sont encouragées à poursuivre leur engagement en tant que «Bewegte Schule und Maison relais». À cette fin, elles sont soutenues par le groupe de travail de l'année scolaire passée.

De plus, tous les présidents d'écoles ainsi que les directeurs régionaux vont être informés par mon ministère sur le concept «Bewegte Schule und Maison relais», sur les possibilités de formations continues y relatives offertes par l'IFEN ainsi que sur la plateforme www.clevermove.lu. Selon les disponibilités, les écoles intéressées recevront un accompagnement et un soutien de la part du groupe de travail respectivement de la part du SCRIPT.

La décision des écoles et des maisons relais de s'engager sur cette voie ou de postuler pour le label «clever move» est à prendre par la communauté scolaire (parents/entité, commune/enseignants) et repose sur le principe du volontariat. Cette façon de procéder a fait ses preuves lors d'autres projets à l'intention des écoles fondamentales comme par exemple sur le projet MOBAQ-LUX (Erhebung der motorischen Basisqualifikationen).

À partir de janvier 2018, des formations continues placées sous le thème «bewegend unterrichten» seront proposées par l'IFEN à l'intention des enseignants des lycées.

Question 3168 (27.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **revendications de l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes:**

Lors de leur conférence de presse ayant eu lieu hier matin, les avocats membres de l'ALAP ont dressé le bilan de leurs activités et ont en même temps formulé certaines revendications. Parmi celles-ci figure un encadrement plus strict de ce qui est communément appelé «plumitif» et une spécialisation accrue des avocats, notamment en matière de droit pénal.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de l'ALAP?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures législatives envisagées par Monsieur le Ministre et suivant quel échéancier?

Réponse (17.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire des honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth se réfère à une conférence de presse tenue par les avocats membres de l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes (ALAP).

Ne connaissant pas la teneur exacte de l'avis et des revendications qui auraient été formulés par l'ALAP à sa conférence de presse et n'ayant pas encore été saisi par l'ALAP de ses revendications par un écrit, il est difficile de prendre position.

Cependant, en ce qui concerne la question des plumitifs d'audience, comme suite à une entrevue que j'ai eue au mois de mai avec des représentants de la Conférence du Jeune Barreau, la Commission de réforme du code de procédure pénale, à laquelle participe également un membre fondateur de l'ALAP, est actuellement en train d'examiner comment les enregistrements et procès-verbaux d'audiences devant les juridictions pénales sont réglementés dans d'autres pays européens.

Question 3172 (28.07.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **mélatonine:**

La mélatonine, hormone du sommeil utilisée dans le traitement des insomnies, est en vente en pharmacie sous le statut de médicament. Or, ce produit est également en vente dans les grandes surfaces.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Comment est-ce possible que ce principe actif soit en vente libre dans les grandes surfaces à un dosage qui, en pharmacie, a un statut de médicament?

- Quel est le statut réglementaire de cette hormone? Ce statut est-il en conformité avec les textes communautaires, notamment la pharmacopée européenne?

- Quelle est la base légale de l'inscription de la spécialité Circadin (mélatonine 2 mg) au régime de la délivrance par ordonnance (RR)?

Réponse (17.08.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le médicament Circadin (mélatonine 2 mg, comprimés à libération prolongée) a été enregistré par procédure centralisée (autorisation communautaire en vertu de la procédure centralisée - règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments).

Suivant le résumé du rapport européen public d'évaluation (EPAR) relatif à Circadin, le Comité des médicaments à usage humain de l'Agence européenne des médicaments a estimé que, même si Circadin a montré n'avoir qu'un effet limité sur un nombre relativement petit de patients, ses bénéfices sont supérieurs à ses risques. Il a recommandé l'octroi d'une autorisation de mise sur le marché et parallèlement a statué sur une délivrance exclusive sur prescription de ce médicament. La Commission européenne a délivré une autorisation de mise sur le marché valide dans toute l'Union européenne pour Circadin à la société «Rad Neurim Pharmaceuticals EEC Limited», en date du 29 juin 2007.

Étant un médicament, Circadin répond aux critères sévères en matière d'efficacité, de qualité et de sécurité de la législation du médicament et ne peut être vendu exclusivement qu'en pharmacie.

Le règlement (UE) n°432/2012 de la Commission du 16 mai 2012 établissant une liste des allégations de santé autorisées portant sur les denrées alimentaires, prévoit que l'allégation suivant laquelle «la mélatonine contribue à réduire le temps d'endormissement» ne peut être utilisée que pour une denrée alimentaire contenant 1 mg de mélatonine par portion quantifiée.

Cependant ceci n'implique nullement que la substance en question soit autorisée dans les denrées alimentaires. Chaque État membre peut définir une limite pour déterminer la classification d'un produit donné comme complément alimentaire ou comme médicament en se basant sur les données scientifiques disponibles. C'est ainsi que la France et l'Italie ont défini une limite de 1 mg par jour pour la mélatonine dans les compléments alimentaires. Par contre, la Belgique et les Pays-Bas ont fixé cette limite à 0,3 mg par jour en se basant sur un jugement rendu le 24 février 2015 par le Tribunal de Gelderland, lui-même se basant sur un article scientifique paru en 1997 dans le journal américain «Sleep».

Malgré la volonté de la Commission européenne d'éviter au maximum l'apparition de produits frontière, il peut arriver qu'une substance ait d'un côté un enregistrement en tant que médicament et d'autre part circule librement en tant que complément alimentaire.

Question 3177 (28.07.2017) de **Mme Josée Lorsché (déi gréng)** concernant le **vol de vélos:**

La 22e édition de «Alles op de Vëlo» qui s'est déroulée le dimanche 16 juillet 2017 tout comme la campagne «Mam Vëlo op d'Schaff» qui se terminera le 31 juillet ont connu un franc succès et ont démontré une fois de plus que le cyclisme est devenu très populaire au Luxembourg. La pratique du vélo constitue non seulement une activité de sport ou de loisir, mais le vélo est également utilisé comme moyen de transport quotidien par un nombre croissant de personnes.

Avec la multiplication du nombre et des modèles de vélos vendus, ceux-ci sont malheureusement devenus une cible de choix pour des voleurs. C'est pourquoi la Police grand-ducale offre depuis 2006 aux propriétaires de vélos la possibilité d'apposer un code personnel à leur vélo. Ce codage visible est d'abord destiné à dissuader un voleur potentiel et ensuite à simplifier l'identification du propriétaire légitime d'un vélo retrouvé après le vol. Or, plusieurs sites Internet et publications internationales mentionnent encore d'autres consignes de sécurité qui permettent de dissuader les voleurs potentiels et de réduire le nombre de vols.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Combien de vols de vélos ont été enregistrés annuellement par la Police grand-ducale depuis 2006?

2. Combien de vélos ont été codés par la Police grand-ducale depuis 2006 et combien de vélos ont pu être retournés à leur propriétaire grâce au codage?

3. Quelles sont les autres consignes des forces de l'ordre concernant le choix du dispositif antivol, de l'emplacement du vélo et de son attachement dans le cas où un parc sécurisé pour vélos fait défaut?

4. Ne serait-il pas opportun de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation et d'information sur les différents moyens de prévenir un vol en y impliquant non seulement les propriétaires de vélos, mais aussi les associations de cyclistes ainsi que les vendeurs commerciaux et les points de location de cycles?

Réponse commune (01.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Entre 2006 et 2016, 1.524 vélos ont été déclarés volés. Les chiffres dont dispose la Police grand-ducale à la date du 30 juin 2017 montrent une augmentation du nombre de vols de vélos de 73,68% par rapport aux six premiers mois de l'année 2016 (57 vols pour 2016 et 96 vols pour 2017).

Cette hausse du nombre de vols par rapport à la même période de l'année 2016, de même que la hausse déjà constatée en 2016 (189 vols) par rapport à 2015 (126 vols), s'explique certainement en partie par le fait que le cyclisme étant devenu plus populaire au cours des dernières années à Luxembourg, le nombre de vélos et notamment de vélos électriques a augmenté rapidement.

ad 2. La police propose un service particulier aux propriétaires de vélos. Chaque 1er mardi du mois les personnes intéressées peuvent faire enregistrer leur vélo auprès de la police. Pour ce faire, un code est gravé sur le cadre du vélo. Pour obtenir un rendez-vous, il suffit d'envoyer un e-mail à l'adresse codage-velo@police.etat.lu. De plus, la Police grand-ducale participe chaque année à la manifestation «Alles op de Vëlo Mamer Mersch» et à d'autres manifestations, ceci surtout pendant la semaine de la mobilité.

Entre 2006 et 2016, 2.922 vélos ont été enregistrés grâce au système du codage. Il importe de préciser que le codage n'est pas adapté pour des cadres en carbone étant donné que la gravure peut provoquer des fissures à ce matériel. Dans ce cas, les propriétaires sont obligés de faire des photos de leur bicyclette et de les sauvegarder.

Bien que la police ne dispose pas de statistiques sur le nombre de vélos qui ont été retrouvés et retournés à leur propriétaire grâce au codage, le fait d'avoir un code gravé dans le cadre du vélo a certainement un effet préventif.

ad 3. Outre un dispositif de verrouillage solide, la police émet sur son site Internet un certain nombre de consignes pour se prémunir contre le vol de vélos:

- Utilisez uniquement des dispositifs de sécurité certifiés pour protéger votre deux-roues.

- Arrimez votre bicyclette à un objet ancré dans le sol (clôture, poteau, etc.) de façon à ce qu'elle ne puisse être désengagée et emportée.

- Il est possible de cadenasser ensemble plusieurs bicyclettes.

- Parquez votre bicyclette dans un local verrouillé ou surveillé si possible.

- Si vous transportez une bicyclette en voiture et que vous la disposez sur le toit ou le capot arrière, n'oubliez pas de la cadenasser.

- Notez le numéro de cadre, la marque et la couleur de votre bicyclette. Faites des photos de votre bicyclette et sauvegardez ces photos chez vous.

ad 4. La Police grand-ducale procède régulièrement à des campagnes de sensibilisation concernant des sujets actuels et le vol de vélos figurera certainement parmi les sujets qui seront traités dans le futur pour mieux sensibiliser la population.

L'organisation de campagnes communes avec les vendeurs et points de location n'est actuellement pas envisagée.

Question 3180 (31.07.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transfert et traitement des données des dossiers passagers aériens:**

Dans son avis 1/15, la Cour de justice de l'Union européenne a relevé que le projet d'accord entre le Canada et l'Union européenne sur le transfert et le traitement des données des dossiers passagers comporterait une ingérence dans les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les conclusions de la Cour de justice sont, du moins en partie, transposables à la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers?

- Dans l'affirmative, lesquelles?

- À supposer que la directive précitée doive être remaniée, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les travaux de préparation en ce sens, voire les négociations sont déjà en cours, voire programmés?

Réponse commune (21.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

L'honorable Député s'enquiert des éventuelles répercussions de l'avis n°1/15 de la grande chambre de la Cour de justice de l'Union européenne du 26 juillet 2017 - rendu par rapport au projet d'accord entre l'Union européenne et le Canada sur le transfert et le traitement des données personnelles des passagers aériens, ci-après «l'Accord de 2006» - sur la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière, ci-après «la directive PNR».

Étant donné que l'Accord de 2006 et la directive PNR ont des objets similaires et poursuivent le même objectif, certaines des conclusions plus générales de l'avis précité de la Cour de justice de l'Union européenne sont également valables pour la directive PNR.

Ainsi, il est important de noter que la Cour de justice de l'Union européenne a retenu, aux paragraphes 148 à 153 de son avis, que l'objectif de garantir la sécurité publique par le biais du traitement des données PNR dans le cadre de la lutte contre des infractions terroristes et la criminalité transnationale grave est un objectif d'intérêt général de l'Union européenne susceptible de justifier des ingérences, même graves, dans les droits fondamentaux consacrés aux articles 7 (respect de la vie privée et familiale) et 8 (protection des données à caractère personnel) de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et que le traitement de ces données personnelles est apte à garantir la réalisation de cet objectif.

La Cour de justice de l'Union européenne a pris soin de relever, au paragraphe 149 de son avis, que la protection de la sécurité publique contribue également à la protection des droits et libertés d'autrui, alors que l'article 6 de la Charte énonce le droit de toute personne non seulement à la liberté, mais également à la sûreté.

La Cour de justice de l'Union européenne a procédé, à partir du paragraphe 154 et suivants de son avis, à une analyse détaillée des dispositions de l'Accord de 2006. Or, afin de déterminer si et, le cas échéant, quelles autres conclusions de la Cour de justice de l'Union européenne sont transposables à la directive PNR, il convient de comparer, point par point, le libellé de l'Accord de 2006 avec celui de la directive PNR. Au vu du caractère récent de l'avis 1/15 de la Cour de justice de l'Union européenne, cet examen comparatif est toujours en cours, tant au niveau des États membres de l'Union européenne qu'au niveau des institutions de l'Union européenne comme le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil des ministres.

Par conséquent, il est à l'heure actuelle prématuré pour se prononcer sur une éventuelle nécessité de remanier la directive PNR et encore plus sur la programmation de négociations éventuelles.

Question 3181 (31.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **délais d'attente aux installations IRM:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2146 du 13 juin 2016 de Monsieur le Député Léon Gloden, Madame la Ministre a précisé qu'un IRM supplémentaire sera installé dans chacun des quatre groupes hospitaliers. Ceci pourrait avoir un impact positif sur le délai d'attente. Madame la Ministre a également souligné que trop d'installations IRM pourraient conduire à une sur-utilisation de ces procédures diagnostiques, pour en conclure que la justification des examens IRM reste primordiale (i) pour résoudre les problèmes de délai d'attente et (ii) pour une bonne prise en charge du patient.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous indiquer le délai d'attente moyen en termes d'accès aux IRM? Les délais d'attente ont-ils pu être réduits grâce à l'acquisition de quatre nouvelles installations IRM?

- Les prescriptions d'examens radiologiques comportent-elles entre-temps dans la grande majorité des cas des informations permettant de juger de la justification et du degré d'urgence de l'examen? À défaut, convient-il de sensibiliser les médecins à ce sujet?

Réponse (01.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

La gestion des équipements médicaux utilisés dans le cadre de soins hospitaliers relève de la responsabilité des établissements hospitaliers, y compris la gestion des délais d'attente pour accéder aux IRM.

Les chiffres relatifs aux prédits délais d'attente ne sont pas transmis au Ministère de la Santé.

Le Ministère de la Santé est pourtant au courant que les délais d'attente sont estimés trop longs par certains patients. Il soutient tous les efforts visant à réduire ces temps d'attente. Cet objectif s'inscrit dans la mission d'intérêt général qui lui incombe et qui consiste à garantir à tous les citoyens un accès équitable à des soins de santé efficaces et de qualité.

C'est ainsi que la Direction de la santé a recommandé aux hôpitaux de mener des audits internes concernant le délai d'attente en termes d'accès aux IRM. L'évaluation du délai d'attente moyen en termes d'accès aux IRM n'a pas fait l'objet des audits menés par la Direction de la santé dans le cadre du plan d'action relatif à l'imagerie médicale, alors que ces audits portaient uniquement sur la conformité formelle des prescriptions en imagerie médicale ainsi qu'à leur conformité aux bonnes pratiques.

Il ne relève pas des attributions du Ministère de la Santé de se prononcer quant à la question concernant l'appréciation d'un impact éventuel sur les délais d'attente suite à l'acquisition de nouvelles installations IRM. En effet, l'acquisition tout comme l'attribution des équipements médicaux relèvent strictement des compétences de la Caisse nationale de maladie à laquelle il appartient d'analyser l'opportunité de renforcer l'équipement en place.

Quant à la question relative à la justification et au degré d'urgence des examens d'imagerie médicale, il importe de relever qu'un audit «Conformité pour la présence des éléments de justification» (septembre 2016) de la direction a montré que le taux de conformité de demandes d'examen médical au Luxembourg est globalement insatisfaisant. L'audit a aussi montré que le degré d'urgence était rarement indiqué sur les demandes d'examen. Suite à ce constat, une série de mesures ont été mises en place en vue d'améliorer la situation. Une prochaine évaluation permettra de juger pleinement des progrès accomplis en matière de justification et d'indication du degré d'urgence d'un examen IRM.

La sensibilisation des médecins, qui sont les prescripteurs des examens d'imagerie, a été réalisée moyennant l'envoi d'une circulaire en octobre 2016. Validée par le conseil scientifique du domaine de la santé, elle vise notamment à diffuser les conclusions de l'audit et à promouvoir l'utilisation des recommandations en matière de prescription de l'imagerie médicale, en l'occurrence le guide de bon usage des examens d'imagerie médicale.

Un plan d'action, intitulé «Mise en place des recommandations de prescriptions en imagerie médicale», élaboré par un groupe de travail ad hoc mandaté par les ministres de la Santé et de la Sécurité sociale, a été publié en novembre 2015 (http://www.sante.public.lu/fr/publications/p/plan-action-prescriptions-imagerie-medicale/index.html). Les actions citées plus haut s'inscrivent dans ce plan d'action national.

Des inspections du processus de justification des examens d'imagerie médicale ont eu lieu en novembre 2016 en coopération avec les autorités françaises et belges. Suite à ces inspections, les cinq établissements inspectés, dont les quatre groupements hospitaliers et un cabinet privé, ont présenté des plans d'actions visant l'amélioration du processus de justification.

Un deuxième audit vient d'être réalisé par la Direction de la santé. Cet audit visait à établir l'adéquation de demandes d'examen par tomographie computérisée (CT) et de demandes d'examen par résonance magnétique (IRM) avec les recommandations en vigueur.

Les résultats des différentes analyses et des actions entreprises dans le cadre du plan d'action ont été présentés aux acteurs du terrain le 31 mai 2017. Le groupe de travail chargé de l'exécution du plan d'action est en train de préparer des recommandations afin de poursuivre l'amélioration continue de la prise en charge du patient en imagerie médicale.

Le règlement grand-ducal précité du 16 mars 2001 contient d'ores et déjà des dispositions relatives à la justification des examens d'imagerie médicale. Notamment, l'article 6 préconise l'utilisation de recommandations en matière de critères de prescription. Dans le cadre de la transposition de la directive 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants, ces dispositions ont été précisées dans le projet de loi relative à la radioprotection.

Question 3191 (01.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise politique au Venezuela:**

En effet, plus de 120 personnes ont déjà trouvé la mort en quatre mois de manifestations antigouvernementales dans un pays au bord de la guerre civile et de l'effondrement économique. Deux des chefs de l'opposition ont été arrêtés mardi à Caracas. L'État de droit et la démocratie sont menacés. Après l'élection dans le sang de l'Assemblée constituante dimanche dernier - «un chèque en blanc» pour le Président Nicolas Maduro selon la procureure générale Luisa Ortega -, le Venezuela est - avec la coexistence de deux parlements - plus divisé à l'intérieur et plus isolé à l'extérieur que jamais. Une dizaine de pays dont les États-Unis, la Colombie, l'Argentine mais aussi l'Espagne, ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas la Constituante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'attitude du Gouvernement par rapport à la crise au Venezuela après les récentes élections controversées suivies de sanctions américaines?

2. Selon les renseignements du Gouvernement, l'État de droit et les droits de l'homme sont-ils toujours assurés à Caracas?

3. Dans le cas contraire, le Gouvernement entend-il intervenir sur un plan bilatéral? Qu'en est-il de la reconnaissance de la Constituante?

4. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit opportun que l'UE intervienne d'une même voix dans la résolution de cette crise? Le Gouvernement envisage-t-il intervenir dans ce sens à l'échelle européenne?

Réponse (09.08.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Luxembourg soutient pleinement les efforts de l'Union européenne en réponse aux développements dans le pays et le Gouvernement suit de près la situation au Venezuela. Il regrette la décision des autorités vénézuéliennes d'avoir procédé à l'élection d'une Assemblée constituante le 30 juillet 2017. L'Assemblée constituante a été élue dans des circonstances qui indiquent que ce nouvel organe ne pourra représenter de manière adéquate l'électorat vénézuélien. Ayant pour mission de procéder à une révision constitutionnelle et doté de pleins pouvoirs pour refondre les institutions, y inclus l'Assemblée nationale où l'opposition détient une majorité, cet organe risque d'exacerber les divisions, les violences et la souffrance de la population.

C'est pourquoi l'Union européenne a refusé, dans une déclaration conjointe du 2 août 2017, de reconnaître cette Assemblée constituante et a demandé que son installation effective soit suspendue. À cette déclaration se rajoute celle du 26 juillet dernier, où l'UE a demandé au Président Maduro de reconsidérer la mise en place de l'Assemblée constituante.

La situation requiert une solution négociée d'urgence entre le Gouvernement du Président Maduro et l'opposition. Dans ces conclusions de juillet 2016 et de mai 2017 le Conseil des ministres des affaires étrangères a publiquement soutenu les initiatives de médiation de la communauté internationale, dont notamment celle chapeautée par la diplomatie du Saint-Siège.

Nos efforts diplomatiques, au sein de l'UE et à travers notre action en appui du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ont pour priorité de venir en aide au peuple vénézuélien et d'obtenir une désescalade des tensions au plus vite. L'une de nos actions au sein de l'UE a été une démarche effectuée par l'UE et les États membres représentés sur place auprès d'un nombre de pays proches du régime de Maduro, pour encourager l'adoption d'un nombre de mesures de confiance et le lancement d'un nouveau processus de dialogue. Le Luxembourg y a également participé via sa représentation diplomatique au Nicaragua. Nos efforts au sein de l'UE visent la création d'un groupe de pays amis du Venezuela, qui devraient pouvoir être acceptés comme interlocuteurs de confiance à la fois par le régime de Maduro et l'opposition, et qui pourront encadrer ce nouveau processus de dialogue. Au niveau du Conseil des droits de l'homme, le Luxembourg a appuyé une déclaration appelant au respect des droits de l'homme, au dialogue politique et à une résolution durable du conflit.

À noter que le Gouvernement s'accorde avec l'UE en considérant l'imposition de sanctions au niveau de l'UE comme prématurées, surtout parce que ces dernières seraient invariablement accaparées à des fins de propagande par le régime. L'UE est toutefois prête à adapter sa réponse, au fur et à mesure que la situation évolue.

L'UE se tient également prête à venir en aide à la population du Venezuela si le Gouvernement accepte d'ouvrir un couloir humanitaire.

Question 3195 (02.08.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **offices sociaux:**

Leit, déi sech an enger finanziell oder sozial prekärer Situatioun befannen, kënnen an engem Office social Hëllef froen. Wat d'Zoustännegkeete vum Office social ugeet, heescht et op guichet.lu: „Das Sozialamt ist mit folgenden Aufgaben betraut: (...) eine finanzielle oder matérielle Beihilfe in Form eines Vorschusses oder einer Zusatzzahlung veranlassen, wenn die gemäß der luxemburgischen oder ausländischen Gesetzgebung bezogenen Leistungen die anlässlich der Untersuchung des sozialen Umfeldes und der verfügbaren Daten festgestellten und zurückbehaltenen Bedürfnisse nicht fristgerecht oder nicht ausreichend abdecken."

An deem Kontext wéilt ech dem Här Sozialminister folgend Froe stellen:

1. Huet eng Persoun, déi den RMG bezitt, en Urecht drop, vun de Sozialbüroen an de Gemengen finanziell ënnerstëtzt ze gi respektiv Sue virgestreckt ze kréien, wa si wichteg Rechnungen - Stroumrechnung, Waasserrechnung - net méi bezuele kann oder schonn eventuell net méi bezuelt huet, och wann dat eng gréisser Zomm ass?

2. Sinn d'Gemenge verflicht, am uewe genannte Fall Hëllef ze leeschten oder gëtt et do e Spillraum?

Réponse (09.08.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Sozialhëllef (loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale) seet, dass all Persoun, déi um Territoire vu Lëtzebuerg ass, eng Sozialhëllef ka kréien. Dozou gehéieren natierlech och all déi Persounen, déi den RMG kréien.

Dës Hëllef ka verschidde Formen unhuelen:

- Den Office social bezilt d'Rechnung ganz, ouni e Remboursement ze froen.

- Den Office social bezilt d'Rechnung a freet d'Sue bei der Persoun zréck. De Remboursement kann iwwer länger Zäit lafen.

- Den Office social gëtt aner Hëllefen eréi z. B. den Accès zu der Épicerie sociale; domat erlaabt en de Leit Suen zur Verfügung ze hunn, fir d'Rechnungen ze bezuelen.

Den Artikel 28 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 seet, dass d'Leit musse kënnen e liewensnoutwendege Minimum u Waasser, Stroum an Energie hunn. Hei geet et ëm den normalen Haushaltsbudget an et ass keng Limitt vun der Zomm virgesinn.

Et muss een awer dëst Recht och am Zesummenhang mam Artikel 7 vum Gesetz gesinn, dee seet, dass d'Leit mussen aktiv matschaffen («[...] En contrepartie de l'aide sociale accordée, l'office social est en droit de demander une participation active de la part des bénéficiaires aux mesures destinées à rétablir leur autonomie.»). Dëst heescht, dass eng Persoun, déi refuséiert hir Situatioun ze verbesseren a keng Rotschléi a Mesuren unhëlt, och e Refus ka kréien.

An dësem Kontext sief och gesot, dass de Projet de loi n°7113 iwwert de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) a sengem Artikel 35 d'Méiglechkeet fir den Office social virgesäit, fir den Deel „frais communs" vum REVIS vun enger Persoun kënnen direkt vum FNS ze kréien, fir dëser Persoun hir Energie- a Wunnkäschten ze bezuelen.

ad 2. D'Gemenge bezuele 50% un de Fraisë vum Office social.

Decisiounen, ob eng Persoun Sozialhëllef kritt oder net, gi vum Conseil d'administration vum Office social geholl. Den Office social ass verflicht, all seng Decisiounen ze motivéieren. Den Office social huet eng ganz Rei vun Hëllefen, déi op déi individuell Situatioun vun der Persoun ugepasst ginn.